

STEVE DÉRY

LA COLONISATION AGRICOLE AU VIETNAM

Thèse
présentée
à la Faculté des études supérieures
de l'Université Laval
pour l'obtention
du grade de Philosophiae Doctor (Ph.D.)

Département de géographie
FACULTÉ DES LETTRES
UNIVERSITÉ LAVAL
QUÉBEC

MAI 1999



**National Library
of Canada**

**Acquisitions and
Bibliographic Services**

395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

**Bibliothèque nationale
du Canada**

**Acquisitions et
services bibliographiques**

395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Your file Votre référence

Our file Notre référence

The author has granted a non-exclusive licence allowing the National Library of Canada to reproduce, loan, distribute or sell copies of this thesis in microform, paper or electronic formats.

The author retains ownership of the copyright in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque nationale du Canada de reproduire, prêter, distribuer ou vendre des copies de cette thèse sous la forme de microfiche/film, de reproduction sur papier ou sur format électronique.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur qui protège cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

0-612-48535-8

Canada



Ce 3ième jour du mois de Septembre 19 99, les personnes soussignées, en leur qualité de membres du jury de la thèse de Steve Dery, ont assisté à la soutenance de cette thèse.

NOMS	UNIVERSITE	SIGNATURE
G. B. Hainsworth	Colombie-Britannique	
Yann Roche	UQAM	
Jacques Bernier	Université Laval	
Rodolphe De Koninck	Université Laval	

RÉSUMÉ (court)

Depuis 1975, le territoire du Vietnam a été largement transformé. En particulier, les montagnes et plateaux du Centre du pays ont été l'objet d'une colonisation agricole soutenue de la part des représentants de l'ethnie viet. Dynamique traditionnelle par excellence au cours de l'histoire du pays, cette propension pionnière des Viet a contribué à intégrer à leur organisation territoriale et sociale des peuples auparavant marginaux, souvent indépendants, et longtemps rebelles. Parallèlement, d'abord et avant tout en raison de cette intense colonisation agricole amorcée par les Français dès l'époque coloniale, les lisières forestières de cette région des Plateaux centraux (Tay Nguyen) ont reculé, à un point tel que les forêts n'y apparaissent plus qu'à l'état résiduel. Toute cette dynamique a permis au nouvel État moderne vietnamien, issu des troubles politiques qui ont secoué la région de 1945 à 1975, de consolider sa présence partout sur son territoire.

étudiant

Steve Déry

directeur

Rodolphe De Koninck

RÉSUMÉ (long)

Depuis 1975, le territoire du Vietnam a été largement transformé. En particulier, les montagnes et plateaux du Centre du pays ont été l'objet d'une colonisation agricole soutenue de la part des représentants de l'ethnie viet. Dynamique traditionnelle par excellence au cours de l'histoire du pays, cette propension pionnière des Viet a contribué à intégrer à leur organisation territoriale et sociale des peuples auparavant marginaux, souvent indépendants, et longtemps rebelles. Parallèlement, d'abord et avant tout en raison de cette intense colonisation agricole amorcée par les Français dès l'époque coloniale, les lisières forestières de cette région des Plateaux centraux (Tay Nguyen) ont reculé, à un point tel que les forêts n'y apparaissent plus qu'à l'état résiduel. Toute cette dynamique a permis au nouvel État moderne vietnamien, issu des troubles politiques qui ont secoué la région de 1945 à 1975, de consolider sa présence partout sur son territoire.

L'objectif de cette thèse consiste à contribuer à la vérification de l'hypothèse selon laquelle la colonisation agricole pratiquée par les Viet constitue la cause instrumentale centrale du processus de déforestation au Vietnam. Plus que cela, tout au long de l'histoire du pays dont elle a façonné les contours, elle a servi d'outil d'intégration des populations et des territoires marginaux aux différents États successifs. Elle a aussi contribué à bouleverser une organisation traditionnelle, en particulier dans les Plateaux centraux, qui avait perduré jusqu'à la colonisation française. D'abord, un examen des conditions de ces bouleversements permet de comprendre la place importante de la colonisation agricole dans l'histoire et la géographie du Vietnam, en particulier celles du XX^e siècle. Dans un deuxième temps, une étude de cas, en l'occurrence celui de la province de Lam Dong, fournit une description du processus à l'échelle où il se déroule, c'est-à-dire à l'échelle locale. Cette analyse fondamentale, essentiellement basée sur des enquêtes de terrain, montre clairement le lien qui unit la colonisation agricole viet et la déforestation. Cette situation pose deux défis importants que le Vietnam doit relever s'il veut améliorer durablement la gestion de son territoire: le problème de la migration spontanée et la concurrence entre ses politiques agricoles et ses politiques environnementales.

_____étudiant

Steve Déry

_____directeur

Rodolphe De Koninck

AVANT-PROPOS

Au contact de la réalité...

Lorsque je débarquai avec François Brassard à l'aéroport de Tan Son Nhat le 12 janvier 1996, j'étais loin de me douter de la nature et des implications de l'imposant contrat dans lequel je m'étais embarqué. Mon projet de thèse se dessinait tranquillement, mais j'avoue que je m'inquiétais un peu de ce que je pourrais trouver au Vietnam pour m'aider à le réaliser. Venu étudier la transformation d'un paysage, j'y ai découvert des gens; des gens qui ne m'attendaient pas pour vivre mais qui m'ont accueilli chez eux. J'y ai aussi découvert une réalité qui, au risque de lancer un cliché, n'apparaissait pas dans les bouquins que je décortiquais depuis quelques mois. Si la thèse de doctorat s'apparente à un gigantesque casse-tête dont il faut non seulement assembler les morceaux mais aussi d'abord les fabriquer, mes trois séjours sur le terrain, et en particulier le premier en janvier et février 1996, m'ont permis de dessiner une image sur ces morceaux de casse-tête, et même d'y mettre de la couleur et de la vie. Je retrace, en annexe et avec plus de détails, les principales étapes de ces recherches de terrain au Vietnam (Annexe B).

Par ailleurs, je tiens à souligner l'appui financier qui m'a été accordé pour réaliser cette thèse. D'abord, le Centre Canada-ASEAN m'a appuyé pour réaliser un premier stage de terrain en janvier et février 1996; une bourse d'excellence m'a ensuite été accordée par le Fonds pour la Formation de Chercheurs et l'Aide à la Recherche (FCAR), lequel Fonds a participé au financement de mon deuxième stage au Vietnam (septembre à décembre 1996); enfin, le Conseil de Recherche en Sciences Humaines du Canada (CRSH) m'a octroyé une bourse d'excellence pour la dernière année; de nombreux contrats de recherche dans le cadre de projets appuyés financièrement par ce même CRSH, le Centre de Recherche pour le Développement International du Canada (CRDI) et l'AUPELF-UREF. D'ailleurs, ma thèse constitue un élément-clé, un objectif, de la phase II du projet CRDI «Le défi forestier au Vietnam». Dans le cadre de celui-ci, un total de 12 thèses (maîtrises et doctorats) portant sur ce thème doivent être réalisées par des candidats vietnamiens et canadiens.

Ces subventions de recherche, toutes accordées au professeur Rodolphe De Koninck, du département de géographie de l'université Laval, mon directeur de recherche, m'ont donné l'occasion, ou plutôt la chance et le privilège, de travailler en collaboration avec une équipe de

recherche dynamique dont l'Asie du Sud-Est constitue la région d'étude privilégiée, la Cellule Asie du Sud-Est (CASE). Le professeur Jacques Bernier, du département de géographie, depuis même les tout débuts de l'élaboration de la thèse, m'a conseillé judicieusement plus d'une fois et mérite toute ma gratitude. Au sein de l'équipe de la CASE, créée et toujours dirigée par le professeur De Koninck, mes plus vifs remerciements vont à Ludovic Guerpillon pour sa contribution essentielle et fondamentale à l'infographie, en temps et en qualité du travail; celle-ci rehausse considérablement la qualité de la présentation de l'ensemble. Je suis aussi redevable de plusieurs personnes au sein de la CASE: Stéphane Bernard, à l'étape de mise en place de ce projet, Lyne Chabot et France Labrecque, pour leurs lectures et encouragements répétés, Frédéric Dupré, Yan Kestens, Stéphane Ogeron, Christine Veilleux, pour les discussions électrisantes et les remises à l'heure juste, ainsi que les Vietnamiens associés dans le cadre du projet CRDI évoqué ci-haut: Tran Dac Dan, mon partenaire, aussi coéquipier sur le terrain et ami surtout, Vo Thanh Son, Phan Viet Ha, Pham Thanh Hai, Pham Trinh Hung et Luang Anh Tuan, ces deux derniers poursuivant leurs études à Sherbrooke, et les anciens de la CASE, François Brassard, compagnon de terrain (janv.-fév. 1996), Estelle Dricot et Olivier Lundqvist.

Au Vietnam d'ailleurs, ils sont très nombreux à recevoir toute ma gratitude. En dresser la liste serait fastidieux (plus de 200 personnes) et des oublis se glisseraient sans doute. Je souhaite cependant remercier plus spécifiquement le professeur Luu Trong Hieu, mon mentor, et quelques-uns des professeurs de l'École d'Agriculture et de Foresterie de Thu Duc (Ho Chi Minh-Ville) qui m'ont grandement aidé lors de mes séjours dans leur pays: Hoang Huu Cai, Nguyen Duc Binh, Vo Van Toan, Nguyen Ngoc Tuy, et Lam Xuan Sanh†, malheureusement décédé récemment.

Mes plus profonds remerciements s'adressent aussi à ma famille: d'abord à mon épouse Isabelle, aussi compagne sur le terrain à l'automne 1996, patiente jusqu'au bout, à nos enfants, Jeanne et Joseph pour leur joie de vivre quotidienne; ensuite à Madeleine, Louis†, Éric et Nathalie, Yanik, Carl (merci pour la lecture de quelques chapitres), et Karine; enfin, à Jean-Eudes et Fernande et toute la famille Savard-Gagnon: Martin et Johanne (merci pour l'aide apportée à la confection de tableaux), Marie-Claude et Steven, Louis et So-Yong et David.

Enfin, avec cette thèse, ce n'est pas seulement une page qui se tourne, mais c'est bien un livre entier qui se referme. Je souhaite sincèrement remercier le professeur Rodolphe De Koninck, mon directeur de thèse, pour l'ensemble de sa contribution à ma formation.

Depuis l'automne 1990, alors que je suivais assidûment le cours *Introduction à la carte du monde*, mais encore plus à partir d'août 1992, alors qu'il a commencé à superviser mes études

graduées (à ce moment c'était pour un mémoire de baccalauréat), la somme de ce dont je suis redevable au professeur De Koninck m'apparaît incalculable. Si ce n'était que des études proprement dites, on pourrait peut-être calculer les centaines d'heures consacrées chaque année à la lecture et à la relecture attentive et critique de mes textes «scolaires» (maîtrise et doctorat), mais aussi de mes premiers essais de publication, textes de colloques, etc. Son apport à ma formation déborde largement le cadre académique de mes études. Pour dire les choses brièvement, j'ai non seulement appris à écrire et réaliser une recherche scientifique rigoureuse, mais j'ai eu la chance de participer à de nombreux colloques (neuf présentations en quatre ans) et même d'en organiser un; de plus, j'ai eu le privilège de travailler à presque toutes les facettes de plusieurs projets de recherche: élaboration, coordination, recherche, terrain, ateliers, etc., d'assumer un certain leadership au sein d'une équipe de recherche, des responsabilités; plus que tout, cependant, outre qu'il m'a fait partager son bon goût pour le bon vin, il m'a fait comprendre non seulement la nécessité, mais surtout, le *devoir* du travail bien fait.

Toutes ces raisons, trop brièvement résumées ici, justifient amplement toutes ces années consécutives d'apprentissage passées auprès du professeur De Koninck. La meilleure façon de le remercier, pour l'instant, demeure sûrement de voler de mes propres ailes...

TABLE DES MATIÈRES

Résumé (court)	ii
Résumé (long)	iii
Avant-propos	iv
Table des matières	vii
Liste des figures	xi
Liste des tableaux	xii
Note liminaire: l'utilisation de la nymie vietnamienne	xiv
 PREMIÈRE PARTIE	
La colonisation agricole au Vietnam: persistances et changements, traditions et bouleversements	15
Chapitre 1: Introduction: La colonisation agricole au Vietnam	15
1.1 L'expansion territoriale de l'agriculture aux dépens des forêts	15
1.2 Les transformations territoriales récentes du Vietnam: expansion agricole et déforestation	16
1.3 La colonisation agricole comme phénomène	19
1.3.1 La colonisation agricole	19
1.3.2 Étymologie	21
1.4 La colonisation agricole au Vietnam: un processus millénaire	22
1.4.1 La <i>Nam Tien</i> ou la «marche vers le Sud»	22
1.4.2 Expansion territoriale de l'agriculture pendant la période coloniale	24
1.4.3 Bouleversements pendant la période 1954-1975	25
1.4.4 La colonisation agricole dans le Vietnam réunié	25
1.5 Le Vietnam traditionnel, le Vietnam bouleversé: une démarche intégrant les différentes échelles d'analyse	26
Chapitre 2: Les structures et les dynamiques traditionnelles	30
2.1 L'utilisation de l'adjectif «traditionnel»	30
2.2 L'ossature morphologique	34
2.2.1 La plaine alluviale, domaine traditionnel des Vietnamiens	35
2.2.2 Montagnes et plateaux, socle de mosaïques superposées	38
2.2.3 Des môles répulsifs?	41
2.3 L'organisation politique traditionnelle	44
2.3.1 Le roi et le village (<i>xã</i>) au Vietnam	44
2.3.2 Chez les Proto-Indochinois	46
2.4 La répartition de la population: une démarcation ethnique	48
2.4.1 La question des densités et des dynamiques démographiques	48
2.4.2 Le cantonnement ethnique	49
2.4.3 Les réseaux d'échange	51
2.5 La relation au territoire	53
2.5.1 Les formes d'agriculture	53
2.5.2 L'utilisation de la forêt	54

Chapitre 3: Les bouleversements dans la région des Plateaux centraux, 1858-1995	56
3.1 Les premiers bouleversements (1858-1945)	59
3.1.1 Améliorations sanitaires et techniques: préambule à une croissance de la population accélérée	60
3.1.2 étendre, universaliser, réticuler, et consolider l'administration de type français	62
3.1.2.1 Les missionnaires	62
3.1.2.2 Les explorateurs	63
3.1.2.3 Les administrateurs et les militaires	67
3.1.2.4 Les infrastructures	69
3.1.3 Développer les plantations	73
3.1.4 L'arrivée des Viet sur les hautes terres	76
3.1.5 Étendre et consolider la domination	77
3.2 L'accélération des transformations (1945-1975)	79
3.2.1 Occupation japonaise et décolonisation	80
3.2.2 La deuxième guerre d'Indochine	81
3.2.2.1 Une deuxième <i>Nam Tien</i>	81
3.2.2.2 Les plans de développement et la colonisation agricole viet	85
3.2.2.3 Hameaux stratégiques et sédentarisation	87
3.2.2.4 La guerre sur les plateaux	89
3.2.3 La situation en 1975	91
3.3 Les politiques agricoles et forestières du nouvel État	91
3.3.1 Les unités administratives après 1975	92
3.3.2 La gestion du territoire depuis 1975	92
3.3.3 Les programmes qui bouleversent l'utilisation du sol	94
3.3.3.1 Les Nouvelles zone économiques	95
3.3.3.2 Le programme de sédentarisation et le décret 327	97
3.3.4 Le développement des plantations industrielles: l'exemple du café	100
3.4 Les conséquences des bouleversements	104
3.4.1 Le village viet et le village montagnard	104
3.4.2 Intégration des populations et conflits ethniques	106
3.4.3 La déforestation	108
3.4.4 L'amélioration des infrastructures et le développement économique	110
3.4.5 Colonisation agricole et autosuffisance alimentaire.....	111
 DEUXIÈME PARTIE	
Le cas de la province de Lam Dong	114
 Chapitre 4: La colonisation agricole dans la province de Lam Dong	114
4.1 Les éléments structurants et structurés	115
4.1.1 Le milieu physique	115
4.1.2 Histoire contemporaine jusqu'à 1975: un résumé	122
4.2 La province de Lam Dong dans le nouvel État vietnamien	128
4.2.1 L'évolution administrative	128
4.2.2 L'évolution démographique	132
4.2.3 L'agriculture du Lam Dong: situations nationale et locale	142
4.3 Évolution de l'utilisation du sol de la province de Lam Dong, 1958-1992	145
4.3.1 La progression des superficies agricoles	145
4.3.2 Expansion agricole, recul des lisières forestières et dynamique des friches	152
4.3.3 Agriculture versus forêt?	154
4.4 Les artisans du changement	154
4.4.1 Nouvelles Zones Économiques et entreprises d'État	154
4.4.2 Les migrations spontanées	158

Chapitre 5: Le cas du district de Lam Ha	160
5.1 Le milieu et les hommes	160
5.1.1 Le milieu physique... ..	160
5.1.2 ... et ses habitants	164
5.1.3 La pénétration coloniale	166
5.1.4 Les bouleversements apportés par la guerre	168
5.2 Depuis 1975	171
5.2.1 Histoire administrative	171
5.2.1.1 Les unités administratives	171
5.2.1.2 La gestion du territoire	172
5.2.2 L'évolution démographique: croissance et bouleversements ethniques	174
5.2.3 Observations de 1996 et 1997	179
5.3 Les transformations de l'utilisation du sol, 1958-1997	182
5.3.1 Expansion agricole et déforestation, quelle lecture des cartes?	182
5.3.2 Mise en oeuvre des programmes gouvernementaux	190
5.3.3 Les plantations industrielles: le cas du café	193
5.4 Disparités ethniques dans le processus d'extension du territoire agricole	194
5.4.1 Une comparaison historique: le village de Tân Hà et la mission de Fyan	195
5.4.1.1 Le village de Tan Ha: au service de la colonisation agricole?	196
5.4.1.2 La mission de Fyan: une contribution à la sédentarisation des Montagnards?	199
5.4.1.3 Les Rédemptoristes et les bouleversements territoriaux	202
5.4.2 La comparaison de trois communes: Hoai Duc, Da Don et Phi Liêng	205
5.4.2.1 La commune de Hoai Duc	206
5.4.2.2 La commune de Da Don	211
5.4.2.3 La commune de Phi Liêng	214
5.4.3 Quelques éléments de comparaison	217
 TROISIÈME PARTIE	
La trame de l'histoire, au coeur de la géographie	220
 Chapitre 6: La colonisation agricole et l'État au Vietnam	220
6.1 Les États du Vietnam	220
6.1.1 Un bref historique	220
6.1.2 L'État moderne au Vietnam: quelques mises au point conceptuelles	223
6.1.3 Les besoins de l'État moderne	225
6.2 La colonisation agricole et l'État	226
6.2.1 Du rôle que joue la colonisation agricole pour l'État	226
6.2.2 Le rôle des missionnaires	227
6.2.3 Et celui des paysans?	228
6.3 L'État sur papier et l'État sur le terrain, le Vietnam de 1975 à aujourd'hui	229
6.3.1 La concurrence dans les politiques de l'État vietnamien	229
6.3.2 Les outils de pouvoir de l'État: recensements et cartes	231
6.3.3 Les infrastructures administratives, de communications et sociales	233
6.3.4 Les problèmes de gestion du territoire	235
6.4 Du monopole exclusif de l'État moderne	237
6.4.1 De la territorialisation multiple à une territorialisation unique	237
6.4.2 Des relations de pouvoir	239

Chapitre 7: Conclusion	240
7.1 La colonisation agricole au Vietnam: la trame de l'histoire et le coeur de sa géographie	240
7.2 La forêt, une structure archaïque incompatible avec l'État moderne?	242
7.3 Les Montagnards et l'État vietnamien: inéluctable vietnamisation?	243
7.4 Les défis posés par la colonisation agricole	244
ANNEXE A: Quelques mises au point conceptuelles supplémentaires	247
ANNEXE B: Méthodologie de la recherche: le terrain (avec questionnaires)	249
ANNEXE C: Les Rédemptoristes au Vietnam, 1925-1975	266
ANNEXE D: Les archives rédemptoristes	268
ANNEXE E: Évolution administrative de la province de Lam Dong	270
ANNEXE F: Liste des photos	281
Bibliographie	295

LISTE DES FIGURES

Figure 1	Le Vietnam en Asie du Sud-Est	17
Figure 2	La formation territoriale du Vietnam	23
Figure 3	Les dichotomies du Vietnam, milieu du XIX ^e siècle	33
Figure 4	Vietnam. Peuplement et relief (Da Nang). Un exemple de peuplement traditionnel	37
Figure 5	Vietnam. Évolution démographique, 1800-2000	61
Figure 6	Les dichotomies bouleversées I: le territoire administré	64
Figure 7	Les dichotomies bouleversées II: la progression des infrastructures	71
Figure 8	Les dichotomies bouleversées III: les concessions	72
Figure 9	Les Plateaux centraux. Villes et réseau routier, 1958-1975	83
Figure 10	République du Vietnam (Sud). Les zones d'implantation des réfugiés nord-vietnamiens	84
Figure 11	Delta du Mékong. Agglomérations-charnières, 1962	89
Figure 12	Vietnam. Organigramme de la gestion du territoire (province de Lam Dong)	93
Figure 13	Vietnam. Les Nouvelles zones économiques, 1976-1981	96
Figure 14	Vietnam. Couvert forestier, 1970 et 1990	109
Figure 15	Lam Dong. Le milieu physique I (relief et sols)	118
Figure 16	Lam Dong. Le milieu physique II (climat et hydrographie)	119
Figure 17	Lam Dong. Villages et hameaux stratégiques, vers 1965	126
Figure 18	Lam Dong. Évolution des limites administratives	129
Figure 19	Lam Dong. Densité de population, 1970 et 1989	135
Figure 20	Lam Dong. Évolution démographique, 1921-2000	136
Figure 21	Lam Dong. Utilisation du sol, 1958	146
Figure 22	Lam Dong. Utilisation du sol, 1979	147
Figure 23	Lam Dong. Utilisation du sol, 1992	148
Figure 24	Lam Dong. Principales Nouvelles zones économiques et entreprise d'État agricoles, 1976-1996	155
Figure 25	Lam Ha. Relief et repères physiographiques	161
Figure 26	Lam Ha. La zone de travail des Rédemptoristes, 1958-1975	165
Figure 27	Lam Ha. Utilisation du sol, 1958, 1979 et 1992	184
Figure 28	Lam Ha. Utilisation du sol et relief	185
Figure 29	Lam Ha. Utilisation du sol et axes hydrographiques et routiers, 1958-1992	186
Figure 30	Tan Ha (province de Lam Dong). Plan du village	198

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1	Plateaux centraux. Explorations parmi les plus importantes, 1870-1911	66
Tableau 2	Plateaux centraux. Évolution des unités administratives, 1893-1958	68
Tableau 3	Concessions françaises accordées, avant 1900 et 1921 à 1930	74
Tableau 4	Colonisation française. Superficie et valeur des terres concédées, 1924 et 1931	75
Tableau 5	République du Vietnam (Sud). Centres de réinstallation des réfugiés nord-vietnamiens, 1954-1955	82
Tableau 6	Vietnam. Les plans de développement et les principales réformes agraires, 1950-1975	86
Tableau 7	Les exportations de café dans le monde, 1945, 1975, 1985, 1995	100
Tableau 8	Vietnam. Production et exportation de café, 1934-1996	102
Tableau 9	Vietnam et province de Lam Dong. Superficie des caféiers, prix à l'exportation, et valeur des exportations, 1975-1997	103
Tableau 10	Vietnam. La redistribution de la population, 1936 et 1991	107
Tableau 11	Vietnam. Évolution du couvert forestier, 1943-1993	110
Tableau 12	Plateaux centraux. Quelques indicateurs socio-économiques, 1994	111
Tableau 13	Lam Dong. Données climatiques (températures et précipitations)	120
Tableau 14	Lam Dong. La multiplication des unités administratives, 1956-1994	131
Tableau 15	Région du Lam Dong. Évolution de la population, 1930-1970	134
Tableau 16	Lam Dong. Évolution de la population par district, 1960-1995	137
Tableau 17	Lam Dong. Population par groupe ethnique, 1976, 1979 et 1989	139
Tableau 18	Lam Dong. Évolution de la superficie par district, 1958-1992	140
Tableau 19	Lam Dong. Évolution de la densité de population par district, 1973-1992	141
Tableau 20	Lam Dong. Population et superficies agricoles, 1985-1994	142
Tableau 21	Lam Dong. Principales cultures (superficie et production), 1985 et 1995	143
Tableau 22	Lam Dong. Évolution de l'utilisation du sol, 1958, 1979 et 1992	150
Tableau 23	Lam Dong. Migrations organisées vers les Nouvelles zones économiques, 1975-1980 et 1991-1995	156
Tableau 24	Lam Dong. Foyers d'immigrants spontanés, 1987-1995	159
Tableau 25	Région de la route Lieng Khuong - An Lac. Population, 1971	175
Tableau 26	Lam Ha. Population, 1979 et 1994	177

Tableau 27	Lam Ha. Évolution démographique (par ethnie), 1979 et 1989	178
Tableau 28	Lam Ha. Densité de population et ethnicité, 1989	178
Tableau 29	Lam Ha. Évolution de l'utilisation du sol, 1958, 1979 et 1992	187
Tableau 30	Tân Hà. Migration et population, 1954-1956	197
Tableau 31	Région de Fyan. Évacuation, 1962-1975	201
Tableau 32	Hoai Duc (district de Lam Ha). Utilisation agricole du sol, 1996	208
Tableau 33	Hoai Duc (district de Lam Ha). Superficie plantée en café, 1989-1996	209
Tableau 34	Da Don (district de Lam Ha). Origine des habitants	212
Tableau 35	Phi Liêng (district de Lam Ha). Population et groupes ethniques, vers 1992-1994	215
Tableau 36	Communes de Hoai Duc, Da Don et Phi Liêng. Quelques indicateurs comparatifs	217
Tableau 37	Les attributs de l'État moderne	224
Tableau 38	Lam Dong. Éducation et santé, 1992-1993	234
Tableau C1	Maisons rédemptoristes fondées au Vietnam, 1925-1975	267

NOTE LIMINAIRE

L'utilisation de la nymie vietnamienne

Lorsqu'on emploie des termes de langue vietnamienne, il est préférable d'utiliser les signes diacritiques, pour s'assurer de l'emploi du bon mot. Lorsque les signes diacritiques ne sont pas disponibles, il est cependant préférable d'éliminer tous les accents, en particulier pour le cas du nom du pays, le Vietnam. En effet, dans la littérature, on trouve, souvent sans réelle justification, autant Vietnam, Viêtnam, Viêt Nam, Viêt-nam, que Viêt-Nam. L'orthographe qui devrait être choisi lorsque les signes diacritiques ne peuvent pas être utilisés est Vietnam. La principale raison en est une de simplicité, mais c'est aussi une question de cohérence dans la francisation des noms de pays. En Thaïlande par exemple, alors que le pays est nommé par ses habitants *prathêdthai*, littéralement «le pays des Thaïs», les anglophones ont fait Thailand, d'où est tiré Thaïlande (on n'écrit pas Thai Land, ni Thai-lande ou Thai-Lande). Aussi, par souci de cohérence avec la version francisée sans les accents, les adjectifs tirés du mot Vietnam sont francisés sans aucun accent: vietnamien, vietnamienne ou viet. D'ailleurs, De Hartingh (1996), qui utilise les signes diacritiques dans sa thèse, suggère cette façon de procéder.

Les différents orthographe utilisant le trait d'union sont à éviter. En fait, il semblerait que ce soit des vestiges de la période d'avant 1975, alors que, vraisemblablement pour simplifier les choses pour les étrangers (d'abord les Français?) on utilisait un trait d'union pour indiquer quelles particules étaient attachées ensemble. Aujourd'hui cette façon d'écrire la langue vietnamienne n'est plus en usage au Vietnam.

Par ailleurs, le mot Viet sera utilisé de préférence à Vietnamien ou Kinh pour désigner les représentants de l'ethnie viet. Si le mot Vietnamien peut encore leur être accolé sans confusion, l'intégration de peuples non-viet à l'État du Vietnam modifiera, à plus ou moins long terme, les usages. Quoiqu'on en dise, et même si cela n'est pas de bon goût d'utiliser cette dénomination actuellement, les Koho, les Ma, les Tay et les différentes ethnies du Vietnam sont vietnamiens, en tant que citoyens de l'État du Vietnam. Mais parce qu'elle peut entraîner une confusion, cette dénomination ne sera pas utilisée ici.

PREMIÈRE PARTIE

**La colonisation agricole au Vietnam:
persistances et changements, traditions et bouleversements**

Chapitre 1

**INTRODUCTION
La colonisation agricole au Vietnam**

1.1 L'expansion territoriale de l'agriculture aux dépens des forêts

Un processus quasi universel; un modèle sud-est asiatique

L'expansion des terres cultivées aux dépens des forêts est un processus qui s'est déroulé dans toutes les grandes régions du monde au cours de l'histoire. Quelques-unes, telles l'Europe, la Chine ou les États-Unis, ont connu, à certaines époques, une telle intensification de ce processus qu'il a profondément marqué la civilisation de leur temps. Depuis quelques décennies, l'Asie du Sud-Est connaît des transformations territoriales similaires, à tel point qu'on peut parler d'un modèle proprement sud-est asiatique, comparable aux modèles européens, étasuniens, chinois, ou même à celui plus récent, de l'Amazonie (Déry, 1995 et 1996). On observe ainsi une croissance accélérée de la population et son corollaire, l'augmentation de la production agricole, une intensification des échanges commerciaux et de l'utilisation des innovations technologiques, et enfin l'émergence d'une société nouvelle, transformée.

Cette évolution du Sud-Est asiatique coïncide avec la transformation de l'échiquier mondial après la Deuxième Guerre mondiale, alors qu'ont été abolis, de façon graduelle ou brutale selon les cas, la presque totalité des empires coloniaux. Elle se fonde aussi en grande partie, à tout le moins à son début, dans l'augmentation de la production agricole, celle-ci reposant largement sur l'ouverture de nouvelles terres. Cette dynamique a littéralement transformé le paysage de la région, alors que, depuis 1960, sont disparues plus du tiers de ses forêts (De Koninck, 1997a, p. 1), dont plus de 40% directement au profit des terres agricoles (Déry, 1996, p. 39). La réduction graduelle du patrimoine forestier a été l'objet d'une attention croissante depuis un quart de siècle, comme en témoignent les nombreuses législations des pays de la région à ce sujet

(Déry, 1994, p. 127), ainsi que la multiplication des recherches sur la question, en particulier sur les causes et les conséquences du problème. S'agissant des causes, des analyses récentes ont démontré leur articulation autour d'un phénomène central, l'expansion agricole, ou de façon plus spécifique, la colonisation agricole (De Koninck, 1994b, p. 9; Déry, 1996, p. 39), ainsi que le caractère impératif ou contingent des unes et des autres (De Koninck, 1997a). Même si l'on sait que la colonisation agricole constitue le facteur instrumental central de la déforestation en Asie du Sud-Est - prise dans son ensemble, il va de soi -, il apparaît indispensable d'approfondir la connaissance des conditions d'évolution de ce processus à l'échelle où il se déroule: c'est-à-dire, au niveau local.

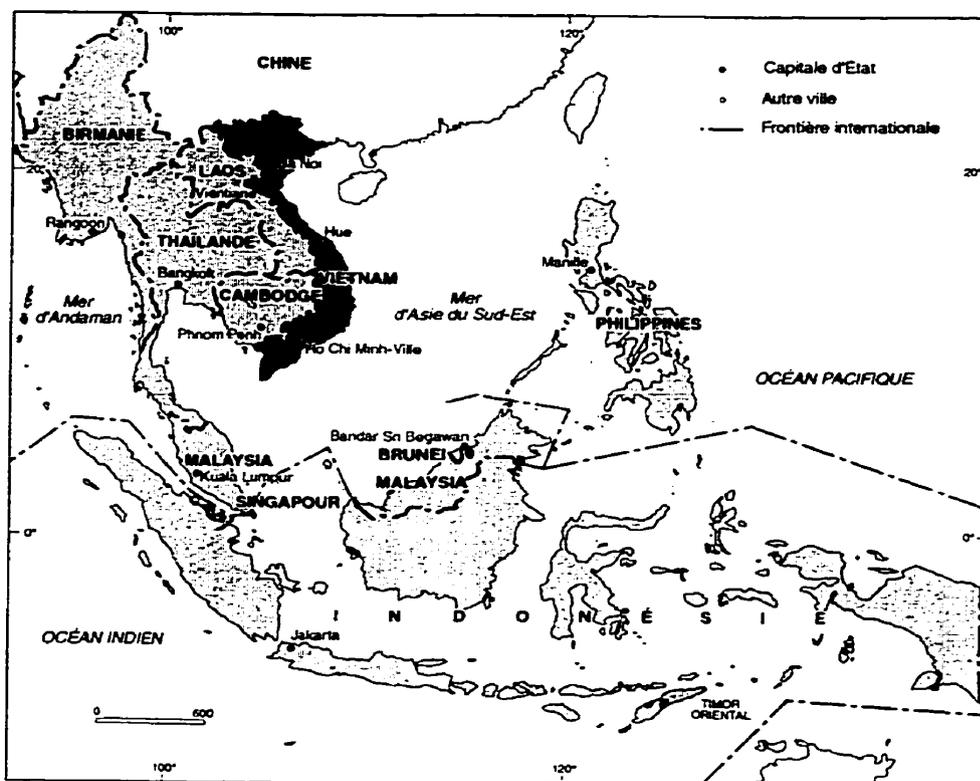
1.2 Les transformations territoriales récentes au Vietnam: expansion agricole et déforestation

Pour trois raisons majeures, en Asie du Sud-Est (figure 1), le Vietnam représente un cas tout à fait pertinent pour réaliser une telle étude : 1) au cours des dernières décennies, la déforestation y a été parmi les plus intenses de la région, avec celles qui ont affecté les Philippines et la Thaïlande; 2) la colonisation agricole, un phénomène qui caractérise l'histoire millénaire du pays, demeure toujours active; 3) les facteurs contribuant au recul de la forêt sont nombreux et s'articulent dans un maillage particulièrement complexe.

Si la période qui a débuté après le deuxième conflit mondial s'est avérée pour plusieurs pays, en Asie du Sud-Est comme ailleurs dans le monde, une époque de reconstruction et de croissance graduelle de l'économie, il en est allé tout autrement pour le Vietnam. Pendant trois décennies, en fait jusqu'à 1975, le pays a été plongé dans l'instabilité politique et la guerre. Et encore, par la suite l'atmosphère régionale est demeurée influencée par la guerre froide qui s'est poursuivie à l'échelle mondiale tout comme par les conflits locaux qui ont perduré (en Birmanie, au Cambodge, au Vietnam).

Dans ces circonstances, on comprend bien que le développement agricole du pays, malgré plusieurs tentatives, tant au Nord (réforme agraire dès 1953) qu'au Sud (aussi à partir de 1953), n'ait pas réussi à décoller comme ce fut le cas dans d'autres pays de la région, tels la Thaïlande ou la Malaisie. D'ailleurs, il a fallu un certain nombre de bouleversements, dont les racines plongent pour plusieurs dans la période coloniale française, avant que le Vietnam ne se lance plus à fond dans un développement agricole national généralisé.

Figure 1
Le Vietnam en Asie du Sud-Est.



Source: De Koninck (1994a, p. 3).

Adaptation : Steve Déry, 1999.
Infographie : Ludovic Guerpillon, 1999.

Au total, entre 1960 et 1990, le territoire cultivé a été étendu de 60% pour atteindre 6,9 millions d'hectares (De Koninck, 1994a, p. 287), un accroissement tout de même moins prononcé qu'en Thaïlande, aux Philippines ou en Indonésie.

Parallèlement, l'évolution du couvert forestier a suivi une tendance constante à la baisse. En fait, les forêts seraient aujourd'hui moins étendues que les surfaces agricoles (5,7 versus 6,9 millions d'hectares en 1990, Bernard, 1994, p. 29; De Koninck, 1994a, p. 287), ayant perdu un peu plus des deux tiers de la superficie qu'elles occupaient à la fin des années 1960. Cependant, les données sont sujettes à caution, car les multiples changements de définition des catégories forestières rendent toute comparaison diachronique à l'échelle nationale difficile. Ce recul des forêts s'explique en partie par l'expansion du territoire cultivé. Selon une estimation récente, celle-ci aurait directement entraîné environ le tiers des pertes en forêt du pays (Déry,

1996, p. 39). Il faut cependant préciser qu'à cette expansion agricole doit être imputée une plus grande part de responsabilité¹.

Après 1975, la multiplication des Nouvelles zones économiques (NZE) a contribué à modifier fortement les paysages des régions traditionnellement marginales, en particulier les Plateaux centraux, dont la province de Lam Dong, jusqu'alors peu intégrées à l'espace des Viet et même rebelles. Malgré leurs succès mitigés, par rapport aux objectifs officiels de désengorgement des zones surpeuplées et d'amélioration des conditions de vie de la paysannerie, ces NZE ont tout de même contribué à consolider la présence de l'État vietnamien dans ces régions (De Koninck, 1996; De Koninck *et al.*, 1996).

À l'échelle locale, la colonisation agricole sur les Plateaux centraux du Vietnam a engendré des transformations de l'espace territorialisé. Parmi elles, un des principaux changements provient de la conversion à l'agriculture, rizicole ou de plantation selon la région, de territoires jusqu'alors forestiers et intégrés à l'espace social de groupes ethniques minoritaires à l'échelle nationale. Ces territoires sont depuis une vingtaine d'années de plus en plus transformés et intégrés à l'espace social des Viet, nouveaux arrivants sur les plateaux mais majoritaires dans le pays. Dans toutes les provinces où les groupes montagnards constituaient la majorité de la population, le rapport démographique qui les favorisait traditionnellement tend, en raison de l'afflux constant de migrants viet, à s'amenuiser au profit de ces derniers.

L'étude de ce problème permet donc d'identifier un processus dynamique: la colonisation agricole demeure toujours active et elle contribue au recul des lisières forestières. Un examen attentif du phénomène suscite plusieurs interrogations, à la fois liées à l'élaboration conceptuelle et à la démarche empirique de cette thèse: quels phénomènes observés sur le terrain font partie intégrante du processus de colonisation agricole, et de quelle manière? À quel «endroit» s'insèrent-ils dans le processus? Sont-ils essentiels ou secondaires dans son déroulement?

Dans cette optique, et avant d'étudier plus à fond le phénomène de la colonisation agricole au Vietnam, il apparaît utile, et même indispensable, de définir la nature même de l'objet d'étude: la colonisation agricole.

¹ En effet, «les statistiques concernant l'agriculture n'indiquent généralement que les espaces cultivés dans une année. Cela signifie que les sites défrichés par les colons et abandonnés après épuisement des sols (comme dans certaines régions des plateaux du Vietnam entre autres) ne sont pas tous comptabilisés dans les statistiques des terres cultivées; dans les faits, la colonisation agricole est aussi responsable de [cette déforestation]» (Déry, 1996, p. 39).

1.3 La colonisation agricole comme phénomène

«L'histoire de l'humanité est, en grande partie, l'histoire de la colonisation agricole.»

(Binns, 1952, p. 1)

La colonisation agricole est un processus universel. Toutes les sociétés plus ou moins sédentarisées ont mobilisé des énergies, à un moment ou à un autre de leur histoire, pour occuper et cultiver de nouveaux territoires.

La littérature concernant ce sujet est abondante et riche, en particulier les études régionales². Certes, celles-ci ont le défaut de leur qualité, à savoir que leurs analyses ne concernent qu'un cas ou des phénomènes auxquels la colonisation agricole est directement ou même indirectement reliée, et rarement le processus en lui-même. On trouve cependant deux études spécifiques traitant de cette question: celles de Binns (1952) et de Raison (1968). Quoiqu'elles datent un peu, les commentaires qu'on y trouve demeurent tout à fait pertinents et d'actualité.

1.3.1 La colonisation agricole

Il convient d'abord de distinguer l'expansion agricole de la colonisation agricole. La première, ayant un sens plus large que la seconde, comprend tous les types de récupération ou de conversion d'une terre à des fins agricoles; cela inclut aussi bien le grignotage graduel autour des terroirs bien établis, que la colonisation sur les fronts pionniers ou la réinstallation sur des terres qui avaient été abandonnées ou laissées en jachère pour une longue période. La colonisation agricole, elle, ne constitue qu'une des formes que peut revêtir l'expansion agricole. Elle se distingue par le fait qu'elle implique un déplacement, une migration, c'est-à-dire un départ et une arrivée. C'est de ce processus dont il sera question ici.

La colonisation agricole est donc un *processus*. C'est-à-dire qu'elle consiste en «un ensemble de phénomènes, conçu comme actif, et organisé dans le temps» (*Le Grand Robert*, 1985, T.7, p. 788). Plusieurs faits et actions interviennent dans un ordre déterminé et on peut les regrouper autour de cinq étapes. Il y a d'abord une situation initiale, dans laquelle un élément, généralement extérieur au monde du paysan, joue le rôle de catalyseur, ensuite trois étapes actives, le départ, la migration proprement dite, et l'arrivée dans la région de colonisation et, enfin, la mise en valeur agricole d'une parcelle de terrain. Dans la réalité, ce schéma, simplifié

² Elle inclut les études suivantes: Lattimore (1940), Pelzer (1948), Monbeig (1951), Papy (1951), Holzer (1963), Jacoby (1975), Séguin (1977), Seligson (1980), Boulbet (1984), De Koninck (1984, 1986a, 1986b, 1993, 1996 et 1997a), Jean (1985), Jones (1988) Manshard et Morgan (1988), Williams (1989), Lohmann (1993), Trébuil (1995), Déry (1996, 1999).

volontairement, prend différentes formes, selon la situation politique du moment, le capital dont dispose le colon, la qualité de l'organisation lorsque la migration est ... organisée, les caractéristiques du milieu physique où se déploie la colonisation, etc. On peut cependant, d'ores et déjà, classer les types de colonisation en deux grands groupes: la colonisation spontanée et la colonisation organisée (Raison, 1968, p. 26). Dichotomie fondamentale s'il en est une, elle comporte néanmoins une gamme de nuances qui meuble l'interface entre les extrêmes, «*un arc-en-ciel de cas intermédiaires*» (*ibid.*).

Plus spécifiquement, la colonisation agricole, c'est «*la mise en valeur pour l'agriculture de terres non exploitées, par l'introduction d'une nouvelle population*» (Binns, 1952, p. 1). La définition qu'a ensuite donné Raison en 1968 ne précise pas l'aspect agricole de la mise en valeur, quoiqu'il soit sous-entendu (*paysans*), mais détaille un élément important - en fait le plus important - sur lequel Binns n'a pas insisté: la migration. Pour Raison, la mise en valeur est réalisée «*par des paysans [ce n'est pas toujours le cas] qui ont quitté leur pays d'origine avec l'intention de s'installer définitivement dans une région nouvelle pour eux*» (Raison, 1968, p. 21). La colonisation agricole se distingue donc de la simple extension des finages villageois (*ibid.*) par une certaine rupture avec la vie passée (*id.*, p. 24), du moins dans l'espace.

Ce qui est intéressant dans la réflexion de Raison, c'est qu'il ne considère pas comme un fait de colonisation agricole «*l'arrivée d'un petit groupe de personnes qui constitue une unité villageoise sur des terres neuves dans une zone peuplée partout ailleurs d'habitants "autochtones"*» (*ibid.*). Le phénomène doit présenter un minimum d'ampleur (*ibid.*). Autrement dit, on ne pourrait réellement parler, par exemple, de colonisation agricole dans la région des Plateaux centraux du Vietnam qu'à partir de l'époque où le mouvement commencerait à présenter une réelle ampleur. Dans la même veine, Raison ajoute, en considérant cette fois davantage l'évolution agronomique et sociologique, que la colonisation agricole serait «*la reconquête d'un sol par des méthodes radicalement nouvelles, inspirées des derniers progrès de la technique, même si cette conquête est effectuée sur une terre fort anciennement occupée et si l'on emploie à sa réalisation les propres populations qui peuplaient la région*» (*id.*, p. 23). Binns avait plutôt appelé cela de la «réinstallation», pour la distinguer de la colonisation agricole proprement dite (Binns, 1952, p. 1). Bien qu'il affirme que les deux processus soient souvent étroitement liés, il les différencie nettement dans son analyse. Cette distinction faite par Binns entre la réinstallation et la colonisation agricole introduit une nuance essentielle qu'il convient d'adopter: la colonisation agricole demeure, avant tout, un processus migratoire que d'ailleurs l'étymologie nous confirme.

1.3.2 Étymologie

L'utilisation de l'expression «colonisation agricole» dans la langue française n'a débuté qu'au XIX^e siècle³ (vraisemblablement, au départ un anglicisme - 1790, to colonize - colonization). Le mot «colonisation» tire son origine du mot latin *colo*, qui signifie «cultiver», «habiter», et de ses dérivés *colonus* et *colonia*. Les termes français traduisant ces deux mots, respectivement «colon» et «colonie», ont fait leur apparition au XIV^e siècle. Peu après le début de la période dite *coloniale*, i.e. au XVII^e siècle, ces mots s'enrichissent de significations reliées au nouveau mode d'exploitation territoriale répandu par l'Europe occidentale. Par exemple, pour le mot «colon», on trouve, depuis le XVII^e siècle, une nouvelle signification: «*personne envoyée pour peupler une colonie*» (*Le Grand Robert*, 1992, T.2, p. 710). Pris dans ce sens la *colonisation* n'est donc pas forcément *agricole*.

Pour sa part, le qualificatif «agricole» tire son origine à la fois du latin (*ager*) et du grec (*αγρος*), qui signifient «champ». C'est cependant par les dérivés latins, *agricola* et *agricultura*, que nous parvient finalement l'adjectif «agricole», d'abord vers le milieu du XVIII^e siècle, puis ensuite, avec le sens qu'on lui prête ici, vers 1830 (*Le Petit Robert*, 1995, p. 46).

Dans son sens étymologique premier, l'expression «colonisation agricole» est presque pléonasmique, puisque, par définition, la colonisation impliquait à l'origine une exploitation agricole, ou à tout le moins un attachement intime à la terre. Avec l'enrichissement sémantique issu du développement d'un nouveau mode de colonisation, la précision fournie par l'adjectif «agricole» est alors devenue utile. Le terme «colonisation» s'emploie maintenant dans plusieurs situations menant à la fondation d'une colonie, sans que le but premier n'en soit le développement agricole. Ainsi en a-t-il été, par exemple, de la Nouvelle-France, alors qu'aux débuts de l'occupation française, on n'y disséminait que quelques postes de traite pour en retirer les ressources désirées. Ainsi en a-t-il été aussi du colonialisme en Asie, d'abord tourné vers la domination commerciale et politique.

En somme, on peut affirmer que le terme «colonisation» est passé, graduellement, d'un sens rattaché au sol, à la terre, à un autre où les considérations politiques ont beaucoup plus d'importance. On colonise maintenant un «territoire» et non plus une région ou un espace quelconque; on territorialise (Raffestin, 1980). La colonisation constitue ainsi un symbole de pouvoir, de domination; et ce sens demeure présent dans l'expression «colonisation agricole».

³ Il est évident que le concept n'est pas l'apanage de la langue française et qu'il a une histoire beaucoup plus longue. On a qu'à penser aux colonies grecques sur le pourtour de la Méditerranée, il y a plus de 2000 ans.

Il semble qu'au Vietnam ce «symbole» ait été particulièrement fécond. La colonisation agricole y a joué un rôle primordial, tout au long de l'histoire du pays, qu'elle a d'ailleurs contribué à façonner.

1.4 La colonisation agricole au Vietnam: un processus millénaire

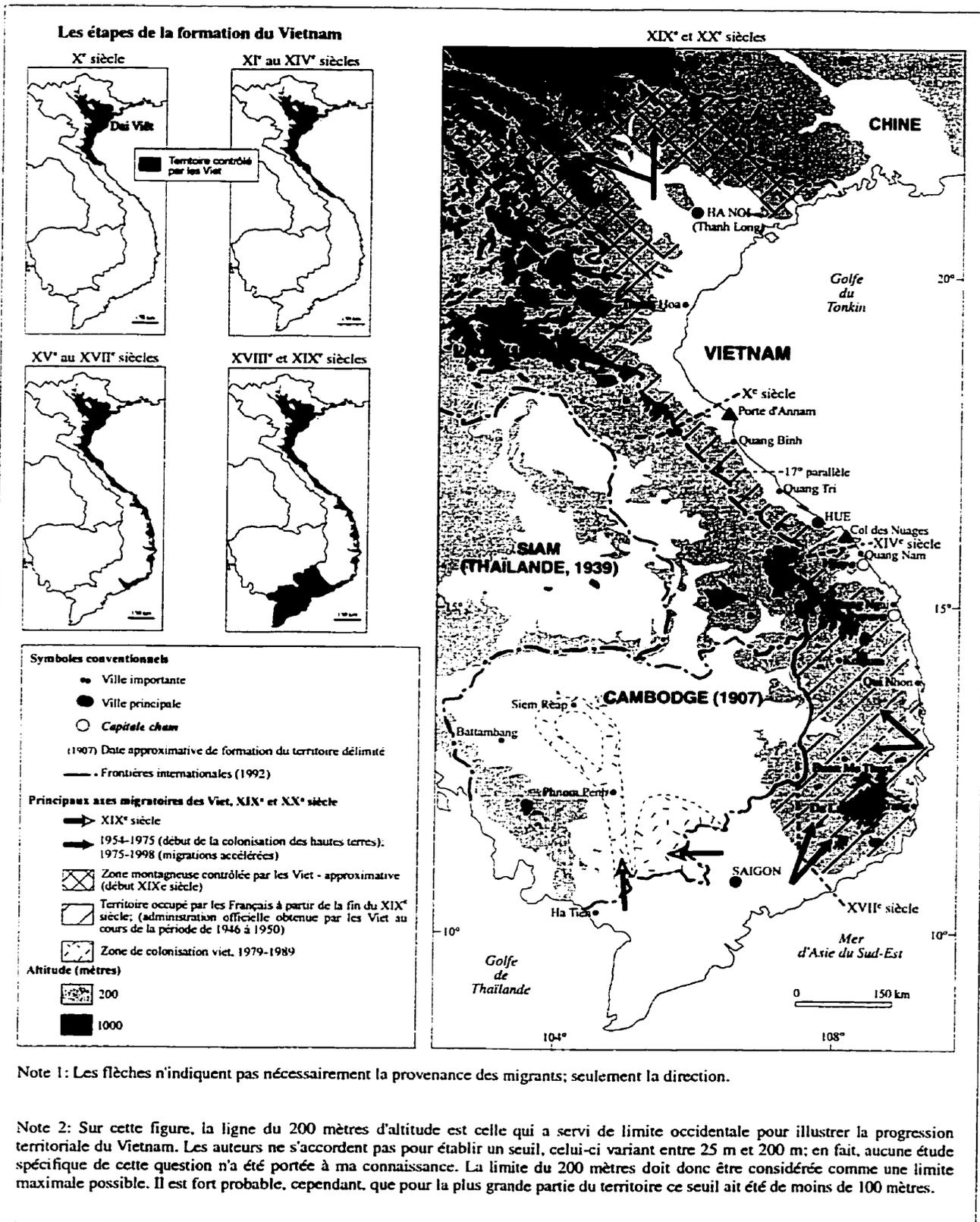
1.4.1 *La Nam Tien ou la «marche vers le Sud»*

Dès avant l'indépendance arrachée aux Chinois en 939, de pair avec les militaires, les condamnés politiques ou de droit commun, et des miséreux venant de Chine, «*les éléments déclassés vietnamiens, des paysans ruinés*» étaient recrutés pour défricher et exploiter des terres sous la direction d'officiers ou de fonctionnaires (Nguyen Khac Vien, 1987, p. 29). Après l'indépendance, les souverains vietnamiens se sont appliqués à consolider l'État et dès la dynastie des Ly (1010-1225), des colonies militaires (*don dien*) ont été créées, destinées à encourager l'agriculture et les défrichements (Le Thanh Khoi, 1981, p. 138). Cette politique s'est poursuivie presque sans interruption jusqu'au milieu du XIX^e siècle et a permis, conjointement avec les mesures d'assimilation forcée (écoles en vietnamien), d'achever la conquête de la côte orientale de la péninsule indochinoise, aux dépens de l'empire cham (*id.*, p. 237). L'accroissement démographique et la stagnation des techniques, celle-ci n'ayant pas permis de fortes augmentations des rendements agricoles, ont contribué à alimenter le flot migratoire vers le Sud (*id.*, p. 236). Aux XVII^e et XVIII^e siècles, la progression vers le Sud s'est poursuivie malgré les luttes intestines entre les familles Trinh et Nguyen, respectivement installées au Nord et au Sud. Ce sont les Nguyen qui, à partir du XVIII^e siècle, ont amorcé la conquête agricole et territoriale du delta du Mékong.

Contrairement aux Birmans ou aux Siamois qui ont *descendu* leurs vallées fluviales respectives, la progression des Viet vers le Sud a été réalisée à partir d'un delta et en essaimant vers les petites plaines côtières attenantes (figure 2, p. 23); la région du delta du Mékong, aboutissement méridional de ce cheminement, ne constituait pas pour les Viet un nouvel environnement requérant une adaptation particulière⁴; la riziculture inondée pouvait continuer à être pratiquée dans des conditions similaires. Ainsi, la *Nam Tien* désigne un processus historique restreint aux basses terres (Hickey, 1982a, p. 145). Cette progression du front pionnier agricole, au cœur

⁴ Les Siamois et les Birmans ne sont certes pas des peuples de montagnes. Il faut cependant reconnaître que les noyaux d'où ils ont essaimé vers les plaines deltaïques étaient situés loin à l'intérieur des terres, Pagan pour les premiers et Sukhothai pour les seconds (voir De Koninck, 1994a, à ce sujet). Évidemment, tous ces peuples originent des plateaux méridionaux de la Chine et occupaient des zones, sinon montagneuses, du moins collineuses, avant de venir s'installer dans les plaines et bassins fluviaux (Fisher, 1966; De Koninck, 1994a).

Figure 2
La formation territoriale du Vietnam, 983-1998.



du processus de la Nam Tien, constitue en fait l'axe central de la formation territoriale de l'État vietnamien: le front de colonisation agricole a traditionnellement servi à en tracer les contours (figure 2, p. 23). S'agissant des zones marginales, avant l'arrivée des Français, les Viet ont exercé une forme de souveraineté sur quelques groupes ethniques des montagnes et plateaux adjacents au Vietnam, et même jusqu'au Laos, souveraineté qualifiée de libérale par Le Thanh Khoi (1981, entre autres, p. 40). Au Nord, il semble que toute la couronne des hautes terres soit passée plus officiellement dans le giron de Hue sous le règne de Gia Long (1802-1820) (Michaud, 1999), mais des liens de vassalité existaient déjà auparavant. Dans la région des plateaux centraux, il est certain que les Jarai ont payé régulièrement un tribut à Hue aux XVIIIe et XIXe siècles, et peut-être même dès le XVIe siècle, mais tout comme pour le Nord, les informations disponibles ne permettent pas, pour l'instant, d'en représenter cartographiquement la localisation et l'évolution précises.

1.4.2 Expansion territoriale de l'agriculture pendant la période coloniale

Après leur prise de contrôle de la Cochinchine, au cours de laquelle ils ont démantelé plusieurs colonies agricoles viet, les Français ont eux-mêmes relancé le développement agricole de cette région (De Koninck, 1996, p. 246). En premier lieu, ils favorisèrent l'expansion des surfaces rizicoles. Celles-ci sont passées de 0,5 à 2,2 millions d'hectares entre 1870 et 1936 (Gourou, 1964, p. 330)⁵, desquels près d'un dixième appartenaient à des colons français (Nguyen Khac Vien, 1987, p. 237). Cela a permis à l'Indochine de concurrencer les autres greniers à riz qu'étaient devenus les deltas de l'Irraouaddi et de la Menam (Chao Phraya), respectivement en Birmanie et au Siam (Thaïlande).

Dans un deuxième temps, les Français ont incité les colons, en leur accordant des concessions gratuites (*id.*, p. 234), à développer des plantations industrielles d'hévéa, de théier ou de caféier⁶. D'abord établies dans la périphérie immédiate de Saigon, les plantations ont graduellement été implantées plus loin, en particulier sur les marches des Plateaux centraux, dans les régions de terres rouges (Henry, 1932). Ce développement des concessions sur les plateaux méridionaux de la Chaîne annamitique n'a été possible que grâce à l'installation initiale, souvent par la force, d'une administration coloniale, aux dépens des groupes ethniques présents dans la région. Bien sûr, la progression territoriale de l'agriculture a aussi connu des ratés : après la Grande Dépression, en 1932, les cours du caoutchouc étaient à leur plus bas et la grande plantation était menacée de disparition (Brocheux et Hémerly, 1995, p. 261). Au même

⁵ Chiffres aussi évoqués par De Koninck (1994a et 1996).

⁶ D'autres cultures étaient aussi présentes, quoique beaucoup moins étendues: cocotiers, ricin, arachide, sésame, poivre, cannelle, jute (voir Henry, 1932, pp. 609-613).

moment, « *l'expansion forcenée de la rizière cochinchinoise* » s'est arrêtée brusquement. En 1933, 15% des rizières de cette région avaient même été abandonnées (*id.*, p. 262).

1.4.3 *Bouleversements pendant la période 1954-1975*

Après les accords de Genève en 1954, qui consacraient la fin de l'empire colonial français d'Indochine, l'ensemble du territoire du Vietnam a connu un brassage de population qui en a bouleversé l'organisation. Toutes les infrastructures qui avaient été mises en place graduellement par les Français, qu'elles soit politico-administratives, de communication ou économiques, ont alors favorisé l'essaimage de la population viet sur tout le territoire du nouveau Vietnam. Celui-ci, divisé au 17^e parallèle de 1954 à 1975, incluait cependant à l'intérieur de ses frontières les Plateaux centraux de la Chaîne annamitique, région qui avait été incorporée administrativement à l'Annam par les Français, mais qui ne l'avait jamais été auparavant par les Viet (figure 2, p. 23).

La migration de réfugiés en provenance du Nord, qui aurait impliqué environ 800 000 personnes, majoritairement catholiques, est devenue, après 1954-55, une véritable colonisation agricole interne. Des centres ont été créés pour les accueillir dans les régions du bas et du moyen Dong Nai, près de Saigon et dans le delta du Mékong. Ce sont là les premières manifestations d'une ampleur suffisante permettant de parler d'une *colonisation agricole* des Plateaux centraux par des représentants de l'ethnie viet.

1.4.4 *La colonisation agricole dans le Vietnam réuni*

Un des aspects qui caractérise le Vietnam d'après 1975, c'est la poursuite tous azimuts de la colonisation agricole. Des périmètres de Nouvelles zones économiques (NZE) ont été délimités pour accueillir des colons dans plusieurs régions du pays, en particulier dans les provinces bordant la frontière cambodgienne et dans la région des Plateaux centraux (Tay Nguyen) (De Koninck, 1996, p. 248), en plein coeur des pays montagnards⁷. Ce qui distingue cette nouvelle phase de colonisation des précédentes, c'est bien le fait que les Viet ne limitaient plus leurs incursions aux seules basses terres propices à la riziculture: l'ensemble du pays était sollicité, et en particulier les zones moins densément peuplées des quatre provinces des Plateaux centraux, Lam Dong, Dak Lak, Gia Lai, et Kontum. Tout en représentant un changement radical dans l'histoire de la colonisation agricole viet, ce nouveau débordement n'en est pas moins demeuré dans la continuité historique du pays.

⁷ Il faut rappeler que de telles NZE avaient été établies au Nord, au cours des années 1960, pendant la guerre (à ce sujet, voir Jones et Fraser, 1982, p. 115-117 et De Koninck, 1996, p. 248).

Depuis 1987, le mouvement de colonisation agricole, sans ralentir, a emprunté une nouvelle forme. Les migrations volontaires, spontanées, pour ne pas dire illégales, représentent maintenant une grande part du bilan migratoire national. Elles se dirigent généralement vers les marges des régions déjà colonisées, en suivant souvent des filières migratoires (De Koninck *et al.*, 1996; Tran Dac Dan et Déry, 1999).

1.5 Le Vietnam traditionnel, le Vietnam bouleversé: une démarche globale intégrant les différentes échelles d'analyse

L'image consacrée pour représenter le territoire du Vietnam, la palanche aux extrémités de laquelle sont suspendus deux paniers de riz, bien que toujours conforme à une réalité, se révèle de moins en moins appropriée pour décrire la géographie complexe et changeante de ce pays. On associait, et avec raison, les deux paniers de riz avec les deux greniers-à-riz formés par les deltas des fleuves Rouge au Nord (song Hong) et Mékong au Sud, et la palanche étant, selon l'effet voulu, soit la Chaîne annamitique, soit la série de plaines de la côte longeant cette même chaîne et reliant les deux deltas. Cette représentation, d'abord physiographique, pouvait servir tout autant à rendre compte de la répartition des groupements humains que de celle de l'agriculture: les peuples des plaines, les Viet, auxquels on peut ajouter les Cham et les Khmers, habitant dans les deux deltas et dans les plaines environnantes, et les divers groupes ethniques plus ou moins montagnards, habitant dans la région des hautes terres du Nord et dans celle des Plateaux centraux; la riziculture inondée dans les deltas et plaines, l'agriculture itinérante dans les montagnes. Bien que largement simplifié et réducteur, ce portrait dichotomisé reflétait assez bien la réalité⁸ (figure 3, p. 33).

Mais si, historiquement, la ceinture montagneuse pouvait servir à délimiter territorialement le Vietnam, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Le territoire du Vietnam contemporain ne constitue plus une unité géographique, où les cartes physiographiques, ethniques, politiques, agricoles, et même forestières se superposent: la colonisation française a fait éclater les cantonnements *traditionnels*, et elle a ainsi *accélééré* le processus d'intégration⁹. Ce qui a éclaté, c'est le confinement des populations à des catégories de territoires bien déterminées¹⁰, ce sont les types

⁸ Il ne s'agit pas ici de s'enfermer dans un déterminisme quelconque ni de nier l'existence d'une formidable diversité ethnique, linguistique, culturelle, politique, etc. Cette description résulte seulement d'un constat.

⁹ Au cours du XVII^e siècle, la progression de l'administration cham, dans la région du plateau de Djiring (Di Linh), entre autres, avait déjà commencé à modifier les rapports de pouvoir entre les ethnies de cette région (voir Boulbet, 1967, pp. 65-75).

¹⁰ Il ne faut pas confondre: à l'échelle historique, l'ensemble de la péninsule indochinoise a été le théâtre de nombreuses migrations qui ont provoqué des changements dans la répartition spatiale des peuples, même jusqu'au milieu du XIX^e siècle. S'agissant du Vietnam, il apparaît vraisemblable de supposer que, à partir de l'installation des Viet sur les basses terres du delta du fleuve Rouge, jusqu'au début de la colonisation française, il n'y a pas eu

de relation au territoire, à l'agriculture, à un ensemble physiographique, à un écosystème, ce sont les réseaux d'échanges traditionnels. La colonisation agricole, volontaire ou forcée, a constitué un outil privilégié dans ce processus qui a transformé toute la géographie de la partie orientale de la péninsule indochinoise. Et cet outil a surtout servi les desseins des différents États successifs.

Dans les régions de montagnes et plateaux, la déforestation de larges portions de territoires et l'intégration des Montagnards qui y habitaient ont été les principales conséquences de la progression du front pionnier, agricole et viet. D'une part, les Montagnards des Plateaux centraux, autrefois majoritaires partout dans cette région, ont vu leur poids démographique s'amenuiser irréversiblement depuis 50 ans. D'autre part, dans cette même région, mais aussi dans tout le pays, les lisières forestières ont reculé comme jamais auparavant. Pour l'ensemble du Vietnam, les forêts ont subi une perte de plus de la moitié de leur superficie de 1945, le rythme s'accroissant après 1975, alors que les Viet s'attachaient depuis à reconstruire leur pays. Dans ce processus, si l'action des Français a servi de catalyseur, il ne faut cependant pas leur attribuer toute la responsabilité des transformations. Les Viet avaient déjà, avant même la période coloniale, une relation au territoire particulière, où la forêt n'avait pas sa place, ces derniers *«ne concevant l'espace villageois qu'ouvert et débarrassé de toute "sauvagerie"»* (Boulbet, 1984, p. 27).

Mais la disparition des forêts du Vietnam, en particulier depuis 25 ans, n'est pas un phénomène isolé, elle s'inscrit dans un processus beaucoup plus vaste, où toute l'organisation du territoire vietnamien a été bouleversée. L'agriculture, par sa progression territoriale presque continue au cours de cette période, semble bien constituer la principale activité ayant contribué à la conversion des territoires forestiers et aux autres transformations territoriales. L'objectif général de cette recherche consiste à contribuer à la vérification de cette affirmation. Mais des précisions s'imposent.

Premièrement, parmi les types de progression territoriale de l'agriculture, la colonisation sur de nouveaux emplacements est celle qui a eu le plus d'incidence sur l'organisation du territoire vietnamien. Deuxièmement, cette colonisation agricole a été essentiellement mise en oeuvre par des populations appartenant au groupe ethnique majoritaire viet. Elle a d'ailleurs contribué à bouleverser les structures et dynamiques traditionnelles des territoires où vivent des populations proto-indochinoises, par l'implantation d'un espace social «moderne», dont les liens avec l'extérieur sont renforcés, centré sur l'État vietnamien, essentiellement viet, et qui ne peut

de bouleversements substantiels dans les *types* de territoires occupés par les différents groupes ethniques peuplant tant la plaine que la montagne, sauf peut-être pour les Cham, graduellement repoussés vers les montagnes.

souffrir d'autres structures: celles-ci ont été détruites ou intégrées. Enfin, troisièmement, elle a aussi été intimement liée au développement de cet État vietnamien moderne, dans la mesure où elle lui a permis d'intégrer plus facilement des territoires auparavant marginaux, tout comme elle continue de contribuer à sa consolidation territoriale même. La démarche utilisée pour analyser ces processus se décompose en trois parties, qui répondent en quelque sorte à ces trois développements ou hypothèses spécifiques.

La première partie est plus descriptive. La colonisation agricole au Vietnam y est appréhendée à un niveau global: quelle est sa nature propre (partie 1.3), quelles sont ses caractéristiques historiques et contemporaines dans le contexte du Vietnam, et quel est le territoire sur lequel elle a été mise en oeuvre (chapitre 2) et, enfin, quels bouleversements a-t-elle entraînés dans son sillage (chapitre 3)? La coupure qui traduit ces changements est le résultat d'un processus, lent à l'échelle d'une vie, mais rapide à l'échelle de l'histoire du Vietnam, tout à fait irréversible. L'identification de cette coupure n'est pas facile parce que les structures antérieures, quoique «traditionnelles», n'en demeureraient pas moins mouvantes et dynamiques (chapitre 2). De plus, les bouleversements ne se sont pas produits en phases successives, mais se sont plutôt enchevêtrés en de multiples étapes, parfois juxtaposées, parfois concomitantes, ou se terminant en «cul-de-sac» (chapitre 3). Le nouvel État vietnamien qui est né de ces bouleversements est moderne, et a appliqué toutes les mesures nécessaires à sa consolidation, politique et territoriale¹¹.

Dans la deuxième partie, le cas spécifique de la province de Lam Dong est analysé, une attention toute particulière étant accordée au district de Lam Ha (chapitres 4 et 5); il s'agit d'un examen des conditions propres à l'évolution du phénomène au niveau local, une étude de cas. Cette analyse repose surtout sur des informations récoltées lors d'enquêtes menées par l'auteur sur le terrain en 1996 et 1997 (Annexe B), ainsi que sur des données cartographiques originales. En fait, l'analyse à l'échelle de la province ou même du district permet d'identifier, de quantifier des processus, et de les comparer entre eux. Pour comprendre celui qui lie la colonisation agricole au bouleversement de son territoire, l'examen d'une ou de plusieurs communes, ou même de hameaux spécifiques à l'intérieur de ces communes s'avère cependant indispensable, fondamental. Car c'est à cette échelle qu'on peut y voir progresser l'agriculture aux dépens des forêts sur le terrain; c'est aussi à cette échelle que l'on peut comprendre cette progression en fonction des facteurs qui l'influencent: les conditions locales du milieu physique (sols,

¹¹ Dans cette partie, l'accent sera porté sur les transformations qui ont secoué la région des hautes terres du Centre du Vietnam (Tay Nguyen ou Central Highlands). En général, le référent utilisé sera celui des Viet ou des Occidentaux, rarement celui des groupes Proto-Indochinois, et le territoire bouleversé étudié sera celui des Plateaux centraux.

hydrographie, climat) et les conditions socio-économiques et culturelles des paysans, ou plus généralement des personnes impliquées.

Enfin, la troisième partie est interprétative. Les liens qui existent entre la colonisation agricole et l'État vietnamien y sont examinés à différentes échelles. Cela constitue une ébauche de réponse à la question suivante: quelle est la logique fondamentale des transformations induites par la colonisation agricole? On perçoit nettement un lien entre la colonisation agricole et la consolidation de l'État, d'abord viet et concentré dans les plaines côtières, mais ensuite «modernisé» dans des frontières de plus en plus rigides (voir Lafont et al., 1989). L'organisation spatiale se présente comme garante de la légitimité de l'État, légitimité nécessaire pour faire face aux voisins proches tout comme au concert des nations (chapitre 6).

En fait, l'originalité de cette thèse repose en grande partie sur la méthodologie qui consiste à analyser les transformations territoriales à toutes les échelles et ensuite à les intégrer pour en dégager une interprétation cohérente et des pistes de recherche intéressantes. Mais avant de dresser le tableau des bouleversements induits par ou reliés à la colonisation agricole, il importe d'abord de reconnaître le territoire qui a subi - et qui subit toujours - les modifications *avant* que celles-ci n'entrent en action; bref quelles étaient les structures et les dynamiques traditionnelles avant les grands dérangements du XX^e siècle?

Chapitre 2

LES STRUCTURES ET LES DYNAMIQUES TRADITIONNELLES

«... le territoire le moins cohérent qui soit au monde.»

(Gourou, 1936, p. 8)

2.1 L'utilisation de l'adjectif «traditionnel»

D'entrée de jeu, une précision fondamentale s'avère nécessaire: dans le cadre de la présente recherche, le mot « traditionnel » ne signifie pas statique, amorphe, ou même conservateur. Il s'agit tout simplement d'un adjectif qualifiant des actions, des processus, ou des structures qui ont une histoire assez longue pour être entrés dans la tradition, orale ou écrite, d'un groupe, d'un peuple, d'une ethnie, d'un pays, ou même d'un groupe de pays, et pour être légués d'une génération à une autre. Et il demeure primordial de reconnaître le dynamisme des systèmes qu'on dit « traditionnels ». Le dictionnaire Robert précise: *«Qui est fondé sur la tradition, correspond à une tradition»*. La tradition, c'est une *«manière de pensée, de faire ou d'agir, qui est un héritage du passé»* (Le Grand Robert, 1992, T.9, pp. 407-408). Au Vietnam, il peut s'agir tout autant d'un processus dynamique, comme l'agriculture itinérante chez certains groupes montagnards, que de méthodes culturelles, comme la riziculture inondée chez les Viet, ou de croyances ancrées dans l'inconscient collectif, comme le respect des lieux habités par les génies chez certaines ethnies du massif sud-annamitique ou la crainte des forêts et montagnes chez les Viet.

Mais parce que l'histoire est dynamique, et dans le cas du Vietnam, la Nam Tien lui a conféré une grande vitalité, des structures qui ont pu être considérées comme «traditionnelles» à un moment ou à un autre de l'histoire du pays ont pu n'avoir qu'une existence éphémère, ne se prolongeant que sur quelques générations. Cette nuance est cruciale: même dans ce qui est traditionnel, il faut savoir distinguer les traits caractéristiques qui ont transcendé le temps de ceux

qui ne sont que le résultat d'une courte évolution. Des habitudes prises par la génération précédente sont souvent comprises et reprises comme si elles avaient traversé les siècles¹². Popkin en fournit un excellent exemple au Vietnam, lorsqu'il évoque le «mythe du village»:

«Une manière de vivre qui peut avoir existé seulement par manque d'alternatives est élevée au rang de vertu. (...) [Par exemple,] ce qui peut avoir constitué une absence d'incitatifs au changement devient une résistance à l'innovation et une défense des façons de faire traditionnelles. (...) D'une façon ou d'une autre, ce qui peut avoir été seulement une nécessité ou le résultat d'une oppression pendant une époque devient une valeur traditionnelle au cours de la suivante» (traduction libre) (Popkin, 1979, p. 3).

Des explications s'imposent donc. L'adjectif « traditionnel » sera utilisé, tout au long de cette recherche, d'abord et avant tout pour caractériser les systèmes géographiques en place avant 1858 sur le territoire du Vietnam et ainsi établir une coupure avec ceux graduellement organisés par l'État colonial. Ces systèmes ont été récupérés par les deux entités politiques qui ont été constituées dès 1954 (Nord et Sud), mais surtout par le nouvel État moderne qui a émergé après 1975. Mais la distinction entre ce qui est traditionnel, d'une part, et, par opposition, ce qui ne l'est plus ou ce qui représente la modernité¹³, d'autre part, s'établit sans opposition tranchée. Entre 1858 et 1975, et même avant, des éléments de modernité ont été intégrés plus ou moins graduellement par les sociétés «indochinoises». Et si les structures modernes, en particulier celles de l'État, demeurent généralement exclusives, au moins sur le plan de leurs objectifs, au Vietnam, la cohabitation avec des structures traditionnelles est demeurée plutôt la norme tout au long de la période coloniale. Enfin, ce n'est qu'après 1975 que celles-ci ont été *presque* complètement balayées. Il faut aussi éviter d'aborder la dichotomie «traditionnel» - «moderne» comme une séquence: elle ne traduit pas une évolution; elle constitue plutôt un produit historique.

Parmi les éléments traditionnels, les structures de l'espace se distinguent des dynamiques qui s'y déroulent: les structures sont des axes structurants (routes, voies de communication), des relations d'axes (carrefours), des repères (bâties et non bâties, limites physiques) (Bailly, 1992, p. 378-379); alors que les dynamiques constituent plutôt une sorte d'énergie, de mouvement: c'est «*un ensemble de forces en interaction*» (Petit Robert, 1978, p. 586). Ainsi, par exemple, le village vietnamien traditionnel se construit autour d'une structure spécifique (des axes, des repères, une forme) qui se distingue des villages pionniers actuels, en particulier ceux des

¹² Le parti communiste vietnamien n'a pas manqué d'en faire usage dans la longue quête pour le pouvoir (De Hartingh, 1996, pp. 394-396 et 399-402).

¹³ Il n'est aucunement question de s'insérer dans un quelconque débat sur la modernité. Les items qualifiés de «moderne» sont ceux qui se rapportent à l'État moderne (voir chapitre 6, en particulier les mises au point conceptuelles).

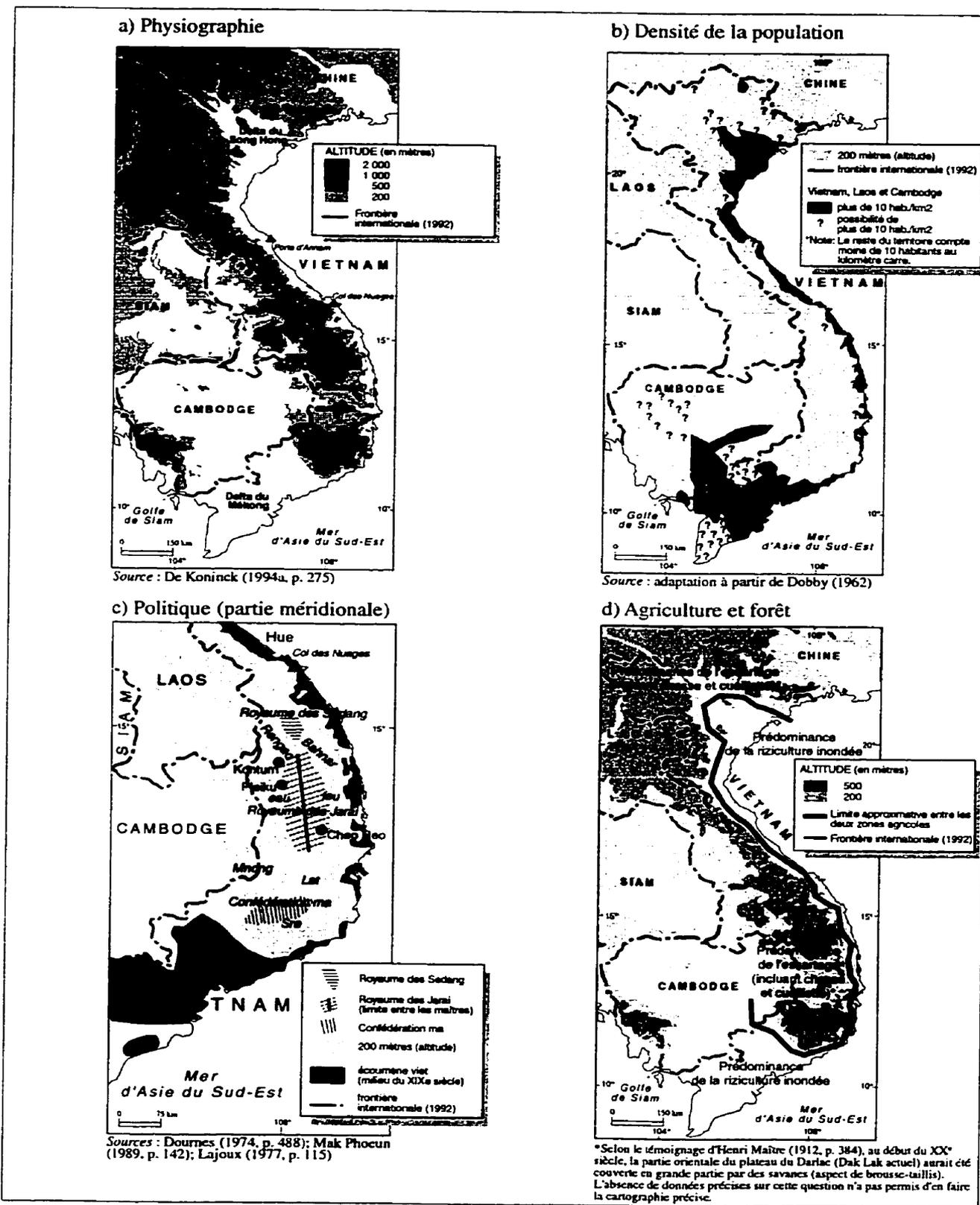
Plateaux centraux: dans le premier cas, les fonctions sont bien définies et réparties sur le territoire, le maillage du bâti est serré, alors que dans le deuxième cas, les habitations sont réparties très lâchement et le terroir n'a plus rien en commun avec celui qu'on trouve dans les plaines alluviales, régions agricoles vietnamiennes traditionnelles par excellence. On trouve aussi des dynamiques villageoises traditionnelles (courants d'échanges commerciaux, réseaux d'allégeance, etc.); celles-ci ont été transformées par l'imposition de nouvelles structures ... modernes. Par exemple, la mise en place d'une administration étrangère dans la région des Plateaux centraux, administration d'abord coloniale, puis ensuite vietnamienne, depuis 1954, a drainé une partie des courants commerciaux et/ou a imposé un resserrement des liens entre les villages et le chef-lieu administratif (corvées, impôts, conscription, etc.).

Les structures et dynamiques qui seront évoquées dans cette recherche sont celles qui ont un rapport avec la colonisation agricole; le plus souvent parce qu'elles ont éventuellement été bouleversées par sa progression. Évidemment, les transformations survenues entre 1858 et 1995 ne seront pas analysées, ni même évoquées de manière exhaustive; plusieurs transformations ne seront qu'effleurées ou seront même passées sous silence¹⁴. Mais d'abord, il s'agit d'appréhender le pays de façon globale. *Que représente la colonisation agricole dans l'histoire et la géographie du Vietnam?*

De l'observation de cette géographie bouleversée, s'impose la nécessité d'examiner les caractères physiques particuliers du finistère sud-oriental du continent eurasiatique, en particulier leurs liens avec la colonisation agricole, qu'ils soient orographiques, climatiques, hydrographiques ou pédologiques.

¹⁴ On peut noter, par exemple, les transformations qui ont secoué la royauté, celles qui ont permis la naissance du parti communiste vietnamien, ou plus généralement d'une nouvelle classe politique viet.

Figure 3
Les dichotomies du Vietnam, milieu du XIXe siècle.



2.2 L'ossature morphologique

La portion de l'espace terrestre occupée par le Vietnam présente un morcellement du relief fortement accentué (figures 2, p. 23 et 3a, p. 33). Si le terme «traditionnel» n'est pas approprié pour qualifier l'héritage physiographique laissé par les périodes précédentes, certains aspects du milieu physique ont tout de même été affectés par des actions anthropiques liées à la colonisation agricole. Certes, les structures géologiques et le relief n'ont subi que des modifications mineures au cours des derniers siècles, mais l'hydrographie, les sols, et le climat, pour leur part, ont tous été plus ou moins modifiés en conséquence des activités humaines, comme la colonisation agricole en général et les aménagements de digues et canaux dans le delta du fleuve Rouge en particulier, surtout depuis un siècle et demi.

On peut regrouper les diverses régions du Vietnam en cinq grandes unités physiographiques: d'abord, aux deux extrémités du pays, deux deltas ont été formés, principalement grâce aux apports alluviaux des fleuves Rouge et Mékong, tous deux prenant leurs sources dans l'immense château d'eau himalayen ou sur ses marges. Une succession de plaines côtières les relie ensuite le long de la mer d'Asie du Sud-Est¹⁵ alors qu'une couronne de hautes terres enserre le delta du fleuve Rouge. Enfin, la Chaîne annamitique se dresse comme une barrière naturelle entre la côte vietnamienne et le bassin du Mékong à l'ouest, charpentée principalement par une série de hauts plateaux¹⁶. Au total, les hautes terres occupent près des trois quarts de la superficie du pays (De Koninck, 1994a, p. 274).

Historiquement, la colonisation agricole vietnamienne a progressé par étapes successives, atteignant éventuellement chacune des régions délimitées par ce découpage du relief. Et le fait que l'ensemble du pays ait finalement été sollicité par cette même colonisation démontre hors de tout doute qu'il n'y a pas de déterminisme en rapport avec le milieu physique dans la répartition des humains de cette région du monde. Bien sûr, jusqu'à il y a environ 150 ans, les formes du relief marquaient une division nette entre les peuples habitant les plaines et ceux habitant les plateaux et montagnes, tout comme entre leurs systèmes agraires, économiques et politiques respectifs (figure 3, p. 33). Certes, des contacts existaient, et même des liens tributaires, mais au total, cette *dichotomie* constituait la norme, malgré et même parfois à cause de ces liens¹⁷.

¹⁵ Il est à noter que les Vietnamiens ne reconnaissent pas le toponyme *mer de Chine méridionale*; pour eux, il s'agit de la *mer de l'Est (Bien Dong)*, alors que pour les Chinois il s'agit de la *mer du Sud*. Le toponyme «mer d'Asie du Sud-Est» apparaît plus approprié. Il a d'ailleurs été suggéré par Lacoste (1981).

¹⁶Voir aussi Dobby (1973, p. 293 et 298) et Fisher (1966, p. 413).

¹⁷Voir les parties 2.3.3 et 2.5.3.

Par ailleurs, situé sur la façade orientale de la péninsule indochinoise¹⁸ (figure 1, p. 17), le pays présente aussi un caractère maritime, étant bordé par la mer d'Asie du Sud-Est dans toute son étendue, de la frontière chinoise à celle du Cambodge. Comme dans la plupart des pays du Sud-Est asiatique, la mer joue un rôle important au Vietnam. Le pays possède, et de loin, le ratio mer/terre le plus élevé parmi les pays de la partie continentale de la région (2,18)¹⁹ (De Koninck, 1994a, p. 21). La situation littorale, en particulier la présence de petites plaines deltaïques le long de la mer d'Asie du Sud-Est, a facilité la progression du peuplement vers le Sud, par le biais de la colonisation agricole, jusqu'au delta du Mékong et même au delà. Les régions traversées présentaient des caractéristiques physiques similaires qui favorisèrent un essaimage relativement rapide, évitant de longues adaptations.

2.2.1 La plaine alluviale, domaine traditionnel des Vietnamiens²⁰

Traditionnellement - dans le cadre de cette recherche, cela couvre grossièrement la période qui s'étend du XI^e siècle jusqu'au milieu du XX^e siècle -, le territoire privilégié par les paysans viet pour pratiquer leur agriculture est demeuré la plaine deltaïque²¹. De la frontière chinoise à la pointe de Ca Mau, les basses terres gardent une physionomie comparable, les quelques distinctions locales n'apportant que des nuances aux structures agraires, socio-économiques et politiques viet qui se sont reproduites et propagées partout. «*Le paysage est deltaïque presque partout le long du littoral et les plaines formées par les fleuves sont alluviales, et donc très fertiles*» (Henry, 1932, p. 241). Ces plaines se répartissent selon un découpage latitudinal en trois cadres: celui du delta du fleuve Rouge, celui des plaines côtières, et celui du delta du fleuve Mékong.

Dans un premier temps, trois plaines deltaïques se succèdent au Nord du pays, de Haïphong jusqu'à la Porte d'Annam (*Deo Ngang*): il s'agit des deltas des fleuves Hong (Rouge), Ma et

¹⁸ Fisher, dans son ouvrage publié en 1966, préfère utilisé le terme "indo-pacifique" pour désigner l'ensemble péninsulaire qui couvre le territoire s'étendant de la Birmanie au Vietnam. Pour lui, le premier terme à l'avantage de témoigner du caractère transitoire de ce "promontoire indochinois", comme l'appelle Gourou (1964, p. 286), vers le monde océanique, alors que le second demeure davantage associé aux anciennes colonies françaises (Laos, Cambodge, Vietnam). Jugeant le recul suffisant, De Koninck (1994a) utilise tout de même le terme de "péninsule indochinoise". L'Asie du Sud-Est, et encore plus sa partie continentale, représente d'abord la synthèse de l'Asie (Inde et Chine), tant sur le plan physique que sur le plan humain, avant d'être un tremplin vers l'Océanie (*ibid.*).

¹⁹ Comparé à moins de 1 pour la Birmanie, la Thaïlande, le Cambodge et le Laos, ce dernier n'ayant pas d'accès maritime), presque comparable à celui de l'Indonésie (2,82). Il s'agit bien entendu des mers territoriales.

²⁰ Robequain a présenté une superbe description des régions naturelles du Vietnam (1948, chapitre 2, pp. 46-71). Elle ne sera donc pas reprise ici. Seuls les aspects les plus importants, ceux ayant trait à la colonisation agricole, seront abordés brièvement; la plupart des informations sont tirées du chapitre pré-cité.

²¹ Il faut tout de même garder en mémoire que les Vietnamiens sont descendus des collines environnantes pour occuper le delta du fleuve Rouge à partir des années 200 avant J.-C., il y a donc plus de 2000 ans. "À l'origine, monts et eaux font partie de l'habitat du peuple viet" (Tam Quach-Langlet, 1989, p. 27). Traditionnellement ne signifie donc pas depuis toujours.

Ca. Ces plaines se ressemblent par leur climat, leur forme et leur genèse (Robequain, 1948, p. 48). Entre elles aussi, «*le paysage est facile parmi les calcaires déchiquetés ou les coupes gréseuses qui [les] séparent (...), triangles largement ouverts sur l'Océan, (...) dont les dimensions se réduisent vers le Sud en même temps que le débit des fleuves constructeurs*» (id., p. 46). La plus vaste, celle formée grâce aux importants apports alluvionnaires du fleuve Rouge, dont la principale caractéristique consiste dans le fait que, sur une partie de son cours, il coule au-dessus de la plaine environnante, avec toutes les conséquences que cela implique dans un pays de mousson tel que le Vietnam, la plus vaste plaine deltaïque, disons-nous, progresse d'une centaine de mètres par année (De Koninck, 1994a, p. 279); cela permet aux populations habitant le littoral de récupérer régulièrement de nouvelles terres. La formidable richesse des terres, parmi les plus fécondes de la région (Fisher, 1966, p. 16), a permis ici de nourrir un nombre toujours plus considérable d'habitants. Le Haut delta, plus ancien et cultivé depuis plus longtemps que le Bas delta, est cependant moins fertile et la population y est moins dense. La construction de digues, associée à la progression du peuplement vers les basses terres, constitue un élément fondamental de l'occupation de ce delta (Robequain, 1948, p. 36; De Koninck, 1994a).

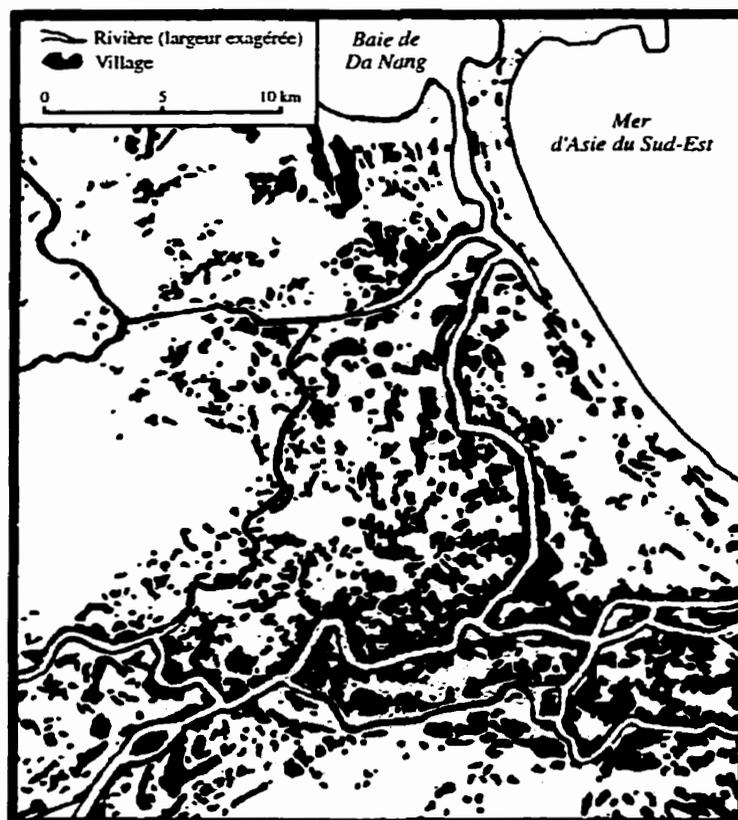
En deuxième lieu, à l'extrême Sud, le Mékong se perd dans son delta après s'être étiré sur 4350 kilomètres. Moins «violent» que le fleuve Rouge (Popkin, 1979, p. 172), il demeure l'un des plus imposants d'Asie: troisième pour la longueur derrière les deux grands fleuves chinois, le Yangtzi (Chang Jiang) et le Huang He, troisième aussi pour les débits moyens et maximum à l'embouchure, ne cédant que devant le Yangtzi et le Brahmapoutre²². Hormis quelques zones rébarbatives au premier abord (voir 2.3.3), l'ensemble du delta constitue un territoire propice pour pratiquer la riziculture inondée. «*La Cochinchine est gaie. (...) Les températures ne varient guère ici; les hivers ne sont jamais transis, l'été reste moins opprimant à Saigon qu'à Hanoi; pendant cette saison, les moussons marines déversent des pluies plus régulièrement abondantes; (...). Le Mékong (...) ne pèse pas sur l'homme comme une lourde et constante menace, il est plus bienfaisant que nuisible*» (Robequain, 1948, p. 69).

Enfin, troisièmement, entre la Porte d'Annam et le delta du Mékong, une succession de plaines côtières, beaucoup plus attachées à la mer qu'à la terre ferme selon Dobby (1960, p. 298), se présentent comme des répliques miniatures du «*berceau national, la plaine du Tonkin*» (De Koninck, 1994a, p. 284). Sur ce territoire, plus l'on se dirige vers le Sud, plus les plaines

²² Longueurs: Yangtzi: 5800 kilomètres; Huang He: 4830 kilomètres.

Débits moyen et maximum: Yangtzi: 34 000m³/sec. et 83 000m³/sec.; Brahmapoutre: 19 200m³/sec. et 74 460m³/sec.; Mékong: 14 800m³/sec. et 67 000m³/sec. (De Koninck, 1999, p. 246).

Figure 4
Vietnam. Peuplement et relief (Da Nang). Un exemple de peuplement traditionnel.



Source : Gourou (1964, p. 325).

Adaptation : Steve Déry, 1999.
Infographie : Ludovic Guerpillon, 1999.

Note :

"Les villages reproduits en noir d'après la carte au 1:100 000 montrent l'opposition radicale entre la plaine habitée et les montagnes" (Gourou, 1964, p. 325).

côtières sont étroites, enserrées entre les collines et les montagnes (figure 4). Au total, ces plaines demeurent relativement isolées (Dobby, 1960, p. 298; De Koninck, 1994a). *«Elles sont courtes, pauvres en alluvions; leurs deltas restent petits, séparés par des éperons aux pentes brusques et souvent boisées qui prolongent jusqu'au rivage la sauvagerie de l'arrière-pays»* (Robequain, 1948, p. 64).

Tout au long de leur progression méridionale, les Viet ont dû s'adapter à des environnements qui, quoique semblables au delta d'origine et permettant la riziculture inondée, présentaient des conditions originales: régime des pluies différents, en particulier entre Nha Trang et Phan Thiêt où l'on trouve le climat le plus sec du pays; zones complètement inondables où la culture du riz flottant prime sur celle des autres variétés, comme dans le delta du Mékong; présence ou absence

de catastrophes climatiques tels les typhons. Jusqu'au XX^e siècle, cependant, tout au long de leur progression méridionale, ils ne se sont pas risqués dans un environnement complètement différent, comme celui de la montagne, pourtant voisine (figure 4, p. 37), demeurant généralement sur des terres situées à moins de 25 mètres d'altitude (De Vienne, 1994, p. 18).

2.2.2 Montagnes et plateaux, socle de mosaïques superposées

Les hautes terres occupent la majorité du territoire actuel du Vietnam. En observant l'ensemble du pays, on y distingue deux grandes zones. La première, située au Nord, est constituée par le rebord sud-est du grand massif de Chine méridionale. Elle couvre un territoire d'environ 100 000 kilomètres carrés, pour l'essentiel situé au-dessus de la cote des 500 mètres; cette région montagneuse enserme la grande plaine du Tonkin. La deuxième zone consiste en une sorte d'excroissance de ce même massif de Chine méridionale. Orientée Nord-Ouest - Sud-Est, longue de quelque 1000 kilomètres pour une largeur moyenne d'environ 200 kilomètres, elle a pour nom la Chaîne annamitique. Évidemment, cette zone, tout comme la première, déborde largement le cadre politique du Vietnam. Dans le pays même, elle couvre une superficie d'au moins 130 000 kilomètres carrés. Ces deux zones demeurent très différentes l'une de l'autre et présentent une diversité «interne» tout aussi grande.

S'agissant plus spécifiquement de la partie la plus septentrionale du pays, la «*couronne des hautes terres du Nord*», pour reprendre l'expression de De Koninck (1994a), elle ne dispose d'aucun bassin, aucun plateau assez vaste qui aurait pu permettre la formation d'un organisme politique puissant (Robequain, 1948, p. 50). L'ensemble est séparé en deux par le fleuve Rouge, lequel, à son arrivée en territoire vietnamien (près de Lao Cai), n'est plus qu'à 80 mètres d'altitude, alors qu'il lui reste encore 500 kilomètres à parcourir avant d'atteindre la côte. Du côté nord du Fleuve, les montagnes qui bordent la frontière chinoise s'évanouissent graduellement vers la mer; au milieu du siècle, la partie la plus prospère était le «*chapelet de plaines alluviales*» dans la région des petites villes-marchés de Cao Bang, That Khe et Lang Son (Robequain, 1948, p. 53). De grandes vallées convergent vers la grande plaine deltaïque et sont elles-mêmes coupées de couloirs transversaux. Ces formes du relief ont facilité la pénétration de l'influence du Delta dans les montagnes (Robequain, 1948, p. 55).

Sur la rive méridionale, les sommets sont beaucoup plus élevés et escarpés, en particulier au sein de la chaîne Hoang Lien Son, qui culmine à 3143 mètres (Fan Si Pang). Jusqu'à l'arrivée des Français, à la fin du XIX^e siècle, les Viet s'étaient peu avancés vers ces montagnes. Le relief, peu propice à la pratique de la riziculture inondée, et donc à la présence de fortes densités de populations, la plus faible qualité des sols en comparaison avec le Delta, et la présence

d'anophèles, vecteurs de la malaria, particulièrement dangereux, contribuaient à garder les Viet dans la plaine. *«L'Annamite sait bien qu'il n'échappera pas au paludisme s'il s'éloigne du Delta; (...) ce voyage le dépayse et le conduit dans une contrée où rien ne lui est familier, où sa routine de culture ne peut s'appliquer sans transformations: des sols nouveaux, l'exploitation de terrains en pente, l'utilisation des ressources de la forêt, tout lui pose des problèmes qu'il ne peut résoudre²³»* (Gourou, 1936, p. 199-200). Toutefois, la proximité du Delta a tout de même favorisé les échanges, qui ont été intensifiés avec la colonisation française et la progression d'une administration extérieure à la contrée.

Pour sa part, la Chaîne annamitique, dont une grande partie est située en territoire laotien, présente aussi de fortes disparités. *«Fait de la juxtaposition d'éléments fort différents les uns des autres, [elle] ne répond que très mal au nom qu'on lui a donné; au Sud du massif du Kontum, cette «chaîne» cède la place à une large dépression, de 400 à 500 [mètres] d'altitude, en bonne partie occupée par les basaltes du Darlac. C'est au delà de cette région déprimée que se dresse le Massif Sud-Annamitique»* (Gourou, 1938, p. 75).

Cette grande région du Vietnam, les Plateaux centraux²⁴, a subi les plus importants bouleversements au cours des 150 dernières années. Et la colonisation agricole y a joué un rôle primordial. C'est de cette région dont il sera principalement question dans cette recherche. Quels en sont les principaux traits? D'abord, le relief y demeure très morcelé. Il se compose d'une suite de plateaux d'altitudes différentes, qui s'étalent du Nord au Sud: ceux de Kontum, des Jarai, du Darlac, du Lang Bian (Lam Vien), de Di Linh (ou des Ma), et des Mnong (du haut Chhlong) (figure 9, p. 83). Drainés par des rivières se déversant vers le Mékong (comme la Srépok), ou des fleuves tels le Dong Nai et le Song Ba, ils sont plus ou moins difficilement accessibles. Tout le long de la côte centrale, le rebord de la Chaîne annamitique, avec ses escarpements merveilleux, constitue une barrière naturelle qui, traditionnellement, limitait considérablement l'accès aux plateaux intérieurs. De la même façon, sur les cours d'eau, les nombreux rapides ont contribué à retarder la pénétration de ces plateaux par les groupes des basses terres. Sur le plan climatique, comme la région n'est pas exposée aux typhons qui frappent la côte et qu'elle reçoit des précipitations aussi mieux réparties sur l'ensemble de l'année, elle représente un milieu relativement favorable. Mais le caractère physique le plus déterminant, *dans la progression historique de la colonisation agricole* bien sûr, outre celui des

²³ Je souligne cette dernière proposition. L'histoire récente a évidemment prouvé le contraire.

²⁴ En fait, plusieurs termes ont servi à désigner cette région. Si pendant les années suivant la décolonisation (1954-1975), on a parlé de PMSI, les Pays Montagnards du Sud Indochinois, la désignation actuelle s'inscrit dans l'ensemble géographique national. Le terme rencontré le plus souvent est celui de *Tay Nguyen*, littéralement, les "montagnes de l'ouest", la traduction officielle anglaise étant "Central Highlands". En français, il convient donc d'utiliser "Plateaux centraux" (voir De Koninck, 1997a, p. 51).

très fortes pentes qui ont longtemps rebuté toute tentative agricole viet, demeure la présence de terres basaltiques, les fameuses terres rouges.

Entre le début et le milieu du XX^e siècle, ces terres ont constitué une sorte d'Eldorado quelque peu mythique²⁵. Entre 1926 et 1928, elles ont donné lieu à un véritable rush de colonisation, celui-ci étant ralenti et même presque résorbé après la crise financière mondiale de 1929 (Henry, 1932, p. 224) (voir tableaux 3 et 4 pp.: 74-75).

S'il est généralement reconnu que ces terres basaltiques - puisqu'en fait, c'est d'elles dont il s'agit - présentent une fertilité intéressante pour des plantations industrielles telles l'hévéa, le théier ou le caféier (Henry, 1932; Hickey, 1982a; Brocheux et Hémerly, 1995, p. 151) ou tout simplement pour une végétation spontanée d'une riche diversité floristique²⁶ (De Koninck, 1997a, p. 54), elles demeurent toutefois fragiles. En fait, elles correspondraient à un stade déterminé du processus de latérisation (Gourou et Robequain, 1938). Les immenses étendues basaltiques, qui couvrent non seulement le plateau de Di Linh (Djiring), où l'épaisseur des épanchements peut atteindre 300 mètres, s'étendent vers le plateau du Haut-Chhlong (plateau des Mnong) et rejoignent ainsi celles des basses terres de Cochinchine (Nam Bo) et du Cambodge (Gourou, 1938).

«Avec le massif du Haut Donnai, les terres rouges basaltiques atteignent la cote moyenne de 800 à 1.000 m. Quelques taches de petite étendue se rencontrent entre 1.500 et 1.600 m. disséminées dans des formations terreuses de granit et de rhyolite. Ce massif jouit d'un climat tropical tempéré, d'un régime de pluies satisfaisant et d'une luminosité moyenne. À l'exception des altitudes supérieures à 1.000 m., les vents de mousson d'hiver E-NE, y soufflent modérément» (Henry, 1932, p. 598).

Selon Henry, sur ces terres, la riziculture n'est possible que si elle est pluviale; *«les façons culturales fréquentes et profondes ne [conviennent] pas; un défoncement, en amenant la rupture de la capillarité, peut les stériliser pour plusieurs années»* (*id.*, p. 167). En d'autres mots, elles sont fragiles, et cette fragilité tient surtout à la présence ou l'absence d'une végétation de surface et dans l'approvisionnement en eau, l'erreur étant de croire qu'elles renferment de grandes

²⁵ Gourou affirme que la fertilité des terres rouges a été trop vantée (1938, p. 77): " Le processus de formation des terres rouges est très net: à la base apparaissent des boules de basalte fragmenté et délité; elles sont surmontées par une argile bleue imperméable (très importante, parce qu'elle maintient l'humidité des couches supérieures et assure un débit régulier aux puits), puis par une terre de décomposition brune qui passe au rouge vers la surface; au terme de leur évolution les terres rouges sont pauvres et constituent une terre de type latéritique, un peu moins épuisée pourtant que la latérite proprement dite". Il faut noter aussi que les terres rouges ne sont pas toutes basaltiques (Gourou et Robequain, 1938).

²⁶ Hickey (1982a, p. 29) associe ces sols à une végétation naturelle secondaire ou à la savanne. Si dans certaines régions du Dac Lac (Darlac), par exemple, cela s'avère exact, il ne faut surtout pas généraliser. Dans le Lam Dong, région au sujet de laquelle Hickey a peu écrit (Hickey, 1982a et 1982b), ce type d'association ne constitue pas la norme.

réserves d'eau pour l'alimentation des végétaux (*ibid.*). C'est d'ailleurs un des problèmes rencontrés par certains pionniers récents dans le district de Lam Ha (province de Lam Dong)²⁷.

Au total, donc, le milieu physique semble à première vue déterminant dans la répartition des effectifs humains du Vietnam d'avant 1858 et de leurs systèmes socio-économiques et politiques. Au début du siècle, plusieurs descriptions souscrivaient à ce déterminisme (par exemple, celle de Gourou, 1936). Mais le milieu physique, bien qu'ayant une très grande influence sur le succès de toute installation humaine, demeure cependant un aspect secondaire, en particulier dans le cas des entreprises de colonisation agricole. Dans cette situation, il n'est limitatif - et c'est là sa qualité ou son défaut - que si les techniques et/ou le financement nécessaires à la mise en valeur agricole ne sont pas disponibles²⁸. C'est exactement le cas des terres rouges. L'histoire récente permet aussi d'ajouter à cette argumentation (chapitre 3); car pour le cas du Vietnam, le contexte historique et les perceptions des gens ont joué des rôles beaucoup plus centraux dans la construction des dichotomies analysées (figure 3, p. 33). En raison de contraintes liées à l'histoire (évolution des techniques, par exemple), et aussi à cause de préjugés ethniques ataviques (tabous, craintes, par exemple), plusieurs types de milieux sont demeurés soit vides, soit peu densément habités.

2.2.3 Des môles répulsifs?

«Alors que la moindre écorchure, la moindre plaie contractée en brousse par l'Européen ou le Vietnamien s'infecte infailliblement et suppure; le Moi n'en est pas incommodé et pour lui la cicatrisation est presque immédiate»

(Condominas, L., 1988, p. 156)

Ainsi, certains territoires sont répulsifs. Cependant, dans plusieurs cas, cela dépend surtout de la perception du groupe de référence; la plupart du temps, la présence de voies de communications conditionne cette perception. Par exemple, les montagnes et forêts ont longtemps été répulsives pour les représentants de l'ethnie viet, et elles le demeurent toujours pour plusieurs d'entre eux. Du point de vue de ceux qui habitent dans ces régions réputées inhospitalières aux yeux des Viet, les « paysans de la forêt » (Boulbet, 1975), il est tout à fait inapproprié de définir les

²⁷Certains colons ont eu des surprises lorsqu'ils se sont aperçu que les précipitations qui tombaient sur leur région ne couvraient pas toute l'année et qu'ils auraient besoin d'irriguer leurs caféiers pendant la saison sèche. Dans certains cas, les sources d'eau étaient très éloignées, ce qui impliquait des coûts énormes pour l'acheminement de l'eau jusqu'aux champs.

²⁸ *A priori*, aucun espace sur terre ne serait totalement exclu d'une mise en valeur agricole. On a qu'à penser aux serres chaudes qui permettent des cultures même l'hiver, au blé qui pousse dans le désert d'Arabie ou au coton dans les régions arides du Kazakhstan, aux merveilleuses terrasses des montagnes des Philippines ou des Andes: partout l'adaptation est possible, si les techniques et/ou le financement nécessaires sont disponibles.

territoires qu'ils occupent comme des môles répulsifs. Même que dans certains cas, la raideur des pentes, l'isolement des vallées et la profusion végétale, *«tout cela n'est qu'inconvénient mineur ou même avantage pour des agriculteurs itinérants, n'occupant le sol que provisoirement et ne le bouleversant jamais en profondeur»* (Boulbet, 1967, p. 32).

Cette notion est primordiale, car les «môles répulsifs», réels ou perçus comme tels, ont traditionnellement servi à fixer les limites de la progression de la colonisation agricole, ou plus généralement des défrichements d'un groupe ethnique donné. En fait, n'étaient réellement «môles répulsifs» que les régions où les techniques ne permettaient pas une installation humaine, dans ce cas-ci de nature agricole. Tout le reste n'était affaire que de perception. Enfin, il ne faut pas confondre non plus «répulsif» et «sacré». Chez certains groupes montagnards, des territoires demeuraient vides non pas parce qu'ils étaient répulsifs mais plutôt parce qu'ils étaient sacrés²⁹. Quelques exemples illustrent des aspects de cette situation.

- 1) Pour les Viet, les catastrophes qui ravagent régulièrement le delta du fleuve Rouge et le littoral de la mer d'Asie du Sud-Est (inondations, typhons, sécheresses) sont demeurées, jusqu'à récemment, de moindres maux en comparaison des «problèmes» reliés aux montagnes³⁰.

- 2) L'insécurité de la région d'accueil peut aussi contribuer à désamorcer ou à encourager les desseins migratoires chez les Viet. La création du *Son phong*, un ensemble de fortifications le long de la Chaîne annamitique élaboré par Gia Long dès le début du XIX^e siècle, et que les Français ont graduellement éliminé à partir de la fin du siècle (Hickey, 1982a, pp. 178, 273 et 275), était liée à ce sentiment d'insécurité face aux peuples des montagnes (voir Condominas, 1971, p. 138)³¹.

- 3) Sur une marge du pays Ma (région du moyen Dong Nai), une zone est longtemps demeurée pratiquement vide. Boulbet, qui y a vécu plusieurs années dans les années 1950 et 1960, expliquait:

«On m'a répondu qu'il n'y a personne pour s'installer là, simplement. Puis j'ai appris plus tard, que les gens qui avaient essayé de s'établir trop près des Confins insoumis n'avaient jamais "eu de chance" et que leurs mésaventures avaient fait réfléchir les autres à tel point qu'un vide s'était fait de lui-même entre le dernier grand village coop maître de ses terres depuis toujours (Bördee) et les

²⁹ Il est évident qu'un territoire sacré l'est peut-être devenu du fait de son caractère répulsif, mais il n'est pas du propos de cette recherche de discuter plus à fond cette question.

³⁰ Par exemple, l'importance des voies de communication est telle que si un territoire n'en dispose pas, ses ressources sont considérées "inexploitables" (cf Maître, 1912, p. 137), pour ceux de l'extérieur évidemment; et il n'en faut pas beaucoup plus pour en faire une zone répulsive et même malsaine.

³¹ Malheureusement, il n'a pas été possible de représenter cette information sur une carte.

régions du fleuve habitées par des Maa' irascibles et jaloux de leur indépendance, eux-mêmes voisins d'un groupe de pirates Bôlôö grands amateurs de razzias» (Boulbet, 1967, p. 31).

Dans d'autres cas, c'était plutôt à cause de l'absence de techniques adéquates que des territoires étaient perçus comme malsains ou répulsifs.

- 4) Par exemple, la présence d'un vecteur de la malaria dans les montagnes et sur les plateaux, en particulier le plus perniciosus (*Plasmodium falciparum*) (Lacoste, 1993, p. 156), a longtemps contribué à garder les Viet loin de ces régions. Le paludisme, s'il n'est pas absent du delta tonkinois, n'y faisait pas de grands ravages à l'époque où Pierre Gourou y conduisait ses recherches (figure 3b, p. 33), alors qu'il sévissait à l'état endémique dans les pays montagneux (Gourou, 1936, p. 156)³². Mais si les «Annamites» qui vivent hors des deltas tombaient facilement malades, *«l'effet sembl[ait] doublé par la peur, par l'influence sur leur esprit superstitieux de cette ambiance étrange»* (Robequain, 1948, p. 174).

- 5) Dans le delta du Mékong, plus précisément dans la plaine des Joncs et aussi dans la région de la pointe de Ca Mau, on trouve des sols sulfatés acides, rendant toute mise en valeur agricole délicate du fait des problèmes de toxicité (Raunet, 1994, p. 35-36)³³. Dans le premier cas, des efforts planifiés de l'État (comme le creusement de canaux pour permettre le drainage) ont permis graduellement l'installation d'une population; de nombreux problèmes continuent cependant d'entraver le développement agricole de cette zone (rats, salinité, abaissement de la nappe phréatique, etc.) (Chiffolleau et Dreyfus, 1997).

Ainsi, au Vietnam, comme partout ailleurs, la disponibilité d'une terre à l'agriculture varie en fonction d'un grand nombre de critères: les techniques agricoles, les conditions géophysiques, le contexte socio-économique - entre autre le degré d'organisation sociale -, les tabous culturels et la géomancie, etc. Mais aussi et surtout, il varie en fonction du groupe ethnique de référence, et même à l'intérieur des différents groupes, le plus souvent en fonction du cadre politique.

³² *«L'Annamite le sait bien, qui répugne à aller s'installer dans les montagnes parce que "l'eau y est mauvaise". Il sait que, hors du Delta, il ne tardera pas à être abattu par de terribles accès; (...) Les Annamites employés sur les plantations de café situées à la bordure du Delta (province de Son Tay et de Ha Nam) ne veulent pas passer la nuit à la plantation et préfèrent retourner chaque soir dans leur village, situé parfois à une grande distance. Quant aux montagnards, ils présentent peut-être une sorte d'accoutumance à la malaria, mais ils sont tous impaludés (...)"* (Gourou, 1936, p. 156).

³³ Cette étude de Raunet demeure cependant superficielle, souvent nébuleuse, et parfois même carrément inexacte. En effet, il prône *sans nuance* la sédentarisation de groupes qui pratiquent l'agriculture itinérante sur brûlis pour arrêter la déforestation et *"l'érosioncatastrophique"*. Il est triste que cette vision d'une autre époque récolte encore des adeptes alors que les études contribuant à montrer la vraie nature de l'essartage, ses multiples variantes, et surtout sa responsabilité réelle dans le processus de déforestation, se multiplient depuis au moins quarante ans (par exemple, Condominas, 1957; Spencer, 1966; Boulbet, 1967 et 1975; Dove, 1983; Do Dinh Sam, 1994; De Koninck, 1997a).

Dans le cas de la présente recherche, le groupe des Viet est celui qui est surtout utilisé comme référence.

2.3 *L'organisation politique traditionnelle*

Le Vietnam couvre actuellement un territoire d'une superficie de 331 041 kilomètres carrés. Sur ce plan, le pays est le quatrième plus vaste en Asie du Sud-Est, devant de peu la Malaisie et les Philippines³⁴ (figure 1, p. 17). À l'échelle mondiale, cette surface correspond à peu de choses près à celle de pays comme la Finlande, la Norvège ou la Côte d'Ivoire. Cette extension territoriale du Vietnam est cependant un phénomène récent, les frontières actuelles n'ayant été consolidées qu'en 1976. En fait, depuis 150 ans, le Vietnam a plus que doublé sa superficie en ajoutant à son domaine administré toutes les régions montagneuses ceinturant les plaines et deltas, de la frontière chinoise au Nord jusqu'à la pointe de Ca Mau.

À l'arrivée des Français au milieu du XIX^e siècle, les territoires que ceux-ci ont rassemblé par la suite pour former l'entité d'abord administrative et politique que constituait l'Indochine, étaient peuplés par des groupes culturellement différents, marqués les uns «*par l'empreinte de la civilisation chinoise ou indienne, les autres par la perpétuation des substrats proto-indochinois*» (Brocheux et Hémerly, 1995, p. 174), et aussi fort divers sur le plan politique (figure 3c, p. 33).

2.3.1 *Le roi et le village (xa) au Vietnam*

Chez les Viet, la structure politique à laquelle se sont heurtés les Français à partir du milieu du XIX^e siècle était solidement organisée, hiérarchisée, efficace, quoique selon certains, c'est en partie l'absence de structures modernes et l'obsolescence du système qui causa leur défaite (Phan Ke Binh, 1975, p. v). Cette structure est caractérisée par la présence de deux entités politiques élémentaires: le roi, et plus généralement les institutions, et le village (voir Mus, 1977, p. 204). Si le premier, après s'être vu délivrer son mandat par un émissaire dépêché auprès de l'Empereur de Chine, régnait sur l'ensemble du pays, par le biais des mandarins locaux, et conduisait les armées, il ne pouvait réellement pénétrer dans le domaine du second; en fait, surtout parce que ses moyens de le faire étaient limités (Popkin, 1979, p. 109). L'État arrivait cependant à «*dicter sa politique et à imposer une certaine rigueur économique*» par la voie des impôts, des corvées et du service militaire (Nguyen Van Ky, 1995, p. 20), même si chaque village était responsable collectivement devant l'empereur (Popkin, 1979, p. 2). L'organisation de chaque village demeurait ainsi, d'abord et avant tout, régie par la coutume, qui variait d'une

³⁴ Ces deux pays couvrent respectivement 329 758 et 300 000 kilomètres carrés.

commune³⁵ à l'autre (Le Thanh Khoi, 1981, pp. 377-378). La communauté était solidement organisée, pourvoyeuse de la résistance en hommes et en vivres (Brocheux et Hémerly, 1995, p. 61). Son organisation politique était fortement intégrée, son territoire nettement délimité³⁶ (Brocheux et Hémerly, 1995, p. 192). Cette affirmation doit cependant être nuancée pour le cas des territoires méridionaux. Dans ce qui constituait alors la Cochinchine, «*la commune est beaucoup moins puissante; [les villageois] s'embarrasse[nt] moins de traditions que leurs congénères du Tonkin*» (Robequain, 1948, p. 70).

À l'intérieur de la communauté, la distinction entre inscrits et non-inscrits, entre notables et administrés était tout aussi fondamentale (Le Thanh Khoi, 1981, p. 378). Toute la *dynamique* pionnière des Viet, leur «*force d'expansion spontanée*» (Dournes, 1974, p. 474), a reposé sur cette dualité: l'opposition entre une population solidement ancrée sur son terroir, auprès de ses ancêtres, et un lot de personnes «flottantes», souvent indésirables (dettes, alcool, etc.), utilisées, tant par l'État que par le village lui-même, pour coloniser des terres nouvelles. Les marginaux, parmi lesquels les contingents de colons étaient «choisis», les errants, selon l'expression de Briffaut, ceux qui n'étaient pas partie prenante de la «cité», étaient produits par la société villageoise et, comme pionniers, partaient fonder des villages (Briffaut, 1912, évoqué par Hickey, 1982a, p. 150). Bref, on trouve, d'une part, une aire centrale (*core area*) solidement organisée, qui permet le développement, lorsque la conjoncture politique s'y prête, d'une vie religieuse, politique et sociale intense et quotidienne à laquelle tous participent «*avec foi et ardeur, [et] avec l'ambition d'y jouer un rôle de plus en plus grand*» (Gourou, 1936, p. 225); et d'autre part, une manne humaine disponible, sans cesse produite par ce même centre et récupérée par les fonctionnaires de l'État, servant à étendre le territoire qu'il contrôle lui-même.

En fait, c'est à l'articulation entre les «*deux niveaux géopolitiques, celui du village et celui de l'empire*», que tient le processus d'expansion territoriale de l'État viet (Lacoste, 1993, p. 1562). La création de colonies militaires, formées par des paysans-soldats qui pourvoient à leur propre subsistance s'est avérée irrésistible et a permis d'imposer le mode d'organisation politique et sociale des Viet à de nouvelles populations³⁷.

³⁵ Terme français employé faute de mieux pour désigner le *xã*, selon Brocheux et Hémerly (1995, p. 61). À noter aussi que «*le mot populaire làng désigne la localité de base du monde paysan traditionnel. Le terme sino-vietnamien xã fait par contre référence à une unité administrative, et est généralement traduit par commune. Au Nord-Vietnam, un xã peut comprendre un ou plusieurs làng. Quand un làng fait partie d'un xã il prend alors le nom de thôn*» (Nguyen Van Ky, 1996, p. 16).

³⁶ Contrairement, par exemple, aux villages cambodgiens ou lao qui avaient un tissu plus lâche (Brocheux et Hémerly, 1995, p. 192).

³⁷ À ce sujet, voir, entre autres, Le Thanh Khoi (1981), Hickey (1982a), De Koninck (1996).

S'agissant du territoire villageois proprement dit, l'horizon des Viet était traditionnellement celui de la plaine. Le concept de village pouvait inclure les territoires cultivés, ceux consacrés à la chasse et la pêche, et même à la récolte de bois de feu (Hickey, 1982a, p. 21).

Au-delà de son delta natal (au Viet), «la dispersion des étendues cultivables y impose un habitat en petits hameaux, voire en maisons isolées. Un village vietnamien, qui groupe autour du dinh plusieurs centaines d'habitants, ne peut y exister. Or, notre civilisation est axée sur la commune: son atmosphère sociale, sa vie politique, ses fêtes et son décor constituent pour le paysan un véritable besoin et le seul cadre qui donne un plein sens à sa vie.» (Le Thanh Khoi, 1981, p. 33).

Si l'espace villageois est fermé pour l'extérieur, en revanche l'intérieur demeure complètement ouvert (Nguyen Van Ky, 1995, p. 17).

2.3.2 Chez les Proto-Indochinois³⁸

Dans la région des Plateaux centraux (Tay Nguyen), les formes de pouvoir politique étaient probablement presque aussi nombreuses que les groupes ethniques qui la peuplaient avant l'arrivée des Français. Si certains de ces groupes ont contrôlé de larges portions de territoire, personne n'a jamais réussi à établir son hégémonie sur l'ensemble de la région.

Selon Dournes, jusque vers les années 1950-1960, les Jarai constituaient la principale des ethnies autochtones indochinoises, tant par le nombre que par la superficie qu'ils occupaient (Dournes, 1974, p. 488). Leur domaine s'étendait sur les deux versants de la ligne de partage des eaux du Centre du Vietnam³⁹, à peu près entre les latitudes 13° et 14° 15', entre les cotes 100 et 700 mètres d'altitude. Le système des maîtres (*pôtao*) régissait la vie politique de cette région (figure 3c, p. 33): un maître pour chaque versant, celui du Feu pour le versant oriental (donnant sur la mer d'Asie du Sud-Est), celui de l'Eau pour le versant occidental (s'écoulant vers le Mékong), et un troisième, celui de l'Air, dont la fonction, plus théorique et qui faisait le lien entre les deux autres, empêchait le clivage du système (*id.*, p. 489). Et contrairement à la plupart des groupes autour d'eux, ils n'étaient ni agriculteurs, ni même montagnards (*ibid.*).

«L'espace de chaque communauté sociale peut se présenter comme un système d'ondes qui interfèrent avec celles des communautés voisines, sans frontière fixe. Le territoire de chasse est le plus large; il n'en est pas de propre aux gens d'un village, par exemple, et qui serait limité par celui du village voisin, car la chasse est une opération collective et mâle, donc à ce double titre non localisée. (...) En revanche, les terrains de culture, actuellement travaillés ou en jachère,

³⁸ Étant donnée la très grande diversité des situations "politiques" dans les régions de hautes terres du Vietnam, la présente analyse se limite à la région des Plateaux centraux. L'objectif demeure de montrer, à l'aide de quelques exemples, diverses composantes de la mosaïque politique qu'on y trouvait.

³⁹ Ligne que suit presque parfaitement l'actuelle route #14 entre Buon Me Thuot et Kontum.

sont des propriétés familiales; qu'ils aient été, soient, ou doivent être à nouveau enclos, la barrière morale est toujours présente» (Dournes, 1974, p. 492).

Parmi les Ma du plateau de Djiring (Di Linh), la situation était différente. Chaque village se cherchait un coin bien à lui d'espace libre *«et lorsqu'il n'en [avait] vraiment pas, [il] s'alli[ait] avec un village plus reculé pour avoir la jouissance d'une grande forêt illimitée en bordure du plateau»* (Boulbet, 1967, p. 21). Et ce village, le «finage global», était construit selon des formes et des structures spécifiques.

«Il [K'Jai, son premier guide] entend par village non pas une ou plusieurs rangées d'habitations sises en un lieu précis et définitif mais tout un ensemble à la fois grandiose et simple. Il comprend dans le mot bboon, que je traduis par village, tout ce que l'on découvre alors du haut d'un défrichement de la Crête des Perruches en regardant vers l'ouest: une série de pentes raides entièrement couvertes par une mer de bambous aux vagues pressées, un réseau très ramifié de vallons encaissés rejoignant tous une grande vallée à la rivière invisible seulement indiquée par une ligne sinueuse de hautes frondaisons et, dominant le tout, de longues crêtes planes soulignées de puissantes fûtaies épaisses et sombres, hauteurs monotones se prolongeant et se confondant dans un même perspective jusqu'à l'horizon» (Boulbet, 1967, p. 21)

Cette structure du village se retrouvait chez la majorité des groupes des Plateaux centraux. Généralement les Montagnards préféraient installer leurs villages sur des terres bien drainées, surélevées, près des sources d'eau, et surtout, en des lieux où les forêts demeuraient accessibles (Hickey, 1982a, p. 19). Avec la progression territoriale des Cham sur les Plateaux centraux, les structures politiques ont été modifiées chez certains groupes de l'ethnie Ma. Par exemple, les Srêe (Cau Srê) étaient administrés par des notables, vassaux des Cham, et payaient l'impôt (Boulbet, 1967, p. 67). Au fur et à mesure de l'avancée des Viet à leurs dépens, les Cham se sont fait plus insistants dans leurs revendications territoriales et ont resserré leur administration sur les Montagnards qui leur étaient soumis (Boulbet, 1967, p. 73). Les structures politiques traditionnelles commençaient donc déjà à être modifiées.

Chez les Rhadés, parfois, un chef parvenait à prendre le contrôle sur un groupe de villages, mais tout cela n'était que temporaire; à la mort du chef, les villages regagnaient leur autonomie (Hickey, 1982a, pp. 37-40). Chez les Mnong Gar, l'unité politique traditionnelle demeurait le village et ne dépassait pas cet horizon (Condominas, 1957, p. 11).

Au total, donc, si le village demeurait l'unité politique par excellence (Condominas, 1971, p. 136; 1995b, p. 124), *«on y trouv[ait] cohabitant toutes les formes possibles de niveaux techniques et de formations politiques: des hordes de cueilleurs chasseurs nomadisant dans la grande forêt aux États de vaste étendue à structures politiques très hiérarchisées. Entre ces deux*

extrêmes, on trouv[ait] toute la gamme des formations politiques: villages anarchiques, chefferies, principautés et même confédérations» (Condominas, 1995a, p. 11).

Enfin, s'agissant des structures politiques des Proto-Indochinois, il est nécessaire d'ajouter un mot concernant les liens de vassalité que ceux-ci entretenaient avec leurs voisins des basses terres. Premièrement, les Stieng étaient considérés comme tributaires de la cour khmère (Mak Phoeun, 1989, p. 153). Et deuxièmement, d'une part, si les Annales des Nguyen font état de liens de vassalité entre les Jarai et eux-mêmes⁴⁰ dès le XVI^e siècle⁴¹, l'autorité n'a jamais été que formelle (Nguyen The Anh, 1989c, p. 124). Avant l'arrivée des Français, les Viet n'ont jamais administré, encore moins occupé, la moindre parcelle de terre sur les Plateaux centraux⁴². Selon les auteurs vietnamiens qui décrivent ce phénomène, les souverains viet appliquaient une politique libérale à l'égard des Montagnards. En général, les commerçants (*cac lai*) servaient d'intermédiaires. D'autre part, seuls les Cham avaient commencé à pénétrer l'intérieur des plateaux, principalement dans la région du plateau de Djiring (Di Linh), domaine des Ma. La destruction de leur royaume par les Viet a mis un frein à cette progression et a permis de garder, encore pour un temps, la dichotomie du peuplement entre les plaines et les montagnes.

2.4 La répartition de la population: une démarcation ethnique

Dans le Vietnam d'avant la colonisation française, encore plus que pour les structures politiques, une dichotomie opposait la situation démographique des basses terres à celle des montagnes et plateaux environnants (figure 3b, p. 33).

2.4.1 La question des densités et des dynamiques démographiques

Comme presque partout ailleurs en Asie du Sud-Est, c'est dans les basses terres qu'on a traditionnellement trouvé les plus importantes concentrations de population. Au milieu du XX^e siècle, les plaines côtières et les grands deltas de cette portion de la péninsule indochinoise affichaient des densités démographiques dépassant presque partout 100 habitants au kilomètre carré, alors que sur les hautes terres, on retrouvait moins de 9 habitants au kilomètre carré en 1955 (figure 3b, p. 33) (Dobby, 1960, p. 307).

⁴⁰ Nguyen The Anh (1989c, p. 124) rapporte ce fait mais se méprend complètement quant au territoire concerné. Les royaumes de l'eau et du feu sont des royaumes jarai; et les gens de cette ethnie entraient peu en contact avec leurs voisins (cf Dournes, 1974, pp. 488-489). Il est donc inexact d'inclure dans cette vassalité, sur cette seule base, comme il le fait, le plateau de Kontum, ou les pays Rhadé, Sedang et Bahnar.

⁴¹ Selon d'autres sources, ce serait plutôt au XVIII^e siècle (Hickey, 1982a, p. 158).

⁴² Le cas d'An Khe, assez aisément accessible à partir de la plaine, à moins de 70 kilomètres du littoral à vol d'oiseau, situé à moins de 500 mètres d'altitude, ne constitue qu'une exception qui confirme la règle.

Si cette répartition pouvait être qualifiée de «traditionnelle» au milieu du XIX^e siècle du fait qu'elle avait traversé quelques générations, elle n'était cependant que le fruit de migrations assez récentes à l'échelle historique. En fait, à cette époque, on pouvait identifier deux traits démographiques traditionnels. Premièrement, les hautes terres, mosaïque ethnique, sont demeurées peu densément peuplées au cours des siècles précédant la pénétration française. Deuxièmement, s'agissant des plaines, c'est plutôt une *dynamique traditionnelle* qu'on y observait, à savoir la propension pionnière irrésistible des Viet. Cette dynamique a contribué à uniformiser et consolider le peuplement des plaines situées entre le fleuve Rouge et le fleuve Mékong, *via la côte*.

D'autres mouvements ont contribué à modifier le peuplement de certaines régions spécifiques. Par exemple, en 1866, la répression française contre la rébellion des Khmers a incité plusieurs d'entre eux à fuir pour s'installer dans le bassin de la rivière Chhlong (sud-est du pays), déplaçant ainsi des groupements Stieng et Mnong vers l'est, sur des terres plus élevées⁴³. Dans un autre cas, l'immigration chinoise vers le delta du Mékong a favorisé l'extension du domaine exploité, de l'État viet en direction de l'ouest (Langlet, 1989, p. 79). Enfin, un dernier exemple, situé dans les hautes terres septentrionales, bordant la frontière chinoise; vers le milieu du XIX^e siècle, on a pu y observer des mouvements de population en direction des régions montagneuses, par exemple par des représentants de l'ethnie Mnong; ces déplacements résultaient pour la plupart de la crise qui faisait alors rage en Chine (révolte des Taïping) (Brocheux et Hémerly, 1995, p. 49). Ces migrations ont contribué à accélérer la saturation démographique de cette région. Depuis 1954, de nombreux contingents de représentants des ethnies tay et nung ont migré vers les Plateaux centraux du fait d'une certaine dégradation environnementale dans leur région d'origine, liée entre autres à la pression démographique⁴⁴.

2.4.2 *Le cantonnement ethnique*

«C'est le relief bien plus que le climat qui a déterminé la répartition des différents groupes ethniques peuplant le Vietnam. [Les] Vietnamiens, on les trouve installés de (...) la frontière de Chine jusqu'à l'extrême sud de l'Indochine, à la point de Cà-mâu, uniquement sur des terres basses (...). À l'époque du Têt (...), alors que les Vietnamiens du Nord grelottent sous le crachin, ceux du Sud subissent une chaleur torride; mais qu'ils soient du Nord ou du Sud, ils éprouvent tous la même répugnance pour le Haut-pays qu'ils abandonnent aux autres groupes.»

(Condominas, G., 1971, p. 135)

⁴³ Maître (1912, p. 492), évoqué par Hickey (1982a, pp. 200-201).

⁴⁴ Cette pression est causée entre autres par des migrations viet vers cette région. Ceux-ci, tout comme certains autres groupes ethniques apparentés, pratiquent une agriculture itinérante *pionnière* qui épuise généralement les sols.

Entre le XVII^e siècle et le début du XX^e siècle, et même jusqu'après le milieu du siècle, les différentes ethnies de la partie orientale de la péninsule indochinoise se répartissaient selon une dichotomie plaine-montagne. Sur la frange orientale, donnant sur la mer d'Asie du Sud-Est, les Viet étaient groupés en noyaux densément peuplés, les petites plaines de la côte d'Annam représentant en quelque sorte des répliques miniatures du grand delta du fleuve Rouge au Nord (figure 4, p. 37). Tout le long de la Chaîne annamitique, la démarcation entre les populations de la plaine et celles de la montagne était presque parfaite, en particulier sur le pourtour du Massif sud-annamitique.

«De ce côté, la citadelle moi⁴⁵ est (...) restée inexpugnable; bien plus, elle a conservé en partie ses pointes avancées, en avant-garde du mur d'enceinte, jusqu'à la plaine côtière et ce sont seulement ces avant-postes, ces franges humaines, qui ont subi, plus ou moins, l'influence des Annamites; et encore, cette influence a-t-elle été le plus souvent très superficielle, car le couloir côtier, malgré sa faible largeur, n'est guère peuplé d'Annamites qu'au voisinage même de la mer, dans les plaines resserrées des deltas; le pied des montagnes et ses approches forment une bande inculte, sablonneuse et désertique, ménagée, par la nature même, en une barrière entre les deux races et les deux zones physiques» (Maître, 1912, p. 396).

À l'inverse, sur le versant occidental de la Chaîne annamitique, dont la pente est plus douce et plus accessible, les marches des Plateaux centraux sont évanescentes, les populations plus mélangées, car, dans la partie septentrionale, les Laotiens s'y sont avancés plus hardiment (cf Maître, 1912, pp. 394-395).

Les explications de cette géographie particulière sont légion, mais tiennent en fait à trois circonstances. Premièrement, la mise en place des groupes ethniques de la région s'est déroulée en plusieurs vagues, les dernières repoussant vers les hautes terres ceux qui étaient arrivés les premiers. Dans l'ensemble sud-est asiatique, cette deuxième poussée a été effectuée par les groupes Birmans, Thaïs, Khmers, Viet et Malais (Fisher, 1966, p. 68; De Koninck, 1994a, p. 36). Après ces migrations, deuxièmement, chaque groupe a dû composer avec les conditions naturelles, multipliant les diverses adaptations agraires, le relief, les sols, et le climat étant particulièrement influents. Et enfin, troisièmement, les traits culturels des uns et des autres ont créé des dynamiques qui ont façonné le paysage humain de cette portion de la péninsule indochinoise. On peut noter la force du nombre et l'organisation politique des Viet (Gourou, 1964, p. 328).

⁴⁵ Terme péjoratif de langue vietnamienne, employé au moins jusqu'au milieu du XX^e siècle pour désigner l'ensemble des peuples habitant les Plateaux centraux. Il peut se traduire par "sauvage".

C'est ainsi que, dans toutes ses publications sur le Vietnam, au moins jusqu'en 1964, Pierre Gourou décrivait, parfois avec un déterminisme exagéré, les «Annamites», i.e. les Viet, comme étant un peuple de la plaine et affirmait qu'il était impossible de les établir dans une commune non-annamite (Gourou, 1936, p. 205); il évoquait même un cadre physique en dehors duquel leurs institutions économiques et sociales ne pouvaient fonctionner harmonieusement (*ibid.*; 1947); un peuple «*répugnant à occuper les montagnes considérées comme répulsives par leur relief, la pauvreté de leurs sols, leur insalubrité, et laissées à des populations non vietnamiennes*» (Gourou, 1964, p. 320)⁴⁶. L'histoire récente a montré une image totalement différente des Viet (voir chapitre 3).

Cette dichotomie démographique ne doit pas non plus cacher la diversité interne propre aux deux zones étudiées, diversité qui existait déjà à l'arrivée des Français (cf Dournes, 1948, p. 102 pour le cas des Plateaux centraux). La colonisation du delta du Mékong au XVIII^e siècle constitue un exemple qui en témoigne efficacement. Même si la population du Tonkin était plus densément répartie et plus pauvre, les Seigneurs Nguyen, qui contrôlaient la partie méridionale du pays face aux Trinh qui dominaient le Nord, se sont appuyés massivement sur les populations du Centre dans le développement de leurs colonies militaires et agricoles, jugeant celles-ci plus loyales et «politiquement sûres» (*politically safe*) (Popkin, 1979, p. 114). Cette région du delta du Mékong était aussi occupée par des groupes Khmers alors que dans le Centre, seuls quelques résidus de l'empire cham demeuraient juxtaposés aux peuplements Viet.

Sur les hautes terres, la diversité ethnique était beaucoup plus grande du fait d'un découpage non seulement latitudinal, mais aussi altitudinal, c'est-à-dire étagé (De Koninck, 1994a, p. 274). Par exemple, le territoire des Jarai s'étendait traditionnellement entre les cotes 100 à 700 mètres alors que les Lat étaient installés sur le plateau du Lang Bian, à plus de 1000 mètres d'altitude.

Mais la démarcation nette entre les groupes des montagnes et les Viet ne constituait pas une cloison entre eux: des réseaux d'échanges couvraient le territoire.

2.4.3 Les réseaux d'échange

Traditionnellement, à l'intérieur du pays, les échanges étaient fonction des moyens de transport et de communication. Du côté des Viet, «*les seuls individus qui entretenaient des contacts suivis avec les montagnards étaient les cac-lai, commerçants vietnamiens auxquels le gouvernement de Hue accordait un territoire déterminé pour y exercer leur commerce, à charge de ceux-ci de*

⁴⁶ Voir aussi, à ce sujet, Maître (1912), Condominas (1971), Boulbet (1975), Le Thanh Khoi (1981), Hickey (1982a), De Koninck (1994a, p. 276), etc.

ramasser le tribut imposé aux populations de ce territoire» (Condominas, 1971, p. 138). Chez les Montagnards, les groupes dont les territoires bordaient la plaine côtière (Hickey, 1982a, p. 27-28), fréquentaient davantage que les groupes reculés les villes qui s'y trouvaient; ils servaient en quelque sorte d'intermédiaires. La construction de la route mandarine, de la frontière chinoise jusqu'à Saigon, contribua à modifier quelque peu les échanges, mais rien qui ait permis de bouleverser les structures en place (cf Le Thanh Khoi, 1981, p. 349).

S'agissant des échanges avec l'extérieur, l'arrivée des Français bouleversa un cadre d'échanges peu développé, *«un milieu historique hostile, celui des sociétés agraires encore faiblement intégrées dans l'espace marchand asiatique»* (Brocheux et Hémerly, 1995, p. 113). Selon Le Thanh Khoi (1981, p. 376), ce faible développement du commerce tient son origine dans l'idéologie confucéenne *«qui freine tout germe de capitalisme, et dans la pauvreté des habitants»*. D'ailleurs, Anglais et Hollandais ont quitté le Vietnam au tournant du XVIII^e siècle (1697-1700), après quelques essais commerciaux infructueux (*id.*, p. 282)⁴⁷, au même moment où les Viet prenaient Saigon et amorçait leur conquête de la Cochinchine.

Ce qu'il importe de retenir, c'est qu'avant l'arrivée des Français, les réseaux d'échanges étaient peu réticulés. Certes, des noeuds (villes ou points de rendez-vous) constituaient des centres particulièrement actifs: au tout début du siècle, Phan Thiet, sur la côte, au bout de la piste qui conduisait à Djiring (Di Linh) débordait d'Annamites, de Chinois, et de Montagnards (Maître, 1912, p. 152); Ban Don, près de Buon Me Thuot, sur la Srépok, était à cette époque un centre de ralliement, de commerce, où se donnaient rendez-vous les chasseurs d'éléphants, lesquels étaient vendus pour l'exploitation du teck en Birmanie et au Siam (Maître, 1912, p. 389). L'esclavage (prisonniers de guerre, endettés, etc.) constituait aussi un aspect important du commerce gravitant autour des Plateaux centraux (Maître, 1912; Hickey, 1982a, p. 34).

Les produits transigés entre les Montagnards et les Viet étaient très divers mais quelques-uns demeuraient fondamentaux: le sel, d'abord, que les Montagnards achetaient dans les villes côtières; divers produits d'artisanat (gongs, etc.), que les Viet se procuraient, mais aussi des produits de la forêt, et même des produits agricoles de type commercial (noix d'arec, bétel, cannelle) (Hickey, 1982a, p. 33). En fait, même si certains produits agricoles dits *«commerciaux»* étaient déjà cultivés, les cultures de rente n'ont été réellement introduites qu'après le début de la période coloniale. D'ailleurs, l'agriculture aussi, et plus généralement la relation au territoire, présentaient un portrait traditionnel *«dichotomisé»* selon le relief (figure 3d, p. 33).

⁴⁷ Il est à noter que les produits de l'artisanat de la partie septentrionale du pays, bien développé, s'exportaient jusqu'en Chine et au Laos (Chesneaux, 1971, p. 83).

2.5 *La relation au territoire*

Traditionnellement, on pouvait faire une description de l'utilisation du territoire en fonction du relief, en relation avec la démarcation ethnique. Car, l'utilisation qui était faite d'un territoire donné dépendait beaucoup plus du groupe ethnique qui l'habitait. L'histoire récente est venu le confirmer (chapitres 3, 4, 5).

Il importe de préciser qu'aborder les thèmes de l'agriculture et de la forêt séparément, comme ici, n'est pas tout à fait approprié. En effet, ce type d'analyse procède davantage de la perception qu'ont les Vietnamiens (et un très grand nombre de peuples dans le monde) de l'agriculture, laquelle voient-ils en opposition à la forêt. Pour plusieurs ethnies proto-indochinoises, cette dichotomie n'existe tout simplement pas, du moins, elle n'existait pas jusqu'à il y a quelques décennies. Par exemple, chez les Ma de la région du moyen Dong Nai (Donnai), le finage cultural, i.e. le terrain dévolu aux activités agricoles, c'est celui qui a été, ou qui sera planté, incluant donc les jachères forestières et les forêts à manger (Boulbet, 1967, p. 21).

2.5.1 *Les formes d'agriculture*

Avant l'arrivée des Français dans la partie orientale de la péninsule indochinoise, les formes d'agriculture suivaient grossièrement la démarcation ethnique décrite précédemment. Mais cette «dichotomie» agricole ne doit pas masquer le fait que tout un éventail de pratiques contribuait à diversifier le portrait, entre les méthodes culturales les plus extensives, pratiquées surtout dans les régions montagneuses, et d'autres plus intensives comme la riziculture inondée, davantage caractéristique de la plaine, «*pivot de toute exploitation annamite*» (Gourou, 1936, p. 201), et qui produisait à certains endroits jusqu'à trois récoltes par année. Les types d'agriculture présents sur le territoire conquis par la France au milieu du XIX^e siècle demeuraient, d'abord et avant tout, des agricultures de subsistance. Les plantations, agriculture commerciale par excellence, ont été «importées» et développées par les Européens.

Les Viet, occupant toutes les plaines alluviales le long de la côte de la mer d'Asie du Sud-Est, pratiquaient essentiellement la riziculture inondée, avec peu de variété dans les techniques, les principales variantes consistant en des adaptations au climat local, à l'hydrologie, à la densité de population (par exemple la riziculture pratiquée dans le delta du Mékong versus celle pratiquée dans celui du fleuve Rouge ou versus celles dans les plaines côtières).

À l'inverse des régions de plaines, les régions montagneuses, c'est-à-dire la couronne des Hautes terres du Nord et la Chaîne annamitique, étaient constituées par une mosaïque agricole particulièrement diversifiée. On pouvait distinguer des formes aussi distinctes que la riziculture

pluviale, inondée ou irriguée, l'élevage, l'agriculture sur brûlis (cf Condominas, 1995a, p. 11), des petites plantations commerciales, toutes ces formes pouvant se pratiquer, sauf la riziculture inondée, de façon plus ou moins nomade, en association avec diverses activités de chasse, de pêche et de cueillette (voir Hickey, 1982a, p. 27).

Par exemple, les Lat qui habitent dans la région de Dalat demeuraient les seuls (des groupes Proto-indochinois) à pratiquer exclusivement la riziculture inondée (Hickey, 1982a, p. 31), alors que d'autres groupes juxtaposaient les rizières de fonds de vallées aux essarts des collines (cf Maître, 1912). La plupart des groupes pratiquaient une forme ou une autre d'agriculture itinérante sur brûlis (essartage)⁴⁸. Évidemment, ce type d'agriculture ne peut supporter que de faibles densités démographiques (figure 3, p. 33).

Il faut spécifier que ce type d'agriculture ne s'oppose généralement pas à la forêt. Dans la majorité des cas, à tout le moins dans les Plateaux centraux - au Nord c'est parfois différent -, la forêt, ou plutôt, une partie de la forêt, la forêt à manger fait partie intégrante du finage cultural (Boulbet, 1967, p. 21).

2.5.2 *L'utilisation de la forêt*

Traditionnellement, la relation des Viet avec les forêts en était une d'exclusion mutuelle. Si les premiers détruisaient l'autre pour étendre leur domaine agricole, cet autre se permettait parfois de repousser l'intrus par le biais de maladies et de craintes qu'il suscitait dans l'esprit du premier. Inversement, il semble que la plupart des ethnies pratiquant l'essartage entretenaient une relation de respect envers la forêt. Le Jarai «*ne se sent pas isolé dans un monde hostile, mais se perçoit dans sa relation avec d'autres êtres dans son intégration à la nature*» (Dournes, 1974, p. 490). En fait, nourricière et domaine des génies, la forêt accaparait la plus grande partie du territoire, comme chez les Ma (Boulbet, 1967, p. 20). Chez ceux-ci, la forêt à manger intégrait le finage culture, i.e. le terrain dévolu aux activités agricoles alors que les forêts restantes se divisaient en forêt sacré (domaine des Génies) et forêt vacante (Boulbet, 1967, p. 20).

Enfin, la question des densités de population semble primordiale dans les relations à la forêt. D'un côté, chez les Viet, les incitations répétées au développement agricole et à la colonisation traduisaient un malaise démographique: pauvreté et surpopulation relative (au moins perçue comme telle par les dirigeants). De l'autre, les pratiques culturelles respectueuses des forêts impliquaient de longues jachères forestières et nécessitaient une faible densité humaine; Boulbet

⁴⁸ Voir Barrau (1972), pour des précisions terminologiques.

avait fixé le seuil critique de l'agriculture itinérante sur brûlis à 10 habitants au kilomètre carré (figure 3b, p. 33) (Boulbet, 1967, p. 49).

En fait, la relation à la forêt des Viet se comprend davantage par leur relation à l'agriculture. Tout au long de la *Nam Tiên*, de nombreuses prescriptions concernant la mise en valeur agricole dictées par l'État ont eu une influence directe sur la forêt. Premièrement, la terre appartenait généralement à celui qui la *défrichait* (Le Thanh Khoi, 1981, p. 136). Deuxièmement, l'État encourageait constamment le développement agricole (travaux hydrauliques et nouveaux défrichements) (*id.*, p. 138). Parfois même, troisièmement, on interdisait de laisser les terres en friches, comme sous le règne de Thanh Tong, à la fin du XV^e siècle (*id.*, p. 236). Enfin, Gia Long et Minh Mang, au XIX^e siècle, ont encouragé directement le défrichement et la mise en valeur agricole de régions non seulement en friche, mais même carrément forestières et ont octroyé des concessions dans des zones de lisières forestières (*id.*, p. 372).

Depuis le milieu du XIX^e siècle, l'ensemble des forêts des Plateaux centraux a été sollicité de plus en plus intensément. Une série d'événements a contribué à bouleverser les structures et dynamiques en place et la colonisation agricole a constitué un outil privilégié dans ce processus.

Chapitre 3

LES BOULEVERSEMENTS DANS LA RÉGION DES PLATEAUX CENTRAUX, 1858-1995

«Vietnam (...) had never existed as such prior to 21 July 1954. The borders had been established by the French and there were large areas within them that historically had never known Vietnamese rule. This was true of much of the central highlands, the southern portion of the mountain range (...)»

(Hickey, 1982b, p. xiii)

L'histoire plus que millénaire du Vietnam a été fertile en soubresauts, particulièrement au plan politique. Prise dans ce contexte, la période coloniale française (1858-1954) apparaît comme un court chapitre, un simple intermède. Elle représente toutefois une fracture dans l'histoire vietnamienne : une fracture aussi décisive et marquante que l'indépendance arrachée à la Chine en 939, presque mille ans auparavant. Et si cette coupure est déterminante pour les Viet, elle l'est d'autant plus pour les groupes proto-indochinois habitant la Chaîne annamitique.

Mais cette « coupure » présente tout de même des signes de continuité avec ce qui la précédait dans le temps. L'intégration des peuples de la partie orientale de la péninsule indochinoise demeure l'un de ces plus importants signes. Ce processus, inéluctable, s'est poursuivi après le « *moment colonial* » (Brocheux et Hémery, 1995), mais pendant ce « moment », il avait tout de même été transformé, accéléré, intensifié. Il a conduit à un bouleversement, d'une part, des structures d'organisation spatiale traditionnelles, et d'autre part, du cantonnement qui, jusque là, avait perduré entre ces mêmes structures. En effet, le plus grand bouleversement spatial induit par la colonisation française, celui qui a conditionné tous les autres, demeure bien l'éclatement des différentes dichotomies caractérisant traditionnellement la partie orientale de la péninsule indochinoise: dichotomies administrative, ethnique, agricole, culturelle.

Trois termes d'action peuvent servir à traduire et résumer, en les simplifiant, l'ensemble de ces bouleversements spatiaux⁴⁹: accélération, acculturation ou adaptation, intensification.

Accélération (1858-1945). La présence des Français accélère le rythme des transformations. En moins d'un siècle, l'Indochine coloniale est dotée d'une administration ubiquiste, d'une infrastructure moderne, et tous les territoires sont intégrés dans un même ensemble organisationnel.

Acculturation ou *adaptation* (1945-1975). Pour les groupes proto-indochinois, l'acculturation joue sur tous les plans. Les évolutions sont diverses et plus ou moins rapides selon les périodes et les groupes concernés mais le résultat demeure sensiblement le même partout: imposition d'un système global extérieur et étranger (administratif, politique, social, économique, et même idéologique et religieux). Pour les Viet, on ne peut vraiment parler d'acculturation. Le terme «adaptation» convient davantage; il concerne deux aspects de la vie traditionnelle des Viet. D'une part, leur perception des montagnes et plateaux a changé. En effet, l'arrivée des Français a amené les Viet à fréquenter cette région, à y habiter, à y circuler, région qui leur était traditionnellement répulsive: leurs tabous et craintes ataviques se sont amenuisées graduellement, en particulier au cours des années 1950 et 1960, alors que leur «*fréquentation stratégique (...) a contribué à accroître*» leur pénétration des Plateaux centraux (De Koninck, 1997a, p. 7)⁵⁰. D'autre part, la rizière, même si elle demeurerait fondamentale, n'était plus nécessairement perçue, en particulier depuis 1975, comme «*le pivot de toute exploitation annamite*» (Gourou, 1936, p. 201).

Intensification (1975-1995). L'intensification caractérise le processus de transformations surtout après 1975. Les personnes impliquées sont plus nombreuses, la superficie des territoires concernés est plus vaste et surtout les bouleversements modifient le territoire plus en profondeur et plus durablement. Alors qu'entre 1858 et 1975 plusieurs types d'organisation spatiale traditionnels ont plus ou moins continué à fonctionner, après la réunification, la plupart ont été transformés ou tout simplement balayés.

On trouve aussi un quatrième aspect, plus statique par rapport aux autres, pour caractériser cette période: il s'agit de la *finitude*. Alors qu'auparavant prévalaient des zones tampons, mouvantes, la fixation et la linéarisation des frontières politiques au cours de la période coloniale ont limité

⁴⁹ Bien sûr, cette colonisation agricole n'est pas liée à *toutes* les transformations qui ont secoué la région; il se trouve d'autres facteurs de changements et d'autres outils que la colonisation agricole (cf Popkin, 1979, p. 284). Celle-ci demeure cependant présente dans toutes les transformations qui ont trait au territoire ou plus généralement à l'espace.

⁵⁰ Ils sont encore nombreux cependant à être mal à l'aise à l'idée d'avoir à fréquenter les plateaux, en particulier les zones forestières et peuplées de Montagnards.

l'horizon de la *frontière*. Chez les groupes montagnards, la fixation des frontières politiques a limité les déplacements, en particulier chez ceux qui pratiquaient l'agriculture itinérante sur brûlis ou la chasse. C'est cependant après 1954 que ces derniers ont commencé à s'en ressentir plus directement, alors qu'il ont vu leurs mouvements migratoires spontanés graduellement réprimés, puis éventuellement bloqués par l'afflux constant de nouveaux migrants viet.

Si ces quatre traits caractérisent les derniers 150 ans d'histoire de cette région, un phénomène, outil de changement, est demeuré présent à toutes les périodes du dernier millénaire de l'histoire du Vietnam, y compris au cours du dernier siècle et demi : il s'agit de la colonisation agricole. Dynamique traditionnelle par excellence dans l'histoire du Vietnam, le phénomène en lui-même n'a pas été bouleversé par la colonisation française; il a été repris à son compte d'abord par l'État colonial avec des objectifs politiques et économiques, puis par les deux entités politiques concurrentes de 1954 à 1975, et enfin, aussi et surtout, par le nouvel État moderne qui a émergé après 1975.

Tous ces phénomènes et processus concernent toutes les régions de l'Indochine française mais celle des Plateaux centraux a été affectée avec beaucoup plus d'acuité. C'est de cette région dont il sera surtout question dans ce chapitre. Deux événements ont cependant préparé le terrain des bouleversements que la colonisation française a apportés, servant en quelque sorte de préambule aux changements subséquents plus substantiels.

Le premier, c'est la présence des Cham dans la région des Plateaux centraux (dans la région de Djiring surtout). Celle-ci s'est graduellement accentuée au fur et à mesure de la progression des Viet à leurs dépens sur la côte. À son tour, elle a provoqué la transformation de l'organisation sociale, et par le fait même de celle de l'organisation spatiale, politique et économique traditionnelle de certains groupes, tels les Ma (Boulbet, 1967, pp. 67-70) ou les Churu (Hickey, 1982a, p. 271). Dans le cas des Ma, une distinction s'est établie d'elle-même entre les villages en contact avec l'étranger, l'envahisseur, et ceux qui se sont enfoncés dans la forêt (ou qui y sont demeurés), sans contact autre que par des intermédiaires de la zone « tampon ». La destruction de l'empire cham au XVII^e siècle par les Viet a mis un frein à cette présence.

Le deuxième, c'est la progression des missionnaires aussi dans la région des Plateaux centraux. Fuyant les persécutions contre les catholiques au XIX^e siècle, avant même l'intervention française en Cochinchine (Nam Bo actuel), des prêtres se sont installés dans la région de Kontum, amenant avec eux quelques familles viet. Ils ont été impliqués dans la plupart des missions exploratoires et des tractations qui ont eu lieu entre le milieu du XIX^e et le début du XX^e siècles.

Une autre avancée, viet celle-là, et timide aussi, peut être considérée comme pionnière sur les Plateaux: An Khe, village de colonisation au XVIII^e siècle surtout habité par des déportés politiques (figure 6, p. 64) (Le Thanh Khoi, 1981, p. 38).

Lorsque les Français se sont installés en Cochinchine au milieu du XIX^e siècle, les systèmes politiques du massif sud-annamitique étaient déjà minés par des infiltrations du monde extérieur⁵¹.

3.1 Les premiers bouleversements (1858-1945)

«La résidence de Buon Me Thuot, autrefois si isolée et si tranquille, est sur le point de se transformer; le fil télégraphique va la relier - par Cung-Xon - au monde civilisé, et ce charmant poste, si ignoré, si paisible, va connaître les appels hâtifs des télégrammes officiels, la marche quotidienne des événements extérieurs; pauvre Darlac! cette fin était prévue, fatale, nécessaire, mais de la sentir si rapprochée, si inéluctable, cela m'attriste étrangement.»

(Maitre, 1912, p. 133)

L'arrivée des Français au Vietnam a provoqué un bouleversement total des sociétés indochinoises et la colonisation française a agi comme un catalyseur des changements de l'état traditionnel des choses. Entre 1858 et 1945, la colonisation agricole s'est poursuivie dans un contexte totalement différent de celui de la période précédente, alors que des éléments qui caractérisent l'État moderne ont été intégrés peu à peu. Le rôle de la colonisation agricole a été essentiel : c'est elle qui a permis de consolider la pénétration effectuée par les missionnaires, les militaires et les administrateurs.

Jusqu'à l'arrivée des coloniaux français dans cette région du Vietnam, la mosaïque ethnique (paysage, territoire et population) y avait subi peu de transformations radicales (à ce qu'on en connaît du moins). Loin d'affirmer que ces peuples n'évoluaient pas, il apparaît cependant évident que les différents groupes habitant les montagnes et plateaux ne pouvaient, avec leur faible nombre, les faibles moyens techniques dont ils disposaient et les piètres voies de circulation (rivières et sentiers), bouleverser à la fois leurs structures sociales et leur territoire.

Avec l'arrivée des Français, comme c'est le cas pour tous les peuples de la partie orientale de la péninsule indochinoise, mais encore plus pour ceux des plateaux, les structures en place ont été bouleversées:

⁵¹ Il faut faire attention à ne pas attribuer à la colonisation française l'entière responsabilité des changements à se produire dans la région des Plateaux centraux. Les populations qui y habitaient n'étaient pas seulement que réceptives: elles étaient aussi actives dans ce processus.

« Pour eux, la colonisation française va signifier l'entrée forcée dans ce qu'il est convenu d'appeler la « modernité », l'univers de la marchandise, du travail salarié et de l'État moderne. Rupture radicale, brutale, avec leur propre passé, sans nul retour en arrière concevable, en raison de la cohérence et de la puissance des structures de pouvoir mises en place par les colonisateurs comme de leur considérable avance intellectuelle et matérielle sur tous les modes d'organisation politique qu'avaient jusqu'alors produits les sociétés indochinoises » (Brocheux et Hémerly, 1995, p. 13).

Mais s'agissant de l'histoire de la colonisation agricole au Vietnam, plusieurs questions concernant ses caractéristiques propres et son évolution dans le temps peuvent être soulevées. Par exemple, qu'est-ce qui fait que la colonisation agricole, à l'époque coloniale, même en gardant des traits relativement semblables à ses manifestations précédentes, a évolué beaucoup plus rapidement, a bouleversé l'ordre établi avec plus de vigueur, plus durablement? Cela tient, en fait, à quatre raisons: l'universalisation de l'administration et la réticulation des infrastructures, l'amélioration des techniques agricoles⁵², l'amélioration des soins de santé avec son corollaire, une croissance accélérée de la population.

3.1.1 Améliorations sanitaires : vers une croissance accélérée de la population

La croissance de la population constitue vraisemblablement la base de l'expansion agricole accélérée qui a fouetté l'Indochine, mais tout particulièrement la Cochinchine, à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle. Si la mise en culture de nouvelles superficies a largement reposé sur l'initiative de l'État colonial, l'objectif étant d'accroître les revenus de la colonie au profit de la Mère-patrie, l'accroissement de la population « indigène » était alors vivement souhaité pour y arriver; et la diffusion des vaccins demeurait le meilleur moyen d'y parvenir⁵³.

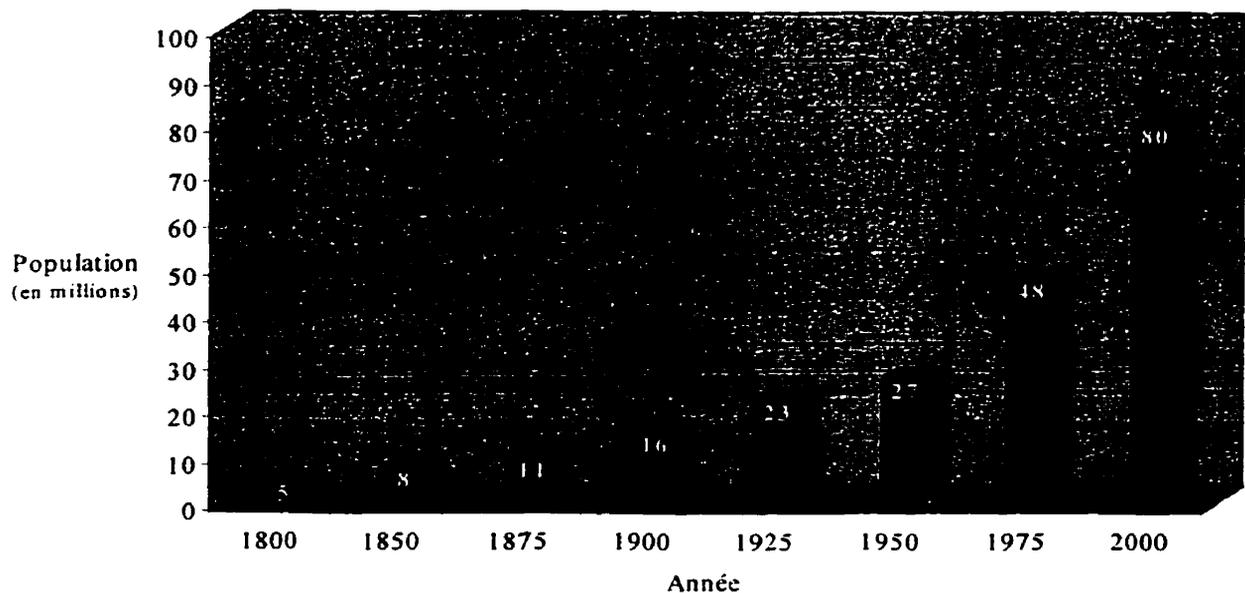
Quelque cinquante ans plus tard, on entendait un tout autre son de cloche : « *La colonisation a fait entrer les populations indochinoises dans le processus de transition démographique* » (Brocheux et Hémerly, 1995, p. 246) et Gourou évoquait même le danger démographique de ce « *peuple pléthorique* » (Gourou, 1936, p. 198). La diffusion des vaccins⁵⁴, et aussi la lutte contre la malaria, systématique à partir de 1927, celle-ci visant d'abord l'amélioration des conditions de vie et de travail sur les plantations, ont favorisé une croissance plus rapide de la

⁵² Selon Brocheux et Hémerly (1995, p. 16) « l'absence d'innovations techniques dans l'agriculture mais aussi dans les transports (compte tenu de l'étirement territorial du pays) a restreint l'essor des forces productives ».

⁵³ Dr. Vantalon, rapport de 1880, cité par Brocheux et Hémerly, 1995, p. 251. NOTE: Dans le but d'alléger la lecture du texte, lorsque plus de deux références (ou une ligne) sont insérées, elles sont transférées en note de bas de page.

⁵⁴ « *En Cochinchine, dès 1871, la vaccination antivariolique est rendue obligatoire pour tous les Asiatiques (...)* » (Brocheux et Hémerly, 1995, p. 251).

Figure 5
Vietnam. Évolution démographique, 1800-2000.



Sources : McEvedy et Jones (1978, p. 197);
Brocheux et Hémery (1995, p. 247);
FAO (1999, site internet); PNUD (Popin, 1999).

Réalisation : Steve Déry et Ludovic Guerpillon, 1999.

Note: Les valeurs de 1800 à 1950 ne sont que des estimations basées sur les différentes sources consultées.

population en général (figure 5) (Brocheux et Hémery, 1995, pp. 122 et 247). Certes, un grand nombre d'impondérables, tels les catastrophes naturelles, les disettes, les épidémies, ces dernières étant de plus en plus circonscrites, ont influencé la croissance de la population.

Mais les mesures de cette croissance, i.e. les dénombrements (1921, 1926, 1931 et 1936), sont demeurées «*extrêmement douteu[s]es*»⁵⁵. Pour Brocheux et Hémery (*id.*, p. 247), l'ampleur de la croissance de la population à cette époque n'en reste pas moins un fait évident (figure 5). Selon eux, le Vietnam comptait de 11 à 12 millions de personnes en 1880, d'où l'estimation à 11 millions pour 1875 (figure 5), et 16 millions en 1900. En observant la courbe de croissance tracée par McEvedy et Jones (1978) et les estimations produites par les services médicaux de l'Annam après des enquêtes de terrain à la fin des années 1930, selon lesquelles les chiffres officiels doivent être majorés de 27% (Brocheux et Hémery, 1995, p. 247), on peut estimer entre 23 et 25 millions de personnes la population de l'ensemble du Vietnam vers 1925 (figure 5).

⁵⁵Brocheux et Hémery (1995, p. 247); voir aussi Gourou (1936, pp. 175-176).

Cette croissance de la population meuble l'arrière-plan de l'histoire coloniale du Vietnam, et c'est un peu à cause d'elle que les bouleversements ont pris une ampleur sans précédent, en particulier sur les Plateaux centraux.

3.1.2 Étendre, universaliser, réticuler et consolider l'administration de type français

Dès leur arrivée, les Français se sont appliqués à imposer leur administration dans les régions qu'ils soumettaient. Rapidement, c'est-à-dire surtout à partir de 1870, alors que l'ensemble de la Cochinchine (Nam Bo) avait déjà été placé sous leur administration directe, le développement agricole de la région deltaïque du fleuve Mékong a été encouragé avec vigueur. La superficie rizicole y est ainsi passée de 500 000 hectares en 1870 à 2,2 millions d'hectares en 1936⁵⁶. Rapidement aussi, le besoin s'est fait sentir d'établir un contrôle effectif sur les territoires et peuples de la Chaîne annamitique, en partie en raison de l'avancée progressive des Siamois dans cette région (Nguyen The Anh, 1989d), mais aussi pour priver les dissidents viet d'un refuge potentiel (Hickey, 1982a, pp. 227-228). Des explorations militaires et scientifiques ont alors été entreprises et le potentiel agricole des terres a été largement vanté pour en encourager la colonisation (*id.*, p. 256). La progression des explorateurs a été facilitée par la présence, sur place, dans certaines régions comme le plateau de Kontum, de missionnaires bien enracinés auprès des autochtones.

3.1.2.1 Les missionnaires

Le premier missionnaire à venir prêcher le christianisme au Vietnam, dont la présence est relatée dans les Annales vietnamiennes de 1533, aurait été un Portugais dénommé Ignatio (I-nê-khu en vietnamien); il prêcha dans l'actuelle région de Nam Dinh (Le Thanh Khoi, 1981, pp: 287-288). Ce n'est qu'une centaine d'années plus tard, i.e. vers le début du XVII^e siècle, que des Jésuites, après avoir été chassés du Japon, sont venus fonder les premières missions dans ce qui s'appelait alors le Dai Viet. Au cours de ce même siècle, c'est la présence d'Alexandre de Rhodes qui retient surtout l'attention, car on lui doit le *quôc ngu*, écriture romanisée du vietnamien (*ibid.*). Le christianisme a commencé à être implanté plus durablement à partir de 1734. Selon Le Thanh Khoi, le christianisme constituait alors une négation totale des doctrines et rites qui formaient la base de la société vietnamienne⁵⁷.

⁵⁶Gourou (1964, p. 330); chiffres repris par De Koninck (1994a, p. 285).

⁵⁷Toute la structure sociale et politique du Dai Viet reposait sur les concepts moraux du confucianisme, le culte des ancêtres dans la famille et le culte royal de l'État (Le Thanh Khoi, 1981, p. 289; voir aussi Brocheux et Hémerly, 1995, p. 26).

Effectivement, *«être chrétien, c'est se couper en grande partie de ses racines vietnamiennes. Il faut souvent quitter le village pour aller fonder un hameau comme le préconise le père Dourisboure. (...) Ils renoncent aux cultes fédérateurs du village et de l'État»* (Burel, 1995, p. 494). De nombreux villages de colonisation ont ainsi été créés, comme dans le nord de la Cochinchine (*id.*, p. 495), avec un succès certain dans la plupart des cas (Gourou, 1936, pp. 202-203).

Sur les Plateaux centraux de la Chaîne annamitique, plus précisément dans la région de Pleiku - Kontum, c'est vers 1830 que les premiers missionnaires se sont lancés dans l'évangélisation des Montagnards, *«amenant avec eux quelques catholiques vietnamiens»* (Schmid, 1974, p. 44; Hickey, p. 1982a, p. 190). En fait, ils fuyaient d'abord les persécutions entreprises par l'empereur Minh Mang qui avait accédé au trône en 1820. Ces persécutions ont été poursuivies avec encore plus de vigueur par son fils Tu Duc. Plusieurs chrétiens s'étaient alors exilés sur la «frontière» ou avaient été forcés vers le service militaire ou trouvaient tout simplement refuge dans des zones éloignées (*id.*, pp.: 178-179 et 190-193). Pour les souverains vietnamiens du XIX^e siècle, les missionnaires ne représentaient que les *«éclaireurs des invasions occidentales de tout le pays»*⁵⁸. Même si Napoléon III a invoqué la nécessité de faire cesser les persécutions religieuses pour justifier en partie l'invasion et l'instauration d'une administration française dans la partie orientale de la péninsule indochinoise, des motifs stratégiques et politiques, entre autres l'importance de s'établir aux portes de la Chine, guidaient en fait les actions entreprises.

Volontairement ou non, les missionnaires ont favorisé la pénétration française des Plateaux centraux.

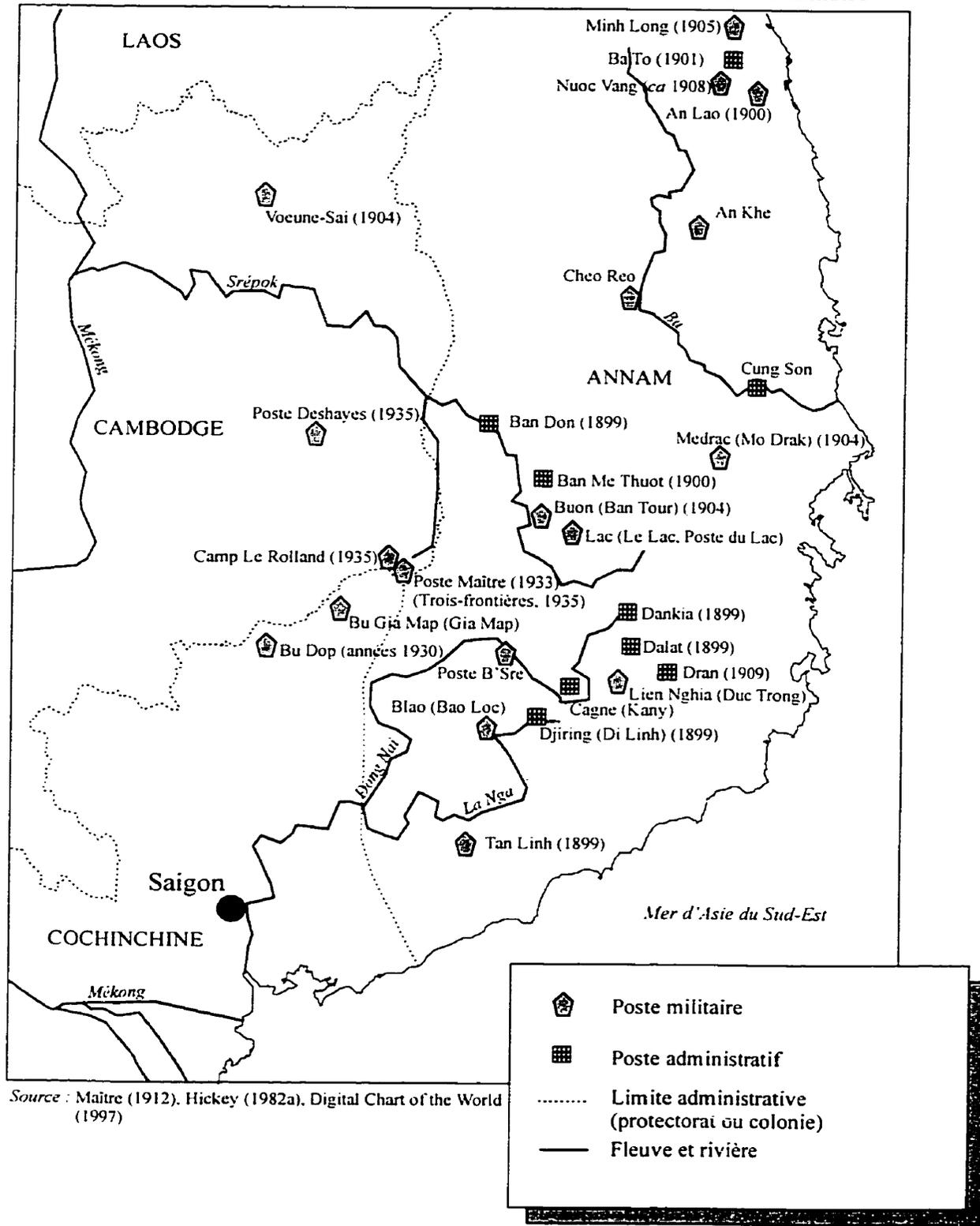
3.1.2.2 Les explorateurs

«À moins de cinq jours de Saïgon, existe un secteur immense où jamais Français n'avait pénétré, un secteur ignorant notre présence, notre puissance et notre joug, livré au caprice de bandes organisées, pillant sans vergogne Moï et annamites et trouvant à écouler le produit de leurs rapines, non seulement dans les cantons moï, mais, ce qui est plus fort, chez les Annamites eux-mêmes de la plaine de Cochinchine.»
(Maître, 1912, p. 321)

Les missionnaires religieux ont ouvert une brèche dans le monde proto-indochinois, mais c'est surtout grâce aux explorations de la fin du XIX^e siècle que cette région a été portée à la connaissance du monde extérieur. De 1876 à 1893, au moins une douzaine de missions

⁵⁸ Tiré d'un document ayant servi à la rédaction d'un article publié en 1978 dans *Revue Univers*, nov.-déc., 6: 6-11 (auteur inconnu).

Figure 6
Plateaux centraux. Les dichotomies bouleversées I. Le territoire administré



Source : Maître (1912), Hickey (1982a), Digital Chart of the World (1997)

Réalisation : Steve Déry

d'exploration ont été entreprises dans la région des montagnes, plateaux et dépressions de la Chaîne annamitique (tableau 1). Les premières poursuivaient des objectifs davantage à caractère scientifique, comme celle de Jules Harmand, la toute première en 1876, qui fut entreprise pour obtenir des informations sur la géographie, la flore, la faune et les groupes ethniques de cette région (Hickey, 1982a, p. 208). D'autres ont cherché à remonter les rivières, comme Néis et Septans, partis en 1880 à la recherche des sources du Donnaï (Dong Nai). Avec les années, les missions ont pris de plus en plus une allure politique : il s'agissait d'intégrer les groupes autochtones dans la sphère française ; une course de vitesse s'est engagée avec les Siamois pour le contrôle de cette région; les Français sont finalement parvenus à repousser ceux-ci sur la rive occidentale du Mékong.

D'une à l'autre, les résultats de ces missions d'exploration se sont avérés fort différents. La plupart des explorateurs étaient convaincus de la nécessité d'une intervention française dans cette zone, au moins pour empêcher les Viet rebelles de s'en faire une redoute d'où ils pourraient harceler les Français, mais aussi à cause de la richesse supposée des ressources forestières et des possibilités agricoles. Pour Cupet (mission en 1890), il était nécessaire, dans cette optique, non seulement d'amener ces hautes terres dans la sphère politique française, mais aussi d'y étendre le commerce et de coloniser directement ce territoire (*id.*, p. 245). En 1893, Alexandre Yersin (élève de Louis Pasteur), pour sa part, avait reçu pour mission d'étudier les possibilités d'établissement d'une route de Saïgon à un point de la côte de l'Annam, en passant par les montagnes; il devait, en même temps, évaluer les potentiels forestier et agricole. Ses missions ont conduit à l'établissement de la station d'altitude de Dalat sur le plateau du Langbian (Lam Vien). Tout comme Cupet, il était aussi d'avis qu'une intervention directe était nécessaire; pour lui, le plateau Ma (Djiring ou Di Linh), par exemple, possédait un énorme potentiel de développement économique (*id.*, p. 256).

À la toute fin du XIX^e siècle, en 1893, un traité avec les Viet octroyait à la France le contrôle de tous les territoires entre le Mékong et la côte d'Annam. L'ère des explorations tirait donc à sa fin et menait à l'implantation d'un contrôle effectif de la région des Plateaux centraux.

Tableau 1
Plateaux centraux. Explorations
parmi les plus importantes, 1870-1911.

Année	Explorateurs	Destination et commentaires
1876	Jules Harmand	- première mission; sur le Dong Nai pour récolter des informations sur la géographie, la flore, la faune, les ethnies, etc.
1880	Néis et Septans	- exploration vers les sources du Dong Nai, qu'ils n'ont pas atteintes.
1882	Gautier Nouet Carrau	- au confluent du Dong Nai et du Da Huoai. - frontière entre Cochinchine et Annam. - ?
1884	Humann Navelle	-rivière La Nga. - de Qui Nhon à Kontum (aller-retour).
1886	Mayréna	- a réussi à se faire proclamer roi des Sedang. - veut regrouper les Montagnards avant de les faire passer à la sphère politique française (officiellement); dans les faits ?
1890	Missions Pavie	- début des explorations scientifiques; plusieurs missions, dont les suivantes, pour la plupart au Cambodge-Laos: Cupet (contrer les Siamois et examiner les possibilités de frontière de l'Annam au Mékong), Lugan, Dugast, Cogniard.
1892 1893 1894	Yersin	-1892, Darlac; 1893, récolter des informations sur les régions montagneuses d'Annam méridional, Saïgon à Phan Ri par le plateau des Ma et le haut Donnaï; parcourt le Langbian et le plateau des Ma, le Krong Nô; 1894, Langbian - Kontum, Attopeu, Tourane (Da Nang).
1897	Thouard	- étude du Langbian.
1898-1900	missions de Odhéra, Garnier et Bernard	-études du projet de route Saïgon - Dalat.
1899	Guynet	-ouverture de la route Nai - Langbian.
1900	Barthélémy et Marsay	- reconnaître région entre Tay Ninh et Darlac pour éventuelle construction d'une voie ferrée.
1906-1911	Maître	- établir la présence française dans la région turbulente des trois frontières (Annam, Cochinchine, Cambodge); aussi Darlac; 1911, la boucle du Donnaï.

Sources: Maître (1912, p. 556-557), Hickey (1982a, pp. 207 et suivantes).

3.1.2.3 Les administrateurs et les militaires

«Si l'ère des reconnaissances est close, s'ouvre celle non moins ardue de l'organisation administrative».

(Maître, 1912, p. 289)

Si dans plusieurs cas la colonisation agricole précède la prise de contrôle administrative d'une région, comme ce fut souvent le cas lors de la Nam Tien, cela n'a pas été le cas au début de l'installation française dans les Plateaux centraux. En décidant de porter la frontière de ses territoires indochinois sur le Mékong, le gouvernement français «se vit contraint d'établir de solides positions dans l'hinterland. Les postes établis sont devenus «par la suite des centres administratifs et commerciaux» (Condominas, 1971, p. 139). Les prétentions siamoises et laotiennes sur cette région ont un peu forcé la main des Français; tous voulaient manipuler les autochtones à leur profit (Nguyen The Anh, 1989d, p. 185).

Pour administrer directement le pays, les Français ont d'abord éliminé les *cac lai* (commerçants viet qui abusaient des Montagnards) (Condominas, 1971, p. 139). La progression qui a suivi s'est ensuite essentiellement déroulée en trois phases, plus ou moins successives, plus ou moins superposées: l'établissement de postes administratifs et militaires, la délimitation d'unités administratives (provinces et éventuellement districts) (figure 6, p. 64, tableau 2), et l'astreinte aux impôts, taxes, corvées et autres obligations.

Les deux premiers postes français dans la haute région ont été établis en 1894, à Khong et à Attopeu (dans l'actuel Laos). Avec un décret promulgué en 1895, toutes les hautes terres de la Chaîne annamitique étaient entrées sous l'autorité nominale des Français. D'autres postes administratifs ou militaires ont alors été rapidement érigés (figure 6, p. 64), par exemple, en 1899 à Ban Don, site occupé depuis 1891.

Au cours de cette même année 1899, deux provinces ont été créées sur les Plateaux: celle du Darlac, avec un poste administratif à Buon Ama Thuot, un village Rhadé, et celle du Haut Donnaï, avec des centres administratifs à Dalat et Tan Linh⁵⁹, et un administrateur en poste à Djiring (Di Linh). Les limites et les responsabilités administratives ont changé plusieurs fois entre le début du siècle et la fin de la période coloniale (tableau 2), mais la tendance n'a jamais dévié: le contrôle exercé par le pouvoir colonial, un pouvoir étranger, s'est fait chaque jour plus pressant, plus présent. La délimitation d'unités administratives, c'était alors aussi l'imposition d'un cadre et de limites aux groupes ethniques de la région visée. Par exemple, l'arrêté du 4 juillet 1905, concernant la région des provinces de Kontum, Quang Nam et Attopeu

⁵⁹Tan Linh est situé dans la province de Binh Thuan (en 1996).

(Laos), a défini le territoire relevant de l'Annam en utilisant comme repère l'espace social des ethnies Sedang, Halang, Rognao, Bahnar, Jarai (Gay, 1989, p. 217).

Tableau 2
Plateaux centraux. Évolution des unités administratives, 1893-1958.

Année	Unité administrative	Notes
1893	région des Plateaux centraux	- traité de Bangkok avec le Siam; les Français prennent le contrôle de toute la région entre la côte d'Annam et le fleuve Mékong.
1895	confédération Bahnar-Rengao	- abolie.
1895	zones Haut-Laos et Bas-Laos	- création de ces zones, qui incluent les Plateaux centraux.
1899	province du Haut-Donnai	- établissement de la province; centres administratifs sur le plateau de Langbian (qui deviendra Dalat) et à Tan Linh (aujourd'hui dans la province de Binh Thuan) avec un administrateur à Djiring.
1899 (2 nov.)	province du Darlac	- création de la province; centre administratif transféré de Ban Don à Buon Ama Thuot; relève du Laos.
1903	province du Haut-Donnai	- province abolie; Dalat dépend du Ninh Thuan (Phan Rang) et Djiring du Binh Thuan (Phan Thiet); Les fonctions administratives de Tan Linh sont supprimées.
1904	province du Darlac	- rattachée à l'Annam. En même temps, Stung Treng est rattaché au Cambodge.
1905	province de Pleiku-Der	- création de la province. Territoire inclut celui des Sedang, des Halang, des Rengao, des Bahnar et des Jarai. Divisée ensuite en deux zones: Kontum (Binh Dinh) et Cheo Reo (Phu Yen).
1905	district (phu) de Djiring (Di Dinh?)	- création.
1912	district (huyen) de Tan Khai	- création.
1913	province de Kontum	- création.
1916	province du Langbian	- création. Dalat est le centre administratif.
1920	province du Haut-Donnai (Langbian)	- plusieurs ajustements. La province de Langbian est supprimée. Création 1) de la province du Haut-Donnai et 2) de la circonscription autonome du Langbian. Celle-ci est ensuite érigée en commune de Dalat. Centre administratif de la province à Djiring. (pas totalement clair tout ça).
1923	province du Darlac	- nomination officielle avec résident à Buon Me Thuot.
1932	province de Pleiku	- création de la province.
1946	territoires autonomes de l'ouest	- nomination par d'Argenlieu.
1950	domaine de la couronne	- tous les territoires des Plateaux centraux sont déclarés Domaine de la couronne (directement sous l'autorité du roi Bao Dai).

Sources: Maître (1912), Hickey (1982a), Truong Tro et Vuong Lan (1993), Brocheux et Hémery (1995).

NOTE: Les informations disponibles n'ont pas permis de cartographier cette évolution.

Chez les groupes déjà habitués au contact des Viet, par exemple, ceux qui payaient auparavant un tribut, ceux avec qui ils faisaient du commerce, etc., la réorganisation administrative conduite par les Français est demeurée relativement facile. Mais chez les groupes demeurés complètement indépendants, dans les régions plus éloignées, l'accessibilité et l'hostilité des habitants étaient les deux principaux problèmes rencontrés (Hickey, 1982a, p. 262). Même après la prise de contrôle par les Français, le doublage entre les chefs réels, traditionnels, et les chefs administratifs, désignés à l'extérieur, persistait en plusieurs endroits. Dans la province du Haut-Donnai, il était d'autant plus net que l'on s'éloignait de la route coloniale (Dournes, 1948, p. 106); et c'était sûrement la même situation dans les autres provinces des Plateaux centraux.

À la toute fin du XIX^e siècle, en 1898, *«fatigué d'entendre continuellement parler de sauvages indépendants, le Gouverneur Général Doumer donne des ordres pour qu'une pénétration effective ait lieu»* (Maître, 1912, p. 538). Cela a conduit entre autres aux missions d'Henri Maître. Entre 1906 et 1911, celui-ci a sillonné les Plateaux centraux dans tous les sens, ses objectifs, administratifs, militaires, et scientifiques, étant surtout d'explorer les zones qui ne l'avaient pas encore été, comme le bassin moyen du Donnai (voir Maître, 1912), et de soumettre les populations rebelles à l'administration française, comme dans la région « turbulente » des trois frontières (Annam, Cochinchine, Cambodge) (Hickey, 1982a, p. 289). Cette pacification, longue et ardue, n'a été achevée qu'en 1937 (Boulbet, 1967, p. 82).

Citant la circulaire du 10 octobre 1898, qui accompagnait le rapport du Co Mat⁶⁰ du 9 octobre, Maître affirmait : *«ce ne sont pas tant des ressources que nous cherchons, que les moyens de faire pénétrer chez les Moi notre influence et nos procédés d'administration»* (Maître, 1912, p. 539).

3.1.2.4 Les infrastructures

«C'est par la construction de routes et de voies ferrées que se manifeste avec le plus d'éclat, sinon de profondeur, l'oeuvre de l'Occident.»
(Robequain, 1948, pp. 177-178)

Après le tournant du siècle, les explorations se sont poursuivies dans la région des Plateaux centraux, d'une part pour soumettre les populations locales, mais aussi d'autre part, de plus en plus pour explorer des tracés possibles pour les routes et le rail. L'exploration de Barthelemy et Marsay dans la région de Tay Ninh en 1900 visait à trouver une voie pour le chemin de fer vers le Darlac (Hickey, 1982a, p. 287), alors que celle de Maître en 1911 avait pour but de découvrir les voies possibles pour accéder au plateau Ma et à Djiring en provenance de celui du Haut-

⁶⁰ Conseil secret de l'empereur.

Chhlong (plateau des Mnong), au nord du Donnaï (actuelle province de Lam Dong) (Maître, 1912, p. 323). De la même façon, l'établissement des Français dans cette région du Donnaï était lié aux projets de Paul Doumer, alors gouverneur général de l'Indochine, de créer une station d'altitude (ce fut Dalat) et de trouver la voie la plus rapide pour le rail entre Saïgon et Hanoi. Maître a écrit à ce sujet, après ses explorations, alors que le tronçon côtier jusqu'au Khanh Hoa était en voie d'achèvement, que c'était dix ans plus tôt qu'il fallait la trouver (la route du rail par les Plateaux centraux):

«De Saïgon à Quinhon par la corde directe sous-tendant l'immense arc de la côte annamite, par l'hinterland moi de la Cochinchine, du Cambodge et de l'Annam, quelle magnifique voie stratégique et idéale, ouvrant enfin les cantons reculés et sauvages, permettant l'exploitation de leurs richesses forestières, de leurs possibilités agricoles et minières! Quelle artère précieuse, mais qui la construira, maintenant?» (Maître, 1912, p. 323).

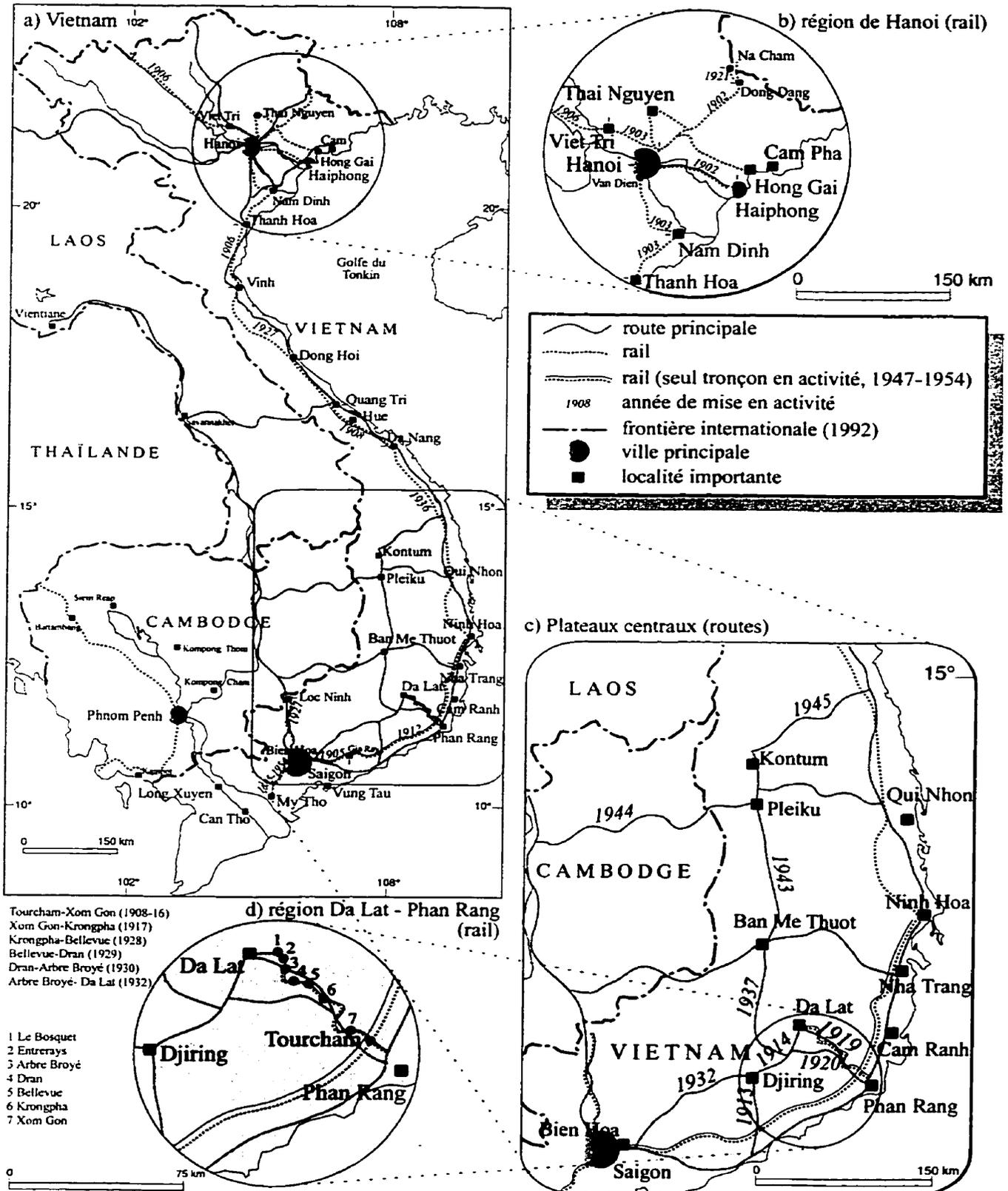
Il semblerait pourtant que le chemin de fer n'ait pas pu jouer de rôle économique, demeurant limité au rôle politique et militaire qui lui avait été assigné par Doumer au début du siècle (Chesneaux, 1971, p. 87). Les infrastructures routières et ferroviaires se sont avérées nécessaires à la consolidation du pouvoir colonial sur les plateaux (figure 7, p. 71)⁶¹.

S'agissant des routes et sentiers, en 1926, un total de 608 kilomètres, avec ponts de bois, avaient été construits dans la province de Darlac (Hickey, 1982a, p. 299). Plus tard, un peu avant le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale, en 1938-1939, une nouvelle route avait été ouverte entre Dong Xoai et Buon Me Thuot, en passant par Poste Maître et Camp Le Rolland; l'armature du réseau se réticulait. En plein coeur de cette guerre, en 1941, l'amiral Decoux s'est intéressé à développer la route coloniale 14; celle-ci aurait permis de joindre Tourane (Da Nang) de Saïgon en passant par les Plateaux centraux, rendant du même coup cette région accessible à la colonisation (*id.*, p. 364).

On peut noter aussi qu'au cours de cette période d'autres types d'infrastructures ont contribué à la pénétration coloniale française: ce fut le cas des lignes téléphoniques qui ont commencé à relier Buon Me Thuot à Ban Don et à Nha Trang, d'un bureau de poste et d'un service de télégraphe ouverts aussi à Buon Me Thuot (*id.*, p. 299). Jumelé à une politique d'octroi de larges concessions aux citoyens français (figure 8, p. 72), le développement des infrastructures routières a favorisé la progression du peuplement viet dans la région des Plateaux centraux.

⁶¹ La situation était la même dans les provinces montagneuses du Nord: "L'installation de garnisons françaises à Lang-son, Lao-cai, etc. allait poser le problème du ravitaillement de ces troupes, réalisé pendant des années par des convois de coolies, ruineux en argent et en hommes, si bien que la construction d'une voie ferrée Hanoi-Lang-son devint nécessaire malgré l'absence de crédits" (Fourniau, 1989, p. 90)

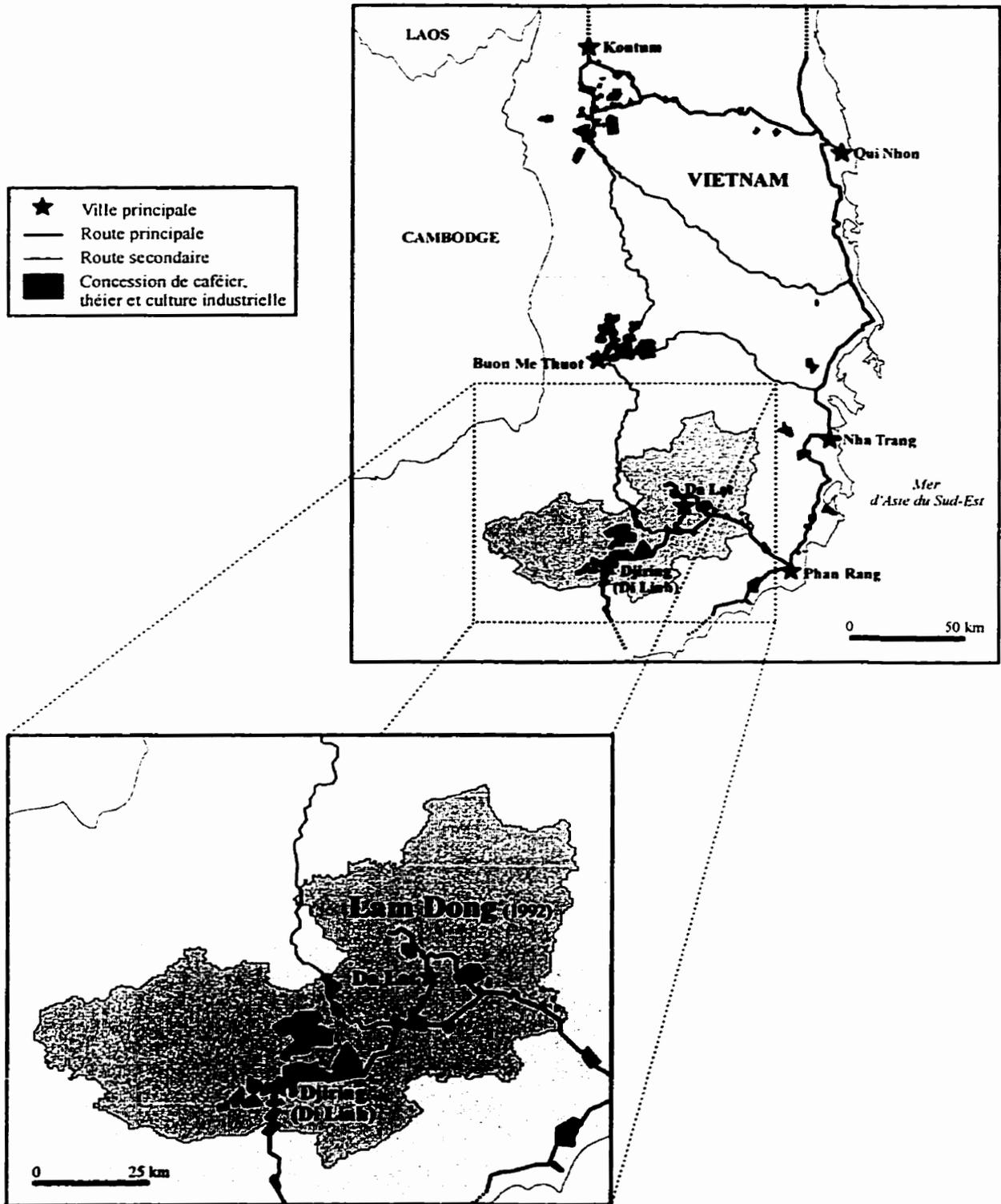
Figure 6
Vietnam. Les dichotomies bouleversées II: la progression des infrastructures.



Sources: Thai Van Kiem (1956, p.234); De Koninck (1994a, p. 263); Economist Intelligence Unit (1995)

Réalisation : Steve Déry

Figure 8
Les dichotomies bouleversées III. Les concessions accordées, 1931.



Source : Henry (1932).

Conception numérique : Steve Déry, 1999.
Infographie : Ludovic Guerpillon, 1999.

3.1.3 Développer les plantations

À partir des années 1870, les autorités coloniales françaises ont accéléré le développement agricole de la colonie. Chesneaux le qualifie de *discontinuité économique*; c'est-à-dire que, dans la majorité des cas, les intérêts coloniaux n'ont pas poursuivi ou succédé à une activité locale antérieure, mais ont été introduits «*comme dans le vide, ex nihilo*»⁶² (Chesneaux, 1971, pp. 74-75). Jusqu'à 1900, l'ensemble des concessions a totalisé tout de même plus de 300 000 hectares, dont presque les deux-tiers au Tonkin (Henry, 1932). En 1899, tout près de Dalat, a été établie la ferme de Dankia, la première station agricole dans les plateaux. Mais, jusqu'après la Première Guerre mondiale, la colonisation est demeurée peu importante faute de capitaux (*id.*, p. 9). Par la suite, les efforts de colonisation agricole ont été portés vers la région du delta du Mékong; en 1931, 60% des concessions françaises de l'Indochine, lesquelles couvraient au total un million d'hectares, étaient localisées en Cochinchine. De la superficie des concessions mises en culture dans cette région, plus de 70% étaient en rizières (une proportion similaire à celle de l'ensemble de l'Indochine) (tableaux 3 et 4).

Dans la région des Plateaux centraux, incorporée à l'Annam sur le plan administratif, de larges superficies avaient été concédées, principalement entre 1926 et 1931, soit après que Sabatier, résident du Darlac à partir de 1914 et opposé à l'ouverture de sa province à la colonisation, ait été gentiment remercié de ses services (voir Hickey, 1982a, pp. 308-309; Salemink, 1991, p. 245). Sa province, tout en demeurant fermée aux Viet, fut ouverte à la colonisation européenne (Condominas, 1971, p. 140). Les concessions ont été accordées autour de trois pôles: Pleiku au Nord, Buon Me Thuot au centre, et Djiring au Sud (figure 8, p. 72) (voir Henry, 1932, cartes hors-texte). En fait, comme pour la Cochinchine, cette période de cinq ans a constitué une véritable ruée pour des concessions. Toutefois, dans le cas des Plateaux centraux, moins de 10% des terres concédées avaient été effectivement mis en production en 1931 (tableau 4).

La circonspection doit donc guider toute analyse de l'attribution des superficies concédées. «*La concession de terres ne donne qu'une idée très lointaine du travail réel de colonisation. Ce qui*

⁶² Dans le même article, Chesneaux, affirme que les plantations de caoutchouc ont été développées sur des plateaux pratiquement vides, «*qui n'étaient occupés que par les tribus proto-indochinoises et où l'habitat vietnamien ne s'était même pas implanté, dans la majorité des cas*» (Chesneaux, 1971, p. 75). Cette affirmation manque de nuance: même si la densité de population y était faible, les plateaux n'étaient pas vides; et plusieurs ont bien documenté ce sujet avant Chesneaux (par exemple, Dournes, 1948; Condominas, 1957; Boulbet, 1967)

Tableau 3
Concessions françaises accordées, jusqu'à 1930.
(en hectares)

Années	Tonkin	Annam	Cochinchine	Cambodge	Laos	TOTAUX
avant 1896	22 003	3 957	38 531	564		65 061
1896	11 488	--	4 312	--		15 800
1897	59 930	11 466	678	--		72 074
1898	78 215	2 079	18 460	1 386		100 146
1899	4 003	4 705	1 986	12		10 706
1900	22 124	2 826	14 301	19 006		58 257
TOTAL	197 769	25 033	78 274	20 968		322 044
avant 1921*	71 050	19 200	184 700	12 000	2 130	289 580
1921	1 350	1 050	11 900	1 500	--	15 800
1922	3 650	2 700	24 200	23 500	--	54 550
1923	3 050	3 200	3 550	500	--	10 300
1924	8 300	3 550	23 000	2 000	243	37 093
1925	1 100	9 750	23 300	1 500	--	35 650
1926	7 600	31 550	50 650	7 000	127	96 927
1927	3 400	3 950	35 750	18 000	--	61 100
1928	1 750	44 200	82 050	19 000	--	147 000
1929	1 950	40 700	46 550	8 000	300	97 500
1930	800	8 550	17 650	20 500	--	47 500
total	104 000	168 400	503 300	113 500	2 800	892 000
propriété et divers	30 400	--	103 200	--	--	133 600
TOTAL	134 400	168 400	606 500	113 500	2 800	1 025 600

Source: Henry (1932, pp. 224-225).

* Il n'est pas spécifié autrement quelles sont les années concernées.

Tableau 4
Colonisation française. Superficies et valeur des terres concédées, 1924 et 1931.
(en hectares et en milliers de piastres)

Pays	Superficie totale des terres concédées		Superficie et valeur des terres cultivées et plantées (en hectares et en milliers de piastres)											
	ha	'000 \$	rizières		théier		caféier		hévéc		TOTALUX			
			ha	'000 \$	ha	'000 \$	ha	'000 \$	ha	'000 \$	ha	'000 \$		
Tonkin	79 000	1 960	28 000	1 500	3 000	1 500	--	--	--	--	31 000	3 460		
1924	134 000	8 360	30 000	200	200	200	4 150	6 225	--	--	34 350	14 785		
1931														
Annam	26 150	700	10 000	1 000	2 000	1 000	--	--	1 200	60	13 200	1 760		
1924	168 400	990	2 500	8 775	3 510	8 775	5 900	8 850	1 874	1 544	13 784	20 159		
1931														
Cochinchine	224 350	11 200	160 000	--	--	--	--	--	30 000	15 000	190 000	26 200		
1924	606 500	45 000	253 400	--	--	--	650	975	97 804	73 795	351 854	119 770		
1931														
Cambodge	37 500	70	1 000	--	--	--	--	--	2 000	1 000	3 000	1 070		
1924	113 500	778	12 960	--	--	--	--	--	26 729	24 016	39 689	24 794		
1931														
Laos	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--		
1924	2 800	2	40	--	--	--	50	75	--	--	90	77		
1931														
TOTALUX	367 000	13 930	199 000	2 500	5 000	2 500	--	--	33 200	16 060	237 200	32 490		
1924	1 025 600	55 130	298 900	8 975	3 710	8 975	10 750	16 125	126 407	99 355	439 767	179 585		
1931														

Source: Henry (1932, pp. 225 et 227).

Nota: - Les valeurs pour les plantations de théier, caféier, hévéa correspondent à leur coût moyen d'établissement. Leur valeur réelle, normale, est supérieure d'au moins un tiers à ces chiffres.

compte c'est la superficie régulièrement cultivée ou maintenue en bon état de plantation» (Henry, 1932, p. 226). Par exemple, pour l'ensemble de l'Indochine, au 1er janvier 1931, sur un total d'un million d'hectares de superficies concédées, 43% étaient cultivés ou plantés.

En observant l'ensemble du Vietnam région par région, des distinctions apparaissent dans la localisation et le type de concession accordée. Au Tonkin, les rizières et les cultures annuelles occupaient la très grande majorité des concessions. Elles étaient presque toutes situées sur le versant Nord, à la périphérie du delta, dans la région des plateaux montagneux. En Annam, les quelques superficies concédées étaient, pour leur part, situées en zone montagneuse et les cultures industrielles du caféier et du théier étaient prépondérantes. En Cochinchine, c'était d'abord et avant tout la rizière qu'on trouvait sur les concessions, en particulier dans la région du delta du Mékong, mais l'hévéa était aussi répandu, d'abord dans la périphérie immédiate de Saigon, mais aussi plus loin, en particulier sur les marches des Plateaux centraux, dans les régions de terres rouges (voir Henry, 1932, cartes hors-texte). La carte produite par Yves Henry est d'ailleurs éloquent à ce sujet: la majorité des plantations d'hévéa qui sont éloignées de plus de 50 kilomètres de Saigon sont situées sur des îlots de ce qu'il qualifie de terres rouges (*ibid.*). Sur les plateaux, dans les régions autour de Pleiku, de Buon Me Thuot au Darlac et du Haut-Donnai (près de Djiring et de Dalat), les concessions concernaient en totalité les cultures commerciales, le caféier étant prépondérant (figure 8, p. 72).

3.1.4 L'arrivée des Viet sur les hautes terres

«(...) Ce voyage [vers les zones montagneuses et collineuses] le dépayse et le conduit dans une contrée où rien ne lui est familier, où sa routine de culture ne peut s'appliquer sans transformations: des sols nouveaux, l'exploitation de terrains en pente, l'utilisation des ressources de la forêt, tout lui pose des problèmes qu'il ne peut résoudre».

(Gourou, 1936, p. 199-200)

On l'a dit, les premiers Viet à fréquenter les Plateaux centraux ont été les *cac lai*, des commerçants. Au XIX^e siècle, quelques familles catholiques, fuyant les persécutions, se sont aussi installées dans la région de Kontum où des religieux avaient créé une petite chrétienté vietnamienne (O.N.U. *et al.*, 1959; Condominas, 1971, p. 140). À partir du début du XX^e siècle, le déploiement des postes français sur les Plateaux centraux a induit un autre type de migration des Viet vers cette région: celui des migrations de travail. D'abord, des commerçants et des artisans se sont installés autour des postes où miliciens, secrétaires et infirmiers étaient aussi viet (*id.*, p. 139); mais rapidement, ils ont commencé à venir pour travailler sur les plantations françaises.

«À Phuquy et au Kontum, [sur les concessions,] où la main-d'oeuvre est libre, les coolies circulent continuellement entre les plantations et les régions côtières dont ils proviennent. La circulation est d'autant plus accentuée que le trajet est plus court. Ainsi au Phuquy ils descendent vers la côte pour des motifs quelconques, alors qu'au Kontum-Darlac et dans le Haut-Donnai ils se fixent pour plus longtemps, le trajet étant plus long et plus dispendieux. Dans l'ensemble la main-d'oeuvre des concessions a un rendement très faible; elle représente le déchet de la population côtière. Les bons ouvriers s'emploient à la tâche et amassent plus vite quelque argent pour rentrer dans leur village» (Henry, 1932, p. 41).

Il faut souligner que les planteurs français considéraient les Viet comme des ouvriers beaucoup plus compétents; ils ne se gênaient donc pas pour les faire venir, au lieu d'utiliser la main-d'oeuvre locale, moins fiable, qui ne travaillait que quelques jours de suite «en vue de l'acquisition d'étoffes ou d'objets que les commerçants annamites [apportaient] de la côte» (*id.*, p. 41). Partout où les Viet s'installaient à cette époque, ils introduisaient la riziculture irriguée. Dans la région de Dalat et de Dran (Don Duong), toujours à la suite des Français, ils se livraient aussi à la culture maraîchère (O.N.U. et al., 1959, p 25). «Les plateaux sont devenus un territoire d'immigration où d'importantes colonies vietnamiennes sont définitivement installées sur les terrains les plus riches, où les autochtones ne se maintiennent plus en général que sur les sols les plus pauvres» (Condominas, 1971, p. 139)⁶³. À la fin de la présence française, «les noyaux du peuplement vietnamien créés sur les Plateaux par les Français pour répondre à leurs besoins en auxiliaires et surtout en main-d'oeuvre [ont fini] par constituer un exutoire au surpeuplement des plaines côtières limitrophes, malgré la répulsion qu'éprouvent encore la majorité des Vietnamiens pour les contrées montagneuses» (*id.*, p. 141) (figure 6, p. 64).

3.1.5 Étendre et consolider la domination

Au terme de la période coloniale française, malgré un demi-siècle «d'efforts» financiers et humains, malgré aussi le succès de la colonisation (Hickey, 1982a, p. 321), la région des Plateaux centraux demeurait essentiellement forestière et toujours marginale, peuplée majoritairement de groupes proto-indochinois faiblement intégrés à l'ensemble administratif et économique indochinois.

L'administration était partout, sous forme d'impôts, de corvées, de service militaire. Mais certains groupes bénéficiaient encore d'exonérations spéciales au tournant du XX^e siècle, comme chez les Rhadés du Khanh Hoa, où l'impôt pouvait être payé en nature, avec de la cire jaune (*yellow wax*) (Hickey, 1982a, p. 273). Les infrastructures quadrillaient, avec des mailles

⁶³ Gourou rapportait aussi, en évoquant le bassin du fleuve Rouge, qu'un mouvement spontané vers les hautes terres était perceptible; mais il doutait fort que cette immigration puisse prendre une grande intensité étant donné l'impossibilité d'y pratiquer la riziculture inondée (Gourou, 1936, p. 201).

de plus en plus serrées, l'ensemble de la région. Mais l'influence extérieure ne se faisait vraiment sentir qu'aux abords de ces axes routiers: plus on s'en éloignait, plus les traditions locales demeuraient présentes et prépondérantes. De larges concessions avaient aussi été octroyées sur tout le territoire du massif sud-annamitique. Mais en fait, seulement 10% des superficies concédées étaient effectivement mises en valeur. Enfin, les Viet avaient commencé à s'implanter sur les Plateaux, et même à s'y étendre durablement. Mais, encore une fois, à la fin de la période coloniale, leur habitat demeurait peu étendu, situé le long des principales artères routières ou dans les centres urbains (Dalat et Buon Me Thuot surtout).

Le paysage en soi n'avait pas été bouleversé. L'observation des transformations apportées aux structures d'organisation du territoire permet de mieux mesurer l'ampleur des chamboulements initiés par la colonisation française.

Premièrement, l'expansion territoriale à travers les plateaux, d'abord française, et par la suite vietnamienne, a permis d'intégrer dans un ensemble cohérent, sinon au niveau socio-économique, au moins sur le plan administratif cette région traditionnellement périphérique à l'État vietnamien. Le centre de décision politique, auparavant dans le village, a été «transféré» à l'extérieur de la région. Mais surtout, les nouveaux «maîtres» ont installé sur place, répartis sur le territoire, des postes administratifs et militaires qui ont eu à surveiller, administrer, régler les conflits, favoriser la colonisation, bref, gérer le territoire pour le compte de l'État central.

Deuxièmement, l'économie aussi a été transformée. La présence nouvelle d'administrateurs, de militaires a impliqué une amélioration des réseaux de communication (routes, télégraphe, etc.), ce qui a resserré avec l'extérieur les liens déjà existants. Ces meilleures infrastructures ont fourni l'occasion à des colons français de s'accaparer une portion du territoire pour y développer des plantations; ils en ont profité pour y amener des représentants de l'ethnie viet pour y travailler. De nouvelles méthodes de culture ont donc été introduites, mais surtout, la monnaie a fait son apparition et, graduellement, a remplacé les anciennes méthodes de troc.

Troisièmement, les bouleversements ont aussi affecté la société en général. D'une part, les relations avec l'État ont été individualisées (Gourou, 1936, p. 226), et d'autre part, un nouveau cadre social s'est imposé graduellement: éducation, nouvelle langue, nouvelles notions de temps⁶⁴, etc.

Enfin, quatrièmement, «*la domination française (...) a substitué une simple notion de limite administrative, pas toujours précise, aux notions complexes de frontières traditionnelles*»

⁶⁴ Voir Condominas (1957) pour un exemple des notions temporelles chez les Mnong-Gar.

(Lafont *et al.*, 1989, p. 22). La linéarisation des frontières, à l'extrême fin du XIX^e siècle (voir Nguyen The Anh, 1989, p. 186), auparavant marches mouvantes (Tam Quach-Langlet, 1989, p. 40) imposa une limite à tous les mouvements spontanés. Sur les plateaux, par exemple, les Jarai avaient l'habitude d'aller chasser jusqu'au bas Song Be et même jusqu'au Cambodge (Dournes, 1974, p. 489). La situation traditionnelle convenait aux Viet, en particulier du côté du Cambodge où, *«par une alternance d'infiltrations de colons et d'actions militaires brutales ils progressaient peu à peu à travers le delta du Mékong et vers la basse vallée du même fleuve»* (Lamant, 1989, p. 156). La linéarisation de la frontière a mis fin à (ou a ralenti) ce mouvement.

La description faite par Condominas de la situation chez les Mnong Gar mérite aussi qu'on s'y attarde.

«(...) les Mnong Gar sont maintenant intégrés dans un ensemble considérablement plus vaste qui a absorbé l'espace sociologique restreint qui était le leur lors de la conquête de leur pays. Leurs coutumes ont beau paraître au premier abord pittoresques, exotiques, comme reproduisant d'une façon quasi immuable une tradition qui s'enfonce dans la nuit des temps - croit-on -, les «Hommes de la Forêt» n'en sont pas moins des hommes et des hommes du vingtième siècle, absorbés par un système socio-économique qui couvre la planète. Cela se traduit pour eux par le paiement de l'impôt, le travail sur les plantations ou les routes, la surimposition d'un système monétaire à leur économie de troc, une vie ordonnée dans un cadre administratif hiérarchisé, l'introduction de l'écriture et des soins médicaux, l'enrôlement dans l'Armée ou la Garde indochinoise...» (Condominas, 1957, p. 11).

3.2 L'accélération des transformations (1945-1975)

À partir de 1945, la dynamique a de nouveau changé. Le «moment colonial» (Pierre Brocheux) avait accéléré l'intégration des différents territoires de la partie orientale de la péninsule indochinoise; l'intermède japonais et la prise du pouvoir (ou plutôt d'un pouvoir) par le Viet Minh ont inauguré une nouvelle période où les anciennes mentalités, en particulier la crainte des forêts et montagnes chez les Viet, ont graduellement été changées. Entre 1945 et 1975, le poids démographique des Viet dans la région des Plateaux centraux s'est considérablement accru; en 1975, ils comptaient même pour les deux tiers de la population de la province de Lam Dong, alors qu'ils étaient presque absents cinquante ans auparavant. La colonisation agricole a été un outil privilégié dans cette dynamique qui s'est déroulée en quatre grandes étapes: 1) décolonisation et indépendance du pays, divisé il est vrai⁶⁵; 2) intégration officielle de la région des Plateaux centraux à l'ensemble administratif du Vietnam, pour la première fois; 3) migration vers le Sud de plus de 800 000 Nord-vietnamiens; 4) poursuite de deux processus

⁶⁵ Les reconnaissances officielles n'ont pas tardé. Par exemple, entre octobre 1955 et avril 1956, 40 pays ont reconnu *de jure* la République du Vietnam (Sud) (Thai Van Kiem, 1956).

concomitants, à savoir, d'une part, des projets de développement agricole dont l'armature reposait sur la colonisation de nouvelles terres par des Viet, elle-même appuyée par le développement des infrastructures (figure 9, p. 83), et d'autre part, des projets de regroupement et de sédentarisation de groupes montagnards engagés dans la pratique de l'agriculture itinérante.

3.2.1 Occupation japonaise et décolonisation

La prise de contrôle effective de l'Indochine par les Japonais, peu avant la fin de la Deuxième Guerre mondiale, a sonné le glas non seulement de l'empire colonial français d'Indochine, mais des formes d'organisation spatiales antérieures qui avaient persisté jusqu'à cette époque. La progression graduelle de l'État dans toutes les sphères de la vie, sur tous les territoires, s'est accélérée de nouveau, et elle a atteint un point de non retour.

Peu de temps auparavant, en 1940, alors que la France avait été défaite par l'Allemagne nazie sur le théâtre de guerre européen, le Japon avait exigé la fermeture de la frontière sino-vietnamienne, par laquelle transitaient les marchandises destinées aux groupes chinois qui tentaient de secouer son joug. D'exigences en exigences (permission de stationner des troupes, d'utiliser les infrastructures de transport, en particulier les aéroports), le Japon finit par accéder à l'ensemble du territoire indochinois en 1941, alors même qu'il consolidait une alliance tripartite avec l'Allemagne et l'Italie⁶⁶.

Après le coup du 9 mars 1945, il est devenu clair très rapidement, tant pour les Viet que pour beaucoup de Français qui connaissaient bien le Vietnam, que la situation politique du pays ne pouvait plus demeurer la même qu'avant la guerre (Mus, 1971 et 1977). Pourtant, malgré les négociations de 1945-1946, qui constituèrent un échec, le pays fut replongé dans la guerre.

S'agissant des peuples habitant les Plateaux centraux, le coup du 9 mars 1945 et la révolution d'août qui a suivi ont contribué à briser leur isolement. Avec la première guerre d'Indochine qui s'amorçait, les Montagnards sont devenus une population prise entre deux feux (*a people in between*) (Hickey, 1982a et 1982b). Jusqu'à 1954, les Plateaux centraux n'ont constitué qu'un pion dans la stratégie française (Hickey, 1982a, p. 385). Après sa réoccupation par les Français, la région a été fermée à l'immigration par mesure de sécurité (Condominas, 1971, pp. 140-141).

Au cours de cette décennie, plus précisément en mai 1946, l'amiral d'Argenlieu, Haut-commissaire de la France en Indochine, a créé la Circonscription Administrative Spéciale des Plateaux Montagnards du Sud-Indochinois. Plus tard, en 1950, après l'indépendance accordée

⁶⁶ Voir, entre autres, De Koninck (1994a, pp. 65-66) et Brocheux et Hémerly (1995, pp. 326-337).

en 1949 par les Français à l'empereur Bao Dai, les Plateaux centraux ont été rattachés au domaine de la couronne des Pays Montagnards du Sud. La région a ensuite été intégrée directement au territoire de la République du Vietnam en octobre 1955 (voir Hickey, 1982b).

Au total, la période de 1945 à 1954 en a été surtout une de déprise agricole: peu de nouvelles installations, beaucoup d'abandons vers les villes. L'insécurité dans les campagnes, où le Viet Minh déployait ses activités de guérilla, a compté pour beaucoup dans ce recul de l'agriculture. En 1954, on estimait à un million d'hectares la superficie des rizières qui avaient été abandonnées; et en 1956, deux ans après les accords de Genève consacrant la fin de l'empire colonial d'Indochine, seulement 40% d'entre elles avaient pu être remises en culture (O.N.U. *et al.*, 1959), p. 37).

3.2.2 *La deuxième guerre d'Indochine*

Les trois décennies de guerres et d'instabilité politique qui se sont succédé de 1945 à 1975 ont accéléré les transformations territoriales. Et le principal changement a été l'intégration non seulement officielle (en 1950) de la région des Plateaux centraux au Vietnam, mais aussi *de facto*, c'est-à-dire intégration à l'écoumène viet, aux réseaux des basses terres, etc., en particulier à partir de 1954. Au cours de toute cette période tumultueuse (1945-1975), les Viet, en particulier les révolutionnaires, ont «occupé» les zones montagneuses et forestières, idéales pour se tenir caché et surprendre l'ennemi. Cette période, que Dournes appelle celle des «niches écologiques» (Dournes, 1974, p. 495), a contribué à rendre moins «redoutables» ces zones, éloignées du Delta (fleuve Rouge) où «l'Annamite sait bien qu'il n'échappera pas au paludisme» (Gourou, 1936, p. 199).

3.2.2.1 *Une deuxième Nam Tien*

À Genève, en juillet 1954, les différents partis impliqués dans la première guerre d'Indochine en sont arrivés à un accord permettant de faire cesser les hostilités. Il a alors été convenu que, temporairement, les sympathisants des différentes factions, dans un délai de 300 jours, soit jusqu'au 18 mai 1955, devaient se regrouper de part et d'autre d'une zone démilitarisée, fixée à la hauteur du 17^e parallèle; les pro-communistes au Nord, les autres au Sud.

Il n'est probablement pas exagéré d'affirmer que personne n'avait prévu l'ampleur du mouvement de population qui a suivi. Entre la fin de 1954 et le printemps de 1955, plus de 800 000 personnes ont quitté le Nord, dans une grande confusion⁶⁷; cela a représenté une

⁶⁷Entrevues avec les Pères Laliberté et Benoit (respectivement les 26 mars 1998 et 8 mai 1998, à Sainte-Anne de Beaupré - SAB).

augmentation d'environ 8% de la population du Sud-Vietnam, en moins d'un an. Cette migration, une deuxième Nam Tien, mais beaucoup plus rapide et impliquant plus de personnes⁶⁸, a, tout comme la première, contribué à la construction territoriale du Vietnam.

Selon les chiffres officiels du gouvernement du Sud (nombre de personnes reçues), 860 206 personnes auraient migré vers la partie méridionale du pays. Il est vraisemblable que plus de gens aient migré, les estimations évoquant parfois jusqu'à 1 million de réfugiés, mais ce «surplus» aurait été compensé par une migration en sens inverse d'environ 100 000 personnes, essentiellement des militaires (Lacouture, 1967, p. 230).

Tableau 5
République du Vietnam (Sud).
Centres de réinstallation des réfugiés Nord-vietnamiens, 1954-1955.

Région	Types de centres			Centres*		Réfugiés	
	pêche	artisanat	agricole élevage	nombre	%	nombre	%
Sud Vietnam	2	4	128	134-158	70,0%	436 000	81,2%
Centre Vietnam	9	5	41	55	24,3%	74 000	13,8%
Pays montagnards du Sud	-	-	13	13	5,7%	27 000	5,0%
TOTAL	128	41	13	202-224	100,0%	537 000	100,0%

Source: O.N.U. (1959, p. 235)

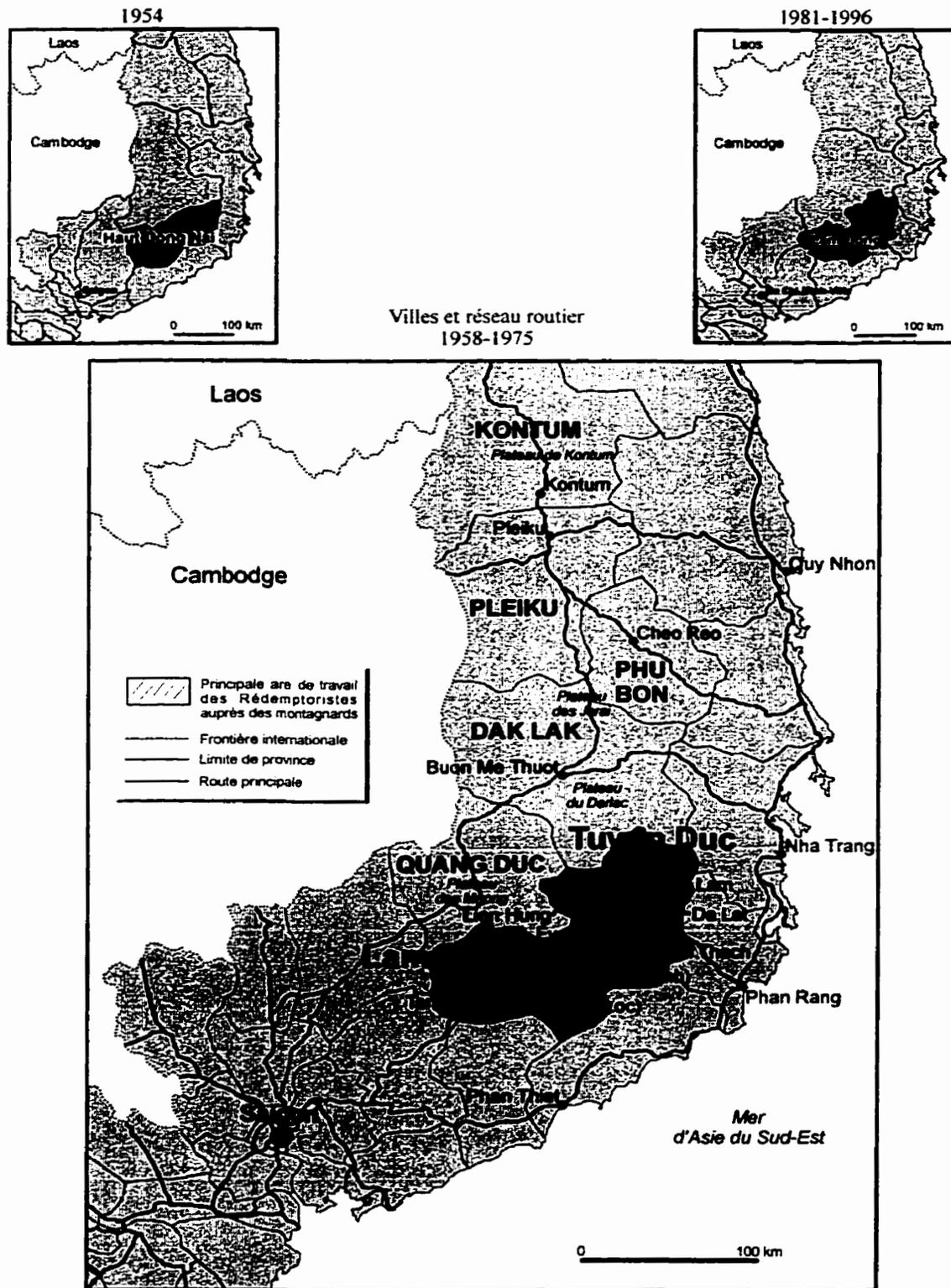
*Note: Un rapport publié en 1959 par les Nations Unies (O.N.U.), en collaboration avec l'Organisation Internationale du Travail (O.I.T.) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.), rapporte un total de 226 centres pour l'ensemble du Sud-Vietnam. Le nombre de réfugiés est le même, seul le nombre de centres dans la région Sud du pays est différent: 158 versus 134. Pour l'instant, rien ne permet d'adhérer à l'un ou l'autre.

En octobre 1955, un peu plus d'un an après le début de la migration, un total de 537 000 réfugiés avaient été réinstallés dans plus de 200 nouveaux villages⁶⁹. La plupart de ces villages avaient été créés dans la partie méridionale (Cochinchine - Nam Bo), peu étant établis sur les Plateaux centraux (tableau 5). Des missionnaires de la Congrégation du Très Saint-Rédempteur (Csr), de la maison-mère de Sainte-Anne de Beaupré (Québec, Canada), ont été impliqués,

⁶⁸ La population impliquée dans la " première " Nam Tien était peu nombreuse en comparaison avec ce mouvement migratoire. La population de l'ensemble du Vietnam atteignait à peine quatre ou cinq millions d'individus au début du XIX^e siècle (McEvedy et Jones, 1978, p. 197; Brocheux et Hémerly, 1995).

⁶⁹ Voir la note dans le tableau 5.

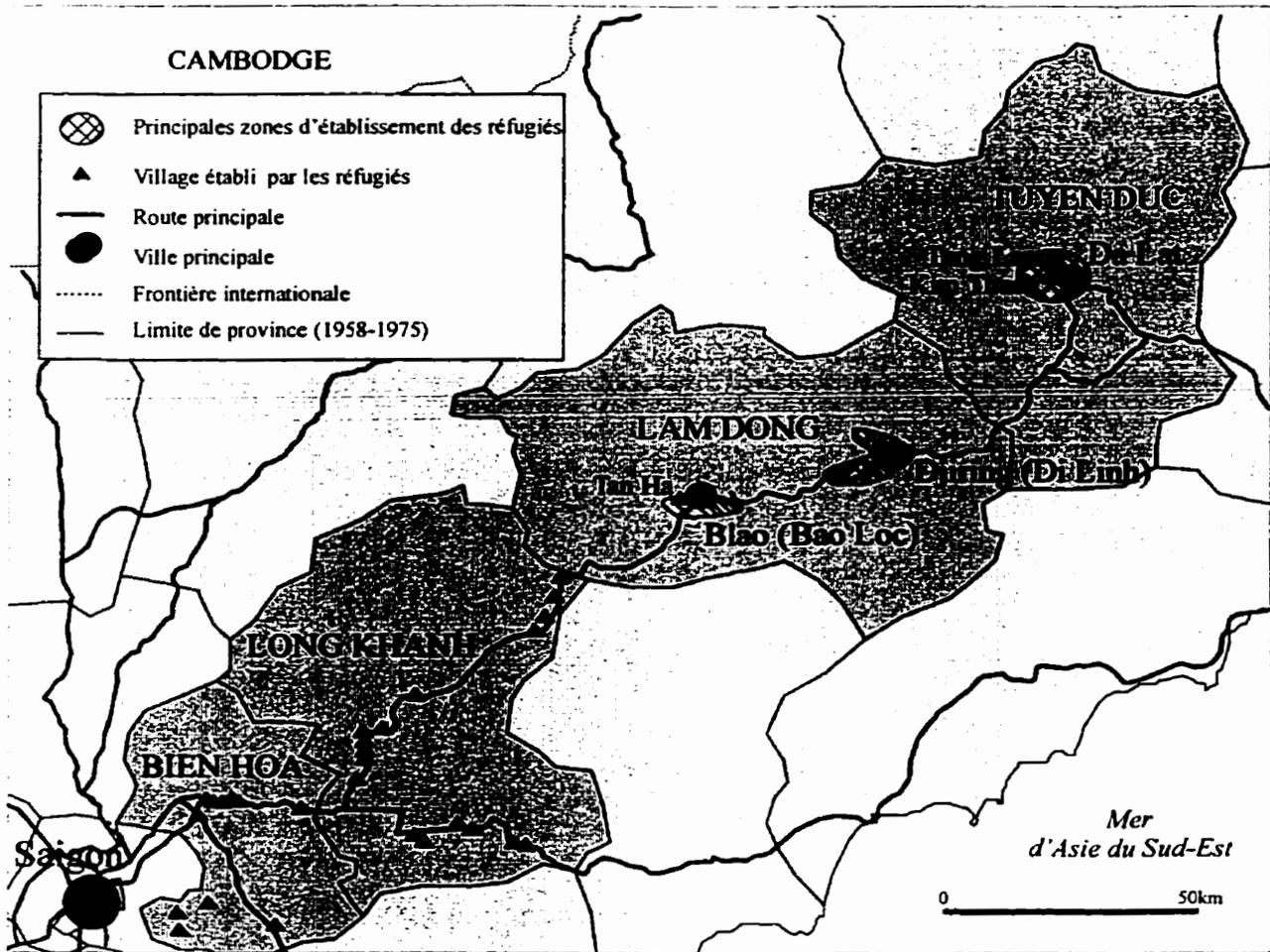
Figure 9
Les Plateaux centraux. Villes et réseau routier, 1958-1975.



Source : Adapté de De Koninck (1997a, p. 52).

Conception : Steve Déry, 1999.
Infographie : Ludovic Guerpillon, 1999.

Figure 10
Sud-Vietnam. Implantation des réfugiés nord-vietnamiens, 1954-1955.



Sources : Dong Nai: Roussel et Hoang (1997);

Lam Dong et Tuyen Duc: carte topographique, 1:50 000 (1965) et enquêtes de terrain (1996 et 1997).

Réalisation : Steve Déry

tant pour accueillir et orienter les gens à leur départ du Nord, que pour s'occuper de leur réinstallation au Sud. Sur la trentaine de villages qui ont été implantés le long de la route qui se déroule de Saigon à Dalat (figure 10, p. 84), quatre étaient à leur charge dont trois situés dans l'actuelle province de Lam Dong: Tung Lam et Kim Thach à environ sept kilomètres de Dalat, et Tan Ha, près de Blao (Bao Loc) (figure 9, p. 83); le dernier était à Bien Hoa. Environ 7500 réfugiés ont participé à la création de ces villages entre 1954 et 1956 (VN-2-6)⁷⁰. Dans les trois premiers centres, les missionnaires Rédemptoristes québécois, appuyés par leurs confrères vietnamiens, ont ni plus ni moins organisé l'installation. Pour ce faire, ils ont dû le plus souvent faire appel à l'armée, française au début, puis américaine par la suite, pour obtenir ou acheter le matériel nécessaire: tracteurs, camions, tentes, médicaments, outils, tôle, etc. Cette colonisation a souvent été difficile: dans le cas de Tan Ha, les colons, qui devaient s'installer directement dans une zone forestière, étaient à leur arrivée à peu près totalement démunis.

D'autres centres, tels ceux de Cai San (O.N.U., 1959, p. 15) ou celui de Ho Nai, près de Saigon, ont attiré beaucoup plus l'attention médiatique, de par l'ampleur des investissements et le nombre de colons. Les besoins pressants de cette population nouvellement immigrée ont conditionné les politiques agricoles du gouvernement de Diem. À cette même époque, en 1955, le statut spécial qui régissait le territoire des Plateaux centraux depuis 1930 a été abrogé.

3.2.2.2 Les plans de développement et la colonisation agricole viet

En 1936, Pierre Gourou écrivait qu'il était impossible d'installer des Annamites (Viet) auprès de groupements non-annamites (Gourou, 1936, p. 205). Pour que les Viet acceptent de s'installer dans les régions de plateaux et montagnes, il a fallu un changement non seulement des systèmes organisationnels, mais aussi, parallèlement, des mentalités.

Quelques-uns avaient bien suivi des missionnaires français, dans la région de Pleiku-Kontum, vers 1830, puis plus tard, dans la région de Dalat et autour de Buon Mè Thuot (Schmid, 1974, p. 44), pour développer des jardins maraîchers. Mais les Viet demeuraient traditionnellement regroupés dans les villes, et ne commencèrent à s'en éloigner⁷¹ qu'après la fin de la période coloniale française, alors que des centres de colonisation avaient été créés par le gouvernement du Sud dans les provinces de Darlac (Dac Lac), Kontum et Pleiku; les gens provenaient tout

⁷⁰ Cette information est tirée du rapport de la visite canonique de la vice-province de Hue, faite par le Supérieur provincial, le P. J-Gilbert Morin, C.Ss.R., en juillet et août 1995. Pour la signification du code, il faut consulter l'annexe D.

⁷¹ Il faut noter que, au Nord, pendant toute la première guerre d'Indochine, les dirigeants vietminh, avec à leur tête Ho Chi Minh, avaient établi leur redoute dans la haute région tonkinoise (Tuyen Quang, Cao Bang, etc.).

autant du Nord (réfugiés), que des provinces côtières du Centre (Quang Ngai et Quang Nam, par exemple) (Schmid, 1974, p. 43).

Dans la deuxième moitié des années 1950, le gouvernement sud-vietnamien, comme son homologue nordiste, a lancé toute une série de plans de développement et de réformes agraires (tableau 6, p. 86), lesquels ont obtenu des succès très mitigés. Ces actions visaient notamment deux objectifs: 1) légitimer son existence aux yeux de ses propres citoyens, et 2) occuper et contrôler l'intégralité du territoire.

Tableau 6
Vietnam. Les plans de développement
et les principales réformes agraires, 1950-1975.

Date	Plan ou action	Commentaires
1953, 4 juin (Nord)	RÉFORME AGRAIRE - ordonnance no 20 - affermage des terres	- les terres abandonnées peuvent être reprises par les paysans; droit d'usufruit après 3 ans. - pas de bons résultats; insécurité dans le delta et abandon des terres.
1955, janv. et fév. (Nord)	RÉFORME AGRAIRE amélioration à celle de 1953	- terres non cultivées retournent à l'état qui peut les octroyer. 1954-56 réforme agraire, effets désastreux selon Jones et Fraser (1982, p. 114)
1955 (Sud)	PLAN AGRICOLE	- reconstruction des plantations
1955 (Sud)	PLAN - construction de routes en vue d'établir des plantations nouvelles - régions inexploitées	Il existe au nord-est de Lai Khe, en direction de Buon Me Thuot, «800 000 hectares environ de bonnes terres rouges. [Il] serait préférable d'augmenter la superficie plantée autour des exploitations actuelles et de laisser à plus tard l'établissement de plantations dans des régions entièrement nouvelles» (O.N.U et al., 1959, p. 65).
1957	plan de développement économique	- Voir de Vienne, 1994, p. 72
1957 (à partir de) (Sud)	Centres de développement agricole	- Voir Hickey, 1982b, p. xviii - développer les hautes terres - moderniser les montagnards en relocalisant des Viet sur place
1958 (Nord)	PLAN triennal	but: collectiviser l'économie / début des coopératives; voir de Vienne (1994, p. 43); Kerkvliet (1995, p. 401)
1959 (Sud)	RÉFORME AGRAIRE	- choix de trois contrats avec l'État - redistribution des terres - succès mitigés
1961 (Sud)	CIA - programme de défense des villages	Darlac - succès. Leaders vietnamiens lui sont hostiles.
1962 (Sud)	Hameaux stratégiques	Début basses terres; puis ensuite sur les Plateaux centraux
1962? (Sud)	agglomérations - charnières	Khu Tru Mat. Surtout delta du Mékong. Site étudié en fonction de la défense (figure 11). Teulières (1962, p. 77)

Au total, la colonisation agricole par les réfugiés du Nord a peu touché les Plateaux centraux, au plan démographique et territorial (300 km² tout au plus). Mais son importance stratégique et historique a été considérable: elle a consolidé les avancées coloniales et ensuite pavé la voie aux mouvements qui ont été initiés par la suite. Dès 1957, le gouvernement proposait de développer l'économie des hautes terres et d'y apporter la modernité en réinstallant massivement des Viet (Hickey, 1982b, p. xviii). Vingt-cinq villages d'une centaine de familles chacun ont alors été établis près de Buon Me Thuot, Buon Ho, An Khe, Kannak et Cheo Reo (Ayun Pa) (*id.*, p. 20). La superficie octroyée à chacune des familles viet était de cinq hectares (*ibid.*).

Le nombre des centres a augmenté très rapidement. En 1959, 37 centres avaient été érigés (21 à Pleiku, les autres au Darlac, Kontum et Quang Duc) (*id.*, p. 45) et, en 1962, on pouvait en compter 117. Au cours de cette période, la population viet, qui travaillait alors surtout sur les plantations, est passée d'environ 35 000 en 1954 à plus de 80 000 en 1963 (*id.*, p. 62). D'autres projets, comme celui de réinstaller des Viet en provenance des régions insécures de la côte sur une plantation dans la région du plateau des Ma (près de Blao), ont constitué autant de lanciers pionniers sur lesquels la colonisation agricole s'est appuyée après 1975. Dans ce dernier cas, malgré une vive opposition, 6 000 personnes de l'ethnie Ma ont été déplacées pour faire place aux Viet (*id.*, p. 193). La mise en oeuvre de plusieurs programmes de colonisation agricole s'est donc appuyée, sinon officiellement, au moins dans les faits, sur la sédentarisation des Montagnards.

3.2.2.3 Hameaux stratégiques et sédentarisation

Entre 1954 et 1975, les groupes autochtones de la partie méridionale de la Chaîne annamitique ont été impliqués dans de nombreux programmes de relocalisation, de sédentarisation et de réinstallation.

Au Sud donc, le premier programme officiel de sédentarisation du nouveau gouvernement indépendant a été lancé en 1957. La politique visait alors à inciter les Montagnards à se regrouper dans des centres, à utiliser, «petit à petit», les nouvelles méthodes agricoles, et à se tourner vers la vie sédentaire (*id.*, p. 18). La superficie octroyée s'élevait à deux hectares par famille, largement en deça de ce que les Viet recevaient à la même époque dans les Centres de Développement (cinq hectares). Un autre programme a été mis en oeuvre un peu plus tard, avec moins de retenue cette fois: un seul hectare était alloué par *famille*, ces dernières n'ayant d'autres choix que de s'installer dans le village suggéré, sous peine que les brûlis soient totalement interdits (*id.*, p. 32).

À partir du milieu de l'année 1961, la sécurité s'est détériorée sur les Plateaux centraux, à cause des infiltrations et des mouvements des communistes. Des villages de défense ont alors été établis, avec succès semble-t-il, par la Central Intelligence Agency (États-Unis), surtout au Darlac; cependant, les officiels et les militaires du gouvernement ne voyaient pas cette initiative d'un bon oeil car plusieurs convoitaient des terres au Darlac (*id.*, p. xx).

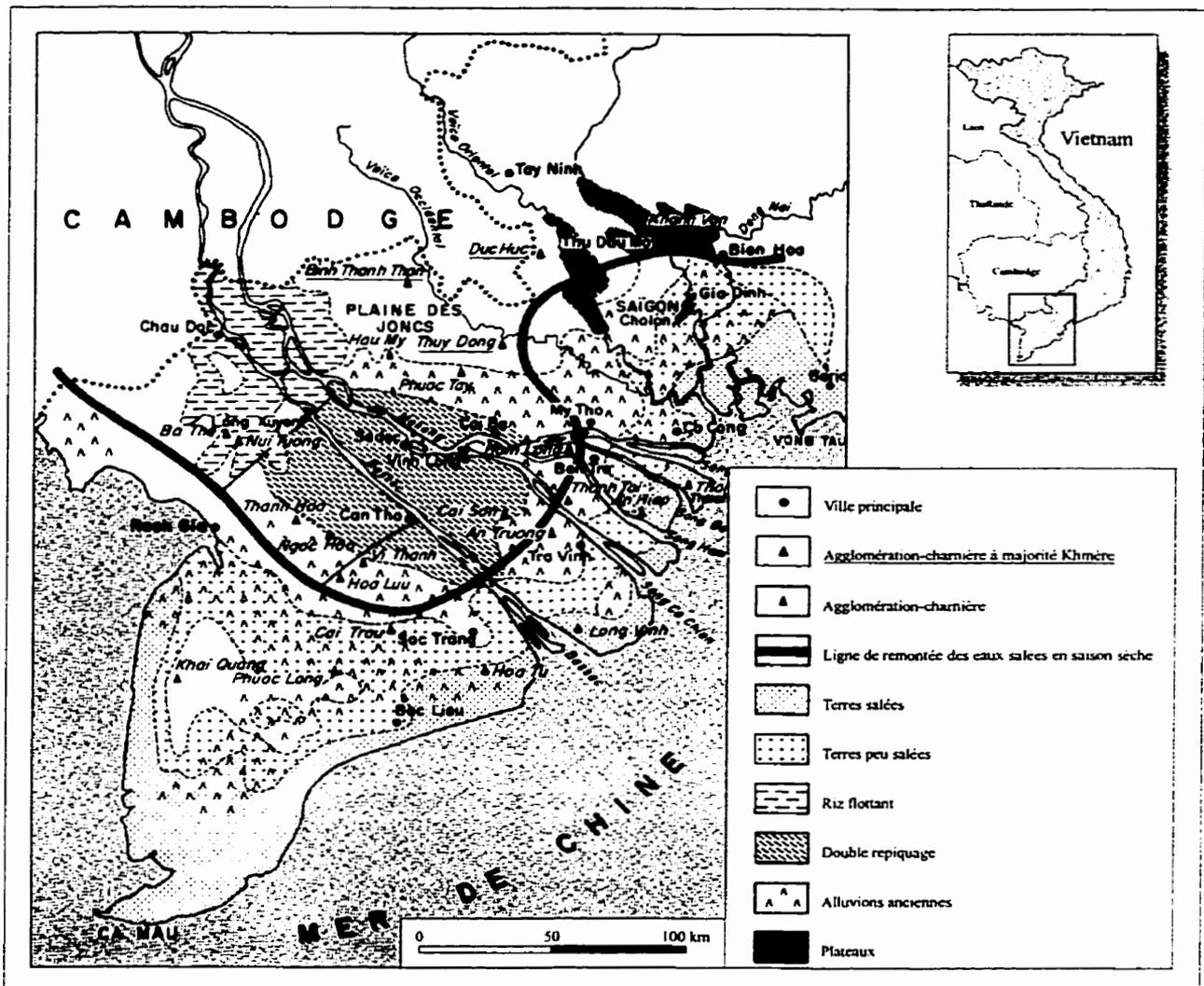
En 1962 a débuté le programme qui a laissé le plus de traces territoriales, celui des hameaux stratégiques (Ap Chien Luoc), une formule éprouvée avec succès par les Anglais (plan Briggs) dans la péninsule malaise lors de l'Emergency (1948-1960) (De Koninck, 1981, pp. 98-99)⁷². Ce programme, d'abord mis à exécution dans les basses terres dans la foulée de plusieurs programmes similaires de regroupement de la population (comme celui des agglomérations-charnières dans le delta du Mékong, figure 11), a été perçu par le gouvernement de Saigon comme un moyen de rétablir le contrôle sur les hautes terres (Hickey, 1982b, p. 82). En 1963, un total de 137 centres de réinstallation rassemblait 90 000 personnes (*id.*, p. 63). Mais en fait, avec les problèmes de sécurité de l'époque et la guerre qui se répandait, tous les centres étaient devenus, en quelque sorte, des hameaux stratégiques.

Pour la colonisation agricole, la période qui s'étend de 1962 à 1976 est très importante parce que c'est au cours de ces années qu'ont été mises en place les structures spatiales, en particulier la nouvelle répartition ethnique et celle de la population en général, avec lesquelles le nouvel État vietnamien a dû composer dès 1975⁷³. C'est aussi à partir de cette période que fut donc réalisé le démantèlement des structures d'organisation spatiale autochtones: parmi elles, le territoire villageois, auparavant assez vaste pour permettre de pratiquer l'essartage avec un cycle de rotation des champs de 10 à 20 ans, soit assez pour la reconstitution de la végétation forestière (Condominas, 1957, p. 21), mais, par la suite, restreint aux jardins de case et à quelques essarts disséminés dans les forêts environnantes, et de plus en plus réglementé.

⁷²Cette formule avait aussi été appliquée aux Philippines par les États-Unis, au début du siècle (De Koninck, 1989, p. 86).

⁷³ Selon des témoignages recueillis à l'automne 1996, plusieurs hameaux autochtones auraient vu fondre leur population de moitié et même parfois des deux tiers à cause de la guerre.

Figure 11
Delta du Mékong. Agglomérations-charnières, 1962.



Source : Teulière (1962, p. 78).

Adaptation : Steve Déry, 1999.
Infographie : Ludovic Guerpillon, 1999.

3.2.2.4 La guerre sur les plateaux

«[Un] tourbillon de transformations soufflant en rafales d'une rare violence (...) s'est abattu sur les Montagnards et (...) les effets n'ont certes pas fini de se faire sentir. Leur isolement multiséculaire dans les forêts est définitivement rompu. Ils ont pris contact avec d'autres hommes, d'autres modes de penser, de vivre, de travailler: le phénomène d'acculturation joue intensément.»

(Seitz, 1975, p. 123)

Après la victoire de la révolution communiste de 1949 en Chine, les États-Unis se sont impliqués plus intensément dans l'arène vietnamienne et indochinoise. Après les accords de

Genève en 1954, consacrant la fin de l'empire colonial français d'Indochine, leur intervention aux côtés des autorités du Sud, d'abord financière est rapidement devenue militaire, lançant du même coup la deuxième guerre d'Indochine. Les protagonistes de ce deuxième conflit, tout comme les Français auparavant, mais peut-être encore plus qu'eux, ont reconnu l'importance stratégique de la Chaîne annamitique et des Plateaux centraux (Cao Van Luong, 1966, p. 121; Hickey, 1982a).

Les ethnies peuplant cette région furent entraînées dans le conflit essentiellement pour deux raisons: premièrement, pour «l'aide» qu'elles pouvaient apporter à l'un ou l'autre des partis (en fait, dans les deux cas, communistes ou pro-américains, c'était probablement beaucoup plus pour empêcher d'apporter une aide à l'ennemi); et deuxièmement, pour le territoire qu'elles occupaient. Le régime du Sud voulait éviter à tout prix que les révolutionnaires communistes ne s'y établissent (Hickey, 1982b). Pour ce faire, plusieurs programmes de regroupements furent instaurés: villages-modèles, zones de prospérité, fermes des *thuong*, et surtout, le plus important pour cette période de l'histoire des transformations structures spatiales des Plateaux centraux, les hameaux stratégiques, déjà mentionnés. Ces programmes ne rencontrèrent pas tout le succès escompté et la résistance fut importante (Cao Van Luong, 1966, p. 130).

Celle-ci se concrétisa, entre autres, à partir de 1964, dans le Front Uni de libération des races opprimées (FULRO). Parmi les griefs invoqués par les autochtones: l'immigration vietnamienne sur les plateaux, qui devenait envahissante - i.e. que les groupes participant au FULRO (Montagnards, Cham et Khmer Krom) se plaignaient entre autres de se faire voler leurs terres par les Viet (Hickey, 1982b, p. 100) - , le manque de représentant aux échelons supérieurs de l'administration et de l'armée, et le dédain de la plupart des Viet pour les autochtones (Salemink, 1991, p. 272).

Les populations montagnardes des Plateaux centraux sont d'ailleurs sortis très meurtris du conflit entre communistes et anticommunistes vietnamiens (voir Dournes, 1980): au moins 200 000 morts jusqu'à 1973⁷⁴, soit plus de 40% de leur population des années 1960. On estime aussi à 85% la proportion de ceux qui ont eu à quitter leurs villages, leurs «finages traditionnels» (Jean Boulbet), à un moment ou à un autre à cause des bombardements (Hickey, 1982b, p. xx).

La colonisation agricole viet et les programmes de sédentarisation ont bouleversé l'organisation territoriale des Plateaux centraux; la guerre a accéléré et exacerbé ces bouleversements. Alors que les Communistes prenaient le pouvoir en 1975, quelle était la situation?

⁷⁴Hickey (1982a, p. 290 et 1982b, p. xx); évoqué aussi par Evans (1992, p. 276).

3.2.3 La situation en 1975

La guerre de décolonisation qui a suivi le coup de force japonais de 1945 (1946-1954), tout comme celle qui a repris ensuite jusqu'en 1975, bien que bouleversante à plusieurs égards, n'a pas été centrale dans le processus de transformations spatiales qui se déroulait alors. De nombreuses guerres avaient déjà embrasé la partie orientale de la péninsule indochinoise au cours des derniers siècles sans que les structures traditionnelles en soient bouleversées. Dans le cas du Vietnam, les guerres ont plutôt servi à justifier (en accélérant peut-être) des politiques qui auraient été quand même mises en oeuvre. D'ailleurs, l'arrêt des hostilités en 1975, n'a pas signifié l'arrêt de ces politiques. Le gouvernement vietnamien a poursuivi avec encore plus de vigueur des politiques allant dans le même sens, i.e. colonisation agricole et sédentarisation.

Après la victoire des communistes confirmée en avril 1975, et contrairement aux promesses qui leur avaient été faites, les autochtones des Plateaux centraux n'ont pas obtenu l'autonomie désirée. Pire, ils ont rapidement appris que le gouvernement communiste planifiait plutôt de réinstaller un grand nombre de Viet sur les hautes terres et de relancer le programme de sédentarisation entrepris par ses prédécesseurs. Les dirigeants du FULRO sont alors retournés dans la forêt pour réorganiser la contestation armée (Hickey, 1982b, pp. 285-287).

Du côté des Viet, en particulier les sudistes, c'était plutôt l'expectative. Mais ceux-ci n'ont pas attendu longtemps, car le gouvernement a rapidement lancé des programmes: collectivisation des moyens de production au Sud et colonisation agricole sur les Plateaux centraux.

3.3 Les politiques agricoles et forestières du nouvel État

«Avec la fin de la guerre, l'exploitation à grande échelle de la moyenne région et celle des hautes régions montagneuses peut être entreprise.»
(Nguyen Khac Vien, 1974, p. 508)

Le nouvel État qui a émergé en 1975 constitue un État moderne. Sur le plan agricole, ses dirigeants ont entrepris dans la région des Plateaux centraux deux programmes distincts: le premier, la collectivisation des moyens de production, s'inscrivant complètement à contre-courant des politiques du gouvernement précédent, a bouleversé tout le système foncier; alors que le second, la colonisation agricole, poursuivait dans la même veine que la plupart des gouvernements vietnamiens depuis Le Thanh Tong au XV^e siècle, initiateur de la grande marche vers le Sud. Pour atteindre ces objectifs, en particulier le second, la structure administrative a été réorganisée.

3.3.1 Les unités administratives après 1975

Dès le début de 1976, le gouvernement vietnamien a réaménagé les divisions administratives en préparation pour la réunification avec le Nord. Sur les Plateaux, les provinces de Lam Dong et Tuyen Duc ont alors été jumelées pour constituer la seule province de Lam Dong; même chose pour les provinces de Gia Lai et de Kontum, regroupées en une seule, Gia Lai-Kontum, et pour celles de Dak Lak et Quang Duc, réunies pour former celle de Dak Lak⁷⁵.

Depuis 1975, les réorganisations administratives ont été nombreuses. Elles ont concerné autant les limites territoriales des unités administratives que la hiérarchie et l'organisation de l'administration. La principale caractéristique de ces transformations demeure la progression constante du contrôle du territoire par l'État. D'une part, les unités administratives ont été délimitées avec plus de précision, mesurées, cartographiées (ce qui n'était pas le cas avant); d'autre part, une arborescence gouvernementale a permis de contrôler de mieux en mieux les activités locales, en grande partie grâce au resserrement du maillage des unités administratives. La province de Lam Dong constitue un bon exemple (figures 12 et 18a et b, pp: 128-129 et tableau 14, p. 130).

3.3.2 La gestion du territoire depuis 1975

«Farmers continued to go their own way»

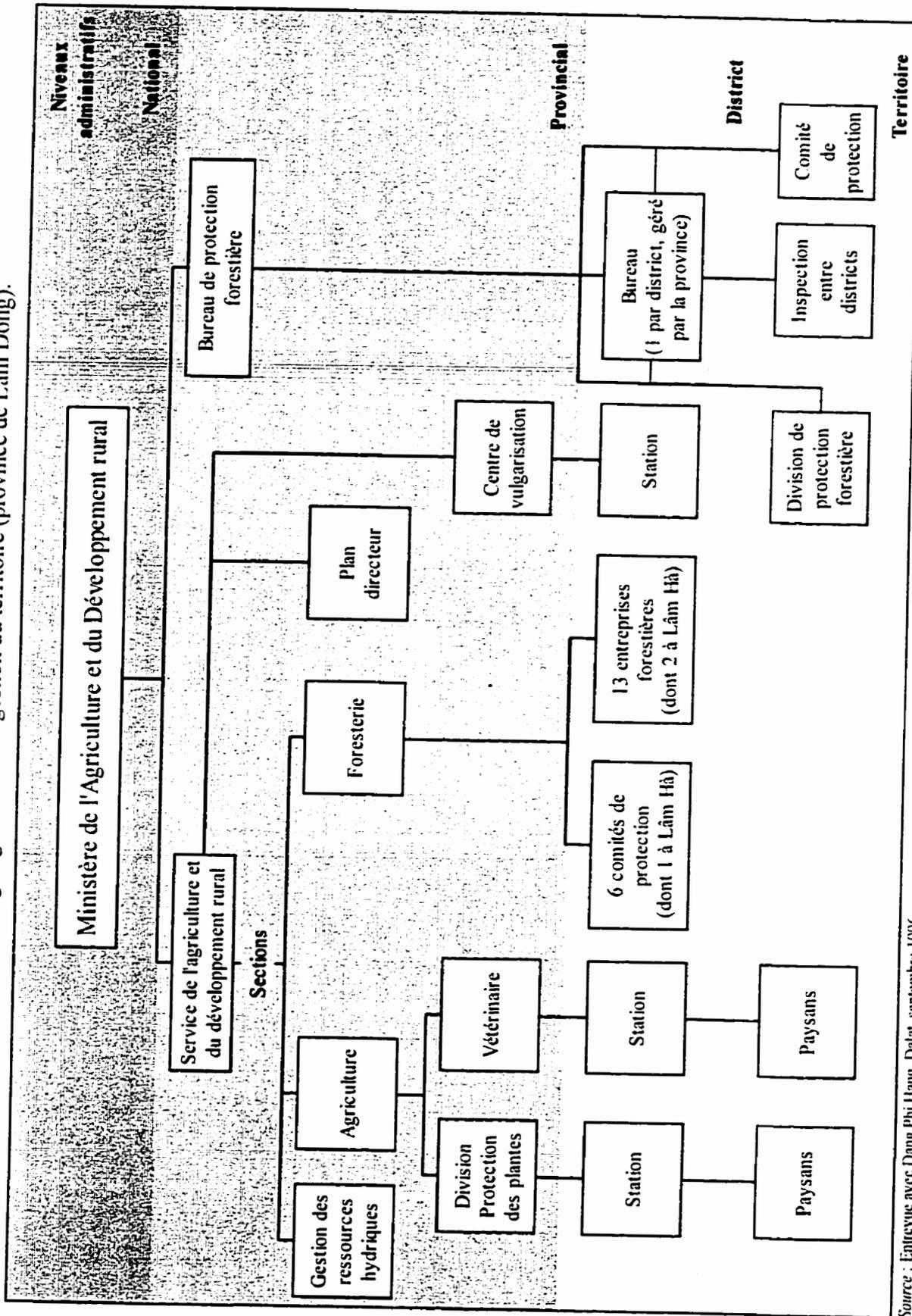
(Le Cao Doan, 1995, p. 114)

Entre 1982 et 1995, après la collectivisation officielle des moyens de production pendant la période 1976-1981, l'évolution du système foncier du Vietnam a été ponctuée d'avancées et de reculs vers une gestion «privée» de la terre. D'abord, en 1981, constatant l'échec de la collectivisation (Le Cao Doan, 1995, p. 111), le gouvernement n'a eu d'autres alternatives que d'officialiser, par la directive 100, le système de contrat qui s'était développé parallèlement (*id.*, p. 115).

Après une période de stagnation au milieu des années 1980, qui a frappé presque exclusivement les coopératives rizicoles, une nouvelle résolution (n° 10) a mis au rancart le système des contrats de produits pour le remplacer par un système de contrat global. En 1993, l'État a de nouveau changé sa loi foncière. Depuis lors, les familles ou les individus à qui l'État a alloué

⁷⁵Il faut noter que Nguyen Quang An, dans son gigantesque ouvrage retraçant l'évolution de l'ensemble des divisions administratives du Vietnam entre 1945 et 1997 (Nguyen Quang Anh, 1997), n'a rien écrit de ce qu'il est advenu de la province de Phu Bon (créée en 1962), centrée sur Cheo Reo. Si l'on se fie aux cartes administratives de l'époque, elle aurait été incorporée à celle de Gia Lai, mais aucune année n'est indiquée.

Figure 12
Vietnam. Organigramme de la gestion du territoire (province de Lam Dong).



Source : Entrevue avec Dang Phi Hang, Dalat, septembre 1996.

Réalisation : Steve Déry et Ludovic Guerpillon, 1999.

une portion de terre peuvent échanger, transférer, louer, léguer, et même hypothéquer leur droit d'utilisation (Loi foncière, 1993, 3:2). Dans les faits, ces pratiques étaient déjà largement répandues (Kerkvliet, 1995, p. 81). Le temps d'allocation constitue un aspect important de cette nouvelle législation : les terres sont allouées pour des périodes de 20 ans ou 50 ans, selon que les cultures pratiquées sont annuelles ou pérennes.

Actuellement au Vietnam, l'État possède toujours le sol. Auparavant sous la responsabilité du Ministère de la foresterie, les sols forestiers, parmi lesquels on retrouve les forêts proprement dites (voir Annexe A), sont actuellement gérés par le Département de l'agriculture et du développement rural (DADR) de la province, lequel relève directement du Ministère de l'agriculture et du développement rural. Cette gestion se fait par l'entremise des entreprises forestières (*lam truong*) et des comités de gestion. Dans les zones rurales, les terres agricoles sont administrées directement par les communes (figure 12, p. 93).

Le DADR provincial (comme dans la province de Lam Dong) est divisé en trois sections, agriculture, foresterie et gestion des ressources hydriques, auxquelles s'ajoutent le bureau du plan directeur et le centre de vulgarisation. Des trois, seule la section de foresterie s'occupe de la gestion du territoire, par l'entremise des entreprises forestières et des comités de gestion (*ban quang ly rung phong ho*). Les territoires qui ne sont pas gérés par l'un ou l'autre de ces bureaux demeurent sous la responsabilité directe de l'administration des comités populaires (district et commune).

Ces transformations ont constitué le cadre à l'intérieur duquel les mouvements de colonisation agricole et de sédentarisation ont été mis en oeuvre au cours de cette période.

3.3.3 Les programmes qui bouleversent l'utilisation du sol

Depuis la fin de la guerre en 1975, parallèlement aux modifications apportées au système foncier, l'État vietnamien a instauré plusieurs programmes dont l'objectif officiel était d'améliorer les conditions de vie des citoyens. Quelques-uns de ces programmes ont eu de très fortes répercussions sur la géographie du pays, dont trois en particulier: 1) la création de Nouvelles zones économiques (NZE), en requérant principalement la participation des populations pauvres du delta du Fleuve Rouge⁷⁶, 2) le programme de sédentarisation et 3) les programmes découlant du décret 327 (1992-1998), ces derniers concernant les populations

⁷⁶ Ce projet n'était pas nouveau; Pierre Gourou évoquait déjà, en 1936, la nécessité de faire émigrer une partie de la population du delta du fleuve Rouge (Gourou, 1936, p. 577), comme cela se faisait déjà aux Philippines et dans les Indes néerlandaises (Indonésie) (De Koninck, 1994a), ou s'était déjà fait ailleurs dans le monde (Déry, 1996).

autochtones des régions montagneuses du pays. En fait, comme c'était le cas avant 1975, la colonisation agricole viet et la sédentarisation des autochtones ont marché main dans la main.

La création des NZE au Vietnam a débuté bien avant 1975. Déjà, dans les années 1960, le régime en place au Nord avait commencé à déplacer des groupes de personnes du delta tonkinois vers les plateaux environnants et les provinces frontalières (Jones et Fraser, 1982, p. 115). Après 1975, ce programme fut développé et étendu à l'ensemble du pays: encore pour alléger la pression démographique de la région de Ha Noi et du delta environnant, mais cette fois, aussi vers le delta du Mékong, « *la frontière permanente* » (De Koninck, 1994a, p. 282), et les Plateaux centraux; de plus, le programme visait à relocaliser une partie « *de la population des villes, dont Ho Chi Minh-ville, anormalement gonflée par la guerre* » (*id.*, p. 286), et Da Lat, dans la province de Lam Dong (voir figure 24, p. 155).

Les deux autres programmes sont de « création » plus récente. Ils demeurent cependant dans la lignée des mesures appliquées par le régime du Sud pendant la guerre, à savoir les hameaux stratégiques. Vers le milieu des années 1960, on a regroupé les montagnards des Plateaux centraux dans des hameaux pour mieux les contrôler, et surtout pour les empêcher de rejoindre ou d'aider les révolutionnaires. Après la guerre, l'État souhaitait désengorger ces hameaux; il a donc incité ces populations à retourner vers leurs anciens villages, tout en leur enjoignant de fixer leurs habitations et leurs cultures.

3.3.3.1 Les Nouvelles zones économiques

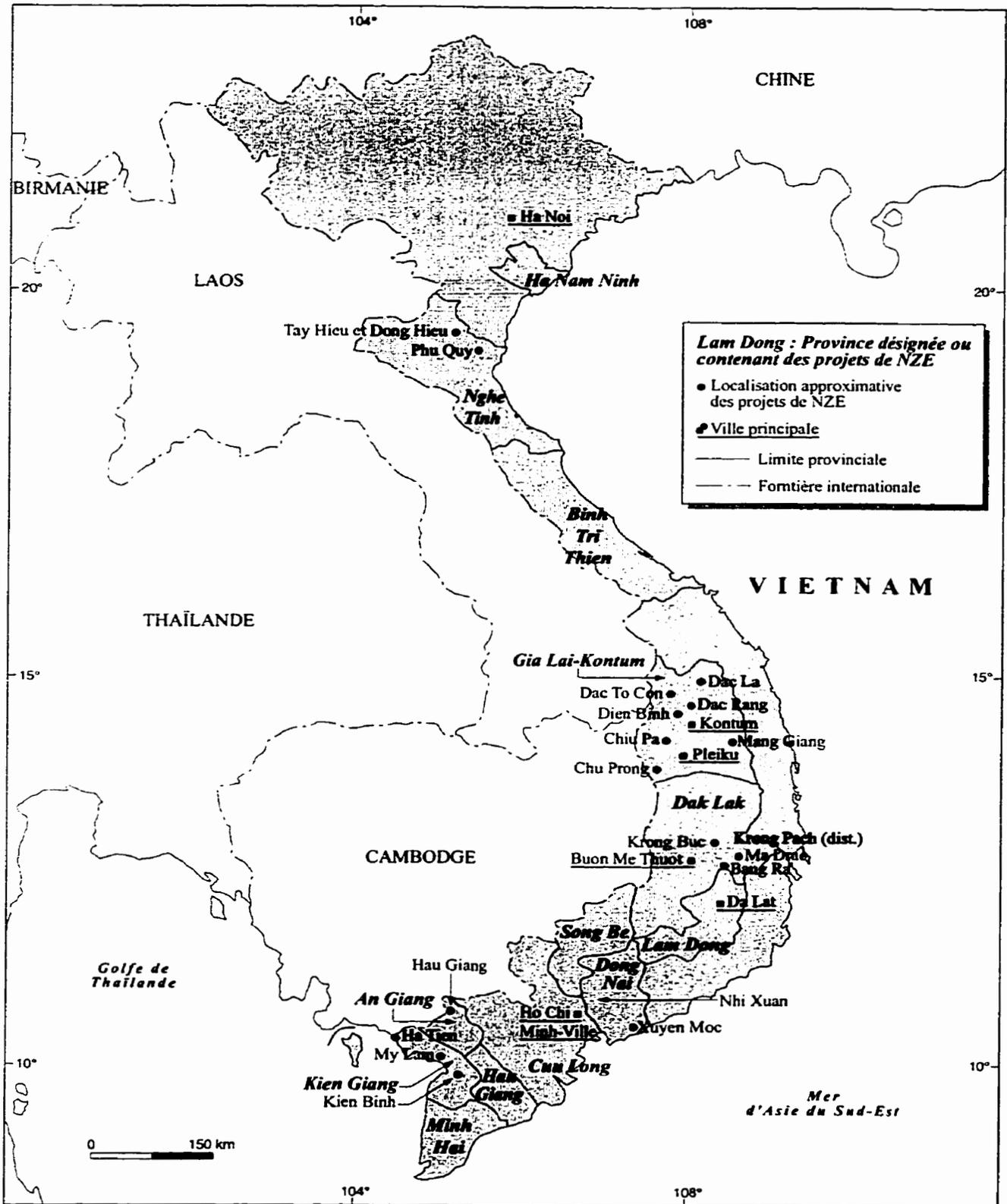
La création de Nouvelles zones économiques (NZE) a considérablement transformé la géographie des Plateaux centraux du Vietnam. L'objectif initial, purement stratégique et même militaire, était d'occuper un territoire *considéré comme vide*, situé tout près des frontières du pays. La planification économique n'aurait réellement débuté qu'après 1990⁷⁷. Le premier critère de sélection des régions était alors celui de la facilité: facilité d'accès et de réalisation du projet.

De 1976 à 1992, un total de 4,3 millions de personnes aurait migré vers les NZE, les périodes les plus intenses étant 1976-80 (figure 13) et 1986-90, impliquant respectivement 1,5 et 1,6 millions de migrants (Centre for Population and Human Resources Studies, 1993, p. 19)⁷⁸. Cependant les retours ont été nombreux: peut-être 20% au cours de la période de 1976 à 1980

⁷⁷ Entrevue dans la province de Lam Dong, automne 1996; ici je préserve le plus possible l'anonymat de mon interlocuteur.

⁷⁸ Les chiffres disponibles sont assez confus car ils diffèrent d'un auteur à l'autre. Selon un rapport publié par The Economist Intelligence Unit (Fforde et Goldstone, 1995, p. 42), entre 1976 et 1990, un total de cinq millions de personnes auraient été impliqués dans les divers programmes (NZE et sédentarisation) dont presque trois millions pour les seules NZE, ce qui se situe largement en deça des données du CPHRS.

Figure 13
Vietnam. Les Nouvelles Zones Économiques, 1976-1981.



Source : Hill (1984, p. 391).
Note : Données partielles.

Conception : Steve Déry, 1999.
Infographie : Ludovic Guerpillon, 1999.

(*id.*, p.22), soit environ 300 000 personnes. Mais en fait cela varie fortement, de 10% à 90% selon les zones, et reste donc difficile à évaluer avec précision (Desbarats, 1987, p. 61-62). Les flux migratoires ont touché toutes les parties du Vietnam, mais les migrations les plus nombreuses ont été celles en provenance d'une province du Nord vers une province du Sud; dans la partie méridionale du pays, les provinces des Plateaux centraux (Lam Dong, Dac Lac, Gia Lai-Kontum), les provinces frontalières avec le Cambodge (Tay Ninh, Long An, Song Be), celles du delta du Mékong (Kien Giang, Minh Hai), ainsi que celle de Dong Nai, avaient été désignées comme aires d'accueil (figure 13) (Jones et Fraser, 1982, p. 123)⁷⁹.

Selon certains témoignages de l'époque, pour plusieurs des migrants les «motivations» à migrer ont été imposées par le gouvernement. Il semble qu'au début, les NZE aient été pires que des prisons (Doan Van Toai, 1979). «Pour «décider» quelqu'un à partir pour ces zones, on n'emploie pas la force. On se contente de supprimer la carte de ravitaillement» (*id.*, p. 267, et aussi pp. 13, 16-17); [des] «camps de déportation (...) que le nouveau régime a pudiquement baptisés «nouvelles zones économiques» (*id.*, p. 159); on trouvait aussi des camps de rééducation (Jones et Fraser, 1982, p. 120).

Ces NZE ne représentaient rien de moins qu'un exil interne⁸⁰ ou du moins, répondaient à un besoin de sécurité interne et externe accru (Desbarats, 1987, p. 48), ce qui confirme de même l'importance stratégique des régions très sensibles où elles ont été implantées (Beresford et Fraser, 1992, p. 6; Hardy, 1993, p. 17). Cela expliquerait en partie le nombre élevé des migrants, malgré la répugnance traditionnelle des Viet à l'endroit des régions de montagnes et forêts.

3.3.3.2 Le programme de sédentarisation et le décret 327

Pour leur part, le programme de sédentarisation et le décret 327 poursuivaient le double objectif d'améliorer les conditions de vie des ethnies minoritaires et de protéger la forêt, l'atteinte du premier étant une condition *sine qua non* pour réaliser le second, selon les fonctionnaires.

Pour l'État, en particulier l'État moderne, les populations nomades ont toujours constitué un problème parce qu'elles étaient difficiles à contrôler (voir Raffestin, 1980; Brunet et Dollfus, 1990, p. 63). Derrière des visées tout à fait louables d'amélioration des conditions de vie des populations itinérantes se cachent des objectifs politiques et stratégiques, tout comme pour les NZE: il s'agit d'avoir à l'œil et de mieux contrôler des populations traditionnellement rebelles

⁷⁹Il faut noter qu'il s'agit des provinces qu'on trouvait en 1982 (voir De Koninck, 1996).

⁸⁰Doan Van Toai (1979); Cima (1989, p. 111); Ffordé et Goldstone (1995, p. 42); De Koninck (1996, p. 249).

(ex: FULRO jusqu'en 1987⁸¹). La question de la protection forestière est aussi à double sens. L'origine de ces programmes résulte en fait d'une méconnaissance, probablement volontaire, de la réalité, à savoir que, dans le discours officiel, on accuse les Montagnards d'être les principaux destructeurs de la forêt alors que leur responsabilité réelle dans la déforestation demeure minime en comparaison des conversions pratiquées pour la création des NZE (voir aussi De Koninck, 1997a).

Ainsi, après 1975, le gouvernement vietnamien a relancé un programme qui avait débuté en 1968 (Beresford et Fraser, 1992, p. 5; Do Dinh Sam, 1994, p. 16) visant à sédentariser les ethnies minoritaires pratiquant l'agriculture itinérante sur brûlis partout à travers le pays. L'objectif était d'abord de mettre fin à cette pratique jugée prédatrice, à tort lorsqu'elle est pratiquée dans les règles de l'art, comme c'était souvent le cas sur les Plateaux centraux avant les années 1960 (voir Condominas, 1951; Boulbet, 1967), et d'autre part de fixer ces mêmes ethnies près des voies de communications, sous prétexte d'améliorer leurs conditions de vie, ce qui est louable, mais dans les faits, beaucoup plus pour les garder plus facilement à l'oeil, dans le contexte de la guérilla pratiquée par le FULRO; selon certains, cela aurait même «*contribué à éliminer les pirates FULRO au Tây Nguyên*⁸², [et] à consolider la défense des régions frontalières» (Cu Hoa Van, 1991, p. 11). Le programme a culminé en 1992 avec l'interdiction totale de pratiquer de nouveaux défrichements. Seules les cultures sur les anciennes parcelles, les jachères, sont depuis tolérées.

Vers 1995 (ou un peu avant), pour l'ensemble de la province de Lam Dong, on rapporte que, selon les chiffres officiels, parmi 141 179 représentants des ethnies minoritaires, 92 242 personnes (65% du total) avaient été totalement sédentarisées et pratiquaient maintenant une agriculture fixe; 38 541 personnes (27%) cultivaient toujours le *ray*, mais leurs habitations étaient stables; alors que 10 396 personnes (7%) «*gard[aient] leur vie traditionnelle d'agriculteur itinérant*» (Bui Cach Tuyên, 1995, p. 133).

Le décret 327, pour sa part, annoncé en septembre 1992, proposait des actions plus larges, visant principalement l'intégration des terres dénudées (barren land) ou marginales à l'économie nationale (Sikor, 1995, p. 143), mais incluait aussi la sédentarisation des ethnies minoritaires. En fait, il s'agit d'un décret, sous l'égide duquel plusieurs projets locaux ont été mis en oeuvre

⁸¹ Le FULRO (Front uni de libération des races opprimées) a été créé en 1964, au coeur de la guerre, et a continué à sévir fortement dans les Plateaux centraux dès l'après-guerre, vers 1976. Le maximum d'intensité dans les affrontements a été atteint vers 1980-81; le mouvement s'est rapidement estompé par la suite et a totalement disparu après 1987. Ces informations ont été obtenues lors de séjours dans la province de Lam Dong en 1996 et 1997 (voir Annexe B).

⁸² Littéralement, "montagnes de l'ouest".

et ont reçu du financement. Environ 40% du budget était censé être consacré à financer des prêts sans intérêt aux familles impliquées dans les projets, les 60% restant devant servir au développement des infrastructures, aux innovations techniques et scientifiques, à l'amélioration des services de santé, à la reforestation, etc. (*id.*, p. 144). Pour atteindre l'objectif d'améliorer la productivité des terres dénudées, trois stratégies ont été encouragées par le biais de ce programme: 1) relocalisation de paysans pauvres des basses terres vers les régions de hautes terres; 2) sédentarisation de ceux qui pratiquent l'agriculture itinérante; 3) développement communautaire dans les communautés sédentaires déjà établies (*id.*, p. 147). En fait, Sikor soutient avec raison que c'est sur ce dernier point que l'accent devrait être porté (*id.*, p. 154).

Enfin, en mars 1997, le gouvernement central a carrément décidé de fermer l'accès aux forêts. Pourtant, parmi les raisons évoquées pour justifier cette action, il faut noter un grave oubli: celui d'inclure parmi les responsables de la déforestation, la colonisation agricole viet. Les minorités continuent d'être tenues responsables de la dégradation environnementale, alors même qu'un récent rapport associait la relative importance du couvert forestier des Plateaux centraux, en comparaison avec le reste du pays, à la pratique de l'essartage et des longues jachères forestières (Do Dinh Sam, 1994, p. 35). Cet oubli n'a cependant pas empêché les autorités d'émettre des directives dans les semaines suivantes visant l'enraiment des migrations spontanées, une des facettes de la colonisation agricole viet sur les Plateaux centraux. Dans les faits, il semblerait que ces directives aient été peu suivies⁸³.

D'autres décisions ou programmes ont aussi influencé directement ou indirectement l'utilisation du sol. L'amélioration des infrastructures routières (asphalte, pont, etc.), par exemple, a permis de réduire les coûts du transport (monnaie et temps), donc d'ouvrir à la colonisation des régions éloignées. Le déploiement d'un réseau électrique, parce qu'il permet l'usage de pompes pour irriguer les champs, a favorisé, entre autres, le développement des plantations caféières. La création de nouvelles entités administratives, en particulier celles des districts, entraîne aussi des changements importants dans le paysage: les nouveaux zonages pour permettre le développement de l'agriculture⁸⁴, la construction de nouvelles routes, la construction de

⁸³Des enquêtes de terrain conduites à toutes les années depuis 1997 dans les provinces de Lam Dong et Dak Lak par divers participants au projet *Le défi forestier au Vietnam* (appuyé par le CRDI) montrent que les migrations vers ces régions se poursuivent toujours. Elles ont été conduites par l'auteur (en juin 1997), mais aussi par le directeur du projet, le professeur Rodolphe De Koninck, ainsi que plusieurs thésards dans le cadre du projet, incluant MM. Tran Dac Dan, Stan Tan Boon Thwee, Phan Viet Ha et Yan Kestens.

⁸⁴Dans certains cas, comme pour le projet de création d'un nouveau district dans la province de Lam Dong avec les trois communes du nord de Lam Ha (Phi Lieng, Lieng S'Ron et Ro Men) ainsi qu'avec trois autres communes du district de Lac Duong, le territoire qui serait "zoné" agricole aux dépens des sols "sylvicoles" est déjà occupé *de facto* par l'agriculture.

bâtiments administratifs (militaires, nouvelle administration de la commune ou du district, écoles, dispensaires, postes, etc.).

3.3.4 Le développement des plantations industrielles: l'exemple du café

La proposition selon laquelle la région des Plateaux centraux constitue une réserve de terres favorables au développement des plantations industrielles, en particulier du café, n'est pas récente. Dès le début du siècle, les coloniaux français⁸⁵ avaient compris l'intéressant potentiel de la région, en particulier celui des terres basaltiques⁸⁶. Après 1954, les nouveaux plans de développement agricole évoquaient de nouveau les «conditions écologiques favorables» à la culture du thé et du café, dans la région de Blao-Djiring (O.N.U. *et al.*, 1959, p. 66).

Depuis les décennies de 1970 et 1980, mais encore plus après 1988 (boom du café) et au début des années 1990, le Vietnam s'est lancé à fond de train dans le développement des plantations industrielles, le café étant particulièrement prisé. Tout comme il l'a fait pour le riz à la fin des années 1980, le gouvernement vietnamien a encouragé la production caféière et souhaite maintenant voir le pays se hisser parmi les principaux producteurs et exportateurs mondiaux. L'objectif officiel était de favoriser une rentrée toujours plus grande des devises étrangères pour financer le développement du pays.

Tableau 7
Les exportations de café dans le monde, 1945, 1975, 1985, 1995.
(en pourcentage du marché mondial)

Exportateurs	1945	1975	1985	1995
Brésil	50,8	21,9	23,3	16,6
Colombie	18,4	13,6	13,2	12,9
les deux premiers	68,4	35,5	36,5	29,5
les huit premiers	83,0	62,9	64,1	56,3
Asie (1949-1975-1985-1996)	3,0	7,9	12,3	18,9
Vietnam **	0,02*	0,10	0,14	4,85
Total mondial (en milliers de tonnes)	1675,0	3566,3	4442,2	4346,3

Source: FAO (années diverses) *Annuaire du commerce*.

* 1947, pour l'Indochine au complet.

** Le Vietnam a pris le 9^e rang en 1992, le 8^e en 1993, le 7^e en 1994 et le 4^e en 1995. En 1995, il est donc inclut dans le calcul des huit premiers.

⁸⁵Mais pas Pierre Gourou. Voir De Koninck *et al.* (1996).

⁸⁶Par exemple, Henry, 1931 et 1932, pp. 568-569, 593-594, etc.

Jusqu'à 1988, le Vietnam a joué un rôle relativement marginal dans la production caféière (tableau 7), le total produit n'atteignant jamais un pour cent de l'ensemble mondial. En 1988, la production a fait un bond, passant d'une moyenne qui se situait entre 5 et 12 000 tonnes par an depuis 1970, à 169 000 tonnes. Comme pour les autres pays, la production a beaucoup fluctué depuis, ayant atteint son maximum en 1990 avec 260 000 tonnes, et un minimum en 1991 avec 119 000 tonnes (tableau 8, p. 102). Depuis 1991, trois ans après que la production annuelle de café du Vietnam ait augmenté dramatiquement, la part de cette production consacrée aux exportations s'est stabilisée autour de 90% (tableau 8), une proportion légèrement supérieure à la moyenne mondiale.

Une analyse juxtaposée des prix du café sur le marché mondial et de la progression des superficies caféières au Vietnam, révèle une relation très intéressante (tableau 9, p. 103). Pour examiner cette thèse, les données les plus avantageuses à comparer concernent la superficie plantée ou récoltée et les prix à l'exportation du café (tableau 9). Dans cette comparaison, il faut tenir compte que le caféier ne commence à produire qu'au cours de la troisième année, atteignant sa pleine maturité entre la huitième et la douzième année. Donc, la superficie identifiée comme récoltée pour une année donnée ne correspond pas à la superficie totale occupée par les caféiers. En tenant compte du commentaire qui précède, on peut estimer que la superficie récoltée pour une année donnée correspond en fait à peu près à la superficie occupée par les caféiers trois ans auparavant. Il faut préciser que contrairement à certaines cultures industrielles ou vivrières (mûrier, anacardier, maïs, ...), une plantation de caféiers, tout comme celles d'hévéa, de palmier à huile ou de théiers, demande un investissement initial (et même par la suite) relativement important, qui incite les producteurs à ne pas couper les plants pour cultiver autre chose, même lorsque les prix baissent et qu'ils encourent des pertes⁸⁷. Les données concernant les superficies récoltées peuvent donc nous être utiles, pour connaître la superficie occupée ... trois ans avant. On peut être assuré d'une faible marge d'erreur.

Ainsi, pour l'ensemble du Vietnam, la hausse des prix du café de 1977-78 a probablement été responsable d'une légère extension de la superficie des caféiers, alors que le rabaissement des prix dès 1979 et jusqu'en 1985, a sûrement contribué à la stagnation des superficies (tableau 9). Il s'est produit la même chose entre les années 1986 et 1989: les prix étaient plus élevés, de nouvelles superficies de caféiers ont été mises en cultures, et l'extension s'est traduite par une hausse de la superficie récoltée à partir de 1988, alors que les prix amorçaient lentement une

⁸⁷ Information obtenue lors d'une série d'enquêtes menées dans la province de Lam Dong en 1996 et 1997.

Tableau 8
Vietnam. Production et exportations de café, 1934-1996.
(en milliers de tonnes et en pourcentage)

Année	Production		Exportations		Année	Production		Exportations	
	'000 de tonnes	% du total mondial	'000 de tonnes	% de la prod.		'000 de tonnes	% du total mondial	'000 de tonnes	% de la prod.
1934-38	2,1	0,09	0,6 ^b	28,6	1973	7,3	0,18	3,7	50,7
1946	2,3 ^a	0,11	0,1	4,3	1974	7,3	0,15	3,5	47,9
1947	0,8 ^a	0,04	-	-	1975	5,0	0,11	3,5	70,0
1948	1,7 ^a	0,08	-	-	1976	5,0	0,14	3,5	70,0
1949	0,4	0,02	-	-	1977	13,0	0,31	2,1	16,2
1950	0,4	0,02	0,6	150,0	1978	15,0	0,33	3,5	23,3
1951	1,7	0,08	0,1	5,9	1979	15,0	0,30	2,3	15,3
1952-56	2,2	0,09	-	-	1980	6,0	0,13	4,0	66,7
1955	1,8	0,06	- importations		1981	7,0	0,12	2,0	28,6
1956	2,5	0,10	-	-	1982	8,0	0,16	2,7	33,8
1957	3,3	0,10	-	-	1983	9,0	0,16	4,2	46,7
1958/59	2,5	0,07	-	-	1984	10,0	0,19	4,2	42,0
1959/60	3,3	0,07	-	-	1985	8,0	0,13	6,3	78,8
1960/61	2,9	0,07	-	-	1986	12,0	0,23	11,0	91,7
1961/62	3,4	0,08	-	-	1987	12,0	0,20	15,0	125,0
1962/63	3,1	0,08	-	-	1988	169,0	2,98	33,8	20,0
1963/64	3,6	0,08	0,6	16,7	1989	219,0	3,60	57,4	26,2
1964	4,4	0,12	1,1	25,0	1990	260,0	4,36	89,6	34,5
1965	4,9	0,10	1,9	38,8	1991	119,0	1,94	93,5	78,6
1966	4,5	0,12	3,3	73,3	1992	120,0	1,98	116,2	96,8
1967	4,3	0,10	3,3	76,7	1993	135,0	2,32	122,0	90,4
1968	4,0	0,11	1,8	45,0	1994	180,0	3,11	156,2	86,8
1969-71	5,0	0,12	2,3 ^c	46,0	1995	218,0	3,79	211,0	96,8
1971	6,4	0,14	2,0	31,3	1996	198,0	3,34		
1972	5,9	0,13	1,7	28,8					

Sources: FAO (années diverses) *Annuaire de la production*.

Note: 1979 à 1987, données non officielles ou estimations de la FAO.

a: Estimation personnelle d'après les données de 1949 et celles pour l'ensemble de l'Indochine pour chacune des années concernées.

b: Indochine de 1934 à 1951.

c: 1970.

Tableau 9
Vietnam et province de Lam Dong.
Superficie des caféiers, prix à l'exportation*,
et valeur des exportations, 1975-1997.

Année	VIETNAM						LAM DONG	
	Superficie récoltée			Prix à l'exportation (au Vietnam)	Exportations		Superficie totale	Superficie en production
	milliers d'hectares			\$/tonne	tonnes	milliers de \$É.-U.	hectares	hectares
Source	FAO	GSO	GSO	FAO	FAO	FAO	GSO	GSO
1975	13 ^f			971,4	3,5	3 400 ^f		
1976	13 ^f			971,4	3,5	3 400 ^f		
1977	12			2381,0	2,1	5 000 ^f		
1978	17			2514,3	3,5	8 800 ^f		
1979	18 ^f			1111,1	2,3	2 500 ^f		
1980	24			1202,3	4,0	4 832		
1981	25 ^f			1000,0	2,0	2 000 ^f		
1982	26 ^f			1074,1	2,7	2 900 ^f		
1983	28 ^f	en prod.	totale	1190,5	4,2	5 000 ^f		
1984	28 ^f	14	44	1381,0	4,2	5 800 ^f	6 489	1 374
1985	40	19	66	1507,9	6,3	9 500 ^f	10 040	2 949
1986	40 ^f	23	92	2636,4	11,0	29 000 ⁿ	15 163	4 769
1987	45 ^f	32	112	2266,7	15,0	34 000 ⁿ	18 613	5 815
1988	33	43	123	2618,3	33,8	88 500 ⁿ	20 887	7 386
1989	42	62	119	2125,4	57,4	81 000	19 415	11 175
1990	45	73	115	1032,5	89,6	92 490	17 382	13 788
1991	73	82	104	815,5	93,5	76 250	15 868	13 869
1992	82	82	101	787,5	116,2	91 490	14 058	12 693
1993	120 ^f	100	124	745,9	122,0	91 000	17 920	14 418
1994	106	100	186	1705,5	156,2	266 400	38 410	16 562
1995	155			2663,5	211,0	562 000		
1996	152 ^f			1657,0	283,0	469 000		
1997	190			1377,0	321,0	442 000		

Sources: FAO (années diverses) *Annuaire de la production et Annuaire du commerce*; GSO (1996). f: estimation FAO. n: chiffre non officiel.

* prix calculé en divisant la valeur totale des exportations de café par la quantité exportée pour l'ensemble du Vietnam.

chute qui s'est avérée dramatique par la suite. Pour bien suivre cette évolution, il est préférable de consulter les chiffres fournis par le bureau de statistiques vietnamien (GSO, tableau 9) car ceux donnés par la FAO ne semblent pas tout à fait exacts⁸⁸.

Par ailleurs, pour comprendre la progression du front pionnier caféier, il faudrait aussi examiner plusieurs aspects qui débordent largement la présente recherche: l'évolution du prix des autres cultures industrielles, les incitatifs gouvernementaux, les changements à la loi foncière. Avec la nouvelle hausse des prix du café de 1994-1996, on ne perçoit pas de lien similaire au niveau national, du moins pas tout de suite, puisque les données disponibles concernent les superficies récoltées. La superficie récoltée en 1997 (FAO) témoigne de la forte hausse des plantations en 1994, mais il faudrait aussi avoir des données plus récentes pour connaître l'influence des prix élevés de 1995 (le pic au cours de cette période) sur les superficies (tableau 9). En fait, de nombreux témoignages récents (voir note 83) confirment l'augmentation toujours rapide des superficies, tant dans la province de Lam Dong que dans celle de Dak Lak.

3.4 Les conséquences des bouleversements

Les bouleversements territoriaux qui ont été induits par la colonisation agricole depuis 150 ans, et tout particulièrement depuis 20 ans, sont nombreux. Ils concernent trois domaines principaux: 1) les populations, 2) le milieu naturel, et 3) l'économie.

3.4.1 Le village vietnamien et le village montagnard

Au cours des derniers 150 ans d'histoire de la péninsule indochinoise, la colonisation agricole a contribué à transformer l'unité de base des communautés présentes sur ce territoire, le village. Chez les Viet, les transformations sont visibles à plusieurs échelles: d'abord, à une échelle restreinte, comme celle du territoire de ce village; mais il est aussi possible d'établir des comparaisons à l'échelle nationale ou d'en étudier les réseaux locaux (politiques, économiques, sociaux). Chez les Montagnards, deux types de colonisation agricole ont contribué à bouleverser l'organisation villageoise. Le premier type, la colonisation agricole pratiquée par les Viet, a comprimé graduellement le territoire disponible pour les activités du village montagnard. Le deuxième type, une colonisation agricole dans laquelle ils ont eux-mêmes été impliqués, a contribué à fixer pour de bon leurs villages, comme ce fut le cas des Montagnards de la région de Fyan (province de Tuyen Duc à cette époque) en 1962 (figure 9, p. 83).

⁸⁸Il y a évidemment tout un contexte à ne pas oublier. Dans les années 1980, il était excessivement difficile d'obtenir des données cohérentes en provenance du Vietnam. Les organismes compilant des statistiques comme la FAO devaient la plupart du temps se rabattre sur de grossières estimations. Les chiffres fournis par le General Statistical Office de Ha Noi ont été publiés récemment.

Dans le cas du village traditionnel viet, on observe deux transformations principales. Premièrement, dans leur longue migration vers le Sud, puis ensuite vers les Plateaux centraux, le tissu de leur village s'est effrité. Comme l'écrivait Robequain, l'organisation communale en Cochinchine était beaucoup moins traditionnelle, moins puissante, plus lâche que celle des villages du Nord (voir Robequain, 1948, p. 70). De la même façon, il semble que les villages viet des régions de front pionnier des Plateaux centraux aient un caractère encore plus «lâche» et dispersé que celui des régions septentrionales et méridionales du pays⁸⁹.

Par exemple, dans les communes ou villages de la région du plateau de Cagne (Lam Ha, province de Lam Dong), contrairement à la commune viet traditionnelle (voir 2.4.1), les limites des territoires administrés par les comités populaires des différentes communes sont demeurées floues jusqu'à récemment, pour ne pas dire évanescentes, malgré le fait que les délimitations officielles aient été enregistrées en 1993. Le front pionnier progresse sans tenir compte des limites imposées et les fonctionnaires locaux sont aux prises avec une gestion qui n'est pas claire, même pour eux.

La deuxième transformation concerne la population. Traditionnellement, les villages viet étaient constitués par une population homogène sur le plan ethnique. Dans la région des plateaux centraux, cette cohésion ethnique interne a persisté dans la plupart des villages de colonisation jusque vers 1975, car à cette époque, il n'était pas rare que des villages entiers migrent ensemble. Après 1975, le schéma de migration était complètement différent: le traditionnel apartheid administratif (communes viet et montagnardes séparées) a été supprimé. L'arrivée d'un nombre toujours plus élevé de colons a permis à l'État d'organiser son territoire, au moins dans la province de Lam Dong, de façon à ce que, presque partout, les Montagnards soient en contact avec les Viet.

À ce sujet, le transfert administratif, en 1976, du hameau d'An Phuoc, de la commune de Phu Son (province de Lam Dong, district de Lam Ha), entièrement peuplée de Viet, à celle de Da Don, dont la population était pour la très grande majorité «montagnarde», a marqué peut-être un tournant dans la région. Il s'agit vraisemblablement d'une action du nouveau gouvernement pour améliorer son contrôle d'une région dont la population n'éprouvait pas de sympathie naturelle à son égard.

⁸⁹Évidemment, cette affirmation, basée sur des séjours sur le terrain en 1996 et 1997, peut être présentée à titre d'hypothèse et mériterait un examen plus approfondi que ce qu'il est possible de conduire ici (Annexe B).

Une troisième transformation en rapport avec le village chez les Viet concerne directement l'État. Pour l'instant, les informations utilisées demeurant trop fragmentaires, il ne s'agit que d'une hypothèse à vérifier. Elle s'énonce comme suit: la plus faible cohésion du village viet des Plateaux centraux, en comparaison avec celui du berceau deltaïque au nord, aurait entraîné une augmentation du pouvoir de l'État face aux individus⁹⁰; la forte cohérence interne du village, qui avait permis à celui-ci de tenir la dragée haute aux souverains, ne caractérise plus les villages des régions de front pionnier du Lam Dong, rendant ainsi plus facile toute action de l'État visant à y accroître son contrôle. Il faut cependant atténuer cette affirmation: 1) depuis 1975, le contrôle exercé par le parti communiste, en grande partie basé sur la délation (Doan Van Toai, 1979), pourrait aussi avoir contribué à affaiblir ce type de relation de pouvoir entre le village et l'État; 2) l'éloignement de certaines régions pionnières, en partie à cause de voies de communications difficiles, empêche l'État d'y exercer un contrôle serré. Une recherche reste à faire dans ce domaine pour bien mesurer la responsabilité des uns et des autres.

En ce qui concerne le village montagnard, les transformations ont été encore plus déterminantes. Premièrement, son territoire, auparavant très vaste, a été considérablement réduit au cours des bouleversements de 1962 à 1975. Dans les hameaux stratégiques, les populations ne disposaient que de minces jardins, qu'ils complétaient, lorsque c'était possible, par des essarts plus ou moins éloignés en forêt. Après 1975, au lieu de revenir à la situation d'avant 1962, les villages formés pendant la guerre ont été consolidés, d'une part par l'arrivée d'une administration viet directe, et d'autre part par l'arrivée graduelle de colons viet. La présence du FULRO, ainsi que les mesures coercitives appliquées en réponse à ses activités, ont contribué à sédentariser solidement ces nouveaux villages.

3.4.2 Intégration des populations et conflits ethniques

«D'un côté les montagnards dont l'horizon est borné aux limites du village; éparpillés en multiples groupes ethniques sans cohésion même au stade tribal, en stagnation démographique et vivant sur des moyens techniques rudimentaires, et, par suite, souffrant d'un complexe d'infériorité profondément ancré. De l'autre, les Vietnamiens, en groupes compacts s'étalant en taches d'huile et recevant des apports continus venus de la côte. Et du fait de leur écrasante supériorité technique initiale, doublée de celle acquise du fait de l'accumulation occidentale, dotés d'une assurance qui leur permet de remporter la partie dans toutes les occasions où ils ont affaire avec les autochtones».

(Condominas, 1971, p. 141)

⁹⁰ «Les véritables nomades ne créent pas d'États. (...) Même lorsqu'une population non nomade quitte ses anciens lieux d'attache, que ce phénomène soit volontaire ou non, elle perd habituellement un peu de sa cohésion politique, et doit reprendre à zéro le processus de l'édification de l'État. C'est ce que démontre l'histoire de l'Ouest américain" (Strayer, 1979, p. 17).

La principale conséquence des bouleversements territoriaux depuis un siècle a été l'intégration dans un même ensemble économique et politique de toutes les populations de la partie orientale de la péninsule indochinoise. Mais si la démarcation territoriale et les frontières mouvantes qui meublaient cette région avant la colonisation française n'existent plus, elle n'ont été brisées que dans un sens seulement: les montagnards n'ont pas essaimé vers les plaines comme l'ont fait les Viet vers les Plateaux. Il en a résulté une redistribution de la population qui a contribué à modifier le poids démographique de chacune des régions, intégrant toujours plus les régions marginales (tableau 10) (De Koninck et Déry, 1997).

Tableau 10
Vietnam. La redistribution de la population, 1936 et 1991.

Région	1936 Population		1991 Population	
	milliers de personnes	%	milliers de personnes	%
Tonkin (Bac Bo)	8 700	46,2	25,350	37,3
- Nord montagneux	1 200	6,4	11 832	17,4
- Delta du fleuve Rouge	7 500	39,8	13 518	19,9
Annam (Trung Bo)	5 650	30,3	19 015	28,0
Cochinchine (Nam Bo)	4 483	23,8	23 627	34,7
Total Vietnam	18 833	100,0	67 992	100,0

Source: De Koninck (1994a, p. 286)

Note: «Les chiffres pour 1936 ont été tirés de L'utilisation du sol en Indochine française de Pierre Gourou (1940). La délimitation et donc la superficie des régions évoquées ne sont pas exactement les mêmes en 1936 et en 1991. Les données citées par P. Gourou ne permettent pas de mesurer avec certitude la population du seul delta du Mékong, c'est-à-dire la région administrative VII d'aujourd'hui» (De Koninck, 1994a, p. 286).

Cette intégration forcée des groupes montagnards, mais surtout des territoires qu'ils occupaient traditionnellement, à la vie économique de l'ensemble du pays s'est avérée de plus en plus conflictuelle. Cette situation a atteint son paroxysme entre 1964 et 1987 avec la rébellion armée dirigée par le FULRO.

De 1964 à 1975, celui-ci poursuivait l'objectif de défendre les droits des groupes ethniques minoritaires de la région, dans le cadre de la deuxième guerre d'Indochine. Après 1975, le FULRO a continué la lutte, principalement parce que l'aide et l'autonomie promises par les communistes ne se sont pas matérialisées après leur prise du pouvoir (Salemink, 1991, p. 273;

Evans, 1992, p. 297). Leur lutte s'est intensifiée jusqu'au début des années 1980. Mais par la suite, «*The highlands have been so flooded with Vietnamese settlers that the ability of FULRO to move among the population as it could before 1975 has been destroyed, and the effectiveness of highland resistance with it*» (*id.*, p. 300). Le processus de vietnamisation et de colonisation des montagnes s'est poursuivi rapidement (*id.*, p. 301; Crystal, 1995, p. 173)

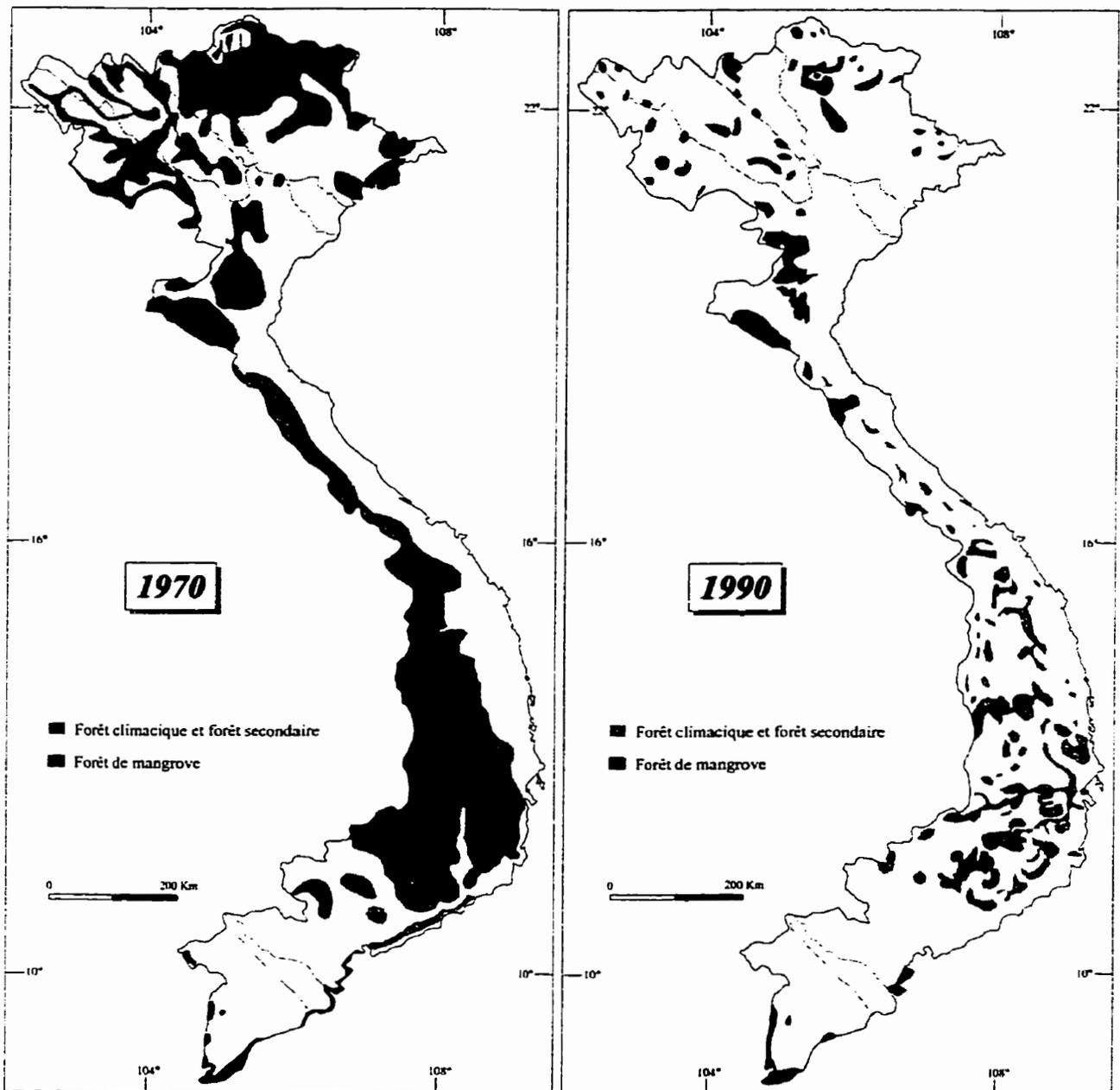
Le lien entre les activités du FULRO et les migrations viet, qu'elles soient organisées (NZE) ou spontanées, n'est pas encore clairement établi. On pouvait d'abord poser l'hypothèse, un peu comme certains l'ont déjà fait (Evans, 1992, p. 300; De Koninck, 1996 et 1997a) que ce sont les mouvements migratoires viet dans les régions «chaudes» qui ont contribué à mettre fin aux activités du FULRO. Une série d'enquêtes conduites à l'automne 1996 dans le district de Lam Ha (province de Lam Dong) (voir Annexe B), région où le FULRO a déployé une partie de ses activités il y a quinze ans, mais où l'on a aussi implanté des NZE, ne permet pas, du moins pour l'instant, d'adhérer complètement à cette hypothèse. Certains indices incitent à croire que dans certaines régions c'est peut-être l'inverse qui s'est produit, le «règlement» du conflit avec le FULRO ayant permis l'accélération des migrations vers cette région. Ceci expliquant donc cela, les flux migratoires, en particulier les flux spontanés, se sont accélérés, et encore plus depuis 1987, date à laquelle l'État vietnamien a commencé à affirmer qu'il n'y avait plus aucun problème de sécurité dans la région des Plateaux centraux.

3.4.3 La déforestation

Au niveau territorial, la principale conséquence des bouleversements a été sans contredit l'envahissement progressif de la grande forêt tropicale (De Koninck, 1994b, p. 9), un territoire traditionnellement peuplé par des groupes ethniques non seulement en nombre plus restreint, mais aussi avec une plus faible cohésion sociale et politique que les Viet (Condominas, 1971, p. 137).

Pour l'ensemble du Vietnam, les estimations les plus sérieuses font état d'une régression constante des superficies forestières entre 1943 et 1996, de 43% à 20% du territoire (figure 14, p. 109 et tableau 11) (De Koninck, 1997a, p. 9). Ce processus s'explique par un ensemble de causes, certaines fondamentales, d'autres instrumentales (*id.*, p. 13). Il apparaît de plus en plus certain, et c'est l'hypothèse qui sous-tend d'ailleurs cette recherche, que l'expansion des territoires consacrés à l'agriculture constitue le moteur central, «*l'instrument premier*» de la déforestation (*id.*, p. 14).

Figure 14
Vietnam. Couvert forestier, 1970 et 1990.



Sources : World Atlas of Agriculture (1969); Weltforstat Atlas (1971);
Whitemore, T.C. (1984); Collins, M. *et al.* (1990 et 1991) et Déry (1995, p. 109).
Note: La comparaison des deux cartes peut faire apparaître des inconsistances d'une année à l'autre (ex.: l'évolution de la forêt de mangrove qui semble s'étendre). Il faut plutôt regarder les deux cartes de façon globale: le recul des forêts demeure clair et évident.

Réalisation : Stéphane Bernard, 1992.
Adaptation : Steve Déry, 1995 et 1999.
Infographie : Ludovic Guerpillon, 1999.

Tableau 11
Vietnam. Évolution du couvert forestier, 1943-1993.
(en pourcentage)

Source	Proportion du territoire national couverte de forêts						
	1943	1973	1975	1982	1983	1987	1993
Vietnam Forestry Sector Review (1991)	43,0	29,0	-	-	-	28,0	-
Do Dinh Sam (1994)	40,7	-	28,6	-	23,6	-	27,7
Vo Quy et Le Thac Can (1994)	~46,0	-	-	-	-	-	-
Le Thac Can et Vo Quy (1994)	<44,0	-	-	23,0	24,0	-	-
Vo Quy (1996)	43,0	-	-	-	-	-	-
World Conservation Monitoring Centre (1996)	-	-	-	-	-	-	16,0

Source: De Koninck (1997a, p. 9)

Mais le recul des lisières forestières n'est pas le seul phénomène visible: «Alors qu'une proportion non négligeable des forêts fait place aux cultures pérennes, une autre au moins tout aussi importante est laissée en friche, souvent après quelques années de culture; les terres sont ensuite abandonnées, ce qui mène souvent à l'érosion et au lessivage excessif des sols, qui deviennent littéralement dénudés» (De Koninck, 1997a, p. 9).

3.4.4 L'amélioration des infrastructures et le développement économique

Enfin, les conséquences des bouleversements territoriaux n'ont pas été seulement négatives. L'amélioration des infrastructures, même si elle a contribué à l'envahissement progressif des Plateaux centraux par la population viet, a tout de même servi à améliorer quelque peu le sort d'un grand nombre des populations autochtones. Il est vrai cependant que le développement socio-économique de la région a surtout profité aux Viet; les différences entre les provinces de Gia Lai et Kontum, moins vietnamisées, et celles de Dak Lak et Lam Dong, peuplées majoritairement de Viet, en sont un indice (tableau 12).

Sur le plan économique, la région a été intégrée graduellement à l'économie nationale, mais il semblerait que les provinces des Plateaux centraux soient davantage liées commercialement aux provinces côtières qu'entre elles (Le Ba Thao, 1997, p. 465). L'économie demeure toujours

essentiellement rurale, tournée vers l'agriculture et la foresterie. Mais ce resserrement des liens à peut-être accru la dépendance des Plateaux centraux envers les régions de plaines.

Tableau 12
Plateaux centraux. Quelques indicateurs socio-économiques, 1994.
(en pourcentage des communes de la province)

province	communes électrifiées %	foyers électrifiés %	foyers eau courante %	communes avec écoles de 2e niveau et secondaires* %
Lam Dong	41%	30%	0,5%	48% - 2%
Dac Lac	32%	21%	0,2%	74% - 7%
Kon Tum	22%	18%	0,6%	25% - 2%
Gia Lai	22%	8%	0,1%	36% - 0%

*Toutes les communes disposent d'écoles de premier niveau.

	communes avec dispensaire %	médecins et assistants nombre pour 1000 pers.	pompes nombre pour 100 pers.	tracteurs nombre pour 100 pers.
Lam Dong	92%	0,38	10,7	1,7
Dac Lac	91%	0,32	7,4	8,5
Kon Tum	33%	0,25	3,4	0,3
Gia Lai	72%	0,31	3,1	0,9

Source: GSO (1996)

3.4.5 Colonisation agricole et autosuffisance alimentaire

La question de l'autosuffisance alimentaire n'a pas vraiment été abordée jusqu'à présent. La recherche de meilleures conditions alimentaires constitue pourtant une raison fréquente de départ vers une nouvelle région, une nouvelle vie. Entre l'État et le paysan se joue un petit jeu d'influence: l'État dispose, ou peut disposer s'il le souhaite, d'un savoir précis sur les potentiels agricoles ou forestiers d'une région. En fonction de ses propres objectifs, qui sont avant tout nationaux, il dresse des plans de développement pour cette région. Le paysan pauvre, sur sa parcelle, ne souhaite qu'une chose: au mieux, améliorer ses conditions de vie, au pire, arriver à survivre. Mais les plans nationaux ont souvent ce défaut de ne pas tenir suffisamment compte des conditions locales. Il en résulte des problèmes...

Le district de Lam Ha, tout comme le reste de la province de Lam Dong où il est situé, est caractérisé par la prépondérance des cultures de rentes dans l'agriculture; dans certaines régions,

elle est écrasante. Cette situation est directement liée aux plans de développement agricole de l'État. Cette prépondérance des cultures commerciales, dont les produits ne se mangent pas, s'est traduite, depuis dix ou quinze ans, par une régression importante et constante de la nourriture produite per capita dans la province, une tendance qui se généralise sur les Plateaux centraux à l'inverse de l'évolution à l'échelle nationale. Dans la province de Lam Dong, la production de nourriture, en équivalent-paddy, a diminué de 251 kilogrammes par personne par an en 1985, à 172 kg/pers./an en 1995 (GSO, Department of Agriculture, Forestry and Fishery, 1996). Les superficies consacrées aux cultures vivrières ont aussi régressé, mais dans une moins grande proportion. Le développement des cultures industrielles, en particulier le café, est en grande partie responsable de cette évolution. Mais cette situation pourrait s'avérer inquiétante pour la province dont la dépendance alimentaire à l'endroit du reste du pays s'accroît graduellement. Lorsque les prix du marché mondial pour les cultures commerciales sont élevés, la situation est stable et même parfois avantageuse; par contre lors des périodes de cours faibles, elle peut devenir dramatique. Évidemment, la fluctuation des prix des produits agricoles constitue un problème universel. Cela s'avère donc, un choix politique irresponsable que de surspécialiser à ce point le développement économique d'une région telle que celle des Plateaux centraux.

À l'échelle locale, celle des individus, on observe deux comportements: celui de ceux qui s'installent, défrichent quelques hectares, plantent du café, et en attendent les revenus: des rentiers; alors que d'autres, généralement plus pauvres que les premiers, pratiquent des cultures intercalaires à leur arrivée, plantent graduellement leurs caféiers et attendent que le caféier produise avant de couper ou de cesser les autres cultures (maïs, patates douces, thé, mûrier, et même gingembre). Cette dernière façon de procéder ne règle pas le problème, car la monoculture finit par s'imposer. Dans les régions du district de Lam Ha où des enquêtes ont été conduites en 1996 et 1997, rares sont les colons à avoir gardé plusieurs types de cultures. Et ceux qui l'ont fait semblent avoir été mieux à même d'affronter les soubresauts des marchés mondiaux. On peut même formuler cette idée sous forme d'hypothèse: ceux qui auront conservé une certaine diversité dans leurs choix agricoles auront été capables de mieux faire face aux imprévus et sauront mieux profiter du développement socio-économique.

Par ailleurs, des Montagnards ont aussi amorcé la culture du café, la plupart très récemment. Souvent, cela s'est produit aux dépens des cultures vivrières (surtout les jardins). En 1996, dans la province de Lam Dong, on pouvait voir, par exemple, des parcelles plantées depuis un, deux ou trois ans dans plusieurs villages de la commune de Phi Lieng (Lam Ha). Dans certains

hameaux, on ne semblait cultiver que du café⁹¹. Dans plusieurs cas, les caféiers étaient encore trop jeunes pour produire. Un des moyens largement employé pour compenser l'absence de revenus était la coupe du bois pour la vente (bois d'oeuvre et bois de feu)⁹².

En fait, ce problème alimentaire, soulevé pour l'ensemble des Plateaux centraux et à l'échelle locale, démontre qu'une analyse plus locale des conditions de la colonisation agricole doit être réalisée pour en comprendre les mécanismes.

⁹¹ Il est probable que des essarts aient été disséminés dans la forêt, mais personne n'en a parlé et ils n'étaient pas visibles.

⁹² En janvier 1996, dans une entrevue, un K'Ho de T.T Dinh Van (Lam Ha) nous expliquait qu'il devait faire quelques heures avec son vélo, apportant une très grande scie, pour se rendre sur un lieu de prélèvement, travailler tout l'après-midi, rentrer tard à la maison le soir, et retourner le lendemain pour terminer le travail et quérir le bois coupé et taillé sur place.

J'ai aussi été témoin de cette situation dans le district de Cat Tien. Un couple de Kinh travaillait environ cinq heures presque tous les matins pour récolter du bambou qu'un intermédiaire achetait à la maison. Leur champ fournissait le riz, la vente du bois permettait d'acheter la viande et les surplus.

DEUXIÈME PARTIE

Le cas de la province de Lam Dong

Chapitre 4

LA COLONISATION AGRICOLE DANS LA PROVINCE DE LAM DONG

La province (*tinh*) de Lam Dong est une unité administrative idoine pour étudier la colonisation agricole et ses implications. Située dans la région des Plateaux centraux (*Tay Nguyen*) du Vietnam (figure 9, p. 83), elle constitue un cadre de recherche tout à fait approprié, représentant presque un microcosme des enjeux nationaux que sont l'autosuffisance alimentaire, le développement de l'agriculture commerciale, les relations interethniques, la dégradation environnementale et le développement des infrastructures. Une série de recherches conduites sur place entre 1993 et 1997 a permis de définir les contours de la présente étude (voir De Koninck, 1996 et 1997a; De Koninck *et al.*, 1996; Tran Dac Dan et Déry, 1999)⁹³.

La province a été officiellement créée en 1958, mais ses limites actuelles datent, à peu de choses près (un ajout en 1981 et une perte en 1996) de 1976. À cette échelle spatiale l'analyse historique doit encore couvrir une période de temps assez longue, car tout au long du XX^e siècle, la colonisation agricole a été active; et avec elle, au tout début du XX^e siècle, le bouleversement ethnique et celui de l'organisation du territoire décrits précédemment (chapitre 3) ont été amorcés, alors que débutait l'implantation coloniale dans cette région⁹⁴. Bien sûr, plus récemment, de 1976 à aujourd'hui, la colonisation agricole a atteint une certaine forme de paroxysme, en termes d'intensité migratoire et surtout de conséquences territoriales.

⁹³ Il est à noter que ces recherches, conduites dans le cadre du projet *Le Défi forestier au Vietnam*, financé par le CRDI du Canada, ont fait l'objet de plusieurs communications, tant de la part de membres de l'équipe que de l'auteur de cette thèse (entre autres aux colloques maintenant bisannuels du Conseil Canadien des Études sur l'Asie du Sud-Est, en 1995 à l'Université Laval, Québec, en 1996 à l'Université de Brock, Ste Catharines, en 1997 à l'Université Acadia, Wolfville, et en 1999 à l'Université de Colombie-Britannique, Vancouver).

⁹⁴ À la même époque, les Étatsuniens aux Philippines et les Néerlandais aux Indes néerlandaises (Indonésie) instauraient des programmes beaucoup plus élaborés de colonisation sur les marges de leurs domaines coloniaux respectifs (De Koninck, 1994a, p. 109 et 139).

L'étude de la colonisation agricole dans toutes ses manifestations, dans une région dont la superficie atteint plus de 10 000 kilomètres carrés, requiert l'examen spécifique de plusieurs variables. Dans le cas de la province de Lam Dong, d'une part les caractères physiques présentent une diversité qui a conditionné dans plusieurs cas l'évolution spatiale de l'agriculture, qu'il s'agisse des formes et de l'origine du relief, des divers méandres hydrographiques, des variations pédologiques ou climatiques. D'autre part, l'évolution tant historique qu'actuelle de la répartition des humains, de leurs contacts entre eux, qu'iceux soient de nature économique, culturelle, politique ou même conflictuelle, a été en grande partie, sinon orchestrée, au moins influencée par la progression de la colonisation agricole⁹⁵, en particulier depuis un siècle.

Cette même colonisation agricole a eu des conséquences de plusieurs ordres, mais, évidemment, surtout au point de vue territorial. Parmi ces conséquences, on trouve, en premier lieu, la densification tant humaine qu'administrative (dans un État-moderne constitué ou en devenir, une population plus nombreuse commande un contrôle administratif plus serré, plus réticulé⁹⁶), et deuxièmement, la transformation (pour ne pas dire le bouleversement dans ce cas-ci) de l'utilisation du sol, c'est-à-dire, la progression rapide des surfaces cultivées et le recul tout aussi sinon plus rapide des lisières forestières, avec en parallèle une extension des friches. Dans ce dernier cas, on peut même parler d'une dynamique des friches. Certes, au total, la «liste» détaillée des conséquences s'avère plus remplie; mais, d'une façon ou d'une autre, la grande majorité d'entre elles touchent à l'un des volets, humain ou territorial. Dans ce contexte, le cadre administratif a été modifié de nombreuses fois, mais le cadre physique, lui, bien sûr, a peu varié.

4.1 Les éléments structurants

4.1.1 Le milieu physique

Les limites. La province de Lam Dong est située dans le massif sud-annamitique. La plupart de ses contours administratifs actuels se moulent sur des structures physiographiques marquantes. Sur le versant littoral, la limite débute, au Nord, à peu près à la même latitude que Nha Trang, ville située sur la côte; cette limite suit, tantôt la ligne de partage des eaux entre les affluents du fleuve Cho qui rejoint la mer à Nha Trang et des affluents de la Srépok (s'écoulant vers le Mékong), tantôt la ligne de partage des eaux entre Da Nhim et fleuve Cay, ce dernier atteignant la mer à Phan Rang, tantôt des délimitations plus ou moins arbitraires, comme par exemple, sur le versant côtier des monts Braïan, là où la limite avec la province de Binh Thuan suit un axe

⁹⁵ C'est en grande partie le désir de mettre en valeur la région des Plateaux centraux qui a conduit les Français à l'explorer et à l'occuper.

⁹⁶ Voir Maurel (1982), pour le cas de l'Union soviétique.

nord-est / sud-ouest sur une quarantaine de kilomètres. Sur le versant nord-ouest, les limites de la province coïncident surtout avec des cours d'eau. En partant du point le plus au nord, la limite avec la province du Dac Lac suit les premiers affluents de la rivière Krong No, ainsi que cette même rivière, elle-même affluent de la Srépok. En quittant les affluents sud-est de la rivière Krong No, la limite contourne le massif du Ta Dung (1971 mètres) vers l'intérieur et rejoint le cours du fleuve Dong Nai dont elle suit la grande boucle pour revenir avec lui jusqu'au confluent de la rivière Da Huoai. La limite suit ensuite un axe nord-ouest / sud-est, s'infiltrer vers l'intérieur pour effleurer le So ro Jung (1545 mètres) et rejoint enfin la limite «littorale».

Étant données les formes du relief qui bordent la province, celle-ci présente peu d'accès faciles. Du côté Nord, la moitié occidentale (le plateau Ma) était traditionnellement presque inaccessible. Henri Maître, qui devait y trouver un passage pour tracer une route entre le plateau des Ma et celui des Mnong au début du siècle, a proposé d'abandonner le projet à cause des trop nombreuses difficultés (Maître, 1912, p. 323). Sur les autres versants, les hautes montagnes et les cols escarpés ont contribué au relatif isolement de la région. D'ailleurs, l'intégration réelle n'a débuté que lorsque des infrastructures routières et ferroviaires ont permis de briser cet isolement.

Le relief

Le massif sud-annamitique, qui constitue le socle de toute la province, se divise en sept parties, dont cinq apparaissent dans la province de Lam Dong. Il s'agit premièrement du talus oriental et méridional, qui inclut toutes les limites sud et sud-ouest de la province, dont les sommets des monts Braïan, près de Di Linh. Ce talus «*constitue le soubassement du massif qui borde la zone littorale*» (Saurin, 1970, p. 5). En deuxième lieu, le plateau de Di Linh, sur lequel est située la majorité des terres agricoles actuelles de la province, s'étend sur environ 100 kilomètres de longueur par 50 kilomètres de largeur; il borde la limite nord du talus oriental. Le plateau de Dalat, troisièmement, se juxtapose à celui de Di Linh dans sa partie nord-est. Plus étroit, il s'élève cependant à une altitude moyenne de 1500 mètres alors que celui de Di Linh, en contrebas et davantage mamelonné, se déploie entre 800 et 1000 mètres d'altitude. Du côté N-E, quatrièmement, le Haut-Khanh Hoa, pays presque entièrement désert et région très accidentée, établit la limite de la province (*id.*, p. 7). Enfin, en dernier lieu, au nord du plateau de Di Linh (ou des Ma), s'élève la chaîne du Yang Tiên, située en partie hors des limites de la province: «*jalonnée par des sommets de 2000 à 1500 mètres, [elle] s'abaisse graduellement du N.E. vers le S.O.*» (*ibid.*) (figure 15a, p. 118).

Cette structure géologique s'intègre dans le massif indochinois. À l'échelle de l'histoire géologique, vers la fin du Carbonifère, les sédiments des dépressions de l'Annam du Sud (incluant donc le Lam Dong) émergèrent au cours de l'orogénèse hercynienne. Au début de l'ère mésozoïque, cette région qui avait été érodée s'affaissa et fut envahie par la mer. Enfin, au quaternaire, la sédimentation a continué à remplir les cuvettes tertiaires. C'est à cette époque qu'eurent lieu des effusions basaltiques «*qui constituent un trait majeur de la morphologie de la région sud de l'Indochine*» (Atlas du Mékong, 1968, p. 15)⁹⁷.

Si l'on se limite à la province de Lam Dong, donc, le relief y apparaît comme un escalier dont les marches s'élèvent du S.-O. vers l'est et le N.-E, avec des rampes de chaque côté. Le premier palier, où ont été constitués les trois petits districts occidentaux (Cat Tien, Da Teh et Da Huoai), s'élève entre quelque 150 mètres et plus de 600 mètres (De Koninck, 1997a, p. 54). Le plateau de Di Linh et ses annexes forment le deuxième palier, alors que celui de Dalat (ou de Lam Vien) constitue la dernière marche, entourée de sommets dépassant souvent les 2000 mètres. Les origines diverses de ces trois zones ont permis de constituer des types pédologiques différenciés dans chacune des zones.

Les sols

Dans la province de Lam Dong, le découpage horizontal du territoire et son étagement vertical contribuent à la diversité des types de sols. Les terres développées sur basalte constituent le principal groupe de sols de la province⁹⁸. On en trouve dans tous les districts, mais la plupart des épanchements restants se localisent sur le plateau de Di Linh et ses annexes, à des altitudes moyennes, couvrant d'importantes superficies des districts de Cat Tien, Bao Loc, Di Linh et Lam Ha (figure 15b, p. 118). Ces sols basaltiques, en particulier les «*terres rouges*», ferralitiques⁹⁹, ont attiré l'attention des artisans du développement agricole dès l'époque coloniale. Mais si les décideurs ont incité à développer l'agriculture sur ces terres, justifiant leur action en vantant leur richesse, dans les faits, à l'heure actuelle, la colonisation agricole *"tout comme l'abandon des terres, ne font pas dans la nuance ni ne font de quartier: ils ne semblent ni privilégier ni épargner tel ou tel sol"* (De Koninck, 1997a, p. 83).

Cette affirmation, vérifiée sur place récemment, doit être nuancée. Il est fort probable que les meilleures terres aient été colonisées en premier (voir plus loin et figure 21, p. 146); elles correspondent généralement aux terres basaltiques parmi les plus riches de la province. Pour les

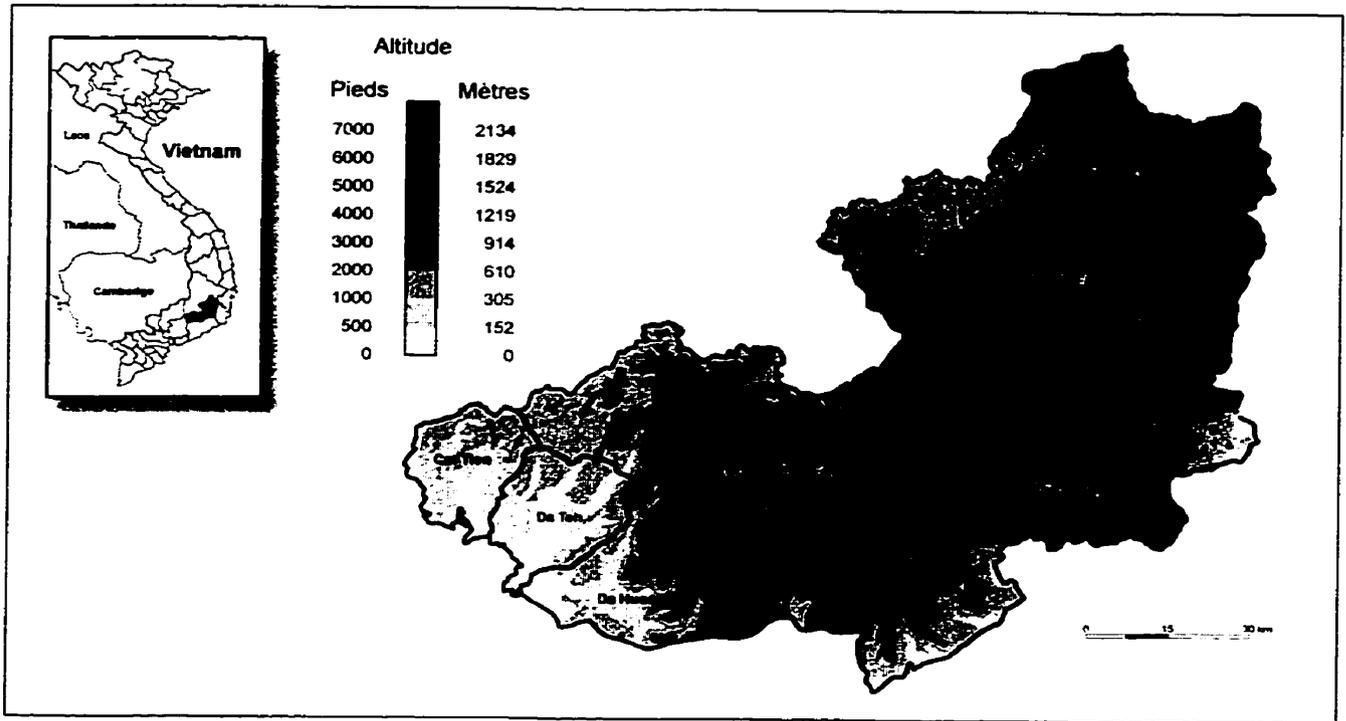
⁹⁷L'ensemble des informations de ce paragraphe est tiré de l'Atlas du Mékong (1968, p. 15).

⁹⁸Elles auraient déjà couvert la quasi-totalité du massif sud-annamitique (Henry, 1932, p. 78).

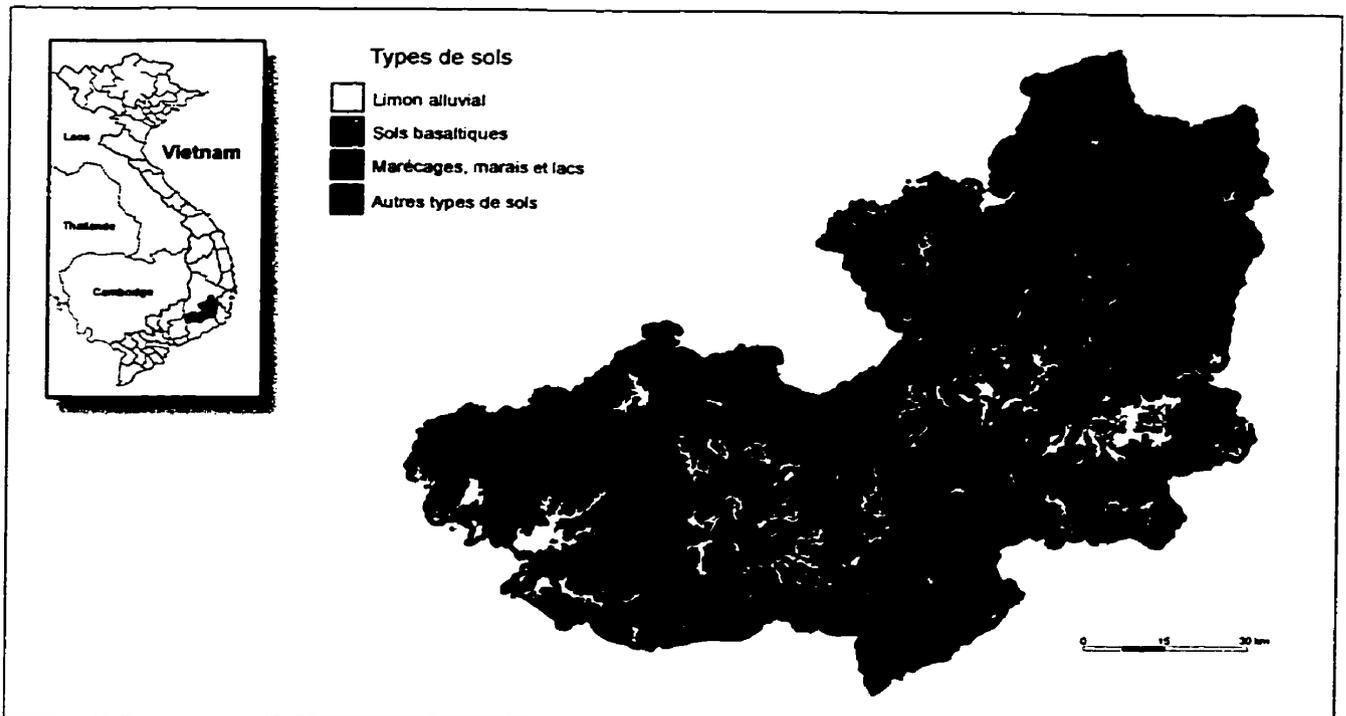
⁹⁹Les sols basaltiques peuvent aussi être «gris», ils sont alors hydromorphes.

Figure 15
Lam Dong. Le milieu physique I.

a) Le relief



b) Les principaux types de sols



Sources : Institut de planification des projets agricoles, HCMV (1983);
Digital Chart of the World (1992);
De Koninck (1997a, pp. 57-58).

Réalisation : Le défi forestier au Vietnam, 1996.
Adaptation : Steve Déry, 1999.
Infographie : Ludovic Guerpillon, 1999.

derniers arrivés, les terres les plus attrayantes sont devenues prohibitives du fait d'une hausse croissante de leur prix (en partie à cause de la spéculation). Ces migrants n'ont souvent d'autre choix que de se rabattre sur les terres marginales moins fertiles. Ils sont alors beaucoup plus à la merci du climat.

L'environnement climatique

Au point de vue climatique, la province se situe à l'intérieur de l'ensemble du climat tropical de mousson, le même qui prévaut sur toute la péninsule indochinoise (figure 16a, p. 119). Il se caractérise par des saisons alternées; dans la province de Lam Dong, la saison des pluies s'étire d'avril à novembre, au cours de laquelle tombent 80 à 90% des précipitations (De Koninck, 1997a), la saison sèche persistant de novembre à avril. L'étagement altitudinal prononcé de la province contribue cependant à diversifier les conditions climatiques locales, en particulier les précipitations et la température (tableau 13).

Tableau 13
Lam Dong. données climatiques (température et précipitations).

Année	Da Lat		Bao Loc	
	°C	mm	°C	mm
moyenne 1925-1929	n.d.	1751	n.d.	4762*
moyenne 1962-1975	17,4	1491	21,2	2636
moyenne 1976-1980	17,8	1726	21,4	2863
1985	18,0	1908	21,8	2710
1988	18,1	1812	22	2208
1992	17,6	1734	21,8	2474
1995	17,8	1681	22,3	2500

Sources: UBND, tỉnh Lam Dong (1980 à 1995); pour 1925 - 1929, Henry (1931, p. 79).
* 1929 seulement.

NOTE: Les données ponctuelles de 1985, 1988, 1992 et 1995 étaient les seules disponibles dans les annuaires statistiques de la province.

S'agissant des précipitations, on en trouve trois zones bien marquées, liées à des ensembles plus larges. D'abord, les deux extrémités nord-orientale et occidentale du territoire reçoivent toutes deux plus de 2800 millimètres de pluie annuellement en moyenne, la partie extrême-occidentale recevant même plus de 3600 millimètres. Les températures moyennes se répartissent selon un

gradient qui varie du nord-est vers le sud-est. Ainsi, la région du district de Lac Duong (nord-est) présente une température annuelle moyenne de seulement 18°C, et même moins de 16°C à certains endroits (la moyenne la plus basse de la province) tandis que dans la région des trois petits districts occidentaux, les températures moyennes annuelles atteignent facilement 22° centigrades et même 24°C, dans le district de Da Teh surtout (voir De Koninck, 1997a, p. 59). Cette variation thermique est directement liée à l'altitude.

Dans la région centre-orientale de la province, le système climatique ressemble davantage à celui de la côte. Il présente des caractères similaires, en particulier des précipitations beaucoup moins importantes que dans les deux autres zones. Ces précipitations diminuent graduellement au fur et à mesure que l'on se rapproche de la côte (à l'angle sud-est de la province), recevant moins de 1600 millimètres de pluie en moyenne annuellement pour la majeure partie des districts de Duc Trong et Don Duong. Cette côte constitue d'ailleurs la région la plus sèche du Vietnam (au plan des précipitations).

L'hydrographie

La quasi-totalité de la province de Lam Dong est drainée par le bassin supérieur du fleuve Dong Nai (figure 16b, p. 119). Ses deux bras principaux, la Da Deung et la Da Nhim, originent toutes deux du district montagneux de Lac Duong. La Da Deung prend sa source à une dizaine de kilomètres au N.-O. du mont Lang Bian à environ 1640 mètres d'altitude, alors que la Da Nhim prend sa source sur les hauteurs extrême-orientales de la province, tout près de la frontière avec le Khanh Hoa. Les deux rivières suivent des parcours montagneux avant de s'élancer dans leurs vallées respectives (Dinh Van pour la Da Deung et Don Duong pour la Da Nhim) après laquelle elles s'unissent pour former le cours moyen du Dong Nai (figure 16b, p. 119).

Les parties occidentale et sud-occidentale de la province sont drainées par plusieurs rivières, toutes affluentes du Dong Nai. Du nord au sud, on trouve la Da R'Si, la Da Lai, la Da R'Rmiss, la Da Nhar, la Da Teh, ainsi que la Da M'Bri, affluent de la Da Huoai avant de glisser vers le Dong Nai. Plus au sud, la Da R'gna s'élance vers la La Nga, gros affluent du bas Dong Nai dont le cours se déploie à l'extérieur de la province de Lam Dong (figure 16b, p. 119).

Si ces axes hydrographiques ont servi à la progression des explorations françaises autant comme objectif fixé (trouver les sources du Dong Nai, par exemple) que comme voie d'accès aux Plateaux centraux, ils ont été graduellement délaissés avec le développement des infrastructures routières.

4.1.2 Histoire contemporaine jusqu'à 1975: un résumé

Les derniers quelque deux cents ans d'histoire du Massif sud-annamitique ont été particulièrement mouvementés. L'arrivée des missionnaires d'abord, puis des Français, et celle des Viet enfin, la guerre du Vietnam, ainsi que la prise en charge du territoire par le gouvernement communiste après 1975, ont constitué autant d'étapes décisives dans l'intégration de ces territoires à l'ensemble du Vietnam et la domestication de ses peuples et de son territoire (en particulier les forêts). Dans ce processus, le rôle de la colonisation agricole demeure particulièrement évident: à toutes les étapes, elle a été utilisée comme instrument de l'État pour consolider son pouvoir sur le territoire visé.

Si les missionnaires, les explorateurs, et les administrateurs (forts, postes administratifs, etc.) ont donné l'occasion à l'État colonial de prendre pied sur les Plateaux, c'est la colonisation agricole, jumelée aux infrastructures routières l'ayant autant précédée que suivie, qui a permis de consolider cette pénétration. Dans les endroits où des colons ne s'étaient pas encore installés, l'administration était demeurée fragile et parfois chancelante. Avec l'année 1954, a débuté la vietnamisation des Plateaux: vietnamisation démographique par l'immigration (colonisation agricole surtout) et vietnamisation administrative (les Viet remplaçant les Français). Tous ces événements sont venus bouleverser un territoire déjà bien occupé, quoique faiblement peuplé en regard des densités qu'on pouvait trouver dans les plaines, et où étaient juxtaposés quelques groupes ethniques plus ou moins parents, ou plus moins liés par des réseaux d'échanges, et généralement indépendants¹⁰⁰.

Sur le territoire que couvre actuellement la province de Lam Dong, trois grands groupes se partageaient l'essentiel du territoire à l'arrivée des Français: les Koho, en particulier les sous-groupes Lat sur le plateau de Lang Bian et Sre sur le plateau de Djiring et ses bordures; les Churu, longtemps dominés par les Cham, occupant le sud-est de la province; et les Ma, sur le plateau qui porte leur nom, en fait autour de Blao et sur le territoire du bassin moyen du Donnaï. D'autres groupes, tels les Mnong ou les Stieng, apparaissaient en faible nombre, leurs territoires principaux étant situés à l'extérieur des limites actuelles de la province de Lam Dong (figure 9, p. 83).

¹⁰⁰ Il demeure inexact d'affirmer que les Plateaux centraux étaient sous le contrôle des Viet sous prétexte que certains groupes payaient un tribut à Hue. Avant 1950, les Viet n'ont jamais exercé un contrôle administratif réel sur cette région. En fait, seuls les Cham, ayant été repoussés vers l'intérieur après leur défaite sur la côte aux dépens des Viet, avaient commencé à s'imposer, surtout dans la région de Djiring et de Dran.

Dès l'arrivée des premiers étrangers, les transformations ne se sont plus arrêtées, allant toujours en s'accéléralant. Elles se sont déroulées par étapes, sept en fait. D'abord, à la fin du XVIII^e siècle, les premiers missionnaires ont tenté de pénétrer dans la région du fleuve Dong Nai (Donnai). Les Pères Juget, Faulet et Grillet se sont rendus successivement chez les Stieng sans pourtant réussir à y établir une mission durable (Maître, 1912, p. 554). Il a fallu attendre ensuite au milieu du XIX^e siècle, alors que les persécutions contre les catholiques se faisaient plus harassantes dans les régions côtières, pour que les efforts missionnaires reprennent sur les Plateaux. Vers 1851, des prêtres annamites auraient fondé une mission, éphémère, chez les Mnong, alors qu'une chrétienté était établie peu après chez les Stieng, jusqu'en 1867. Sur le territoire de la province de Lam Dong proprement dit, le Père Vuillaume s'est installé en 1865 dans la région de Djiring, auprès des Sre et des Ma, fuyant aussi les persécutions (Maître, 1912, p. 555).

La réelle pénétration ne débute pourtant qu'après 1876, avec l'ère des explorations (tableau 1, p. 66). Celles de Harmand (1876), Néis et Septans (1880), et en particulier celles de Yersin (1892-1894) et de Maître (1909-1911) s'avèrent les plus déterminantes pour les développements ultérieurs de la province de Lam Dong. Le premier, Yersin, est perçu comme le fondateur de Dalat (Truong Tro et Vuong Lam, 1993¹⁰¹). Cette perception est peut-être exagérée, et est vraisemblablement liée au caractère humanitaire de ses travaux¹⁰². Dans les faits, il n'a pas fondé lui-même la ville; ce sont ses explorations et ses recommandations qui ont conduit les autorités françaises, en particulier Paul Doumer, Gouverneur général à l'époque (1897-1902), à développer une station d'altitude sur le plateau de Lang Bian; la province du Haut-Donnai n'a été créée qu'en 1899, et le centre administratif de Dalat en était la première manifestation. Le deuxième, Henri Maître, a non seulement exploré l'ensemble du Massif sud-annamitique dans tous les sens, mais il a aussi contribué à soumettre au joug français les tribus récalcitrantes, en particulier les tribus *ma* de la boucle du Donnaï. Certaines zones de cette région sont pourtant demeurées insoumises jusqu'après la Deuxième Guerre mondiale (cf Boulbet, 1967, p. 5).

Avec l'ère des explorations s'est ouverte celle de l'implantation de l'administration française (voir tableau 2 et figure 6, pp. 68 et 64), et, très rapidement, celle du développement concomitant des infrastructures (figure 7, p. 71). Dans la province de Lam Dong, les premiers postes administratifs ont été établis en 1899, en même temps que la province du Haut-Donnai était créée, à Dalat et Tan Linh (aujourd'hui dans la province de Binh Thuan, sur la rivière La

¹⁰¹ Cette publication visait d'ailleurs à souligner le centenaire de la «formation et du développement» de Dalat.

¹⁰² Les noms de Yersin et Pasteur sont les seuls noms de Français à ne pas avoir été évacués de la toponymie après la prise du pouvoir par les Communistes.

Nga), avec un administrateur en poste à Djiring. En 1909, un autre poste a été ouvert à Dran (Don Duong aujourd'hui), mais les gens de la région ont fui dans la forêt pour échapper aux corvées (Hickey, 1982a, p. 314-315). Pendant les trois premières décennies du XX^e siècle, l'intégration de cette région a gravité autour des deux pôles Dalat et Djiring, distants de 75 kilomètres l'un de l'autre. Ceci était en grande partie dû au développement des infrastructures (figure 7, p. 71): l'ouverture de la route de Phan Thiet à Djiring en 1910 (*id.*, p. 312), ensuite celle de Dalat à Djiring en 1914, et enfin celle de Phan Rang à Dalat en 1920 et dont la construction avait débuté dès 1905.

Selon Hickey, la construction de ces routes a marqué le début de l'immigration de populations en provenance des basses terres vers cette région de hautes terres; en particulier, ce sont d'abord des commerçants chinois et viet qui sont venus s'installer à Djiring¹⁰³ (Hickey, 1982a, p. 312).

Cette polarisation n'a été «*brisée*» qu'en 1932 avec l'ouverture de la route nationale n° 20 de Saigon à Dalat, route passant par le col de Blao. L'ouverture de cette route a apporté un changement important dans la dynamique politique et économique de la région du plateau des Ma. L'ouverture du lien direct vers Saigon a permis à Blao, premier village important à l'entrée occidentale du plateau, d'exercer de plus en plus d'influence. Ce lien Saigon - Blao a même fini par supplanter celui de Phan Thiet à Djiring (voir figure 9, p. 83). Cette évolution a été rapide car, déjà en 1945, lorsque Boulbet y a débarqué, Blao était le centre administratif où se réglaient les affaires (Boulbet, 1967, p. 3); c'est aussi Blao qui a été choisie comme capitale de la province de Lam Dong en 1958. Il faut dire que des considérations stratégiques ont peut-être influencé cette décision: Blao était plus central, alors que Djiring était situé aux confins orientaux de la province, tout près de celle de Tuyen Duc.

S'agissant des infrastructures ferroviaires, même si la construction des divers tronçons a débuté dès 1908, ce n'est qu'en 1933 que Dalat a pu être reliée à la côte, en l'occurrence à Tour Cham, près de Phan Rang (figure 7d, p. 71). Cette construction, qui s'est donc étendue sur près d'un quart de siècle, devait, à l'origine permettre de «*transporter une clientèle de luxe, peu nombreuse, venue pour se reposer à Dalat (...). Moins de dix ans ont complètement modifié les caractères de l'exploitation: la clientèle est surtout composée de travailleurs annamites*» (*L'Asie nouvelle*, no 56, 1937, p. 9). Enfin, pour compléter les infrastructures de communication, la première ligne aérienne permettant de joindre cette région a été inaugurée en 1948 entre Hanoi et Dalat.

¹⁰³ Il faut préciser que, lors du passage d'Henri Maître en 1909, existait déjà à Djiring un village annamite, séparé du village sre (Maître, 1912, p. 150).

Au plan agricole, plusieurs types d'exploitations cohabitaient lorsque les Français se sont installés dans la région. Les Lat, les Sre, et les Churu pratiquaient déjà la riziculture inondée qu'ils avaient apprise des Cham. Les autres groupes pratiquaient diverses formes d'agriculture sur brûlis. Lorsque les Français ont établi leur administration à Dalat au début du XX^e siècle, ils ont aussi construit une première station agricole à Dankia (1899), qu'ils ont abandonnée dès 1908. Il a fallu attendre les années 1920 pour que soit développée une agriculture autre que celle tournée vers l'autosubstance. Après 1925, de nombreuses concessions (caféiers et théiers) ont été octroyées, principalement dans la région de Djiring (figure 9, p. 83). Cependant, seul un faible pourcentage était effectivement en exploitation (voir Henry, 1932 à ce sujet).

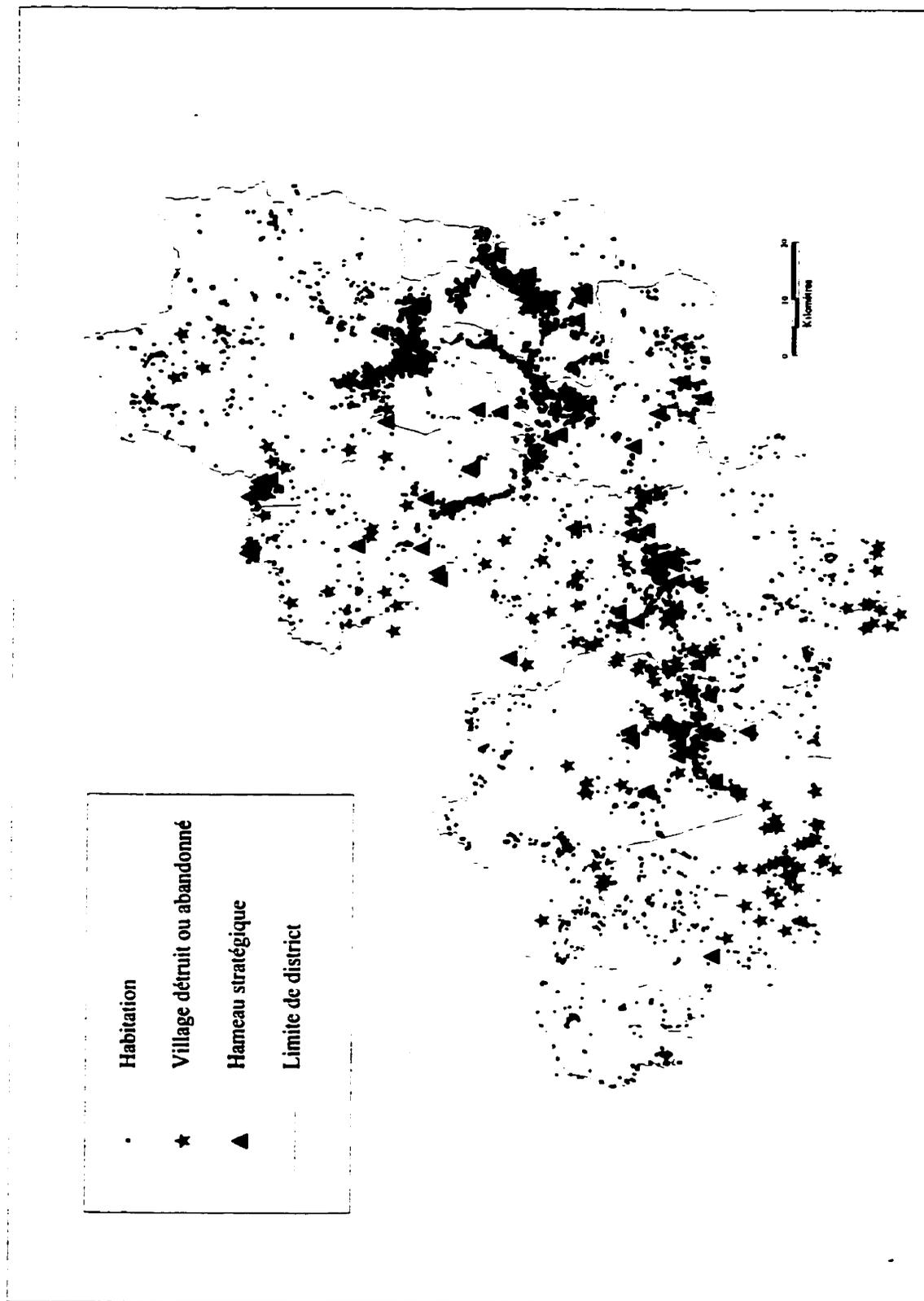
Avec le développement des infrastructures (routes et voie ferrée), en particulier l'ouverture de la route vers Saïgon, non seulement le territoire contrôlé par l'administration, mais aussi les plantations industrielles, tout comme les terres occupées par les Viet, ont progressé en tâche d'huile, lentement mais durablement. Cela était particulièrement marquant autour de Blao, dans le pays des Ma, où le grignotage a été graduel (Boulbet, 1967, p. 84), mais rapide: après 1960, le Blao pionnier n'était plus (Boulbet, 1967, p. 103).

La croissance de Dalat¹⁰⁴ et l'immigration constante de nouveaux contingents viet a amené la création de nouveaux hameaux: Truong Xuan en 1929, Ha Dong en 1938 (où l'on accueille sept familles du Tonkin), Nghe Tinh en 1940, ainsi qu'une immigration clairsemée à Anh Sang, Tan Lac et Trai Ham. Entre 1923 et 1939, la ville de Dalat a crû de 1500 à 11 500 habitants. En 1975, elle comptait plus de 85 000 habitants, majoritairement des représentants de l'ethnie viet.

À la fin de la période coloniale, l'espace agricole sédentaire de l'ensemble de la province de Lam Dong demeurait restreint; mais il était bien implanté. Les superficies consacrées à l'agriculture itinérante augmentaient aussi constamment - à cette époque, semble-t-il, en raison de la croissance de la population, elle-même liée aux améliorations sanitaires (ex: vaccin contre la variole en 1948 chez les Ma). Dans son étude d'un village ma, Boulbet rapporte que, en 1946, *«le village vivait à l'aise en consommant 45 hectares de forêt tous les deux ans, [en 1956] (...) il avait besoin de 70 hectares et en 1962 se contentait de 80 hectares en comptant sur le riz de la plantation voisine pour "joindre les deux bouts"»* (Boulbet, 1966, p. 98). Il ajoute: *«Déjà compromis, l'équilibre ne peut donc que continuer à se détériorer, la surface de forêt consommable diminuant dans le même temps qu'augmente le nombre de consommateurs»* (Boulbet, 1966, p. 98).

¹⁰⁴ La plupart des informations de ce paragraphe sont tirées de Truong Tro et Vuong Lam (1993).

Figure 17
Lam Dong. Villages et hameaux stratégiques, vers 1965.



Sources : Defense Mapping Agency (1992)

Réalisation: Steve Déry

Après 1950, alors que toute la région des Plateaux centraux avait été érigée en Domaine de la couronne, passant sous le contrôle effectif des Viet pour la première fois, mais plus encore après la fin de la première guerre d'Indochine en 1954, les noyaux de peuplement viet se sont étendus rapidement, en particulier grâce à l'arrivée de réfugiés du Nord du pays en 1954 et 1955. De véritables colonies agricoles, chrétiennes pour la plupart (toutes?), ont été créées de toutes pièces pour accueillir les migrants dans la province de Lam Dong: Tung Lam, Kim Thach (les deux près de Dalat) et Tan Ha, où les religieux Rédemptoristes de Sainte-Anne de Beaupré ont oeuvré (voir Annexes C et D); Tan Bui, Tan Phat, Tan Thanh (Tan signifie «nouveau»), ainsi que Tan Hoa, Tan Huong et Tan Rai, tous situés près de Blao (devenu Bao Loc en 1959¹⁰⁵), et Tan Xuan, près de Di Linh (figure 9, p. 83). À cette époque, un petit groupe de Montagnards de la couronne des Hautes terres du Nord du pays, principalement des Nung, se sont installés aussi à Tung Nghia (district de Duc Trong) avec l'aide de l'armée (Hickey, 1982b, p. 11), et quelques autres au hameau de Nam Hiep (commune de Thanh My, district de Don Duong) (Tuyen Duc, 1973, p. 5).

La paix a été de courte durée dans les provinces de Lam Dong et Tuyen Duc, créées en 1958. La présence de plus en plus visible des Communistes dans la région, tout comme dans le delta du Mékong, a conduit les autorités gouvernementales à lancer des programmes de regroupement de la population (tableau 6, p. 86). En 1962, sans l'autorisation des autorités provinciales ou du district, plusieurs villages ont été évacués, et les populations ont été regroupées, en particulier dans la partie nord du district de Duc Trong¹⁰⁶ (province de Tuyen Duc).

Dans les années qui ont suivi, la quasi totalité des villages le moins éloignés des grands axes routiers ont été, soit fortifiés (hameaux stratégiques), soit abandonnés, soit rasés et détruits par l'un ou l'autre des protagonistes (figure 17, p. 126). En fait, du point de vue des bouleversements territoriaux, cette période demeure probablement la plus importante du siècle, après la mise en place initiale de l'administration et des infrastructures par les Français. D'une part, les communautés autochtones ont été considérablement meurtries par la guerre (le nombre des décès a probablement atteint le quart de la population autochtone des Plateaux centraux des années 1960). D'autre part, les regroupements de populations sur des espaces restreints ont complètement bouleversé l'assiette foncière du massif sud-annamitique: ils sont peu nombreux à avoir recouvré les terres qu'ils occupaient avant 1962, d'autant plus qu'après 1975 la terre appartenait dorénavant officiellement au «peuple», c'est-à-dire au gouvernement de Hanoi. Ces deux faits (recul démographique des autochtones et restructuration de l'assiette foncière) ont

¹⁰⁵ La vietnamisation des noms de rues et de localités a débuté dès 1953.

¹⁰⁶ Aujourd'hui Lam Ha.

concouru à la mise en place d'une territorialisation de l'espace qui a servi de base aux développements d'après 1975, développements essentiellement liés aux impératifs du nouvel État moderne (voir chapitre 6).

4.2 La province de Lam Dong dans le nouvel État vietnamien

En 1975, pour la première fois de son histoire, le Vietnam formait un seul État, de la frontière chinoise à la pointe de Ca Mau, en passant par l'ensemble des Plateaux centraux et du versant oriental de la Chaîne annamitique. Pour la première fois aussi, aucun territoire n'échappait au contrôle exercé par l'administration, en particulier dans la province de Lam Dong (sauf peut-être les territoires contrôlés par le FULRO jusqu'en 1987). Depuis le début du siècle, cette administration par l'État vietnamien en formation n'a cessé de se réticuler, de poser ses mailles partout.

4.2.1 L'évolution administrative

La province de Lam Dong a été créée officiellement en 1958, conjointement avec celle de Tuyen Duc, les deux se partageant le territoire de celle du Haut Donnaï (figure 9, p. 83 et figure 18a, p. 129). Comme De Koninck l'a bien résumé, le nom même résulte d'un compromis: «*Le Lam de Lam Vien, version vietnamisée d'un nom local (Lang Biang) et le Dong de Dong Nai Thuong, signifiant Haut Dong Nai en vietnamien*» (De Koninck, 1997a, p. 54).

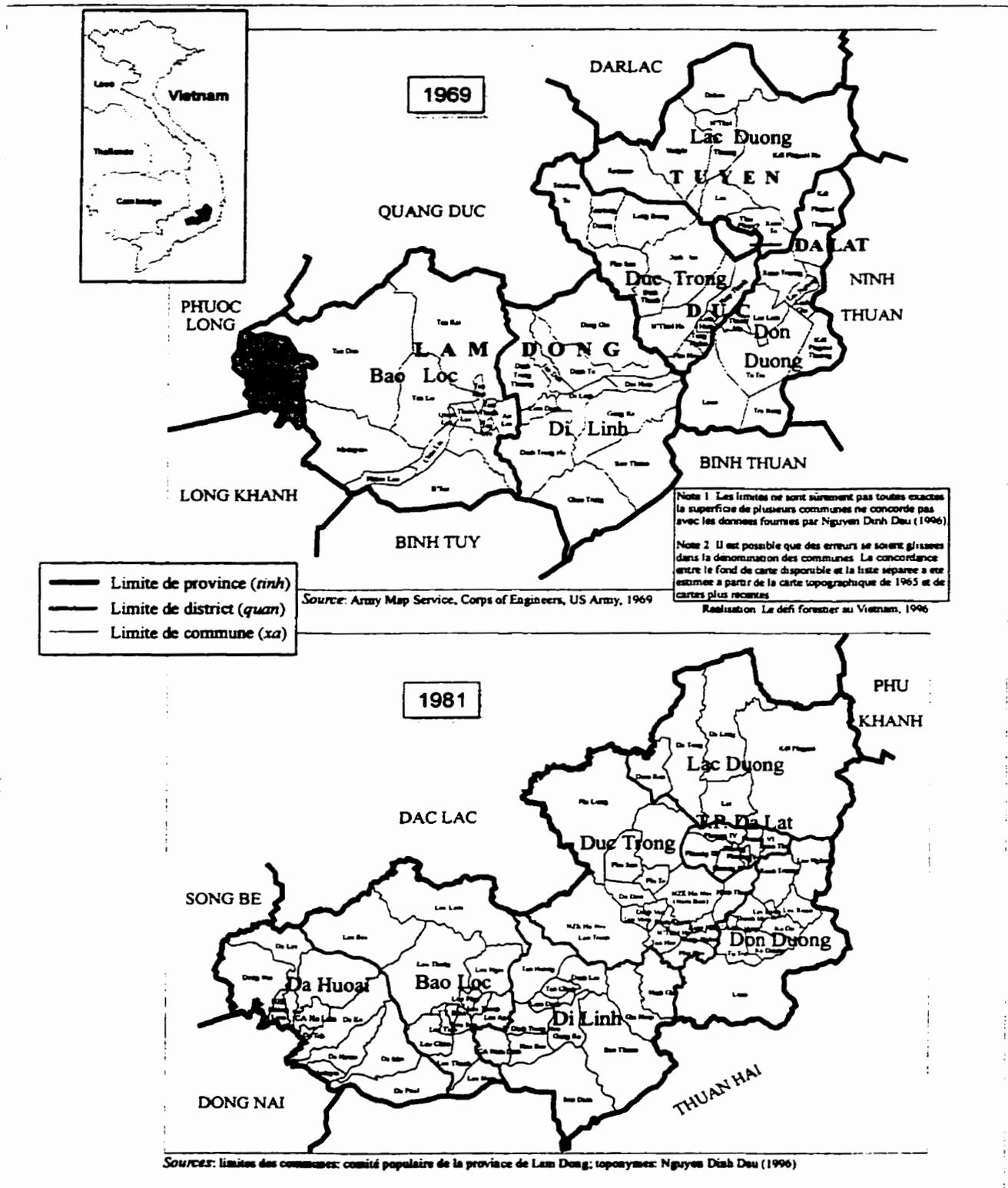
En février 1976, les deux provinces ont été fusionnées pour former la seule province de Lam Dong (figure 9, p. 83), l'une des 21 provinces que comptait alors le Vietnam (il y en avait 44 en 1975, à la fin de la guerre) (Nguyen Quang An, 1997, p. 233-234). Depuis lors, de nombreux changements ont été apportés aux diverses unités administratives de la province (*xa, huyen, thi xa, thị trấn, phường*)¹⁰⁷.

Les limites actuelles de la province ont été à peu près arrêtées à la toute fin de 1981 alors que, lors de la deuxième session de la septième Assemblée nationale, l'administration de la commune de Dong Nai (district de Phuoc Long, province de Song Be) a été transférée, par résolution, à la province de Lam Dong (figure 18b, p. 129). Cette commune correspond à l'actuel district de Cat Tien. Plus récemment, en 1996, la partie la plus septentrionale de la province a été transférée à la province de Dak Lak (figure 18d, p. 130).

Des changements avaient déjà été apportés aux limites intérieures: premièrement, celles de Dalat avaient été définies en 1977, et deuxièmement, en 1979, le district de Bao Loc avait été divisé en

¹⁰⁷ Respectivement, commune, district, petit bourg, gros bourg, et district urbain.

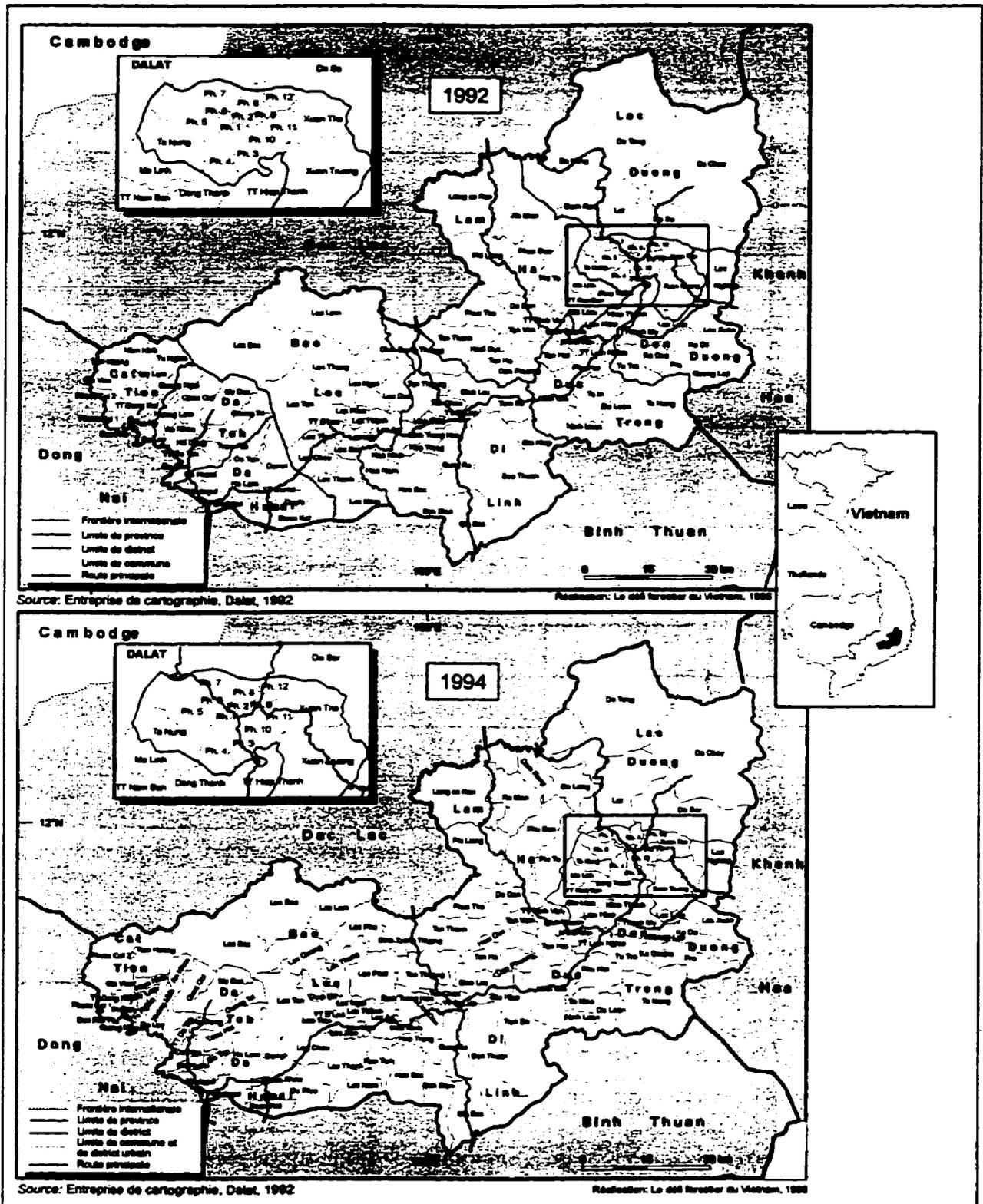
Figure 17a
Lam Dong. Les limites administratives, 1969 et 1981.



NOTE: On remarquera tout de suite que la province de Lam Dong n'a pas la même forme d'une carte à l'autre. L'explication réside dans l'absence d'information concernant la projection ou de quelconques coordonnées géographiques sur les cartes originales.

Réalisation : Steve Déry

Figure 18b
Lam Dong. Les limites administratives, 1992 et 1994.



deux districts: Bao Loc à l'Est et Da Huoai à l'Ouest. La province comptait alors six districts, une ville, 61 communes, six petites villes (*thi tran*), et six districts urbains (*phuong*) (Nguyen Quang An, 1997) (tableau 14). Après l'ajout de la commune de Dong Nai (aujourd'hui district de Cat Tien) en 1981, de nouvelles modifications, en 1984 et en 1986, dans les districts urbains de Dalat et dans quelques communes des districts de Di Linh, Da Huoai, Don Duong, et Lac Duong ont contribué à multiplier les unités administratives. En 1986, pour améliorer la gestion de ces nouvelles unités administratives, deux nouveaux districts ont été créés: Da Teh et Cat Tien, découpés à même le territoire de celui de Da Huoai.

Tableau 14
Lam Dong. La multiplication des unités administratives, 1956-1994.

Année	province	district	canton	communes	district urbain	hameaux	petit bourg	petite ville ou ville
	<i>tin</i>	<i>huyen quan</i>	<i>tong</i>	<i>xa</i>	<i>phuong</i>	<i>thon</i>	<i>thi tran</i>	<i>thi xa ou thanh pho</i>
1956-57	1 Binh Tuy	3	5 -	8		122	-	-
1958	2 Lam Dong Tuyen Duc	2 3	11	28		?		1
1960	2 Lam Dong Tuyen Duc	2 ?	7 -	23 -		? -	- -	
1969	2 Lam Dong Tuyen Duc	2 3		25 27				1
1973	2 Lam Dong Tuyen Duc	2 3	11	? 28		177	?	? 1
1979	1 Lam Dong	6 -	- -	58 3		? -	6 -	1
1980	1 Lam Dong	6	-	60 3	- 6	? -	6 -	- 1
1992	1 Lam Dong	9	-	98 3	- 6	? -	9	- 1
1994	1 Lam Dong	9 -	- -	98 3	6 12	? -	9 -	1 1

Sources principales: Nguyen Quang An (1997) et Tuyen Duc (1973).

En 1987, la gestion de la NZE de Ha Noi (exercée à partir de Ha Noi même) a été transférée au district de Duc Trong. Quelques changements ont été apportés aux limites des districts et des communes et un nouveau district a été créé, celui de Lam Ha. Détaché de celui de Duc Trong, il

comprend tous les territoires de la NZE de Hanoi, ainsi que ceux qui enserrant la route #27, jusqu'à la frontière du Dak Lak (à la rivière Krong Kno). Enfin, en 1994, le district de Bao Loc a été divisé en *thị xã* Bao Loc et le *huyen* (district) Bao Lam (voir Nguyen Quang An, 1997).

Cette évolution des unités administratives témoigne d'un processus: la progression spatiale des Viet. À la fin des années 1960, on dénombrait 28 communes dans la province de Tuyen Duc, et parmi elles, 16 comptaient exclusivement des populations « montagnardes » (*thuong*)¹⁰⁸ (Tuyen Duc, 1968). En 1980, le nombre de communes des trois districts qui composaient avant 1975 la province de Tuyen Duc¹⁰⁹ (Lac Duong, Don Duong et Duc Trong) avait été réduit à 26, desquelles, seulement neuf constituaient toujours des «enclaves» autochtones; sept ne comptaient que des représentants de la majorité viet alors qu'on trouvait maintenant des populations «mêlées», dans les dix restantes (Mac Duong, 1983, p. 13-14). En fait, ces populations se juxtaposaient beaucoup plus qu'elles ne se mélangeaient, comme c'est encore largement le cas aujourd'hui, même si la plupart (toutes?) des communes de la province, même les plus reculées, comporte au moins un noyau de population viet. Pour l'ensemble de la province de Lam Dong (limites actuelles), le nombre des communes a plus que doublé en moins de 30 ans, passant de 52 à 128 entre 1969 et 1996. On peut aisément émettre l'hypothèse que l'essentiel des nouvelles unités administratives créées le fut en réponse à l'accélération des migrations agricoles viet vers cette région, comme lors de la création de deux nouveaux districts dans la partie occidentale de la province en 1986 (Da Teh et Cat Tien), où les Viet sont aujourd'hui largement majoritaires, représentant plus de 90% de la population (De Koninck, 1997a, p. 13). D'ailleurs, des modifications majeures de la quantité et de l'appartenance ethnique de la population ont caractérisé l'évolution démographique du territoire délimité aujourd'hui par la province de Lam Dong.

4.2.2 L'évolution démographique

Jusqu'au recensement de 1989, aucun relevé précis de la population des Plateaux centraux n'avait été réalisé¹¹⁰. Il apparaît cependant assez évident qu'avant l'arrivée des Français en

¹⁰⁸ Il faut mentionner que jusqu'à 1975, une sorte «d'apartheid» était de rigueur: c'est-à-dire qu'il n'y avait pas de commune ou même de zone mixte, viet et autochtone: «*les montagnards restant éparpillés à travers tout l'ensemble du territoire et les Vietnamiens occupant en groupes compacts et denses les régions qu'ils ont élues*» (Condominas, 1971, p. 145).

¹⁰⁹ Il faut rappeler qu'en 1976, les provinces de Tuyen Duc et de Lam Dong ont été regroupées en une seule province: Lam Dong.

¹¹⁰ Certains observateurs locaux rencontrés en 1996 doutent que le recensement de 1979 ait pu être conduit adéquatement, faute de moyens, mais en particulier à cause des efforts considérables déployés dans l'intervention au Cambodge et dans la guerre-éclair avec la Chine. On trouve tout de même des chiffres, par exemple, ceux cités par De Koninck (1997, p. 75) et qui concernent les districts de la province de Lam Dong. En fait ces chiffres ne sont pas satisfaisants car le taux de croissance y apparaît le même pour tous les districts. D'ailleurs, comme le reconnaît l'auteur, les chiffres publiés peuvent avoir une certaine utilité à l'échelle nationale ou même provinciale.

Indochine, la population se trouvant sur le territoire de l'actuelle province de Lam Dong était peu nombreuse, mais se répartissait à peu près sur l'ensemble du territoire. Les premiers dénombrements officiels, qui datent de l'époque coloniale (1921, 1926, 1931), n'indiquaient que les personnes recensées (Bouault, 1930, p. 41, *L'Annam*), vraisemblablement seulement celles contrôlées par l'administration; cela excluait donc toutes les tribus insoumises. S'agissant du dénombrement de 1926, Bouault en arrive, en majorant les données de 20%, à une estimation de près de 51 000 personnes (incluant environ 5000 Annamites) dans la province du Haut-Donnai et à Dalat. Cette estimation semble raisonnable et s'accorde avec les évaluations subséquentes, en particulier celle de Tran Si Thu (1992, p. 20), qui estimait à environ 60 000 personnes la population de la province du Haut-Donnai vers 1936-1937. À partir de 1950, alors que la croissance démographique est devenue plus rapide, la population de la province a plus que triplé en 20 ans, passant d'environ 86 000 personnes cette année-là à 291 000 en 1970 (tableau 15, p. 134) (*id.*, p. 21). Cependant, cette donnée de 1970 ne peut qu'être une estimation étant données les difficultés de «recensement» causées par la guerre; d'ailleurs, moins de la moitié des communes des deux provinces (Lam Dong et Tuyen Duc) avaient pu être recensées (figure 19, p. 135).

Dans les 22 années suivantes la population a encore plus que doublé pour s'établir à environ 734 000 personnes en 1992 et à près de 900 000 en 1997¹¹¹ (figure 20, p. 136). La population du Lam Dong devrait dépasser le million avant l'an 2000. Cette évolution a fait passer le poids démographique de la province dans l'ensemble national de 0,3% en 1950 à plus de 1% aujourd'hui.

En 1992, la densité de population, 72 habitants au kilomètre carré, demeurait encore en deçà des moyennes régionale (environ 105 habitants/km² pour l'Asie du Sud-Est) et nationale (205 habitants/km² en 1991 pour le Vietnam). Il est évident que cette évolution rapide n'a pas été seulement due à l'accroissement naturel. Dès 1954, mais surtout après 1975 avec la création de

mais doivent être utilisés avec prudence lorsqu'ils concernent les échelons administratifs inférieurs (De Koninck, 1997a, p. 76, note 33). Dans ce cas-ci, elle doit être extrême: selon ces données la population aurait été multipliée par un facteur de 1,6464 dans tous les districts. De plus, ces données de population ne tiennent nullement compte de l'évolution des limites administratives (figure 18a et b). En 1979, il y avait seulement sept districts. La comparaison par un simple tableau est, à toutes fins pratiques, impossible (voir les tableaux 16, 18 et 19). Seule une comparaison cartographique peut donner une idée de l'évolution de la densité démographique (voir figure 19). Les données compilées dans ces tableaux et celles ayant servi à confectionner la figure 19 proviennent d'annuaires statistiques locaux; paradoxalement, elles semblent plus plausibles que les données officielles.

¹¹¹ Estimation d'après les chiffres fournis par la Police du Lam Dong (25.11.1995). Selon la police, il y aurait eu 854 710 habitants alors que le chiffre officiel est de 837 770 personnes. La différence vient de ceux qui n'ont pas encore leur permis de résidence dans la province. Ce sont généralement des migrants spontanés (voir 4.4.2).

Tableau 15
Région du Lam Dong. Évolution de la population, 1930-1970.

Année/provinces	Haut- Donnai population (superficie)	Dalat population	Tuyen Duc population	Région du Lam Dong autre compilation*
1930	42 000 (8842 km ²)			1926 51 000
1943	37 330 (8600 km ²)	5 200		1936-37 60 000
1956	96 070 (8600 km ²)	23 744		1950 86 000
1967	66 760	83 992	93 626	
1970	87 433 76 693	89 656 ?	114 274 117 398	1970 291 000

Source: Nguyen Dinh Dau (1996)

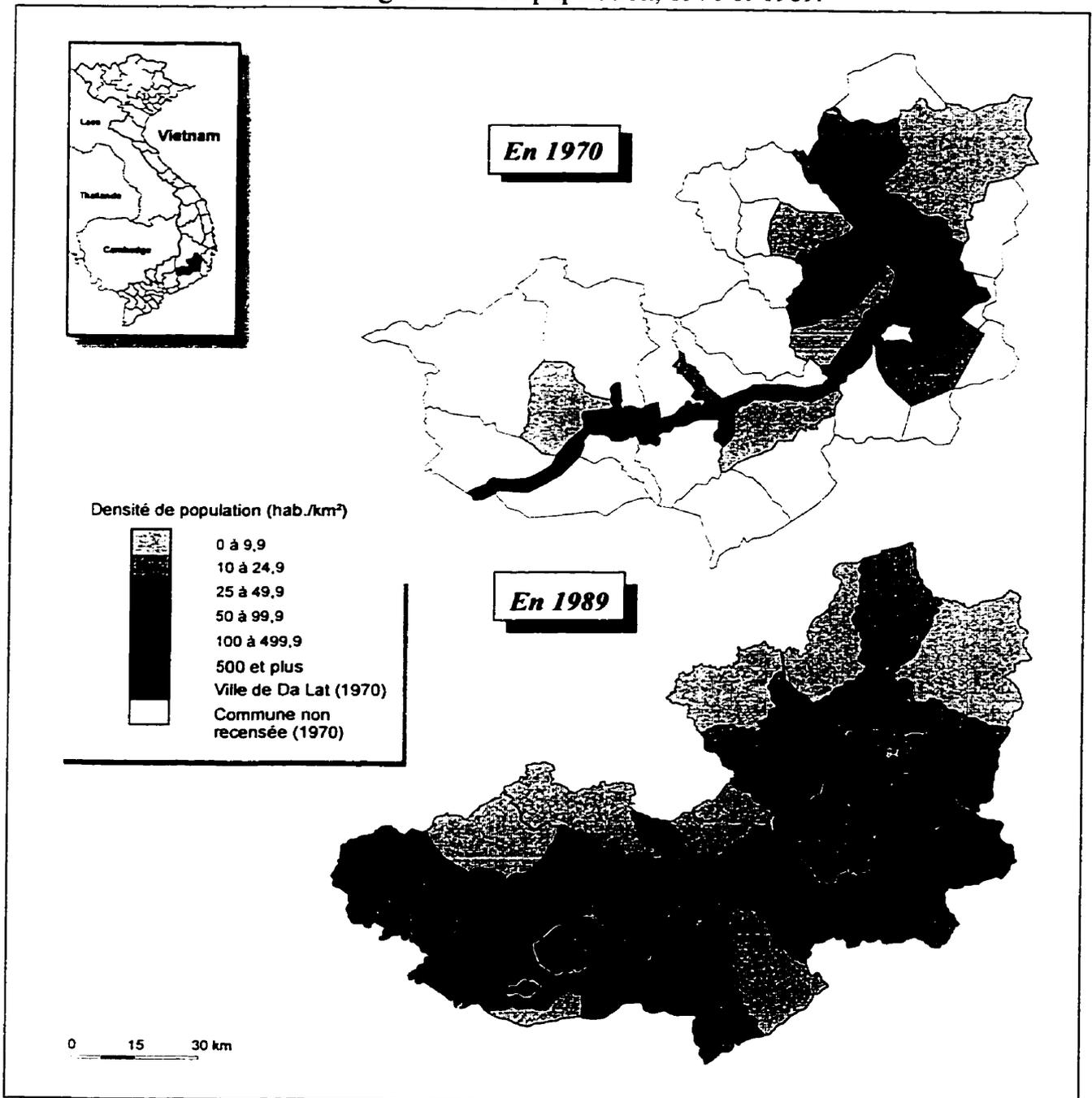
NOTE: Comme les données compilées par Nguyen Dinh Dau proviennent des annuaires statistiques sud-vietnamiens de 1957 et 1970, elles sont sujettes à caution. Le gouvernement sud-vietnamien avait tendance à sous-estimer volontairement les populations montagnardes. Pour 1970, Nguyen Dinh Dau évoque deux chiffres différents dans son livre, sans plus d'explication.

* L'autre compilation a été faite à partir des estimations de Bouault (1930, p. 41, *L'Annam*) et de Tran Si Thu (1992, pp. 20-21).

NZE, des migrations, subventionnées mais aussi spontanées, en provenance de presque toutes les régions du pays ont nourri la croissance de la population du Lam Dong. Le rapport démographique qui favorisait traditionnellement les autochtones dans les montagnes et plateaux, minoritaires à l'échelle nationale, a graduellement évolué au profit des Viet: la proportion des Montagnards dans la région des Plateaux centraux est passée d'environ 35% en 1976, à moins de 25% en 1989, année du dernier recensement (Anonyme, 1981 et Tran Si Thu, 1992) et s'établit fort probablement à moins de 20% à l'heure actuelle (1999) (tableau 17, p. 139).

Aujourd'hui, la population de tous les districts, sauf Lac Duong, le plus septentrional, le plus montagneux et le moins accessible de la province, est composée majoritairement par l'ethnie viet. Pour la plupart des districts cette situation est relativement récente; mais dans le portrait général qui se dessine, la dynamique démographique n'est pas la même dans les différents districts; la colonisation viet ne s'est pas déroulée de la même manière. Dans un premier temps des régions étaient déjà occupées par une population plus ou moins importante avant l'arrivée des Viet (celles qui correspondent aux districts actuels de Lam Ha, Di Linh, Bao Loc, Da Lat et même Don Duong et Duc Trong). Dans ces zones, la population viet a dû composer avec les premiers occupants du territoire, souvent en les repoussant plus loin en forêt. Parallèlement, les autochtones nomades ont été impliqués dans des programmes de sédentarisation. Le deuxième

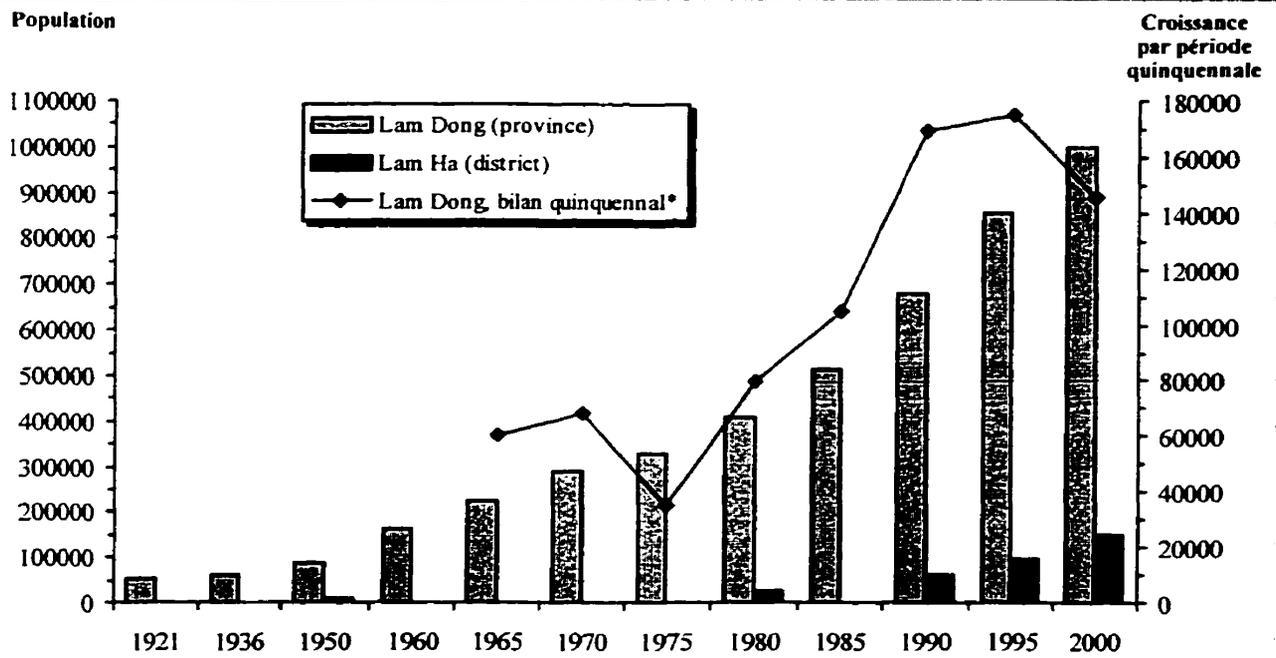
Figure 19
Lam Dong. Densité de population, 1970 et 1989.



Sources : Recensement du Vietnam (1989);
Nguyen Dinh Dau (1996, pp. 70-72) et De Koninck (1997a, p. 77).

Réalisation : Le défi forestier au Vietnam, 1996.
Adaptation : Steve Déry, 1999.
Infographie : Ludovic Guerpillon et Steve Déry, 1999.

Figure 20
Lam Dong. Évolution démographique, 1921-2000.



* Croissance par période quinquennale : la valeur indiquée pour 1965 est la différence entre la population de 1965 et celle de 1960; la valeur indiquée pour 1970 est la différence entre la population de 1970 et celle de 1965, etc.

Sources : Bouault (1930, p. 41); Tran Si Thu (1992, p. 21);
UBND Lam Dong (1981, 1989 et 1996);
UBND Lam Ha (1991 et 1995) et UBND Duc Trong (1980).

Réalisation : Steve Déry et Ludovic Guerpillon, 1999.

Tableau 16
Lam Dong. Évolution de la population par district, 1960-1995.

Année	Population totale	Da Lat	Lac Duong	Don Duong	Duc Trong	Di Linh	Bao Loc	Bao Lam	Da Huoi	Lam Ha	Cat Tien	Da Teh
1960	163 600							X	X	X	X	X
1965 ^a	223 483	73 290		39 841	43 572	22 541	44 239	X	X	X	X	X
1969 ^a	254 200	83 992		45 607	51 833	26 017	46 751	X	X	X	X	X
1970 ^a	291 363	89 656	19 844	43 408	51 022	31 154	56 279	X	X	X	X	X
1973 ^{ab}	319 428	92 697	20 840	46 761	55 286	31 440	72 404	X	X	X	X	X
1973 ^c	353 100	115 700		59 200	76 200	34 600	67 400	X	X	X	X	X
1974	271 421							X	X	X	X	X
1975	326 514	85 833		53 366	78 048	34 293	74 974	X	X	X	X	X
1976	342 443	87 362		55 686	81 355	39 298	78 742	X	X	X	X	X
1977	353 329	89 825		57 282	83 826	40 468	81 928	X	X	X	X	X
1978	377 980	94 396	14 385	52 024	80 219	46 638	72 486	X	17 832	X	X	X
1979 ^f	397 000 ^d							X		X	X	X
1979	388 256	91 937	14 676	56 045	82 469	47 255	77 513	X	18 361	X	X	X
1980	405 912	95 201	15 424	58 451	87 271	49 521	80 776	X	19 268	X	X	X
1981	430 043	98 437	16 757	61 274	90 508	52 265	85 324	X	25 478	X	X	X
1982	451 462	102 151	17 309	63 698	93 585	54 567	88 727	X	31 425	X	X	X
1983	468 458	104 257	17 765	67 178	96 172	56 973	92 110	X	34 003	X	X	X
1984	490 327	107 237	18 225	69 138	99 517	58 538	97 987	X	40 308	X	X	X
1985	510 637	110 444	18 779	71 495	102 715	60 993	102 216	X	43 995	X	X	X
1986	555 194	114 255	19 186	48 219	106 299	57 490	104 646	X	15 418	46 040	16 820	26 821
1987	595 788	120 103	20 056	50 521	109 415	62 354	113 692	X	16 757	48 852	26 071	27 967
1988	629 867	122 208	20 593	51 811	112 659	65 588	117 245	X	21 130	51 925	32 082	34 626
1988 ^c	617 436	118 121	18 968	55 318	104 407	68 725	121 086	X	19 401	54 024	26 035	31 351
1989 ^f	- 639 044 - 639 224	116 139	17 879	60 076	99 400	75 095	128 481	X	22 045	59 196	25 999	34 734
1989	659 440	117 953	18 379	60 953	101 798	77 553	136 475	X	22 671	60 888	27 321	35 449
1990	679 813	120 559	18 888	62 854	104 472	79 833	139 927	X	23 365	63 041	30 406	36 468

Suite du tableau à la page suivante

TABLEAU 20 Lam Dong. Évolution de la population par district, 1960-1995 (suite).

1991	712 104							X		64 501 ^g		
1992	733 772	127 961	20 048	66 446	110 908	87 698	152 898	X	24 652	68 914 69 026 ^g	33 949	40 298
1993	769 014									81 998 ^g		
1994	803 290									87 316 ^g		
1995 ^e	854 710 837 770 ^f	129 061	21 624	69 360	125 454	103 429	132 969	76 960	25 399	95 955 97 611 ^g	34 476	40 023

NOTES ET SOURCES

Sources principales: UBND, tỉnh Lam Dong (1981, 1989, 1993); Tran Si Thu (1992).

r: recensement

a: population des provinces de Lam Dong et Tuyen Duc, correspondant à peu près au territoire actuel de la province de Lam Dong.

b: population moyenne pour l'année.

c: *Source:* Ministry of Interior, décembre 1973. Le document a été publié en 1973, mais les données sont peut-être (et même probablement) celles d'une autre année (1972?, 1971?).

d: *Source:* Cima (1989)

e: Ces données comprennent les personnes qui ne sont pas encore enregistrées et elles ont été fournies par le bureau de la police provinciale (*Dan so toan dien nam 1995 chia theo dia ban tinh Lam Dong*, Da Lat, 4.05.1996). Ces personnes non enregistrées comptaient pour 5,5% de la province. Dans les districts, les pourcentages sont les suivants: T.P. Da Lat, 3,3%; T.X. Bao Loc, 3,6%; Lac Duong, 0,4%; Don Duong, 1,1%; Duc Trong, 6,8%; Lam Ha, 6,0%; Di Linh, 13,5%; Bao Lam, 5,7%; Da Huoi, 5,0%; Da Teh, 4,2%; Cat Tien, 4,2%.

f: estimation pour 1995. *Source:* UBND, tỉnh Lam Dong (1996, p. 7).

h *Source:* UBND Lam Ha (1995, p. 4).

Tableau 17
Lam Dong. Population par groupe ethnique. 1976, 1979, 1989.

Année	Population totale	Viet	Co Ho	Ma	Hoa	Tho	Churu	Nung	M'ning	Thai	Xtieng	Kho Me	Tay	Autres*
1976	342 443	223 332	56 520	19 009	10 325	8 184	7 906	4 992	4 687	3 181	562	380	224	3 141
(en %)	100,0%	65,2%	16,5%	5,6%	3,0%	2,4%	2,3%	1,5%	1,4%	0,9%	0,2%	0,1%	0,1%	0,9%
1979	388 256	269 989	63 678	15 910	11 959	502	7 444	5 750	4 164	2 887	2	315	4 479	1 177
(en %)	100,0%	69,5%	16,4%	4,1%	3,1%	0,1%	1,9%	1,5%	1,1%	0,7%	0,0%	0,1%	1,2%	0,3%
1989	639 224	488 462	82 971	19 792	11 160	522	10 402	8 491	4 285	3 731	132	397	6 605	2 339
(en %)	100,0%	76,4%	13,0%	3,1%	1,7%	0,1%	1,6%	1,3%	0,7%	0,6%	0,0%	0,1%	1,0%	0,3%

Sources: UBND, tỉnh Lam Dong (1981); Tran Si Thu (1992).

NOTE: Selon les données du dénombrement de 1926 (qui n'était pas un vrai recensement), rapportées par Bouault (1930) les Montagnards compaient alors pour environ 85% de la province du Haut-Donnai et les Viet pour la portion restante; les autres groupes (étrangers asiatiques ou européens étaient présents en nombre négligeable (moins de 1%).

* comprend les RaGRai, Gie Triêng, Giay, Muong, Ede, Cham, Gia Rai, Co, Dao, San Chay, Sandiu, H.Re, H'Mong, Bana, Choro, et quelques autres qui ne sont pas mentionnés.

Tableau 18
Lam Dong. Évolution de la superficie par district. 1958-1992.

Année	Superficie totale ^a (en km ²)	Da Lat	Lac Duong	Don Duong	Duc Trong	Di Linh	Bao Loc	Bao Lam	Da Hoai	Lam Ha	Cat Tien	Da Teh	
1930	8 842	province du Haut-Donnai											
1943	8 600	province du Haut-Donnai											
1958	10 038 dont -> Tuyen Duc, 5 300km ² et Lâm Đông, 4 738 km ² .												
1961 ^b	9 348	70,6	1 845	1 318	1 320	2 144	2 719	X	X	X	X	X	
1973 ^b	9 926,6	70,6	1 975	1 420,3	1 404,7	2 198,2	2857,8	X	X	X	X	X	
1980	9 932	417	1 842	1 068	1 963	1 714	1 978	X	950	X	X	X	
1982	10 202							X		X	X	X	
1986	10 356-10 172,6							X		X	X	X	
1989	10 356-10 172,6	417	1 842	638,6	877,5	1 594,2	1 978	X	582,7	1 593,9	359	473,7	
1992	10 356-10 172,6	423,95	1 877,79	617,70	898,39	1 579,67	1 764,00	X	520,94	1 596,10	394,06	500,00	
1992 ^c	10 161,51	385,27	1 880,35	619,55	895,90	1 603,26	1 755,79	X	515,49	1 588,05	403,37	514,48	
1994 ^c	10 161,25	399,05	1 880,22	619,47	882,02	1 560,05	247,4	1 525,52	504,55	1 588,02	414,78	513,98	
1996 ^d	9 822,02	399,05	1 540,99	619,47	882,02	1 560,05	247,4	1 525,52	504,55	1 588,02	414,78	513,98	

Sources: UBND, tỉnh Lam Dong (1981, 1989, 1993); Tran Si Thu (1992)

a: La superficie totale de la province demeure la même jusqu'à l'année suivante où il y a un changement, sauf entre 1961 et 1980.

b: Le territoire qui correspond aujourd'hui à la province de Lam Dong était alors divisé en trois unités administratives: les provinces de Lam Dong (Bao Loc et Di Linh) et Tuyen Duc (Duc Trong, Don Duong et Lac Duong) ainsi que la municipalité autonome (M.A.) de Da Lat, enclavée dans la province de Tuyen Duc. Pour 1973, la superficie de la M.A. de Da Lat est présumée être la même qu'en 1961.

c: Données de superficie obtenues à partir de la cartographie des unités administratives.

d: Information obtenue lors d'une entrevue avec Bui Van Nghia (6 novembre 1996). Selon la décision PM 364, 33 923 hectares ont été transférés à la province de Darlac. Il s'agit de la région au Nord du fleuve Krong No, dans le district de Lac Duong.

Tableau 19
Lam Dong. Évolution de la densité de population par district, 1973-1992.
(en habitants par kilomètre carré)

Année	Lam Dong	Da Lat	Lac Duong	Don Duong	Duc Trong	Di Linh	Bao Loc	Bao Lam	Da Huoi	Lam Ha	Cat Tien	Da Teh
1973*	32-36	1 306	11	33	39	14	25	X	X	X	X	X
1980	41	228	8	55	44	29	41	X	20	X	X	X
1989	65	283	10	95	116	49	69	X	39	38	76	75
1992	72	302	11	108	123	56	87	X	47	43	86	81
1995	84	323	12	112	142	66	537	50	50	61	83	78

Source: Tableaux 16 et 18.

* L'actuelle province de Lam Dong était alors divisée en deux provinces, Lam Dong et Tuyen Duc; la première comprenait les districts de Bao Loc et Di Linh tandis que les autres (4) étaient compris dans la deuxième.

type de dynamique est celui de certaines NZE. Dans les districts de Cat Tien, Da Teh et Da Huoai, la population viet est aujourd'hui largement majoritaire parce que les territoires colonisés étaient faiblement occupés avant leur arrivée¹¹². On n'y retrouve donc pas une confrontation aussi frappante que dans certaines communes d'un district comme Lam Ha (quoique la situation interne du district présente diverses formes de peuplement, voir chapitre 5). Le troisième type de dynamique est celui qu'on retrouve dans le district de Lac Duong: les Viet ne forment qu'une mince part de la population, mais les programmes de sédentarisation y sont actifs.

À l'échelle des districts, on peut identifier plus aisément les zones qui ont contribué le plus à la croissance fulgurante de la population (tableau 16, pp. 137-138 et figure 19, p. 135). La comparaison précise demeure cependant difficile en raison des nombreux changements apportés aux limites administratives (tableau 14, p. 131 et figure 17, p. 126).

4.2.3 L'agriculture du Lam Dong

Parallèlement à la forte croissance de la population, le territoire agricole de la province de Lam Dong s'est considérablement étendu et cela a permis d'augmenter la production agricole

Tableau 20
Lam Dong. Population et superficies agricoles, 1985-1994.

Année	Population		Superficie agricole		cultures annuelles	cultures pérennes
	milliers d'habitants	Indice	milliers d'hectares	Indice	milliers d'hectares	milliers d'hectares
1985	511	100	61	100	44	15
1987	596	117	69	113	42	25
1990	680	133	82	134	43	38
1992	734	144	84	138	44	39
1993	769	150	103	169	n. d.	n. d.
1994	804	157	123	202	61	60

Source: GSO (1996)

¹¹²Il faut dire que la région des trois petits districts occidentaux a été particulièrement affectée par la guerre entre 1960 et 1975, de nombreux villages ayant été complètement détruits, brûlés au napalm (voir aussi figure 18). Cette région est aussi celle qui a reçu le plus de produits défoliants entre 1968 et 1972 (voir De Koninck, 1997a, p. 62). Boulbet a bien résumé la situation de l'époque (1967, p. 119): «C'est ainsi que, misérablement et inutilement, s'émiette le domaine des génies. Une partie des Cau Maa' est, en 1963 et encore maintenant, parquée lamentablement derrière les fils de fer barbelés des postes militaires du bord des routes et paye sa sécurité relative par la misère, la déchéance, la maladie et trop souvent la mort». Il s'agit des hameaux stratégiques. «Quant à l'autre partie, traquée par l'aviation, disputant aux produits chimiques toxiques les maigres récoltes de ses micro-défrichements, et vivant entièrement en forêt, si elle a la vie précaire et très dure, elle a sans doute la meilleure part, puisqu'elle s'accroche à son domaine, au Domaine».

Tableau 21
Lam Dong. Principales cultures (superficie et production), 1985 et 1995.

Culture	1985						1995					
	superficie récoltée			production			superficie récoltée			production		
	milliers d'hectares	% du pays	rang sur 41*	milliers de tonnes	% du pays	rang sur 41*	milliers d'hectares	% du pays	rang sur 53*	milliers de tonnes	% du pays	rang sur 53*
1- café	6,489	14,8%	3	0,6	4,9%	3	38,410	20,6%	2	20,2	9,3%	3
<i>en production</i>	1,374	9,8%	4				16,562	16,7%	2			
2- riz	27,500	0,5%	39	67,4	0,4%	39	30,100	0,4%	50	80,8	0,3%	51
3- thé	7,464	14,3%	2	22,948	18,1%	2	13,533	20,3%	1	53,703	29,7%	1
<i>en production</i>	4,847		5				11,829	22,3%	1			
4- maïs	17,3	11,7%	8	36,4	6,2%	5	12,1	2,2%	18	42,9	3,6%	11
5- manioc	3,4	4,4%	25	35,6	1,2%	23	3,3	1,2%	28	21,7	1,0%	29
6- canne à sucre	1,0	1,0%	31	45,1	0,8%	27	3,2	1,4%	21	142,3	1,3%	19
7- patates douces	4,6	1,4%	20	27,5	1,5%	19	2,9	1,0%	23	15,5	0,9%	25
8- fèves	4,2	2,9%	11	3,0	3,6%	8	2,9	1,5%	19	2,5	2,0%	15
9- anacardier (début en 1992 partout)	--	--	--	--	--	--	2,55	2,8%	6	1,75	3,5%	8
10- fèves de soya	4,1	4,0%	6	3,2	4,0%	7	2,0	1,7%	23	1,3	1,0%	25
11- arachides	2,5	1,2%	21	1,8	0,9%	22	1,0	0,4%	32	0,7	0,2%	34

Source: GSO (1996)

* rang parmi les provinces.

Note: Les cultures sont ordonnées selon l'importance de la superficie en 1995.

commerciale (tableau 20, p. 142). Sur l'échiquier national, la province a graduellement accru son poids agricole. Certes, au total, celui-ci demeure faible en comparaison de la plupart des régions du pays, mais pour certaines cultures, en particulier les cultures commerciales comme le thé (30% de la production nationale en 1995 selon le GSO, 1996), le café et le mûrier, la province s'affiche comme un des principaux producteurs (tableau 21, p. 143).

Trois raisons peuvent expliquer cette évolution: la croissance démographique (naturelle et mécanique), l'évolution du marché mondial, en particulier le prix des cultures commerciales, et les politiques agricoles de l'État. Ainsi, de 1975 à 1992, la courbe d'évolution des superficies agricoles a suivi celle de la croissance démographique, alors qu'après 1992, elle a progressé beaucoup plus rapidement. On remarque aussi que dès 1985, l'importance du marché des cultures commerciales a commencé à se faire sentir avec plus de vigueur (tableau 20), alors que, par exemple, on perçoit un lien très net entre l'évolution des superficies consacrées à la culture du café et le prix de vente de celui-ci (tableau 9, p. 102). Le rôle de l'État demeure complexe. Certaines politiques migratoires (NZE), tout comme certains choix agricoles (mûrier, caféier) ont eu des répercussions directes sur l'utilisation du sol alors que d'autres actions ou politiques ont eu des effets indirects, par exemple la politique de contrôle des naissances, le développement des centres de vulgarisation agricole, ou celui des infrastructures de communication.

Ce schéma de colonisation agricole a influé aussi sur la situation alimentaire. Entre 1985 et 1995, si pour l'ensemble du pays, la production de nourriture *per capita* a été accrue légèrement (de 304 à 346 kg/capita) dans certaines régions, comme les Plateaux centraux (de 290 à 231 kg/capita) et les hautes terres du Nord (de 259 à 231 kg/capita), la tendance était à la baisse (Fforde et Goldstone, 1995, p. 14).

Ainsi, le schéma de colonisation agricole dans la province de Lam Dong a accentué la dépendance alimentaire à l'endroit du reste du pays, au moins depuis une quinzaine d'années. Cette situation s'explique par un ensemble de facteurs. 1) La population croît plus vite que la production vivrière, surtout du fait de l'immigration massive. 2) L'État incite les paysans à faire des choix agricoles tel le développement des cultures commerciales en lieu et place de cultures vivrières. Pendant les périodes de prix élevés du café et des autres cultures du même type, les paysans s'en sortent relativement bien, même s'ils doivent acheter leurs vivres. En cas de baisse des prix, leurs obligations financières (achat d'intrants, prêts, etc.) créent une situation intenable.

Évidemment, cette évolution n'a pas été sans conséquence sur le paysage.

4.3 *Évolution de l'utilisation du sol de la province de Lam Dong*

Au cours des trois ou quatre dernières décennies la région des Plateaux centraux du Vietnam a subi de nombreuses modifications de nature anthropique. Le conflit armé des années 1960 et 1970 est à la source de plusieurs d'entre elles: déplacements de population organisés (hameaux stratégiques) et spontanés (réfugiés), épandage de défoliants, brassage ethnique, fréquentation de la région par les Viet armés, en particulier les révolutionnaires qui vivent en forêt. Après la guerre, l'héritage a été exacerbé par les politiques du nouvel État, visant la reconstruction du pays: introduction au Sud et poursuite au Nord de la collectivisation de l'agriculture, dont l'échec sera éventuellement reconnu par l'État; développement des NZE, l'élément-clé de la planification vietnamienne; et exploitation rapide des ressources en particulier forestières¹¹³. Au cours de cette évolution, les forêts, plus souvent qu'autrement, n'ont constitué qu'un obstacle à la progression des autres formes d'utilisation du sol, ou, parfois, une ressource à exploiter.

Cependant, ce qui caractérise cette évolution de l'utilisation du sol, en particulier dans la province de Lam Dong, c'est bien le fait que les transformations ne se sont pas produites en réaction à des mouvements ou des forces locales: les incitations, motivations, et la population même, provenaient de l'extérieur. Au total, c'est la progression spatiale de l'agriculture qui est demeurée le principal responsable des transformations. De Koninck en a d'ailleurs fait une excellente description multichronique en analysant la situation de l'utilisation du sol au cours de trois années différentes (1958, 1979, 1992, voir respectivement les figures 21, 22 et 23) (De Koninck, 1997a).

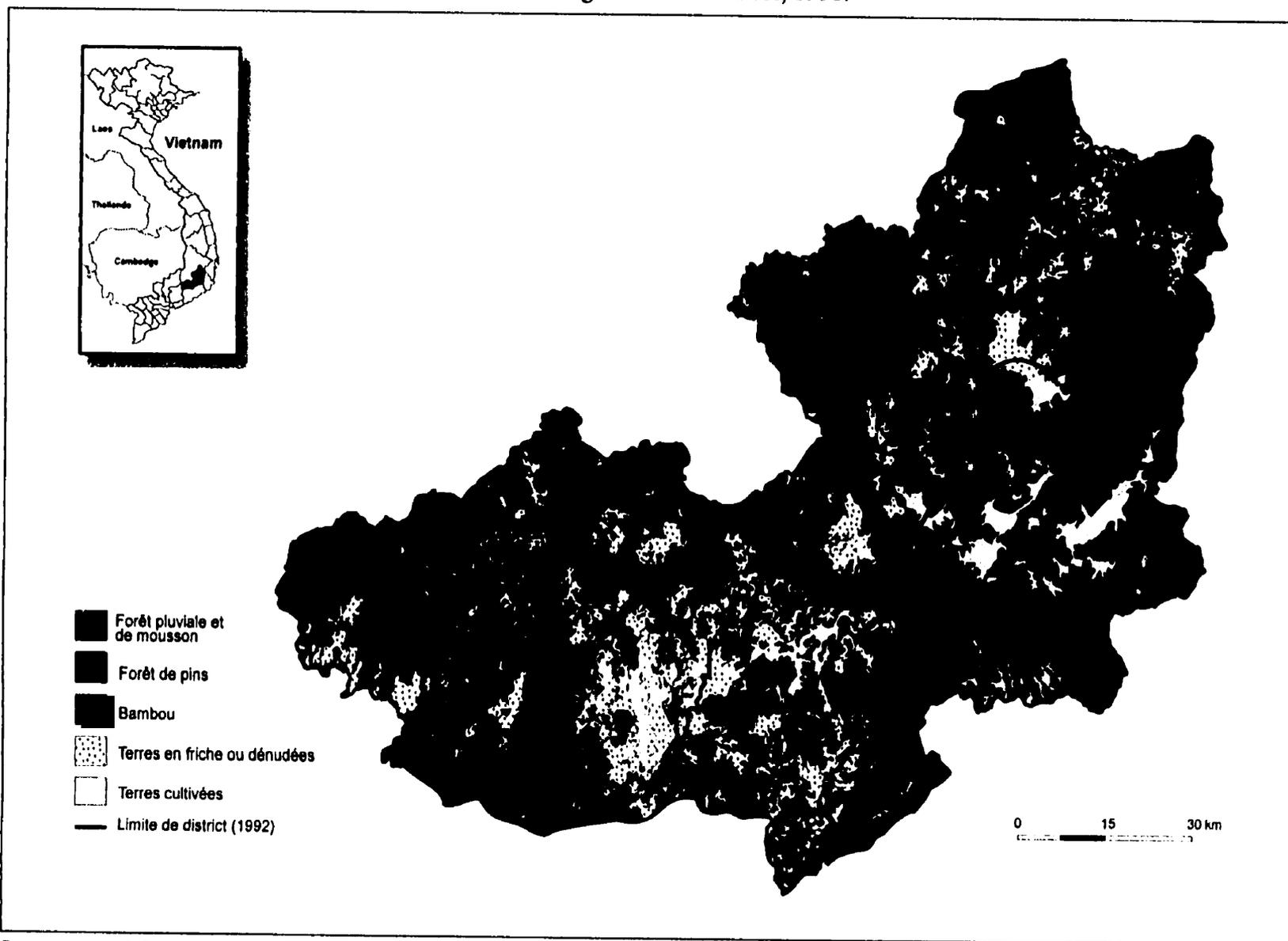
4.3.1 *La progression des superficies agricoles*

S'agissant de la progression territoriale de l'agriculture, en particulier de la colonisation agricole, les figures 21, 22 et 23 permettent de situer son évolution dans le temps et dans l'espace, mais des explications plus précises s'avèrent indispensables.

D'abord, sur la carte de 1958, les superficies agricoles affichées comme telles ont des origines historiques très différentes. Les plus anciennes terres cultivées, avant même la colonisation française, apparaissent dans les districts de Di Linh, Don Duong, Duc Trong, ainsi qu'à Dalat. On trouvait les Lat (ou Lach) à Da Lat, les Sre (ou Cau Sre, un groupe Koho) à Di Linh, ainsi que les Churu, dans les deux autres districts, longtemps sous la domination des Cham qui ont

¹¹³Sur toutes ces questions, voir respectivement: Dao The Tuan, 1995, p. 8; Bergeret, 1996, p. 36; Desbarats, 1987, p. 48; De Koninck, 1994a, p. 287; Vo Quy et Le Thac Can, 1994, p. 56.

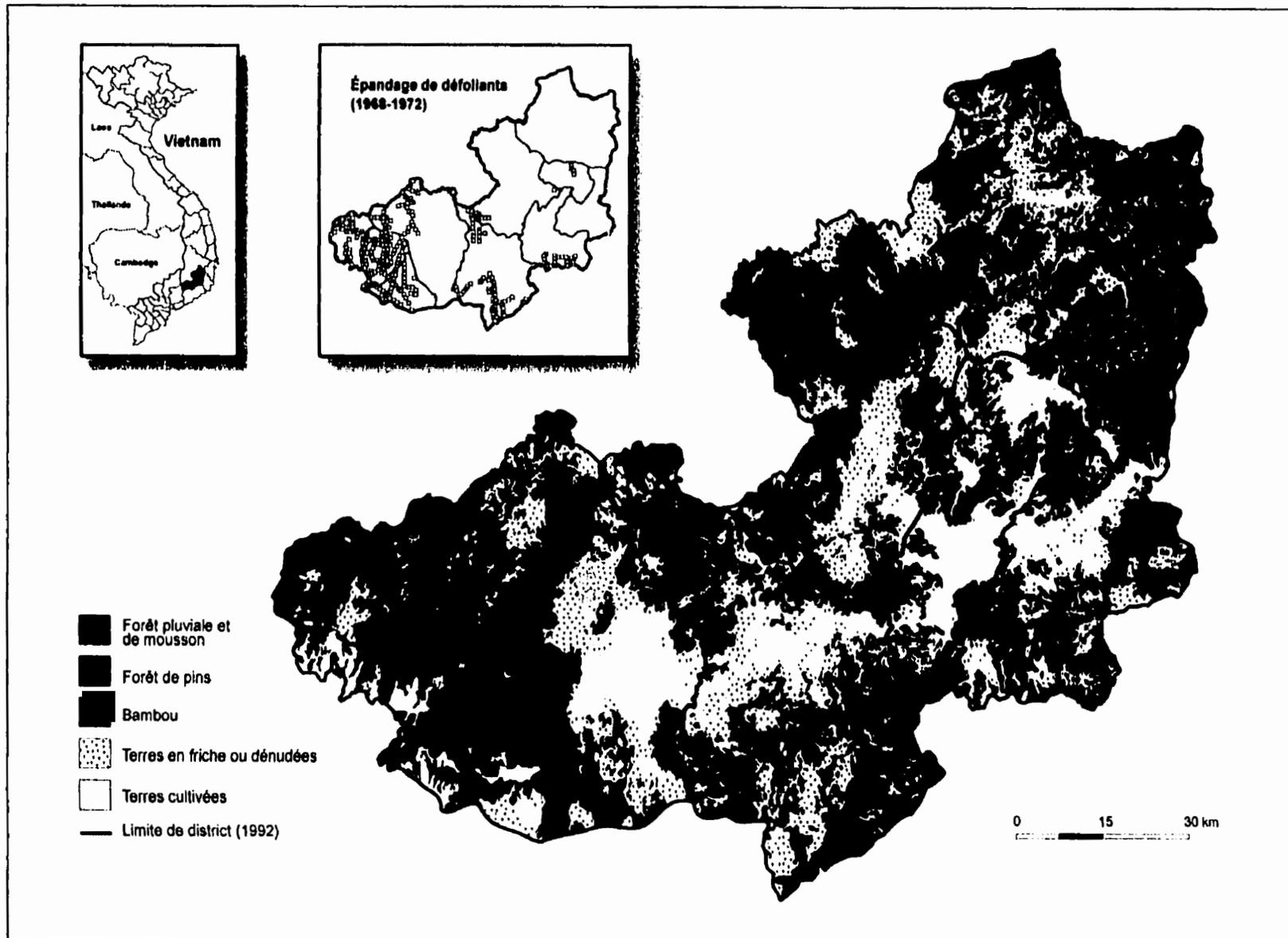
Figure 21
Lam Dong. Utilisation du sol, 1958.



Sources : Institut de Reconnaissance et d'Aménagement Forestier, Hanoi, (1987),
(basé sur les photographies aériennes de 1958);
De Koninck (1997a, p. 61).

Réalisation : Le défi forestier au Vietnam, 1996.
Adaptation : Steve Déry, 1999.
Infographie : Ludovic Guerpillon, 1999.

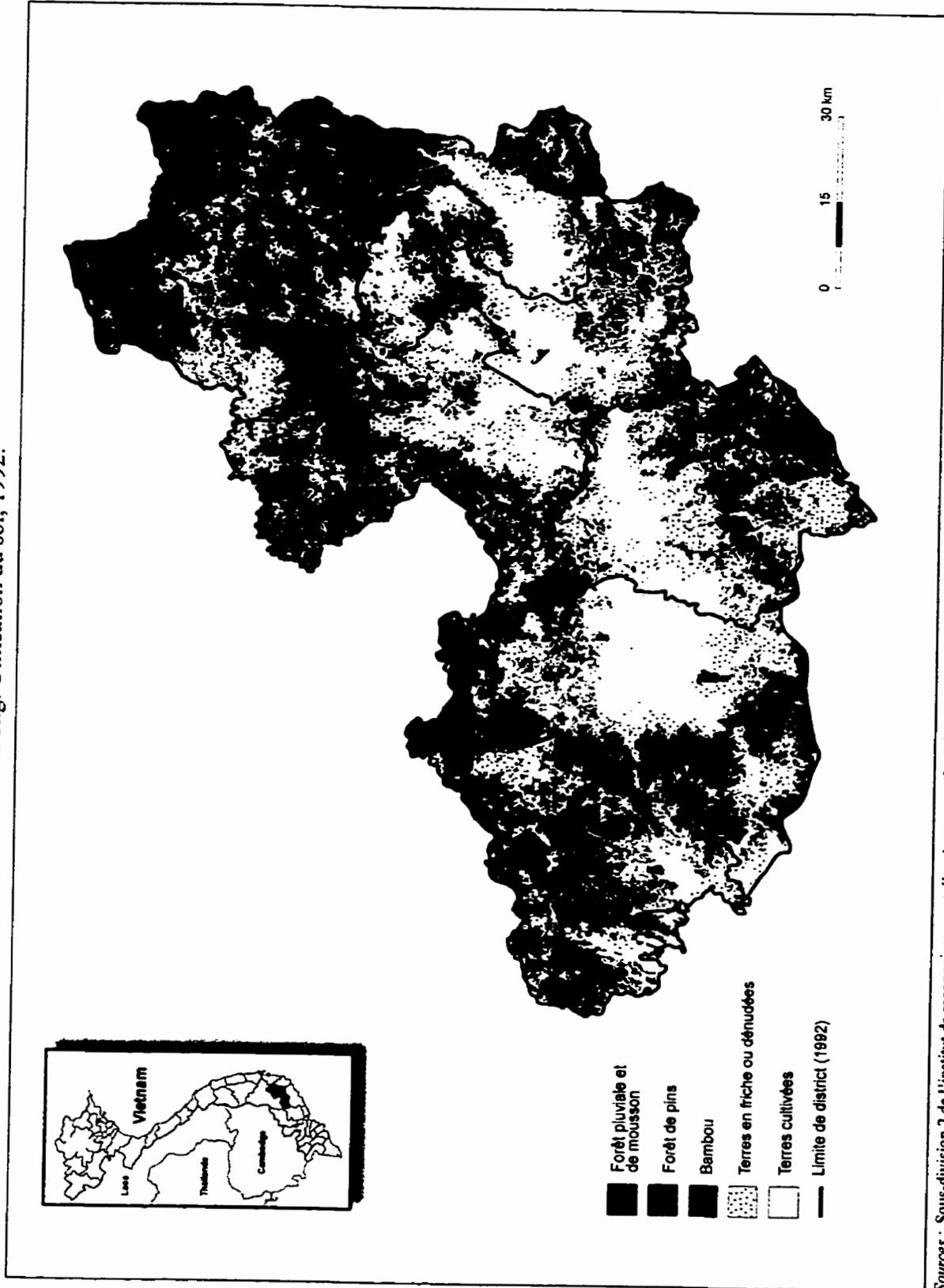
Figure 22
Lam Dong. Utilisation du sol, 1979.



Sources : Institut de Reconnaissance et d'Aménagement Forestier, Hanoi, (1987);
De Koninck (1997a, p. 62).

Réalisation : Le défi forestier au Vietnam, 1996.
Adaptation : Steve Déry, 1999.
Infographie : Ludovic Guerpillon, 1999.

Figure 23
Lâm Đông. Utilisation du sol, 1992.



occupé la région aux XVII^e et XVIII^e siècles; ces derniers avaient aussi enseigné la riziculture inondée aux Lat et aux Sre¹¹⁴.

De toute façon, c'est avec l'arrivée des Français qu'a débuté la véritable colonisation agricole. Au cours de cette période, les jardins maraîchers ont aussi été développés, surtout par des représentants de l'ethnie viet, nouvellement installés à Dalat et Don Duong (voir figure 9, p. 83). Les plantations commerciales de la période coloniale étaient surtout situées dans les districts de Di Linh, Duc Trong et Don Duong. Il est fort possible que, à même la carte de 1958, certaines de ces plantations, quelques-unes abandonnées dès le coup de force japonais de 1945, soient représentées par la catégorie des friches. En fait, c'est vraisemblablement le cas de toute la ligne centrale des friches situées dans le district de Lam Ha (figure 21, p. 146); elles longent la route interprovinciale qui se rend jusqu'à Buon Me Thuot.

D'ailleurs, la période de 1945 à 1954 a été caractérisée par une certaine déprise agricole. Des terres ont été abandonnées et la population n'augmentait que via l'accroissement naturel. Après 1954, plusieurs nouveaux villages agricoles ont été établis autour de Blao, qui est devenu le deuxième pôle de développement après Dalat, supplantant ainsi Djiring.

De 1958 à 1979, les événements se sont bousculés en deux temps. Premièrement, la guerre du Vietnam, qui a fait rage jusqu'à 1975, a amené un très grand nombre de réfugiés, surtout montagnards, dans des centres de regroupement (hameaux stratégiques), pour l'essentiel situés le long des principaux axes routiers (figure 18, p. 129). On trouve ces centres un peu partout dans la province, mais particulièrement à Lam Ha¹¹⁵, Di Linh, Bao Loc et Lac Duong.

En deuxième lieu, après la réunification de 1975, les nouvelles autorités gouvernementales ont créé, d'une part, des NZE pour y envoyer des gens en provenance des régions densément peuplées du delta du fleuve Rouge ou de la côte du Centre, ou même d'Ho Chi Minh-Ville, et d'autre part, des entreprises et des coopératives agricoles d'État (*nong truong* ou *hop tac xa*). Des Montagnards habitant les anciens hameaux stratégiques ont aussi été envoyés vers des NZE pour diminuer la pression démographique extrême de ces zones¹¹⁶.

Selon l'annuaire statistique de la province (UBND, Lam Dong, 1981), lors de la construction des NZE entre 1976 et 1980, un total de 30 624 hectares auraient été défrichés et remis en culture (*khai hoang phuc hoa*), les remises en culture comptant pour seulement 18% du total, le

¹¹⁴Voir Maître, 1912; Dournes, 1948; Boulbet, 1967; Hickey, 1982a.

¹¹⁵ Évidemment, il s'agit d'une référence aux limites de district actuelles.

¹¹⁶Voir 5.3.2 et 5.4.2 pour le cas de Lam Ha.

reste relevant des nouveaux défrichements. La superficie occupée par l'agriculture des coopératives agricoles atteignait 12 657 hectares en 1980, soit 26% de la superficie cultivée totale (environ 49 000 hectares), en hausse constante depuis 1976. Cependant, il semble que ces données soient largement en deçà de la réalité (voir tableau 22, p. 150, relatif à la figure 22, p. 147).

Parmi les facteurs responsables de l'extension des superficies agricoles, il faut aussi compter la sédentarisation de plusieurs groupes de Montagnards. Les surfaces cultivées par eux, qui n'étaient pas comptées auparavant du fait de leur caractère temporaire ou transitoire, sont entrées dans le calcul dès qu'elles ont été fixées. Ainsi en est-il, par exemple, du village de Dam Rong, à l'extrême ouest du district de Lac Duong, et où un hameau stratégique a été érigé au milieu des années 1960. Sur la carte de 1958, rien n'apparaît sinon la forêt, mais il est certain qu'un petit village y existait et que l'on devait y pratiquer l'agriculture itinérante sur brûlis dans les alentours.

Tableau 22
Lam Dong. Évolution de l'utilisation du sol, 1958, 1979 et 1992.
(en kilomètres carrés et en pourcentage)

Catégorie	1958		1979		1992	
	km ²	%	km ²	%	km ²	%
Terre cultivée*	363	3,5	1 412	13,9	2301	22,6
Terre en friche	947	9,3	1 876	18,5	2336	23,0
Bambou	1 870	18,4	1 737	17,1	1926	19,0
Forêt pluviale et de mousson	4 048	39,9	3 837	37,8	2327	22,9
Forêt de pins	2 938	28,9	1 296	12,8	1273	12,5
TOTAL	10 166	100,0	10 158	100,0	10 163	100,0

Source: De Koninck (1997a, pp. 68-70)

*incluant les zones habitées.

Entre 1979 et 1992, les migrations agricoles organisées se sont poursuivies et accélérées aussi, particulièrement après 1987, alors que de plus en plus de migrations spontanées, c'est-à-dire libres, ou sans d'autre initiative ou organisation que celle du migrant (on pourrait même dire illégales) ont amené de nouveaux contingents de colons à chaque année. Les zones cultivées

depuis longtemps ont ainsi été élargies considérablement; les nouveaux lanciers pionniers, essentiellement le fait de colons viet, se sont dirigés généralement sur les marges des domaines déjà pionniers, les consolidant du même coup, mais aussi dans des régions où ces colons viet n'avaient jamais osé s'aventurer, comme dans la commune de Phi Lieng (district de Lam Ha).

Encore une fois, au cours de cette période (1979-1992), la sédentarisation a joué un rôle, quoique minime dans l'extension des surfaces cultivées (sédentaires, il faut le dire). C'est particulièrement évident dans le district de Lac Duong.

Au point de vue territorial, après 1975, la progression des superficies agricoles dont la responsabilité échoit à la colonisation agricole s'est déroulée en trois étapes. La première, c'est celle des NZE, pour la plupart établies sur les terres basaltiques, souvent des terres en friches (d'anciennes plantations?). La deuxième, c'est celle de migrations spontanées de parents ou de proches connaissances de ceux qui ont déjà migré au cours de la première phase; ils s'installent généralement sur les marges ou dans les interstices des peuplements de la première phase. Enfin, la troisième phase est celle des migrations spontanées de proches ou non, dont l'installation se fait sur les marges des peuplements antérieurs, où les terres, très souvent, ne sont plus basaltiques, donc généralement moins fertiles (voir figures 15, p. 118, et 23, p. 148, ainsi que De Koninck, 1997, p. 83). La fulgurante expansion de l'agriculture dans les basses terres des trois petits districts occidentaux de la province de Lam Dong le démontre; c'est plutôt l'anacardier qui a été favorisé, plus facile à développer sur des sols moins fertiles.

La progression territoriale de l'agriculture, dont témoignent avec beaucoup d'éloquence les figures 21, 22 et 23, consiste en fait en deux phénomènes distincts: d'une part, une extension effective des superficies consacrées à l'agriculture, et d'autre part, la prise en compte, sur les cartes, de terres agricoles qui n'étaient pas répertoriées comme telles auparavant, soit parce qu'elles n'avaient pas été recensées ou parce que les terrains qu'elles occupaient étaient officiellement, c'est-à-dire sur papier, consacrés à d'autres usages (comme la foresterie). Par exemple, la création possible d'un nouveau district dans la province de Lam Dong, un onzième, devrait s'appuyer sur un certain nombre de noyaux agricoles qui ne sont pas définis comme tels sur les cartes actuelles, même si les fonctionnaires locaux connaissent la réelle utilisation du sol, à savoir l'agriculture. Ces terres, officiellement des terres consacrées à la foresterie, devront changer de vocation officielle; elles apparaîtront alors sur les cartes officielles comme des terres cultivées.

Cette expansion agricole n'a pas été sans conséquence, le rétrécissement du patrimoine forestier étant particulièrement visible et dramatique.

4.3.2 Expansion agricole, recul des lisières forestières et dynamique des friches

Entre 1958 et 1992, la part des forêts situées à l'intérieur du territoire de l'actuelle province de Lam Dong, tous types et tous degrés de dégradation confondus (feuillus, pins, bambou), est passée de 87% à 54%, alors que les terres en friche et celles occupées par les cultures augmentaient inversement de 13% à 46% (tableau 22, p. 150).

À l'échelle des districts (limites actuelles utilisées pour les trois années), les situations sont très variées (tableau 22, voir De Koninck, 1997a, pp. 60-74).

Dans le district de Bao Loc, la colonisation agricole a été particulièrement active au cours des périodes 1954-1955 et 1976-1979, mais aussi depuis 1979. La création d'une entreprise agricole d'État (NT Nam Linh) a contribué à étendre les terres cultivées (figure 24, p. 155). Comme c'était surtout la forêt pluviale et celle de mousson qui étaient présentes, ce sont elles qui en ont fait d'abord les frais (avant 1979). Entre 1979 et 1992, la forêt de pins, moins étendue à l'origine, a été proportionnellement beaucoup plus sollicitée. Dans ce cas-ci, cela s'explique par l'éloignement des pinèdes des principaux axes routiers. Une observation attentive révèle aussi une dynamique particulière: les terres cultivées semblent s'étendre aux dépens des friches alors que celles-ci progressent aux dépens de la forêt, devançant ainsi l'agriculture¹¹⁷. La couverture forestière est restée dense dans les zones où les reliefs comportent de fortes pentes.

Dans les trois petits districts occidentaux (Cat Tien, Da Teh et Da Huoai), l'extension des superficies cultivées apparaît fulgurante à cause de leur absence en 1958. Selon Maître, pourtant, la région de B. Gor, où sont situées la plupart des friches du district de Cat Tien, comptait de «*magnifiques et vastes rizières (...), une plaine basse admirablement cultivée, très densément peuplée et riche*» (Maître, 1912, p. 176-177). En 1965, le village était toujours présent, et entouré d'une savane marécageuse¹¹⁸. Comme les dérangements causés par la guerre des années 1960 n'avaient pas débuté en 1958, il est étonnant que n'apparaissent pas de terres cultivées dans cette zone. La présence prépondérante du bambou pourrait aussi témoigner d'une intense activité humaine jusqu'à cette époque (agriculture itinérante, par exemple, ou tout simplement cueillette du bois). Sur la carte de 1979 (figure 22, p. 147), cette forêt de bambou apparaît considérablement étendue (surtout Da Teh, et la zone contigüe de Bao Loc). Cette fois, c'est vraiment la création de l'entreprise d'État et de la NZE à Da Teh qui est responsable. D'ailleurs, c'est Da Teh qui semble avoir reçu le plus fort contingent de nouveaux migrants

¹¹⁷ Cette dynamique mériterait une étude spécifique.

¹¹⁸ Voir la carte topographique de 1965, au 1:50 000^e; voir aussi Boulbet, 1967, p. 83.

(tableau 16, p. 137). On peut émettre l'hypothèse que la pauvreté des migrants a augmenté la pression sur les forêts environnantes.

Dans le district de Di Linh, colonisé avant Bao Loc, les terres agricoles ont progressé aussi rapidement jusqu'en 1979. Par la suite, les nouvelles terres mises en cultures, entre 1979 et 1992, n'ont fait, pour la plupart, que remplir les espaces intermédiaires. La topographie accidentée de la chaîne du Braïan, située au Sud, a permis de conserver de vastes zones forestières.

Les districts de Don Duong et Duc Trong ont été les premiers colonisés à l'époque française. Les deux comptaient de larges peuplements de pins en 1958. Dans le cas de Don Duong, on remarque que les forêts de feuillus ont été peu touchées, même si elles ont été vraisemblablement dégradées, comme en témoigne la présence de bambou en 1992. Somme toute, elles ont été protégées du fait surtout des pentes escarpées. À Duc Trong, l'ensemble du territoire forestier a été entamé ou dégradé comme l'atteste la progression rapide des friches entre 1979 et 1992. Du début du siècle jusqu'au début des années 1990, cette dégradation a cependant été graduelle car la colonisation agricole s'y est déroulée par étapes: concessions françaises, hameaux de réfugiés du Nord, NZE, migrants spontanés récents.

Le cas de Lac Duong est plus problématique. Il semblerait que la sédentarisation ait permis la création et la consolidation de noyaux agricoles, mais l'avance des friches demeure pour l'instant sans explication valable. L'utilisation de l'essartage, tant la version professionnelle que celle artisanale pratiquée par les Viet, semble à première vue une hypothèse plausible (De Koninck, 1997a, p. 72, a posé la question), mais les données démographiques ne peuvent rien confirmer ou infirmer. En effet, d'une part, même aujourd'hui, les Viet sont demeurés très peu nombreux dans ce district, surtout dans les régions éloignées de Dalat (où se retrouve aussi l'essentiel des friches), et d'autre part, contrairement au reste de la province, la population de Lac Duong s'est accrue faiblement. D'autres facteurs entrent donc en ligne de compte¹¹⁹.

Le site de la ville de Dalat a aussi été colonisé très tôt au XX^e siècle. Mais c'est surtout après 1975 que l'agriculture maraîchère a pris son essor, surtout aux dépens des forêts de pins. Il faut préciser que, déjà au XIX^e siècle (selon les témoignages des explorateurs, Yersin en tête), le plateau de Lang Vien (Langbian) était constitué en très grande partie par une savane dénudée.

Enfin, le district de Lam Ha a connu différentes phases de colonisation agricole. Là aussi la dynamique des friches est complexe et nécessitera des recherches approfondies. Un peu comme

¹¹⁹ Un travail de recherche reste aussi à mener.

pour Bao Loc et Di Linh, l'agriculture semble avoir progressé d'abord aux dépens des friches. Un examen à l'échelle locale contribuera à apporter quelques éléments de réponse (chapitre 5).

4.3.3 Agriculture versus forêt?

Bien que le lien entre l'expansion des superficies cultivées et la contraction des surfaces forestières demeure évident, le processus n'est pas toujours linéaire. Pour l'ensemble de l'Asie du Sud-Est, il semblerait qu'environ 40% du recul des forêts entre 1960 et 1990 puissent être *directement* imputés à l'expansion agricole (Déry, 1996, p. 39). Mais à cette expansion doit être attribuée une plus grande part de responsabilité, du fait des défrichements pour d'autres usages (habitations, bois de feu, etc.), des abandons pour cause de sols épuisés, etc. (*ibid.*).

Dans la province de Lam Dong, entre 1958 et 1992 (selon les données fournies par la planimétrie des cartes), l'expansion agricole¹²⁰ a été directement responsable de 58% du recul des lisières forestières (forêt pluviale, de mousson, et de bambou). Les districts où la corrélation est la plus forte sont ceux de Cat Tiên (97%) et de Bao Loc (86%). Dans le cas de Cat Tien, il est fort possible que ce fort pourcentage soit directement lié au fait que les superficies agricoles qui existaient dans cette zone avant 1958 n'aient pas été incluses dans le calcul.

Dans la planification provinciale à venir, selon deux fonctionnaires rencontrés en 1996, attachés au Département d'Agriculture et de Développement Rural, pour que la province demeure forestière, les terres agricoles ne doivent plus s'étendre; pour eux, il n'y aurait donc plus de nouvelles terres disponibles pour la culture dans la province.

4.4 Les artisans du changement

4.4.1 Nouvelles Zones Économiques et entreprises d'État

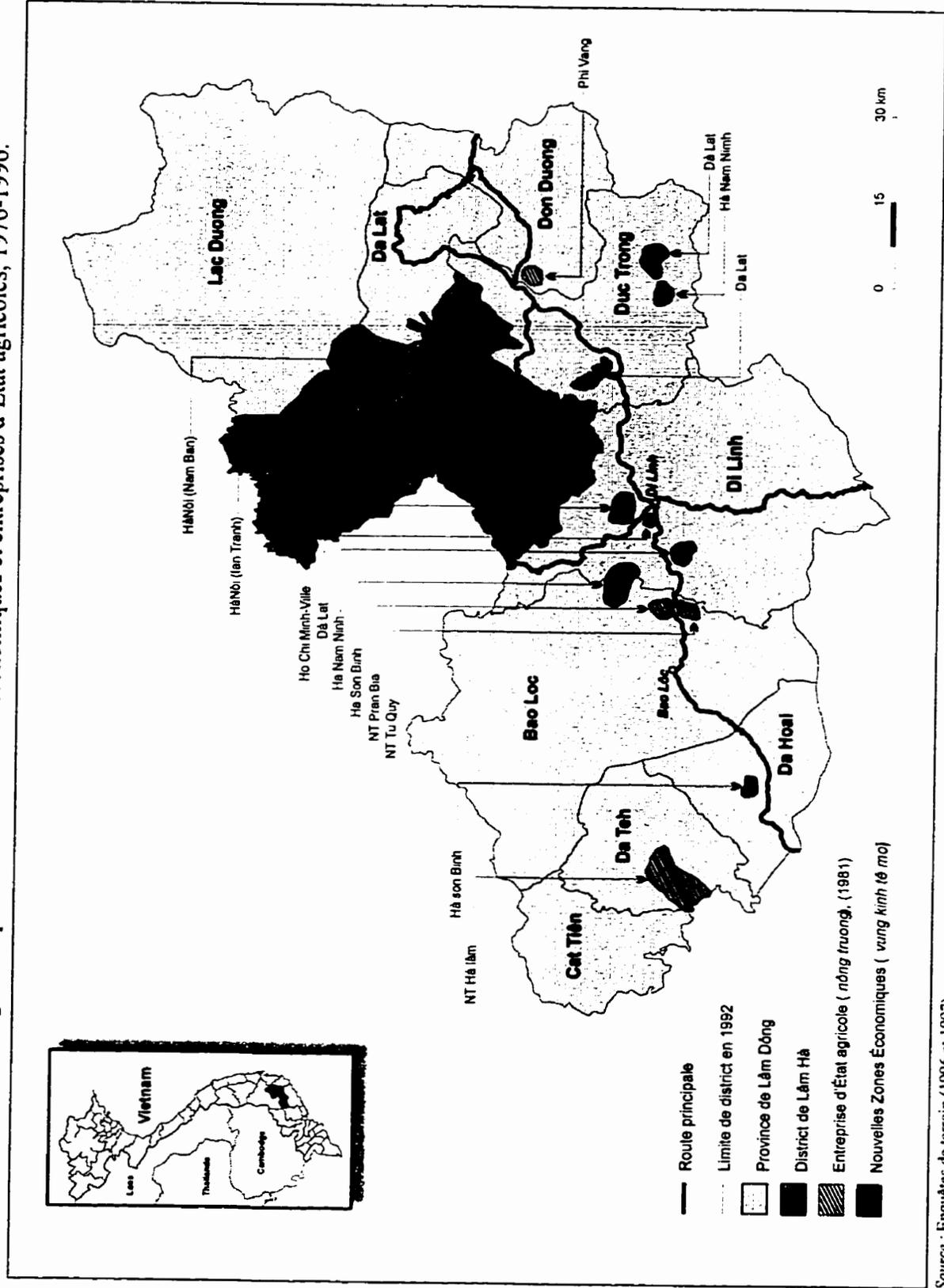
En 1976, le gouvernement vietnamien a relancé le programme des Nouvelles Zones Économiques dans la province de Lam Dong. Si l'on se fie aux résultats d'enquêtes conduites au Vietnam à l'automne 1996, ces NZE auraient dû s'appeler, du moins jusque vers 1990, des *Nouvelles zones stratégiques*¹²¹.

Dans la province de Lam Dong huit zones ont été désignées pour accueillir des migrants (figure 24, p. 155), dont trois situées dans l'actuel district de Lam Ha: la NZE de Ha Noi, séparée en deux aires distinctes (Nam Ban et Lan Tranh), et la NZE de Dalat. La NZE de Ha Noi, la plus

¹²⁰ Les zones bâties sont incluses dans ce calcul.

¹²¹ Je préserve ici l'anonymat de mon interlocuteur, à sa demande.

Figure 24
Lam Dong. Principales Nouvelles zones économiques et entreprises d'État agricoles, 1976-1996.



Conception : Steve Déry, 1999.
Infographie : Ludovic Guerpillon, 1999.

Source : Enquêtes de terrain (1996 et 1997).

Tableau 23
Lam Dong. Migrations organisées vers
les Nouvelles Zones Économiques, 1975-1980 et 1991-1995.

Année	Province		En provenance de l'extérieur (total)				TOTAL DES MIGRANTS	
	familles	personnes	familles	personnes	familles	personnes		
1976		9 732		11 575		21 307		
1977		5 882		12 509		18 391		
1978		8 561		10 805		19 366		
1979		8 046		4 636		12 682		
1980		526		5 492		6 018		
total 1976-80		32 747		45 017		77 764		

Année	Province		En provenance de l'extérieur				TOTAL DES MIGRANTS	
	familles	personnes	organisées		spontanées		familles	personnes
			familles	personnes	familles	personnes		
1990	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	3 654	n.d.	n.d.	n.d.
1991	941	3 385	0 (?)	0 (?)	5 853	25 753	6 794	29 138
1992	412	1 818	215	864	4 843	21 551	5 470	24 233
1993	1 000	4 785	1 150	5 750	4 915	22 117	7 165	32 652
1994	1 041	4 883	1 800	8 488	5 516	27 071	8 357	40 442
1995	627	2 888	120	628	6 763	31 487	7 510	35 003
total 1991-95	4 021	17 759	3 285	15 730	27 890	127 979	35 296	161 468

Sources: 1976-1980: UBND, tỉnh Lam Dong (1981, p. 121) 1990: Service de distribution de la main-d'oeuvre et de la population, 3.02.1994; 1991-1995: UBND, tỉnh Lam Dong (1996, p. 9).

vaste, a été créée en 1976. Les premières personnes venues s'y installer originaient tous de la ville de Ha Noi au Nord du pays; ils se sont d'abord installés dans la région de Nam Ban et puis, par la suite, sur le territoire situé autour de l'actuelle commune de Hoai Duc. Les migrations ont débuté en 1976-77 avec l'envoi de Jeunes volontaires qui sont venus préparer la NZE. Après 1981, le nombre des migrants a augmenté sensiblement et il a atteint environ 100 personnes par an en moyenne jusqu'en 1989. Par la suite, le mouvement de déplacement de population organisé par l'État s'est encore accéléré; un total de 15 000 personnes *auraient* migré pour les seules années 1991 et 1992. Cela expliquerait en partie la forte croissance de population du district après 1991 (tableau 23, p. 156).

Au départ, une commission sise à Ha Noi gérait la NZE. Les migrations se faisaient en groupe, i.e. qu'un certain nombre de personnes d'un district donné s'installaient dans une zone de la région d'accueil et créaient un groupe de travail, divisé en unités de production (*doi san xuat - tap doan*) qui devenait éventuellement une commune. La gestion se faisait sous forme de coopérative. Le gouvernement payait les frais de transport et la nourriture et les biens pour six mois, et fournissait en plus une habitation. Ces mesures incitatives ont cependant été amoindries par la suite. Trois types de personnes ont été envoyées dans les NZE: d'abord des pauvres, souvent sans terre au Nord, généralement volontaires; ensuite des criminels et d'autres personnes désignées par l'État, astreints de migrer; enfin d'autres personnes ou familles qui n'ont pas «contribué à l'effort de guerre» d'avant 1975: il s'agit pour eux d'une forme de punition ou de contribution¹²².

La première phase de cette implantation des NZE a donc débuté en 1976 et s'est prolongée jusque vers 1985. À cette époque, la colonisation agricole se déroulait surtout dans les régions basses et visait à développer essentiellement la production vivrière (riziculture inondée). Les données concernant le nombre de migrants varient beaucoup d'une source à l'autre. Hill (1984, p. 393) rapporte qu'entre 1976 et 1981, 16 000 personnes auraient migré vers les NZE du Lam Dong. Ils auraient développé 2528 hectares dont les deux tiers en rizières et le reste en cultures vivrières. Ces informations demeurent cependant très fragmentaires. Pour leur part, Jones et Fraser semblent affirmer - leur tableau n'est pas clair - que, pour la même période (1976-1981), 119 500 personnes auraient migré vers les NZE du Lam Dong, en provenance majoritairement de Ha Noi, et secondairement de Ha Son Binh (Jones et Fraser, 1982, p. 123) ainsi que de la province de Lam Dong même. Ces deux chiffres (celui de Hill et celui de Jones et Fraser) paraissent extrêmes lorsque, ironiquement, les données qui semblent les plus cohérentes sont celles fournies par les vieux annuaires statistiques et les rapports locaux (tableau 23, p. 156).

¹²² Entrevue avec Nguyen Van Thao, chef-adjoint du district, 19 septembre 1996.

Après 1985, la politique agricole a changé et les plantations commerciales ont été davantage favorisées. Ce revirement de situation s'explique en partie par une saturation des zones de bas-fonds, dont la superficie demeure somme toute relativement limitée (voir la figure 15b, p. 118, les zones de limon alluvial, par exemple), mais aussi par la hausse de prix des produits agricoles commerciaux comme le café (voir tableau 9, p. 102). L'État vietnamien a voulu en profiter pour accroître ses revenus.

Les efforts monétaires consentis par l'État pour appuyer les migrants des NZE ont varié d'une période à l'autre mais généralement les investissements se sont amenuisés graduellement. Selon un interlocuteur local (rencontré en décembre 1996), cela est tout à fait normal puisqu'avant 1991, il n'y avait pas vraiment de planification: le budget était décidé à chaque année, une décision était prise concernant une zone d'accueil potentielle, sans qu'aucune étude ni aménagement ne soit réalisé; on traçait une route et les gens étaient amenés, tout simplement.

4.4.2 Les migrations spontanées

Avec les nouvelles lois foncières des années 1980, et l'adoucissement graduel du régime de propriété, de plus en plus de personnes sont partis de leur propre initiative s'installer dans une région pionnière. Les migrants spontanés ont des origines et des conditions diverses. Ils suivent souvent un parent parti dans le cadre des NZE; ce sont aussi parfois des militaires démobilisés qui ont fait leur service dans la province de Lam Dong (dans le cadre des affrontements avec le FULRO), et qui, à leur démobilisation se cherchent une terre, un endroit pour s'installer. Les colons sont souvent très pauvres, sans terre dans leur province d'origine, plus rarement bien nantis et spéculateurs.

Selon le comité populaire de la province, de 1990 à 1995, un total de 31 544 familles de migrants spontanés seraient venus s'installer dans la province de Lam Dong, soit entre 100 000 et 120 000 personnes (tableau 24, p. 159). Ce total correspond à environ un sixième de la population provinciale de 1989. Le district de Bao Loc est celui qui a accueilli le plus de familles (8812 foyers), suivi par celui de Lam Ha (5343 foyers); Cat Tien est celui où le nombre de foyers accueillis a atteint la plus forte proportion de la population, suivi par le district de Lam Ha.

Depuis 1987, le nombre de familles migrant spontanément s'est accru presque à chaque année¹²³ (tableau 24, p. 159) (Tran Dac Dan et Déry, 1997). En calculant que chaque foyer nouvellement arrivé défriche 0,5 hectare pour cultiver - une estimation plus que raisonnable - on

¹²³Il faut mentionner que, parmi les migrants spontanés, on trouvait de nombreux contingents de représentants des Montagnards du Nord, tels les Tay et les Nung.

peut évaluer au minimum à 16 000 hectares les terres converties pour l'agriculture par les migrants spontanés entre 1990 et 1995, dont près de 3 000 hectares dans le seul district de Lam Ha; cette action étant conduite principalement aux dépens des forêts. Avec la décision récente (1997) du gouvernement vietnamien, visant à interdire les migrations spontanées, il sera intéressant de vérifier si elle est appliquée concrètement et de voir quelle influence elle aura tant sur le développement des régions des Plateaux centraux comme la province de Lam Dong, que sur celles d'où proviennent les colons (Tran Dac Dan et Déry, 1999, pp. 218-219). Selon des enquêtes conduites encore plus récemment (voir note 83, p. 99), cette interdiction ne semble pas être efficace.

Tableau 24
Lam Dong. Foyers d'immigrants spontanés, 1987-1995.

District	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994-95	TOTAL
Bao Loc*	413	501	714	1 445	1 659	1 983	1 437	2 288	10 440
Cat Tien	176	214	305	617	796	897	329	1 195	4 529
Da Huoi	58	70	100	202	339	270	237	810	2 086
Da Lat (TP)	?	?	?	?	?	?	?	?	?
Da Teh	101	122	174	353	319	286	140	1 632	3 127
Di Linh	36	44	62	126	1 574	147	1 012	2 169	5 170
Don Duong	?	?	?	?	?	?	?	?	?
Duc Trong	0	0	0	0	376	448	632	1 919	3 375
Lac Duong	36	44	62	126	30	48	126	234	706
Lam Ha	225	272	388	785	680	764	1 002	2 112	6 228
TOTAUX	1 045	1 267	1 805	3 654	5 773	4 843	4 915	12 359	35 661

Sources: Service de distribution de la main-d'oeuvre et de la population, 3.02.1994 et UBND, tỉnh Lam Dong, 28.08.1996. Voir aussi De Koninck (1997a, p. 78).

* Bao Loc incluait Bao Lam à cette époque.

Chapitre 5

LE DISTRICT DE LAM HA: GÉOGRAPHIE ET COLONISATION AGRICOLE

«À cette échelle, on observe le processus en action.»
(Dollfus, 1971, p. 43)

Le district de Lam Ha constitue à plusieurs égards un microcosme de la province de Lam Dong. La topographie, l'hydrographie, les sols, l'agriculture, les forêts, le peuplement, tous les caractères humains et physiques qui témoignent de la géographie de la province peuvent être utilisés dans la description de celle du district de Lam Ha. Pourtant, depuis 50 ans, c'est une zone qui a été très peu étudiée dans la région. En fait, elle se trouve sur les marges des domaines étudiés par Condominas, Boulbet et Dournes, respectivement les pays Mnong au nord, Ma à l'ouest et Koho (ou Sre) au sud¹²⁴. Aujourd'hui, cette région forme une charnière entre un pays montagnard transformé profondément et un pays viet pionnier.

5.1 Le milieu et les hommes

5.1.1 Le milieu physique...

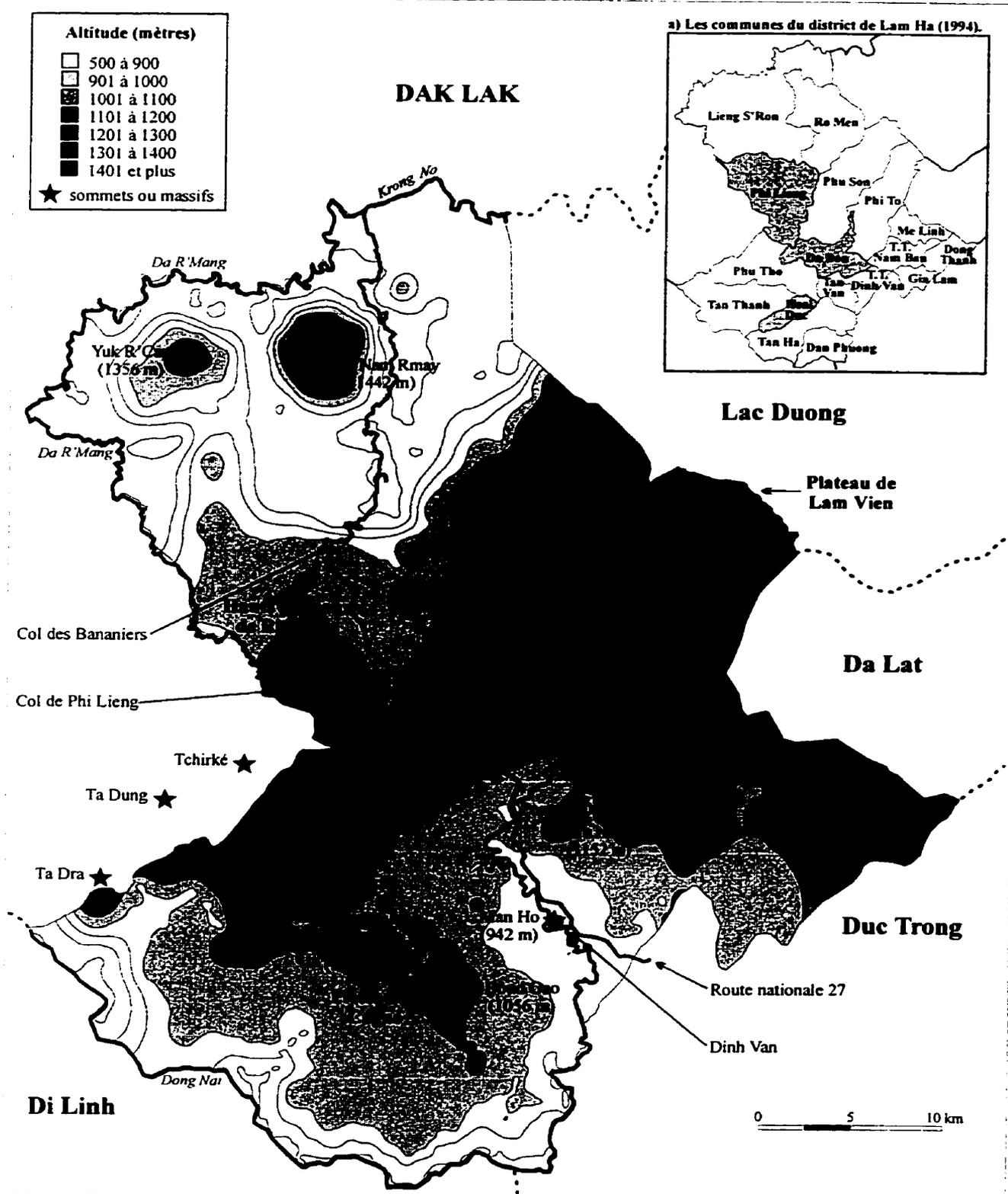
*Relief et hydrographie*¹²⁵. Le relief est probablement l'élément structurant le plus déterminant du territoire compris à l'intérieur des limites administratives du district de Lam Ha (figure 25). Il conditionne tout autant l'écoulement des eaux, le climat ou les types de sols qu'il influence le peuplement, la structure agraire ou les types de végétation. Près de Dinh Van, le chef-lieu du district, qui constituait mon pied à terre lors de mes enquêtes dans cette région¹²⁶, le paysage se présente comme une plaine entourée de petites collines, et au milieu de laquelle quelques

¹²⁴Gerald C. Hickey ne l'évoque même pas une fois dans son histoire des Plateaux centraux (1982a et b).

¹²⁵À moins que ce ne soit précisé, les toponymes employés ici sont ceux utilisés sur la carte topographique de 1965 (1:50 000).

¹²⁶ Je profite de l'occasion pour remercier M. Loi qui m'a accueilli généreusement à son Guest House, lors de mes trois séjours en 1996 et 1997.

Figure 25
Lam Ha. Relief et repères physiographiques.



Source : Carte topographique du Vietnam, feuillets 6632 (I à IV) et 6633 (II et III), (échelle 1:50 000, 1965).

Réalisation : Tran Dac Dan et Steve Déry, 1999.
Infographie : Ludovic Guerpillon, 1999.

éminences masquent l'horizon des rizières (photo 1. voir Annexe F). Loin derrière, vers l'ouest, hors des limites de la province, la silhouette du massif du Ta Dung (1982 mètres) se dresse, imposante, flanquée du Ta Dra sur sa gauche et du Tchirké sur sa droite; vers le nord, le relief se relève mais ne représente pas un obstacle aux déplacements; vers l'est, les contreforts du plateau de Lam Vien, qui culminent à plus de 1400 mètres, finissent d'enserrer la vallée où s'élanche la Da Deung après sa descente du même plateau¹²⁷ (figure 25, p. 161).

L'orographie de cette région de la province de Lam Dong se présente un peu comme une mosaïque. Il est peu aisé d'en définir des zones relativement homogènes du point de vue des formes du relief¹²⁸. On peut tout de même établir cinq regroupements parmi ces nombreux enchevêtrements de montagnes, plateaux et vallées (figure 25). La partie méridionale se divise en trois zones à peu près parallèles qui suivent un axe nord-ouest - sud-est. La première zone, la plus au sud et la plus homogène du district, est celle du plateau de Cagne (nom donné par les Français, à l'époque coloniale); il constitue en fait une annexe de celui de Di Linh. S'élevant à une altitude moyenne de 900 à 1000 mètres, il surplombe la vallée de la Da Deung, en particulier la plaine de Dinh Van, qui s'étale à quelque 150-200 mètres en contrebas. Pour y accéder, il faut franchir un col long de cinq kilomètres, par la route #725. Les points les plus élevés du plateau, le Poyou et le Boud Gao, atteignent 1056 mètres d'altitude.

La deuxième zone, la vallée de la Da Deung, consiste en fait en une plaine s'élevant et se resserrant graduellement du sud vers le nord, vers l'aval de la rivière, à une altitude de 800 à 850 mètres. Le paysage de plaine est brisé par quelques collines (par exemple, le Man Ho - 942 mètres). La troisième zone, parallèle à cette vallée de la Da Deung et formant son flanc nord-est, constitue la dernière marche permettant d'accéder au plateau de Lam Vien. Elle se compose de nombreuses dénivellations: l'altitude y varie entre 900 mètres dans la trouée que creuse la rivière Cam Ly avant de se joindre à la Da Deung et plus de 1100 mètres près du Ta Nial qui culmine à 1152 mètres; on y trouve aussi des escarpements particulièrement raides (figure 25), déboisés récemment (photo 2)¹²⁹.

Entre ces trois zones parallèles et la région septentrionale du district se dresse une chaîne de sommets relativement élevés, orientée sud-ouest - nord-est. Ils atteignent entre 1200 et 2000

¹²⁷ Une carte avec des courbes de niveau équidistantes de 500 mètres ne révèle pas cette distinction (I.T.M.B., 1994); il faut plutôt en consulter une où les courbes s'échelonnent à tous les 1000 pieds (ou quelque 300 mètres), comme celle produite par De Koninck (1997a, p. 57 et figure 15, p. 117), ou mieux encore, les cartes topographiques à grande échelle (1:50 000e), même si l'ensemble y est plus difficile à cerner.

¹²⁸ Dollfus avait bien raison quand il écrivait: "*La question de la détermination des limites des unités géographiques est l'une des plus difficiles de l'analyse géographique*" (Dollfus, 1971, p. 35).

¹²⁹ Les photos sont regroupées à l'Annexe F.

mètres d'altitude, les moins élevés étant situés au sud-ouest et les plus élevés, au nord-est. Ces derniers constituent déjà la bordure occidentale du plateau de Lam Vien. Mais cette zone n'est pas composée uniquement par de hautes montagnes. Les hauts sommets se divisent en deux crêtes à peu près parallèles, entre lesquelles l'étroite vallée de Phi Lieng se déploie. Au nord de cette vallée, on trouve les hauts plateaux Rlangdja (*cao nguyen Rlangdja*), et au sud, la succession de sommets évoquée plus haut. On y accède par le col de Phi Lieng (*deo Phi Lieng*) au sud et par celui des bananiers au nord (*deo chuoï*).

Enfin, dans la partie la plus au nord du district se trouve un plateau moins élevé, situé en contrebas des hauts plateaux Rlangdja et de celui de Lam Vien. La plus grande partie du plateau s'élève entre 500 et 800 mètres, mais deux montagnes s'imposent dans le paysage: le Yuk R'Cap culmine à 1356 mètres tandis que le Yuk Nam Rmay atteint même 1442 mètres. Dans les deux cas, les pentes sont très escarpées.

S'agissant de l'hydrographie, le portrait est plus simple, mais ne concorde pas de façon précise avec le relief. Le territoire du district se divise en deux bassins versants. Une première portion du territoire, la moitié méridionale du district, fait partie intégrante du bassin moyen de la Da Deung. Celle-ci, après avoir pris sa source sur le versant sud-est des montagnes Benom Dan Sana et Phe Seron¹³⁰, à environ vingt-cinq kilomètres au nord-ouest de la ville de Dalat, et continué sa route à une altitude de plus de 1000 mètres sur le plateau du Lam Vien, s'est creusé un passage sur une vingtaine de kilomètres avant de déboucher sur ce que Maître a appelé, improprement, le plateau de Rioung¹³¹ (Maître, 1912, p. 361). Sur la rive orientale, le relief s'élève graduellement, d'abord en petites collines, redescend quelque peu, puis s'élève ensuite plus rapidement vers les contreforts du plateau de Lam Vien. Sur la rive occidentale, la vallée s'étend, sur trois ou quatre kilomètres, jusqu'aux premières terrasses du plateau de Cagne. Ce plateau, demeure bien enserré dans une boucle que la Da Deung trace avant de remonter vers le nord-ouest pour devenir le fleuve Dong Nai. Il est situé intégralement à l'intérieur des limites du district de Lam Ha, et est parsemée « d'innombrables » interfluves et talwegs, ces derniers étant autant de sources allant se jeter dans la Da Deung par le biais de trois cours principaux: la Da Me, la Da Se Dang et la Da Taneao (figure 29, p. 186).

La partie nord du district, qu'on atteint après avoir traversé le col de Phi Lieng (20 kilomètres), semble construite d'un tout sur le plan hydrographique, mais en fait, elle se sépare en deux

¹³⁰ Montagnes situées à une dizaine de kilomètres du mont Langbian (E-N-E).

¹³¹ Maître nomme "plateau de Rioung" la région située le long de la rivière Da Deung à partir de son parcours sinueux, après sa descente du plateau de Langbian (Lam Vien), jusqu'au confluent de la rivière Cam Ly. Il n'est pas précisé si ce plateau comprend la région du "plateau de Cagne". Étant donné sa situation enserrée par des collines et montagnes environnantes, il faut plutôt employer le terme "vallée" pour désigner cette portion de territoire.

bassins versants: le premier, celui des rivières Poul et Kanang (Da signifie rivière), situé entre le col de Phi Lieng et le col des bananiers, s'écoule vers la Da Deung en s'infiltrant entre les hautes crêtes du Hogne Bougne (1207 mètres) et du Nam Toun (1332 mètres); le second versant se déverse vers le bassin de la rivière Krong No, affluent de la Srepok, elle-même affluent du fleuve Mékong au Cambodge.

5.1.2 ... et ses habitants

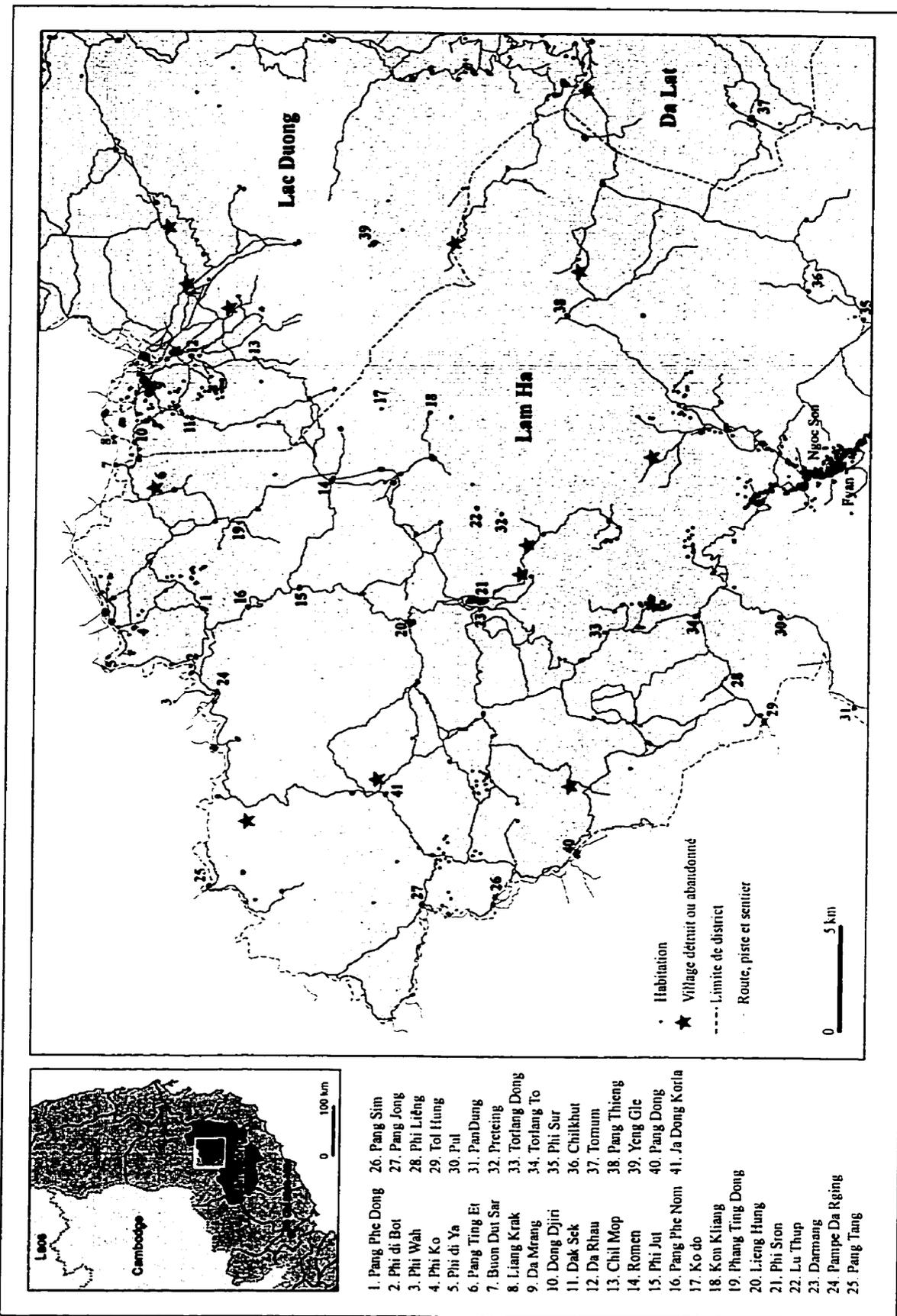
Sur le territoire du district de Lam Ha, on trouve aujourd'hui plusieurs ethnies différentes. Il y a deux cents ans, avant l'arrivée des Français, quatre groupes principaux se partageaient le territoire: les Koho, les Chil, les Ma, et les Mnong. Ces derniers occupaient le bassin des rivières Krong No et Krong Ana (les fleuves mâle et femelle), dans la partie septentrionale de l'actuel district de Lam Ha. Les Ma, plus précisément le groupe des «Maa' Too» étaient installés dans la partie occidentale de ce qui est aujourd'hui le district de Lam Ha, région qui constitue en fait l'extrême-orient du pays des Ma (voir Boulbet, 1964 et 1967). Les Chil étaient groupés dans quelques villages le long de la Da Deung et sur les contreforts du plateau de Lam Vien. Pour sa part le groupe koho contrôlait vraisemblablement le reste du territoire, soit la partie centrale. Mais selon les dires du Père Laliberté, qui a œuvré dans cette région dans les années 1950 et 1960, les Koho de cette région auraient été moins favorisés que les groupes installés autour. Plus loin au nord, chez les Sedang, les Bahnar, les Rhadés, la vie était beaucoup plus facile, mieux organisée surtout¹³²; les Koho vivaient donc sur des territoires laissés par les groupes voisins.

Vers le milieu des années 1950, les villages koho de cette zone étaient petits, comptant au plus 300 personnes. Cette situation s'apparentait à celle que l'on retrouvait chez les Mnong où l'unité politique traditionnelle était le village (Condominas, 1957, p. 11). Au plan agricole, les Koho ne semailent jamais plus qu'il ne fallait. Lors des bonnes saisons, cela ne posait pas de problème, mais lorsque le climat se faisait moins clément, la période de soudure pouvait s'étendre sur plusieurs mois.

Sur le plan territorial, la région de l'actuel district de Lam Ha comptait une centaine de villages, dont 45 dans la partie nord, autour de Lien Hung (figures 9, p. 83 et 26, p. 165). Les limites des territoires villageois étaient fixées par des ententes orales. Des accords à l'amiable servaient aussi à partager les terres affectées aux brûlis. Les villageois brûlaient d'abord collectivement un grand pan de forêt; le terrain ainsi découvert était ensuite partagé entre les membres de la communauté villageoise. L'économie se limitait à l'agriculture de subsistance. Seuls quelques

¹³²Entrevue avec le Père Michel Laliberté, le 2 avril 1998, à Sainte-Anne de Beaupré (SAB).

Figure 26
Lam Ha. La zone de travail des Rédemptoristes.



Sources : Defense Mapping Agency (1992);
Digital Chart of the World (1992).

Conception numérique : Sieve Déry, 1999.
Infographie : Ludovic Guerpillon, 1999.

produits étaient échangés aux Viet pour obtenir du sel. Avant la colonisation française, les habitants de cette région se rendaient même jusqu'à Phan Rang pour obtenir ce précieux sel et d'autres produits nécessaires.

L'essartage fonctionnait sur un cycle de sept ans chez les Koho, les villages étant déplacés tous les quatre ou cinq ans¹³³, et sur un cycle de 10 à 20 ans chez les Mning Gar (Condominas, 1957, p. 21). À l'arrivée des Rédemptoristes dans la région, il semble que les récoltes aient été particulièrement mauvaises pendant quelques années consécutives (de 1958 à 1960).

5.1.3 La pénétration coloniale

Parmi les témoignages des premiers explorateurs français, celui de Henri Maître apporte quelques informations sur la région délimitée aujourd'hui par le district de Lam Ha. Dans l'ouvrage devenu classique, *Les jungles moi* (1912), les allusions à cette région sont cependant peu nombreuses. Les références, en particulier les altitudes, ne sont pas toujours exactes, les noms de lieux (montagnes, villages) ont souvent changé depuis cette époque et restent difficiles à retracer. Cependant, certaines informations demeurent pertinentes.

Dans son exploration du moyen Donnai (Dong Nai - Da Deung) en janvier et février 1910, il nomme souvent le village de Konpi. Ce village n'apparaît pas sur les cartes topographiques de 1965 (1:50 000^e), mais les descriptions qui accompagnent ce toponyme laissent croire qu'il pourrait s'agir du village de Kon Pang, situé sur le flanc occidental du plateau que Maître nommait Konpi ou Konpi-Kagne¹³⁴. Selon lui, ce plateau prolonge celui de Djiring au-delà de la Da Deung, et même jusqu'à Pretaing (Preteing) (Maître, 1912, p. 157). Cela est confirmé par Saurin, qui a fait l'étude géologique de cette région: «*le plateau de Djiring est traversé et découpé par le Da Deung ou Haut Donnai qui l'a entaillé sur une épaisseur moyenne de 300 mètres (...)*» (Saurin, 1970, p. 6). En 1910, le plateau de Konpi (ou Cagne) était «*couvert d'herbe paillette*» (Maître, 1912, p. 157). Cela pourrait expliquer que cette région apparaissait couverte de friches en 1958 (figure 27, p. 184).

Le fait que Maître en parle peu, lui qui a traversé la région à plusieurs reprises dans tous les sens, témoigne surtout de la faible densité de population de cette région à cette époque et aussi du faible achalandage des pistes qui la parcouraient. La seule piste qui présentait un intérêt à l'échelle de l'ensemble de la région traversait le nord de l'actuel district de Lam Ha; Maître la

¹³³Entrevue avec le Père Michel Laliberté, le 2 avril 1998 (Sainte-Anne de Beaupré).

¹³⁴Boulbet le nomme Plateau de Ngkany (1952, p. 366), vraisemblablement d'après le nom du village de Kany. Sur une carte publiée dans l'*Annuaire de l'Indochine* (1910), on trouvait le toponyme "plateau de Cagne". Il sera utilisé dans cette recherche, faute de mieux.

décrivait ainsi lors de son passage à la toute fin de 1910: «*Par Peco, Pampei, Psroïne et Pretaing*¹³⁵, elle [la sente] atteint le Lang-Biang en décrivant un vaste arc-de-cercle, vers le sud-ouest, afin d'éviter les formidables rampes d'accès direct: c'est la sente suivie par les éléphants» (Maître, 1912, p. 297). D'ailleurs, les Français n'ont établi aucun poste dans cette région (figure 6, p. 64). Seule la partie nord de cette piste a été récupérée lors de la construction de la route nationale #21 en 1937¹³⁶.

Au cours de la période coloniale, mais aussi avant l'arrivée des Français, le réseau hydrographique jouait un rôle de premier plan dans les communications locales. Au fur et à mesure que leur présence dans la région s'est accentuée, le réseau hydrographique a de plus en plus été utilisé comme repère territorial administratif, comme par exemple la limite nord de la province du Haut-Donnai (aujourd'hui Lam Dong). Dans la région du bassin moyen de la rivière Krong No, le territoire de la tribu Mnong Gar a ainsi été coupé en deux. «*Alors que les gens installés au nord du Daak Kroong [Krong No] n'ont pour les plus éloignés, qu'une très longue journée de marche pour se rendre au Poste du lac dont ils dépendent; ceux du sud- soit environ le tiers de la tribu - doivent pour atteindre Dran, leur chef-lieu, effectuer trois journées de voyage pénible*» (Condominas, 1957, p. 16).

Mais la principale contribution des Français à l'intégration de cette région demeure la construction de la route de Lien Khuong à Buon Me Thuot (aujourd'hui la nationale #27). Cette route, qui traverse le district de part en part, constitue l'artère vitale de cette région. Dès sa construction en 1937, et encore plus lors de ses améliorations subséquentes, elle a contribué à rapprocher les zones commerciales de Dalat et Djiring, mais aussi, les services éducationnels et de santé de ces mêmes centres.

La période coloniale a aussi été celle où les premiers étrangers sont venus s'installer dans la région: des Français venant développer des plantations de caféiers, amenant avec eux leurs ouvriers viet. Cette pénétration agricole est cependant demeurée très limitée. Après le coup de force japonais de 1945, les plantations ont été abandonnées et ensuite reprises à leur propre compte par les employés viet. Le village de Fyan comptait alors deux à trois mille personnes, dont 1200 catholiques. Par la suite, en 1954-1955, des réfugiés de la région de Hue se sont installés dans la zone de Fyan (Ngoc Son) et un peu plus au nord à La Ba¹³⁷.

¹³⁵ Respectivement, Bon Pi Ko, Pang Phey Dan (ou peut-être Pampé Nom), Phi Sroïn et Preteing, sur la carte topographique de 1965.

¹³⁶ Cette route est devenue l'interprovinciale 1B après 1954 et porte le numéro 27 (nationale) depuis 1975.

¹³⁷ Entrevue avec le Père Michel Laliberté, le 2 avril 1998 (SAB).

5.1.4 Les bouleversements apportés par la guerre

En 1955, l'arrivée des Rédemptoristes à Fyan constitue un tournant crucial pour la pénétration du monde extérieur dans cette région et son intégration concomitante au reste du monde. Et c'est un peu par hasard que les Rédemptoristes se sont retrouvés à Fyan. Au milieu de la décennie de 1950, les autorités de la province [religieuse] rédemptoriste de Sainte-Anne de Beaupré souhaitaient que la vice-province (de Huê), qui couvrait l'ensemble du Vietnam, puisse graduellement s'affranchir financièrement de la province-mère, et, éventuellement devenir elle-même province ecclésiastique (en 1964). Des directives ont alors été prescrites pour trouver des sources alternatives de financement. Du côté de Dalat, où les Rédemptoristes avaient fondé un monastère et établi une maison au début des années 1950, le supérieur provincial, le Père J.-Gilbert Morin, notait, dans son rapport de visite canonique, qu'il y avait une «*tendance, semble-t-il, à trop se fier sur les dons des bienfaiteurs et à ne pas faire suffisamment pour se créer des revenus sur place, par exemple, en organisant des potagers, des porcheries, ou surtout des plantations de thé ou de café, ou encore des rizières*» (Morin, 1955, p. 19).

Les directives provenant des hautes instances de la congrégation ont conduit les Rédemptoristes à acheter, à Fyan, petit village situé à une cinquantaine de kilomètres de Dalat, une plantation de café qui avait été abandonnée par un Français après le coup de force des Japonais en mars 1945. La plantation, dont la superficie atteignait presque 50 hectares, était dans un piètre état: «*il [n'y] rest[ait] plus que chiendent et broussaille*» (SU-LAP-1-17, 19.04.1956)¹³⁸. Les quelques familles du village vietnamien contigu possédaient déjà leurs propres plantations et formaient l'essentiel des ouvriers; le personnel engagé était complété par des Montagnards de la région. Après avoir commencé à travailler pour la plantation, des employés koho ont invité les religieux à visiter leurs villages. Selon les propos de ces derniers, ils y ont trouvé une grande misère, pas d'école, peu d'hygiène, une mortalité infantile très élevée, des femmes accouchant seules (pas d'accoucheuse)¹³⁹. Jusqu'en 1962, le travail des missionnaires a été divisé en quatre activités fondamentales, visant à répondre partiellement à ces besoins: 1) prodiguer et enseigner les premiers soins; 2) éduquer les jeunes; 3) propager la foi¹⁴⁰, la trousse de premiers soins y contribuant fortement; 4) fournir une assistance agricole (vulgarisation).

Peu de temps après l'installation des Rédemptoristes à Fyan, la situation politique a commencé à se dégrader. À partir de 1961, les sympathisants communistes faisaient des incursions de plus en plus audacieuses dans la zone où oeuvraient les Rédemptoristes, quelques-uns allant même

¹³⁸Voir Annexe D pour la signification des codes.

¹³⁹ Entrevue avec le Père Michel Laliberté, le 26 mars 1998 (SAB).

¹⁴⁰Cela est venu un peu plus tard, par l'élimination des démons, amulettes et sorciers animistes locaux.

jusqu'à assister incognito au cinéma que le Père Laliberté présentait à l'occasion de Noël 1961. En fait, la situation devenait chaque jour de plus en plus intenable. Coincés entre les communistes d'un côté, à qui ils devaient fournir du riz et même des armes et des voitures, et le gouvernement de Saïgon de l'autre, qui investissait très peu pour les aider, les Rédemptoristes et les villageois autour de Lien Hung (figure 26, p. 165) ont décidé d'évacuer leurs villages pour se réfugier à Fyan dans un premier temps, puis ensuite à R'Lom, Da Nung, Da RKoh et Dampao.

Au niveau administratif, la région relevait de Dalat, chef-lieu provincial. Dans la pratique (officiellement), c'est le chef du district (Duc Trong) qui prenait des initiatives, appuyé par les «maires» des villes. Au niveau local cependant, ce sont les Rédemptoristes qui ont tout organisé, en particulier l'évacuation de 1962. Selon le Père Michel Laliberté, le gouvernement vietnamien ignorait l'état de la situation locale, particulièrement en cette année 1962. Le Père Benoit avait même rencontré Monseigneur Ngu, frère et bras droit de Diem, pour lui parler des problèmes qui se présentaient. À ce moment, il n'était pas question d'évacuer. Les fonctionnaires du district ont visité Lien Hung, avec l'idée d'en faire un hameau stratégique, mais aucune décision n'avait été prise alors, la population étant jugée trop peu nombreuse¹⁴¹.

Au cours de la même période, la décennie de 1960, alors que les Montagnards se réfugiaient plus au sud, dans la vallée de la Da Deung, les territoires qu'ils habitaient, i.e. la partie occidentale du district de Duc Trong, une zone de 126 560 hectares, appelée Contrachtria - Hill Cagne¹⁴², servait de réserve de chasse pour les invités du gouvernement (Tuyen Duc, 1973, p. 4). Cette superficie correspond presque à celle de l'actuel district de Lam Ha (158 700 hectares). À l'époque, on avait même surnommé la route qui traverse la région (l'interprovinciale 1B), la Piste-de-chasse de l'Empereur Bao Dai. Au cours des dernières années du régime sudiste, plusieurs portions de cette route étaient en piètre état et n'étaient pas réparées à cause de la guerre (Tuyen Duc, 1973, p. 15).

En 1962, après l'évacuation, a débuté le programme d'établissement des hameaux stratégiques. Il y en avait probablement plus d'une dizaine pour cette seule région¹⁴³ (voir figure 17, p. 126).

¹⁴¹ Entrevue avec le Père Michel Laliberté, le 2 avril 1998 (SAB).

¹⁴² Région nommée d'après un village autochtone (Contrach Tria), situé sur le rebord oriental du plateau que les Français avait nommé Cagne et d'après la montagne Yuk Cagne, située plus au Nord, tout juste à l'intérieur de la limite de la province de Dac Lac, tout près des latitude 12°00'N et longitude 108°00'E, et qu'il ne faut pas confondre avec le plateau du même nom, situé à quelque 20 kilomètres au Sud.

¹⁴³ Il est difficile de savoir quels hameaux étaient "stratégiques" et lesquels ne l'étaient pas. Sur la carte topographique de 1965, on peut compter 11 villages entourés de palissades, même si le programme officiel semble avoir été interrompu avec la chute de Diem en 1963. Selon le Père Laliberté, la propagation de la guerre a fait que tous les hameaux sont devenus "stratégiques".

Entre 1962 et 1964, la vie dans les nouveaux hameaux de R'Lom, Dampao¹⁴⁴ et Da Nung était difficile; les gens manquaient de tout. L'installation avait été d'abord très ardue car, à Dampao et Da Nung, la forêt couvrait toute cette région qu'il a fallu défricher; R'Lom comptait déjà un petit hameau. De nombreux programmes d'aide ont alors été instaurés avec le concours de la France¹⁴⁵, de l'Allemagne, et surtout des États-Unis, plus précisément par le biais du Catholic Relief Services. Les Rédemptoristes géraient l'essentiel de la distribution et de la répartition de cette aide.

À cette époque, une équipe des Forces Spéciales (12 militaires du Strike Force) des États-Unis s'est installée à Dampao pour prévenir l'infiltration communiste. Tous les jeunes montagnards capables de porter les armes, 300 au total, sont devenus soldats, attirés par le salaire. Un hôpital a été ouvert (30 lits), construit par les Rédemptoristes. Une piste d'aviation a aussi été bâtie par le Père Laliberté et ses Montagnards: *«pouce par pouce, tapée à la brique»*. Avec ce regroupement de population, les Rédemptoristes pouvaient se consacrer plus facilement à l'enseignement. Selon eux, on dénombrait environ 4000 personnes à Dampao à cette époque. Les Forces Spéciales ont aussi été impliquées dans la création d'un nouveau village de Ro Men (sur le site de l'ancien Phi Kho en fait), près de la rivière Krong No, à l'extrême nord de la région: l'objectif était de créer un noyau de population et de renvoyer la population dans les forêts pour bloquer la progression des communistes. En 1965, on comptait aussi sept hameaux détruits et neuf autres abandonnés dans cette seule région (figures 17, p. 126 et 26, p. 165).

Le hameau de An Phuoc (thon 4) a aussi été créé à cette époque (1963). Avant 1963, les habitants de ce hameau vivaient à Phu My, sur le col de Phi Lieng. Originaires du Centre du pays, la plupart étaient arrivés vers 1940, certains pour travailler sur les plantations françaises, d'autres pour défricher leurs propres lots. Après la fin du régime colonial, les autorisations ont été beaucoup plus faciles à obtenir pour développer de nouvelles terres. Avec l'accord du chef de la province, un dénommé ... An Phuoc, un nouveau hameau portant son nom a été établi. Le terrain qu'ils ont acheté, le long de la route, appartenait aux villageois du hameau de R'Lom.

¹⁴⁴ Les terres de ce hameau appartenaient aux gens du village de Riong Bolieng, près de Sérignac (aujourd'hui Dinh Van).

¹⁴⁵ Les Français (l'armée) ont été présents jusqu'en 1963, jusqu'au renversement de Diem en fait. Selon le Père Laliberté: les Rédemptoristes et ceux pour qui ils oeuvraient leur devaient tout: bulldozers, camions, matériel, mobilier, etc.

5.2 Depuis 1975

5.2.1 Histoire administrative

5.2.1.1 Les unités administratives (voir aussi l'annexe E)

En 1975, à la fin des hostilités, la région délimitée aujourd'hui par le district de Lam Ha était sous la responsabilité des militaires. L'administration civile n'a débuté son mandat qu'en 1976; la gestion de cette région incombait, pour la plus grande partie¹⁴⁶, au district de Duc Trong. La hiérarchie administrative d'alors comprenait 27 hameaux (*ap*) regroupés en cinq communes (*xa*), elles-mêmes distribuées dans trois cantons (*Tong*) différents (tableau 16a, p. 137). La commune de Phu Son était comprise dans le canton de Son Binh, celles de Dinh Van et de Langbian faisaient partie du canton de Dinh Tan, tandis que les communes de Teurlang To et de Teurlang Deung composaient le canton de My Le (Tuyen Duc, 1972, p. 14). À cette époque, les limites communales n'étaient pas précises. Par exemple, la commune de Da Don disposait de 12 kilomètres le long de la route, mais la limite vers la forêt n'était pas fixée. La délimitation se faisait en fonction des hameaux et des anciennes cartes. Cela explique en partie les nombreux changements dans les limites des unités administratives. La délimitation officielle n'a été effectuée qu'à partir de 1993-1994 (Décision 364).

À partir de 1975, les restructurations administratives ont été nombreuses à l'échelle de la province. C'est en grande partie pour cette raison que la reconstitution de l'évolution démographique s'avère difficile. Avec la réunification, l'échelon des cantons a été supprimé et le district de Duc Trong ne comptait plus que 12 communes, desquelles celles de Phu Son, Dinh Van, Dai Don, Phi To et Tan Van couvraient le territoire de l'actuel district de Lam Ha, sans le plateau de Cagne et sans la région de Nam Ban. À cette époque, l'administration de toute la partie septentrionale du district relevait de celle du district de Lac Duong. Plusieurs Nouvelles zones économiques (NZE) ont été créées, dont celle de Ha Noi, divisée en deux territoires (figure 24, p. 155): le premier, nommé Lan Tranh, situé sur le plateau de Cagne, le deuxième autour de l'ancien village autochtone de Nam Ban. Cette zone, qui s'étendait sur 44 388 hectares en 1979 (UBND Duc Trong, 1980, p. 2), soit 28% de l'actuel district de Lam Ha, était gérée directement par la capitale Ha Noi.

Au point de vue administratif, ce n'est qu'en 1987 que des modifications plus substantielles ont été complétées dans cette région. D'abord, la gestion de la NZE de Ha Noi a été transférée de la

¹⁴⁶ Avant 1975, la partie occidentale de l'actuel district de Lam Ha, c'est-à-dire le plateau de Cagne et son pourtour, était administrée par le district de Di Linh. La gestion de cette zone a probablement été transférée en 1976 à la capitale Ha Noi, lors de la création de la NZE.

ville de Ha Noi au district de Duc Trong. Deuxièmement, dans ce même district, dix nouvelles communes ont été créées¹⁴⁷ et la commune de Dinh Van est devenue un *thi tran*. Enfin, le district de Duc Trong a été divisé en deux districts: Duc Trong (1 *thi tran* et 11 communes) et Lam Ha (2 *thi tran* et 15 communes) (figure 17, p. 126)¹⁴⁸. Le district de Lam Ha s'étendait sur une superficie totale de 159 390 hectares, presque le double de la portion restante de Duc Trong (89 700 hectares).

Enfin, il semblerait qu'un nouveau district soit sur le point d'être créé (si ce n'est déjà fait). Il comprendrait les trois communes les plus au nord du district de Lam Ha (Phi Lieng, Lieng Sron et Ro Men) ainsi que trois communes du district de Lac Duong (probablement Dam Rong, Da Long et Da Tong). Rien n'a cependant été confirmé récemment.

5.2.1.2 La gestion du territoire

Le système actuel de gestion du territoire a été implanté assez récemment (figure 12, p. 93). Dans les régions rurales, les territoires gérés se divisent en deux: les terres destinées à un usage sylvicole (elles couvrent près des trois quarts de la province de Lam Dong) et les autres. Par exemple, dans le district de Lam Ha, jusqu'en 1989, cinq entreprises forestières s'occupaient de la gestion du territoire, de l'exploitation, de la transformation, de la commercialisation et du transport du bois. À partir de 1990, elles ont été regroupées en deux entreprises forestières (*lam truong*) et un comité de gestion forestière (*ban quang ly rung phong ho*) et ne s'occupaient plus que de sylviculture proprement dite. En 1996, une partie du territoire du district n'avait pas encore été attribuée pour gestion. Elle demeurait cependant sous le contrôle des garde-forestiers.

Les entreprises forestières (lam truong). En 1997, treize entreprises forestières se partageaient la gestion des territoires forestiers ou consacrés à la sylviculture dans la province de Lam Dong. Les deux entreprises qui se trouvaient sur le territoire du district de Lam Ha couvraient environ 76 000 hectares, soit 48% de la superficie totale du district. Les forêts réelles comptaient pour moins de la moitié de ce total, le reste étant désigné comme *sol forestier* (voir Annexe A), i.e. destiné à un usage sylvicole. On retrouvait aussi des terres agricoles et des populations qui habitaient sur le territoire des entreprises forestières. Malgré cette situation, ces villages n'étaient pas sous leur gestion. Ils étaient administrés directement par le comité populaire de la commune. Les deux entreprises forestières du district de Lam Ha, Lan Tranh et Nam Ban, étaient divisées

¹⁴⁷Il s'agit des communes de Ro Men, Lieng Sron, Phi Lieng, Phuc Tho, Tan Thanh, Hoai Duc, Dan Phuong, Tan Ha, Gia Lam et Dong Thanh. Le *thi tran* Nam Ban est aussi divisé en deux: le *thi tran* Nam Ban et la commune de Ma Linh.

¹⁴⁸C'est par le décret 157 du chef de la province de Lam Dong (Quyét dinh so 157-HDBT, 24 octobre 1987) que ces décisions ont été mises en application. Ce décret comporte aussi d'autres découpages qui modifient certaines unités administratives de la province, dans les districts de Di Linh et de Don Duong.

(en 1996) respectivement en 3 et 4 *phan truong*, qui eux comptaient, selon le cas, de 20 à 35 *tieu khu*¹⁴⁹. Auparavant, les responsabilités de ces entreprises étaient multiples: commercialisation, exploitation et transport du bois. Depuis 1996, ils ne s'occupent plus que de replantation et de protection de la forêt¹⁵⁰. Chaque officier est responsable de la surveillance d'environ 1000 hectares, ce qui peut couvrir plus d'un *tieu khu*. Leurs possibilités d'intervention demeurent cependant limitées.

Les comités de gestion forestière (ban quang ly rung phong ho). Ces comités sont au nombre de six dans la province de Lam Dong; on en retrouve un seul dans le district de Lam Ha, établi en 1992, et il gère 56 041 hectares de sols dits forestiers et de forêts, soit 35% de la superficie du district. Leur fonction première demeure la sylviculture: c'est-à-dire la replantation et l'entretien des plantations. Le bureau « gère » les forêts, mais les autorités provinciales prennent les décisions. En accord avec les fonctionnaires du cadastre, 6 176 hectares (environ 4% de la superficie du district) devraient être convertis en terres agricoles. En fait, seule leur vocation officielle changera car plusieurs d'entre elles sont déjà occupées par des activités agricoles. L'entente doit être approuvée par les autorités provinciales. Cette superficie devrait servir de noyau à la création du nouveau district (évoqué précédemment). Des migrations en provenance du Nord sont même prévues pour occuper cette zone¹⁵¹.

Les bureaux de protection forestière (cuc kiem lam): On retrouve ces bureaux dans tous les districts de la province. Ils ne gèrent pas le territoire directement mais ils y sont très impliqués. Leur responsabilité est de contrôler les forêts du district, c'est-à-dire d'inspecter toutes les activités reliées aux produits forestiers dans le but de protéger les forêts et d'en améliorer la gestion. Les garde-forestiers travaillent en relation étroite avec le comité populaire des communes et du district, en particulier avec les policiers.

Les territoires agricoles. Les terres agricoles reconnues comme telles par les autorités locales ne sont pas incluses dans la gestion des entreprises forestières même lorsqu'elles sont situées sur un de leurs territoires. Jusqu'à récemment, des entreprises d'État géraient l'espace agricole, officiellement sous forme de coopératives. Cependant, dans la province de Lam Dong, les témoignages abondent pour dire que les coopératives, très souvent, n'existaient que sur papier, les paysans étant totalement responsables de leurs lots personnels. Aujourd'hui quelques-unes de ces entreprises existent encore, mais autour de 1989-90 plusieurs ont été, soit tout

¹⁴⁹Zones délimitées à l'intérieur du territoire de l'entreprise forestière pour en faciliter la gestion. Les garde-forestiers sont responsables de un ou de plusieurs *tieu khu*.

¹⁵⁰Entrevue avec M. Nguyen Tat Tam, chef de l'entreprise forestière Nam Ban, le 23 novembre 1996.

¹⁵¹Entrevue avec M. Pham Vinh Phuoc, vice-directeur du Comité de gestion forestière du Nord de Lam Ha, le 19 septembre 1996.

simplement dissoutes, soit vendues, avec priorité d'achat à leurs employés. Dans le district de Lam Ha, par exemple, l'entreprise agricole de Phu Son se consacrait à la culture du café et à l'élevage de bovins. Dès 1980, on avait cessé l'élevage, les bovins ayant été déplacés vers une autre entreprise étatique, celle de Phi Vang, située dans le district de Duc Trong¹⁵². À sa dissolution en 1989 - douze ans après sa création -, l'entreprise de Phu Son a vendu ses champs de caféiers en priorité aux ouvriers agricoles qui y travaillaient¹⁵³.

Après 1990, les entreprises agricoles étatiques qui fonctionnaient toujours ont changé leur mode de gestion pour s'accorder aux nouvelles politiques de l'État. Les paysans étaient désormais responsables d'une partie du territoire et l'entreprise ne faisait que percevoir une partie de la production, calculée selon la productivité de la terre. Cet « impôt » représentait l'amortissement de la plantation. L'entreprise pouvait aussi fournir des avances, parfois sous forme de fertilisant, et elle garantissait l'achat d'une partie de la production. Elle encourageait évidemment les paysans à lui vendre la totalité de leur production.

Sur ces terres devenues « privées » avec la nouvelle loi foncière de 1993, le comité populaire de la commune récolte maintenant les taxes, toujours en fonction de la qualité de la terre; les catégories, au nombre de sept, sont basées sur les équivalents-paddy. La commune agit aussi au niveau de la vulgarisation. Si l'administration étatique gère les terres consacrées à la foresterie, elle n'intervient plus directement dans la gestion normale des terres agricoles. Cependant, l'État finance des programmes qui bouleversent l'utilisation du sol (NZE et sédentarisation).

5.2.2 L'évolution démographique: croissance et bouleversements ethniques

S'il est difficile de s'y retrouver dans l'évolution administrative de la province de Lam Dong, il l'est tout autant sinon plus en ce qui concerne l'évolution démographique, particulièrement dans le district de Lam Ha. Cette zone a été peu fréquentée par les explorateurs et les scientifiques au cours de la période coloniale¹⁵⁴ et on ne dispose pas d'estimation fiable de la population de cette région pour la première moitié du XX^e siècle; mais on peut être sûr qu'elle y était peu nombreuse. À l'arrivée des Rédemptoristes, à la fin des années 1950, environ 10 000 personnes se répartissaient dans une centaine de villages. Le village de Fyan où les missionnaires se sont installés comptait 350 familles en 1955-1956¹⁵⁵. Vers 1971, alors que la

¹⁵² Cette mesure avait été rendue nécessaire par suite de l'extension de l'espace consacré aux caféiers. Il n'y avait plus de territoire disponible pour les pâturages.

¹⁵³ Rappelons que l'État demeurait tout de même seul propriétaire de la terre.

¹⁵⁴ Condominas (1957) a étudié les Mnong au Nord. Hickey (1982a et b) n'a même pas glissé un mot sur cette région. Boulbet travaillait plus à l'ouest chez les Ma (1958, 1962, 1966, 1967, etc.).

¹⁵⁵ Information tiré d'un document manuscrit daté de 1971: Aperçu historique de la mission de Fyan: Centre montagnard, 1er février 1971, 9f.

très grande majorité des habitants de cette région était regroupée dans plusieurs hameaux stratégiques le long de la route interprovinciale #1, les Rédemptoristes estimaient à quelque 10 000 personnes la population des villages situés entre Da Brac (Riong Sérignac - aujourd'hui Dinh Van) et Fyan (Ngoc Son) (tableau 25). Avec la guerre qui a fait rage jusqu'en 1975, la quasi-totalité des habitants de cette contrée ont migré au moins une fois et le nombre de décès liés à la guerre a été particulièrement élevé.

Tableau 25
Région de la route Lieng Khuong - An Lac. Population, 1971.

	Village	Lieu*	Population -1	Population -2
1-	Ganreo	kil. 03	2 000	700
2-	Goklam	kil. 06	400	400
3-	Soan	kil. 16	500	500
4-	Da Brac (Sérignac)	kil. 19	1 900	425 (+ Riong Boliang)
5-	Dampao	kil. 22	1 500	1 500
6-	Da Nung	kil. 23	2 380	2 380
7-	DRKoh (Rolom)	kil. 23b(?)	2 127	2 800
8-	Fyan	kil. 33	3 000	2 000
9-	An Lac**	kil. 103	3 000	4 500 (Romen au kil.98)
10-	Da Mrong**	17 kilomètres à l'est de An Lac	8 000	6 500
	TOTAL 1-3		2 900	1 600
	TOTAL 4-8	région de Lam Ha	10 907	9 025
	TOTAL 9-10		11 000	11 000
	GRANDTOTAL		24 807	21 625

Source: (1971) Aperçu historique de la mission de Fyan: Centre montagnard, 1er fév. 1971, 9f.

* En partant de Lien Khuong.

** An Lac et Da Mrong étaient comme des îlots en pleine zone viet-cong: ils ne pouvaient être atteints que par hélicoptères.

NOTE: Les chiffres de la première colonne sont tirés du rapport indiqué comme source. Ceux de la deuxième colonne proviennent vraisemblablement du même rapport (les textes avant et après de même que la présentation sont les mêmes) mais sont tirés d'un document interne non identifié. Il s'agit peut-être d'une mise à jour. Le début de l'année 1971 semble être la date des documents.

Après 1975, le gouvernement a encouragé les habitants des hameaux stratégiques à les quitter pour se rendre dans leurs anciens villages ou dans des Nouvelles zones économiques. Par

exemple, K'Krai, qui habite aujourd'hui (1996) à Dampao, vivait à l'origine dans le village de Phi Sour (commune de Phi Tho). En 1962, environ 280 familles (800 personnes) y vivaient. Cette année-là, ils ont tous « déménagé » leurs pénates à Da Don. En 1976, la plupart sont retournés dans leur village d'origine; treize familles dont celle de K'Krai sont restées sur place.

La prise du pouvoir par les communistes n'a pas plu à tous; déçus et frustrés de ne pas s'être vus accorder l'autonomie promise, plusieurs adhérents au mouvement FULRO ont repris les armes et le « maquis ». Comme plusieurs Sud-vietnamiens, des Montagnards auraient choisi simplement de tenter de quitter le pays. Un total de 3000 Montagnards auraient quitté les hameaux stratégiques de cette zone, à pied, pour tenter de rejoindre le Laos; à peine 1100 y seraient parvenus, les autres étant abattus¹⁵⁶. Parallèlement, des NZE ont aussi été mises en place, drainant ainsi une partie du courant migratoire des Viet.

En 1979, année du premier recensement (officiel) du nouvel État réuni, il y aurait eu 28 399 personnes dans la région (tableau 26, p. 177)¹⁵⁷ ce qui donnait une densité moyenne de 40 habitants par kilomètre carré¹⁵⁸. En 1987, à la création du district, il y aurait eu 54 000 personnes¹⁵⁹. Cette forte hausse de la population, malgré les décès et les départs au cours de la période belliqueuse, est essentiellement le résultat des migrations de représentants de l'ethnie viet. Dans cette même région, ceux-ci comptaient déjà pour 55% de la population en 1979, avec 15 549 personnes, dont à peu près la moitié dans la NZE de Ha Noi (UBND Duc Trong, 1980, pp. 2 et 10). Le deuxième groupe le plus nombreux était celui des K'Ho; à ce moment, le groupe comptait pour 27% de la population (7 564 habitants). Au recensement de 1989, la proportion des Viet s'était considérablement accrue, surtout grâce aux apports migratoires. Ils représentaient 72,5% de la population du district, alors que le nombre des Koho, toujours au deuxième rang, ne s'élevait qu'à 9 836 (16,5%), sur une population totale de 59 470 personnes (tableau 27, p. 178). En 1995, selon les relevés fournis par la police de la province, il y avait plus de 100 000 personnes habitant le district de Lam Ha, desquelles près de 6% n'étaient pas encore enregistrées (migrants spontanés)¹⁶⁰. En septembre 1996, le chef-adjoint du district,

¹⁵⁶Entrevue avec le Père Michel Laliberté, le 19 mars 1998 (SAB).

¹⁵⁷En additionnant la population des communes et Dinh Van, Tan Van, Da Don, Phi To, Phu Son et de la NZE de Ha Noi.

¹⁵⁸Sans compter une vaste zone de 93 818 hectares, vraisemblablement au Nord du district et vidée de ses habitants par la guerre. En comptant cette zone, la densité de population de ce territoire dont l'étendue équivaut à peu près à celle du district de Lam Ha, s'établissait à 17 habitants au kilomètre carré.

¹⁵⁹Entrevue avec Nguyen Van Thao, chef-adjoint du district de Lam Ha, 19 septembre 1996. Cette estimation est peut-être un peu élevée.

¹⁶⁰Ce pourcentage constitue vraisemblablement la différence entre les statistiques officielles et celles de la police. En effet, les statistiques officielles sous-estiment souvent le nombre d'habitants. D'ailleurs, pour qu'une personne soit enregistrée dans les statistiques officielles, elle doit résider plus de six mois à un endroit. Du côté de la police, cette période d'attente varie de deux ou trois mois jusqu'à un ou deux ans. Selon des enquêtes conduites de septembre à décembre 1996, les frais d'enregistrement relativement élevés de 200 à 300 000 dong (soit environ

estimait même à 110 000 personnes la population du district, incluant les migrants spontanés. Selon les données de la police locale, la population du district se chiffrait plutôt à 126 000 personnes¹⁶¹.

Tableau 26
Lam Ha, Population, 1979 et 1994.

Communes	1979			1994		
	Superficie* (hectares)	Population (personnes)	Densité (hab./km ²)	Superficie (hectares)	Population (personnes)	Densité (hab./km ²)
Dinh Van	3 313	5 172	156	3 059	11 920	390
Tan Van	2 774	3 785	136	3 025	7 460	247
Da Don	5 777	6 055	104	5 810	6 842	118
Phi To	4 282	1 822	42	13 502	2 396	18
Phu Son	10 318	3 728	36	18 888	4 812	25
NZE Ha Noi	44 388	7 837	18			
Tan Ha	-	-	-	7 330	11 466	156
Phuc Tho	-	-	-	11 584	1 824	16
Dan Phuong	-	-	-	5 420	5 142	95
Hoai Duc	-	-	-	4 322	2 830	65
Tan Thanh	-	-	-	12 929	3 182	25
Gia Lam	-	-	-	1 990	3 460	174
T.T. Nam Ban	-	-	-	3 424	11 816	345
Dong Thanh	-	-	-	3 570	3 864	108
Me Linh	-	-	-	5 025	3 832	76
Phi Lieng	-	-	-	32 905	3 660	11
Ro Men	-	-	-	14 936	1 306	9
Lieng Sron	-	-	-	12 511	1 504	12
TOTAL**	70 852	28 399	40	160230	87316	54

Sources: UBND, Duc Trong (1981); UBND, Lam Ha (1995).

* Les communes n'avaient pas encore été cadastrées; les mesures ne sont donc qu'approximatives.

** En 1979, une zone de 93 818 hectares, probablement l'actuelle partie nord de Lam Ha, ne portait pas de nom et n'était pas habitée.

25\$ à 35\$ CAN de l'époque) incitaient plusieurs familles à retarder cette formalité administrative. Du côté des fonctionnaires locaux, on a indiqué que cette somme servait à financer l'enquête dans la province d'origine et qu'elle ne constituait pas une taxe.

¹⁶¹La différence vient peut-être du fait que les migrants spontanés inclus dans le calcul du chef-adjoint (110 000 personnes) avaient alors déjà légalisé leur situation, alors que les chiffres de la police comprenaient les migrants récents, encore en situation illégale.

Tableau 27
Lam Ha. Évolution démographique, 1979 et 1989.
(par ethnie)

Ethnie	1979		1989	
	personnes	%	personnes	%
Viet	15 549	54,8%	43 088	72,5%
Koho	7 564	26,7%	9 836	16,5%
Ma	2 320	8,2%	2 525	4,2%
Thai	1 267	4,5%	1 233	2,1%
Mnong	454	1,6%	1 188	2,0%
Nung	370	1,3%	746	1,3%
Autres	845	3,0%	854	1,4%
TOTAL	1- 28 369 2- 28 399*	100,0%	59 470	100,0%

Source: UBND Duc Trong (1980?, p. 10) et UBND Lam Ha (1991, p. 16).

*Note: 1- somme des valeurs indiquées; 2- valeur donnée dans l'annuaire statistique.

Tableau 28
Lam Ha. Densité de population et ethnicité. 1989.
(par commune)

Densité de population (h./km ²)	Forte majorité de Viet	Forte majorité d'autochtones	Proportions assez semblables de Viet et d'autochtones
100 à 300	TT Nam Ban, Gia Lam	-	TT Dinh Van, Tan Van
70 à 100	Dong Thanh, Tan Ha	-	Da Don
40 à 70	Me Linh, Hoai Duc	-	-
3 à 40	Phuc To, Phuc Son, Tan Thanh, Dan Phuong	Lieng se Ron, Ro Men, Phi Lieng, Phi To	-
TOTAL	10	4	3

Source: projet *Le défi forestier au Vietnam*, données compilées par Nguyen Duc Binh (1995)

Par ailleurs, même si la densité de population du district est élevée, elle s'y trouve très inégalement répartie (tableau 26, p. 177). Les plus fortes densités démographiques (70 à 300 habitants/km²) se trouvent dans les deux *thi tran*, Dinh Van et Nam Ban, et dans les communes autour, Gia Lam, Dong Thanh, Da Don, Tan Ha et Tan Van. Dans sept des dix autres communes, les densités n'atteignent pas 40 h./km². La répartition ethnique ne suit pas nécessairement ces densités démographiques. On retrouve une dichotomie très nette entre les dix communes peuplées majoritairement de Viet, pour la plupart concernées par la colonisation agricole, et les quatre occupées principalement par les autochtones, où l'on retrouve des zones de sédentarisation. Enfin, dans les trois dernières communes la proportion des Viet et des non-Viet est plus comparable (tableau 28, p. 178).

Si on examine les résultats obtenus lors d'enquêtes conduites en janvier et février 1996 avec les données du recensement de 1989 (Nguyen Duc Binh, 1995), deux communes auraient connu une croissance très rapide de la proportion des Viet: Phi Lieng et Da Don. Dans le premier cas, la part des Viet serait passée de moins de 5% en 1989 à plus de 20% en 1996. La situation était similaire à Da Don où la part des Viet aurait grimpé d'environ 35% en 1989 jusqu'à peut-être 55% au début de 1996.

Enfin, comparé aux autres districts de la province de Lam Dong, celui de Lam Ha était, en 1996, le plus étendu de la province (après le partage en deux de l'ancien district de Bao Loc - 1994 - et le transfert d'une portion du territoire du district de Lac Duong au profit de la province de Dak Lak) (tableau 18, p. 140). Au sixième rang des districts pour la population en 1989, cela lui conférait le 9^e rang pour la densité de population, en hausse constante depuis 1975 cependant.

5.2.3 Observations de 1996 et 1997

Les observations qui suivent ont été amassées en 1996 (janvier, février, et septembre à décembre) et 1997 (juin), alors que je menais des enquêtes dans la région. Elles ne couvrent pas l'ensemble du district, mais permettent néanmoins d'en dégager un portrait du moment.

À partir de Dinh Van (figure 25, p. 161), lorsqu'on se dirige vers les marges du district, les routes ne sont pas asphaltées. Vers le Nord, la route principale se divise en deux tronçons devant le Man Ho, butte qui atteint la cote 942 mètres, environ 100 mètres au-dessus de la plaine environnante (figure 25). Un premier tronçon se dirige vers le plateau de Cagne (route #725) alors que l'autre, la route nationale #27, contourne la colline, tout en se dirigeant vers Phu Son, Phi Lieng et, ultimement, Buon Me Thuot. En suivant cette route, bordée sur la droite par une petite plaine rizicole, puis, lorsque le relief se relève légèrement, par des vergers de caféiers, un total de sept ponts doivent être franchis avant d'amorcer la montée vers le col de Phi Lieng.

La borne du kilomètre 146 se trouve tout juste après le pont de Da Don. Sur la rivière Da Deung, à cet endroit, on trouve des turbines artisanales (photo 3). Le voltage produit demeure évidemment minime et les installations sont fragiles et particulièrement vulnérables aux crues annuelles ainsi qu'aux rapines. Lorsqu'une crue s'annonce, les turbines, principal investissement de ces constructions locales, sont enlevées. Le pont qui enjambe la rivière Da Deung à cet endroit, terminé en mars 1997 (il était déjà en construction en janvier et février 1996), peut supporter un poids pouvant aller jusqu'à 30 tonnes¹⁶².

Après ce pont sur la Da Deung (*cau Da Don*) (photo 4), la route s'élance vers le col de Phi Lieng. Les vingt kilomètres qui séparent la rivière Da Deung et un petit ruisseau traversant la nationale #27 de l'autre côté du col, se divisent en deux segments à peu près équivalents. La première partie de la montée demeure relativement peu escarpée (environ 5 kilomètres). Le territoire qui borde la route est occupé intensivement depuis longtemps. Les jardins de café qui entourent les maisons ont pour la plupart plus de 10 ans. Plusieurs des installations datent de la colonisation française (vers la fin des années 1920?). Aujourd'hui, la limite entre les communes de Da Don et de Phu Son passe par la rivière, ce qui n'était pas le cas auparavant. Dans l'hinterland collineux de la commune de Phu Son, le paysage est généralement agricole ou dénudé, et plusieurs défrichements datent de la colonisation française. Plusieurs familles semblent vivre aisément: les maisons sont larges et spacieuses, faites en briques, avec fenêtres et toits de tuiles.

Lorsque débute réellement la montée, plus sévère et en lacets, la route s'est déjà élevée d'environ 155 mètres depuis la rivière Da Deung. La route traverse le village de Phu Son; empierrée, la circulation en moto y est ardue lorsqu'elle est sèche, mais grandement facilitée lorsque les fortes pluies saisonnières, de mai à novembre, la rendent glissante. Pendant la montée en lacets, les maisons apparaissent de plus en plus espacées, pour ne plus occuper que quelques fonds de vallée, loin en contrebas de la route, avant d'entamer la dernière partie de la montée. Dans cette dernière partie, la plus élevée du col, les collines environnantes forment un paysage presque désertique, de type pâturage, excepté pour les quelques plantations de café, généralement situées près des sources d'eau (photo 5). On trouve une autre exception notable: à l'endroit d'où l'on peut apercevoir d'un côté la vallée de Phu Son et de l'autre les fonds de vallée évoqués précédemment, les plants de caféiers présents sur la colline voisine sont âgés de plus de trente ans; selon les témoignages recueillis sur place, ils ont été taillés il y a environ 10 ans, à environ 30 ou 40 centimètres de leur base; les arbres que l'on voit sont des repousses à partir des troncs initiaux (photo 6). De là jusqu'au col proprement dit, la partie la plus haute de

¹⁶²Un autre pont, construit à Dampao celui-là, terminé en 1996, peut aussi supporter le même poids.

la route entre Da Don et Phi Lieng, on pourrait même dire entre Lien Khuong et la rivière Krong No, la seule vue qui s'offre au voyageur est la falaise qui s'élève sur la gauche et la vue grandiose sur toute la vallée de Phu Son.

Après le col, on trouve une maison temporaire. Le propriétaire habite Ngoc Son, mais vient tout juste d'occuper (en 1997) vingt hectares de terres qu'il exploite pour moitié avec les caféiers et pour l'autre moitié avec des canneliers. Ses champs sont complètement en contrebas de la route (peut-être 100 ou 200 mètres plus bas), sur des pentes escarpées. Il aurait occupé ce terrain grâce à des permissions spéciales accordées par des fonctionnaires du district. Sur la route, quelques centaines de mètres après cette maison, le paysage change radicalement. Les collines dénudées font place d'un seul coup à une forêt relativement bien conservée. La démarcation est totale (photo 7). La température, très chaude sur le col, fraîchit considérablement sous l'ombre des murailles forestières jouxtant la route. Seules quelques parties de cette portion de route sont empierrées. Enfin, à environ deux ou trois kilomètres de la fin du col, la route s'ouvre sur la vallée de Phi Lieng.

En saison des pluies, le passage du col, en particulier la descente, est considérablement ardue car l'eau s'accumule en très grande quantité, surtout là où les camions creusent d'énormes fondrières, très profondes. Plusieurs portions de cette route ont fait l'objet d'améliorations (photos 8 et 9): empierrement et fossés d'écoulement en pierres pour éviter l'érosion. En 1997, lors de mon dernier passage, il était toujours ardu de « traverser » certains segments du col; les portions difficiles étaient cependant moins nombreuses qu'à mes premiers passages en 1996.

Après ce col, pour se rendre à la rivière Krong No (nouveau village de Romen), la route traverse cinq types de paysages différents. En premier lieu, le hameau central (#8) de la commune de Phi Lieng s'étire le long de la route (*thon trung tam gom nguoi kinh*). Les maisons s'espacent graduellement jusque vers le kilomètre 125. Les quelques kilomètres suivants (environ trois) serpentent entre les sommets couverts par une forêt d'apparence dense¹⁶³. La portion de route qui suit est asphaltée: c'est le col des bananiers (*deo chuoï*), nom donné à cause de la forme générale de la descente, selon un observateur vietnamien. La vue sur la vallée est spectaculaire, tout comme le sont les falaises qui surplombent la route, dangereuse tout de même, à cause des éboulis, fréquents semble-t-il (photo 10).

La troisième portion suivante de la route, à partir du bas de la montagne, longue de 14 kilomètres, est empierrée sur environ neuf kilomètres, tandis que le macadam recouvre les cinq

¹⁶³ Selon la carte forestière de 1995, fournie récemment par le Centre de Télédétection de Ha Noi (VTGEO), une bonne partie de cette forêt était considérée riche à cette époque.

kilomètres suivants, jusqu'à la rivière Krong No . Tout au long de cette route, on a l'impression de traverser une grande bamboueraie (photo 11). La jeunesse des arbres témoigne d'une exploitation récente. L'habitat y est clairsemé. On a aussi une impression de vide. Quelques maisons éparses se rencontrent le long de la route, entourées par des champs; parfois plusieurs d'entre elles sont regroupées et forme quelque hameau, comme à Da R'Doum (photo 12).

Après, le long de la quatrième portion de route, le paysage consiste dans un mélange de friches juxtaposées à quelques champs dispersés: café neuf, i.e. planté cette année-là, riz pluvial, maïs et quelques légumes plantés sur des pentes très fortes où l'on a auparavant brûlé les arbres (probablement du bambou), pour y planter du maïs et quelques légumes.

Enfin, il y a le village de Krong No, qui s'étend sur environ deux kilomètres. La vallée qu'il occupe est totalement défrichée (photo 13), comme elle semblait l'être en 1965¹⁶⁴, mais n'est cultivée que partiellement. Le village comporte plusieurs petits restaurants, boutiques, magasins généraux. C'est aussi le siège du comité populaire de la commune de Ro Men. Le pont qui enjambe la rivière Krong No (photo 14) permet d'accéder à la province de Dac Lac.

5.3 Les transformations de l'utilisation du sol (1958-1997)

5.3.1 Expansion agricole et déforestation: quelle lecture des cartes?

Au cours des quarante dernières années, l'évolution de l'utilisation du sol dans le district de Lam Ha a suivi en gros le même modèle que celui de l'ensemble de la province de Lam Dong. Un examen plus précis des transformations du territoire présente un intérêt incontestable. Si l'analyse provinciale permet de déceler les endroits les plus touchés par ces transformations, celle à l'échelle du district permet d'examiner plus attentivement les conditions d'évolution en cours.

Comme pour l'ensemble de la province, trois processus concomitants et interreliés ont transformé le paysage du territoire délimité par le district de Lam Ha et demeurent toujours actifs: la progression territoriale de l'agriculture, le recul corollaire des lisières forestières, et l'extension des zones de friches.

On dispose de très peu d'informations sur l'état «végétal» de la région avant les Accords de Genève de 1954. Quelques bribes récoltées ici et là donnent un vague aperçu de certains territoires, mais au total, peu d'informations permettent de reconstituer l'image, même partielle, du couvert végétal du district de Lam Ha avant et au cours de la période coloniale. Même la carte

¹⁶⁴Voir la carte topographique de 1965 (1:50 000^e).

publiée par Maurand en 1943 donne peu d'indications sur ce qui couvrait réellement le sol à cette époque. En fait, il y aurait peut-être possibilité de reconstituer, à l'aide des témoignages des explorateurs du début du siècle, et seulement pour quelques territoires restreints, l'utilisation du sol de cette époque. Mais, cette entreprise serait doublement ardue étant donnée la pratique généralisée de l'agriculture itinérante à cette époque (voir Maître, 1912, p. 166, par exemple).

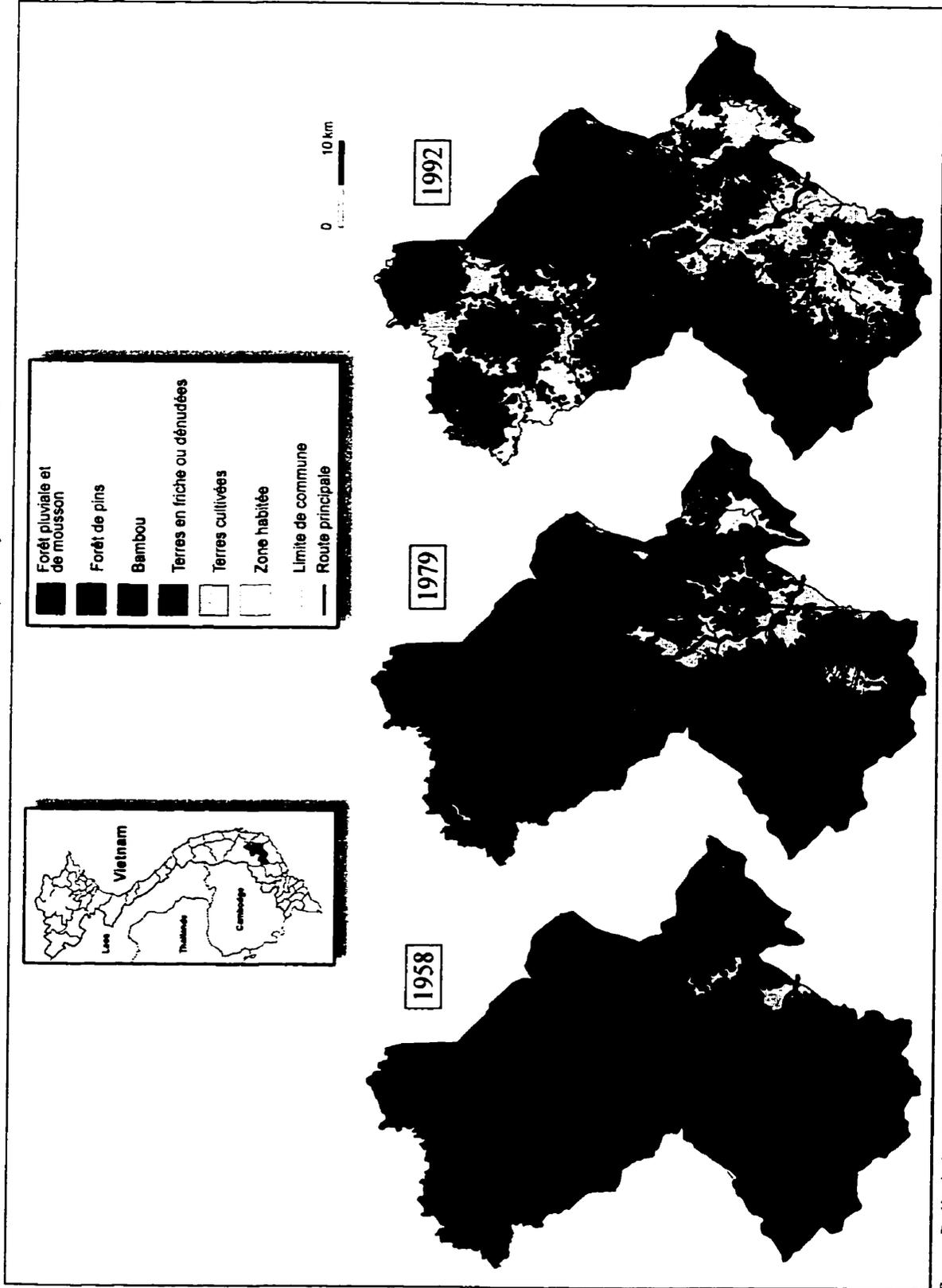
La première cartographie complète et précise montre la situation en 1958. Basée sur les photographies aériennes de 1958, elle a été réalisée par l'Institut de Reconnaissance et d'Aménagement Forestier de Ha Noi en 1987 (figures 21, p. 146 et 27, p. 184). Dans le cadre d'un projet ayant pour thème le défi forestier au Vietnam, une cartographie multichronique de la province de Lam Dong a été réalisée (De Koninck, 1997a). Les trois cartes principales (1958, 1979 et 1992) sont réutilisées ici (figures 21 à 23, pp. 146-148, et figure 27). Leur analyse permet de distinguer deux étapes dans l'évolution des processus identifiés précédemment. Dans un premier temps, i.e. entre 1958 et 1979, les terres cultivées ont été étendues relativement lentement bien que leur superficie ait été multipliée par un facteur de sept (tableau 29, p. 186). Il faut noter qu'il s'agit probablement seulement d'agriculture sédentaire; car dans toute la zone de la forêt de bambou du district, on pouvait compter, à cette époque, au moins 45 villages, où les habitants pratiquaient l'agriculture itinérante sur brûlis. Cette progression territoriale de l'agriculture sédentaire résulte de deux processus migratoires complètement distincts.

Le premier s'est déroulé au cours de la décennie de 1960; il s'agit du regroupement de tous les Montagnards de la région dans des hameaux stratégiques. Avec l'aide des Rédemptoristes, ceux-ci se sont installés principalement dans les hameaux de R'Lom, Da Nung et Dampao. Le premier défi de cette installation a été d'enseigner aux Montagnards à pratiquer une agriculture sédentaire. Ils semblent y être parvenus comme en témoigne la carte de 1979 sur laquelle sont représentées leurs parcelles agricoles (figures 27 et 29, le territoire agricole au centre, en particulier la partie au nord). En fait, une très grande partie de la vallée de la Da Deung était cultivée en 1979. Sur la rive droite (est), juste avant le croisement de la route nationale avec la rivière, l'entreprise agricole de Phu Son (café et élevage bovin) avait été implantée dès 1977¹⁶⁵. La présence d'élevage bovin de 1977 à 1980 expliquerait peut-être une partie des friches qu'on trouvait en 1979 dans cette zone (figure 27, p. 184).

Le deuxième processus migratoire a été amorcé après 1975; il s'agit des migrations vers les NZE (figure 24, p. 155). Les surfaces cultivées en 1979 par ces migrants viet apparaissent très nettement sur la carte (figure 27): ce sont les deux zones cultivées de chaque côté du corridor

¹⁶⁵Cette plantation avait été reprise par l'État après la fuite de ses gestionnaires en 1975. Avant 1975, la plantation produisait des ananas, des longan, des lychees et aussi du sisal.

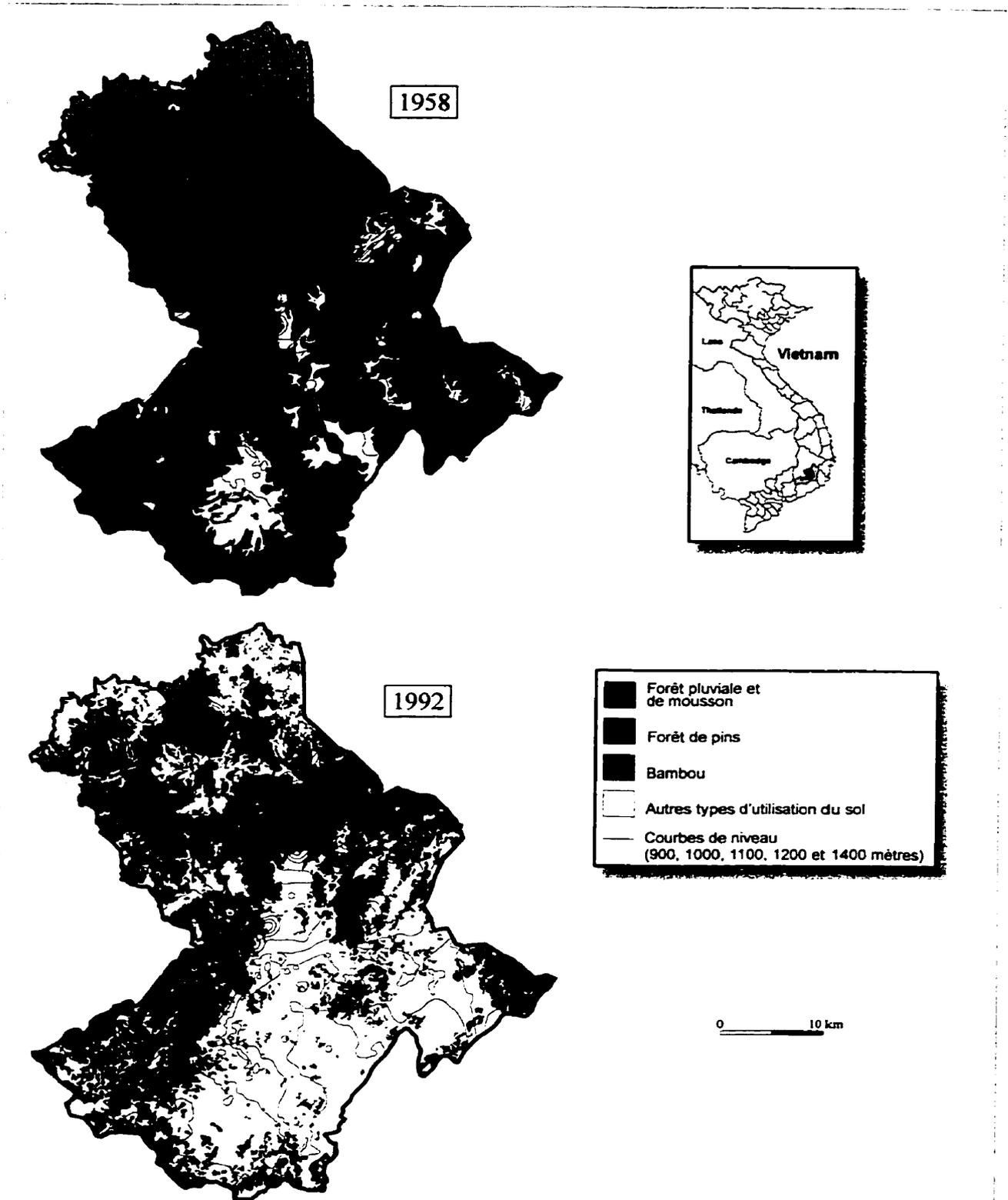
Figure 27
Lam Ha. Utilisation du sol, 1958, 1979 et 1992.



Source : De Koninck (1997, pp. 61-63).

Réalisation : Tran Duc Dan, 1998.
Adaptation : Steve Dery, 1999.
Infographie : Ludovic Guerpillon, 1999.

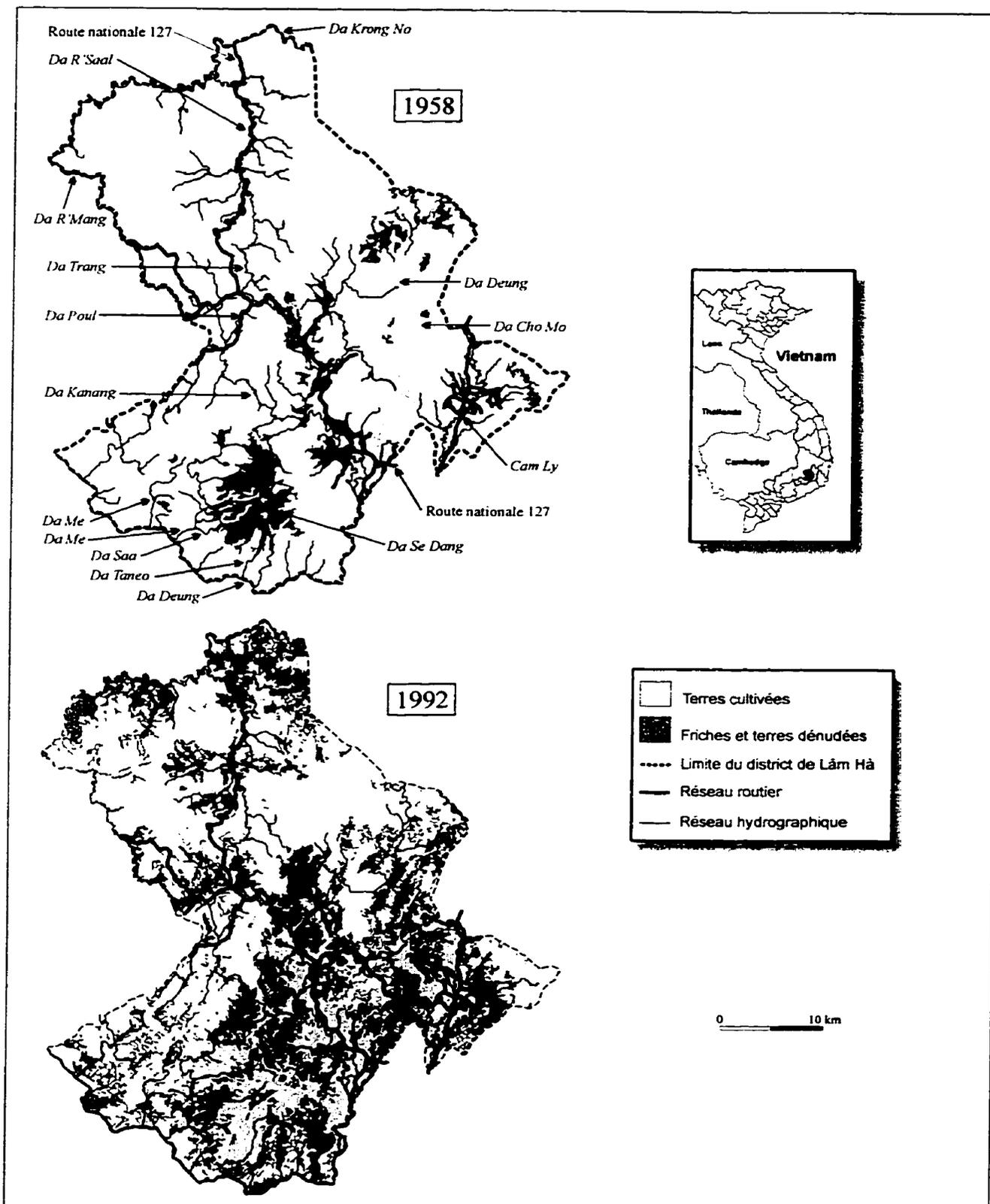
Figure 28
Lam Ha. Utilisation du sol et relief, 1958 et 1992.



Sources : Carte topographique du Vietnam, feuillets 6632 (I à IV) et 6633 (II et III), (échelle 1:50 000, 1965); De Koninck (1997, pp. 61-63).

Réalisation : Tran Dac Dan et Steve Déry, 1999.
Infographie : Ludovic Guerpillon, 1999.

Figure 29
Lam Ha. Utilisation du sol, axes hydrographiques et routiers, 1958 et 1992.



Sources : Carte topographique du Vietnam, feuillets 6632 (I à IV) et 6633 (II et III), (échelle 1:50 000, 1965); De Koninck (1997, pp. 61-63).

Réalisation : Tran Dac Dan et Steve Déry, 1999.
Infographie : Ludovic Guerpillon, 1999.

central; celle de droite (est) est centrée sur Nam Ban alors que celle de gauche (ouest), beaucoup moins développée à cette époque, a comme village central Tan Ha.

Tableau 29
Lam Ha. Évolution de l'utilisation du sol, 1958, 1979 et 1992.
(en kilomètres carrés)

Catégorie	1958		1979		1992	
	km ²	%	km ²	%	km ²	%
Terre cultivée*	18	1,1	120	7,6	402	25,3
Terre en friche	125	7,9	362	22,8	402	25,3
Bambou	439	27,7	328	20,7	294	18,5
Forêt pluviale et de mousson	637	40,1	667	42,0	411	25,8
Forêt de pins	368	23,2	111	7,0	81	5,1
TOTAL	1587	100,0	1588	100,1	1590	100,0

Source: De Koninck (1997a, pp. 68-70)

*incluant les zones habitées en 1990, celles-ci couvraient 6,26 kilomètres carrés (UBND Lam Ha, 1991, p. 13).

Pour leur part, les zones de friches ont progressé d'une manière fulgurante entre 1958 et 1979. Elles sont passées de 8% à 23% du territoire du district (tableau 29). Ce processus est cependant moins évident à expliquer. D'une part, on peut présumer, sans en être tout à fait certain, que les terres en friches situées autour du corridor agricole central devaient être des parcelles de brûlis; car malgré leur conversion à une agriculture sédentaire, les Montagnards ont toujours, jusqu'à très récemment, complété leurs ressources alimentaires par des essarts en forêt. D'autre part, les zones de friches apparues dans la partie nord du district entre 1958 et 1979 traduisent certainement une présence humaine durant les deux décennies, mais laquelle? Après les évacuations des années 1960, il est à peu près certain que cette région n'a pas été fréquentée, au moins de 1977 à 1985 (à cause de la présence du FULRO). L'hypothèse la plus plausible est la suivante: ces zones consisteraient en des terres abandonnées après des tentatives infructueuses d'y implanter des hameaux stratégiques au cours de la décennie de 1960 (Ro Men au nord et Phi Sron au centre, ce dernier abandonné dès 1966, voir tableau 31, p. 201).

La forêt de bambou, elle, a été touchée de trois façons au cours de cette première étape. D'abord, elle a perdu du terrain aux dépens des friches, probablement après quelques années de culture. Elle a aussi perdu du terrain aux dépens de la forêt pluviale. Cela signifie possiblement que les zones qui avaient été cultivées en brûlis, laissées ensuite en jachère, où le bambou a constitué la principale repousse, ont connu une régénérescence substantielle vers une forêt digne de ce nom. Enfin, troisièmement, la forêt de bambou a gagné un peu de terrain aux dépens des forêts de pins. Une exploitation forestière de la pinède, ou l'utilisation du brûlis pour la dégager pourraient être à l'origine de ce recrû de bambou.

Cette même forêt de pins est celle qui a subi le plus de dommages au cours de cette période. Alors qu'elle couvrait 23% de la superficie du district en 1958, elle n'en occupait plus que 7% en 1979 (tableau 29, p. 187). Ce processus s'explique assez aisément: les territoires qui ont été sollicités, tant pour l'établissement des hameaux stratégiques que pour celui de la NZE de Ha Noi à Nam Ban (la plus importante jusqu'à 1979), étaient occupés essentiellement par cette forêt de pin. C'est pour cela d'ailleurs que la forêt pluviale, située sur les marges du domaine habité, en particulier sur les hautes montagnes du centre et de l'ouest du district, est demeurée relativement intacte, s'étendant même quelque peu aux dépens du bambou (figure 28, p. 185).

Entre 1979 et 1992, les processus sont plus complexes, et aussi plus difficiles à expliquer: c'est en partie parce que les acteurs sont plus nombreux. Au cours de cette deuxième étape, les terres agricoles ont été étendues à un rythme foudroyant. Le taux de croissance a ralenti, mais les superficies mises en culture chaque année ont augmenté considérablement. Entre 1958 et 1979, une moyenne de 4,9 kilomètres carrés par année avait été mise en culture, alors qu'au cours des 13 années suivantes, la moyenne a été de 21,7 kilomètres carrés par an. L'agriculture s'est ainsi accaparé le quart du territoire du district pour atteindre 402 kilomètres carrés en 1992; il est à noter que près des trois quarts (73%) de la progression de l'agriculture ont été réalisés après 1979, et que, surtout, ce sont les territoires couverts par la forêt de pins qui ont été utilisés majoritairement pour cette progression (tableau 29, p. 187).

Un processus demeure central dans cette évolution: les migrations viet vers les NZE et les migrations viet spontanées qui ont suivi. Entre 1958 et 1992, ces dites migrations ont été responsables d'au moins 70% (et peut-être même de 80%) de l'extension de l'espace consacré à l'agriculture dans le district de Lam Ha. Au cours de cette deuxième étape, peu de terres ont été mises en culture dans la partie septentrionale du district; ce sont surtout les zones entourant les noyaux déjà consolidés avant 1979 qui ont été mises à contribution; d'abord le corridor central, puis ensuite la NZE à Nam Ban et surtout celle autour de Tan Ha. Quelques zones périphériques comme dans la commune de Phu Son ou dans celle de Phi To, ont aussi été sollicitées. Depuis

1992, de plus en plus de migrations viet se sont dirigées vers le nord du district, en particulier vers la commune de Phi Lieng, la moins éloignée des centres locaux.

Au cours de cette période, les friches aussi ont à nouveau progressé sur le territoire, mais beaucoup moins rapidement. On en trouvait seulement 40 kilomètres carrés de plus en 1992 qu'en 1979. Cette faible extension masque le fait qu'une très grande partie des terres en friches de 1992 ne sont pas les mêmes qu'en 1979. D'une part, les terres cultivées ont fortement progressé à leurs dépens depuis 1979 et, d'autre part, les friches se sont étendues aux dépens des forêts environnantes. La commune de Dan Phuong, à l'extrême sud, du côté est, en fournit un bon exemple. Fortement boisée en 1979 (forêt de pin), les friches y occupaient presque tout l'espace en 1992 alors qu'il n'y en a presque plus dans la commune voisine, Tan Ha.

Pour leur part, les forêts de bambou ont continué de reculer sur le territoire, mais beaucoup plus lentement. Cela s'explique surtout par le fait que les zones de friches qui étaient apparues entre 1958 et 1979 se sont peu étendues à leurs dépens au cours de la période suivante. Comme pour la première phase, les trois processus se sont poursuivis. Les rares migrations vers cette zone de bambou, tout comme les efforts de sédentarisation des Montagnards ont fait apparaître quelques zones agricoles sédentaires aux dépens de la forêt de bambou; les *ray* (brûlis) et l'exploitation forestière dans cette même forêt ont vraisemblablement contribué à l'extension des friches; et l'exploitation des forêts pluviales a, semble-t-il, contribué au développement des forêts de bambou.

Les forêts de pins, qui n'apparaissaient déjà plus qu'à l'état résiduel en 1979, ont presque complètement disparu de la carte du district en 1992. Le recul a été beaucoup ralenti, surtout parce qu'il n'en reste presque plus (de pins). Ce type de forêt ne comptait plus que pour 5% de la superficie totale en 1992. Inversement, au cours de cette deuxième période (1979-1992), les forêts pluviales ont reculé beaucoup plus rapidement qu'au cours de la première phase. Ce processus témoigne de la progression fulgurante de l'espace agricole, grignotant de plus en plus ses marges forestières, en particulier les massifs montagneux (figure 28, p. 185). En 1992, la forêt pluviale ne couvrait plus que le quart de la superficie du district alors qu'elle en occupait plus de 40% moins de 15 ans auparavant (tableau 29, p. 187).

Depuis 1992, ces processus se sont poursuivis. Des enquêtes conduites en 1996 et 1997 (voir Annexe B) dans trois communes du district de Lam Ha (Hoai Duc, Da Don et Phi Lieng) ont permis de constater que les terres consacrées à l'agriculture s'étendaient toujours, tant aux dépens des friches qu'à même les forêts, quoique celles qui restent soient de plus en plus difficiles d'accès. L'évaluation des superficies en friches est plus difficile car celles-ci ne sont

pas stables. Beaucoup de migrants se sont installés sur des terres en friches, mais aussi plusieurs d'entre eux, tout comme des anciens colons, exploitent les forêts environnantes soit pour leurs usages personnels (bois de feu, construction, etc.), soit pour la vente, ce qui, lorsque l'exploitation atteint un seuil critique, contribue à l'extension des friches. Quant aux forêts, elles reculent toujours, quoique plus lentement à cause de leur accessibilité de plus en plus restreinte. Mais leur dégradation se poursuit aussi, probablement plus rapidement que leur recul territorial.

En 1996, les forêts du district avaient tellement régressé que tous les droits d'exploitation ont été retirés. Certes, l'exploitation commerciale a joué un rôle important dans le déboisement du territoire, mais la colonisation agricole sur les terres déboisées a empêché tout retour possible à la forêt en convertissant en terre agricole des terrains présentant une potentielle vocation sylvicole. Cette année-là, la proportion des superficies forestières était d'environ 45% alors que celle du territoire sylvicole non couvert de forêt atteignait 26%; la portion restante du territoire (29%), située en grande partie dans les régions agricoles, n'avait pas été attribuée à la gestion des entreprises forestières ou des comités de gestion et relevait de celle des communes.

Les chiffres concernant la superficie agricole du district, tels qu'évoqués dans les annuaires locaux, ont peu à voir avec ceux obtenus par la planimétrie des cartes présentées précédemment (figures 21, 22, 23, pp. 146-148 et 27, p. 184). Selon l'annuaire de 1995, il y aurait eu 177 kilomètres carrés de terres agricoles en 1994 et 193 kilomètres carrés en 1995. C'est fort peu comparé aux 402 km² représentés sur la carte de De Koninck (1997a). Il est très probable que la différence entre le chiffre «officiel» et celui obtenu grâce à la carte corresponde à des zones dont la «vocation officielle» (le zonage) n'a pas été ajustée en fonction de l'utilisation réelle du sol.

Au total donc, le recul des territoires forestiers est encore plus dramatique dans le district de Lam Ha que dans l'ensemble de la province. De 1958 à 1992, celle-ci a vu la part de ses forêts fondre de 33% alors que le district de Lam Ha a perdu 42% de son couvert forestier. En 1992, les terres défrichées et cultivées à Lam Ha étaient plus étendues que les forêts (51% versus 49%) alors que pour l'ensemble de la province celles-ci demeuraient toujours prépondérantes, quoiqu'avec une faible marge, i.e. un peu plus de la moitié du territoire (54%).

5.3.2 Mise en oeuvre des programmes gouvernementaux

Comme ailleurs au pays ou dans la province de Lam Dong, dans le district de Lam Ha, plusieurs programmes gouvernementaux ayant des incidences sur le territoire ont été mis en oeuvre depuis la fin de l'époque coloniale en 1954. Mais c'est surtout depuis 1975 que ces interventions ont pris un caractère systématique. Depuis la réunification du pays, trois programmes principaux ont contribué à modifier le paysage du bassin moyen de la Da Deung: la mise en place des Nouvelles

zones économiques (NZE), le programme de sédentarisation, ainsi que les programmes liés au décret 327, visant la remise en exploitation des terres dénudées. Le programme des NZE est sans nul doute celui qui a eu le plus d'incidence sur l'organisation du territoire. En 1979, alors que l'aire délimitée pour la NZE de Ha Noi couvrait 28% de ce qui est aujourd'hui le district de Lam Ha, pour une densité de population qui s'établissait à 176 habitants au kilomètre carré (UBND Duc Trong, 1981, p. 2), c'est presque la moitié du territoire qui a été transformée directement ou indirectement par les migrants qu'elle a drainés. Très souvent, les migrants spontanés (ou illégaux), sont venus rejoindre des parents ou des connaissances qui avaient migré dans le cadre des NZE.

À l'échelle locale, il est assez difficile d'obtenir des chiffres sur le nombre de migrants vers les NZE. Selon le chef-adjoint du district, M. Nguyen Van Thao, le flux des migrants vers les NZE aurait cessé en 1987 avec la création du district. En fait, tel n'a pas été le cas puisque les colons, tant organisés que spontanés, ont continué d'affluer vers la zone.

Parallèlement au programme des NZE, le gouvernement a tenté de collectiviser l'agriculture. Le cas de monsieur Cai (nom fictif) et sa famille demeure assez typique des migrants qui sont venus au début des années 1980. Arrivé dans le district de Lam Ha en 1983, il a contribué alors à l'agriculture collective. Au moment de la décollectivisation, en 1985-1986, il a gardé le lot personnel qui lui avait été attribué et il a acheté une parcelle supplémentaire, déjà défrichée (0,1 hectare). En 1989, il a commencé à planter des caféiers, tout en continuant la culture du maïs et du riz. En 1992, après la première récolte de café, il a abandonné les autres cultures. Il faut rappeler que même si on parle d'achat (il y a bel et bien une transaction), l'État demeurait seul propriétaire du sol.

On connaît aussi d'autres types de migrations agricoles planifiées. Par exemple, une entreprise d'État séricicole se cherchait des employés dans les provinces du Nord et du Centre; elle les emmenait ensuite dans la province de Lam Dong pour les faire travailler aux diverses étapes de la production de la soie (Clavairolle, 1996).

La sédentarisation des peuples autochtones a aussi été à l'ordre du jour et elle s'est déroulée en plusieurs étapes¹⁶⁶. Mais pour le cas des peuples habitant cette région, il faut nuancer. Il ne saurait être question de nomadisme rigoureux, ni non plus d'agriculture sédentaire. Chaque village disposait d'un territoire bien délimité, fixe, connu des villages voisins, à l'intérieur duquel la rotation des terres dévolues aux cultures était effectuée, selon un cycle d'une année de culture pour 20 ans de jachère forestière.

¹⁶⁶Ce n'est qu'après coup qu'on peut affirmer qu'il s'agissait d'étapes. Il n'existait aucun plan précis à cet effet.

Donc la première étape de sédentarisation, comme dans les autres districts, a débuté dès 1962, avec la création des hameaux stratégiques. À la fin de la guerre en 1975, la population dans les Ap Chien Luoc (hameaux stratégiques) était beaucoup trop nombreuse selon les estimations du gouvernement. Celui-ci a alors entrepris, en parallèle, la relocalisation d'une partie de cette population et la consolidation de la sédentarisation amorcée dans les années 1960. Selon le responsable de la planification du bureau de la sédentarisation du district, M. Nguyen Ngoc Hung, à cette époque, le gouvernement aurait octroyé 2000 mètres carrés par famille pour les vergers (café?). Environ 10 000 foyers auraient été concernés pour l'ensemble de la province.

La relocalisation et la consolidation se sont déroulées selon quatre scénarios différents: 1) une partie de la population est demeurée sur place, dans les anciens hameaux stratégiques; 2) une partie est retournée dans les villages d'origine, en nombre limité et seulement jusqu'en 1977 cependant, à cause de la présence du FULRO; 3) plusieurs familles se sont dispersées autour des hameaux; 4) d'autres ont été dirigées, ou se sont dirigées spontanément (?) vers des NZE¹⁶⁷. Dans tous ces cas cependant, on peut être assuré d'un contrôle serré par l'appareil gouvernemental. Les retours définitifs vers les villages d'origine, par exemple, même s'il y en a eu quelques-uns en 1976¹⁶⁸, n'ont réellement débuté qu'après l'arrêt complet des activités du FULRO en 1987. On peut noter aussi que, par exemple, en 1977-1978, 250 familles de K'Ho auraient été relocalisées dans la commune de Tan Ha, en provenance de Dinh Van¹⁶⁹.

Par la suite, d'autres projets de sédentarisation ont été mis en oeuvre au cours de la décennie de 1980, de façon ponctuelle, comme au hameau #3 de la commune de Tan Thanh en 1988. Les Chil de l'endroit auraient continué la culture sur brûlis, mais leur habitat serait devenu sédentaire¹⁷⁰.

Dans tous les cas, la pratique de l'agriculture itinérante sur brûlis prédominait largement avant la sédentarisation. Après, les modes de vie variaient un peu en fonction du niveau de vie atteint, mais on retrouvait encore des parcelles de culture itinérante même si les habitations étaient fixes, et cela même plusieurs années après la sédentarisation officielle. Jusqu'en 1992, cette pratique était largement répandue. Après cette date, les nouveaux défrichements ont été totalement interdits; seules les cultures sur les anciennes jachères ont été permises. Pour l'instant, il est impossible de vérifier à quel point ces objectifs officiels ont été atteints, mais on peut être

¹⁶⁷Entrevue avec Nguyen Ngoc Hùng, responsable de la planification du bureau de la sédentarisation du district de Lam Ha, le 6 novembre 1996.

¹⁶⁸Selon Danh Mo, chef de la commune de Da Don (19 septembre 1996), une migration aurait été organisée pour 40 familles vers le village de Tay Son (Phi Lieng), 150 familles vers R'teng (Preteing?)(Phuc Son) et 200 familles vers Phi To (Phi To?).

¹⁶⁹Entrevue avec M. Vi Vinh Giang, secrétaire du parti communiste de Tan Ha, 12 février 1996.

¹⁷⁰Entrevue avec M. Nguyen Quang Hung, chef de la commune, le 12 février 1996.

presque certains que les nouveaux défrichements, maintenant illégaux, se poursuivent, quoiqu'ils aient sûrement été considérablement ralentis.

Lancé en 1992, le programme connu sous le nom de « 327 », pour sa part, vise la remise en exploitation des terres dénudées (*barren lands*); c'est aussi un programme d'affectation pour la protection des forêts. Auparavant, ce programme était géré par le service de sédentarisation et comportait plusieurs aspects qui n'étaient pas nécessairement en relation directe avec la gestion forestière, comme le développement de l'élevage. À partir de 1996, ce programme était géré par l'entreprise forestière et n'incluait plus, pour les nouvelles communautés impliquées, que le volet sylviculture¹⁷¹.

À l'échelle locale, comme par exemple dans le district de Lam Ha, le programme est administré par le chef de l'entreprise forestière et comporte plusieurs volets: sédentarisation, aide et assistance dans le développement des plantations industrielles (café), infrastructures, protection de la forêt. Dans ce dernier volet, des familles, à l'automne 1996, ont reçu 40 000 dongs par hectare surveillé¹⁷² et la moyenne était d'environ 30 hectares par famille. Le revenu provenant de ce programme pouvait donc atteindre entre 0,5 et 2 millions de dongs par an par famille (soit entre 50 et 200\$ÉU de 1996)¹⁷³. Le programme, en fait on devrait parler de plusieurs projets, ne concerne pas toute la population; les projets sont mis en action en fonction des besoins et des situations particulières des communes ou même des hameaux. Par exemple, dans la commune de Lien Sron (district de Lam Ha), le projet 327 incluait (probablement jusqu'à 1996 -?-) la plantation de vergers de café familiaux et leur entretien, la construction de puits pour l'eau potable, l'amélioration des routes inter-hameaux, des ponts, l'élevage bovin, etc. Cette façon de faire avait d'ailleurs été suggérée par Sargent (1991, p. 21) dans le cadre de son rapport pour le Tropical Forestry Action Plan devant déterminer les besoins réels des communautés locales.

5.3.3 Les plantations industrielles: le cas du café

Le district de Lam Ha est aussi caractérisé par la prépondérance de plus en plus écrasante des cultures de rentes dans l'agriculture. En 1996, dans quelques communes, le café couvrait à lui seul plus de la moitié de l'espace agricole (Da Don, Hoai Duc, Phu Son et Lien Sron). Les autochtones de la région ont aussi amorcé la culture du café, certains dès la fin des années 1970

¹⁷¹Entrevue avec Pham Vinh Phuoc, vice-directeur du comité de gestion pour le Nord de Lam Ha, le 19 septembre 1996.

¹⁷² Une des personnes interviewées à l'automne 1996 m'indiquait qu'elle n'avait jamais été sur le territoire de la forêt qu'elle devait surveiller. Elle surveillait de loin!

¹⁷³En fait, cela représente pour eux une source de revenus importante. Elle équivaut presque au revenu annuel qu'une personne pouvait gagner en travaillant comme ouvrier dans cette région en 1996 (entre 12 000 et 15 000d/jour).

(commune de Da Don), d'autres très récemment. Dans plusieurs cas (lors de mes passages en 1996 et 1997), les caféiers étaient encore trop jeunes pour produire des fruits. Les familles ne disposant que de très maigres revenus devaient souvent les compléter par la coupe du bois pour la vente (bois d'oeuvre et bois de feu).

Dans la commune de Phi Lieng, une entreprise de café d'État (Eak Tur), dont le siège social est situé dans la province de Dak Lak, coopère avec les habitants de la commune de Phi Lieng en vue de développer l'exploitation caféière familiale. En octobre 1996, le projet concernait 286 familles (1632 personnes) réparties dans cinq des neuf hameaux de la commune¹⁷⁴. L'entreprise assure les investissements initiaux (engrais, plants, etc.), la vulgarisation, l'assistance technique, et même un salaire au paysan, celui-ci fournissant la main-d'oeuvre. L'entreprise, qui garantit l'achat des produits, commence à récupérer son capital investi (salaire, intrants, etc.) à compter de la cinquième année¹⁷⁵. Elle a aussi prévu construire une usine de transformation pour sécher les grains de café sur place.

Les autochtones qui ne sont pas impliqués dans ce projet ont aussi commencé à planter des caféiers. En fait, les habitants de la région connaissaient déjà ce type de culture, depuis le début des années 1980, alors qu'ils habitaient à Da Don. Jusqu'à récemment, ils n'avaient pu se lancer dans cette entreprise, faute de moyens financiers. Depuis 1994, plusieurs ont obtenu du financement de l'État; ceux qui n'en ont pas profité ont quand même suivi le mouvement, à une plus petite échelle (1000 à 2000 mètres carrés, soit environ 1000 à 2000 plants).

5.4 Disparités ethniques dans le processus d'extension des terres agricoles

Depuis 50 ans, l'extension rapide de la superficie des terres cultivées sédentaires de la province de Lam Dong s'est déroulée de concert avec la presque aussi rapide croissance de la population viet. La colonisation agricole viet semble donc être, comme il a été formulé au départ, au centre des transformations territoriales de la province de Lam Dong, en particulier du recul de ses forêts. Mais l'identification de ce processus et même de ses différentes manifestations n'est pas suffisante. Même l'analyse à l'échelle du district de Lam Ha, qui permet de préciser l'histoire des processus en cours, leur déroulement actuel, demeure limitée. La raison est simple, le processus où l'expansion agricole et la déforestation sont liées demeure en soi, dans la plupart des cas, un phénomène local, où chaque personne (paysan, garde-forestier, etc.) a une influence sur l'utilisation du sol.

¹⁷⁴Il s'agit de Poul, Da Ka Nay, Taleurn To, Pang Dung (Pandioum) et Pang Pah, sur la figure 26 (p. 165) respectivement les numéros 30, 38?, 34, 31; Pang Sim est situé à 8 kilomètres au S-O de Pang Dung.

¹⁷⁵Selon des observateurs locaux, il y aurait de la malhonnêteté de la part des responsables de cette entreprise dans la comptabilisation des prêts, pour profiter des Montagnards.

À l'échelle locale, que se passe-t-il donc? Qui sont ceux qui migrent? Où vont-ils? Pourquoi migrent-ils? Quelles sont leurs conditions de vie? Quel rôle l'État joue-t-il¹⁷⁶? Première constatation: la situation n'est pas la même selon le groupe ethnique concerné. Toutes les interventions anthropiques modifient le territoire; mais celui-ci n'est pas transformé de la même façon si les populations sont viet ou si elles sont k'ho, ma, chil, mnong ou autres. Deux comparaisons peuvent contribuer à l'étude du processus à l'échelle locale. La première comparaison est établie entre le village de colonisation viet de Tan Ha (réfugiés de 1954) et la zone montagnarde entourant Fyan au cours de la période qui s'étend de 1954 à 1975. La deuxième comparaison concerne l'évolution récente (1975-1996) de trois communes du district de Lam Ha: Hoai Duc, peuplée majoritairement de Viet, Da Don, où les proportions de Viet et d'autochtones s'équivalaient en 1996, et Phi Lieng, où les autochtones étaient toujours les plus nombreux la même année.

5.4.1 Une comparaison historique: le village de Tan Ha et la mission de Fyan

Le territoire et le paysage des plateaux méridionaux de la Chaîne annamitique ont été secoués fortement au cours des décennies de 1950 et 1960 pour deux raisons principales: 1) l'arrivée, entre 1954 et 1956, de plusieurs milliers de personnes, appartenant à l'ethnie viet, défrichant et créant des villages¹⁷⁷; 2) la guerre, et son lot de réfugiés.

Une troisième raison milite en faveur d'une analyse historique de la région pour en comprendre l'évolution récente. En observant la situation territoriale actuelle dans la province de Lam Dong, plus précisément la question foncière, on trouve de grandes différences entre les groupes ethniques, surtout entre les Viet et les Montagnards. Ces différences sont particulièrement évidentes dans le district de Lam Ha. Dans plusieurs villages de ce district, la plupart des Montagnards ne possèdent que très peu de terres, souvent 0,5 hectares par famille, alors que les Viet arrivés depuis moins de 10 ans possèdent généralement un hectare et souvent plus¹⁷⁸. Il est donc utile à la compréhension de ce phénomène d'examiner les racines historiques des transformations territoriales de la région. Comment ceux qui occupaient l'immense majorité du territoire en sont-ils venus à être reclus sur de maigres surfaces? Le village de Tan Ha, que les Rédemptoristes ont contribué à créer près de Blao (Bao Loc), et la région de Fyan (à l'intérieur

¹⁷⁶Dans le cadre du projet *Le défi forestier au Vietnam*, un doctorant vietnamien, M. Tran Dac Dan, de l'École d'Agriculture et de Foresterie (Thu Duc, Ho Chi Minh-Ville) prépare une thèse sur la question des migrations spontanées. Les questions soulevées ici sont au cœur de sa recherche. Voir aussi Tran Dac Dan et Déry (1999).

¹⁷⁷ Il semble que, pour plusieurs d'entre eux, cette installation n'était que temporaire. Les gens pensaient éventuellement à retourner au Nord (Entrevue avec le Père Maurice Benoit, à Sainte-Anne de Beaupré, mai 1998).

¹⁷⁸ Ces informations ont été obtenues lors d'enquêtes dans la province de Lam Dong en 1996 et 1997. Il est évident que ce ne sont que des ordres de grandeur et qu'aucune généralisation à partir de ces données ne sont autorisées. Dollfus suggérait d'ailleurs une grande prudence dans l'interprétation des résultats obtenus à l'échelle locale (Dollfus, 1971, p. 43).

de l'actuel district de Lam Ha), où les mêmes religieux ont aidé les Montagnards dans leurs épreuves au cours de la Deuxième Guerre d'Indochine, constituent deux exemples pouvant permettre de mieux documenter ces «racines».

5.4.1.1 Le village de Tan Ha: au service de la colonisation agricole?

En juillet 1954 a débuté un exode pour quelques centaines de milliers de Vietnamiens du nord. Une partie du groupe qui venait de la paroisse-commune de Thai Ha, près de Ha Noi, a été prise en charge par les Rédemptoristes. Dans les provinces de Lam Dong et Tuyen Duc (incluant aussi Dalat) une partie du groupe a été dirigée vers Dalat, où les gens ont créé le village de Tung Lam, alors qu'un autre contingent s'est installé près de Blao. Le nouveau village de ces derniers a été baptisé TAN HA par les autorités administratives des Pays Montagnards Sud-indochinois, c'est-à-dire «nouveau village Ha». Le même principe a d'ailleurs été appliqué pour les nouveaux villages implantés autour de Blao: Tan Bui, Tan Phat, Tan Thanh, etc.

Le projet d'implantation du village de Tan Ha est né au cours des mois de juillet et août 1954. Le Père Maurice Benoit avait exploré les terrains entre Saigon et Dalat et, après avoir reçu comme conseil d'aller voir et de demander l'accès au terrain de l'ancienne ferme agricole française de Blao qui fermait ses portes, les autorisations officielles ont été obtenues en septembre. À la fin du même mois, le Père Patrice Gagné, Rédemptoriste responsable de ce projet d'implantation, s'est rendu sur place pour débroussailler le terrain et abattre des arbres¹⁷⁹, alors que le Père Benoit prenait en charge le village de Tung Lam. Le Père Gagné, accompagné du Frère François Laliberté, aussi Rédemptoriste, auxquels se sont joints dix travailleurs, ont construit un pont de bambou pour traverser la rivière sur le chemin du site de leur futur village et se sont installés dans une clairière pour la première nuit. Voici une partie de la description que fait le Père Gagné des débuts du village dans une lettre à un bienfaiteur des États-Unis en février 1956¹⁸⁰:

*«Vers la fin de septembre [1954], je partais de Saigon avec quelques hommes et 5 scouts. Il fallait débroussailler le terrain, abattre les arbres... À ce temps-là, c'était la saison des pluies. Et cette région est célèbre par la quantité des pluies qui y tombe...
 (...) Or, avec les pluies, la forêt grouille de sangsues (...). En sorte que le travail à ce moment de l'année (octobre - novembre - août [?]) est extrêmement pénible. Il nous a fallu, les premières semaines, aller passer nos nuits à 2 kilomètres d'ici. Nous devions aller à pied, évidemment.
 (...) Puis, le 13 octobre 1954, nous arrivaient une centaine de nouveaux... Nous avons préparé des tentes pour les recevoir, et une grande paillote servait de chapelle.*

¹⁷⁹ Information tirée d'une lettre adressée à Romy Hammes, de Kankakee, Illinois, datée du 22 février 1956.

¹⁸⁰ Voir note 179.

Enfin, en décembre, plus de 500 personnes nous arrivaient. Chaque famille reçut un lot de terrain où construire sa maison et faire du jardinage. Petit à petit les paillottes s'élevèrent ... les chemins furent tracés (...).»

Tableau 30
Tan Ha. Population, 1954-1956.

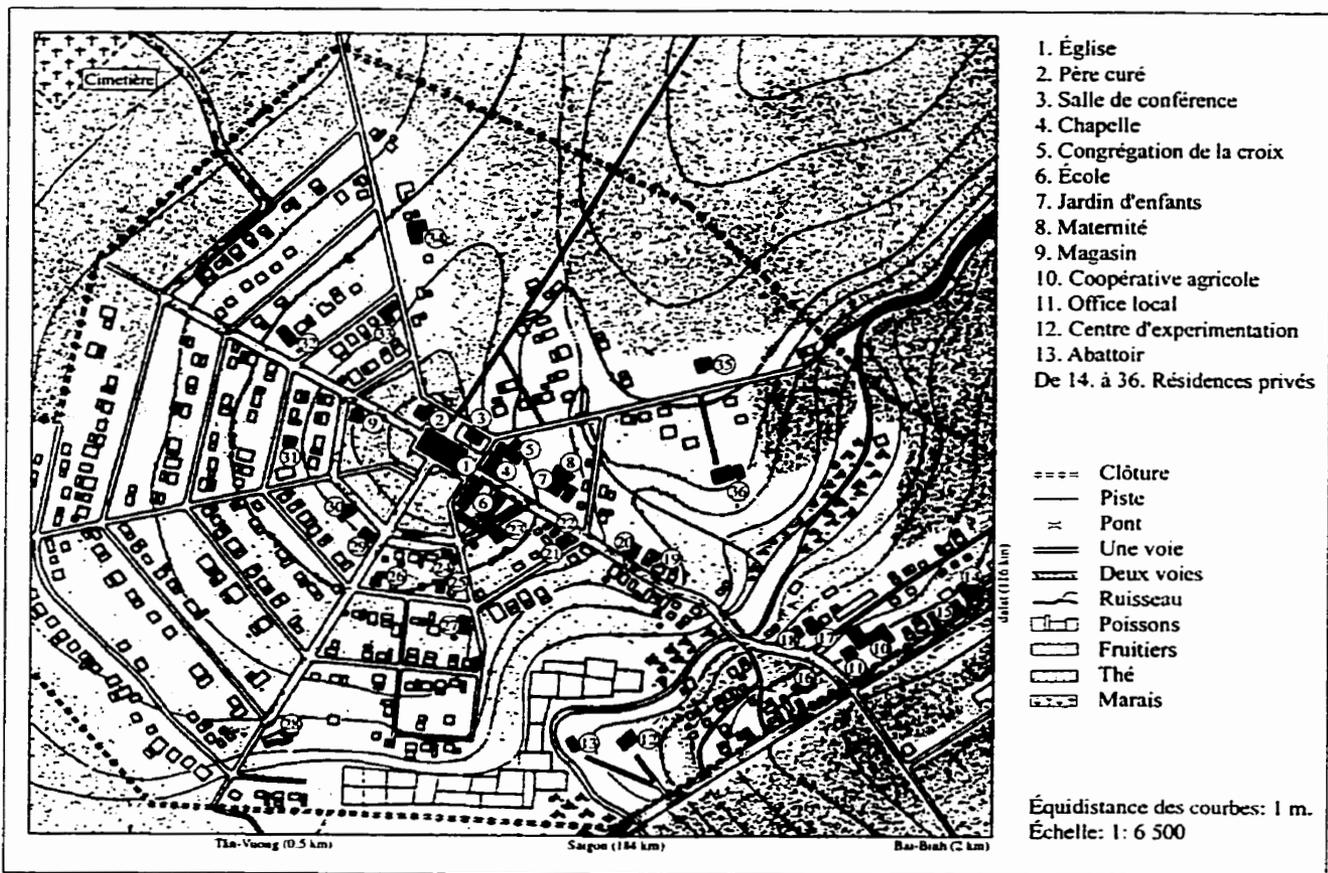
Date	familles	personnes	maisons construites	maisons en construction
13.10.1954	50			
xx.02.1955			espère 105	
06.03.1955		820(?)		
10.03.1955	171			
15.05.1955		+ de 1600		
23.05.1955		+ de 1700		
29.05.1955		1805		
06.06.1955		1800(?)		
14.07.1955		2374	230	80
08.10.1955	500	2500		
01.11.1955	500	2505	350	123
22.02.1956	500	2504		
21.03.1956			500	

Mouvements de population à Tan Ha (1954-1956)

14.09.1954	projet d'implantation de 500 familles à Blao.
13.10.1954	début, 50 premières familles.
18.10.1954	6 camions montent 25 familles.
xx.12.1954	plus de 500 personnes.
14.02.1955	100 familles doivent monter cette semaine ou prochaine (environ 500 personnes)
16.02.1955	environ 50 réfugiés à monter (demande un camion) + environ 100 familles de Ho Nai aussi à monter.
10.03.1955	environ 1000 réfugiés qu'on annonce pour prochainement
23.04.1955	refuse de recevoir 400 Man (village, seulement des Vietnamiens catholiques)
13.05.1955	arrivée de 700 nouveaux réfugiés. Probablement quelques centaines de plus bientôt.
23.05.1955	700 viennent d'arriver
05.06.1955	700 personnes viennent de nous arriver (il y a une semaine) [ceux du 13.05??]
28.08.1955	les 800 derniers arrivés de Lac An.
xx.02.1956	*perte de 900 villageois - appel vers Cai San [?]

Source: Archives non-classées de la Congrégation du Très Saint-Rédempteur, Sainte-Anne de Beaupré.

Figure 30
Tan Ha (province de Lam Dong). Plan du village.



Source : Archives de la Congrégation du Très Saint-Rédempteur.
(C.S.S.R., Rédemptoristes), Sainte-Anne de Beauré.

Adaptation : Steve Déry, 1999.
Infographie : Ludovic Guerpillon, 1999.

Le terrain avait donc appartenu aux Français qui y avait installé une ferme expérimentale¹⁸¹; il relevait à cette époque du Domaine de la couronne de l'empereur Bao Dai. Les terres étaient immenses, en prévision des développements futurs, et étaient recouvertes pour l'essentiel par des forêts (photos 15 et 16). Les 50 premières familles sont donc arrivées à la mi-octobre et 25 ont suivi à la fin du mois. Le village s'est développé rapidement, selon les plans d'architectes vietnamiens, en prenant la forme d'une gigantesque toile d'araignée (figure 30). À la fin de l'année 1954, environ 800 personnes étaient déjà établies (tableau 30, p. 197) et en juin 1955, selon le commandant Lepichon de l'armée française, responsable du Service social à Dalat qui gérait l'argent destiné aux réfugiés, il y avait plus de 12 000 personnes dans les quatre hameaux

¹⁸¹ Il semblerait que le terrain ait été occupé par les Français sans aucune considération pour les groupes autochtones de cette région.

de réfugiés de la région de Blao, dont un peu plus de 1800 pour Tan Ha¹⁸². Au 1^{er} novembre 1955, le village de Tan Ha comptait déjà 2505 personnes réparties dans 500 familles; un total de 350 maisons avaient déjà été construites et 123 autres étaient en chantier. Enfin, dans une lettre datée du 28 octobre 1956, le Père Gagné parlait de 40 000 chrétiens établis dans la région, incluant plusieurs paroisses, dont Tan Ha.

Si on risque une estimation à un hectare par famille, comme le prévoyait le plan du Père Gagné, pour des familles d'en moyenne cinq personnes, on aurait eu 8000 familles dans la région de Blao, à cette époque donc au moins 8000 hectares défrichés, soit 80 km². L'estimation produite par De Koninck (1997a, p. 68), selon laquelle il y aurait eu 49 km² de terres cultivées dans le district de Bao Loc en 1958 n'est pas trop imprécise si l'on tient compte des marges d'erreur possible, et surtout du caractère restreint des superficies concernées. La différence entre les deux estimations (31 km²) peut provenir d'une marge d'erreur dans la cartographie et l'interprétation par planimétrie, marge qui peut s'avérer relativement importante étant donné les faibles superficies impliquées¹⁸³. Il peut s'agir aussi du fait qu'une partie des terres défrichées n'aient pas été mises en culture, ou qu'elles aient pu être abandonnées, et donc aient été en friche au moment de l'analyse des photos aériennes qui ont conduit à la préparation des cartes publiées par De Koninck et reprises ici; les friches et les terres dénudées comptaient pour 305 km² du district de Bao Loc en 1958.

5.4.1.2 La mission de Fyan: une contribution à la sédentarisation des montagnards?

En 1955, les religieux de la Congrégation du Très Saint Rédempteur (Csr, Rédemptoristes), présents au Vietnam depuis 1925 (Annexe C), ont acheté une plantation de café à Fyan (aujourd'hui Ngoc Son), tout près du croisement entre la rivière Da Deung et la route nationale #27 (dénomination depuis 1975), en plein cœur de ce qui est aujourd'hui le district de Lam Ha. Après l'avoir remise en état d'exploitation (voir chapitre 4), ils ont amorcé leur ministère auprès des Montagnards habitant la région (photo 17). Leur œuvre concernait d'abord et avant tout les soins de santé, l'éducation et la vulgarisation agricole, l'apostolat n'intervenant que par la suite.

Dans le cas de l'aide apportée sur le plan agricole, selon le témoignage du Père Michel Laliberté, il s'agissait d'enseigner aux Montagnards à «cesser de brûler la forêt», une idée qui n'est pas nouvelle en soi. Le gouvernement du Sud-Vietnam, tout comme son homologue de la partie septentrionale du pays, avait des politiques bien définies visant à accroître son contrôle de

¹⁸² Information obtenue aux Archives Csr de Sainte-Anne de Beaupré (correspondance du Père Gagné avec le commandant Lepichon concernant Tan Ha - dossiers non classifiés lors de mes passages en 1997 et 1998).

¹⁸³ Les 31 km² de différence entre les deux valeurs représente 1,7% de la superficie du district de Bao Loc et 0,3% de celle de l'ensemble de la province de Lam Dong.

«l'hinterland». Et la sédentarisation des peuples qui y habitent en constituait un moyen privilégié.

Dans les deux cas, les Rédemptoristes et l'État sud-vietnamien, on souhaitait que les brûlis cessent en forêt, que les Montagnards «se civilisent». L'objectif ultime était cependant bien différent, tout comme les moyens pour y parvenir. Du côté gouvernemental, on rédigeait des plans de réinstallation, on imposait la création de villages sédentaires, et si les gens refusaient de déménager, on interdisait les brûlis, ce qui ne leur laissait aucun choix (Hickey, 1982b, p. 32); on aurait même souhaité que les enfants montagnards deviennent éventuellement Vietnamiens-Montagnards¹⁸⁴.

Quant aux religieux, ils soignaient les gens, ils leur enseignaient à prodiguer les premiers soins en les formant, ils les éduquaient dans leur langue, tout ça en vivant auprès d'eux, en étant constamment disponibles. Monseigneur Paul Seitz, évêque de Kontum au cours de cette période, faisait de même dans sa région. Il multipliait les écoles de brousse, ce qui était mal vu par les autorités sud-vietnamiennes. *«Il faisait beaucoup trop pour la promotion des "sauvages". (...) Soupçonné de concocter un impensable État montagnard indépendant, on le fait surveiller par la Sécurité»*¹⁸⁵.

En 1962, le Père Maurice Benoit, installé depuis 1958 à Lien Hung, a proposé à ses ouailles la construction d'un canal pouvant permettre, pendant toute l'année, à partir de la rivière Darmang, l'irrigation de la plaine de Phi Sroïn; au bout de ce canal, une turbine artisanale aurait permis d'électrifier les principaux bâtiments du village. Selon le Père Benoit¹⁸⁶, 1000 personnes auraient pu vivre dans cette plaine en pratiquant une agriculture sédentaire, irriguée et productive. Mais les travaux n'ont pas été achevés, l'infiltration croissante des communistes, ainsi que l'évacuation des Montagnards vers les zones plus sécuritaires des hameaux de R'Lom, Dampao et Da Nung, hameaux devenus par la suite «stratégiques», ayant mis fin à son initiative. Ce qui caractérisait cette entreprise, contrairement aux projets de sédentarisation du gouvernement, c'est que c'était les gens qui travaillaient eux-mêmes à transformer leur mode de vie: cela ne leur était pas imposé de l'extérieur. On peut trouver regrettable que cette tentative n'ait pu être menée à terme. Il aurait été fort intéressant de comparer cette «sédentarisation volontaire» avec d'autres expériences forcées.

¹⁸⁴Informations et citations tirées d'un hommage. Anonyme, 1964, Monseigneur Paul Seitz, p. 27.

¹⁸⁵*Idem*, p. 25.

¹⁸⁶Entretien le 8 mai 1998 (SAB).

Tableau 31
Région de Fyan. Évacuation, 1962-1975.

Date	Villages impliqués	Mouvement	Population impliquée
1962.05.10	Tous les villages au-delà de Fyan	- L'administration décrète l'évacuation. Hébergement au centre de Fyan.	4 000 personnes
1962.06.13	idem	- Chef de province décide de la réimplantation à Dampao et Rolom.	idem
1965	Phisron	- Les Forces Spéciales ÉU réinstallent l'armée dans la région de Lien Hung, mais au kil. 66 - ancien village de Phisron.	
1966	Phi Lieng et Porteng	- constructions de chapelles. (1er=kil.50; 2e = 17 km de Fyan)	
1968	- Phisron - Porteng - Sre Dong (à 3 km de Rolom)	- évacuation. - évacuation, église brûlée; achat de 100 hectares pour le village; installation. - avril (?); bombardement, réfugiés réimplantés perdent tous leurs biens, se réinstallent à Dampao, puis reviennent à Rolom, pour être plus près de leurs rizières.	2 000
1968.05.20	Fyan	- évacuation du centre montagnard - pillé ou détruit, par la soldatesque.	
1968.07.24	Rolom	- évacuation; réimplantation à Dampao. L'administration donne 10 tôles et qqes milliers de piastres (10\$).	2 000
fin 1968	Yalu Da Mrong	- P. Benoit prend en charge.	3 000 8 000
1970.01.06	Koya et région	- occupée; gens perdent tout.	+ de 100 familles
1971.02	- Philian (kil.55) - DRKoh	- évacué et réimplanter au kil.29 (Rolom) gouvernement fourni 5 tôles et 12\$ par famille. - Ancien Rolom reçoit ordre de retourner au kil. 29.	1 000 ++ pour plus de 2000 personnes, ce sera la 6e ou 7e déplacement

Source: (1971) Aperçu historique de la mission de Fyan: Centre montagnard, 1er fév. 1970, p. 9f. (Archives CssR, Sainte-Anne de Beaupré).

À partir de 1962, tout a commencé à être plus compliqué dans la région. La présence de plus en plus visible des communistes a forcé de nombreux déplacements de population, les uns

spontanés, les autres forcés par le gouvernement¹⁸⁷. La première évacuation a lieu en mai 1962: tous les Montagnards habitant des villages au nord de Fyan ont été regroupés au centre montagnard de ce village (tableau 31). Selon le témoignage du Père Michel Laliberté¹⁸⁸, les gens voulaient partir, fuir les zones infiltrées par les communistes, mais le gouvernement sud-vietnamien le leur interdisait, sous prétexte qu'il ne voulait pas indemniser ces déplacements, ce qui aurait déclenché un raz-de-marée migratoire partout sur les Plateaux centraux. Les Pères auraient alors encouragé les Montagnards en leur disant qu'ils les suivraient et l'armée sud-vietnamienne n'a finalement eu d'autre choix que de fournir quelques camions pour transporter le paddy et les objets personnels des gens.

Dans les années qui ont suivi, certains ont changé six ou sept fois de lieu de vie (tableau 31). À la fin de la guerre en 1975, la plupart des groupes montagnards de cette région vivaient dans des habitations fixes. Évidemment, pour les religieux rédemptoristes, le regroupement dans deux ou trois villages de toute la population dont ils avaient la responsabilité missionnaire représentait à la fois une amélioration de leurs conditions de travail¹⁸⁹ et un défi de taille à relever: «*Nos Montagnards, loin de la forêt, sont aussi dépaysés que le citadin loin de la circulation de l'automobile et de la télévision. Désormais, ils devront cultiver la rizière de plaine et ils n'en ont aucune expérience. Puis, ils vivront en contact étroit avec les Vietnamiens vis-à-vis desquels ils sentent leur infériorité [sic]*»¹⁹⁰.

Pour les autorités gouvernementales, le résultat fut le même. Les Montagnards se trouvaient regroupés dans quelques villages le long des routes, beaucoup plus facilement accessibles que lorsque la population était disséminée dans la centaine de hameaux de la région (figure 26, p. 165).

5.4.1.3 Les Rédemptoristes et les bouleversements territoriaux

Certes, cette comparaison mériterait un examen beaucoup plus approfondi. D'une part, la reconstitution historique de l'oeuvre des Rédemptoristes, tant au village de Tan Ha qu'à la mission de Fyan, demeure incomplète. Si les informations permettant cette reconstitution ne manquent pas, le puzzle, lui, est plus difficile à résoudre. Des informations d'apparence fiable peuvent parfois donner des maux de tête lorsqu'on les confronte avec d'autres sources connexes (voir tableau 26). Et d'autre part, le territoire d'analyse dont il est question demeure assez

¹⁸⁷Les programmes de sédentarisation, mis en oeuvre par le gouvernement un peu partout dans les Plateaux centraux, cessent alors, à cause du flot des réfugiés (Hickey, 1982b, p. 32).

¹⁸⁸Entrevue le 26 mars 1998.

¹⁸⁹Voir entre autres la correspondance du Père Antoine Lapointe (SU-LAP - Archives CsrR, SAB).

¹⁹⁰Lettre du Père Thomas Côté, sur la situation à Fyan en juin 1962, dans *Voix du Vietnam*.

restreint; une comparaison, où à tout le moins une mise en perspective, avec d'autres expériences similaires tant sur les plateaux méridionaux de la Chaîne annamitique, qu'ailleurs au Vietnam, ou même ailleurs en Asie du Sud-Est, est fortement souhaitable, quoiqu'elle ne soit pas absolument nécessaire dans le cadre de cette thèse.

Somme toute, un certain nombre de caractères importants du travail des Rédemptoristes auprès des Viet et auprès des Montagnards koho de la région de Fyan peuvent tout de même être dégagés. Il est certain que les différences culturelles entre les Montagnards et les Viet ont obligé les religieux à ajuster leur travail en fonction du groupe auquel ils avaient à faire.

Ainsi, le Père Benoit, dans une lettre publiée dans la circulaire *Voix du Vietnam* de mars 1963, évoquait ce qui, sans représenter un problème, constituait toutefois une difficulté importante à surmonter. *«J'ai voulu mettre mes montagnards au travail de défrichage et les y maintenir. Les champs doivent être prêts à ensemençer au début de la saison des pluies. Nos bons Américains ont travaillé, nos bons Montagnards beaucoup moins. Il ne faut pas trop le leur reprocher. Ils n'ont jamais vécu comme cela eux. C'est une révolution dans leur vie que de planter un petit terrain fixe»* (VN-6-7)¹⁹¹. De même, le Père Lapointe expliquait aussi en partie cette différence entre les Viet et les Montagnards dans une lettre à des parents en mai 1968:

«Mon but est d'enseigner [aux] Montagnards la culture [intensive]. J'ai semé le riz de diverses manières. À la récolte, nous ferons la comparaison. Si l'on ne travaille avec eux, ils sont incapables de progrès. Ainsi, l'autre jour je les ai convoqués et leur ai dit: Voyez, vous semez le riz à la montagnarde et cela vous rapporte 40 minots à l'hectare. Mon employé vietnamien a semé à la vietnamienne et cela lui a rapporté 200 minots à l'hectare. D'où vient la différence? Ils m'ont répondu: nous autres les Montagnards, nous ne comprenons pas pourquoi. Semer à la vietnamienne, c'est bien; semer à la montagnarde, c'est bien aussi. La seule manière de leur faire comprendre, c'est de travailler avec eux et les forcer à travailler avec nous.» (SU-LAP-1968)¹⁹²

Mais que ce soit auprès des Viet de Tan Ha, paroisse dont ils ont dû laisser le ministère à d'autres dès 1956, ou auprès des Koho de la région de Fyan, ils ont déployé un zèle sans mesure à donner de leur temps, de leur argent, de leur énergie, pour les plus pauvres, pour les plus nécessiteux, le plus souvent, sans tenir compte de l'appartenance religieuse¹⁹³. Le résultat du côté de Tan Ha est que l'entreprise de colonisation agricole, qui s'annonçait périlleuse après quelques mois¹⁹⁴, a fini par prendre racine et se développer. Après un an ou deux, la plupart des

¹⁹¹ Lettre du Père Maurice Benoit à C.E. Lavoie, 2 février 1963.

¹⁹² Lettre du 10 mai 1968 adressée à Gilberte.

¹⁹³ Les pasteurs protestants étaient aussi très présents dans la région, quoique beaucoup moins actifs socialement, semble-t-il.

¹⁹⁴ Voir la correspondance du Père Benoit en novembre et décembre 1954 (Archives CssR, SAB).

gens commençaient à bien vivre. Pour ce qui est de la région de Fyan, il est difficile de savoir dans quelle mesure les Rédemptoristes ont contribué à la sédentarisation des Montagnards. Premièrement, l'expérience tentée dans la plaine de Phi Sron, avortée avant même d'être lancée, aurait pu être utile dans cette comparaison. Deuxièmement, si les Rédemptoristes ont contribué, avec de grosses responsabilités, à la réimplantation des Montagnards dans les hameaux stratégiques, sédentaires, les décisions cruciales provenaient des autorités gouvernementales et tenaient rarement compte des préoccupations locales. Troisièmement, l'éducation tout en contribuant à la stabilisation des Montagnards (c'est une hypothèse qu'il pourrait être intéressant d'examiner plus attentivement), a tout de même permis à ces derniers d'être mieux nantis dans leurs relations avec les Viet.

Pour ce qui est des transformations du territoire, une chose est sûre: lorsque les Viet se sont établis à Tan Ha, la forêt ne représentait pour eux, d'abord et avant tout, qu'un obstacle à leur installation. Le bois a évidemment été utilisé pour la construction des maison et pour la vente, mais la forêt était incompatible avec le village qui naissait. Si du côté viet la relation à la forêt était assez évidente et tranchée, du côté des Koho de la région de Fyan, elle demeurait beaucoup plus nuancée. Même après 1962, après que l'on ait défriché de nouveaux emplacements pour faire place aux hameaux de Da Nung, Dampao, et R'Lom, les Koho continuaient d'aller en forêt pour pratiquer le ray, faire la cueillette; au moins tant que leur sécurité n'a pas été menacée.

Enfin, on peut faire une dernière observation. Les gouvernements, que ce soit celui du Sud avant 1975 ou celui communiste qui a été implanté après 1975, ont profité du travail des Rédemptoristes dans cette région. Que ceux-ci l'aient voulu ou non, leur travail a contribué à l'atteinte des objectifs des différents États vietnamiens. Dans le cas de celui du Sud d'avant 1975, les villages d'implantation comme celui de Tan Ha représentaient les lanciers pionniers vers l'occupation d'une zone traditionnellement marginale, môle répulsif par excellence jusqu'au milieu du XX^e siècle pour les Viet; alors que le travail des Rédemptoristes auprès des Montagnards a permis de mieux les intégrer à l'économie nationale, pour ne pas dire la défense nationale. Après 1975, les Rédemptoristes Canadiens ont été expulsés mais Tan Ha est demeuré bien établi; dans la région de Fyan, si beaucoup de Montagnards sont retournés dans leurs villages d'origine ou ont pris les maquis FULRO, plusieurs sont restés sur place, à R'Lom, Da Nung ou Dampao, pratiquant une agriculture sédentaire, jusqu'à récemment améliorée de ray, il faut le dire. Le nouveau gouvernement communiste d'après 1975 n'a eu qu'à récupérer à son profit tout le travail d'intégration déjà amorcé, mais sans y mettre la même ardeur, ni les mêmes

moyens, et surtout pas le même dévouement, que les Rédemptoristes avaient déployés entre 1954 et 1975¹⁹⁵.

5.4.2 La comparaison de trois communes: Hoai Duc, Da Don, et Phi Lieng

Depuis 1975, le territoire du district de Lam Ha a été modifié, encore plus qu'entre 1954 et 1975 (figure 27, p. 184).

Jusqu'à présent, des analyses sous plusieurs angles ont permis de dresser un portrait des transformations, mais toujours à de petites ou moyennes échelles. Il est nécessaire, pour améliorer la compréhension des fondements de la colonisation agricole et de ses conséquences locales, de « plonger » littéralement au niveau du sol, d'abord au niveau de la plus petite unité administrative: la commune¹⁹⁶, mais aussi au niveau de ceux qui vivent et motivent les transformations.

Les communes de Hoai Duc, Da Don et Phi Lieng, toutes trois dans le district Lam Ha (figure 25a, p. 161), ont été choisies pour approfondir l'étude de cas; la période d'analyse s'étend de 1975 à 1997. Les résultats d'enquêtes conduites dans trois districts de la province de Lam Dong ont permis de faire ce choix¹⁹⁷. Il se justifie par le fait que ces communes présentent trois portraits socio-économiques différents, qui ont conditionné trois types d'évolution de l'utilisation du sol. Surtout, le paysage de ces communes est toujours en transformation à l'heure actuelle: le territoire agricole s'étend rapidement (colonisation agricole active et dynamique) et le couvert forestier résiduel s'amincit tous les jours. Situées dans le même district, ces trois communes présentaient un avantage logistique non-négligeable dans le contexte de la recherche au Vietnam (voir De Koninck et Roche, 1996).

Le premier critère pour le choix de ces communes a été la variable ethnique, plus précisément la proportion des Viet. Les communes comportant une forte majorité de Viet étaient nombreuses, mais la commune de Hoai Duc présentait plusieurs avantages: moins grande en superficie que les autres pouvant être choisies; création récente (1987); déforestation récente mais presque totale à l'heure actuelle; développement rapide des plantations commerciales, surtout le café; aire d'accueil d'une NZE.

¹⁹⁵ Il faut noter que l'enseignement dans les langues locales pratiqué par les Rédemptoristes avant 1975, langues austronésiennes pour la plupart, a été interdit après 1975. Il semblerait que la relation entre les Montagnards et l'État vietnamien se soient améliorées, particulièrement depuis le milieu des années 1980, au crépuscule du mouvement FULRO, mais il n'y a pas lieu d'en discuter plus à fond ici.

¹⁹⁶ Les communes sont divisées en hameaux (*thôn*), mais ceux-ci ne sont le siège d'aucun pouvoir administratif. Dans chacune des trois communes étudiées ici, un ou deux hameaux ont fait l'objet d'un examen plus spécifique.

¹⁹⁷ Il s'agit des districts de Cat Tien, Don Duong et Lam Ha (voir l'annexe E).

Pour sa part, la commune de Da Don se caractérisait par une situation démographique et ethnique qui évoluait rapidement au profit des Viet (de 35% à 55% entre 1989 et 1996) mais elle comprenait encore, en 1996, une forte proportion d'autochtones; on trouve aussi dans cette région des zones de peuplement viet qui datent de la colonisation française et d'autres de la décennie de 1960, avec la création des hameaux stratégiques: la mosaïque foncière est donc totalement différente de celle que l'on retrouve à Hoai Duc et les situations potentiellement conflictuelles y sont beaucoup plus nombreuses. Les forêts y ont été aussi très fortement sollicitées depuis 1975.

Phi Lieng, enfin, est une commune constituée par une majorité d'autochtones, mais là aussi la situation démographique a évolué récemment au profit des Viet. La commune est située dans une région montagneuse, difficile d'accès, surtout en saison des pluies (la «rivière» de macadam¹⁹⁸ n'avait pas encore atteint cette portion de route en juin 1997¹⁹⁹). Elle demeure pour l'instant majoritairement forestière; l'agriculture de rente (caféiers) s'est développée surtout le long des axes de communication, en particulier le long de la route nationale #27, d'abord dans le cadre de programmes gouvernementaux (327 et sédentarisation), mais aussi, spontanément, à une plus petite échelle, dans les nouveaux hameaux sédentaires.

5.4.2.1 La commune de Hoai Duc

La commune de Hoai Duc est parmi les plus restreintes du district de Lam Ha. Ses 4 322 hectares en 1994 lui valaient le 12e rang sur 17. Située sur le plateau de Cagne (figure 25, p. 161), son relief est composé essentiellement par une alternance de talwegs peu profonds et d'interfluves peu élevés (photo 18). De nombreux ruisseaux sont issus de presque tous les sommets, ce qui confère au paysage un aspect répétitif: les buttes ont le même aspect, les fonds de vallées se ressemblent. Il est difficile de s'y retrouver sans une bonne carte des routes. La presque totalité des sols sont de type basaltique, mais on trouve aussi tout un réseau réticulé de terres de limon alluvial, dans les talwegs les plus importants justement. La rivière Da Se Dang est le principal cours d'eau, traversant la commune (d'est en ouest); après s'être joint à la Da Dan et à la Da Saa pour former la Da Me, elle constitue alors un affluent de la Da Deung.

Au point de vue climatique, Hoai Duc se situe dans une des portions les plus sèches de la province²⁰⁰ sur le plan des précipitations et dans la moyenne provinciale pour les températures,

¹⁹⁸ Selon le titre de la chanson "Macadam river" du groupe *Roadrunner*.

¹⁹⁹ Sur les 50 kilomètres de la route #27 qui restaient alors à asphalter entre Liên Khuong (embranchement de la route Saigon - Da Lat) et Buon Me Thuot, le col de Phi Lieng devait recevoir la priorité lorsque des fonds seront disponibles. Le tout devait aussi être complété en 1998.

²⁰⁰ À l'époque coloniale, il existait une station météorologique à Cagne, sur le plateau du même nom, donc tout près de l'actuelle commune de Hoai Duc. Henri (1931, p. 79) rapporte une moyenne de 1976 millimètres de pluie

entre les zones plus froides du plateau de Lam Vien et celles plus chaudes des districts occidentaux (figure 16a, p. 119). D'après des témoignages obtenus lors d'enquêtes conduites sur place en 1996 et 1997, les précipitations seraient moins importantes aujourd'hui qu'au début des années 1980: certains y voient un avantage (meilleur équilibre du régime des pluies) alors que d'autres perçoivent cette situation négativement (moins d'eau disponible et sols moins fertiles -?-). Rien ne nous permet cependant de confirmer ou d'infirmer ces témoignages.

Avant 1975, il semble qu'il y ait eu peu de villages dans la région délimitée aujourd'hui par la commune de Hoai Duc. En 1965, il ne s'y trouvait que quelques sentiers, serpentant entre les collines, reliant les hameaux situés sur le pourtour du plateau, ainsi que quelques hameaux qui ne sont pas nommés. Le seul hameau important situé sur le plateau était celui de Kany, et il était à l'époque entouré d'une palissade (figures 17, p. 126 et figure 26, p. 165).

Après 1975, cette zone a été retenue pour accueillir des migrants dans le cadre du programme des Nouvelles zones économiques (NZE). Selon un fonctionnaire de la commune, les groupes montagnards qui habitaient cette région à cette époque auraient été déplacés vers le hameau #4 de la commune de Tan Van pour faire place à la NZE. Des enquêtes conduites dans ce hameau n'ont pas permis de confirmer cette affirmation. Il est possible que ce soit plutôt vers le district de Di Linh que les gens aient été dirigés. À partir de 1977, des jeunes « volontaires » sont venus pour préparer le terrain et les premières familles sont arrivées dès 1980. Ces premiers migrants formèrent trois groupes de travail (*tap doan*) pour pratiquer une agriculture collective. En 1984, un quatrième *tap doan* a été créé; les cinquième et sixième ont été établis respectivement en 1986 et 1987. Avec la création officielle de la commune en 1987, tous les *tap doan* sont devenus des hameaux.

Pour se rendre dans la commune, il faut prendre la route #725 à partir de Dinh Van jusqu'au centre de Tan Ha. Sur place, une route intercommunale, se dirige de Tan Ha jusqu'à Tan Thanh, en passant par Hoai Duc; elle n'était qu'une piste en 1980 et elle est demeurée relativement étroite jusqu'à 1987. Cette année-là, un investissement pris à même le budget de la NZE a permis d'élargir la route et de l'empierrier. La gestion est alors passée au district et la commune de Hoai Duc fut officiellement créée. Aujourd'hui, selon le service du cadastre local, il y aurait environ onze kilomètres de routes reliant les divers hameaux de Hoai Duc.

pour les trois années de 1927 à 1929 pour cette station. Cette information concorde avec les données actuelles, mais, évidemment, ces données ne constituent pas une série statistique suffisamment longue pour permettre une analyse climatique rigoureuse.

Tableau 32
Hoai Duc (district de Lam Ha). Utilisation agricole du sol, 1996.
(par hameau, en hectares)

Hameau	TOTAL agricole	café*	thé	mûrier	riz	légumes	autres vivriers	eau	friches	maison jardins
thon 1A	101,03	79,04	1,12	2,08	0,25	7,08	1,36	2,07	1,99	6,05
thon 1B	127,70	90,46	-	0,80	4,05	28,62	0,31	0,77	28,99	5,67
thon 2	86,47	49,01	0,46	3,53	6,02	7,76	-	1,70	11,78	6,09
thon 3	224,51	106,29	0,50	4,77	19,46	18,66	10,2	2,27	54,22	9,22
thon 4A et thon 4B	données non disponibles									
thon 5	374,86	167,65	4,70	12,45	-	21,18	3,90	0,02	157,02	7,14
thon 6	327,80	158,45	11,11	14,9	0,90	55,95	4,50	0,35	73,92	7,64
TOTAL	1242,37	650,9	17,89	38,53	30,68	139,25	20,27	7,18	327,92	41,81

Source: Données fournies par le UBND (comité populaire) de la commune de Hoai Duc.

*Pour les superficies caféières, les superficies plantées chaque année ont été additionnées. Comme les années de référence diffèrent selon les hameaux, il faut se rapporter au tableau 31.

#Note: Plusieurs des chiffres ont été arrondis. Ces données, fournies à l'origine en mètres carrés, ont été obtenues en additionnant la superficie indiquée pour chaque propriétaire. Il semble donc que le total de 1 242 hectares ne représente que les superficies cadastrées, soit 29% de la superficie naturelle de la commune. Il faut noter aussi que la quasi-totalité du hameau #6 est située en dehors des limites officielles de la commune. Même les officiels locaux ne savent pas trop comment gérer et expliquer cette situation.

S'agissant de la population, Hoai Duc comptait environ 3100 habitants en 1987 et environ 4000 personnes en 1990, selon le chef de la commune, M. Nguyen Van Duc²⁰¹. Cependant, le recensement de 1989 n'indique une population que de 2797 personnes. Il est fort possible que de nombreuses migrations aient permis d'atteindre presque 4000 personnes dès l'année suivante, mais ce dernier chiffre semble à première vue excessif, d'autant plus qu'il n'est pas confirmé par l'annuaire statistique de la commune. En 1995, la population de la commune se chiffrait à 6301 habitants selon une estimation du comité populaire local (UBND Lam Ha, 1995, p. 4). Lors de mon passage en février 1996, on m'avait aussi fourni comme chiffre de population 5620 personnes. Voilà un bilan confus et peu clair que rien ne permet de départager. Ce dont on peut être certain, c'est de la croissance constante et rapide de cette population, appuyée par l'arrivée régulière de nouveaux colons, comme en témoigne la progression du front

²⁰¹Entrevue le 8 octobre 1996.

pionnier²⁰² et la multiplication des hameaux depuis 1980. En 1997, la densité de population qui en résultait dépassait sûrement les 150 habitants au kilomètre carré, largement au-dessus de la moyenne provinciale, qui avoisinait alors 90 hab./km². Cette population a comme caractère principal d'être probablement la plus homogène du district en termes d'origine. Selon le chef de la commune, 80% de la population proviennent du district de Hoai Duc, dans la province de Ha Tay au nord. Les enquêtes conduites dans les hameaux #5 et #6 permettent de confirmer cette affirmation.

Tableau 33
Hoai Duc (district de Lam Ha). Superficie plantée en café, 1989-1996.
(par hameau, en hectares)

Hameau	TOTAL	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
thon 1A	79,04	-	11,57	-	1,16	0,76	2,92	45,48	17,14
thon 1B	90,46	3,87	3,79	0,96	1,81	2,75	2,86	15,97	28,45
thon 2	49,01	-	-	-	15,02	1,56	2,42	7,05	22,95
thon 3	106,29	-	-	-	13,07	3,02	7,08	29,71	53,41
thon 4A et thon 4B									
thon 5	167,65	12,32	11,52	4,87	3,38	4,82	13,05	63,62	54,07
thon 6	158,45	-	-	-	10,55	11,44	17,0	71,36	48,10
TOTAL	650,90	16,19	26,88	5,83	44,99	24,35	45,33	233,19	224,12
PRIX (SEU/tonne) (voir tableau 9)		2125,4	1032,5	815,5	787,5	745,9	1705,5	2663,5	n.d.

Source: Données fournies par le UBND (comité populaire) de la commune de Hoai Duc.

*Pour les superficies caféières, les superficies plantées chaque année ont été additionnées.

#Note: Plusieurs des chiffres ont été arrondis. Ces données, fournies à l'origine en mètres carrés, ont été obtenues en additionnant la superficie de chaque propriétaires.

#Note 2: Pour le cas des hameaux #2, #3 et #6, il n'est pas précisé si, de 1989 à 1991, l'absence de données signifie que rien n'a été planté ou si les données n'ont pas été collectées ou sont tout simplement absentes. On peut présumer que rien n'a été planté ces années-là, surtout pour le hameau #6.

Ces nouveaux migrants se sont consacrés, pour la plupart, à la pratique de l'agriculture. À leur arrivée, au début de 1980, les colons ont, dans un premier temps, exploité les fonds de vallée, pratiquant la riziculture inondée, complétant ensuite avec des cultures vivrières sur les collines

²⁰² Constatée sur place tant à l'hiver 1996, l'automne 1996 qu'en juin 1997.

environnantes (maïs et fèves). Dans un deuxième temps, ils ont poursuivi le défrichement des collines pour étendre leurs domaines respectifs. Dès 1984, mais surtout après 1986, avec la hausse des prix du café, les paysans ont commencé à planter des cultures commerciales, relativement diversifiées au début (mûrier, thé, café). Par la suite, les choix agricoles se sont portés de plus en plus sur le caféier; en 1995, sa domination était presque totale²⁰³ (tableaux 32 et 33, pp. 208-209).

Selon un fonctionnaire local, en 1980, le territoire de l'actuelle commune de Hoai Duc aurait été couvert à 80% par des forêts et des savanes naturelles. En 1984, cette proportion avait été abaissée à 40% et en 1996, après le boom du café de 1994, à 0%; il ne restait plus rien. Cela n'apparaît presque pas exagéré. En fait, les seules forêts qui restaient en 1996, lors de mon passage dans cette région, étaient situées à l'extrême limite sud-ouest (hameau #4), tout près de la rivière Da Se Dang, sur des terrains de quelques hectares très accidentés et accessibles seulement à pied (falaise) (photos 19 et 20). Malgré cela, des migrants nouvellement arrivés (deux en 1995 et un en janvier 1996) entamaient cette forêt pour y planter du café²⁰⁴. Cependant, on trouvait toujours de nombreuses terres en friches sur le territoire de la commune. En 1994, année d'un recensement complet portant sur le monde rural du Vietnam, la superficie agricole de Hoai Duc comptait pour 31% (soit 1327 hectares) de la superficie totale de la commune et les terres forestières pour 33% (UBND Lam Ha, 1995, p. 2). Cependant, ces terres dites forestières n'étaient pas sûrement pas boisées (voir tableau 32, p. 208 et Annexe A).

En 1996, la colonisation agricole était toujours active sur deux fronts principaux: le hameau #6 et le hameau #4. Dans ce dernier cas, les terres disponibles commençaient à se faire de plus en plus rares en l'absence de possibilité d'extension, la commune étant limitée par la rivière Da Se Dang. Au hameau #6 cependant, c'est tout l'inverse: celui-ci progresse annuellement, pour ne pas dire sur une base mensuelle ou hebdomadaire. La quasi-totalité du hameau est située à l'extérieur des limites de la commune (ce qui complique les calculs de population, superficie et densité), et les terres tout autour de l'extrémité du hameau sont essentiellement forestières.

En octobre 1996, sur les quelque 180 familles qui habitaient alors dans le *thon* 6, environ la moitié d'entre elles étaient classées dans la catégorie KT3, c'est-à-dire ceux qui ne répondent pas encore aux critères pour obtenir une carte de résidence dans leur nouveau lieu d'habitation. Ces familles sont pour la plupart constituées de migrants spontanés.

²⁰³Entrevue avec Nguyen Van Tien, le 20 septembre 1996.

²⁰⁴Lors des entretiens que j'ai eu avec eux en octobre 1996, en fait un peu avant de les rencontrer, on les entendait abattre des arbres dans la forêt. Quelque temps auparavant des forestiers seraient venus les avertir de retourner au Nord et de ne plus couper la forêt, mais eux auraient sommé les forestiers de ne plus revenir les importuner. Selon les forestiers, il n'est pas rare que des gens les menacent, même avec une arme. Ils ont peu de moyens pour y faire face.

Dans la commune de Hoai Duc, les terrains libres sont de plus en plus rares et les plus pauvres des migrants, ceux qui ne peuvent acheter leur terre où ne disposent que d'un maigre capital, devaient se rabattre en 1996 sur des terres situées complètement sur les marges.

5.4.2.2 La commune de Da Don

La commune de Da Don est un peu plus vaste que celle de Hoai Duc. Ses 5 810 hectares en 1994 lui valait le 9^e rang sur 17 dans le district de Lam Ha. Le relief de cette portion du territoire de Lam Ha est plus varié que celui où est située la commune de Hoai Duc; il se divise en trois parties distinctes, orientées parallèlement d'est en ouest (figure 25, p. 161): au centre, une étroite vallée, dont le coeur est situé entre la rivière Da Deung et la route nationale #27, sépare deux massifs montagneux. Vers l'amont, cette vallée suit le cours du Da Deung en se rétrécissant davantage, jusqu'à l'ancien village de Preteing, formant ainsi une sorte d'excroissance du côté nord de la commune. Au sud, la vallée se poursuit, mais la petite rivière Da Daarbon, tout juste devant le Man Ho, forme la limite de la commune. Du côté oriental de cette vallée, le pic du Ta Nial (1152 mètres), avec ses pentes escarpées (figure 25, p. 161) et ses annexes élevées entre 900 et 1100 mètres, domine la plaine environnante de plus de 250 mètres. Du côté occidental, le paysage est aussi montagneux, mais prend plutôt l'allure d'un plateau, d'une altitude moyenne de quelque 1000 mètres. La rivière Ka Nan forme la limite occidentale de la commune.

Le principal cours d'eau de la région, la Da Deung, traverse la commune de Da Don (à laquelle il a donné son nom). Les rivières se jetant dans la Da Deung sont peu nombreuses: la Da To Mo plus au nord, sur la rive droite (est), et la Da Rdiou et la Da Kanan sur la rive gauche. Quelques petits ruisseaux s'ajoutent à ce «réseau» hydrographique. S'agissant des sols, on y trouve quelques épanchements basaltiques, mais au total ils sont relativement peu étendus. Au point de vue climatique, Da Don est quelque peu plus arrosé que Hoai Duc et les températures y sont un peu plus fraîches. On ne dispose cependant pas de mesures précises des précipitations ou de la température locale.

Avant 1962, cette portion du bassin de la Da Deung était presque complètement forestière. Peu d'activités humaines se déployaient entre le village de Riong Sérignac (aujourd'hui Dinh Van) et le hameau de R'Lom, situé sur la rive gauche (ouest) de la Da Deung, le long de la route construite par les Français. Une bonne partie de ce territoire appartenait aux gens du village de Riong Bolieng, situé tout près de Riong Sérignac. En 1962, toute la région entre Fyan et la rivière Krong No a été évacuée et quatre villages - camps de réfugiés ont été créés: R'Lom

(nouveau, sur la rive droite de la Da Deung), Da Nung, Da RKoh et Dampao. Ces villages constituent le coeur de l'actuelle commune de Da Don (tableau 34).

Tableau 34
La commune de Da Don. Origine des habitants.
(par hameau)

Hameaux	Origine	Dates et commentaires
Thon 1 Dampao	Dar Meung, Lieng Hung, Fiko, Phi To (Phi Sour ?)	1962, K'Ho et Chil (surtout) Après 1975, 4 familles de Viet (aujourd'hui 34)
Thon 2 Da Nung	Xa Lieng S'Ron et Ro Men	1962
Thon 3	information non disponibles	
Thon 4	P'Reteing Phu Son et An Phuoc Nghe An (surtout)	1968, Chil - Essartage à Da Ka Nang (1974-1990) 1959 - Viet 1992 et ensuite - Viet, spontanés (surtout depuis 1994)
Thon 5 R'Lom	- hameaux itinérants de la région - ? - commune Phi Lieng S'Ron, Ro Men et district de Di Linh Phi Lieng, R'Lom, Bentre	1962 1963, arrivés de Chil 1965-66, flux d'immigration 1971, Ma 1968, vers Dampao? 1986-1996, Viet, spontanés (plus de 100 familles)
Thon 6 Da Ty	village local - Khuk (Kil Kout ?) Thanh Hoa, Nghe An, Binh Dinh	- Avant 1963 - village de Chil; 1963 vont à Ap R'Lom (essarts ici); 1975, R'Lom devient thon 5; 1987, reviennent ici. - Viet, 1987 (20 familles); 1996, environ 50 familles
An Phuoc	Phu My (col de Phi Lieng) (avant du Centre du Vietnam) Da Lat (ph. 5), Hoang Hai et Binh Dinh	1963 (1940), moins de 30 familles 1978-80, 30 et 10 familles
Tan Tien	- entreprise Au Truong Thanh - Nord du Vietnam	- Avant 1975, Viet - 1997-1980, Viet ouvriers agricoles; 1980, garde 200 ouvriers sur 350. Les autres déménagent.
Tan Lam (1994)	- Ha Tinh (huyen Thanh Ha)	- séparé du Thon 1 (Dampao) - 1986, 32 familles Viet, employés de l'entreprise forestière Lam Truong. (avant le tap doan est à Phi Lieng (1981) à R'Lom (1983). 1986-90; 42 nouvelles familles 1995-96, 7 nouvelles familles
Da Be (1995)	Da Nung A	- pratiquent l'essartage; constitué en hameau en 1995.

Sources: Entrevues avec les chefs de hameaux, octobre et novembre 1996.

Après 1975, comme la population locale avait appuyé le gouvernement du sud pendant la guerre, le gouvernement de Ha Noi a envoyé des administrateurs de l'extérieur pour occuper les

fonctions de chef du parti communiste et de chef de la commune; les autres fonctionnaires étaient d'origine locale. En 1979, le hameau d'An Phuoc, auparavant administré par la commune de Phu Son, a été transféré à Da Don. À partir de ce moment aussi (après 1980), l'immigration viet s'est accélérée et de nouveaux hameaux ont été créés, autour des villages originaux (tableau 34). Dans les années 1980, deux entreprises agricoles d'État ont été installées à Da Don. Après le règlement du conflit avec le FULRO (1985-1987), les Viet ont commencé à arriver en plus grand nombre²⁰⁵. Les ouvriers de ces entreprises ont constitué, après la faillite de celles-ci, les noyaux de population de deux nouveaux hameaux (Tan Tien, 1989 et Tan Lam, 1992)²⁰⁶.

Sur le plan administratif, en 1993, les limites de la commune ont été définies officiellement. Avant, elles étaient déterminées en utilisant des vieilles cartes, et surtout en fonction de la localisation des hameaux. En 1996, la commune comptait plus de 7500²⁰⁷ personnes réparties dans neuf hameaux (UBND Lam Ha, 1995, p. 4). On peut noter que la commune n'a connu ni les programmes de sédentarisation ou le programme 327, ni les NZE.

Comme ailleurs dans la province ou dans le district de Lam Ha, le paysage a été transformé en profondeur, en particulier depuis 1975. Avant la fin de la guerre, les Montagnards pratiquaient les cultures itinérantes et vivaient dans les hameaux stratégiques (camps de réfugiés). Après 1976, l'État vietnamien a distribué des terres aux populations locales (après les avoir confisquées): environ 1500 mètres carrés par famille, pour les jardins et la maison. Mais comme ce n'était pas suffisant pour tous, plusieurs ont été incités à partir vers les NZE (en particulier dans le district de Di Linh). Après cette immigration, conjuguée aux quelques retours dans les hameaux d'origine, la population de la région n'atteignait plus qu'environ 3000 personnes²⁰⁸.

L'utilisation du sol de cette zone a évolué en quatre étapes. Premièrement, avant 1962, l'ensemble du territoire était essentiellement forestier; on devait y trouver quelques essarts disséminés sur les collines. Deuxièmement, de 1962 à 1975, l'installation dans les hameaux stratégiques a contribué au défrichement et à la mise en culture d'une lisière de terrain le long de la route principale; des essarts se faisaient plus nombreux sur les collines, du fait surtout de l'augmentation de la population.

De 1975 à 1987, troisièmement, le départ de nombreux autochtones a permis d'atténuer la pression sur le territoire, mais l'arrivée graduelle de colons viet compensa rapidement. Ceux-ci s'installèrent d'abord surtout dans le corridor central déjà aménagé, souvent sur des terres

²⁰⁵Entrevue avec Danh Mo, chef de la commune (ethnie ma), le 19 septembre 1996.

²⁰⁶Entrevue avec Danh Mo, chef de la commune (ethnie ma), le 19 septembre 1996.

²⁰⁷Le chef de la commune parlait de "plus de 7000 habitants" (voir note précédente).

²⁰⁸Ces informations sont toutes tirées de l'entrevue avec Danh Mo, le 19 septembre 1996.

laissées par des autochtones ayant quitté. Enfin, quatrième, depuis 1987, l'afflux constant et considérable de nouveaux contingents de Viet a fait reculer la forêt qui demeurait encore sur les pourtours du corridor central.

En 1977, un réseau d'irrigation a été construit à Da Don (financé par l'État?). Ce réseau a permis d'étendre les superficies consacrées à la riziculture inondée. Les autorités locales auraient alors distribué à la population 500 mètres carrés par personne²⁰⁹.

Enfin, les fonctionnaires locaux voient la situation ethnique de la commune comme un inconvénient [sic] même si elle n'est pas conflictuelle. Car, aux fins des programmes sociaux du gouvernement, la commune est déjà considérée (en 1996) comme une commune viet, donc développée et ne disposant pas des mêmes privilèges que des communes comme Phi Lieng ou Ro Men où les Montagnards sont toujours les plus nombreux.

5.4.2.3 La commune de Phi Lieng

Phi Lieng est la plus montagneuse des trois communes observées ici. Selon l'annuaire statistique du district (et aussi selon le recensement agricole de 1994), elle est aussi la plus vaste (33 044 hectares). Mais il semble y avoir une erreur, et peut-être même inversion avec Lieng Sron, la plus vaste commune du district selon toutes les cartes disponibles jusqu'à présent. Phi Lieng est essentiellement une commune montagneuse; les rares vallées, celles de la Da Kanang et de la Da Poul, demeurent très étroites. La seule route praticable en toutes saisons (#27) serpente sur la crête entre les affluents les plus méridionaux du bassin de la Krong No et une partie du bassin de la Da Deung (figure 25, p. 161). Pour atteindre Phi Lieng, il faut franchir le col du même nom, à plus de 1300 mètres d'altitude. L'altitude des deux vallées qu'il est possible d'atteindre de cette façon varie autour de 970 mètres.

On ne dispose que de peu d'indications concernant la population de la région de Phi Lieng avant 1962. À l'arrivée des Rédemptoristes, en 1958, on y trouvait onze hameaux²¹⁰. De 1962 à 1970, la population de cette région a été regroupée dans deux camps (des Ap Chien Luoi): ceux de Ap Teurlang Dong (Teurlang Deung?) et de Ap Darmang (figure 26, p. 165). Un document concernant les élections des représentants de l'assemblée populaire des communes (*bau cu hoi dong nhan dan xa*) indique 3989 personnes habitant la commune de Teurlang Deung en avril

²⁰⁹En fait, toutes ces informations sur la confiscation et la redistribution des terres (rizières, champs de case, etc.), ne sont pas claires. Pour l'instant, les données disponibles ne permettent pas d'y mettre de l'ordre et d'y voir plus clair.

²¹⁰Il s'agit des hameaux de Taleurn Don, Taleurn To, Poul, Pang Dung, Pang Pah, Phi Lieng, Taleurn Hong, Lieng Don, Pang Sim, N'Tou et R'Suoi. Tous ces hameaux n'ont pas pu être localisés (figure 26, p. 165). Informations obtenues lors d'une entrevue avec M. Ka Sieng, chef de la commune de Phi Lieng (2 octobre 1996).

1967²¹¹. En 1970, les deux camps ont été abolis et les gens ont déménagés dans les hameaux (camps) créés dans la région de Da Don. De 1970 à 1975, la région de Phi Lieng était donc abandonnée, vidée de sa population. Après 1975, certains sont retournés dans leurs villages originaux²¹², mais seulement jusqu'en 1977, alors qu'ils ont dû de nouveau les abandonner et retourner à Da Don, à cause des activités du FULRO. Ce n'est qu'en 1985 que les gens ont pu retourner dans leurs hameaux d'origine. Jusqu'à ce moment, aucun Viet n'était venu s'installer dans la région de Phi Lieng.

Tableau 35
Phi Lieng (district de Lam Ha).
Population et groupes ethniques, vers 1992-94

Ethnie	Familles		Personnes	
	nombre	%	nombre	%
Ma	199	33,4	1209	39,9
K'Ho	161	27,1	859	28,3
Viet	149	25,0	512	16,9
Chil	44	7,4	248	8,2
Nùng	30	5,0	146	4,8
Dao	11	1,8	52	1,7
Hoa	1	0,2	5	0,2
TOTAL	595	100,0	3031	100,0

Source: Entrevue avec Bang Go, 24 novembre 1996, Phi Lieng.

Après la création du district en 1987, les premiers Viet ont commencé à s'installer, d'abord le long de la route nationale #27, terrain qui est devenu depuis le hameau central des Viet (*Thon trung tam gom nguoi Kinh*), et au hameau de Taleurn, les zones plus accessibles. Entre 1990 et 1992, quelques familles de Tay et de Nung, en provenance de Cao Bang, sont aussi venues s'installer spontanément, défrichant eux-mêmes une terre pour cultiver. Il y en aurait eu 70 familles (223 personnes) vers 1994, dont plus de la moitié en situation d'illégalité²¹³. La même année, les Viet étaient présents dans tous les hameaux sauf Pang Pah (#4). Ils comptaient alors

²¹¹Malheureusement, le titre de ce document n'est pas clair, tout comme sa provenance.

²¹²En 1976, selon Danh Mo (entrevue le 19 septembre 1996), quarante familles seraient retournées à Tay Son (Phi Lieng), 150 familles à R'Teng (Phu Son) (s'agit-il de Preteing?), et 250 familles à Phi To.

²¹³Cette imprécision vient du fait que l'information est tirée du carnet de notes de l'ancien chef de la commune, M. Bang Go (entrevue le 24 novembre 1996), où aucune année n'était indiquée. En se fiant au fait que la grande majorité des chefs de commune rencontrés ne disposaient que des statistiques pour l'année en cours, et que M. Bang Go a été chef pendant huit ans, vraisemblablement à partir de 1987, année de la création officielle de la commune, jusqu'à 1994 inclusivement, année où M. Ka Sieng a pris la relève, il apparaît plausible que ces statistiques datent de 1994.

pour 17% de la population de la commune (tableau 35), une hausse assez rapide si l'on tient compte du fait qu'ils n'étaient que 5% au recensement de 1989 (Nguyen Duc Binh, 1995).

Au recensement de 1989, la population de la commune totalisait 1739 personnes (UBND Lam Ha, 1991, p. 14). Au recensement rural de 1994, celle-ci comptait 3316 habitants (GSO, 1995, p. 448) et en septembre 1996, on trouvait 3774 personnes à Phi Lieng²¹⁴. Selon les chiffres compilés par l'ancien chef de la commune (M. Bang Go), les Ma seraient les plus nombreux, suivis des K'Ho et des Viet (tableau 35, p. 215).

S'agissant des infrastructures routières, elles sont en fait peu nombreuses et en fort mauvais état. Seule la route nationale #27, qui traverse la commune de part en part vers la rivière Krong No et ultimement Buon Me Thuot, était asphaltée en quelques endroits en 1997. Construite pendant la période coloniale, elle a été élargie en 1990-1992. En 1993, sept ponts de bétons ont été construits entre la Da Deung et la Krong No (auparavant, ils étaient en bois). Depuis 1995, des autobus ont même commencé à circuler dans cette région²¹⁵.

L'évolution de l'utilisation agricole du sol a suivi celle de la population. Jusqu'en 1994, la population pratiquait presque exclusivement l'agriculture sur brûlis: riz, maïs, fèves, auxquelles s'ajoutaient parfois quelques cultures de rente. Les premiers caféiers ont été plantés en 1994, pour quelques-uns dans le cadre du programme 327, mais pour la plupart, de leur propre initiative. Selon les données du recensement agricole de 1994, les terres agricoles couvraient 455 hectares, dont 94% étaient consacrées aux cultures annuelles. Il est certain qu'avec les caféiers plantés depuis 1994, la proportion des cultures annuelles a chuté. Partout, le long des sentiers, autour des maisons, les caféiers prédominent (photos 21 et 22).

Jusqu'à récemment, la faible pression démographique, grâce à des cycles de cultures sur brûlis pendant un an ou deux, suivis de jachères forestières de 20 à 30 ans, avait assuré la conservation de la plupart des forêts de cette région. À partir de 1987, avec l'arrivée constante de nouveaux migrants, les cycles ont été raccourcis, et l'agriculture sédentaire, tout comme les terres en friches, ont progressé.

Enfin, la commune de Phi Lieng est considérée, à l'échelle provinciale, comme une région en difficulté économique, parmi les 27 communes pauvres de la province.

²¹⁴Entrevue avec Ka Sieng, chef de la commune de Phi Lieng, le 2 octobre 1996.

²¹⁵Entrevue avec Ka Sieng, le 2 octobre 1996).

5.4.3 Quelques éléments de comparaison

Les trois communes de Hoai Duc, Da Don et Phi Lieng, présentent des portraits socio-économiques fort différents. Toutefois, une comparaison de leur dynamique évolutive de l'utilisation du sol met en lumière un certain nombre de caractères communs. Ceux-ci s'articulent autour de trois thèmes principaux: les interventions de l'État et la question foncière; l'évolution ethnique; l'évolution de l'utilisation du sol.

D'abord, il apparaît que les programmes de mise en place des hameaux stratégiques, de sédentarisation et de colonisation agricole de la décennie de 1960 sont en grande partie responsables des inégalités foncières qu'on trouve aujourd'hui entre les Viet et les Montagnards. On trouvait cette situation partout dans la région des Plateaux centraux: par exemple, pour la colonisation agricole viet au Dak Lak, le gouvernement octroyait cinq hectares par familles (Hickey, 1982b, p. 20), alors que pour la sédentarisation, les familles de Montagnards ne recevaient qu'un seul hectare (*id.*, p. 32).

Tableau 36
Communes de Hoai Duc, Da Don et Phi Lieng.
Quelques indicateurs comparatifs.

	Année	Hoai Duc	Da Don	Phi Lieng	Lam Ha
Superficie (hectares)	1994	4335	4823 (5810?)	33044	160 230
Population (pers.)	1994	5134 (5142)	6338 (6842)	33 16 (3660)	87 316
Densité de population hab. / km ²	1994	118	140 (118)	10	54
Proportion des femmes	1989	47,0%*	51,1%	53,9%	50%
Superficie agricole**	1994	31%	30%	1%	11%
Superficie foresterie**	1994	33%	20%	65%	50%
Superficie café (hectare)*** selon UBND, Lam Dong	1991	135	320	14	2000 (1200)
Superficie café (hectare)***	1995	160	660	30	3200 (2700)

Sources: UBND, Lam Ha (1991 et 1996); GSO (1995).

* Dans les autres communes, la tendance est similaire. En fait, dans les sept communes issues des NZE, les hommes sont en nombre supérieur. Inversement, dans les communes où la proportion des ethnies minoritaires est la plus élevée, les femmes sont les plus nombreuses. (UBND, Lam Ha, 1991, p. 14).

** Selon l'annuaire statistique de district, la superficie de la commune de Phi Lieng atteindrait 32 905 hectares, un chiffre qui ne correspond aucunement à ceux tirés des cartes récentes.

*** Il n'est pas précisé si cela comprend à la fois les surfaces en production et les nouvelles.

Dans les trois communes étudiées, l'État est aussi intervenu différemment. À Hoai Duc, il a mis en oeuvre le programme des NZE. Les Viet qui ont participé à ce programme disposent maintenant, pour la plupart, de terres suffisamment étendues pour assurer leur survie et souvent plus. Comme cette commune a été ouverte à la colonisation pour eux, la population y est presque totalement viet et le territoire agricole continue de s'étendre; on peut affirmer que les forêts n'y existent plus. Dans la commune de Da Don, la situation est différente (tableau 36, p. 217). Historiquement, les autochtones de la région y possédaient des terres importantes. Mais en raison de l'héritage laissé par les politiques de regroupement des années 1960 et 1970 et des politiques de sédentarisation plus récentes, la population autochtone s'est retrouvée avec un domaine foncier passablement amoindri. Cette situation a été exacerbée depuis 1975 par l'arrivée de migrants viet, mais surtout depuis 1987, alors que l'insécurité relative au FULRO s'est estompée et a disparu et que les migrations spontanées ont littéralement explosé. Le portrait ethnique tout comme celui de l'utilisation du sol d'ailleurs ont donc été graduellement modifiés en fonction de ces migrations viet. Les forêts ont reculé considérablement et les quelques efforts de plantation n'y ont rien changé.

La commune de Phi Lieng, tout comme celle de Da Don, n'a pas été désignée comme zone d'accueil des NZE. Cependant, les efforts gouvernementaux en matière de sédentarisation ont contribué à y faire cesser la plupart des brûlis. Le portrait ethnique est en transformation constante, surtout depuis 1992, alors que les Viet ont commencé à venir s'y installer en plus grand nombre. La commune étant marginale, ce processus témoigne d'une certaine saturation foncière dans les zones d'accueil «traditionnelles» comme Hoai Duc et Da Don; les terres à bon marché s'y font de plus en plus rares. Les forêts de Phi Lieng sont donc demeurées dans un relativement bon état, quoiqu'elles soient menacées par un processus accéléré de dégradation, si les migrations agricoles viet vers cette zone se poursuivent, ce dont témoigne aussi l'évolution de l'utilisation du sol (figure 28, p. 185).

Il est d'ores et déjà possible d'établir un certain nombre de conclusions.

- 1) Dans le district de Lam Ha, la colonisation agricole pratiquée par les Viet constitue sans aucun doute possible le premier facteur de déforestation.
- 2) Cette colonisation, doublée de certaines politiques de l'État, aurait contribué à conforter et même parfois accentuer les inégalités foncières entre les Viet et les autochtones.
- 3) La colonisation agricole viet a contribué à intégrer au reste de la province la presque totalité du territoire du district de Lam Ha. Elle constitue la meilleure garantie de la pénétration de l'influence de l'État. Le processus semble être toujours en cours et il apparaît presque certain

que les régions encore marginales des trois communes septentrionales (Phi Lieng, Lieng Sron et Ro Men) seront intégrées davantage au cours des prochaines années.

Il est évident cependant qu'il faut être prudent quand il s'agit de mettre en perspective ces affirmations (comme le suggérait déjà Dollfus en 1970, p. 43). Plus le territoire d'analyse est vaste, plus le propos concernant les résultats à l'échelle locale doit être nuancé. Même si l'on trouve certains traits similaires ailleurs dans la province de Lam Dong, ou même dans la région des Plateaux centraux, il ne faut pas généraliser hâtivement. Un examen plus précis des liens entre la colonisation agricole et l'État contribuera à une meilleure interprétation des dynamiques observées.

TROISIÈME PARTIE

La trame de l'histoire, au coeur de la géographie

Chapitre 6

LA COLONISATION AGRICOLE ET L'ÉTAT AU VIETNAM

« Le roi est tributaire de l'agriculture. »
(L'Écclésiaste, 5, 8)

Depuis le XI^e siècle, au Vietnam, la colonisation de nouvelles terres a presque toujours été au programme, même lorsque des étrangers contrôlaient le pays²¹⁶. Au cours des vingt-cinq dernières années, le rôle de cette colonisation s'est avéré encore plus crucial et déterminant. Car les flux migratoires ont impliqué un nombre considérable de colons et de vastes territoires. Comment expliquer cette différence? La constitution d'un État moderne vietnamien y est-elle pour quelque chose? Il semble que oui!

L'omniprésence de l'État au cours du processus de colonisation agricole peut sembler évidente à première vue, mais les subtilités de ses relations avec les différents acteurs commandent une vérification des multiples liens effectifs, directs ou indirects, qu'il entretient avec ses composantes intrinsèques: population et territoire.

6.1 Les États du Vietnam

6.1.1 Un bref historique

« L'État vietnamien est apparu et s'est consolidé sous l'influence de deux facteurs: la lutte contre la domination étrangère et la nécessité de grands travaux hydrauliques »

(Le Thanh Khoi, 1981, p. 131-132).

²¹⁶Les Ming (Chinois) au XV^e siècle et les Français aux XIX^e et XX^e siècles.

L'État²¹⁷ vietnamien est apparu vers le X^e siècle, avant même la formation de l'État moderne en Europe. Et c'est du XI^e au XIII^e siècles, sous les Ly, qu'il a été formé. Une administration à peu près régulière et centralisée a été instituée, tout comme la fiscalité, la justice, une armée nationale, un réseau de voies de communication; l'agriculture a aussi vu son développement encouragé; des colonies militaires ont été établies. Les Ly ont édifié « *un État capable non seulement de résister aux entreprises de la Chine, mais de s'étendre vers le sud, aux dépens du Champa* » (Le Thanh Khoi, 1981, p. 144). Au cours de cette période sont apparus aussi le registre des inscrits et le service militaire pour toute la population ordinaire (*id.*, p. 146). Dans les garnisons provinciales, les soldats se relayaient pour cultiver la terre (*id.*, p. 147), selon la formule « *confier l'armée à l'agriculture* » (sic) (*id.*, p. 229). Par la suite, sous les Tran (XIII^e et XIV^e siècles), les institutions ont été perfectionnées, l'administration diversifiée, la centralisation plus poussée (*id.*, p. 172). Les premières annales ont été rédigées à cette époque et cela a représenté une étape dans le développement de l'État vietnamien (*id.*, p. 176).

Après l'intermède des Ming, envahisseurs chinois qui ont occupé le pays de 1407 à 1428, Le Loi et ses successeurs ont favorisé l'avènement de la bureaucratie. Comme lors des siècles précédents, les soldats se relayaient aux champs. Des mesures d'interdiction de laisser la terre en friche ont même été édictées. Les Le ont aussi instauré des colonies militaires, composées surtout de prisonniers de guerre et de condamnés de droit commun (*id.*, p. 236).

À partir du XVII^e siècle, la rivalité entre les familles Trinh et Nguyen a mis le pays à feu et à sang. Beaucoup d'habitants, chassés par la misère et la famine, sont venus dans le pays khmer, et ont d'abord fondé Mo-xoai et Dong Nai (Ba-Ria et Bien Hoa), aux portes du delta du Mékong, avant de se diriger vers le delta proprement dit. Au XVIII^e siècle, la colonisation et l'occupation du delta se sont poursuivies, sous l'impulsion des seigneurs Nguyen. L'agriculture se diversifiait alors plus rapidement au sud qu'au nord. Au nord, les Trinh négligeaient les travaux hydrauliques.

Après la révolte des Tay Son, en 1802, Nguyen Anh, un descendant des Seigneurs Nguyen, a réussi à unifier le pays et à instaurer la dynastie des Nguyen, régnant sous le nom de Gia Long. Le pays a atteint son extension maximale, avant l'arrivée des Français, sous le règne de Minh Mang, son fils, alors que les Viet contrôlaient même des territoires lao, le long du Mékong. La route mandarine, complétée à cette époque, « *cimenta l'unité du Viet Nam reconstituée* », (*id.*, p. 349).

²¹⁷ Il n'y a pas lieu de faire une description plus précise de chacun des types d'État qui ont gouverné le Vietnam depuis mille ans. Ce terme sera utilisé pour faire référence à ceux qui disposent des principaux pouvoirs sur la population (taxes, armée, etc.).

Depuis un siècle, le Vietnam constitue l'un des pays sur la planète qui a connu le plus de régimes politico-économiques différents²¹⁸. Dans le cadre de cette thèse, il s'agit d'examiner quels sont les liens entretenus par ces États ou pouvoirs avec la colonisation agricole.

Au cours de la période coloniale, le pays a été divisé en trois entités administratives: la Cochinchine a été constituée en colonie, alors que le Tonkin et l'Annam, tout comme le Laos et le Cambodge ont formé des protectorats. De cette époque, les transformations dont l'État a été l'instigateur ont été nombreuses et elles ont contribué de façon importante aux mouvements de colonisation agricole.

Premièrement, l'établissement d'une frontière abornée, de type moderne, a contribué à bloquer, à la frontière nord, « *un des courants fondamentaux des migrations humaines dans le Sud-Est asiatique* » (Fourniau, 1989, p. 89). Au sud et à l'ouest, les frontières avaient toujours été établies « *en fonction d'un rapport de force momentané* » (Lafont, 1989, p. 17), généralement dicté par la vigueur du front pionnier viet. La linéarisation de la frontière avec le Cambodge a changé cette dynamique.

Deuxièmement, des mesures sociales ont été imposées par l'État colonial: les programmes de vaccination de la fin du XIX^e siècle, par exemple, déterminants pour la colonisation agricole des décennies subséquentes, ont contribué à l'accroissement de la population. Troisièmement, ce même État colonial a imposé son hégémonie administrative sur *toute* la partie orientale de la Péninsule Indochinoise. Sur les Plateaux centraux, le contrôle d'un territoire auparavant «insoumis», a permis, quatrièmement, d'y ouvrir des fronts de colonisation nouveaux, souvent aux dépens des populations locales: des concessions ont été accordées aux citoyens français, qui, habitués à la main-d'oeuvre viet, ne se sont pas gênés pour faire venir des ouvriers en provenance des plaines côtières. Des noyaux de population viet ont ainsi été établis dans cette région.

À la fin de la période coloniale, à partir de 1954, le Vietnam a été divisé, *de facto*, en deux entités politiques orientées vers des programmes économiques divergents. Mais si les méthodes économiques différaient, les stratégies territoriales sont demeurées comparables. D'un côté comme de l'autre, des actions ont été entreprises dans le but d'assurer un meilleur contrôle du

²¹⁸ Au total, on peut en dénombrer *au moins* huit, selon une classification certes arbitraire: le régime colonial français (1900 - 1941), l'intermède japonais (1942 - 1945), l'occupation chinoise au Nord, suivant la fin de la Deuxième Guerre mondiale (1945-1946), la première guerre d'Indochine (1946-1954), laquelle période pourrait même être subdivisée en plusieurs intermèdes, les régimes du Sud et du Nord au cours de la deuxième guerre d'Indochine (1954-1975), le régime communiste sur l'ensemble du pays (1975 à aujourd'hui), auquel on peut ajouter les modifications récentes au régime, qui ont transformé, sinon les institutions politiques, au moins l'économie.

territoire. Au Nord, au cours des années 1960, le gouvernement a édifié les premières NZE dans la moyenne région entourant le Delta du fleuve Rouge, tout comme il imposa la collectivisation des moyens de production agricole. Au Sud, le gouvernement a d'abord défini et appuyé des plans de colonisation agricole pour les quelque 850 000 réfugiés de 1954-1955. Par la suite, avec le retour de la guerre et de l'insécurité, il organisa des plans de regroupement de la population, tant chez les Viet que chez les Montagnards.

Après 1975, le nouvel État, héritier en fait de celui du Nord, a entrepris la reconstruction du pays. La colonisation agricole a été utilisée massivement pour mater les groupes de populations rebelles, pour désengorger les campagnes du Nord et les villes et villages du Sud, pour occuper un territoire rebelle mais aussi convoité pour ses ressources. Le nouvel État cherchait aussi à accroître ses revenus.

6.1.2 L'État moderne au Vietnam: quelques mises au point conceptuelles

Le concept d'État moderne demeure fondamental dans la présente recherche, même s'il n'en constitue pas le cœur. Dans l'analyse de la colonisation agricole au Vietnam, l'accélération du phénomène au milieu du XIX^e siècle, et surtout son déplacement vers les zones marginales montagneuses, surtout après 1975, ont accompagné la mise en place et la consolidation d'un État vietnamien moderne. Si la colonisation agricole ne contribue pas nécessairement à la constitution d'un État moderne, celui-ci l'utilise abondamment pour répondre à ses besoins et atteindre ses objectifs. Cela mérite que l'on s'y attarde un peu.

Aujourd'hui, en général, on s'entend pour dire que les États sont qualifiés de modernes lorsqu'ils accèdent à l'indépendance. Celle-ci représente une sorte de pré-requis à cause de la reconnaissance internationale qu'elle nécessite²¹⁹. Des recherches récentes sur le sujet ont confirmé la naissance de l'État moderne entre 1280 et 1360 en Europe de l'Ouest (Genet, 1990a, p. 10). À cette époque, le Vietnam représentait déjà un État constitué et stable, le Dai Viet. Il disposait d'une liste d'inscrits qui servait à la composition d'une armée régulière et permettait de collecter des impôts, ainsi que plusieurs autres attributs qui qualifient généralement les États modernes actuels (tableau 37).

²¹⁹N.H. Chi affirme, sans démonstration aucune, que l'État moderne vietnamien est apparu dès le XI^e siècle à Ha Noi (N.H. Chi, 1980, p. 17). Premièrement, Ha Noi n'existait pas à cette époque; le site choisi pour constituer la capitale de l'empire en 1010 s'appelait Thanh Long. Deuxièmement, même si un État était alors constitué, je ne crois pas qu'il soit possible de souscrire à l'idée qu'il était moderne: des éléments importants manquaient, en particulier des frontières bien délimitées (voir tableau 37).

Tableau 37
Les attributs de l'État moderne

Attributs	Source	Au Vietnam
- Unité politique durable et politiquement stable. - Institutions permanentes et impersonnelles (voir la note au bas)	Badie, 1990, p. 211 (qui reprend Rigaudière et Strayer)	Incomplet avant 1858 Avant 1858
- Consensus sur la nécessité d'une autorité suprême et loyalisme envers cette autorité	Badie, 1990, p. 211	Avant 1858
- Suprématie militaire - Mainmise d'une élite sur les moyens de production - Classe dirigeante instruite - Constitution d'une armée, d'une police, d'un code législatif, d'une idéologie adéquate	De la Roncière, 1990, p. 225	Avant 1858
- Consolidation des frontières	Lafont, 1989	1858 - 1945
- Amélioration et généralisation des réseaux de communication et " d'information "	De la Roncière, 1990, p. 223	1858 - 1945
- Notions de souveraineté territoriale et de frontière (territorialité)	Genet, 1990 b, p. 277	depuis 1858, mais surtout depuis 1954
- Socialité, puissance de mort, théâtralité, " monumentalité ", etc. - croissance dans le cadre du marché mondial	Lefebvre, 1976, p. 66	depuis 1975 surtout
- Ubiquité de l'État - Omniprésence de l'administration	----	début avant 1858, développement 1858 - 1975, paroxysme depuis 1975

Note: Si l'on se fie à la définition de l'État suivant A. Rigaudière et J. Strayer, reprise par Badie (1990, p. 211), celui-ci ne serait qu'une construction sociétale d'après la Deuxième Guerre mondiale. En effet, selon eux, certaines caractéristiques évoquées manquent de nuances. Par exemple, les traits «unité politique durable» et «géographiquement stable» ne peuvent s'appliquer qu'à quelques «États» européens d'avant la DGM, en particulier concernant la stabilité des frontières. Il y a donc contradiction avec les vues de certains auteurs qui font remonter la genèse de l'État moderne jusqu'au Moyen-Âge.

L'État moderne vietnamien se distingue, entre autres, de l'État colonial instauré par les Français. Pour ce dernier, le développement des ressources agricoles, minières, humaines, devait servir le profit de la Mère patrie. Pour l'État moderne, assurer son plein développement par l'occupation effective du territoire, par des alliés, des pions, demeure indispensable (cf De Koninck, 1996, p. 233). Alors que dans le cas de l'État colonial, un contrôle territorial, obtenu avec relativement peu d'efforts, suffisait pour délimiter les zones d'influence (face aux Siamois par exemple) et soumettre les populations locales à l'impôt et aux corvées.

Avec la colonisation française, deux processus divergents ont été mis en marche: d'une part, l'imposition d'un État colonial a figé l'évolution qu'avait connue l'État au Vietnam depuis le XI^e siècle; d'autre part, cet État colonial, une sorte d'annexe ou d'excroissance de l'État français, a favorisé l'implantation et surtout la diffusion des traits modernes de l'État qui faisaient défaut à l'État vietnamien antérieur, à savoir, des frontières rigides, l'ubiquité de l'administration étatique, celle-ci étant superposée à un réseau de communications efficace, doublé d'un meilleur contrôle des marges (voir tableau 37, p. 224). Si le Vietnam disposait de tous ces atouts au départ des Français en 1954, le contexte d'instabilité politique de la fin des années 1950 jusqu'à 1975, et les divergences de la communauté internationale au sujet de la reconnaissance du pays, ont empêché le plein développement d'un État moderne, tant au Nord qu'au Sud.

6.1.3 Les besoins de l'État moderne

«La forme étatique s'est généralisée à l'ensemble de la planète, mais les entités qui en résultent sont souvent dépourvues des moyens d'une indépendance réelle...»

(Claval, 1994, p. 157).

La population est la source du pouvoir, son fondement (Raffestin, 1980, p. 3); on pourrait même ajouter que, sans population, l'État n'est pas. L'objectif est donc, pour l'État et pour les autres pouvoirs (par exemple, l'Église), de s'accaparer cette ressource (*id.*, p. 35).

Sans territoire non plus l'État n'existe pas. Un objectif essentiel de l'État est d'assurer le contrôle de son territoire, idéalement par le biais de populations dociles (voir entre autres De Koninck, 1993). L'État cherche ainsi à domestiquer son territoire, c'est-à-dire à l'enserrer dans un réseau, *«dans un maillage dont toutes les parties sont sous le regard»* (Raffestin, 1980, p. 33). Il en résulte donc un système territorial: *«À partir d'une représentation, les acteurs vont procéder à la partition des surfaces, à l'implantation de noeuds et à la construction de réseaux»* (*id.*, p. 135). Dans le cas du Vietnam, ce système territorial existait avant l'arrivée des Français (voir Nguyen Dinh Dau, 1996), mais ce sont ces derniers qui l'ont développé efficacement et rendu omniprésent sur l'ensemble du territoire.

Dans ce système, les réseaux de communication prennent une importance capitale. Les premiers souverains viet, au XI^e siècle, qui l'avaient déjà compris, avaient créé *«un système de voies royales destinées à faire sentir l'autorité centrale dans tout le territoire»* (Le Thanh Khoi, 1981, p. 148). Paradoxalement, aujourd'hui, en Asie du Sud-Est, le Vietnam compte sur un des réseaux routiers les moins étendus en rapport avec la superficie de son territoire: 0,03 km/km², alors qu'en Indonésie on en trouve 0,11, en Thaïlande 0,15, et même 0,52 aux Philippines (Fforde et Goldstone, 1995, p. 16). La guerre, jusqu'à 1975, et la lente reconstruction depuis demeurent les principaux responsables de ce retard.

L'État a aussi besoin de ressources pour survivre. Jellinek (1911, p. 402) soulignait déjà au début du siècle que l'État avait intérêt à favoriser la production économique pour sa propre survie, affirmation reprise récemment (Blockmans, 1993, p. 13; Claval, 1994, p. 79). Pour Raffestin (1980, p. 205), les ressources sont le résultat d'un processus de production; c'est-à-dire qu'elles sont le produit d'une relation. Mais ces ressources sont des instruments de pouvoir (*id.*, p. 230). Les ressources dont dispose l'État conditionnent en quelque sorte sa santé financière et donc sa capacité à contrôler les populations qui occupent son territoire.

Ainsi, au début du XX^e siècle, la progression de l'État colonial (appareil administratif, services éducationnels et médicaux, système de communications) était financée par l'augmentation des revenus tirés des monopoles de l'État sur l'alcool, le sel et l'opium (Hy, 1992, p. 47), mais aussi par les exportations agricoles (riz surtout), rendues possible par l'extension du domaine cultivé.

6.2 La colonisation agricole et l'État

6.2.1 Du rôle que joue la colonisation agricole pour l'État

«L'aménagement général du domaine agricole se rapporte principalement aux voies de communication: routes, canaux, voies ferrées, puis aux grands travaux d'hydraulique spécialement exécutés au bénéfice de l'agriculture.»

(Henry, 1932, p. 622)

Le premier avantage de la colonisation agricole pour l'État réside dans l'extension du territoire qu'il contrôle effectivement. Lorsque, un peu comme Diem en 1954 avec les réfugiés nord-vietnamiens, il peut compter sur des sujets dociles, des alliés, il s'établit une sorte de compromis, non-dit, territorial, entre ces «gardiens-prisonniers» du territoire et les «bâisseurs-gestionnaires» de l'État (De Koninck, 1984, 1986a, 1993 et 1996, entre autres). Si la colonisation agricole constitue un succès, cette extension stimule et facilite, en deuxième lieu, le déploiement d'un maillage toujours plus réticulé de l'administration. C'est exactement la situation dans la province de Lam Dong: une fois la colonisation agricole consolidée dans les NZE, de nouvelles divisions administratives ont été créées.

Troisièmement, la colonisation agricole présente pour l'État un avantage sur le plan démographique, au moins en théorie. Au Vietnam, selon les discours officiels, elle a permis de réduire la pression démographique des régions très densément peuplées tout en contribuant au peuplement de régions quasiment vides. L'ennui, c'est que ce discours fait fi des peuples habitant déjà les régions convoitées, tout comme il a surestimé la capacité de l'État à réduire effectivement la pression dans les régions qu'il considère surpeuplées.

Quatrièmement, l'État profite du rôle économique de la colonisation agricole. En principe, les conditions de vie des colons sont censées s'améliorer après la migration. Ce fut certainement le cas pour plusieurs des migrants. Mais il est loin d'être certain qu'à long terme tous les colons des zones de front pionnier, en particulier les derniers arrivés, améliorent de façon substantielle leurs conditions de vie. Plusieurs facteurs entrent en ligne de compte: le capital de départ dont dispose le colon, la qualité de la terre, l'éducation, la main-d'oeuvre disponible, et surtout, les infrastructures étatiques mises en place (voir Annexe B)²²⁰. Il est certain qu'une population indépendante financièrement sert davantage les intérêts de l'État. L'utilité est même double car, cinquièmement, l'extension du domaine agricole permet à l'État d'accroître ses revenus provenant des taxes et de la vente des produits agricoles sur les marchés mondiaux.

Enfin, sixièmement, le rôle de la colonisation agricole peut devenir stratégique pour l'État. Dans la province de Lam Dong, le développement des NZE ou des NZS, pour « Nouvelles zones stratégiques », et le règlement du conflit avec le FULRO apparaissent interreliés. Il est d'ailleurs remarquable de constater qu'il y a eu une accélération des migrations vers la zone occupée par le FULRO en même temps que les revendications s'estompaient. Quel mouvement a influencé l'autre? Il est trop tôt pour le savoir. On peut être assuré cependant que les deux se sont probablement influencés mutuellement et que les problèmes de sécurité de la région ont aujourd'hui cessé d'être répulsifs: les courants migratoires semblent avoir pris leur envol (De Koninck, 1997a, p. 78) (voir 3.4.2, p. 106). Depuis mai 1997, suite à la «fermeture» des forêts survenue en mars, le gouvernement a interdit la colonisation spontanée. Reste à voir ce qu'il en est réellement advenu sur le terrain. Selon des observations récentes, les migrants continuent d'arriver dans certaines régions de la province de Lam Dong²²¹, tout comme dans la province voisine de Dak Lak.

6.2.2 *Le rôle des missionnaires*

Par ailleurs, l'étude du travail des missionnaires chrétiens, en particulier catholiques, est à la fois fascinante et troublante. Fascinante, parce qu'il s'agit là d'un monde hiérarchisé, structuré, pour la plus grande partie parallèle à l'arborescence gouvernementale. Troublante aussi, parce qu'il s'agit aussi, généralement, d'un monde où se côtoient le don de soi, l'abnégation, la générosité, mais aussi le prosélytisme et parfois l'intransigeance. Évidemment, c'est avant tout un monde

²²⁰Comme il en déjà été fait mention, une thèse dont le thème principal est précisément ce sujet, est en voie de réalisation par un chercheur vietnamien, M. Tran Dac Dan (voir aussi Tran Dac Dan et Déry, 1999), dans le cadre de laquelle une évaluation des conditions de vie des migrants, avant et après la colonisation, est en voie d'être complétée. Cette recherche se déroule dans le cadre du projet *Le défi forestier au Vietnam*, déjà évoqué dans l'avant-propos.

²²¹Renseignements obtenus par le professeur Rodolphe De Koninck, du département de géographie de l'université Laval, lors d'un séjour sur le terrain, au Vietnam, en mai et juin 1998.

d'humains. Mais en quoi l'étude des missions, à tout le moins de certains types d'entre elles, peut-elle contribuer à une meilleure compréhension géographique des transformations spatiales qu'a connues le Vietnam, et même plus généralement l'Asie du Sud-Est depuis un siècle?

En fait, l'éclairage apporté par les missionnaires dépend du type de mission et du pays où elle est implantée. Dans le cas du Vietnam, et probablement ailleurs aussi²²², il semblerait que les missions aient joué un rôle particulièrement important mais également assez paradoxal depuis un siècle et demi: d'une part, en contribuant, volontairement ou non, à la progression des différentes administrations, française en premier lieu, puis vietnamienne après le départ des premiers, dans les régions marginales, peuplées par des groupes ethniques austronésiens et/ou minoritaires dans l'ensemble oriental de la péninsule indochinoise; d'autre part, en contribuant, par leur travail (éducation, santé, etc.) auprès de ces derniers, à améliorer leurs chances de survie devant l'inéluctable intégration qui les guettait alors. Cette présence en tant que catalyseur et acteur dans ce processus d'intégration devient doublement importante du fait du degré d'organisation qui caractérise généralement les missions. Pour dire les choses succinctement, les missionnaires ont laissé des traces. Et ces traces constituent ni plus ni moins un trésor dans la compréhension des deux derniers siècles d'histoire de la région. Car les archives des différentes congrégations religieuses, telles que celles des Rédemptoristes qui ont oeuvré au Vietnam (Annexe D), contiennent souvent des chroniques détaillées, des résumés historiques, une correspondance bien conservée, des journaux personnels, etc., bref, des documents très utiles pour reconstituer des portions de l'histoire peu ou mal «éclairées» jusqu'à présent. Et pour les quatre ou cinq dernières décennies, les témoignages oraux de missionnaires engagés sur place sont précieux. Leur connaissance du pays, leur position d'acteurs-observateurs en font des témoins privilégiés.

6.2.3 Et celui des paysans?

Le problème des études concernant l'État, c'est que, généralement, elles ne semblent pas reconnaître le rôle spécifique joué par l'agriculture, et par ceux qui la pratiquent, dans la consolidation territoriale de l'État (voir De Koninck, 1999). Pourtant, l'agriculture est à la base de l'économie: tout le monde doit manger. En fait, la création des États ou des empires, que ce soit les empires khmer, maya, inca, chinois ou européens, s'est appuyée sur le contrôle de l'agriculture et surtout de sa production, sur «*la capture du potentiel productif des petits paysans*» (De Koninck, 1979a). En dégagant des surplus, ceux-ci ont pu 1) nourrir les

²²²Comme en Équateur, avec les Salésiens.

militaires, le cas des paysans-soldats du Vietnam étant l'une des formules les plus poussées²²³, 2) alimenter la croissance économique dans les autres secteurs, d'abord industriel, mais ensuite dans celui des services²²⁴, et 3) alimenter sa propre santé, financière celle-là, directement, par des exportations. Les revenus retirés lui permettent d'accroître à nouveau son emprise sur l'agriculture, le territoire, la population, etc.

Mais les paysans ne jouent pas seulement un rôle économique. Pour l'État, les paysans lui permettent de contrôler son territoire. Les paysans et l'État sont liés dans une relation triangulaire dans l'intégration, le contrôle et l'administration du territoire (De Koninck, 1996, p. 231)²²⁵. En fait, depuis 1975, plusieurs des politiques agricoles de l'État vietnamien ont contribué à l'amélioration de son contrôle territorial. La création de NZE dans les zones qui traditionnellement échappaient à son contrôle demeure l'exemple le plus accompli.

6.3 L'État sur papier et l'État sur le terrain, le Vietnam de 1975 à aujourd'hui

Dans tous les États du monde, mais peut-être avec une acuité particulière au Vietnam, il existe une distorsion plus ou moins grande entre les objectifs du gouvernement central et la mise en œuvre concrète de projets visant à les atteindre. Les raisons qui peuvent faire échouer un projet, une politique, même bien conçus, ou les faire dévier de leur objectif initial, demeurent nombreuses: la négligence, la méconnaissance des conditions locales, l'absence de concertation à tous les niveaux, les mauvaises conditions de conservation des informations, la corruption, et même la compétition entre des politiques concurrentes provenant de ministères ou de bureaux voisins.

6.3.1 La concurrence dans les politiques de l'État vietnamien

L'objectif de toute politique agricole peut être défini ainsi: «tirer des forces de production d'un pays le maximum de revenus, par un aménagement rationnel de ces forces et une organisation scientifique du travail.»

(Henry, 1932, p. 620)

Au Vietnam, les politiques environnementales et agricoles ont été particulièrement touchées par cette distorsion entre les objectifs officiels et l'application concrète. L'État semble y jouer sur deux tableaux. D'une part, il fait des efforts, par l'entremise des forestiers, pour contenir la déforestation et améliorer la gestion des forêts. Mais paradoxalement, d'autre part, il encourage ou ne décourage pas - ce qui revient au même -, ou pas suffisamment, les migrations de

²²³Voir De Koninck (1996) et De Koninck et Déry (1997, p. 7). Ces derniers rapportent les propos d'Augustin Berque, selon qui cette «stratégie» serait d'origine orientale, ayant d'abord été utilisée par les Han.

²²⁴Pour le cas de la Malaysia, voir De Koninck (1979, p. 88).

²²⁵Voir aussi De Koninck (1984, 1986a, 1993).

populations qui s'installent en forêt ou sur ses marges, tout comme il semble dépassé par le problème de la corruption et des activités illégales en forêt. Souvent aussi, les études nécessaires à l'élaboration des projets ne sont même pas réalisées, comme dans le cas du programme des NZE. Avant 1991, sans étude ni aménagement, on traçait une route vers une aire d'accueil et on y conduisait les colons²²⁶.

Dans la région des Plateaux centraux, et plus précisément dans la province de Lam Dong, de 1975 jusqu'à récemment (1996), les objectifs de l'État vietnamien n'ont été atteints, et en partie seulement, qu'en ce qui concerne le développement agricole et l'universalisation de l'administration étatique. Presque toutes les politiques environnementales, en particulier forestières, ont donné peu de résultats probants, que ce soient les programmes de replantation (photos 23 et 24), d'allocation des forêts, ou même le programme 327. Pourtant, un examen rapide des lois révèle que, par exemple, des mécanismes de protection des forêts existent; mais un séjour tout aussi rapide sur le terrain met à jour une réalité beaucoup plus complexe: l'application stricte des lois n'est pas toujours facile ni même souhaitable.

Dans la région des Plateaux centraux, quatre secteurs prioritaires se sont vus accorder une attention particulière dans la planification récente. Il s'agit, premièrement et tel que formulé par Tran Hoang Kim (1996, p. 55), d'élargir les fermes spécialisées dans les cultures industrielles et de développer l'élevage, ce qui servira de fondement à un plus grand nombre «d'établissements» agroforestiers. Cette formulation semble inadéquate alors qu'elle révèle une méconnaissance profonde des pratiques agroforestières. Si celles-ci font assurément partie de la solution au problème de la déforestation, il faut davantage les définir en partant d'objectifs «forestiers», auxquels s'adaptent des objectifs «agricoles».

Une meilleure exploitation des potentiels hydro-électriques constitue le deuxième secteur d'investissement (*id.*, 1996, p. 56). Des études sérieuses des impacts environnementaux devront être réalisées, particulièrement dans les cas où des terres devront être inondées pour déterminer les besoins réels et les alternatives moins dommageables. Trop souvent, des terres agricoles de bonne qualité sont englouties dans ces projets, refoulant ainsi les populations concernées vers les forêts restantes.

Le troisième secteur est celui des infrastructures. Dans ce cas, les objectifs officiels de l'État ne sont pas toujours dévoilés. Par exemple, la construction du pont de Da Don (figure 25, p. 161) a suscité beaucoup de questions: il est capable de supporter un poids de 30 tonnes alors même que la route qui y mène n'était toujours pas asphaltée en juin 1997; il est situé dans une région

²²⁶Selon un fonctionnaire de la province de Lam Dong, rencontré en décembre 1996.

relativement peu fréquentée, probablement importante sur le plan stratégique. Des considérations militaires ont peut-être joué, mais il n'est pas facile d'avoir des confirmations de ce type, en particulier au Vietnam. Ces infrastructures (routes et électricité surtout) favorisent, stimulent même la colonisation agricole, même lorsqu'elle ne fait pas partie des objectifs spécifiques de l'État, comme en témoigne l'explosion fulgurante des migrations spontanées depuis 1987.

Enfin, selon Tran Hoang Kim (*id.*, p. 56) il existe un dernier secteur d'investissement qu'il présente comme un bloc, mais qui en fait consiste plutôt en quatre secteurs distincts et même concurrentiels qu'il est préférable de présenter comme tels. Donc le développement agricole et forestier constitue le quatrième secteur d'investissement; cinquièmement, l'État veut surveiller l'installation des Montagnards (sédentarisation); sixièmement, il souhaite faire cesser les migrations libres, et, enfin, septièmement, il espère parvenir à reverdir (greening) les collines dénudées. Ici, c'est la concurrence entre les programmes qui court-circuite les politiques forestières. Le développement agricole, tel qu'il a été conçu jusqu'à maintenant, n'a que faire de la forêt. L'enraiment complet des migrations libres apparaît utopique, du moins dans le contexte qui prévalait en 1996, alors qu'il n'y avait toujours pas de modèle d'entente entre les provinces d'origine et les provinces d'accueil. Quant au reverdissement des collines dénudées, il semble que le caféier y soit régulièrement employé...

6.3.2 *Les outils de pouvoir de l'État: recensements et cartes*

Si la colonisation agricole peut permettre à l'État d'occuper efficacement un territoire, deux outils servent à en mesurer l'évolution: le recensement et la carte. Le recensement constitue en fait le premier outil de pouvoir de l'État. Le dénombrement donne une image de la population et permet de fixer les impôts et de connaître, en particulier, le nombre de ceux qui peuvent porter des armes (Raffestin, 1980, p. 60). Le pouvoir de l'État, absolument nécessaire à sa survie, l'incite à voir le mieux possible la population dont il dispose sur son territoire. Il s'agira d'abord pour lui de trouver le maillage le plus adéquat possible «*pour, compte tenu de ses moyens, « voir » le mieux possible*» (*id.*, p. 33)²²⁷. Raffestin fait aussi remarquer que les premiers recensements coïncident souvent avec le renforcement de l'État (*ibid.*).

Au Vietnam, avant le recensement de 1979 (et même avant celui de 1989), on ne pouvait pas à proprement parler de «recensement» au sens exact du terme. Le premier dénombrement dont il est fait mention est celui qui a été conduit par les Ming au début du XV^e siècle, après leur conquête du pays. Le Thanh Khoi, qui a retracé l'histoire du pays jusqu'à 1858, n'en a évoqué qu'un seul autre, datant de 1790 et conduit par Nguyen Anh, le futur Gia Long qui a unifié le

²²⁷Voir Maurel (1982) pour le cas de l'Union-Soviétique.

pays en 1802. Comme à l'époque de son recensement Nguyen Anh ne régnait pas sur tout le Vietnam, cet «inventaire» des ressources humaines fut certainement limité aux régions qu'il contrôlait. Il «avait eu pour but essentiel de dénombrer les jeunes gens mobilisables» (Le Thanh Khoi, 1981, p. 332).

Brocheux et Hémerly rapportent quatre dénombrements, extrêmement douteux selon leurs propres termes, au cours de la période coloniale: 1921, 1926, 1931 et 1936 (Brocheux et Hémerly, 1995, p. 247). L'instabilité politique qui régna de 1941 à 1975 empêcha de conduire ce type d'enquête nationale. Officiellement, ce n'est qu'en 1979 qu'un nouveau recensement a été réalisé, mais des doutes subsistent quant à sa validité²²⁸. À ce jour, le recensement de 1989 serait donc le seul pouvant fournir des informations fiables concernant le portrait démographique de l'ensemble du pays. Situation paradoxale s'il en est une que cette absence de dénombrement rigoureux, dans un pays où l'État central, anciennement constitué, qui était généralement fort et qui a presque toujours compté sur des armées nombreuses. Il est vrai que l'État vietnamien a toujours compté sur le registre des inscrits pour fixer ses impôts et le nombre de conscrits. Même si ce registre ne traduisait pas la structure réelle de la population (en particulier le nombre exact des habitants), il permettait à l'État d'en avoir un portrait stable et utile pour combler ses besoins.

Au Vietnam, un dernier recensement vient tout juste d'être conduit, au début du mois d'avril 1999 et les résultats devraient être divulgués à partir de la fin septembre. Pour la première fois, le recensement comprendra une partie spécifique concernant le logement (type de résidence, structure, propriété, aqueduc, électricité, etc.).

Si le recensement permet de répondre à la question «combien?», la carte, elle, contribue à connaître «où?» se répartissent les effectifs dénombrés, l'objectif étant toujours de voir le territoire le mieux possible. Selon Raffestin, la cartographie moderne suit «de près l'émergence de l'État moderne» (Raffestin, 1980, p. 131).

Pour l'État, les usages de la carte sont nombreux, et comme Lacoste l'a bien montré, dans un livre qui demeure toujours d'actualité, «la géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre» (Lacoste, 1976). La carte, outre le fait qu'elle peut s'avérer très utile à la colonisation agricole, et même indispensable à sa planification, à toutes les échelles, constitue en quelque sorte une arme géopolitique que l'État n'hésite pas à utiliser.

²²⁸L'incapacité des autorités locales à fournir des données cohérentes issues de ce recensement en témoigne aussi.

Par exemple, au cours de la période coloniale, de nombreuses concessions ont été attribuées dans la région des Plateaux centraux. Même si moins de 20% de la superficie totale concédée étaient effectivement en production, l'ensemble des terres concédées avait été mesuré, cadastré, enregistré, et un titre de propriété avait été octroyé, toutes choses nouvelles pour cette région, et contribuant à la consolidation de la présence de l'État. Grâce à la colonisation agricole progresse une organisation territoriale ordonnée.

Par la suite, l'absence de cadastre consigné sur papier chez les peuples de la région des Plateaux centraux a servi de prétexte aux dirigeants, d'abord français, puis viet, en particulier après 1954, pour accaparer les terres appartenant en fait à des groupes ethniques locaux.

6.3.3 *Les infrastructures administratives, de communications, et sociales*

Les infrastructures constituent un aspect négligé de la colonisation agricole. Sauf pour les routes et le rail qui permettent l'acheminement des colons, elles sont rarement évoquées (par exemple, Binns, 1952). Pourtant, en général, une entreprise de colonisation agricole vise à installer, *de façon permanente*, une population dans une nouvelle région. Dans plusieurs cas, les migrants vont passer le reste de leur vie sur la terre qu'ils auront ainsi obtenue et élue. Le succès ou l'échec d'une entreprise de colonisation agricole se mesure donc à la consolidation effective réalisée. Si elle ne survient pas, les colons peuvent décider de retourner dans leur région d'origine, ou tout simplement de quitter. Au Vietnam, par exemple, les entreprises officielles élaborées par l'État au début du siècle n'ont pas obtenu le même succès que celles des missions catholiques. Alors que les colons des premières étaient livrés à eux-mêmes, ceux des missions étaient solidement encadrés et le projet était soigneusement préparé (Gourou, 1936, pp. 202-203). De la même façon, les nombreux abandons ou relocalisations par les colons dirigés vers les NZE témoignent du manque d'organisation et surtout de l'absence d'infrastructures adéquates permettant la consolidation de l'installation.

Cette consolidation prend trois formes principales: les services administratifs, l'accès aux infrastructures de communication (prises au sens large: routes, électricité, téléphone, etc.), ainsi que les services sociaux comme l'éducation ou les soins de santé²²⁹.

Parmi les services administratifs, deux présentent un intérêt direct dans le processus de colonisation agricole: ceux du cadastre, pour les raisons évoquées précédemment, et tous les services visant le développement de l'agriculture, en particulier la recherche et la vulgarisation.

²²⁹Binns (1952, p. 15) présente une liste beaucoup plus élaborée de services «essentiels» devant être associés à toute entreprise de colonisation agricole: enseignement, soins médicaux et vétérinaires, hygiène publique, postes et télégraphes, police, météo, état civil. Tous ces éléments peuvent être classés dans les trois catégories évoquées ci-haut.

Dans le cas des régions de front pionnier de la province de Lam Dong, et plus généralement du Vietnam, ces services sont d'autant plus importants que les migrants proviennent de l'extérieur et ne connaissent pas les conditions pédologiques et climatiques du milieu où ils s'installent.

Tableau 39
Lam Dong. Éducation et santé, 1992-1993.

ÉDUCATION	Professeur (Giao Vien pho thong)		Etudiants (hoc sinh)		Population 1992
	nombre	population par professeur	nombre	minorités* en % du nombre	
Bao Loc	918	167	28 819	6,7%	152 898
Cat Tien	228	149	5555	2,3%	33 949
Da Huoai	161	153	4141	5,7%	24 652
Da Lat	1043	123	25 421	1,6%	127 961
Da Teh	234	172	4945	20,3%	40 298
Di Linh	552	159	14 974	26,7%	87 698
Don Duong	493	135	12 835	22,3%	66 446
Duc Trong	761	146	21 723	14,2%	110 908
Lac Duong	139	144	2741	89,2%	20 048
Lam Ha	578	119	14 870	10,5%	68 914
TOTAL Lam Dong	5107	144	136 024	13,0%	733 772

* Les informations disponibles ne permettent pas de connaître la proportion des ethnies minoritaires dans la population totale de chacun des districts.

SANTÉ	nombre	population par professionnel-santé
Docteur (bac si)	226	3247
Médecin (y si)	480	1529
Infirmier (y ta)	387	1896
TOTAL	1093	671

Source: UBND, Lam Dong (1992)

Par ailleurs, deux types principaux d'infrastructures de communication peuvent contribuer au succès de la colonisation agricole: les routes (et le rail) et l'électricité. En ce qui concerne les routes, leur qualité (revêtement, largeur) détermine l'accessibilité de l'aire pionnière et donc, plus concrètement, les coûts de commercialisation et d'achat des produits agricoles, des intrants, et des marchandises destinées aux usages domestiques en général. Depuis quelques années, la

construction et l'amélioration de nombreux ponts y contribue aussi (photos 25 et 26). Outre les multiples usages domestiques, sur les fronts pionniers, l'électricité, pour sa part, sert à faire fonctionner les pompes qui permettent d'acheminer l'eau vers les champs. Les caféiers, qui sont particulièrement vulnérables en saison sèche, en profitent généralement.

Enfin, les infrastructures sociales constituent un autre investissement important dans la consolidation d'un front pionnier. Il s'agit essentiellement des écoles et des dispensaires (ou infirmeries) (tableau 39, p. 234). Leur mise en place nécessite évidemment, au préalable, un bassin démographique suffisant. Par exemple, à sa création en 1987, le district de Lam Ha comptait 17 écoles, toutes catégories confondues; en 1992, on en trouvait déjà 35 - plus du double -, malgré le fait que la population n'ait crû «que» d'environ 25% pendant ces cinq années. À la fin de 1996, le nombre d'écoles se chiffrait à 41.

Des problèmes surgissent cependant, à cause des migrants spontanés: les ressources étant allouées au prorata de la population, de nombreuses écoles ou infirmeries disposent des mêmes ressources pour une population plus élevée que celle dont la planification avait tenu compte.

6.3.4 Les problèmes de gestion du territoire

De fortes distortions entre les intentions officielles et la mise en oeuvre à l'échelle locale affectent aussi la gestion du territoire. Une analyse des modes de gestion du territoire au Vietnam révèle que le système mis en place devrait, théoriquement, répondre aux impératifs de développement et de conservation: plusieurs des mesures réclamées à grands cris pour remédier aux problèmes environnementaux sont déjà en place dans le système législatif: par exemple, les lois sur l'environnement (décembre 1993) et sur le développement et la protection des forêts (août 1991) (Vietnam, 1995, lois). Toutefois, l'application de la lettre des réglementations pose de sérieux problèmes, la corruption, sous ses diverses manifestations, étant néfaste à toute tentative de gestion durable des écosystèmes forestiers locaux.

La corruption est probablement l'un des pires maux qui rongent les forêts du Lam Dong. Dans le district de Lam Ha, on la retrouve sous plusieurs formes: par exemple, les garde-forestiers laissent les gens couper la forêt sans dire un mot, parfois par pitié - ils savent que les gens sont pauvres -, parfois par impuissance²³⁰; ou ces mêmes garde-forestiers coupent eux-mêmes la forêt, ou le font faire par d'autres, et vendent ensuite les terres à des gens qui y plantent du

²³⁰ Il arrive parfois que les forestiers soient accueillis par des « contrevenants » armés. Lors d'une de mes visites dans la commune de Hoai Duc à l'automne 1996, des paysans m'ont affirmé avoir menacé le garde-forestier qui les enjoignait de cesser leurs activités de coupe, lui intimant l'ordre de ne plus revenir les importuner. Selon leurs dires, il ne serait pas revenu depuis.

café²³¹ (photo 27). Même si on peut l'observer ponctuellement, la corruption est un phénomène difficile à mesurer sur une grande échelle justement parce qu'elle est camouflée.

Autre problème: que faire avec les migrants spontanés, illégaux? Généralement, ceux-ci s'installent sur les marges de l'écoumène, ou carrément dans la forêt, et grugent cette même forêt pour compenser le manque de revenus. Souvent les dirigeants n'ont d'autre choix que d'accepter leur présence.

La gestion même de l'utilisation du sol rencontre aussi parfois des problèmes sérieux. Les programmes de NZE, de sédentarisation, bouleversent déjà l'utilisation du sol, souvent aux dépens de la végétation environnante. Quand la confusion s'installe, tout est prétexte à une exploitation désordonnée et même anarchique. Ainsi en est-il, par exemple, des décisions O1TTg et O2TTg du Premier Ministre à propos de l'utilisation du sol (affectation aux paysans). L'objectif était d'assigner des terres aux populations locales pour qu'elles surveillent et protègent la forêt ainsi que les sols destinés à la replantation; les personnes impliquées ne devenaient pas propriétaires. Il semble que les populations concernées aient mal interprété leur «mission» et aient confondu avec les nouvelles réglementations qui allouent les terres pour des périodes de 20 à 50 ans selon les types de cultures. Il en est résulté une spéculation foncière, de multiples transactions - achats et ventes de terrains -, et des plantations de caféier à la place de la forêt.

Au total, il semble donc que l'État vietnamien choisisse la voie du laisser-faire. D'une part il encourage les migrations vers la province de Lam Dong: l'objectif d'atteindre un million d'habitants pour l'an 2000 semble en voie d'être atteint, et même largement dépassé. Mais d'autre part, il prend aussi des mesures législatives contraignantes pour protéger les forêts, protection plus souvent théorique parce que les moyens d'application demeurent limités²³². Ces mesures servent donc seulement de façade; peut-être, en fait, aussi de faire-valoir auprès des bailleurs de fonds internationaux. Sur le terrain, l'occupation du territoire s'accélère et semble correspondre aux objectifs de l'État.

²³¹ Dans les faits, il n'y a probablement pas de «vente» directe. Le garde-forestier laisse plutôt l'acheteur, moyennant une rétribution équivalente peut-être à la valeur de la terre, s'installer sur le terrain; ce dernier obtient ensuite le titre de propriété qui l'assure de son droit d'usufruit ou bien il demeure dans l'illégalité jusqu'à la normalisation de sa situation. Comme plusieurs de ces acheteurs sont des fonctionnaires locaux, les situations se «normalisent» probablement très rapidement.

²³² Par exemple, en 1996, on dénombrait environ 300 garde-forestiers pour l'ensemble de la province de Lam Dong, soit une moyenne d'environ 18 km² de forêts (pluviale, de mousson, pin et bambou - voir la carte de 1992, figure 23, p. 148) par gardien.

6.4 Du monopole exclusif de l'État moderne

Les cent cinquante dernières années de l'histoire du Vietnam ont été particulièrement mouvementées. Sur le plan politique, le pays est passé au travers de nombreux et complexes soubresauts, pour déboucher sur un État moderne dont la filiation parentale avec son ancêtre du XIX^e siècle n'est pas toujours évidente. Sur le plan territorial, le dynamisme expansionniste des Viet s'est poursuivi, transformé sous l'impulsion des Français, accéléré par leur indépendance retrouvée: le domaine des montagnes, en particulier les forêts, s'il n'a pas vraiment été apprivoisé par les Viet, a du moins été domestiqué suffisamment pour qu'il soit intégré aux structures nationales (politiques, économiques, sociales, etc.).

Dans ces deux processus, intimement articulés, la colonisation agricole a joué un rôle crucial, principalement en raison de la redistribution de la population qu'elle a favorisée (voir De Koninck et Déry, 1997). Au fur et à mesure que les Viet se sont installés dans la région des Plateaux centraux, au fur et à mesure que l'État y pénétrait, jusque dans les zones les plus marginales, tous les systèmes traditionnels ont été graduellement incorporés, transformés, ou tout simplement détruits par le système de l'État moderne, lequel, monopolisateur, ne peut souffrir d'autres structures. Le Vietnam est ainsi passé d'une territorialisation multiple à une territorialisation unique.

6.4.1 De la territorialisation multiple à une territorialisation unique²³³

«Sur un seul et même territoire il peut exister des corporations en nombre indéterminé, mais il n'y a de place que pour un seul État.»
(Jellinek, 1913, p. 20)

La territorialisation, c'est l'appropriation concrète ou abstraite, par exemple, par la représentation d'un espace: l'acteur «territorialise» l'espace (Raffestin, 1980, p. 129). L'espace est antérieur au territoire. Le territoire est un «*espace dans lequel on a projeté du travail, soit de l'énergie et de l'information, et qui, par conséquent, révèle des relations toutes marquées par le pouvoir*» (*id.*, p. 129). Ainsi, au Vietnam, à l'arrivée des Français, on trouvait de nombreux systèmes territorialisés, concurrents, juxtaposés, dont les interfaces étaient parfois larges, mouvantes et imprécises, parfois rigides et limitatives. Chacun de ces systèmes pouvait être lié aux autres par des réseaux commerciaux, des liens de vassalité, ou être tout simplement indépendant. Sur le territoire des Viet, i.e. les basses terres, l'État ne contrôlait même pas tous les systèmes: les

²³³Cette idée de territorialisations multiple et unique a été exprimée d'abord par Stéphane Bernard dans un projet de recherche doctorale. Le développement qui suit est en grande partie redevable des discussions que lui et moi avons eues en 1997, avant que nous ne présentions nos projets de thèse respectifs.

villages (*xa*) en général, et les communautés catholiques, présentes dès les XVII^e et XVIII^e siècles, en particulier, conservaient un fort degré d'autonomie.

C'est donc à ce moment (fin XIX^e siècle), que l'État colonial instauré par les Français a commencé à démanteler certaines des structures territorialisantes du Vietnam. L'introduction et surtout la diffusion d'un contrôle étatique serré, basé, non plus sur la communauté villageoise, mais sur l'individu, a contribué à rassembler graduellement, sous un même chapiteau, les «territorialisations» périphériques, tout en détruisant celles, concurrentes, qui avaient persisté jusque-là. Avec les indépendances acquises au milieu du XX^e siècle (Nord et Sud), l'unicité de la territorialisation a été placée au cœur des programmes politiques tant au Nord qu'au Sud. Réunir sous un même État tous les peuples habitant les anciennes régions du Tonkin, de l'Annam et de la Cochinchine est alors devenu l'objectif à atteindre, et à poursuivre avec une intensité toute particulière dans les régions de montagnes. Raffestin avait bien saisi ce problème:

«La composition de la population, qu'elle soit envisagée des points de vue ethnique, linguistique ou religieux, est abordée le plus souvent à travers la catégorie homogénéité vs hétérogénéité. L'homogénéité étant perçue comme une condition favorable à la survie de l'État alors que l'hétérogénéité est une condition plus défavorable. (...) L'État [cherche] à unifier, à rendre identique par tous les moyens. L'État craint les différences et par conséquent ne veut voir qu'une face des choses» (Raffestin, 1980, p. 22).

Au Nord, l'abolition des zones autonomes (Tay-Meo, du Viet-Bac et du district autonome de Tua Chua) a d'ailleurs constitué un pas vers l'atteinte de ces objectifs.

À partir de 1975, le nouvel État vietnamien a cherché à supprimer les derniers systèmes «territorialisant» qui pouvaient rester. *«Pour instaurer le socialisme, on ne s'appuie pas sur les communautés traditionnelles, on commence par les démolir, afin de libérer la paysannerie de toutes les entraves idéologiques qui bridait les esprits, pour les recréer à un niveau supérieur» (Nguyen Khac Vien, 1970, p. 115)²³⁴. L'auteur aurait pu dire, en fait, «pour bâtir l'État moderne vietnamien, qu'il soit socialiste ou non». «Or, trente ans de socialisme n'ont pu venir à bout des structures sociales traditionnelles» (Taillard, 1983, p.122). Dans ce cas-ci, Taillard ne précise pas ici de quelles structures sociales traditionnelles il s'agit, ni si elles ne concernent que les Viet du Nord.*

Dans certaines régions des Plateaux centraux, malgré tous les efforts de l'État pour éliminer les systèmes traditionnels, des groupes pratiquaient encore, jusqu'à récemment, des activités traditionnelles, comme l'essartage, hors du champs de vision de l'État. Mais ces formes

²³⁴ Aussi cité par Taillard (1983, p. 121).

d'organisation spatiale traditionnelle semblent ne plus apparaître qu'à l'état résiduel, tout comme la forêt d'ailleurs.

6.4.2 Des relations de pouvoir

Si l'organisation territoriale a changé depuis 150 ans, celle des relations impliquant la population a aussi été transformée. Et encore une fois, la colonisation agricole y a contribué fortement. En fait, il est même permis de penser que la colonisation agricole constitue un puissant *agent de modification des relations de pouvoir*.

D'une part, il apparaît certain que l'emprise de l'État sur le colon est plus grande que sur le villageois bien établi. Celui-ci s'inscrit dans un espace social au maillage serré, hiérarchisé, solidement implanté. Le colon, pour sa part, est déstabilisé, car généralement il n'a plus d'attaches, ou celles-ci demeurent lâches. Il est souvent pauvre, donc, à la merci du bon vouloir des autorités. Dans les fronts pionniers des Plateaux centraux, cette situation est exacerbée par le fait que l'environnement montagneux est totalement nouveau pour le migrant viet. La cohésion interne du village pionnier y demeure très faible en comparaison de celle qui anime les villages anciennement établis²³⁵.

D'autre part, les relations de pouvoir entre groupes ethniques, sur le plan individuel ou villageois, ont aussi été transformées par la colonisation agricole. Comme la terre appartient maintenant à l'État, les grands «propriétaires fonciers» qu'étaient les autochtones de la région des Plateaux centraux ne disposent plus que de terrains considérablement réduits. La colonisation agricole, qui, dans le contexte du Vietnam, est un processus essentiellement viet, a graduellement miné l'autonomie du Montagnard et l'intègre de façon durable au système unique de l'État vietnamien.

²³⁵Renseignements obtenus lors d'enquêtes menées dans la province de Lam Dong en 1996 et 1997 (voir Annexe B). Voir aussi Popkin (1979) et Gourou (1936).

Chapitre 7

CONCLUSION

«Le savoir dérange le pouvoir.»
(Fossaert, 1996, p. 85)

7.1 La colonisation agricole au Vietnam: la trame de l'histoire et le coeur de sa géographie

Au Vietnam, l'histoire du pays passe par l'histoire de la colonisation agricole. Celle-ci fait partie de l'histoire vietnamienne comme la conquête du Far West meuble la mémoire étasunienne. Selon Le Thanh Khoi (1981, p. 163), la Nam Tien, la marche vers le Sud, représente la trame de l'histoire des Viet. À mon avis, plus que la seule marche vers le sud, la colonisation agricole constitue une «trame» de l'histoire du Vietnam: cette trame est beaucoup plus englobante, plus large, plus universelle. Certes, la Nam Tien constitue l'axe central initial de la formation territoriale du Vietnam moderne, mais cette migration a trouvé son terme dans le delta du Mékong bien avant l'arrivée des Français au milieu du XIX^e siècle et n'a concerné que les basses terres. La trame «colonisation agricole», pour sa part, était déjà en action bien avant l'indépendance acquise en 939, et, relancée par les Français, elle est demeurée active tout au long des XIX^e et XX^e siècles. D'ailleurs, elle est toujours au centre, sinon des actualités, du moins de l'histoire et de la géographie du pays. La colonisation des Plateaux centraux du Vietnam par les Viet apparaît ainsi comme une suite logique dans le cours de leur histoire.

Depuis qu'ils ont arraché leur indépendance à la Chine, les Viet ont toujours eu un exutoire pour déverser les surplus de population: d'abord vers le Sud, vers les plaines côtières bordant la mer d'Asie du Sud-Est, aux dépens des Cham, ensuite vers le delta du Mékong, aux dépens des Khmers, et de plus en plus vers le coeur du pays khmer. L'arrivée des Français est venue modifier cette dynamique, ou plutôt l'orienter différemment, d'une part en créant des limites rigides là où il n'y avait eu par le passé que des zones tampons, et d'autre part, en favorisant, parfois sans véritable planification, la poursuite et le transfert de ce mouvement vers les

montagnes. Le Vietnam moderne a hérité de cette situation et l'a consolidée pour mieux prendre sa place sur l'échiquier régional et mondial.

Fer de lance de l'expansion politique, outil de redistribution de la population, outil de consolidation de l'administration, la colonisation agricole, au cours de cette évolution, a représenté un symbole de pouvoir et de domination: domination et contrôle des populations, d'abord les Cham, puis les Khmers, et enfin, les Montagnards; domination de la nature, d'abord par l'endiguement du fleuve Rouge et de son delta, puis le drainage d'une partie du delta du Mékong, et enfin le déboisement des montagnes de la Chaîne annamitique.

Il ne s'agit pas ici de présenter cette évolution comme une destinée manifeste, inéluctable, au contraire²³⁶, mais bien de saisir le sens de cette progression territoriale. Certes, d'une part, l'État n'est pas le seul responsable du succès des entreprises de colonisation agricole: très souvent, les colons ont été laissés à eux-mêmes, et seul le caractère débrouillard des migrants leur a permis de survivre. Et d'autre part, il ne s'agit pas non plus d'accorder à la colonisation agricole, malgré toute la place qu'elle occupe dans l'histoire, tout le crédit des transformations qu'a connues le pays²³⁷.

Cette omniprésence de la colonisation agricole dans l'histoire du pays n'a d'égal que son implication au coeur de la géographie actuelle. Elle s'inscrit au centre du processus de développement édifié par les gouvernements des 25 dernières années. Qu'il s'agisse de la quête de l'autosuffisance alimentaire, de l'augmentation des revenus de l'État, en particulier par le biais des cultures commerciales, de la gestion et de l'exploitation des ressources naturelles, et même de développement urbain et industriel, la colonisation agricole, et plus généralement l'expansion agricole, sont demeurées impliquées plus ou moins directement. Les conséquences territoriales de ce processus de développement auquel participe la colonisation agricole s'articulent autour de deux axes principaux: le recul des forêts et l'intégration des ethnies minoritaires.

²³⁶D'ailleurs, Regaud (1992, p. 38) le rappelle bien, dans le cadre de l'invasion du Cambodge par le Vietnam en 1978-1979.

²³⁷Cette position pourrait évidemment être débattue. En fait, elle constituerait une hypothèse de recherche intéressante; car il est possible que ce soit le cas. Pour le moment, il est impossible d'adhérer totalement à cette idée.

7.2 La forêt, une structure archaïque incompatible avec l'État moderne?

«Our ability to control nature is so extensive that it is difficult for us to accept that change is a fundamental dynamic of nature.»

(Gayton, 1997, p. 34)

«Une forêt n'en est plus une si elle vient à perdre la vie sauvage qu'elle est censée protéger.»

(Harrison, 1992, p. 115)

«Le recul continue et continuera tant et aussi longtemps que les véritables causes, tant les causes impératives que les causes contingentes ou éphémères, et surtout que les agents et mécanismes de la déforestation ne seront pas cernés et reconstitués; que toutes leurs articulations n'auront pas été bien comprises; et que leur action n'aura pas été réduite, voire stoppée.»

(De Koninck, 1997a, p. 10)

La sévère déforestation qui a frappé le Vietnam au cours des dernières décennies a été causée d'abord par la colonisation agricole pratiquée par les Viet (voir aussi De Koninck, 1997a). L'examen du cas de la province de Lam Dong, et plus précisément du district de Lam Ha, le confirme. Et ce mouvement migratoire a été associé de près au développement et à la naissance de l'État moderne vietnamien. Mais les Viet ne sont pas les seuls dans cette situation. Par exemple, entre les X^e et XVIII^e siècle, une grande partie du développement de l'Europe de l'Ouest a été basée sur l'expansion agricole aux dépens des forêts (Duby, 1962; Debeir *et al.*, 1986; Déry, 1996), alors que l'on assistait à la naissance et à la consolidation des premiers États modernes. Il semble donc y avoir un lien causal fort entre, d'une part, la colonisation agricole et le développement d'un État moderne, et, d'autre part, le recul prononcé des forêts.

La forêt peut-elle donc être moderne? La forêt peut-elle faire partie d'un système étatique moderne sans perdre son essence, sans être dénaturée, domestiquée? Ne représente-elle pas un vestige d'un mode d'organisation traditionnel, passéiste, dépassé, un système qui doit aussi être intégré dans celui de l'État moderne? Par définition, l'État moderne a besoin de «voir» le mieux possible son territoire, de le domestiquer, de l'enserrer dans un réseau (Raffestin, 1980, p. 33). Dans cette optique, le type de relation à la forêt entretenu par plusieurs groupes montagnards n'a-t-il pas justement empêché la naissance d'un État dans ces régions, favorisant plutôt «l'hétérogénéisation» des sociétés que leur homogénéisation et leur consolidation en un seul État?

La colonisation agricole viet est venue bouleverser la relation aux territoires des Montagnards, et en particulier leur relation à la forêt. Mais quelle a été l'influence de la disparition des forêts sur le mode de vie de ceux dont le quotidien en dépendait? La vietnamisation (en faisant ici référence

au pays, à l'État du Vietnam) des forêts entraînera-t-il la vietnamisation des peuples qui l'habitaient? Il semble que oui!

7.3 Les montagnards et l'État vietnamien: inéluctable vietnamisation?

«(...) les Montagnards (...). Leur isolement multiséculaire dans les forêts est définitivement rompu. Ils ont pris contact avec d'autres hommes, d'autres modes de penser, de vivre, de travailler: le phénomène d'acculturation joue intensément.»

(Seitz, 1975, p. 123).

Ceux qui ont travaillé à la promotion des groupes montagnards des Plateaux centraux, par exemple, Sabatier, Seitz, où les Rédemptoristes de Fyan, avaient bien compris que la colonisation agricole viet représentait une menace pour le style de vie des Montagnards.

À la base, il semble y avoir une incompatibilité entre les deux visions de la relation à la terre. Chez les Viet, et aussi chez les groupes apparentés, tels les Chams ou les Khmers, par exemple, la terre en friche, et encore plus la forêt, appartenaient traditionnellement à tous. Ainsi, s'agissant de la terre, *«celui qui la met en valeur devient propriétaire. Par contre, s'il l'abandonne, il perd son droit de propriété qui passe à celui qui la cultivera»* (Le Thanh Khoi, 1981, p. 136). Chez la plupart des groupes autochtones de la région des Plateaux centraux, le système «foncier», au moins jusqu'à la fin de la période coloniale française, incluait les jachères et les forêts. Ce qui semblait alors inoccupé aux yeux des Viet, ou même des Occidentaux, était en fait géré, réglementé, et possédé²³⁸.

Le tableau dressé ici confirme ce que d'autres ont déjà bien expliqué²³⁹, à savoir que les ethnies montagnardes en général, et celles du Lam Dong en particulier, ne sont pas les principaux destructeurs de la forêt²⁴⁰. D'abord le faible nombre des Montagnards ne leur a tout simplement pas permis de menacer leur patrimoine environnemental. Mais évidemment, à l'heure actuelle, la pression démographique globale est telle que la pratique de l'agriculture itinérante s'avère un luxe déjà annoncé par Spencer en 1966.

Mais surtout, la progression de l'agriculture, l'amélioration des infrastructures routières, des communications, des réseaux de la santé et de l'éducation, toutes choses en grande partie liées à la progression démographique des Viet sur le territoire, conduisent à son maillage de plus en plus serré par l'État, maillage à l'extérieur duquel les populations ne peuvent plus se mouvoir,

²³⁸Par exemple, voir Condominas, 1957; Boulbet, 1964, 1967 et 1975; Rossi, 1997.

²³⁹Par exemple, Boulbet, 1975; Dove, 1983; De Koninck, 1996 et 1997a.

²⁴⁰Plusieurs auteurs vietnamiens semblent encore le croire. Par exemple, Tran Si Thu (1992, p. 42); Nguyen Tran Cau (1995, p. 35); Bui Cach Tuyen (1995, p. 131).

sous peine d'y être ramenées de force, comme cela s'est produit avec le mouvement FULRO, de 1964 à 1987.

Pour les populations autochtones, comme les Ma ou les Koho du Lam Dong, qu'est-il souhaitable, jusqu'à quel point doivent-ils conserver leurs valeurs traditionnelles? Jusqu'à quel point doivent-ils intégrer les structures modernes proposées ou imposées par les Viet? Ces questions sont d'autant plus cruciales qu'elles suscitent des divergences d'opinion, généralement entre les générations, les jeunes assumant plus facilement les aspects de la modernité. À long terme, la vietnamisation est-elle inéluctable?

7.4 Les défis posés par la colonisation agricole

Si les bouleversements provoqués par la colonisation agricole amènent de tels questionnements, sa compréhension, son contrôle et sa gestion dans le cadre du Vietnam posent des défis vraiment ardues à relever; et deux sont particulièrement cruciaux pour l'avenir des Plateaux centraux.

Le premier, le phénomène de la migration spontanée, constitue l'une des deux facettes de la colonisation agricole, l'autre étant, bien sûr, la migration organisée. Au Vietnam, ce phénomène est sûrement aussi ancien que la colonisation agricole elle-même, mais dans la province de Lam Dong, il a pris une ampleur sans précédent depuis la fin des années 1980.

À l'échelle provinciale, la migration spontanée constitue un défi surtout pour la province d'accueil. En effet, les personnes qui migrent librement demeurent généralement en situation d'illégalité pendant quelques mois, parfois quelques années. Or, ces illégaux ne sont évidemment pas inclus dans les données de population qui servent à répartir les montants destinés aux budgets provinciaux. Concrètement, cela signifie que, par exemple, les écoles ou les services de santé ne disposent pas des moyens financiers nécessaires pour desservir les populations comprises sur leurs territoires respectifs. Des négociations avec les provinces d'origine des migrants pourraient aboutir à des ententes (à moins que ce ne soit déjà fait à l'heure actuelle), mais les dirigeants de celles-ci, particulièrement dans les zones extrêmement peuplées du Delta du fleuve Rouge, apprécient, en général, de pouvoir se départir d'une partie de la population sans rien avoir à déboursier.

Le problème, qui inquiète les autorités provinciales, constitue un réel casse-tête aussi pour celles de la commune. Dans leur cas, il ne s'agit pas tant des allocations budgétaires que de la disparition des ressources forestières et de la dégradation de l'environnement local (érosion, par exemple). Dans bien des cas, la migration spontanée se déroule de façon assez anarchique, sans planification. D'ailleurs, les fonctionnaires de la commune demeurent un peu à la merci des

décisions prises aux échelons supérieurs²⁴¹. La gestion de cette illégalité n'est pas chose facile, particulièrement pour les garde-forestiers, pris entre l'arbre et l'écorce, en quelque sorte. La population est pauvre et, dans les conditions actuelles, elle a besoin de terre pour survivre; les arbres doivent cependant être préservés, d'où le dilemme.

Par ailleurs des filières migratoires ont même été identifiées entre des districts du Nord ou du Centre du Vietnam et certaines communes de la province de Lam Dong, les exemples des communes de Quang Ngai (district de Cat Tien) et Hoai Duc (district de Lam Ha) étant parmi les plus éloquents (voir De Koninck *et al.*, 1996). En général, la présence de parents ou de connaissances déjà sur place dans la zone de colonisation agit comme un catalyseur de la migration.

Une meilleure compréhension de ce phénomène, en particulier des raisons qui poussent les gens à partir, et des conditions spécifiques de son déroulement pourra certainement contribuer à en améliorer la gestion²⁴².

Le deuxième défi consiste à amoindrir, sinon éliminer, les effets négatifs de la concurrence entre les politiques agricoles et environnementales. En effet, tant que les unes et les autres seront définies séparément, sans réelle coordination, leur mise en oeuvre sur le terrain continuera d'être problématique et de créer des frictions. Le recours à des pratiques agroforestières - cette idée semble faire son chemin dans l'appareil gouvernemental vietnamien - se présente comme une voie avantageuse à suivre, mais il faudra que les efforts consentis soient adaptés aux situations locales²⁴³. L'essartage tel que pratiqué traditionnellement par la plupart des Montagnards de la province de Lam Dong, consistait en une forme d'agroforesterie parfaitement adaptée au milieu local, avant que les équilibres ne soient bouleversés. Ce «retour» à des pratiques agroforestières témoigne bien de l'incompatibilité entre la forêt incontrôlée et l'État moderne: les seules pratiques agroforestières valables aux yeux de l'État sont celles qu'il peut contrôler, domestiquer. Depuis 150 ans, tous les États qui ont gouverné le Vietnam ont tenté de mettre fin à la pratique de l'essartage. Et maintenant qu'elle est pratiquement éliminée, on revient à des méthodes culturelles qui s'en inspirent. La concurrence déloyale actuelle entre le développement agricole et la préservation, ou le développement du domaine forestier (au profit du premier bien sûr) nécessite

²⁴¹Dans la commune de Da Don, on m'a raconté (octobre 1996) qu'un autobus était arrivé à 4h00 un matin, en provenance du Nord, remplis de personnes voulant s'installer sur place. La première réaction des autorités de la commune a été de vouloir les retourner au Nord. Après consultation des autorités de la province d'origine (Hai Hung), et probablement de celle de la province de Lam Dong, les autorités locales ont finalement accepté de les garder. Les nouveaux arrivants se sont installés sur des terres destinées à des usages sylvicoles.

²⁴²Il faut rappeler que M. Tran Dac Dan réalise actuellement une thèse de doctorat sur ce thème.

²⁴³Dans le cadre du projet *Le défi forestier au Vietnam*, un autre Vietnamien, M. Pham Thanh Hai, prépare un mémoire de maîtrise sur cette question appliquée à une région du Nord du Vietnam. Il étudie le cas de la province de Phu Tho.

que les décideurs et les acteurs locaux travaillent de concert, en faisant converger leurs intérêts respectifs, et surtout en tenant compte des limites et des avantages tant de l'agriculture que de la foresterie, pour l'instant, en donnant la priorité à cette dernière.

Le règlement du problème des migrations spontanées et la coordination des politiques agricoles et environnementales représentent de réels défis que les décideurs vietnamiens devront s'appliquer à solutionner pour arrêter la détérioration du milieu de vie des populations des Plateaux centraux et leur assurer un meilleur avenir.

ANNEXE A

Quelques mises au point conceptuelles supplémentaires

L'éventail conceptuel de la recherche est très large. Les concepts qui se rattachent à des chapitres spécifiques de la thèse font l'objet d'un examen à l'intérieur même de ce chapitre: colonisation agricole (chapitre 1); structures et dynamiques traditionnelles (chapitre 2); État moderne (chapitre 6). Quelques précisions sont évoquées ici concernant des termes ou concepts plus généraux (territoire, forêt versus sol forestier, déforestation versus déboisement). Enfin, d'autres termes, utiles mais déjà définis ailleurs, ne sont pas repris ici: par exemple, la notion de dégradation de la forêt (Bernard, 1995, p. 18-19), ou celle d'essartage (Barrau, 1972).

Le territoire: «Le territoire peut être défini comme la portion de la surface terrestre, appropriée par un groupe social pour assurer sa reproduction et la satisfaction de ses besoins vitaux» (Le Berre, 1992, p. 622). Selon Le Berre, on peut y rattacher trois idées: domination (le pouvoir), aire (contrôle territorial), et limites (matérialisées par des frontières) (*id.*, p. 618). On peut aussi ajouter que tout territoire résulte d'un processus d'appropriation d'une portion de l'espace terrestre par un groupe social (*id.*, p. 623): *«donner un nom, c'est créer la première relation de dépendance entre un lieu et son inventeur»* (*id.*, p. 637). Il faut noter que Raffestin avait déjà abordé et analysé plusieurs de ces idées auparavant (1980, 1984 et 1986a et b).

Lorsqu'un groupe social s'approprie (*i.e.* donne un nom, dresse la carte, dénombre la population ou les ressources, prend possession politiquement, etc.) un espace extérieur à son territoire, on dit qu'il « territorialise » l'espace: il projette du travail (énergie ou information) dans cet espace (Raffestin, 1980, p. 129). La nécessité pour l'État moderne de territorialiser tout son espace le rend totalement exclusif, c'est-à-dire qu'il ne tolère aucune forme d'organisation spatiale pouvant lui faire concurrence. Pour Bernard (1997), cette « territorialisation unique » caractérise l'État moderne alors que la « territorialisation multiple » s'applique aux formes étatiques pré-modernes. Au Vietnam, cette territorialisation marche main dans la main avec la colonisation agricole. Les Plateaux centraux constituent un bel exemple d'une région qui est graduellement passée d'une territorialisation multiple à une territorialisation unique (voir chapitres 3 et 6).

Les forêts vs les sols forestiers. Au Vietnam, quand on parle de forêt, il est primordial avant toute chose de distinguer les forêts proprement dites de ce qui est appelé les sols forestiers. Les

premières demeurent beaucoup moins étendues que ce qu'on peut croire, à cause justement de la confusion entre les deux termes. Le terme forêt (*rung*), tous degrés de dégradation confondus, ne pose pas de problème en soi. C'est l'expression sol forestier (*dat lam nghiep*) qui porte quelque peu à confusion parce que le sol n'est justement pas nécessairement forestier. Le terme qu'il traduit, incorrectement semble-t-il, *dat lam nghiep*, signifie plutôt que les sols concernés sont consacrés à des usages sylvicoles: conservation, entretien, régénération, reboisement, etc. De toute façon, si l'on se fie aux définitions des deux mots *sol* et *forestier*, le terme *sol forestier* est tout à fait inapproprié. D'une part, le terme «*sol*» renvoie à une notion beaucoup plus rattachée à la biogéographie, alors que le concept auquel l'expression *sol forestier* se rattache en est plutôt un de bureaucrate. D'autre part, l'adjectif *forestier* signifie: «*Qui est couvert de forêt, qui appartient à la forêt*» (Petit Robert, 1978, p. 806). Cela n'est pas nécessairement le cas dans le cas des sols dits forestiers. Il faudrait plutôt utiliser le terme sylvicole, qui fait référence à la sylviculture: c'est-à-dire à «*l'exploitation rationnelle des arbres forestiers...*» (Petit Robert, 1978, p. 1903). Les expressions *territoire sylvicole* ou *terres consacrées à la sylviculture* ou à la *foresterie* seraient plus acceptables.

Enfin, il convient de distinguer la déforestation du déboisement. La déforestation constitue un processus au terme duquel plus de 90% d'un territoire est délesté de ses forêts. Ce processus inclut un déboisement initial et une conversion du sol à un autre usage. Le déboisement n'est qu'une action ponctuelle.

ANNEXE B

Méthodologie de la recherche: le terrain

Les enquêtes de terrain ont été réalisées en trois étapes, qui n'étaient pas prévues comme telles à l'avance, il faut le mentionner. La principale contrainte dans ce déroulement était d'ordre monétaire: au début je ne disposais pas de fonds suffisants pour partir pour un long stage. Les possibilités sont apparues ponctuellement, au fur et à mesure de la progression de la thèse. En fait, ce n'est qu'après coup qu'il est possible de jeter un regard critique et éclairé sur la progression de la recherche et sur les méthodes employées. Avant mon premier stage, financé par le Centre Canada-ASEAN en janvier et février 1996, la lecture du livre de Raffestin, *Pour une géographie du pouvoir*, m'avait grandement inspiré. J'ai donc élaboré, à partir des énoncés théoriques de Raffestin, un plan d'enquête de terrain en ayant en tête de les tester pour le cas du Vietnam. La réalité du Vietnam s'est rapidement chargée d'orienter mon travail, et surtout de dégonfler mes objectifs. Au total, cependant, ce premier stage s'est avéré crucial pour la suite de mon projet. Outre le fait qu'il m'a permis d'entrer en contact avec la réalité du Vietnam, il m'a servi de point d'appui pour organiser un deuxième stage plus long (septembre à décembre 1996), et au cours duquel mon objectif premier était de récolter des données plus précises et suffisamment nombreuses pour pouvoir bien documenter la question de la colonisation agricole à l'échelle locale, et donc, objectif ultime, d'en faire une thèse.

Concrètement, lors de mon premier stage, 25 communes, réparties dans trois districts de la province de Lam Dong, ont été visitées. Il s'agissait d'entrevues avec les chefs de commune, le plus souvent par le biais d'un interprète, mais en présence de fonctionnaires locaux - souvent de la police. Malgré le caractère «limitatif» de ces enquêtes, du fait d'une surveillance quasi-continue, elles m'ont permis de dresser un portrait socio-économique général des communes visitées pour en faire une base de comparaison. Les districts avaient été choisis par les partenaires vietnamiens (phase 1 du projet, *Le défi forestier au Vietnam*) surtout en fonction d'intérêts logistiques (possibilité de réalisation du projet et contacts sur place - ce qui est loin d'être négligeable au Vietnam). Il s'agissait des districts de Cat Tien, Lam Ha et Don Duong.

Les questions démographique et ethnique étaient les plus importantes pour choisir des sites de recherche spécifiques. Les portraits migratoires, agricoles et forestiers ont tous été conditionnés (et ils le seront toujours) par le peuplement (qualité et quantité). Les principales questions posées

aux fonctionnaires locaux concernaient donc la population: nombre, répartition, distribution ethnique, principales étapes du peuplement, principales actions de l'État visant à modifier la situation du peuplement, etc. (voir questionnaire 1 à la fin de cette annexe). Au cours de ce stage, seules des enquêtes auprès des autorités locales (districts et communes) ont été conduites; quelques rencontres ponctuelles avec des paysans m'ont cependant permis d'en comprendre un peu plus sur les situations agricoles et forestières de la région.

Le choix des communes à étudier a été fait en fonction de la présence de situations effectivement ou potentiellement conflictuelles à l'échelle locale, mais qu'on retrouve aussi à l'échelle nationale: présence de Viet et de Montagnards dans la même région, dont la répartition se divise en trois zones: exclusivement viet, mixte, et dominée largement par les Montagnards; colonisation agricole aux dépens des forêts et sédentarisation des peuples essarteurs; zones de fortes et zones de faibles densités de population.

Une fois le choix du site de recherche confirmé²⁴⁴, il m'a fallu élaborer une stratégie pour mon deuxième stage. Pour celui-ci, j'ai obtenu du financement de la part du Fonds FCAR, ainsi que du CRDI, ce dernier dans le cadre du projet *Le défi forestier au Vietnam* (93-1006). Cette fois, la collaboration de l'équipe de ce qui s'appelait alors l'Université d'Agriculture et de Foresterie de Thu Duc (Ho Chi Minh-Ville, aujourd'hui École), s'est avérée tout aussi indispensable, en particulier les contacts pour ouvrir les portes et pour m'empêcher de m'enliser dans les dédales des administrations provinciales et locales.

Plus précisément, il s'agissait: 1) de dresser un portrait socio-économique et politique évolutif le plus précis possible pour les trois communes étudiées (Hoai Duc, Da Don et Phi Lieng), ainsi que plus généralement du district de Lam Ha, où elles sont situées; donc retracer l'évolution (rythme et ampleur) du front pionnier pour ces communes; le même objectif s'appliquait pour l'ensemble de la province de Lam Dong, mais à un niveau plus global; 2) de dresser un portrait détaillé des interventions des différents paliers administratifs au niveau du territoire et des populations, le but étant de comprendre comment est géré le territoire et les gens qui l'habitent, et surtout qui le gère et qui intervient dans sa gestion; et enfin 3) de dresser le portrait des conditions dans lesquelles s'est déroulée la colonisation agricole pour l'ensemble du Vietnam.

Initialement, je croyais pouvoir obtenir la plupart des informations importantes auprès d'un nombre restreint *d'administrateurs des différents paliers gouvernementaux* pour ensuite me consacrer à fond à des entrevues auprès des paysans. J'avais donc préparé un questionnaire en

²⁴⁴ J'en ai d'ailleurs présenté les principaux aspects dans une communication en mai 1996, au Congrès des Sociétés Savantes (Brock University, St-Catharines).

conséquence, les réponses que j'obtiendrais devant me permettre de reconstituer l'évolution administrative, politique, économique, démographique, etc., de ma région d'étude. Malheureusement, cela n'a pu se réaliser de cette façon: en fait les renseignements dont j'avais besoin étaient disséminés dans plusieurs bureaux différents et exclusifs les uns aux autres. Il m'a donc fallu faire le tour et adapter mon questionnaire en conséquence. Le questionnaire 2 (voir à la fin de cette annexe) a donc seulement servi de repère pour les entrevues. En premier lieu, il s'est agi de reconstituer le schéma administratif de gestion du territoire et des populations (voir figure 12, p. 93). Qui gère quoi, où, comment, avec quels moyens? Auprès des autorités locales, ensuite, l'accent a été porté sur la reconstitution de l'évolution du peuplement, avec en parallèle l'évolution agricole et forestière, ainsi que sur leur propre participation à la gestion du territoire.

Pour les enquêtes *auprès des paysans*, un questionnaire différent avait été élaboré (questionnaire 3); il avait pour but premier de contribuer à la reconstitution de l'évolution du front pionnier, ou plutôt de confronter et/ou préciser les informations obtenues auprès des administrateurs concernant cette même évolution. Le deuxième objectif était de vérifier les conditions dans lesquelles se déroule la colonisation agricole à l'échelle locale. Il s'est rapidement avéré que ce questionnaire était beaucoup trop long et pas assez serré. Un deuxième questionnaire, plus succinct et mieux équilibré, fut élaboré (questionnaire 4). Je dois rappeler que j'étais toujours accompagné par quelqu'un de l'UAF (EAF) sur le terrain. Le questionnaire ne fut pas distribué aux gens. On a plutôt préconisé l'interview direct. Mon «conseiller-interprète» posait les questions de vive voix et les gens répondaient; il me traduisait leurs réponses. Ma connaissance de la langue vietnamienne m'a tout de même bien servi: trop mince pour que je puisse conduire les enquêtes seul, elle était suffisante pour que je puisse suivre et même intervenir dans leur déroulement. Les questions sensibles nécessitaient parfois de telles interventions. Cela dépendait en fait de la qualité de la personne interviewée (appartenance ethnique, âge, éducation, profession), mais aussi de l'expérience de mon conseiller-interprète. Par ailleurs, bien que relativement fermé, le questionnaire laissait place à l'approfondissement de questions connexes, en fonction de l'expérience des gens interviewés (par exemple, participation directe aux Jeunes volontaires des NZE, à la sécurité de la commune, travail dans l'administration, arrivée sur place il y a plusieurs années, etc.). Les informations obtenues de ces «questions connexes» se sont avérées très utiles. Ce questionnaire était divisé en six parties: informations générales, migration, agriculture et terre, économie, relations avec l'État, et divers.

La localisation de la maison a été le premier critère de sélection des paysans. Il s'agissait d'abord de rencontrer des gens dans chacun des hameaux, mais ensuite, à l'intérieur de chaque hameau, de choisir des maisons situées à des étapes différentes de la progression du front pionnier. Dans

certains cas, cette méthode s'est avérée très efficace pour retracer les étapes et les conditions de l'évolution du front pionnier, comme par exemple dans presque tous les hameaux de la commune de Hoai Duc, le hameau #4 à Da Don, ou le hameau central à Phi Lieng. Dans les autres cas, pour la plupart des hameaux à Da Don ou à Phi Lieng par exemple, cette façon de procéder était moins applicable. Les minorités autochtones qu'on y trouve, qui sont encore en majorité à Phi Lieng, ne se sont pas installées graduellement: ils sont sur place depuis fort longtemps. Pour ces cas-là, les personnes plus âgées ou plus instruites étaient davantage recherchées.

Chez les paysans, les informations recueillies n'ont fourni que des indices sur le niveau de vie actuel des gens et sur le déroulement des migrations. Le fait que je n'aie pas conduit d'enquête systématique auprès d'un grand groupe (au total quelque 55 entrevues auprès des paysans, réparties essentiellement dans trois communes), par exemple un hameau spécifique, pour en retirer des analyses statistiques empêche toute généralisation des résultats. Cependant, une enquête de ce type n'aurait pas permis, compte tenu des contraintes monétaires et temporelles (et peut-être même «fonctionnaires» - cela n'aurait peut-être pas été permis) de comprendre le processus de progression du front pionnier à plusieurs échelles, une des facettes originales de cette thèse, et de replacer les informations récoltées au niveau local dans un contexte plus général. Cependant, certaines informations, sur lesquelles une majorité d'interviewés s'accordent, comme par exemple les raisons du départ du Nord pour aller vers le Sud ou le choix de la province de Lam Dong comme terre d'accueil²⁴⁵, peuvent être pris en considération si les nuances appropriées sont indiquées.

Une des difficultés rencontrées lors de ce stage, en plus de la diversité des intervenants à rencontrer, c'est la quasi-absence de données ou de perspective historiques dans les bureaux gouvernementaux. Plusieurs bureaux sont de création récente (ex: celui de vulgarisation agricole - 1993). Tout ce qui a été réalisé avant est souvent inconnu ou non disponible ou disparu avec les anciens responsables. Même au niveau du district de Lam Ha, dont la création remonte à 1987, il apparaît difficile de trouver des données sur la situation antérieure. Même à Duc Trong (district à partir duquel Lam Ha a été créé), peu de choses existent au sujet de la région de Lam Ha avant sa création. Cette situation est encore pire au niveau des hameaux. Les données, lorsqu'elles sont disponibles, concernent la population ou les superficies cultivées pour l'année

²⁴⁵ Le critère de la pauvreté (trop de monde, pas suffisamment de terre, difficultés économiques) est celui qui a été évoqué le plus souvent: 24 fois sur un total de 44 entrevues auprès de Viet (seulement ceux qui en ont directement parlé; en fait, cela concerne probablement plus de 80% des migrants). La connaissance la région d'accueil (parent sur place, militaire, autre) a été nommée 11 fois, essentiellement la filière «Hoai Duc», alors que les catastrophes et les problèmes climatiques ont été invoqués 5 fois, par des gens originaires des provinces centrales (Nghe An, par exemple).

en cours ou l'année d'avant, mais il semble impossible d'en obtenir pour les années précédentes (sauf pour les superficies plantées en café de la commune de Hoai Duc).

Par ailleurs il faut noter que le fait d'avoir plus d'un conseiller pour m'accompagner sur le terrain n'a pas été une façon idéale de travailler, même si c'était la seule solution réalisable à ce moment. J'ai bien sûr pu profiter de leurs connaissances propres et de leur savoir-faire respectifs; et il est évident que les gens qui ont travaillé avec moi ont été d'une efficacité exemplaire dans le travail qu'ils ont accompli, chacun selon ses compétences personnelles. Mais il reste que, pris dans son ensemble, le travail a manqué de suivi. Il y a eu aussi beaucoup de pertes de temps et d'énergie, à cause des multiples déplacements. Dans la plupart des cas, les conseillers consacraient en moyenne trois jours sur le terrain pour m'accompagner. Si l'on considère que la première journée était généralement perdue en entier à cause de leur déplacement vers Da Lat, et que la dernière l'était à moitié parce qu'ils retournaient à Ho Chi Minh-Ville dans l'après-midi, il ne restait plus qu'une journée et demie pour le travail. Pour eux, ce type d'horaire était épuisant; pour moi, je devais sans cesse réexpliquer où nous en étions; c'était plutôt décourageant.

Il faut signaler aussi que mon apprentissage de la langue vietnamienne, même s'il a progressé de façon considérable, ne fut pas suffisant pour que je puisse être autonome dans ma recherche. Il l'était pour tout le travail de base; mais des progrès substantiels restent encore à faire.

Enfin, j'ai eu la chance d'obtenir du financement pour un troisième stage (AUPELF-UREF, CRSH et CRDI), réalisé en juin 1997, soit six mois après la fin de mon deuxième stage. L'objectif était d'approfondir les questions soulevées par mes deux premiers stages, en particulier à l'échelle locale. Il s'est donc agi, d'une part, de choisir un hameau spécifique dans chacune des communes déjà étudiées, et d'y approfondir l'analyse de la colonisation agricole - surtout en y multipliant les entrevues, et, d'autre part, de tenter de compléter le portrait aux échelles du district et de la province. Dans les communes étudiées, les hameaux #6 de Hoai Duc, R'Lom de Da Don, et Poul de Phi Lieng ont été choisis.

Le questionnaire employé lors de ce stage (questionnaire 5) était sensiblement le même que celui de l'automne 1996. La partie concernant l'État a été quelque peu escamotée pour faire place à des questions sur les structures relationnelles. L'hypothèse selon laquelle les villages du Nord sont tissés plus serrés que ceux du Sud et des Plateaux Centraux a été vérifiée dans les villages étudiés (de façon globale, bien sûr). Cela pourrait d'ailleurs constituer une intéressante piste de recherche future. D'ailleurs, cette partie n'a pas toujours été complétée entièrement, en particulier lorsque plusieurs personnes interviewées provenaient de la même région du Nord.

Au total, donc, ces trois stages ont tout de même permis de constituer une belle séquence de travail pour atteindre les objectifs de la thèse: débroussaillage (1er stage), réflexion et préparation, enquêtes intensives (2e stage), travail avec les résultats, approfondissement et complètement des informations (3e stage).

QUESTIONNAIRE 1

VN-Questions à ^{note}répondre et renseignements à obtenir (Steve Déry)

22.01.96

- 1) Quelles sont les dispositions spatiales économiques, sociales, etc., imposées par le gouvernement dans les régions étudiées?
- 2) Est-ce-qu'il y a d'autres organismes (Cie ou autres) qui influencent les dispositions spatiales économiques, etc.?
- 3) Il faudra avoir la carte des districts étudiés concernant les sujets suivants:
a) géomorphologie (dépôts, drainages et pentes), b) hydrographie, c) climat, d) peuplements forestiers, e) répartition des villages, f) répartition des infrastructures routières (qui gère?) et éventuellement des autres infrastructures (électricité et autres).
- 4) Tracer une évolution spatiale grossière de la localisation des minorités ethniques.
- 5) Portrait ethnique spatial (grossier) d'une série de village (15-20) ou communes.
- 6) Portrait grossier des migrations (avant et après 1975, plus récentes) pour ces mêmes villages.
- 7) Connaître les conditions du processus de sédentarisation déjà effectué (portrait général).
- 8) Connaître l'évolution économique des régions étudiées (forêt --> agriculture --> industrie artisanale --> ? --> ?)
- 9) Connaître l'évolution des divisions administratives (provinces, districts, communes) et du pouvoir administratif (capitales respectives).
- 10) À qui profite a) les ressources forestières, b) les ressources agricoles, c) les ressources foncières?

NOTE: Les renseignements des questions 5 et 6 devront être récoltés avec l'aide de questionnaires (les questions 4, 7, 8, 9 et 10 pourraient aussi être incluses en fonction des renseignements déjà disponibles).

QUESTIONNAIRE 1 - vietnamien

Steve Déry, M.A.
 Département de Géographie
 Université Laval

Bảng Câu hỏi

Tên Xã hay thôn:

1. - Ngày thành lập xã hay thôn:

- Ngày dân đến:

Xã có bao nhiêu thôn vào các giai đoạn 1987, 1990, 1995

2. - Số hộ và số nhân khẩu, và tỷ lệ theo dân tộc: của xã hay thôn :

Tổng số

Chỉ tiêu	Số hộ	số nhân khẩu	Nam	Nữ
Tổng số nhân khẩu				
- Dân tộc				
+ Kinh				
+				
+				
+				

- Số sinh và số tử:

- Có bao nhiêu cặp vợ chồng kết hôn mỗi năm trong thời kỳ 1985-1995

3. - Diện tích của xã hay thôn:

4. - Có thể có bản đồ của xã hay thôn:

5. - Diễn biến số người di dân đến theo kế hoạch và tự phát:

Thời kỳ	Số hộ và số người đến	Theo Kế hoạch hay tự phát	Xuất xứ (từ đâu đến)

6. Diễn biến sử dụng đất theo thời gian:

- Lúc đầu đến ở đâu:

- Những người đến sau ở đâu:

7. Kiểu canh tác (Làm rẫy, ruộng, vườn, cây công nghiệp v.v) và diện tích của từng loại:

canh tác

Diện tích
(ha)

Năm bắt đầu

lưu 1 vu

lưu 2 vu

8. Tình hình định canh định cư đối với đồng bào dân tộc: Thời gian bắt đầu thực hiện chương trình định canh định cư, các biện pháp hỗ trợ của Nhà nước, các kết quả và tồn tại.

Thời gian	Biện pháp thực hiện	Dân tộc và số hộ	Kết quả đạt được

- Tổ chức kinh tế cổ truyền trước khi thực hiện việc định canh định cư:
- Các hoạt động kinh tế của nông hộ thay đổi ra sao sau khi định canh định cư

9. Diễn biến về tình hình kinh tế của xã hay thôn:

- Sự phát triển nông nghiệp và lâm nghiệp
- Sự phát triển công nghiệp, tiểu thủ công nghiệp, thương mại và dịch vụ



UNIVERSITÉ
LAVAL

*Le défi forestier
en Asie du Sud-Est*

Steve Déry, M. A.

Université Laval
Département de géographie
Faculté des Lettres
Pavillon Charles-De Wintéris
St-Foy, Québec G1K 7P4 CANADA

Tél. bur.: 318 656-3267
Télécopieur: 318 656-3268
Cour. élec.: NDÉROVICR@OGR19.A.M.CA

QUESTIONNAIRE 2

Questionnaire prévu pour les administrateurs (province, district, communes)

(* questions qui n'ont pas été abordées du tout)

NOTE: Comme mentionné au point 3.2, ce questionnaire n'a pas été utilisé tel quel. Il a plutôt été utilisé comme aide-mémoire. Les questions ont été abordées en fonction de la qualité et de la fonction de la personne rencontrée. D'autres questions non indiquées ici ont aussi été posées selon le type de renseignements que la personne pouvait nous fournir. Par exemple, au bureau de statistique de la province, toute une série de points ont été discutés en rapport avec les méthodes de collecte des informations, la fiabilité des différentes données statistiques, etc.

1) Nom? Âge? Fonction? Depuis quand? Travail avant?

2) Que savez-vous de l'évolution socio-économique et politique de la province (du district, de la commune, selon le cas)?

2.1) évolution des limites administratives?

2.2) lois sur l'agriculture, les forêts, l'utilisation du sol, la propriété foncière?

2.3) évolution de l'économie (types d'agriculture et liens aux marchés, investissements de l'État, industries, artisanat, etc.)?

2.4) infrastructures (année de construction et d'amélioration des routes nationales et provinciales (et/ou locales), ainsi que leur localisation; ponts, voies ferrées et autres infrastructures)?

2.5) Autres?

3) Quelles sont les ententes auxquelles vous participez concernant les NZE? Quelle est votre participation?

*4) Quel est l'État de l'occupation du territoire à Lâm Hà (des communes étudiées, Hoai Duc, Da Don et Phi Lieng) au niveau ethnique (sur une carte - kinh vs minorités)?

5) Dresser la carte de la sédentarisation des minorités ethniques à Lâm Hà. Villages à sédentariser - avant, lieu de relocalisation, nombre de personnes impliquées.

6) Quelles sont les conditions socio-économiques dans lesquelles s'est faite la sédentarisation (habitat, agriculture, jachères, commerce, autres)?

7) Dresser sur une carte les étapes de l'occupation du territoire de la commune?

8) Quelles sont les informations (statistiques et autres) disponibles ici concernant la province de Lam Dong, le district de Lâm Hà (+ les communes étudiées) sur les sujets suivants: population, économie, infrastructures, administration, santé, éducation, projets de développement futurs, autres?

9) Comment voyez-vous le développement futur de la province (district, commune) (axes à suivre pour améliorer les conditions de vie)?

QUESTIONNAIRE 3

Point généraux du questionnaire prévu pour rencontrer les paysans

- I) Intérêt général et migration (7 questions détaillées en 18 sous-questions)**
 - II) Paysage et son évolution (4 questions détaillées en 17 sous-questions)**
 - III) Économie (8 questions détaillées en 18 sous-questions)**
 - IV) Conditions de vie (5 quest. détaillées en 9 s-quest. X3 étapes)**
 - V) Propriété foncière (9 quest. détaillées en 14 s-q.)**
 - VI) Relations avec l'État (avec l'administration) (1 ques. détaillée en 10 s-q.)**
 - VII) Relations avec les minorités ethniques (3 ques. détaillées en 7 s-q.)**
 - VIII) Divers (3 questions)**
- TOTAL: 39 questions détaillées en 93 sous-questions)**

À ce questionnaire cinq questions en rapport avec la sédentarisation avaient été rajoutées pour les minorités autochtones. Le questionnaire qui a finalement été utilisé (ANNEXE 2c à la page suivante) ne comprend que 32 questions précises et ne comporte aucune sous-question. Mais il est bien évident que certains aspects ont été approfondis en fonction des intérêts de la recherche et des connaissances des gens interrogés. Ainsi donc la plupart des interviews ont débordé le cadre fixé.

.

QUESTIONNAIRE 4

Questionnaire utilisé lors des interviews avec les paysans

I) GÉNÉRAL

- | | |
|---------------------|---------------|
| I.1) Nom: | I.5) Enfants: |
| I.2) Age: | I.6) Ages: |
| I.3) Femme ou mari: | I.7) Ethnie: |
| I.4) Age: | |

II) MIGRATION

- II.1) Lieu de naissance:
- II.2) Date et lieu du mariage
- II.3) Arrivé ici quand:
- II.4) Vie où avant (tous les endroits avec les dates et les raisons de la migration):
- II.5) Raison du départ:
- II.6) Raison du choix de la province de Lâm Đông, du district de Lâm Hà, de cette commune:
- II.7) Quel était le travail avant:
- II.8) Avez-vous reçu une aide pour migrer?
- II.9) Si oui sous quelle forme (État, parents, etc.)?

III) AGRICULTURE ET TERRE

- III.1) Superficie totale occupée:
- III.2) Superficie agricole (distinguer les différentes cultures):
- III.3) Qualité foncière (propriété, location, autre):
- III.4) Date de l'achat (si tel est le cas) ou de début de location et prix:
- III.5) À votre arrivée quelle est l'utilisation du sol de la terre que vous achetez (ou louez)?
- III.6) Comment évolue cette utilisation du sol?
- III.7) Quels en sont les rendements agricoles?
- III.8) Quelle est la valeur actuelle de la terre?

IV) ÉCONOMIE

- IV.1) Quels étaient vos revenus avant de migrer ici (source)?
- IV.2) Quels étaient vos revenus à votre arrivée ici (source)?

IV.3) Quels sont vos revenus à l'heure actuelle (source)?

IV.4) Avez-vous d'autres sources de revenus que l'agriculture (bois, commerce, autres)?

V) ÉTAT

V.1) Combien de taxes payez-vous par année?

V.2) Avez-vous des subventions ou des prêts du gouvernement? Si oui, combien? Quel est le taux d'intérêt?

V.3) Avez-vous déjà participé à des séances de vulgarisation agricole ou forestière?

V.4) Y'a-t-il des services de santé à proximité ou des écoles (distance)?

VI) DIVERS

Hameau QUESTIONNAIRE 5 - français - vietnamien

I) Général

Nom:

Nom (puni-mai):

Âge:

Ethnie:

Enfants:

Âge: Ethnie:

II) MIGRATION

a) Lieu de naissance

* ^{Nom +} Parents où?

c) Arrivé quand (liste des lieux où vous avez vécu)

d) Pourquoi avoir quitté votre région natale? les autres lieux?

e) Pourquoi avoir choisi de venir ici (chaque lieu)?

f) métier au nord?

g) Aide pour migrer?

III) TERRE et AGRICULTURE

surface totale:

titres de terre:

c) Acquisition - superficie et évolution

d) qualité foncière?

f) achat? combien?

g) production - rendements?

h) valeur de la terre?

i) Qui est-ce qui pourrait vous aider à améliorer votre vie? (réussir ici)

IV) Économie

a) Revenus: Avant migration:

1^{ère} année après:

Aujourd'hui:

d) Autres revenus?

e) biens de consommation?

TV?

meubles?

...?

moto?

machinerie agricole?

g) ~~Et~~ problème (agriculture, litige foncier, argent, etc.)
fait quoi?

h) Quels ~~types~~ de relations avez-vous avec les autres kinds?
(voisins)?

VII DIVERS

a) lisez-vous les journaux? Lesquels?
fréquence?

b) Au Nord (d'où il vient) (à quel) principaux problèmes/avantages?
* Avant 1975, 1975-85, Depuis 85

c) Ici

d) Au Nord, fait quoi pour résoudre problèmes (agriculture, éducation, etc.)

e) Ici

f) Emprunts? Combien de fois par an?
Taux?

V) CÁC CẤU TẠO LIÊN QUAN (số sánh Bắc - Lâm Đồng)

	Bắc	Tỉnh Lâm Đồng
- đất nông nghiệp?		
- cây trồng nào?		
MUA - BÁN		
- các hạt giống		
- sự thu hoạch		
- đồ ăn không sản xuất		
- nhiên liệu		
- phân bón		
- mặt hàng tiêu dùng		
- cửa hàng phân chung		
- sửa xe đạp - máy		
NIỀM NƯỚC		
- bưu điện		
- điện thoại		
- khác sự liên lạc bằng		
- UBND		
- trả thuế		
- sở Công an (an toàn)		
- quyền tư pháp (việc kiến cáo về vấn đề đất, v.v.)		
- khuyến nông lâm nghiệp		
- trường học		
- trạm xá		

a) bao nhiêu lần một tuần? Tháng? năm? Ông đi:

(HD): Tân Hà? T.T.Đình Văn? Đà Lạt? T.P.HCM? Hà Nội?

(ĐĐ): T.T.Đình Văn? Đà Lạt? T.P.HCM? Hà Nội?

(PL): Phú Sơn? T.T.Đình Văn? Đà Lạt? T.P.HCM? Hà Nội?

B) Vì sao ông đi? (bưu điện, điện thoại, thăm, phục vụ nông nghiệp, đi chợ - mua/bán, việc khác)

c) đi bằng gì (phương tiện)?

d) mấy lần một tháng? năm? Ông đi UBND xã? huyện? tỉnh?

e) Ông có hay gặp Ông trưởng ấp (thôn)? Lý do?

f) Có phải Ông trưởng ấp (thôn) thường đến thăm các loại thôn lý do?

ANNEXE C

Les Rédemptoristes au Vietnam, 1925-1975 (Congrégation du Très Saint-Rédempteur)

1) Introduction

Entre 1954 et 1975, des religieux Rédemptoristes, d'origine québécoise (de la maison-mère de Sainte-Anne de Beupré), ont travaillé au Vietnam, dans la plupart des régions, incluant celle des Plateaux centraux. Ils ont oeuvré, entre autres, auprès des Viet, dans leur installation sur des terres inexploitées, étant par le fait même témoins et acteurs dans le processus de colonisation agricole, et ils ont aussi oeuvré auprès des Montagnards koho de la région située entre les rivières Krong No et Da Deung (dans la province de Lam Dong actuelle, étant dans cette région aussi, témoins et acteurs, mais cette fois dans le processus de sédentarisation. La comparaison entre les deux types d'oeuvre est fort intéressante, du fait, premièrement, que l'observation est faite par le même «oeil», si l'on peut dire, ou par des gens qui ont un même référent, et deuxièmement, parce que les informations disponibles et accessibles sont relativement nombreuses dans les deux cas. On peut ainsi comparer les types de relation au territoire des Viet et des Koho, en particulier les différences dans les liens que ces groupes ethniques entretiennent avec l'agriculture et la forêt.

La reconstitution de larges portions de l'histoire de cette région, un exercice utile, et même indispensable à la compréhension de la situation actuelle, nécessite un examen des activités des Rédemptoristes pour deux raisons principales: 1) leur présence active en a modifié le cours de l'histoire, et 2) leurs témoignages (témoins oculaires) sont accessibles et originaux.

2) Les Rédemptoristes au Vietnam: témoins des transformations territoriales du pays, 1954-1975²⁴⁶

Les Rédemptoristes de Sainte-Anne de Beupré sont arrivés au Vietnam en 1925. Ils avaient reçu pour mission, par une lettre envoyée en novembre 1924 de la part du Cardinal Van Rossum, préfet de la propagande à Rome, de fonder des maisons de leur congrégation en Indochine française pour y exercer l'apostolat qui leur est traditionnel: missions, retraites, catéchisme, etc. La première maison a été fondée à Hue en 1925; rapidement, d'autres maisons

²⁴⁶ Il est évident que les Rédemptoristes ne sont pas les seuls religieux à avoir oeuvré au Vietnam. Une certaine concurrence existait même entre les groupes, particulièrement entre les protestants et les catholiques. Mais il n'est pas dans notre propos de discuter ici de leur importance relative, tout comme des différentes politiques missionnaires, par exemple de la France ou des États-Unis.

ont été implantées, à Ha Noi en 1928 et à Saigon en 1933²⁴⁷. Les énormes disparités de revenus entre les classes riches et pauvres ont incité alors la congrégation à concentrer ses efforts dans la formation et les oeuvres «sociales». Au total, jusqu'à leur départ en 1975, 14 maisons ont été fondées (tableau 1).

Tableau C1
Maisons rédemptoristes fondées au Vietnam, 1925-1975.

1925 Hue	1950 Da Lat	1964 Thu Duc
1928 Ha Noi	1955 Nha Trang	1970 Vinh Long
1933 Saigon	1956 Vung Tau	1971 Tourane
1936 Mau Son	1955 Fyan (Centre montagnard)	1972 Kontum (Centre montagnard)
1940 Nam Dinh	1963 Chau O	

Source: Archives de la Congrégation du Très Saint Rédempteur.

De ce demi-siècle de présence rédemptoriste au Vietnam, trois dates demeurent importantes dans les transformations qui marquent la région des Hauts plateaux centraux, en particulier le territoire que couvre l'actuelle province de Lam Dong. La première, **1950**, les Rédemptoristes évacuent le studendat et le noviciat de Ha Noi, vers Da Lat, où une maison venait d'être fondée: c'est le début de leur présence sur les plateaux. En **1954**, année du retrait définitif de l'administration française de toute la partie orientale de la grande péninsule indochinoise, commence une migration vers le Sud de plus de 800 000 réfugiés du Nord, à laquelle les Rédemptoristes ont été associés, tant pour accueillir et orienter les gens à leur départ du Nord, que pour s'occuper de leur réinstallation au Sud. Sur la trentaine de villages qui s'implantent sur les plateaux méridionaux de la Chaîne annamitique, plus précisément le long de la route qui se déroule de Saigon à Da Lat, ils ont à leur charge quatre villages dont trois sont situés dans l'actuelle province de Lam Dong: Tung Lam et Kim Thach se situent à environ sept kilomètres de Da Lat, et Tan Ha, près de Blao; le dernier est à Bien Hoa. Environ 7500 réfugiés ont participé à la création de ces villages entre 1954 et 1956 (VN-2-6)²⁴⁸. Enfin, **1955** constitue l'année du début du travail puis de l'apostolat auprès des Montagnards.

²⁴⁷Il est intéressant de constater qu'à cette époque, les «Annamites» s'opposent à la création d'une maison rédemptoriste à Da Lat, prétextant un climat dur et la vie très chère (VN 6-6A, doc. 3 mars 1927 - pour la signification des codes d'archives, voir l'annexe D). Le même document rapporte qu'à ce moment 3000 Annamites vivent dans la région de Da Lat, dont 2000 dans la ville même.

²⁴⁸Cette information est tirée du rapport de la visite canonique de la vice-province de Hue, faite par le Supérieur provincial, le P. J-Gilbert Morin, C.S.S.R., en juillet et août 1995.

ANNEXE D

Les archives de la Congrégation du Très Saint Rédempteur à Sainte-Anne de Beaupré: quelques prolégomènes

Les archives concernant le Vietnam qu'on retrouve à la maison des Rédemptoristes de Sainte-Anne de Beaupré se divisent en trois groupes distincts. On y trouve d'abord une collection d'albums-cartables, colligée par le Père Gérard Gagnon: elle comprend trois séries: albums jaunes, blancs et fleuris. Les premiers rassemblent des informations générales (articles, beaucoup de photos, etc.) au sujet des pays où les Rédemptoristes ont des missionnaires; les blancs concernent l'Église qui envoyait les missionnaires (?); tandis que dans les fleuris, les plus intéressants pour mon travail, on trouve les renseignements sur le travail qui était fait dans les pays où les Rédemptoristes comptaient des missionnaires. Pour faire référence à ces collections j'utiliserai les codes suivants:

A - album

j - jaune; b - blanc; f - fleuri

1, 2, 3, etc. pour le numéro de l'album

Ainsi, Aj3 signifie que je fais référence au troisième album de la collection jaune, alors que Af43 renvoie au 43e album de la collection fleurie.

Le deuxième groupe d'information est regroupé aux archives proprement dites. Une série de boîte concernent le Vietnam; elles sont numérotées de 1 à 22. À l'intérieur de ces boîtes, la documentation est divisée en enveloppes numérotées, pour la plupart, ou en documents à part. Pour y faire référence j'utiliserai simplement, par exemple, le code suivant:

VN-12-8

Cela signifie que les renseignements évoqués sont tirés de l'enveloppe ou document #8 dans la boîte Vietnam #12.

Enfin, le troisième groupe d'archives est constitué par les documents relatifs aux Rédemptoristes eux-mêmes. On trouve une boîte pour chacun des membres de la communauté. Ces boîtes contiennent de la correspondance, ainsi que des documents plus ou moins personnels. Comme elles ne sont pas numérotées, j'y ferai référence en simplifiant leur classification:

SU-LAP-1-4 pour les documents relatifs au Père Lapointe, enveloppe 4 de la boîte 1

ou

SU-BEN-1-1969 pour les documents relatifs au Père Benoit, enveloppe de 1969, de la boîte 1, pour ceux dont les enveloppes ne sont pas numérotées.

Les codes pour chacun des religieux dont j'aurai consulté la documentation seront évidemment indiqués dans une liste.

ANNEXE E

Lam Dong. Limites administratives - histoire

*Ces notes regroupent, de la façon la plus exhaustive possible, toutes les décisions concernant les limites administratives de la région qui est aujourd'hui la province de Lam Dong. La source principale est Nguyen Quang An (1997).

1899: 1er novembre, création de la province du Haut-Donnai (postes administratifs à Tan Linh et Da Lat).

1903: province du Haut-Donnai abolie et rattachée à celle de Binh Thuan. Da Lat est rattaché à Ninh Thuan.

1916: Formation de la province de Langbian avec Da Lat pour chef-lieu. Limites de Da Lat (ville) sont fixées au point de vue juridique.

1920: 11 octobre, création de la circonscription autonome du plateau de Langbian (érection en commune de 2e catégorie) province du Haut-Donnai est rétablie (3 districts: Djiring, Blao et Dran)

1940: 14 novembre et 4 décembre, limites élargies.

1941: érection de la province de Lam Vien.

1942: 14 juillet, limites élargies.

1950: 25 juillet, région Tay Nguyen comprend maintenant Darlac, Dong Nai Thuong, Lam Vien, Pleiku, Kontum; par une décision de Bao Dai.

1951: 22 février, fusion des provinces de Lam Vien et de Dong Nai Thuong en une seule: Lam Dong. (arrêté #73-TTg)

- 11 avril, aérodrome de Lien Khuong rattaché à Da Lat (décret # 11QT/TD).

1956: 22 octobre: changements dans les noms des provinces (regroupements); la région des plateaux de Di Linh et de Lam Vien est maintenant incorporée dans la province de Binh Tuy; cette province est divisée en deux parties: Dong Nai Thuong et Binh Thuan. Rien n'est précisé concernant ce qui est inclus dans Dong Nai Thuong. (décret #143-NV)

période confuse ...

1957: 29 juin: province de Binh Tuy comprend les unités administratives suivantes

Quan Ham Tan	Quan Thanh Linh	Quan Binh Lam
4 communes (<i>xa</i>)	4 communes (<i>xa</i>)	5 cantons (<i>tong</i>)
14 hameaux (<i>thon</i>)	23 hameaux (<i>thon</i>)	85 hameaux

	+1 canton (<i>tong</i>) La Nga qui comprend les communes et hameaux suivants:	Tong Ma Blao: Blach Kon Kin, Konté Srepung, Kon Hin Da Bin, Blao Sre, Blao Mré, Eangor Da Trang, Eangor Da Ngao, Bja Lunhom, Bja Da Nod, Bja Dong Blang, Dasi, Enoh, Mépu Klong Du, Mépu Langa, Dong, Bke Da Tam, Konha Long, Blsar Do Oai, Blsar Lumu, Bko Rpung, Blao Klong Ner, Bo Rbut, Dang Wang, Cung Rang Blsat, Bldor Da Wang
	La Ngau: Da Ngao, Cà Ty, Tô Lach, Tà Pal, Dar Na, Rengrun, Dar Nu, Langâu.	Tong R.Da (Va Pro): Pro Lach, Pro Da Kla, Pro Da Rngao, Pro Da Lo, Pro Da Dju, Da Ti, Dienhmur, Dapal, Rngato Dong, Kianton Dong, D.Rla, B. Krala
	Man To: Ngau To, Xang Toi Lan, Dang Hoa, Bsang, Ta Trung, Brne Rung, Teng Tung, Ngau To (2e fois?)	Tong RDA: B.Rba, Kianton Tét, Békoit, Skràe Tét, Bagia, Laya, Dang Kruet, Kari, Rateuk, Bocéscó, Da Kring, Drahon, Laha, Ratalioché, Nankroèt, Bediaye, Lahe, BSkra è dong, B Da - Brass
	La Gia: La Gia, La A Gia, Dang Da, Nang Nu, Dang Quach, Ba Co, Dang Lam, Brap, Tra Trinh, La A, Dang xi, Tong Teng, Tra My, Ta Mo, Pho Quach, Car Na, Ta Nop, Dang Lam To, Dang Lam La, Pho Co, Ca Lien, Tra To, Dami	Tong TALA: Da Srang, Cirlao Da Rop, Rhang Bodong, Rhang Sa, RSong, Da Tro, Dang Lu, Dang Dur, Dang Bru, Bgul, Rhang Teh, Crông (Dang Srunh), Damu, Na Mi, Da Ét, Reyeyes (Rjai)
	Suoi Kiet: Suoi Kiet, Song Phan, Song Dinh, Gia Huynh	Tong QUYEON: Da Rdiau, Rpo, Da Proling, Dang Srunh, Danh Mil, Da Rsas, Da Yang (Yang Yeur), Dang Pa O, Padom, Dach, Qua O, Ara, Sonung
	inclus aussi les nouvelles communes suivantes: Vo Dat, Trà Tan, Gia An, Sanh Eng, Srang, Blu, Pat Sré, Pat Ménom, Buké Dangur	

(arrêté #218-BNV/NC/ND)

1958: 19 mai, province de Dong Nai Thuong dans les Hauts plateaux centraux change de nom, et devient la province de Lam Dong. (arrêté #170-NV)

- 19 mai, fondation de la province de Tuyen Duc dont le siège est à Da Lat. La province comprend 1. le territoire du centre urbain de Da Lat; 2. le territoire du district (*Quan*) de Dran à partir du territoire de la province de Lam Dong. Tuyen Duc est incluse dans la quatrième zone militaire. (décret #261-NV)

- 30 septembre, les unités administratives de la province de Tuyen Duc changent. Le siège de la province est toujours à Da Lat. On retrouve maintenant trois districts (*Quan*): 1. Don Duong (chef-lieu à Don Duong, anciennement Dran); 2. Duc Trong (chef-lieu à Tung Nghia); 3. Lac Duong (chef-lieu à Binh Ninh, anciennement B'Nheur). Le nom de Lien Khang est changé pour Lien Khuong. (arrêté # 343-NV)

- 30 octobre: Liste des unités administratives de la province de Tuyen Duc (chef-lieu à Da Lat), fixées comme suit:

Quan Don Duong	Quan Duc Trong	Quan Lac Duong
4 tong (cantons) 9 xa (communes)	4 tong 12 xa	3 tong 7 xa
Tong Xuan Lac : Lac Nghiep, Xuan Truong	Tong Ninh Thanh : Hiep Thanh, Phu Ninh, Tung Nghia	Tong Phuoc Tho : Xuan Tho, Phuoc Thanh, Thai Phien
Tong Lac My : Lac Lam, Thanh My	Tong Son Binh : Phu Son, Binh Thanh	Tong Da Tan : Dakao, N'Thol Thuong
Tong Linh Nhan : Kill Plagnol, Linh Gia	Tong My Le : Teurlang Deung, Teurlang To, Romene, Yengle	Tong Nhan Lac : Kill Plagnol Ha, Lac
Tong Tu Trang : Tu Tra, Loan, Tran Nang	Tong Dinh Tan : N'Thol Ha, Lang Bian, Dinh Van	

(arrêté #592-BNV/HC/P7/ND)

1959: 23 janvier: création de la province de Quang Duc. Elle comprend, entre autres, une partie au nord du territoire du district de Di Linh dans la province de Lam Dong. (décret #24-NV)

- 19 février: Le nom de la ville de Blao est changé pour Bao Loc. (arrêté #59-NV)

- 9 mai: création d'un nouveau district (*Quan*), Hoai Duc, dans la province de Binh Tuy. Il comprend, entre autres, les hameaux (*ap*) de Bdor Da Oai, Bsar Da Oai, Blao Klong Ner. (voir juin 1957) (décret #102-NV)

- 15 octobre: la commune (*xa*) de Phuoc Thanh est transférée de la province de Tuyen Duc à la ville de Da Lat. (arrêté #1367-BNV/NC8)

1960: 9 janvier: La commune (*xa*) de Yengle, du district (*Quan*) de Duc Trong, est incorporée au district (*Quan*) de Lac Duong. (arrêté #28-BNV/NC8/ND)

- 9 janvier: Le nom de la commune de Phu Ninh (tong Ninh Thanh, Quan Duc Trong, tinh Tuyen Duc) est changé pour Phu Hoi. (arrêté #29-BNV/NC8/ND)

- 26 août: La province de Lam Dong comprend les unités administratives suivantes:

Quan Di Linh	Quan Bao Loc
4 cantons (tong) 12 communes (xa)	3 cantons (tong) 11 communes (xa)
Tong Thuong Lien : Dinh Linh, Lien Dam, Dinh Trang Thuong, Dinh Trang Ha	Tong Dai Thuan : Quan Lac, Chau Lac, Phuoc Lac
Tong Thuong Hiep : Dai Hiep, Gung Re	Tong Dai Hoa : An Lac, Tan Lac, Tan Thanh, Tan Phat
Tong Dan Tuc : Tan Dan, Dinh Tuc, Dang Gia	Tong Tan Ma : Tan Lu (y compris de la commune de Tala), Tan Don, Tan Rai, Ma Daguoi
Tong Chau Thuan : Chau Trung, Bao Thuan (du district de Bao Loc), Thien Lac (commune qui ne dépend pas du canton)	

(arrêté #1121-BNV/NC8/ND)

1963: 17 décembre: établissement des bases administratives de la délégation de Dam Rong, qui dépend du district de Lac Duong, province de Tuyen Duc (arrêté #241-TTP/DUHC).

1967: 7 septembre: Le chef-lieu de la province de Tuyen Duc est déménagé de T.X. Da Lat à Tung Nghia, district de Duc Trong. (décret #139-SL/DUHC du chef du comité exécutif T.U)

1975: 30 avril: Lam Dong et Tuyen Duc font partie des 44 provinces du pays

1976: 2 février(?): regroupement des provinces en 21 nouvelles unités. Lam Dong demeure et comprend les anciennes provinces de Lam Dong et Tuyen Duc.

- 18 septembre: création de la ville de Da Lat (T.P. Da Lat), dépend de la province de Lam Dong (Arrêté 164-CP du Hoi dong Chinh phu)

- aussi régions de plus de 1000 habitants peuvent créer une commune (xa). Agglomérations de 10 000 personnes peuvent se constituer en petite ville (thi tran).

1977: 10 mars: délimitation des limites de la ville de Da Lat dans la province de Lam Dong. Côté Nord, contigu au sommet Lam Vien (2167m) + montagne 1552 m; Côté Sud, montagnes 1468 et 1402 m; Côté Est, montagnes 1606 et mont Da Pua; Ouest, mont 1237 m. La ville comprend les phuong I à VI et la commune de Lat. (Décision 51-CP du conseil gouvernemental -Hoi dong Chinh phu-)

1979: 14 mars: division du district de Bao Loc en deux: Bao Loc et Da Huoai; division du district de Don Duong en deux: Don Duong et Lac Duong. La province de Lam Dong comprend donc: 6 districts (huyen), 1 ville (T.P.), 61 communes (xa), 6 petites villes (T.T.) et 6 districts urbains (phuong). (Décision 116-CP du Hoi dong Chinh phu)

Lam Dong. Unités administratives, 1979

Districts	Sous-unités administratives
Bao Loc	<i>xa</i> : Loc Lam, Loc Nam, Loc Thang, Loc An, Loc Thanh, Loc Son, Loc Tien, Loc Bac, Loc Ngai, Loc Thanh, Loc Nga, Loc Phat, Loc Chau, Loc Tan <i>thi tran</i> : Bao Loc (Blao)
Da Houai	<i>xa</i> : Ma Da Goui, Da Oai, Da M'Ri, Da Poal, Da Teh, Da Ko, Da Lay <i>thi tran</i> : Ma Da Goui, T.T. nong trung Da Teh, nong trung Da M'Re
Lac Duong	<i>xa</i> : Kilplagnol Ha, Lat, Da M'Rong, Da Tong, Da Long <i>thi tran</i> : Lac Duong
Dong Duong	<i>xa</i> : Tu Tra, K'Don, Thanh My, Ka Do, Lac Xuan, Lac Nghiep, Lac Lam, Loan <i>thi tran</i> :
Duc Trong	<i>xa</i> : Hiep Thanh, Lien Hiep, Tung Nghia, Phu Hoi, Binh Thanh, Phu Son, Dinh Van, Tan Hoi, Dai Don, N'Thol Ha, Phi To, Tan Van
Di Linh	<i>xa</i> : Di Linh, Ninh Gia, Dinh Lac, Tan Chau, Son Dien, Gung Re, Dinh Trang Thuong, Tan Thuong, Dinh Trang Hoa, Hoa Bac, Gia Hiep, Lien Dam
T.P. Da Lat	<i>phuong</i> : 1, 2, 3, 4, 5, 6 <i>xa</i> : Ta Nung, Xuan Truong, Xuan Tho

source: Nguyen Quang An (1995, p. 264)

1981: 19 septembre: *xa* Di Linh devient *thi tran* Di Linh et création de *xa* Bao Thuan (district de Di Linh); création de *thi tran* nong trung Nam Ban (district de Duc Trong). (Décision 77-HDBT du conseil des ministres)

- 29 décembre: *xa* Dong Nai, de la province de Song Be, est transférée dans la province de Lam Dong, district de Da Houai. (Résolution de la cinquième législature de l'Assemblée nationale, 2e session).

1984: 6 mars: Plusieurs changements aux *xa* et *thi tran* dans les districts de Di Linh, Da Houai, Lac Duong et Duc Trong.

Lam Dong. Les changements administratifs en 1984 (4 districts)

District	Xa ou Thi Tran	Hameaux (thon)
Di Linh	<p>*<i>xa</i> Gia Hiep est divisée en 2 <i>xa</i></p> <p>- Gia Hiep: Limite à l'Est avec la commune de Tam Bo, à l'Ouest avec celle de Dinh Lac, au Sud, avec celle de Bao Loc? et de Bao Thuan (limite provincial aussi), et au Nord, avec le district de Duc Trong.</p> <p>- Tam Bo: Ninh Gia (Nord); Gia Hie (Ouest); limite du Lam Dong (Sud); Duc Trong (Nord)</p> <p>*<i>xa</i> Son Dien est divisée en 2 <i>xa</i></p> <p>- Son Dien: Gia Bac (Est); Hoa Bac (Ouest); Thuan Hai (Sud); Gung Re (Nord)</p> <p>- Gia Bac: Bao Thuan (Est); Son Diên (Ouest); Thuan Hai (Sud); Gung Re (Nord)</p> <p>* <i>xa</i> Dinh Trang Hoa est divisée en 2 <i>xa</i></p> <p>- Dinh Trang Hoa: Lien Dam (Est); Bao Loc (Ouest); Hoà Trung (Sud); Tan Thuong (Nord)</p> <p>- Hoa Trung: Lien Dam (Est); Dinh Trang Hoa (Ouest et Nord); Hoa Bac (Sud)</p>	<p><i>thon</i>: I, II, III, Gia Lanh, Phu Hiep</p> <p><i>thon</i>: IV, V, Hiep Thanh</p> <p><i>thon</i>: So La, Con So, Ha Giang, Da Con, K Sac, K Gong, Se Ba</p> <p><i>thon</i>: Da Hong, Lao Se, Lang Bang, Bi Non, Pe Cao, Bang Gia, Be La, Gia Bac</p> <p><i>thon</i>: I, II, III, IV, V, Ninh Hoa, To Kinh</p> <p><i>thon</i>: I, II, III, IV, V</p>
Da Huoai	<p>* <i>xa</i> Da Ke divisée en 2 <i>xa</i></p> <p>- Da Ke: Da Oai (Est), T.T.Da Te (h?)(Ouest); tinh Dong Nai (Sud); Trieu Hai (Nord)</p> <p>- Trieu Hai: Da Oai (Est); Ha Dong (Ouest); Da Ko (Sud); Loc Tan (Nord)</p> <p>* <i>xa</i> Da Ten divisée en 2 <i>xa</i></p> <p>- An Nhon: Ha Dong (Est); Da Lay (Ouest); tinh Dong Nai (Sud); huyen Bao Loc (Nord)</p> <p>- Ha Dong</p> <p>* <i>xa</i> Dong Nai divisée en 4 <i>xa</i></p> <p>- Quang Ngai</p> <p>- Phu My</p> <p>- Dong Nai</p> <p>- Phuoc Cat</p>	

Lac Duong	* <i>xa</i> Kil Pla Gnoi divisée en 2 <i>xa</i> - Da Chais - Da Sar	
Duc Trong	• <i>xa</i> Tung Nghia est dissoute; T.T. Lien Nghia est créé: comprend l'ancienne <i>xa</i> Tung Nghia, la totalité du thon Lien Hiep et le <i>xom</i> I (hameau, quartier) du thon Tan Hiep de la commune de Lien Hiep. - huyen Son Duong (??) --> Don Duong[[????]]	

Décision 38-HDBT du Conseil des ministres.

1986

6 juin: changements de limites dans les districts de Da Huoai, Don Duong, Di Linh et T.P. Da Lat

District	<i>xa</i> ou <i>thi tran</i> (ancienne)	Superficie (hectares)	Population (habitants)	Densité (hab./km ²)
Da Huoai	Da P'loa (Da P'loa)	9100	1102	12
	Doan Ket (Da P'loa)	9900	269	3
	Da M'ri (Da M'ri)	10636	343	3
	Ha Lam (Da M'ri)	7750	706	9
	T.T. Da M'ri (Da M'ri)	2884	1108	38
	Da Oai (Da Oai)	4160	3277	79
	Da Ton (Da Oai)	8340	967	12
	Trieu Hai (Trieu Hai)	6450	2123	33
	Quang Tri (Trieu Hai)	7700	1400	18
	Ha Dong (Ha Dong)	700	2080	297
	My Duc (Ha Dong)	7500	3252	43
	Quốc Oai (Ha Dong)	9000	2302	26
	Da Lay (Da Lay)	2200	2956	134
	Huong Lam (Da Lay)	1800	715	40
	Quang Ngai (Quang Ngai)	3700	2076	56
	Tu Nghia (Quang Ngai)	3300	2190	66
	Phu My (Phu My)	700	1789	256
	My Lam (Phu My)	5500	1666	30
	Duc Pho (Dong Nai)	1250	2061	165

	Nam Ninh (Dong Nai)	4480	2640	59
	Gia Vien (Dong Nai)	5940	2699	45
	Tien Hoang (Dong Nai)	6280	2050	33
	T.T. Dong Nai (Dong Nai)	1050	3911	372
	Phuoc Cat I (Phuoc Cat)	1950	2557	131
	Phuoc Cat II (Phuoc Cat)	1750	1061	61
Don Duong	Da Loan (Da Loan)	6300	4714	75
	Ta Nang (Da Loan)	23500	1734	7
	Ninh Loan (Ninh Loan)	4600	2631	57
	Ta Hine (Ninh Loan)	9300	1374	15
Di Linh	Dinh Trang Hoa (Dinh Trang Hoa)	7888	3995	51
	Hoa Ninh (Dinh Trang Hoa)	3480	1931	55
	Hoa Nam (Dinh Trang Hoa)	9500	3720	39
T.P.Da Lat	Phuong I (Phuong I)	31 tô	11254	
	Phuong II (Phuong I)	31 tô	11550	
	Phuong III (Phuong II)	26 tô	6996	
	Phuong IV (Phuong II)	31 tô	8127	
	Phuong V (Phuong III)	24 tô	5757	
	Phuong VI (Phuong III)	39 tô	7223	
	Phuong VII (Phuong IV)	22 tô	7550	
	Phuong VIII (Phuong IV)	20 tô	5564	
	Phuong IX (Phuong V)	16 tô	7106	
	Phuong X (Phuong V)	22 tô	8435	
	Phuong XI (Phuong VI)	22 tô	4459	
	Phuong XII (Phuong VI)	15 tô	3442	
	total de Da Lat: 12 <i>phuong</i> et 3 <i>xa</i>			

Décision 67-HDBT du Conseil des ministres

- 6 juin: Division du district de Da Huoai, en 3 nouveaux districts: Da Huoai, Da Teh et Cat Tien

Da Huoai: 58 270 ha, 13 250 personnes

Da Teh: 47 330 ha, 23 814 personnes

Cat Tien: 35 900 ha, 24 700 personnes

Da Huoai: comprend 2 thi tran, Madagui et Da M'ri, et 7 *xa*, Da P'loa, Doan Ket, Da M'ri, Ha Lam, Madagui, Da Oai, Da Ton.

Da Teh: comprend thi tran Da Teh et 9 *xa*, Da Kho, Trieu Hai, Quang Tri, Ha Dong, My Duc, Quoc Oai, An hon, Da Lay, Huong Lam.

Cat Tiên: comprend thi tran Dong Nai, et 10 *xa*, Quang Ngai, Tu Nghia, My Lam, Phu My, Duc Pho, Nam Ninh, Gia Vien, Tien Hoang, Phuoc Cat 1, Phuoc Cat 2.

Décision 68-HDBT du Conseil des Ministres

1987: 24 octobre: A. La gestion de la NZE de Ha Noi est transférée de la ville de Ha Noi au district de Duc Trong, prov. de Lam Dong.

B. La commune de Ninh Gia (h. Di Linh) et celles de Đà Loan, Ninh Loan, Ta Hine et Ta Nang (Don Duong), sont intégrées au district de Duc Trong.

C. La *xa* Thanh My (h. Don Duong) est dissoute pour faire place au thi tran Thanh My, chef lieu du district de Don Duong.

Le district de Di Linh (159 422 ha) comprend donc thi tran Di Linh et les 16 *xa* suivantes: Dinh Trang Hoa, Lien Dam, Dinh Trang Thuong, Bao Thuan, Gun Gre, Son Dien, Tan Chau, Dinh Lac, Gia Hiep, Tan Thuong, Hoa Bac, Tam Bo, Gia Bac, Hoa Trung, Hoa Ninh, Hoa Nam.

Le district de Don Duong comprend donc thi tran Thanh My et les 6 *xa* suivantes: Ka Dôn, Ka Deune, Lac Lam, Lac Nghiep, Lac Xuan, Tu Tra.

D. Établissement de 10 *xa* dans le district de Duc Trong: Ro Men (8390 ha), Lieng Sronh (35 410 ha), Phi Lieng (15 900 ha), Phuc Tho (11 500 ha), Tan Thanh (13 020 ha), Hoai Duc (4320 ha), Dan Phuong (5620 ha), Tan Ha (6930 ha), Gia Lam (1990 ha), Dong Thanh (3570 ha).

E. Le thi tran Nam Ban (h. Duc Trong) est divisé en deux: *thi tran* Nam Ban (4300 ha) et *xa* Me Linh (4150 ha).

F. ? G. La *xa* Dinh Van (h. Duc Trong) est dissoute et remplacée par le *thi tran* Dinh Van (3060 ha).

H. Le district de Duc Trong est divisé en 2 districts: Duc Trong et Lam Ha.

- Duc Trong (87 750 ha) comprend: thi tran Lien Nghia et 11 *xa*, Da Loan, Binh Thanh, Phu Hoi, Lien Hiep, Ninh Gia, Ninh Loan, N' Thon Ha, Ta Hine, Ta Nang, Hiep Thanh, Tan Hoi.

- Lam Ha (159 390 ha) comprend: 2 *thi tran*, Nam Ban et Dinh Van, 15 *xa*, Da Don, Phi To, Phu Son, Tan Van, Phi Lieng, Ro Men, Lien Sronh, Phuc Tho, Tan Thanh, Hoai Duc, Dan Phuong, Tan Ha, Gia Lam, Dong Thanh et Me Linh.

1994: Les groupes montagnards sont présents dans 70 des 122 communes de la province, comptant pour 273 hameaux.

- 11 juillet: Le district de Bao Loc est divisé en 2: *Thi xa* Bao Loc et *huyen* Bao Lam.

- T.X. Bao Loc (24 740 ha et 118 346 personnes). Remaniements des unités administratives:

*thi tran Blao est divisé en 3 unités: phuong 1 (300 ha et 16 328 personnes), phuong 2 (300 ha et 17 353 pers.) et phuong Blao (400 ha et 19 329 pers.).

*établissement de *xa* Dam Bri (2320 ha et 2286 pers.) avec le *thon* Dam Bri de la commune de Loc Tan.

*création du *phuong* Loc Tien (350 ha et 13 963 pers.) à partir de *xa* Loc Tien.

*création du *phuong* Loc Son (450 ha et 11 970 pers.) à partir de *xa* Loc Son.

*création du *phuong* Loc Phat (300 ha et 15 859 pers.) à partir de *xa* Loc Phat.

T.X. Bao Loc comprend donc: 10 unités administratives: 6 *phuong*, 1, 2, Blao, Loc Son, Loc Phat, Loc Tien et 3 *xa*, Loc Chau, Dam Bri, Loc Thanh et Loc Nga.

- H. Bao Lam (152 552 ha et 62 211 personnes)

**xa* Loc Thang est divisée en *thi tran* Loc Thanh (8875 ha, 8328 pers.) et *xa* Loc Quang (8550 ha et 7466 pers.).

**xa* Loc Lam est divisée en *xa* Loc Lam (12 419 ha et 3395 pers.) et *xa* Loc Phu (13 900 ha et 1712 pers.).

* *xa* Loc Bac est divisée en *xa* Loc Bac (25 800 ha et 3614 pers.) et *xa* Loc Bao (25 303 ha et 713 pers.)

H. Bao Lam comprend donc *thi tran* Loc Thanh et 11 *xa*: Loc Quang, Loc Ngai, Loc Lam, Loc Phu, Loc Bac, Loc Bao, Loc An, Loc Tan, Loc Thanh, Loc Nam.

Décision 65-CP du gouvernement (Chinh phu).

Changements administratifs de 1996 (échelle provinciale)

Nouvelles provinces	Anciennes provinces	Superficie (km²)	Population (habitants)
Bac Can	Thai Nguyen	4 795,54	268 047
Thai Nguyen	Thai Nguyen	3 541,10	1 019 299
Bac Giang	Ha Bac	3 816,7	1 441 044
Bac Ninh	Ha Bac	797,2	922 210
Hai Duong	Hai Hung	1 661,22	1 685 486
Hung Yen	Hai Hung	894,79	1 075 517
Bac Lieu	Minh Hai	2 484,96	772 078
Ca Mau	Minh Hai	5 204,41	1 067 925
Ha Nam	Nam Ha	826,66	804 800
Nam Dinh	Nam Ha	1 669,36	1 898 100
T.P. Da Nang	Quang Nam-Da Nang	942,46	663 115
Quang Nam	Quang Nam-Da Nang	10 406,34	1 364 599
Binh Duong	Song Be	2 718,50	646 317
Binh Phuoc	Song Be	6 814,22	531 557
Phu Tho	Vinh Phu	3 465,12	1 261 949
Vinh Phuc	Vinh Phu	1 370,73	1 066 552

10e session de la neuvième assemblée nationale.

ANNEXE F

Liste des photos

Photo 1	Vallée de la rivière Da Deung (vue du hameau #4, vers le sud-est)	282
Photo 2	Da Don. Au pied du Ta Nial. Pentes déboisées	282
Photo 3	Rivière Da Deung, turbines artisanales (dist. Lam Ha)	283
Photo 4	Pont de Da Don (dist. Lam Ha)	283
Photo 5	Col de Phi Lieng, caféiers et pentes dénudées (dist. Lam Ha)	284
Photo 6	Col de Phi Lieng, caféiers - 2e repousse (dist. Lam Ha)	284
Photo 7	Col de Phi Lieng, route et forêt (dist. Lam Ha)	285
Photo 8	Col de Phi Lieng, travaux d'amélioration de la route	285
Photo 9	Col de Phi Lieng, travaux d'amélioration de la route	286
Photo 10	Col des bananiers, après éboulis	286
Photo 11	Lieng S'Ron, bamboueraie sur les collines	287
Photo 12	Lieng S'Ron, village de Da R'Doum	287
Photo 13	Lieng S'Ron, plaine du Krong No	288
Photo 14	Rivière Krong No (dist. Lam Ha)	288
Photo 15	Tan Ha. Réfugiés du Nord sur leurs nouvelles terres	289
Photo 16	Tan Ha. Village après quelques mois d'installation	289
Photo 17	Église de R'Lom construite par le Père Lapoint (CssR)	290
Photo 18	Hoai Duc. Talwegs et interfluves	290
Photo 19-20	Hoai Duc (hameau #4). Dernières forêts de la commune	291
Photo 21	Phi Lieng (hameau de Poul). Jeunes caféiers	291
Photo 22	Phi Lieng (hameau de Poul). Jeunes caféiers et vallée déforestée	291
Photo 23	Da Don (hameau #4). Plantation de pins en cours de déforestation	292
Photo 24	Da Don (hameau #4). Plantation de pins en cours de déforestation	292
Photo 25	Hoai Duc. Pont au centre de la commune, fin 1996	293
Photo 26	Hoai Duc. Pont au centre de la commune, juin 1997	293
Photo 27	Da Don (hameau #4). Plantation de café sur « sol forestier »	294

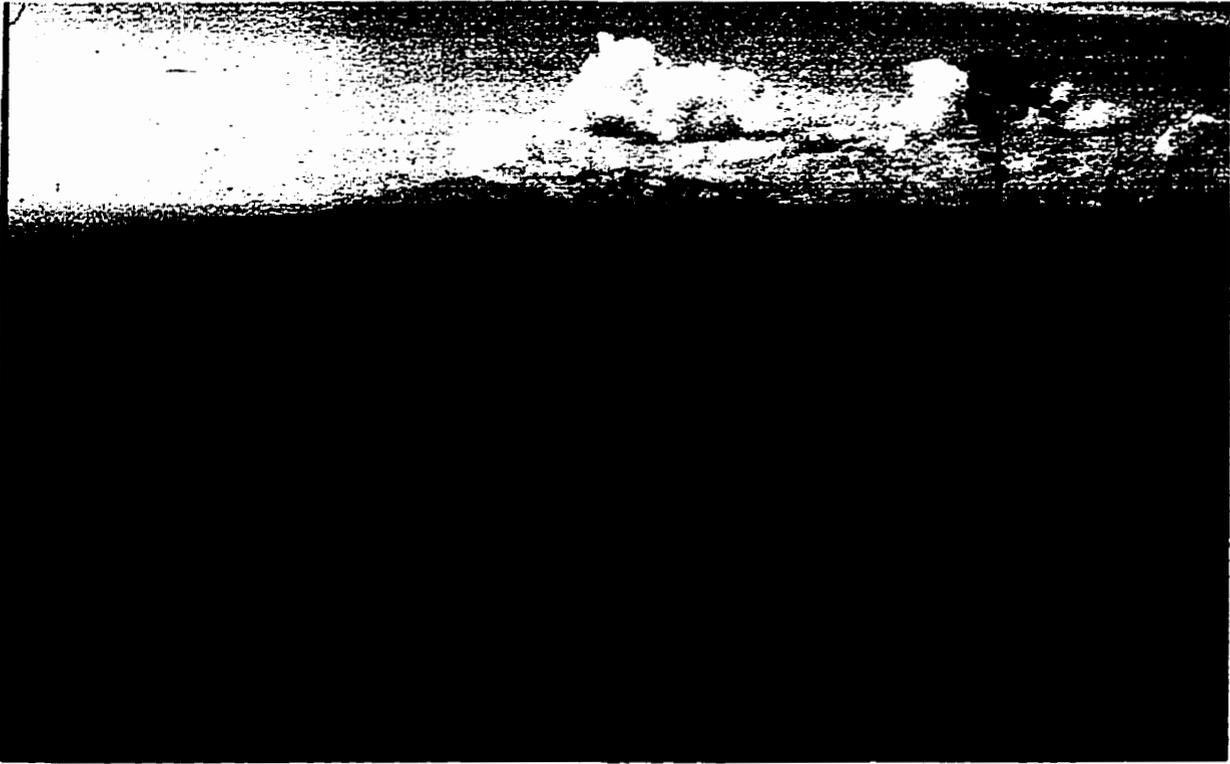


Photo 1. Vallée de Da Don, vue du hameau #4, vers le sud-est.

(cliché S. Déry, 9.11.1996)



Photo 2. Da Don, sur les pentes déboisées du Ta Nial.

(cliché S. Déry, 9.11.1996)



Photo 3. Rivière Da Deung, turbines artisanales, district de Lam Ha.

(cliché S. Déry, 19.06.1997)

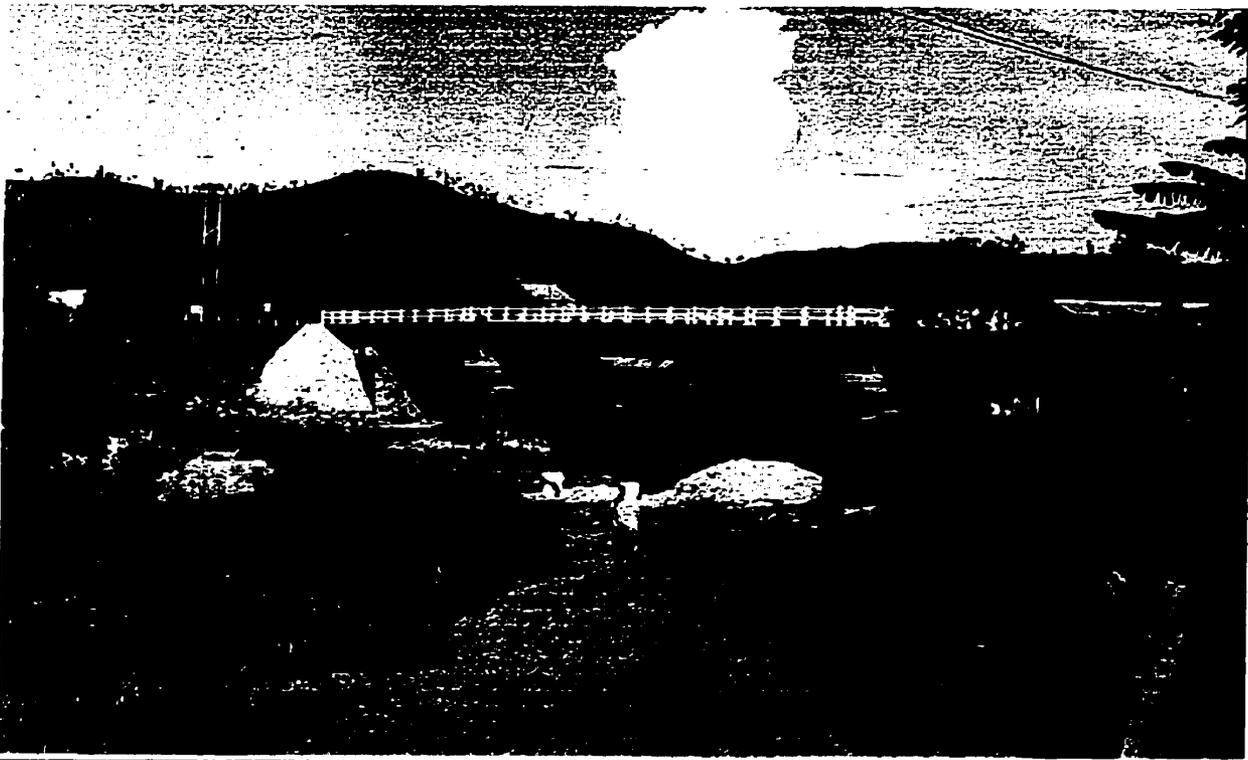


Photo 4. Pont de Da Don, district de Lam Ha.

(cliché S. Déry, 19.06.1997)

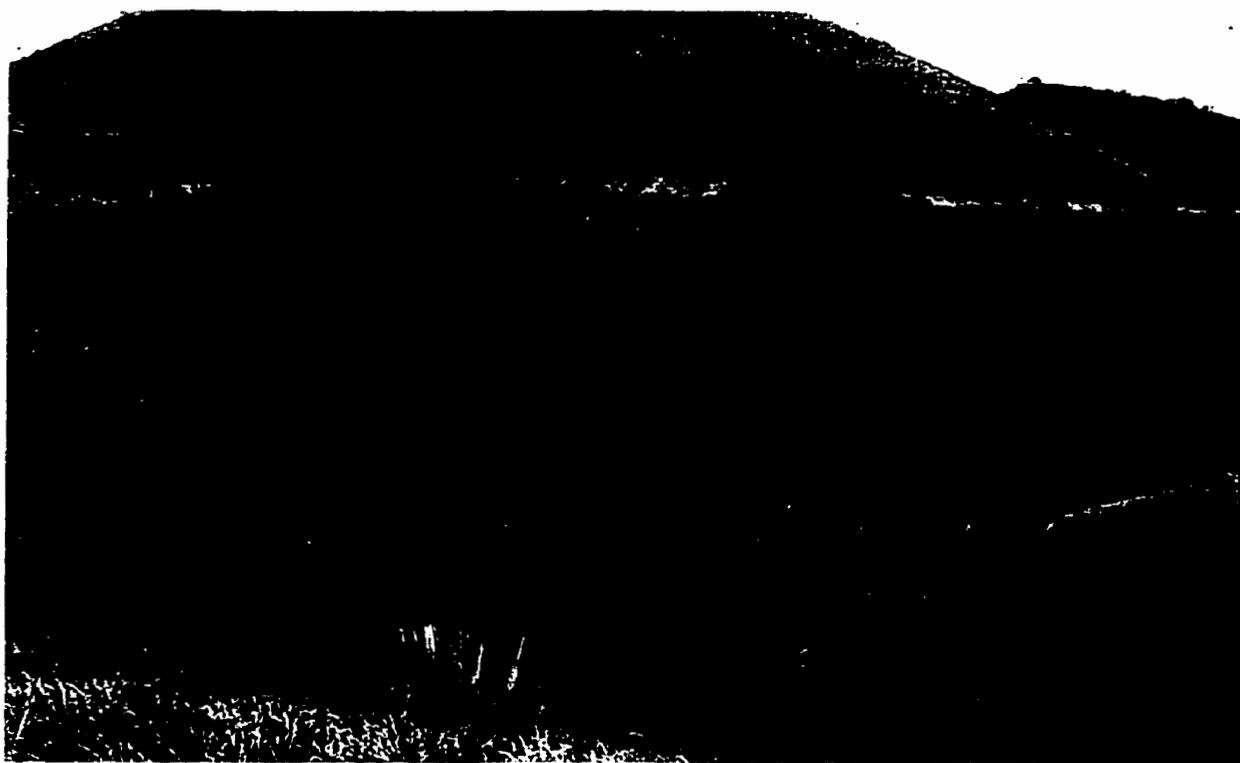


Photo 5. Col de Phi Lieng. Caféiers et pentes dénudées (dist. Lam Ha). (cliché S. Déry, 17.06.1997)



Photo 6. Col de Phi Lieng. Caféiers – deuxième repousse. (cliché S. Déry, 13.02.1996)



Photo 7. Col de Phi Lieng. Route et forêt (dist. de Lam Ha).

(cliché S. Déry, 06.1997)



Photo 8. Col de Phi Lieng. Travaux d'amélioration de la route (Lam Ha).

(cliché S. Déry, 17.06.1997)

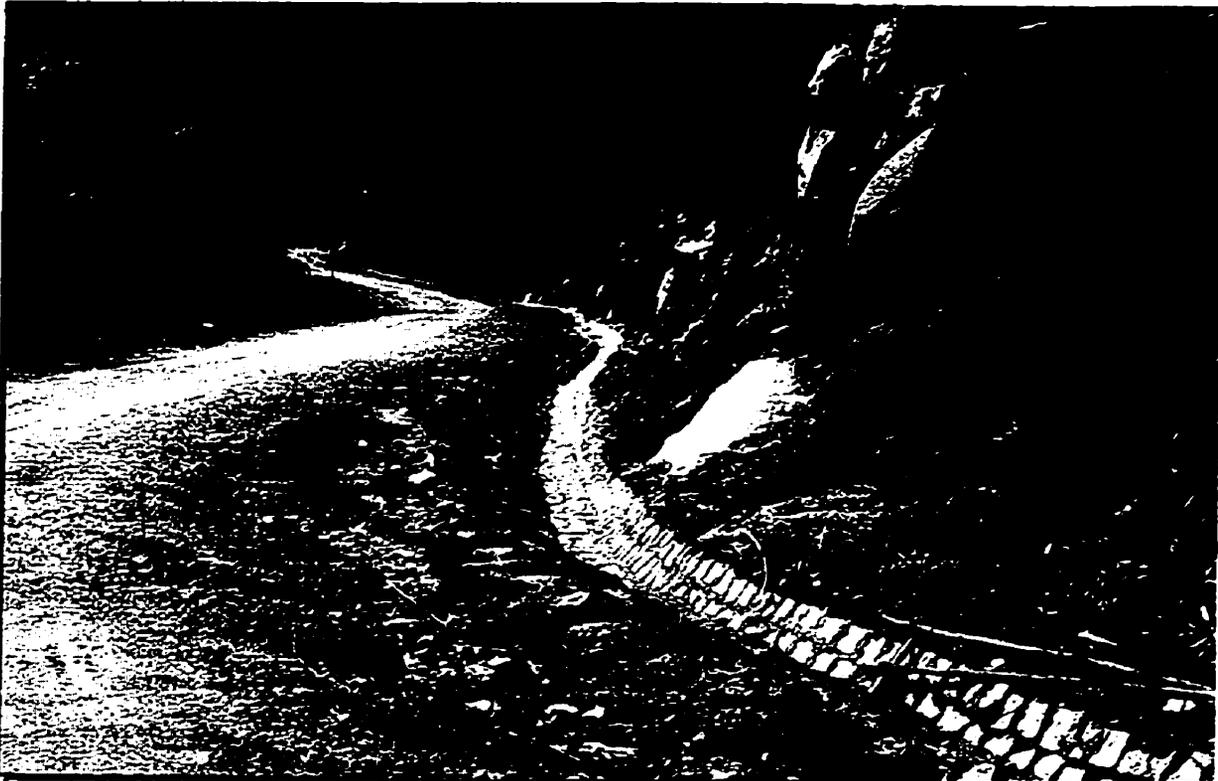


Photo 9. Col de Phi Lieng. Travaux d'amélioration de la route (Lam Ha) (cliché S. Déry, 17.06.1997)



Photo 10. Col des bananiers après éboulis (dist. Lam Ha).

(cliché S. Déry, 20.06.1997)

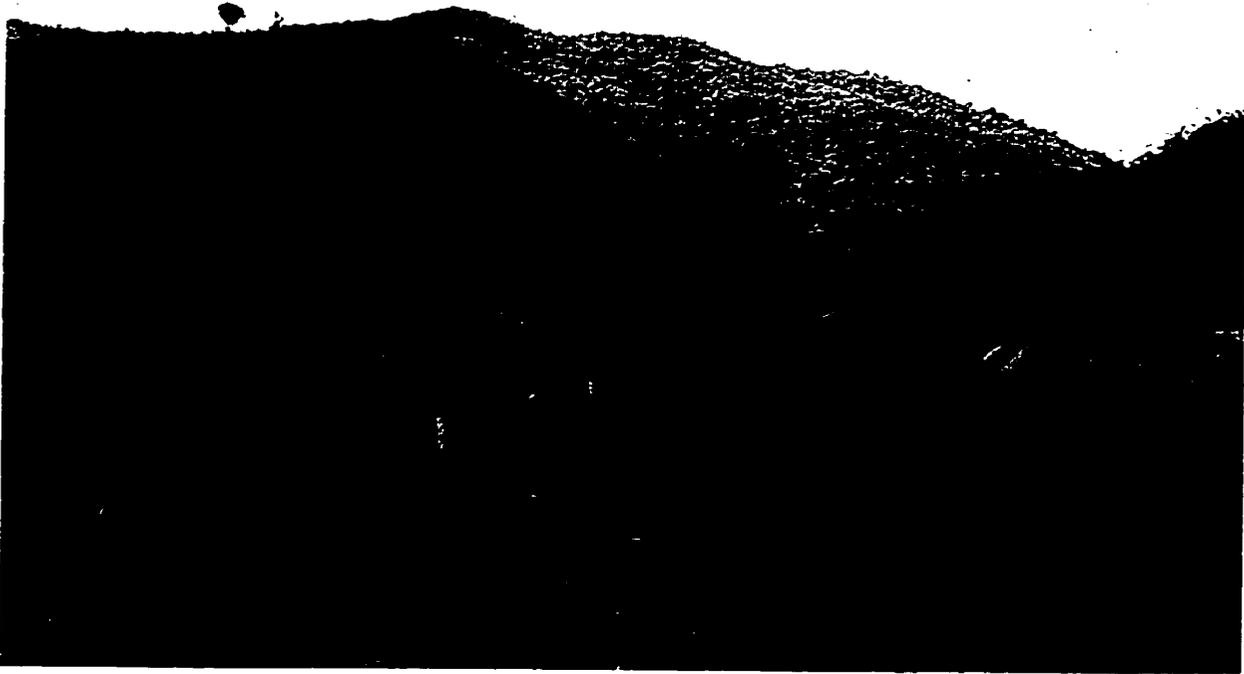


Photo 11. Lieng S'Ron. Bamboueraie sur les collines (Lam Ha).

(cliché S. Déry, 20.06.1997)



Photo 12. Lieng S'Ron. Village de Da R'Doum (Lam Ha).

(cliché S. Déry, 20.06.1997)



Photo 13 Lieng S' Ron, plaine du Krong No (Lam Ha).
(cliché S. Déry, 20.06.1997)

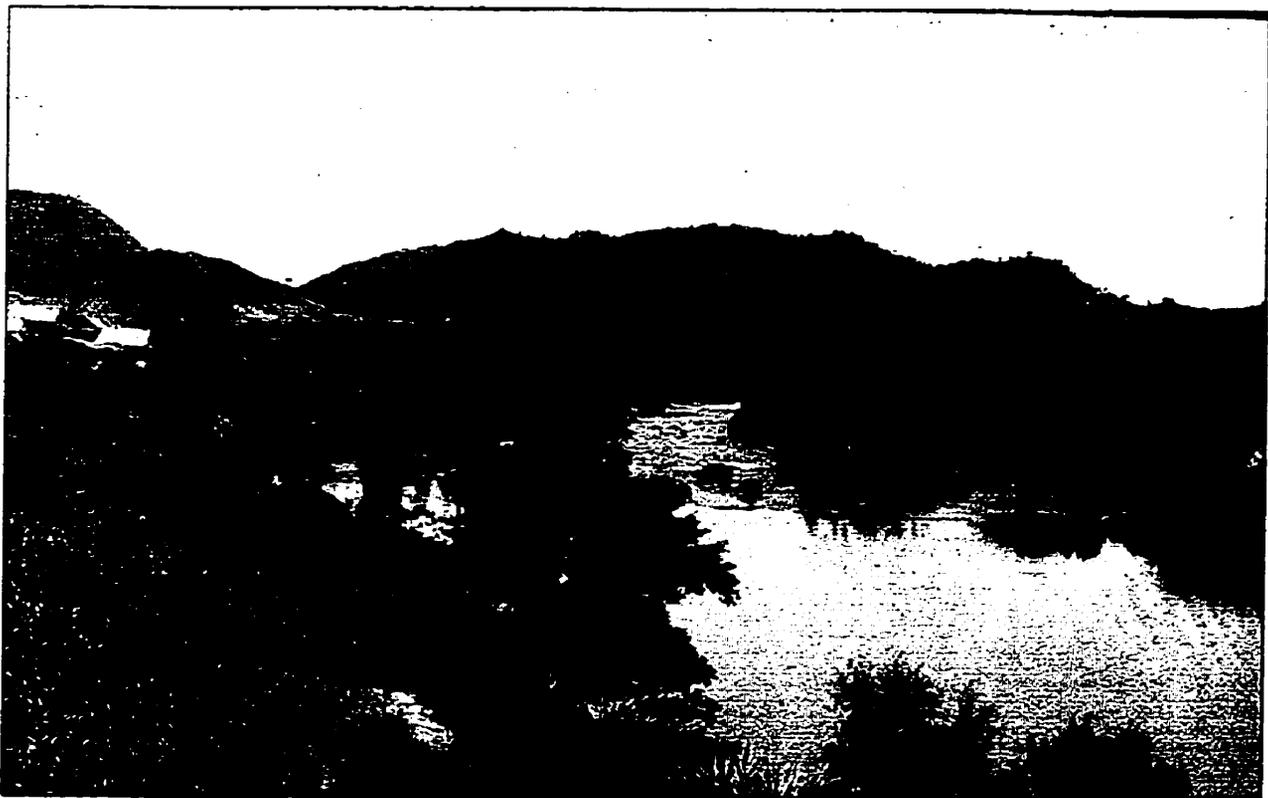


Photo 14 Rivière Krong No (dist. Lam Ha).
(cliché S. Déry, 20.06.1997)



Photo 15 Tan Ha. Réfugiés du Nord sur leurs nouvelles terres.
(Archives Csr, Sainte-Anne de Beupré, 1954)



Photo 16 Tan Ha. Village après quelques mois d'installation.
(Archives Csr, Sainte-Anne de Beupré, 1954)



Photo 17 Église de R'Lom construite par le Père Lapointe (Da Don, Lam Ha).
(cliché S. Déry, 7.11.1996)

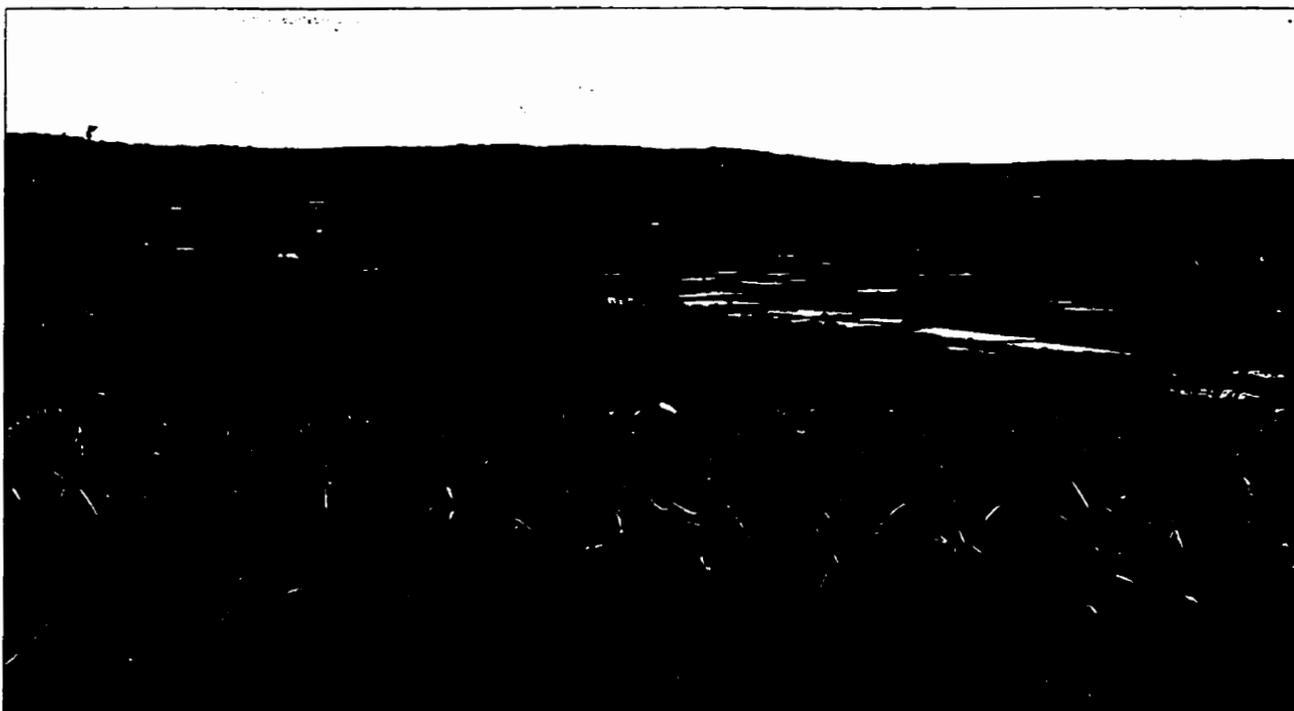


Photo 18 Hoai Duc. Talwegs et interfluves.
(cliché S. Déry, 7.11.1996)

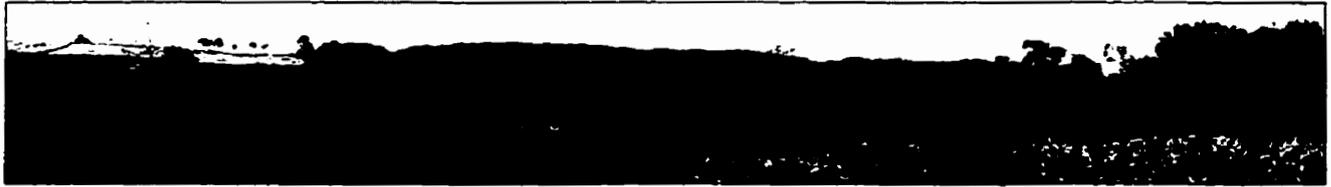


Photo 19-20 Hoai Duc (hameau #4). Dernières forêts de la commune.
(cliché S. Déry. 14.11.1996)



Photo 21 Phi Lieng (hameau de Poul). Jeunes caféiers.
(cliché S. Déry. 17.06.1997)

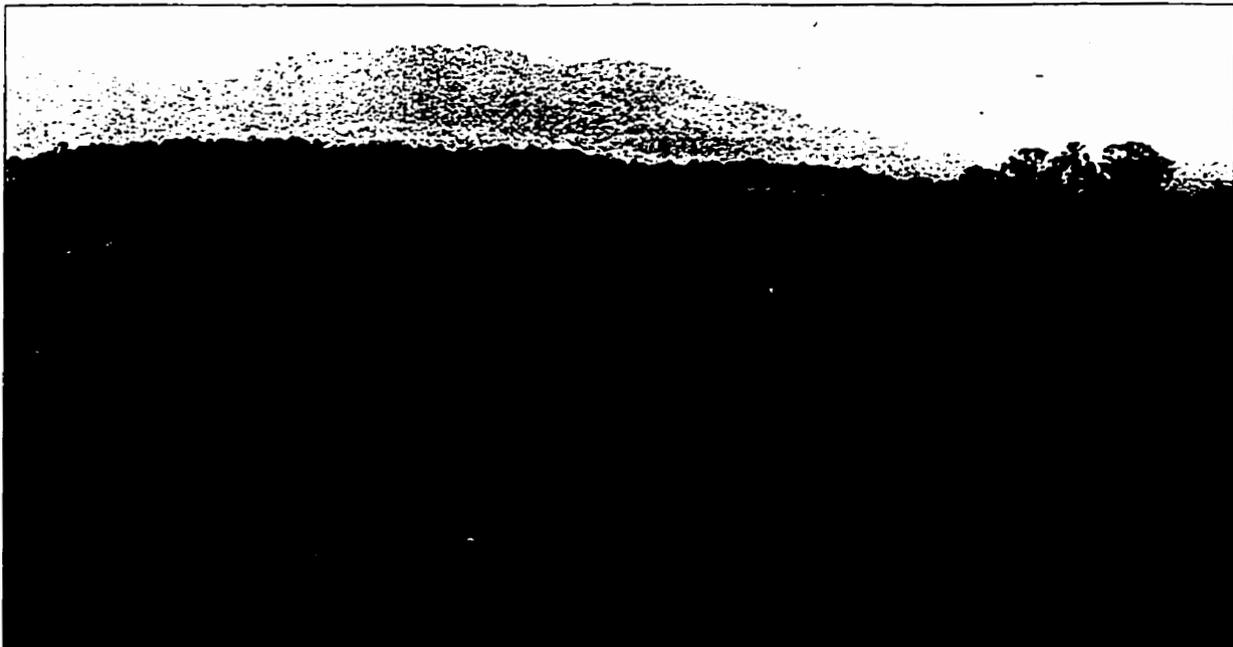


Photo 22 Phi Lieng (hameau de Poul). Jeunes caféiers et vallée déforestée.
(cliché S. Déry. 17.06.1997)

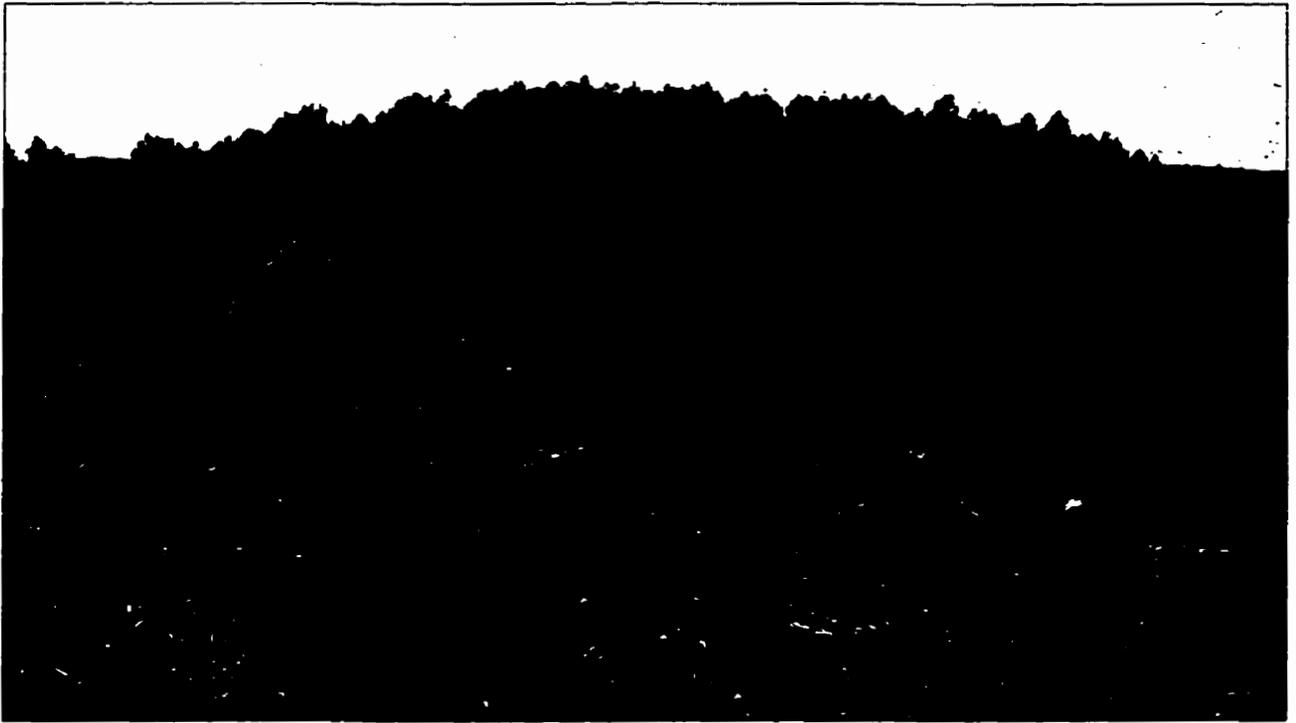


Photo 23 Da Don (hameau #4). Plantation de pins en cours de déforestation.
(cliché S. Déry, 9.11.1996)



Photo 24 Da Don (hameau #4). Plantation de pins en cours de déforestation.
(cliché S. Déry, 10.11.1996)



Photo 25 Hoai Duc. Pont vers le centre de la commune, fin 1996.
(cliché S. Déry, 10.1996)



Photo 26 Hoai Duc. Pont vers le centre de la commune, juin 1997.
(cliché S. Déry, 6.06.1997)

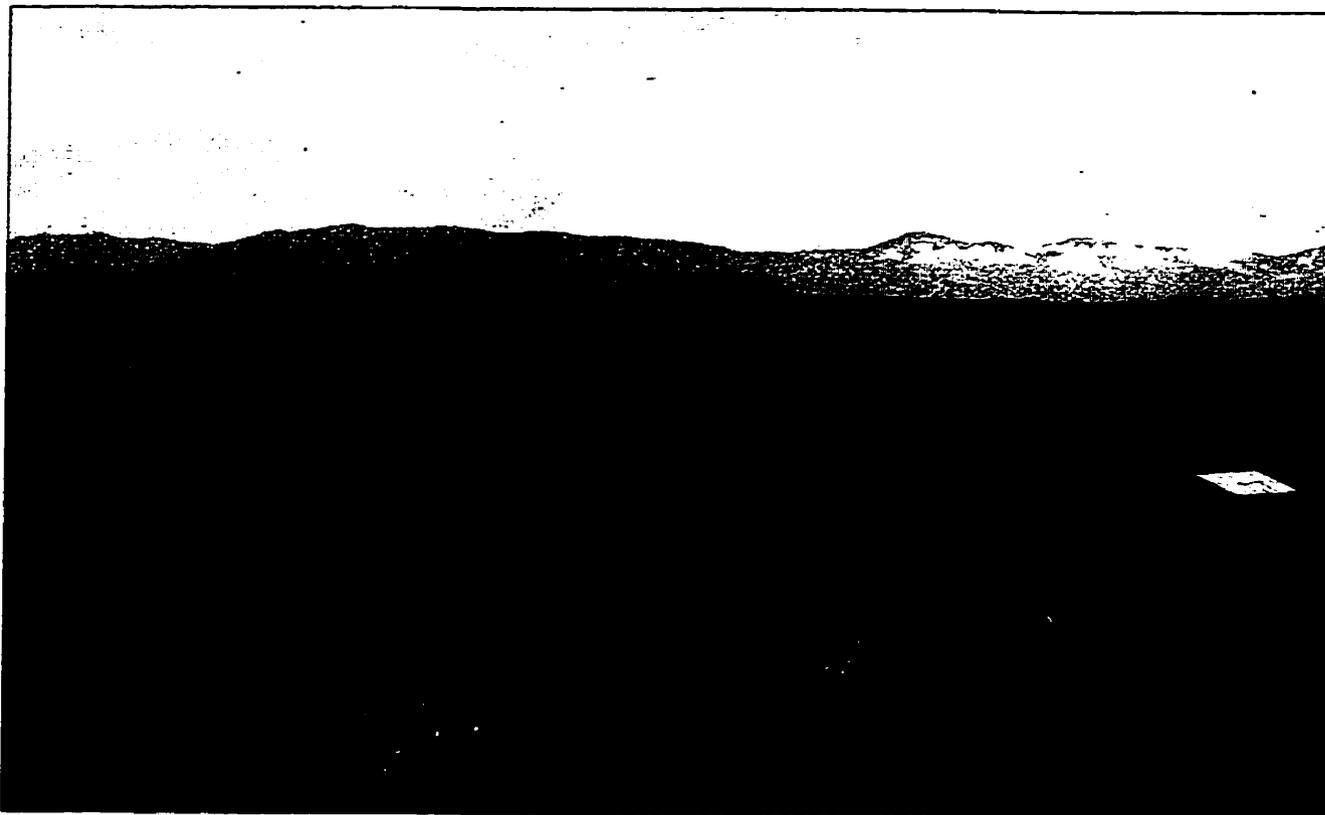


Photo 27 Da Don (hameau #4). Plantation de café sur «sol forestier» (dat lam nghiep).
(cliché S. Déry, 9.11.1996)

BIBLIOGRAPHIE

L'Asie nouvelle (1937), no 56.

BADIE, Bertrand (1990) L'État moderne: le point de vue du politologue. In Noël Coulet et Jean-Philippe Genet (éds) *L'État moderne: le droit, l'espace et les formes de l'État. Actes du colloque tenu à la Baume Les Aix, 11-12 octobre 1984*. Paris, Centre National de la Recherche Scientifique, pp. 211-218.

BAILLY, Antoine (1992) Les représentations en géographie. In Antoine Bailly *et al.* (éds) *Encyclopédie de géographie*. Paris, Economica, pp. 371-383.

BARRAU, Jacques (1972) Culture itinérante, culture sur brûlis, culture nomade, écobuage ou essartage? Un problème de terminologie agraire. *Études rurales*, 45:99-103.

BERESFORD, Melanie et FRASER, Lyn (1992) Political Economy of the Environment in Vietnam. *Journal of Contemporary Asia*, 22(1):3-19.

BERGERET, Pascal (1995) Un tournant de l'agriculture vietnamienne. *Études vietnamiennes*, pp. 18-32.

BERGERET, Pascal (1996) Vietnam. Le nouvel ordre foncier. *Courrier de la planète*, 34 (mai-juin): 36-37.

BERNARD, Stéphane (1994) L'évolution récente du couvert forestier de l'Asie du Sud-Est: essai cartographique et analyse statistique. In Rodolphe De Koninck (éd.) *Le défi forestier en Asie du Sud-Est/The Challenge of the Forest in Southeast Asia*. Québec, GÉRAC, (Documents du GÉRAC n° 7), pp. 17-32.

BERNARD, Stéphane (1995) *Le défi forestier dans la péninsule malaise: contribution à l'étude des processus de transformation et de mise en valeur des espaces forestiers de l'état de Pahang*. Québec, Université Laval, Département de géographie, mémoire de maîtrise

BERNARD, Stéphane (1997) *Intensification de la mise en valeur et stratégies de gestion du territoire en Malaysia: vers la réalisation de "Vision 2020"*. Université Laval, Projet de thèse.

BERNARD, Stéphane et DE KONINCK, Rodolphe (1996) The retreat of the forest in Southeast Asia: A cartographic assessment. *Singapore Journal of Tropical Geography*, 17(1): 1-14.

BERNARD, Stéphane et DÉRY, Steve (1994) Le sort des forêts d'Asie du Sud-Est: une bibliographie. In Rodolphe De Koninck (éd.) *Le défi forestier en Asie du Sud-Est/The Challenge of the Forest in Southeast Asia*. Québec, GÉRAC, (Documents du GÉRAC n° 7), pp. 133-162.

BINNS, Bernard O. (1952) *La colonisation agricole*. Rome, FAO, 43 p.

BLOCKMANS, Wim et GENET, Jean-Philippe, éds (1993) *Visions sur le développement des États européens. Théories et historiographies de l'État moderne. Actes du colloque organisé par la Fondation européenne de la science et l'École française de Rome (Rome, 18-31 mars*

- 1990). Rome, École française de Rome et Palais Farnèse, (Collection de l'École française de Rome, no 171), 336 p.
- BOUAULT, J. (1930) *Géographie de l'Indochine. L'Annam*. Imprimerie d'Extrême-Orient.
- BOULBET, Jean (1952) Modes et techniques du pays Ma'. Paris, *Bulletin de l'École Française d'Extrême-Orient*, 52:359-412+
- BOULBET, Jean (1966) Le Miir, culture itinérante avec jachère forestière en pays maa' (région de Blao - bassin du fleuve Daa' Döong (Dông Nai)). Paris, *Bulletin de l'École Française d'Extrême-Orient*, 77-98
- BOULBET, Jean (1967) *Pays des Maa'. Domaine des génies. Nggar Maa', Nggar Yaang. Essai d'ethno-histoire d'une population proto-indochinoise du Viêt Nam central*. Paris, École Française d'Extrême-Orient, 152 p.
- BOULBET, Jean (1975) *Les paysans de la forêt*. Paris, École Française d'Extrême-Orient, 147 p.
- BOULBET, Jean (1984) *Forêts et pays*. Paris, École Française d'Extrême-Orient, 134 p.
- BRASSARD, François (1997) *Le bois-énergie parmi les communautés des hautes terres du Viêt Nam. Évolution des besoins en bois-énergie et capacité de production des forêts dans le district de Don Duong, au Lam Dong*. Université Laval, 135 p., M.Sc., Département des Sciences du bois et de la forêt, Faculté de foresterie et de géomatique
- BRIFFAULT, Camille (1912) *La cité annamite* (3 volumes). Paris, Librairie coloniale et orientaliste (cité par Hickey, 1982a).
- BROCHEUX, Pierre et HÉMERY, Daniel (1995) *Indochine. La colonisation ambiguë 1858-1954*. Paris, La découverte, (Textes à l'appui/ série histoire contemporaine), 431 p.
- BROWN, Katrina et PEARCE, David W., eds (1994) *The Causes of Tropical Deforestation. The Economic and Statistical Analysis of factors giving rise to the loss of the tropical forests*. London, UCL Press, 338 p.
- BRUNET, Roger et DOLLFUS, Olivier (1990) *Mondes nouveaux*. Paris, Hachette / RECLUS, vol. 1. (Géographie Universelle).
- BUI CACH TUYEN (1995) Community-based Natural Resources Management in Lam Dong province in the Highlands of Southern Vietnam. In Terry Rambo *et al.* (eds) *The Challenges of Highland Development in Vietnam*. Hawaii / Hanoi / Berkeley, East-West Center / Centre for Natural Resources and Environmental Studies / Centre for Southeast Asian Studies, 131-142.
- BUREL, Laurent (1995) L'action missionnaire française en Centre et Nord Vietnam (1856-1883). *Revue française d'histoire d'Outre-mer*, 82(309):489-503.
- CAO VAN LUONG (1966) La lutte des minorités nationales du Tay Nguyen. *Études vietnamiennes*, (8):115-137.
- CENTRE FOR POPULATION AND HUMAN RESOURCES STUDIES (CPHRS) (1993) *State of the ART report on spontaneous migration in Vietnam*. Centre for Population and Human Resources Studies, Project VIE/93/P02.

- CHABOT, Lyne (1994) La forêt indonésienne: un recul aux causes multiples. In Rodolphe De Koninck, (éd.) *Le défi forestier en Asie du Sud-Est/The Challenge of the Forest in Southeast Asia*. Québec, GÉRAC, (Documents du G.É.R.A.C. no 7), pp. 49-66.
- CHABOT, Lyne (1996) *Le défi forestier en Indonésie: entre l'expansion agricole et l'exploitation commerciale. Le cas de Jambi, Sumatra*. Québec, Université Laval, Département de géographie, mémoire de maîtrise.
- CHESNEAUX, Jean (1971) L'implantation géographique des intérêts coloniaux au vietnam et ses rapports avec l'économie traditionnelle. In Jean Chesneaux et al. (éds) *Tradition et révolution au Vietnam*. Paris, Anthropos, pp. 74-88.
- CHESNEAUX, Jean et al. (1971) *Tradition et révolution au Vietnam*. Paris, Anthropos, 499 p.
- CHIFFOLEAU, Yuna et DREYFUS, Fabrice (1997) Pratiques rizicoles et dynamiques sociales dans la plaine des Joncs au sud du Vietnam: éléments clés pour une nouvelle vulgarisation. *Cahiers Agriculture / Agriculture et Développement*, 6 / 15: 429-436 / 111-118
- CIMA, Ronald J., éd. (1989) *Vietnam: a country study*. Washington D.C., US G.P.O., Library of congress, Federal Research division, 386 p.
- CLAVAIROLLE, Françoise (1996) Production de la soie au Viêt-nam: les aléas d'une «transition». *Cahiers Agriculture*, 5: 435-444
- CLAVAL, Paul (1994) *Géopolitique et géostratégie. La pensée politique, l'espace et le territoire au XXe siècle*. Paris, Nathan, (Géographie), ed. Pitte, Jean-Robert. ,189 p.
- COLLECTIF (1971) *Atlas des Forêts du monde (Weltforstatlas)*. Hambourg, Édition Paul Parey, 272 p.
- COLLECTIF (1968) *World atlas of agriculture*. Novara, Istituto geographico de Agostini, 62 planches.
- COLLECTIF (1995) *Le Petit Robert*. Paris, Dictionnaires Le Robert, 2552 p.
- COLLINS, N. Mark, éd. (1990) *The Last Rain Forests. A World Conservation Atlas*. New York, Oxford University Press, 200 p.
- COLLINS, N. Mark et al., éds (1991) *The Conservation Atlas of Tropical Forests. Asia and the Pacific*. New York, London, Toronto, Simon and Schuster for IUCN, 222 p.
- COMITÉ POUR LA COORDINATION DES ÉTUDES SUR LE BASSIN INFÉRIEUR DU MÉKONG (1968) *Atlas des ressources physiques, économiques et sociales du bassin inférieur du Mékong*. New York, USAID/ Engineer Agency fo Resources Inventories/ Tennessee Valley Authority, 257 p.
- CONDOMINAS, Georges (1951) Aspects of a minority problem in Indochina. *Pacific Affairs*, 24(1):77-82.
- CONDOMINAS, Georges (1957) *Nous avons mangé la forêt de la Pierre-Génie Gôo*. Paris, Flammarion, réédition en 1974, 434 p.
- CONDOMINAS, Georges (1963) Minorités ethniques autochtones en Asie du Sud-Est. *Politique étrangère*, (1)

- CONDOMINAS, Georges (1971) Vietnamiens et montagnards du centre et sud-Vietnam. In Jean Chesneaux *et al.* (éds) *Tradition et révolution au Vietnam*. Paris, Anthropos, pp. 135-146.
- CONDOMINAS, Georges (1980) *L'espace social à propos de l'Asie du Sud-Est*. Paris, Flammarion, 539 p.
- CONDOMINAS, Georges (1983) Aspects écologiques d'un espace social restreint en Asie du Sud-Est. Les Mnong Gar et leur environnement. *Études Rurales*, (89-90-91, janv.-sept.):11-76.
- CONDOMINAS, Georges (1995a) Les Mnong et les Maa'. In Christine Hemmet (éd.) *Montagnards des pays d'Indochine*. Ville de Boulogne-Billancourt, Sépia, pp. 115-131.
- CONDOMINAS, Georges (1995b) Les peuples d'Indochine. In Christine Hemmet (éd.) *Montagnards des pays d'Indochine*. Ville de Boulogne-Billancourt, Sépia, pp. 9-15.
- CONDOMINAS, Louis (1988) *La chasse et autres essais*. Paris, L'Harmattan, présenté par Georges Condominas. 186 p.
- CRYSTAL, Eric (1995) Coffee and culture: smallholders, minorities, and plantations in Highland Southeast Asia. In Terry Rambo *et al.* (eds) *The Challenges of Highland Development in Vietnam*. Hawaii / Hanoi / Berkeley, East-West Center / Centre for Natural Resources and Environmental Studies / Centre for Southeast Asian Studies, 169-178.
- CU HOA VAN (1991) Bilan de la sédentarisation des ethnies minoritaires au Vietnam. *Études vietnamiennes*, pp.6-15
- DAO THE TUAN (1995) Typologies d'exploitations agricoles, dynamique de diversification et macrocontraintes. Quelques leçons méthodologiques d'une expérience au Vietnam. *Études vietnamiennes*, pp.: 68-76
- DAO THE TUAN (1995) Coup d'oeil sur l'agriculture au Vietnam depuis la révolution de 1945. *Études vietnamiennes*, pp.: 7-17
- DAO THE TUAN (1997) Les transformations rurales récentes au Vietnam. *Cahiers Agricultures / Agriculture et Développement*, (6 / 15):331-336 / 13-18.
- DE HARTINGH, Bertrand (1996) *Indépendance et dépendance, puissance et impuissance vietnamienne. La cas de la république démocratique du Viêt Nam, décembre 1953 - janvier 1957. (2 volumes)*. Université Paris-I Panthéon-Sorbonne, thèse de doctorat, 870 p.
- DE KONINCK, Rodolphe (1979a) Comment capturer le potentiel productif des petits paysans: notes sur la modernisation de la riziculture en Malaisie et en Indonésie. *Anthropologie et Sociétés*, 3(3):87-108.
- DE KONINCK, Rodolphe (1979) The Integration of the Peasantry: Examples from Malaysia and Indonesia. *Pacific Affairs*, 52(2, été):265-293.
- DE KONINCK, Rodolphe (1981) Enjeux et stratégies spatiales de l'État en Malaisie. *Hérodote*, (21):84-115.
- DE KONINCK, Rodolphe (1984) Pourquoi les paysans? *Cahiers de Géographie du Québec*, 28(73-74):261-274.

- DE KONINCK, Rodolphe (1986) La paysannerie comme fer de lance territorial de l'État. *Cahiers des Sciences Humaines*, 22(3-4):355-370.
- DE KONINCK, Rodolphe (1986) Les politiques du développement agricole en Malaysia ou l'impatience de l'État tutélaire. *Archipel*, 31:131-153.
- DE KONINCK, Rodolphe (1989) Où sont les Philippines? *Hérodote*, (52):45-56.
- DE KONINCK, Rodolphe (1992) *Who really eats up the forests of Southeast Asia: The swiddeners, the loggers, the settlers or the State?*, communication présenté à la Fifth Annual Conference of the Northwest Regional Consortium for Southeast Asian Studies, UBC, Vancouver, 16-18 Octobre 1992, 10f.
- DE KONINCK, Rodolphe (1993) La paysannerie et l'État: une affaire de compromis... à suivre. *Espaces Temps*, (53/54):130-144.
- DE KONINCK, Rodolphe (1994a) *L'Asie du Sud-Est*. Paris, Masson, (Collection Géographie), 317 p.
- DE KONINCK, Rodolphe (1994b) La véritable nature du défi forestier tropical. In Rodolphe De Koninck (éds) *Le défi forestier en Asie du Sud-Est/The Challenge of the Forest in Southeast Asia*. Québec, GÉRAC, (Documents du G.É.R.A.C no 7), pp. 1-16.
- DE KONINCK, Rodolphe, éd. (1994c) *Le défi forestier en Asie du Sud-Est. The Challenge of the forests in Southeast Asia*. Québec, Université Laval, (Documents du GÉRAC, no 7), 162 p.
- DE KONINCK, Rodolphe (1996) The Peasantry as the Territorial Spearhead of the State in Southeast Asia: The Case of Vietnam. *Sojourn. Journal of Social Issues in Southeast Asia*, 11(2):231-258.
- DE KONINCK, Rodolphe (1997a) *Le recul de la forêt au Vietnam*. Ottawa, Éditions du CRDI, 97 p.
- DE KONINCK, Rodolphe (1998) La logique de la déforestation. *Cahiers d'Outre-mer*, 204(51): 339-366.
- DE KONINCK, Rodolphe (1999) *Le Monde à la carte. Cahiers d'exercices*. Cap Rouge, Presses Interuniversitaires (4e édition), 246 p.
- DE KONINCK, Rodolphe (1999) Southeast Asian Agriculture since the sixties: Economic and Territorial Expansion. In Chia Lin Sien, ed. *Southeast Asia Transformed: A Geography of Change*. Singapour, ISEAS.
- DE KONINCK, Rodolphe *et al.* (1996) Les fronts pionniers du Centre du Vietnam: Évolution démographique et empreinte toponymique. *Annales de géographie*, 105(590):395-412.
- DE KONINCK, Rodolphe et DÉRY, Steve (1997) Agricultural expansion as a tool of population redistribution: Southeast Asian examples. *Journal of Southeast Asian Studies*, 28(1): 1-26
- DE KONINCK, Rodolphe et ROCHE, Yann (1996) The Forest Challenge in Vietnam: A Challenge for Researchers. In Geoffrey Hainsworth et Julie Trang Nguyen (eds) *Socio-*

economic aspects of environmental management: comparative experience from Southeast Asia. Vancouver, UBC, CSEAR Research Monographs Series (no 12-14), pp.:99-105.

- DE LA RONCIÈRE, Charles M. (1990) L'État moderne: le point de vue de l'historien. In Noël Coulet et Jean-Philippe Genet (éds) *L'État moderne: le droit, l'espace et les formes de l'État. Actes du colloque tenu à la Baume Les Aix, 11-12 octobre 1984*. Paris, Centre National de la Recherche Scientifique, pp. 219-227.
- DE VIENNE, Marie-Sybille (1994) *L'économie du Viêt-Nam (1955-1995). Bilan et prospective*. Paris, CHEAM, 223 p.
- DEBEIR, Jean-Claude et al. (1986) *Les servitudes de la puissance. Une histoire de l'énergie*. Paris, Flammarion, 428 p.
- DÉRY, Steve (1993) *Le commerce du bois en Asie du Sud-Est: les formes de son intégration au marché mondial*. Québec, Université Laval, Mémoire de baccalauréat non publié, 79 p.
- DÉRY, Steve (1994) L'évolution récente du commerce du bois en Asie du Sud-Est. In Rodolphe De Koninck, (éd.) *Le défi forestier en Asie du Sud-Est/The Challenge of the Forest in Southeast Asia*. Québec, GÉRAC, (Documents du GÉRAC n° 7), pp. 115-132.
- DÉRY, Steve (1995) *Expansion agricole et déforestation: le modèle sud-est asiatique*. Québec, Université Laval, Département de géographie, mémoire de maîtrise, 177 p.
- DÉRY, Steve (1996) Expansion agricole et déforestation: le modèle sud-est asiatique. *Cahiers de Géographie du Québec*, 40(109):29-48.
- DÉRY, Steve (1999) Évolution des territoires agricoles et forestiers en Thaïlande: une interprétation cartographique. *Cahiers d'Outre-mer*, 52(205):35-58.
- DÉRY, Steve et DRICOT, Estelle (1997) Expansion agricole et déforestation: les cas de la Thaïlande et de la Birmanie. In Rodolphe De Koninck, et Christine Veilleux (éds) *L'Asie du Sud-Est face à la mondialisation: Les nouveaux champs d'analyse/Southeast Asia and globalization: New Domains of Analysis*. Québec, GÉRAC, Institut des hautes études internationales, (Documents du GÉRAC, no 11), pp. 157-177.
- DESBARATS, Jacqueline (1987) Population Redistribution in the Socialist Republic of Vietnam. *Population and Development Review*, 13(1):43-76
- DEVILLERS, Philippe (1971) Viêt Nam. In *L'Asie du Sud-Est. Tome II*. Paris, Sirey, pp. 721-924.
- DO DINH SAM (1994) *Shifting Cultivation in Vietnam: Its social, economic and environmental values relative to alternative land use*. International Institute for Environment and Development, (IIED Forestry and Land Use Series No. 3), c60 p.
- DOAN VAN TOAI (1979) *Le Goulag vietnamien*. Paris, Robert Laffont, récit recueilli par Michel Voirol. 343 p.
- DOBBY, Ernest Henry George (1973) *Southeast Asia*. London, University of London Press, 415 p.
- DOLLFUS, Olivier (1971) *L'analyse géographique*. Paris, Presses Universitaires de France (Collection «Que sais-je?»), 124 p.

- DOURNES, Jacques (1948) Structure sociale des montagnards du Haut-Donnai: Tribu de Riziculteurs. *Bulletin de la Société des Études Indochinoises*, (24):101-106.
- DOURNES, Jacques (1974) Le milieu jörai. Éléments d'ethno-écologie d'une ethnie indochinoise. *Études rurales*, (53-54-55-56):487-503.
- DOURNES, Jacques (1980) *Minorities of central Vietnam. Autochthonous Indochinese Peoples*. London, New Edition 1980 (Minority Right Group, report no 18), 20 p.
- DOVE, M. (1983) Theories of Swidden Agriculture and the Political Economy of Ignorance. *Agroforestry Systems*, (1):85-99.
- DUBY, Georges (1962) *L'économie rurale et la vie des campagnes dans l'occident médiéval (France, Angleterre, Empire, IXe-XVe siècles). Essai de synthèse et perspectives de recherches*. Paris, Aubier, 366 p.
- DURAND, Frédéric (1994) *Les forêts en Asie du Sud-Est. Recul et Exploitation. Le cas de l'Indonésie*. Paris, L'Harmattan, 411 p.
- EVANS, Grant (1992) Internal colonialism in the Central Highlands of Vietnam. *Sojourn*, 7(2):274-304.
- F.A.O. (1947-1992) *Annuaire F.A.O. de la production/F.A.O. Production Yearbook*. Rome, Organisation des Nations Unis pour l'alimentation et l'agriculture, ed. FAO. ,
- F.A.O. (1947-1992) *Annuaire F.A.O. du commerce/F.A.O. Trade Yearbook*. Rome, Organisation des Nations Unis pour l'alimentation et l'agriculture, ed. FAO. ,
- FISHER, C.A. (1966) *South-East Asia. A Social, Political and Economic Geography*. London, Methuen, 2^e édition, 831 p.
- FOSSAERT, Robert (1996) *L'avenir du socialisme*. Paris, Stock, 452 p.
- FOURNIAU, Charles (1989) La frontière sino-vietnamienne et le face à face franco-chinois à l'époque de la conquête du Tonkin. In P.B. Lafont (éd.) *Les frontières du Vietnam. Histoire des frontières de la Péninsule Indochinoise*. Paris, L'Harmattan, pp. 85-103.
- GAY, Bernard (1989) La frontière Vietnamo-Lao de 1893 à nos jours. In P.B. Lafont (éd.) *Les frontières du Vietnam. Histoire des frontières de la Péninsule Indochinoise*. Paris, L'Harmattan, pp. 204-232.
- GAYTON, Don (1997) Terms of endangement. *Canadian Geographic*, 117(3, mai/juin): 30-41.
- GENERAL STATISTICAL OFFICE (1995a) *Ket qua tong dieu tra nong thon va nong nghiep. Nam 1994* (3 volumes). Ha Noi, Statistical Publishing House, 771, 705 et 635 p.
- GENERAL STATISTICAL OFFICE (1995b) *So lieu thong ke tinh hình co ban va co so ha tang nong thon Viet nam*. Ha Noi, Statistical Publishing House, 523 p.
- GENERAL STATISTICAL OFFICE (1996) *Statistical Data of Agriculture, Forestry and Fishery, 1985-1995*. Ha Noi, Statistical Publishing House, 411 p.

- GENET, Jean-Philippe (1990a) *L'État moderne: Genèse. Bilans et perspectives. Actes du Colloque tenu au CNRS à Paris les 19-20 septembre 1989*. Paris, Centre National de la Recherche scientifique, 352 p.
- GENET, Jean-Philippe (1990b) *L'État moderne: un modèle opératoire? In Jean-Philippe Genet (éd.) L'État moderne: Genèse. Bilans et perspectives. Actes du Colloque tenu au CNRS à Paris les 19-20 septembre 1989*. Paris, Centre National de la Recherche scientifique, pp. 261-281.
- GENET, Jean-Philippe (1990c) *La typologie de l'État moderne, le droit, l'espace. In Noël Coulet et Jean-Philippe Genet (éds) L'État moderne: le droit, l'espace et les formes de l'État. Actes du colloque tenu à la Baume Les Aix, 11-12 octobre 1984*. Paris, Centre National de la Recherche Scientifique, pp. 7-14.
- GENET, Jean-Philippe et TILLIETTE, Jean-Yves, éds (1991) *Théologie et droit dans la science politique de l'État moderne. Actes de la table ronde organisée par l'École française de Rome avec le concours du CNRS (Rome, 12-14 novembre 1987)*. Rome, École française de Rome et Palais Farnèse, (Collection de l'École française de Rome, no 147), 398 p.
- GODON, Philippe et NGUYEN GIA QUOC (1997) *Systèmes de culture intercalaires d'hévéas et d'anacardiens. Cahiers Agricultures/Agriculture et développement, (6/15):487-92/169-174*.
- GOUROU, Pierre (1936) *Les paysans du delta tonkinois*. Paris, Publications de l'École française d'Extrême-Orient, réimpression 1966, (Publications de l'École française d'Extrême-Orient n° 26), 666 p.
- GOUROU, Pierre (1938) *La Chaîne annamitique méridionale. Annales de géographie, 47(265): 75-78*
- GOUROU, Pierre (1947) *L'avenir de l'Indochine*. Paris, Paul Hartmann, (Centre d'Études de Politique Étrangère. Section Information no 21), 54 p.
- GOUROU, Pierre (1964) *L'Asie*. Paris, Hachette, 608 p.
- GOUROU, Pierre et ROBEQUAIN, Charles (1938) *Indochine française. Annales de géographie, 47(265): (2 pages)*
- HARDY, Andrew (1993) *Politiques et expériences en matière de migration au Vietnam pendant le XXème siècle*. Université de Paris 7 Jussieu, DEA d'histoire
- HARRISON, Robert (1992) *Forêts. Essais sur l'imaginaire occidental*. Paris, Flammarion, 398 p.
- HENRY, Yves (1931) *Terres rouges et terres noires de l'Indochine*. Ha Noi.
- HENRY, Yves (1932) *L'économie agricole de l'Indochine*. 692 p.
- HICKEY, Gerald C. (1982a) *Sons of the Mountains: Ethnohistory of the Vietnamese Central Highlands to 1954*. New Haven and London, Yale University Press,
- HICKEY, Gerald C. (1982b) *Free in the Forest: Ethnohistory of the Vietnamese Central Highlands 1954-1976*. New Haven and London, Yale University Press, 350 p.

- HILL, R. (1984) Aspects of Land Development in Vietnam. *Contemporary Southeast Asia*, :389-402.
- HILL, R. (1985) Primitives to Peasants ? The Sedentarization of the Nomads in Vietnam. *Pacific Viewpoint*, 26(2):449-459.
- HILL, R. et CHEUNG, M.B. (1986) Vietnamese Agriculture: Rhetoric and Reality. *Contemporary Southeast Asia*, 7(4):292-305.
- HOLZER, Roland H. (1963) *La colonisation agricole planifiée en Amérique du Sud par les immigrations européens*. Freiburg, Johannes Krause, 209 p.
- HY VAN LUONG (avec la collaboration de Nguyen Dac Bang), (1992) *Revolution in the village. Tradition and transformation in North Vietnam, 1925-1988*. Honolulu, University of Hawaii Press, 272 p.
- I.T.M.B. et C.M.I. (1994) *An International Travel Map. Viet Nam*. Vancouver / Hanoi, ITMB Publishing / Cartographic Mapping Institute.
- JACOBY, Erich H. (1975) Evaluación e investigación relacionadas con programas y proyectos de reforma agraria y colonización (1971). In Jorge Martínez Ríos (éd.) *Seminario latinoamericano sobre reforma agraria y colonización*. Mexico, Universidad Nacional Autónoma de México, pp. 89-108.
- JEAN, Bruno (1985) *Agriculture et développement dans l'Est du Québec*. Sillery, Presses de l'Université du Québec, 431 p.
- JELLINEK, Georg (1911) *L'État moderne et son droit. Première partie. Théorie générale de l'État*. Paris, M. Giard & É. Brière, Vol. 1. Translated by Georges Fardis. (Bibliothèque internationale de droit public), ed. Jèze, Gaston. ,575 p.
- JELLINEK, Georg (1913) *L'État moderne et son droit. Deuxième partie. Théorie juridique de l'État*. Paris, M. Giard & É. Brière, Vol. 2. Translated by Georges Fardis. (Bibliothèque internationale de droit public), ed. Jèze, Gaston. ,593 p.
- JONES, Gavin W. et FRASER, Stewart E. (1982) Population resettlement policies in Vietnam. In G.W. Jones et H.V. Richter (éds) *Population Resettlement Programmes in Southeast Asia*. Canberra, Australian National University (Development Studies Centre, monograph no 30), pp. 113-133.
- JONES, Jeffrey R. (1988) Colonization in Central America. In Walther Manshard et William B. Morgan (éds) *Agricultural Expansion and Pioneer Settlement in the Humid Tropics*. Tokyo, The United Nations University, pp. 241-265.
- KAIN, Roger J. et BAIGENT, Elizabeth (1992) *The Cadastral Map in the Service of the State. A History of Property Mapping*. Chicago et London, The University of Chicago Press, 423 p.
- KERKVLIT, Benedict J. Tria (1995) Village-State Relations in Vietnam: The Effect of Everyday Politics on Decollectivization. *The Journal of Asian Studies*, 54(2, mai):396-418.
- KERKVLIT, Benedict J. Tria et PORTER, Doug J., éds (1995) *Vietnam's Rural Transformation*. Boulder, Westview Press, 251 p.

- LACOSTE, Yves (1976) *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*. Paris, Maspéro, 2e édition de 1982, 238 pages, (Petite collection Maspéro), 190 p.
- LACOSTE, Yves (1981) Mer de Chine ou mer de l'Asie du Sud-Est? *Hérodote*, (21):3-13.
- LAFONT, Yves (1997) *Dictionnaire de géopolitique*. Paris, Flammarion, 1699 p.
- LACOUTURE, Jean (1967) *Ho Chi Minh*. Paris, Éditions du Seuil, 253 p.
- LAFONT, Pierre Bernard, éd. (1989) *Les frontières du Vietnam. Histoire des frontières de la péninsule Indochinoise*. Paris, L'Harmattan (avec le concours du Centre National de la Recherche Scientifique), (Recherches Asiatiques, éd. Alain Forest), 265 p.
- LAFONT, Pierre Bernard *et al.* (1989) La notion de frontière dans la partie orientale de la péninsule indochinoise. In P.B. Lafont (éd.) *Les frontières du Vietnam. Histoire des frontières de la Péninsule Indochinoise*. Paris, L'Harmattan, pp. 12-24.
- LAMANT, Pierre-Lucien (1989) La frontière entre le Cambodge et le Viêt Nam du milieu du XIXe siècle à nos jours. In P.B. Lafont (éd.) *Les frontières du Vietnam. Histoire des frontières de la Péninsule Indochinoise*. Paris, L'Harmattan, pp. 156-181.
- LANGLET, Philippe (1989) La frontière sino-vietnamienne du XVIII^e au XIX^e siècle. In P.B. Lafont (éd.) *Les frontières du Vietnam. Histoire des frontières de la Péninsule Indochinoise*. Paris, L'Harmattan, pp. 70-80.
- LASSERRE, Frédéric (1997) *Vietnam: futur tigre d'Asie?* Québec, Gouvernement du Québec, 68 p.
- LATTIMORE, Owen (1940) *Inner Asian Frontiers of China*. Oxford, Oxford University Press (réimpression de 1988), 585 p.
- LE BA THAO (1997) *Vietnam. The country and its geographical regions*. Hanoi, The Gioi Publishers, 617 p.
- LE BERRE, M. (1992) Territoires. In A. Bailly *et al.* (éds) *Encyclopédie de géographie*. Paris, Economica, pp. 617-637.
- LE CAO DOAN (1995) Agricultural Reforms in Vietnam in the 1980s. In Norlund, Irene *et al.* (éds) *Vietnam in a Changing World*. Richmond, UK, Curzon Press, ed. Norlund, Irene *et al.*, pp. 109-124.
- LE DUY HUNG (1995) Some Issues of Fixed Cultivation and Sedentarization of Ethnic Minority People in Mountainous Areas of Vietnam. In Terry Rambo *et al.* (eds) *The Challenges of Highland Development in Vietnam*. Hawaii / Hanoi / Berkeley, East-West Center / Centre for Natural Resources and Environmental Studies / Centre for Southeast Asian Studies, 63-67.
- LEFEBVRE, Henri (1976) *De l'État. Tome II. De Hegel à Mao par Staline (La théorie «marxiste» de l'État)*. Paris, Union générale d'Éditions, Vol. 2. (Collection 10-18), 436 p.
- LE THAC CAN et VO QUY (1994) Vietnam: Environmental Issues and Possible Solutions. *Asian Journal of Environmental Management*, 2(2, nov.):69-77.
- LE THANH KHOI (1981) *Histoire du Viet-Nam: des origines à 1858*. Paris, Sudestasia, 452 p.

- LOHMANN, Larry (1993) Land, Power and Forest Colonization in Thailand. In Marcus Colchester et Larry Lohmann (éds) *The Struggle for Land and the Fate of the Forests*. London, The World Rainforest Movement, The Ecologist, Zed Books, pp. 198-227.
- MAC DUONG (1983) *Van de dan toc o Lam Dong*. Da Lat, So van hoa tinh Lam Dong xuất bản, 323 p.
- MAÎTRE, Henri (1912) *Les jungles moi*. Paris, Larose, 565 p.
- MAK PHOEUN (1989) La frontière entre le Cambodge et le Viêt Nam du XVIIe siècle à l'instauration du protectorat français présentée à travers les chroniques royales khmères. In P.B. Lafont (éd.) *Les frontières du Vietnam. Histoire des frontières de la Péninsule Indochinoise*. Paris, L'Harmattan, pp. 136-155.
- MANSARD, Walther et MORGAN, William B., éds (1988) *Agricultural expansion and pioneer settlements in the humid tropics*. Tokyo, The United Nations University, 305 p.
- MAURAND, P. (1943) *L'Indochine forestière*. Ha Noi, Imprimerie d'Extrême-Orient.
- MAUREL, Marie-Claude (1982) *Territoire et stratégies soviétiques*. Paris, Economica, 196 p.
- McVEDY, Colin et JONES, Richard (1978) *Atlas of World Population History*. Allen Lane,
- MICHAUD, Jean (1999) The Montagnards in Northern Vietnam from 1802 to 1975. A Historical Overview From Exogenous Sources. In Jean Michaud et J. Ovesen (éds) *Turbulent Times and Enduring Peoples. The Montagnards of Mainland Southeast Asia*. Curzon Press, London, 1999.
- MONBEIG, Pierre (1951) Les structures agraires de la frange pionnière de Sao-Paulo. *Les Cahiers d'Outre-mer*, 4(13, janv.-mars): 1-22.
- MORIN, J.G. (1955) Rapport de la visite canonique de la vice-province de Hue. Juillet-août 1955, manuscrit.
- MORISSONNEAU, Christian et ASSELIN, Maurice (1980) La colonisation au Québec: une décolonisation manquée. *Cahiers de Géographie du Québec*, 24(61 (avril)): 145-156.
- MUS, P. (1977) *L'angle de l'Asie*. Paris, Hermann, 269 p.
- N.H. CHI (1980) Vietnam: Culture of War. In Elliot L. Tepper (éd.) *Southeast Asia Exodus: From Tradition to Resettlement. Understanding Refugees from Laos, Kampuchea and Vietnam in Canada*. Ottawa, The Canadian Asian Studies Association, pp. 15-30.
- NGUYEN DINH DAU (1996) *Nghien cuu dia ba trieu nguyen. Binh Thuan*. Ho Chi Minh-Ville, comité populaire, 430 p.
- NGUYEN DUC BINH (1995) Rapport de recherche au projet CRDI «Le défi forestier au Vietnam».
- NGUYEN KHAC VIEN (1970) *Expériences vietnamiennes*. Introduction par Charles Fourniau. Paris, Éditions sociales, 270 p.
- NGUYEN KHAC VIEN (1974) Le développement agricole en république démocratique du Vietnam. *Études rurales*, (53-56): 505-512.

- NGUYEN KHAC VIEN (1987) *Vietnam, une longue histoire*. Hanoi, Editions en Langues Etrangères, 504 p.
- NGUYEN QUANG AN (1997) *Viet nam nhung thay doi dia danh a diag gioi dac don vi hanh chin, 1945-1997*. Ha Noi, Éditions Van Hoa - Thong tin
- NGUYEN THE ANH (1989) La frontière sino-vietnamienne du XIe au XVIIe siècle. In P.B. Lafont (éd.) *Les frontières du Vietnam. Histoire des frontières de la Péninsule Indochinoise*. Paris, L'Harmattan, pp. 65-69.
- NGUYEN THE ANH (1989b) Le Nam Tiên dans les textes vietnamiens. In P.B. Lafont (éd.) *Les frontières du Vietnam. Histoire des frontières de la Péninsule Indochinoise*. Paris, L'Harmattan, pp. 121-127.
- NGUYEN THE ANH (1989c) Établissement par le Viêt Nam de sa frontière dans les confins occidentaux. In P.B. Lafont (éd.) *Les frontières du Vietnam. Histoire des frontières de la Péninsule Indochinoise*. Paris, L'Harmattan, pp. 185-193.
- NGUYEN TRAN CAU (1995) Natural Conditions and Resources of the Tay Nguyen Highlands. In Terry Rambo et al. (eds) *The Challenges of Highland Development in Vietnam*. Hawaii / Hanoi / Berkeley, East-West Center / Centre for Natural Resources and Environmental Studies / Centre for Southeast Asian Studies, 31-37.
- NGUYEN VAN KY (1995) *La société Vietnamiennne face à la modernité. Le Tonkin de la fin du XIXe siècle à la seconde guerre mondiale*. Paris, L'Harmattan, 432 p.
- O.N.U. (1959) *Rapport du voyage d'étude sur la colonisation rurale en Asie et en Extrême-Orient*. New York, Nations Unies, 19 p.
- O.N.U. et al. (1959) *Les perspectives de développement économique de la République du Viet-Nam*. New York, Publications des Nations Unies, 321 p.
- PAPY, Louis (1951) La vallée du Sénégal: Agriculture traditionnelle et riziculture mécanisée. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 4(16):277-324.
- PELZER, Karl J. (1948) *Pioneer Settlement in The Asiatic Tropics: Studies in the Land Utilization and Agricultural Colonization in Southeastern Asia*. New York, American Geographical Society,
- PHAN KE BINH (1975) *Moeurs et coutumes du Vietnam*. Paris, École Française d'Extrême-Orient, Translated by Présentation et traduction annotée par Nicole Louis-Hénard. 431 p.
- POPKIN, Samuel, L. (1979) *The rational peasant: the political economy of rural society in Viet-Nam*. Berkeley, University of California Press, 306 p.
- QUINN-JUDGE, Paul (1982) Flushing out FULRO. *Far Eastern Economic Review*, 8 octobre: 14.
- RAFFESTIN, Claude (1980) *Pour une géographie du pouvoir*. Paris, LITEC, (Géographie Économique et Sociale. Tome XIII), 249 p.
- RAFFESTIN, Claude (1984) La territorialité: miroir des discordances entre tradition et modernité. *Revue de l'Institut de Sociologie*, (3-4):437-447.

- RAFFESTIN, Claude (1986a) Éléments pour une théorie de la frontière. *Diogène*, (134, avril-juin):3-21.
- RAFFESTIN, Claude (1986b) Territorialité: concept ou paradigme de la géographie sociale. *Geographica Helvetica*, (2):91-96.
- RAISON, Jean-Pierre (1968) La colonisation des terres neuves intertropicales. *Études rurales*, (31):5-112.
- RAMBO, Terry Rambo *et al.* (eds) (1995) *The Challenges of Highland Development in Vietnam*. Hawaii / Hanoi / Berkeley, East-West Center / Centre for Natural Resources and Environmental Studies / Centre for Southeast Asian Studies, 212 p.
- RAUNET, M. (1994) Esquisse des grands paysages agricoles du Viêt-Nam méridional. *Agriculture et développement*, (1, janv.): 29-38
- REGAUD, Nicolas (1992) *Le Cambodge dans la tourmente. Le troisième conflit indochinois, 1978-1991*. Paris, L'Harmattan.
- ROBEQUAIN, Charles (1948) *L'Indochne française*. Paris, Armand Colin, 224 p.
- ROSSI, Georges (1998) États, minorités montagnardes et déforestation. *Cahiers d'Outre-mer*, 51(204): 385-406.
- ROUSSEL, Aymeric et HOANG HUU CAI (1997) Expansion et développement agricoles: le cas de la province Đông Nai. *Cahiers Agricultures / Agriculture et Développement*, (6 / 15):463-472 / 145-154.
- SALEMINK, Oscar (1991) Mois and maquis. The invention and appropriation of Vietnam's Montagnards from Sabatier to the CIA. In George W. Stocking Jr(éd.) *Colonial Situations. Essays on the contextualization of ethnographic knowledge*. Madison, University of Wisconsin Press, pp. 243-283.
- SARGENT, Caroline (1991) *Land Use Issues. Forestry Sector Review. Tropical Forestry Action Plan-Vietnam*. Hanoi, Ministry of Forestry, UNDP and FAO, (Technical Report no. 1),36 p.
- SAURIN, E. (1970) *Carte géologique «Viet Nam - Cambodge - Laos» à l'échelle du 1:500 000. Notice sur la feuille de Nha-trang*. Dalat, Direction géographique nationale du Viet Nam, 69 p.
- SCHMID, M. (1974) *Végétation du Viêt-Nam. Le massif sud-annamitique et les régions limitrophes*. Paris, ORSTOM, (Mémoires ORSTOM no 74).
- SÉGUIN, Normand (1977) *La conquête du sol au 19e siècle*. Sillery, Boréal Express, 295 p.
- SEITZ, Paul (1975) *Des hommes debout. Les Montagnards du Sud-Vietnam*. Kontum, HNam in Kuenot, 170 p.
- SELIGSON, Mitchell A. (1980) *Peasants of Costa Rica and the Development of Agrarian Capitalism*. Madison, The University of Wisconsin Press, 220 p.
- SIKOR, Thomas (1995) Decree 327 and the Restoration of Barren Land in the Vietnamese Highlands. In Terry Rambo *et al.* (eds) *The Challenges of Highland Development in*

Vietnam. Hawaii / Hanoi / Berkeley, East-West Center / Centre for Natural Resources and Environmental Studies / Centre for Southeast Asian Studies, 143-157.

- SPENCER, J.E. (1966) *Shifting Cultivation in Southeastern Asia*. Berkeley, University of California Press, 247 p.
- STRAYER, Joseph R. (1979) *Les origines médiévales de l'État moderne*. Paris, Payot (traduit par Michèle Clément) (Critique de la politique), 159 p.
- TAILLARD, Christian (1983) Les transformations de quelques politiques agricoles socialistes en Asie entre 1978 et 1982. *Études rurales*, (89-90-91):111-143.
- TAM QUACH-LANGLLET (1989) La perception des frontières dans l'Ancien Viêt Nam à travers quelques cartes vietnamiennes et occidentales. In P.B. Lafont (éd.) *Les frontières du Vietnam. Histoire des frontières de la Péninsule Indochinoise*. Paris, L'Harmattan, pp. 25-62.
- TEULIÈRES, Roger (1961) La culture du caféier au Sud Viet-Nam. *Les Cahiers d'Outre-mer*, 14(55):293-316.
- TEULIÈRES, Roger (1962) Les paysans vietnamiens et la réforme rurale au Sud Viêt-Nam. *Cahiers d'Outre-mer*, 15(57):47-84.
- THAI VAN KIEM (1956) *Viet-Nam d'hier et d'aujourd'hui*. Paris, Tanger, Saïgon, Commercial Transworld Editions, sous le patronage du département de l'Éducation du Viêt-Nam et de l'UNESCO, 328 p.
- TRAN DAC DAN et DÉRY, Steve (1999) La migration spontanée vers les Hauts plateaux du Centre du Viêt-nam: un défi pour le développement durable. In Rodolphe De Koninck, et al. (éds) *Identités, territoire environnement en Asie du Sud-Est / Identities, Territory and Environment in Southeast Asia*. Québec, GÉRAC, Institut des hautes études internationales, (Documents du GÉRAC, no 13), pp. 211-222.
- TRAN HOANG KIM (1996) *Tiem Nang Kinh Te Tay Nguyen / Economic Potential of the Central Highlands*. Ha Noi, Nha xuất bản thống kê / Statistical Publishing House, 165 p.
- TRAN SI THU (1992) *Một số vấn đề về dân số Lam Dong / Some Problems about Lam Dong Population*. Da Lat, Office of Statistics, 143 p.
- TRÉBUIL, Guy (1995) Pioneer Agriculture, Green Revolution and Environmental Degradation in Thailand. In Jonathan Rigg (éd.) *Counting the Costs. Economic Growth and Environmental Change in Thailand*. Singapour, Institute of Southeast Asian Studies, pp. 67-89.
- TRUONG TRO et VUONG LAM (1993) *Dalat. Ville d'altitude. Centenaire de Dalat (1893-1993)*. Ho Chi Minh-Ville, Comité populaire, 352 p.
- TUYEN DUC (ca1972) *Dia Phuong Chia Tinh Tuyen Duc*. 22 p.
- UBND, Duc Trong (1980) *So lieu thong ke tinh Lam Dong 1976-1980*. Duc Trong, Phong Thong Ke Huyen Duc Trong (bureau de statistiques du district de Duc Trong), 99 p.
- UBND, Lam Dong (1981) *So lieu thong ke tinh Lam Dong 1976-1980*. Da Lat, Chi Cuc Thong Ke Tinh Lam Dong (Bureau de recensement de la province de Lam Dong), 262 p.

- UBND, Lam Dong (1986) *So lieu 10 nam (1976-1985). Xay Dung va phat trien kinh te - van hoa - xa hoi tinh Lam Dong*. Da Lat, Cuc Thong Ke Tinh Lam Dong (Bureau de recensement de la province de Lam Dong), 92 p.
- UBND, Lam Dong (1988) *So lieu thong ke tinh Lam Dong 1988*. Da Lat, Chi Cuc Thong Ke Tinh Lam Dong (Bureau de recensement de la province de Lam Dong), 55 p.
- UBND, Lam Dong (1991) *So lieu thong ke tinh Lam Dong 1986-1990*. Da Lat, Chi Cuc Thong Ke Tinh Lam Dong (Bureau de recensement de la province de Lam Dong), ~80 p.
- UBND, Lam Dong (1991) *So lieu thong ke nong nghiep 35 nam (1956-1990) (statistiques agricoles pour 35 ans)*. Hanoi, NXB Thong Ke.
- UBND, Lam Dong (1992) *So lieu thong ke tinh Lam Dong Nam 1992*. Da Lat, Chi Cuc Thong Ke Tinh Lam Dong (Bureau de recensement de la province de Lam Dong), 95 p.
- UBND, Lam Dong (1993) *So lieu thong ke tinh Lam Dong 1986-1992*. Da Lat, Chi Cuc Thong Ke Tinh Lam Dong (Bureau de recensement de la province de Lam Dong), 262 p.
- UBND, Lam Dong (1993) *Lam Dong Tiem Nang Va co hoi dau tu/ Lam Dong - Resources and investment opportunities*. Da Lat, UBND Tinh Lam Dong/ The People's Committee of Lam Dong province, 39 p.
- UBND, Lam Dong (1996) *So lieu thong ke tinh Lam Dong 1991-1995*. Da Lat, Chi Cuc Thong Ke Tinh Lam Dong (Bureau de recensement de la province de Lam Dong), 75 p.
- UBND, Lam Ha (1991) *Lam Ha. Nien Giam thong ke . 1988-1991*. Dinh Van, Uy Ban Nhan Dan Huyen Lam Ha, 53 p.
- UBND, Lam Ha (1995) *So Lieu Thong Ke Kinh-Te Xa Hoi. Huyen Lam Ha, 1991-1995 (Annuaire de statistiques socio-économiques. District de Lam Ha, 1991-1995)*. Dinh Van, Uy Ban Nhan Dan Huyen Lam Ha, 40 p.
- VEILLEUX, Christine (1994) The state of Vietnam's forests: historical perspectives on a contemporary dilemma. In Rodolphe De Koninck, (éd.) *Le défi forestier en Asie du Sud-Est/The Challenge of the Forest in Southeast Asia*. Québec, GÉRAC, (Documents du GÉRAC n° 7), pp. 67-88.
- VEILLEUX, Christine et DE KONINCK, Rodolphe (1993) L'état et les besoins de l'agriculture au Cambodge, au Laos et au Viêt-Nam. In Collectif (éd.) *Présence et priorités canadiennes en Indochine*. Québec, GÉRAC, (Documents du GÉRAC n° 5), pp. 75-123.
- VIETNAM, bureau du premier ministre (1995) *Luat Dat Dai (loi foncière)*. Ha Noi, Nha Xuat Ban Chinh Tri Quoc Gia, 55 p.
- VIETNAM, Ministère des forêts (1991) *Vietnam. Forestry Sector Review. Tropical Forestry Action Programme. Main Report*. Hanoi, Ministry of Forestry.
- VO QUY et LE THAC CAN (1994) Conservation of Forest Resources and the Greater Biodiversity of Vietnam. *Asian Journal of Environmental Management*, 2(2, nov.): 55-59.
- WHITMORE, Timothy Charles (1984) *Tropical rain forests of the Far East*. Toronto, Oxford University Press (2^e édition), 352 p.

WILLIAMS, Michael (1989) *Americans and their Forests. A Historical Geography*. Cambridge, Cambridge University Press, (Studies in Environment and History), ed. Worster, Donald et Crosby, Alfred, 599 p.